

# Impérialisme et nationalisme L'Allemagne, l'Empire ottoman et la Turquie (1908 – 1933)

Dorothee Guillemarre-Acet





Impérialisme et nationalisme  
L'Allemagne, l'Empire ottoman et la Turquie  
(1908 – 1933)

# ISTANBULER TEXTE UND STUDIEN

HERAUSGEGEBEN VOM  
ORIENT-INSTITUT ISTANBUL

BAND 19

Impérialisme et nationalisme  
L'Allemagne, l'Empire ottoman et la Turquie  
(1908 – 1933)

Dorothee Guillemarre-Acet

WÜRZBURG 2016

---

ERGON VERLAG WÜRZBURG  
IN KOMMISSION

Umschlaggestaltung: Taline Yozgatian  
Unter Verwendung der satirischen Zeitschrift „Kalem“ vom 12.01.1911.

Bibliografische Information der Deutschen Nationalbibliothek  
Die Deutsche Nationalbibliothek verzeichnet diese Publikation in der Deutschen Nationalbibliografie; detaillierte bibliografische Daten sind im Internet über <http://dnb.d-nb.de> abrufbar.

Bibliographic information published by the Deutsche Nationalbibliothek  
The Deutsche Nationalbibliothek lists this publication in the Deutsche Nationalbibliografie; detailed bibliographic data are available in the Internet at <http://dnb.d-nb.de>.

ISBN 978-3-95650-192-0  
ISSN 1863-9461

© 2016 Orient-Institut Istanbul (Max Weber Stiftung)  
Das Werk einschließlich aller seiner Teile ist urheberrechtlich geschützt. Jede Verwertung des Werkes außerhalb des Urheberrechtsgesetzes bedarf der Zustimmung des Orient-Instituts Istanbul. Dies gilt insbesondere für Vervielfältigungen jeder Art, Übersetzungen, Mikroverfilmung sowie für die Einspeicherung in elektronische Systeme. Gedruckt mit Unterstützung des Orient-Instituts Istanbul, gegründet von der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft, aus Mitteln des Bundesministeriums für Bildung und Forschung.

Ergon-Verlag GmbH  
Keesburgstr. 11, D-97074 Würzburg

*Pour Oktay Acet*





# Remerciements

Cet ouvrage est tiré d'une thèse de doctorat en histoire. À ce titre, mes remerciements les plus sincères s'adressent avant tout à mon directeur M. François Georjeon, qui suit mon parcours depuis ma première année de DEA et qui n'aurait pas pu mieux représenter ce qu'en allemand on appelle un *Doktorvater* : outre les précieux conseils qu'il m'a donnés tout au long de cette période, il a soutenu avec bienveillance mes démarches et a bien voulu m'introduire dans l'unité mixte de recherches 8032 « Etudes turques et ottomanes » (EHESS / CNRS / Collège de France), me faisant par là-même bénéficier du dynamisme de ses membres, de leur volonté d'échanges et de leur curiosité scientifique. Ne pouvant les nommer tous, je me permets de les remercier collectivement.

Je tiens également à remercier MM. Faruk Bilici (INALCO), Hamit Bozarslan (EHESS), Etienne François (TU, Berlin), Robert Frank (Paris I) et Klaus Kreiser (Université de Bamberg), qui ont bien voulu faire partie de mon jury, et dont l'originalité de leurs lectures, de leurs remarques et de leurs critiques, ainsi que leurs encouragements, m'ont été d'une très grande aide pour élaborer la version définitive de ce travail.

Mes remerciements s'adressent aussi à M. Edhem Eldem, de l'Université de Boğaziçi, qui a joué un rôle décisif en m'accordant de son temps pour parler de mon sujet et en m'encourageant à persévérer malgré les difficultés rencontrées.

Il va sans dire que ce travail n'aurait pu être réalisé sans l'allocation de recherches de l'INALCO dont j'ai bénéficié – que M. Rémy Dor trouve ici ma reconnaissance – ni sans les aides de l'Institut français d'Etudes anatoliennes d'Istanbul. Je remercie également le personnel des bibliothèques de Francfort / Main, de Tübingen, de l'ISAM, de l'Atatürk Kitaplığı à Istanbul, de la Bibliothèque nationale à Ankara et des archives du ministère des Affaires étrangères de Berlin.

Grâce à M. Nicolas Vatin (EPHE), je suis entrée en rapport avec M. Jacques Le Rider (EPHE) et l'équipe d'accueil EA 4117 de l'Ecole pratique des Hautes Etudes « Europe du Nord, Europe centrale et orientale, cultures juives d'Europe et de Méditerranée depuis le Moyen Âge : histoire et interculturalité ». C'est à celle-ci et au soutien de M. Le Rider, à qui vont tous mes remerciements, que le présent ouvrage doit d'avoir bénéficié d'une aide financière de l'EPHE.

Enfin, je voudrais remercier le directeur de l'Orient Institut d'Istanbul M. Stefan Leder qui a accepté de publier ce travail, ainsi que Mme Barbara Pusch, qui a été ma patiente interlocutrice dans l'élaboration définitive de cet ouvrage.

Ces remerciements seraient incomplets sans l'évocation de ma famille et de mes amis, qui, je l'espère, savent tous ce que je leur dois.

Dorothee Guillemarre-Acet



# Introduction

Au moment de la révolution jeune-turque de juillet 1908, alors que l'impérialisme des puissances dans le monde est à son comble, les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman ont de quoi fasciner l'historien. Des instructeurs allemands forment en effet depuis plusieurs années déjà l'armée de l'Empire. C'est également le Reich qui construit le chemin de fer de Bagdad. Six ans plus tard, en 1914, alors qu'Enver pacha, qui a passé deux ans à Berlin, devient ministre de la Guerre, les deux pays s'allient dans la Première Guerre mondiale en célébrant leur amitié d'armes, leur *Waffenbruderschaft*.

Les symboles sont forts, et le risque est grand de les surestimer : en fait, ni le *Bagdadbahn*, ni la présence de militaires allemands dans l'Empire ottoman, ni non plus la *Weltpolitik* de Guillaume II – assez hasardeuse au demeurant – ou la « germanophilie » d'Enver ne suffisent à expliquer l'alliance entre les deux pays pendant la Première Guerre mondiale, qui est aussi le résultat d'une constellation particulière à l'été 1914<sup>1</sup>. Les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman sont toutefois porteuses de ces symboles, avec lesquels il faut composer. Ils ne sont d'ailleurs pas seulement le fruit d'un discours *a posteriori*, ils ont aussi leur impact à l'époque : pour les contemporains, le *Bagdadbahn* ou la présence d'instructeurs militaires allemands dans l'Empire favorisent toutes les spéculations possibles<sup>2</sup>. La proclamation de la guerre sainte et la *Waffenbruderschaft* durant la Première Guerre mondiale participent de la même logique : soldats allemands et ottomans, chrétiens et musulmans, combattent pour une même cause. Enver porte la moustache à la manière du Kaiser, qui lui-même se fait photographier en uniforme ottoman. La réalité, celle d'une guerre terrible, plus longue que prévue, faite de malentendus et de rivalités, entachée par le génocide arménien, est plus difficile à écrire.

L'un des objets de ce travail est donc de réinterroger les interprétations qui ont cours à propos d'une histoire inégalement traitée par la recherche. L'historiographie des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman adopte presque exclusivement le point de vue allemand<sup>3</sup>. L'ouvrage de Trumpener constitue une exception et a le

---

<sup>1</sup> Sur l'alliance entre les deux pays en 1914, voir Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire, 1914 – 1918*, Princeton, Princeton University Press, 1968.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet l'article de Flaningam, M. L., « German Eastward Expansion, Fact and Fiction : A Study in German-Ottoman Trade Relations ». In : *Journal of Central European Affairs*, Volume XIV, Janvier 1955, n°4, pp. 319 – 333, qui souligne avec intelligence la différence entre le discours et les procédés des autorités allemandes, et les acquis réels, ici concernant les relations économiques, en montrant que la pénétration allemande dans l'Empire ottoman a été surestimée par les contemporains eux-mêmes.

<sup>3</sup> Nous nous reporterons à ces ouvrages au fur et à mesure de notre travail. Pour l'aspect international, voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht. Deutschland, England und die orientalische Frage 1871 – 1914*, Munich, Oldenbourg, 1992. L'ouvrage de Lothar Rathmann, *Stossrichtung Nabost 1914 – 1918. Zur Expansionspolitik des deutschen Imperialis-*

mérite de rappeler la marge d'action des unionistes, même si, ce faisant, l'auteur a parfois eu tendance à minimiser les buts de l'Allemagne. Très peu d'études reposent sur des sources ottomanes et turques<sup>4</sup>. À cela s'ajoutent les représentations françaises, contemporaines comme historiographiques, qui présentent l'Allemagne d'avant 1914 comme résolument déterminée à conquérir l'Orient et suffisamment puissante pour cela. Enfin, la politique extérieure de l'Empire ottoman à partir de 1908 reste mal connue, trop souvent pensée en terme de « pro » et « anti » : les unionistes auraient ainsi été « pro-anglais » après la révolution ou « pro-allemands » au moment de la Première Guerre mondiale. Cette vision ne prend en compte ni les calculs politiques des hommes d'État ottomans, ni la représentation qu'ils se faisaient des puissances européennes, des relations internationales et de la situation de l'Empire ottoman, ni le nationalisme naissant des Jeunes Turcs, qui détermine pourtant pour une grande part leurs choix politiques.

Le second objectif de ce travail est de s'interroger sur le long terme : les relations entre l'Allemagne de Weimar et la Turquie kémaliste reprennent en effet à un rythme soutenu après la Première Guerre mondiale et s'inscrivent ce faisant dans une continuité aussi bien de personnes que d'enjeux internationaux et nationaux. Durant cette période, l'Allemagne participe activement à la modernisation de la Turquie kémaliste et devient son partenaire économique le plus important dans les années 1930<sup>5</sup>. Les recherches qui ont souligné les continuités entre l'Allemagne impériale et celle de Weimar, et entre l'Empire ottoman et la République turque encourageant à prendre la longue durée en compte<sup>6</sup>.

Les problématiques de l'impérialisme et du nationalisme, et de leur articulation, définissent les relations entre les deux pays sur le long terme : dans le contexte du concert européen d'avant 1914, il s'agira d'essayer de déterminer no-

---

*mus im 1. Weltkrieg*, Berlin, Rütten & Leoning, 1963, bien que daté, reste une référence pour l'histoire de l'alliance.

<sup>4</sup> Voir Ortaylı, İlber, *Osmanlı İmparatorluğu'nda Alman Nüfuzu* [L'influence allemande dans l'Empire ottoman], Istanbul, İletişim Yayınları, 1998. L'étude de Mustafa Gencer, *Modernisierung und kulturelle Interaktion, Deutsch-türkische Beziehungen (1908 – 1918)*, Münster, LIT Verlag, 2002, bien qu'elle fournisse de précieux renseignements, ne nous apparaît pas convaincante dans son approche des interactions et des transferts.

<sup>5</sup> L'ouvrage d'Antoine Fleury, *La pénétration allemande au Moyen-Orient 1919 – 1939 : le cas de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan*, Leiden, Sijthoff, 1977, présente de manière claire la tentative du Gouvernement allemand de gagner une influence sur ces pays. L'ouvrage de Cemil Koçak, *Türk-Alman İlişkileri (1923-1939). İki Dünya Savaşı Arasındaki Dönemde Siyasal, Kültürel, Askeri ve Ekonomik İlişkiler* [Les relations turco-allemandes (1923 – 1939). Les relations politiques, culturelles, militaires et économiques entre les deux guerres mondiales], Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1991, donne un aperçu des relations officielles et repose sur des sources exclusivement allemandes.

<sup>6</sup> Voir en particulier Zürcher, Jan Erik, « Young Turks, Ottoman Muslims and Turkish Nationalists : Identity Politics 1908 – 1938 ». In : Karpas, Kemal H. (éd.), *Ottoman Past and Today's Turkey*, Leiden, 2000 et : « From Empire to Republic. Problems of Transition, Continuity and Change » [En ligne]. In : [www.tulp.leidenuniv.nl/content\\_docs/wap/fromtorep.pdf](http://www.tulp.leidenuniv.nl/content_docs/wap/fromtorep.pdf) (page consultée le 15.10.2005).

tamment quelle politique les dirigeants ottomans ont mené face à la pénétration allemande dans l'Empire, de cerner quels changements le nationalisme des unionistes a engendrés, et de tenter d'analyser comment les dirigeants allemands se sont situés par rapport à cette nouvelle donne. L'alliance pendant la Guerre sera également examinée sous cet angle. Pour la période de l'après guerre se posera la question de la position de l'Allemagne et de la Turquie dans le nouvel ordre international, dominé par les puissances victorieuses, ainsi que celles des buts allemands en Turquie et du poids du nationalisme turc dans les relations entre les deux pays. Ce faisant, ce sujet ne saurait être abordé sans la prise en compte de la dimension de l'imaginaire social, des représentations subjectives de l'autre, liées à la représentation de soi, dont les acteurs de ces relations sont porteurs<sup>7</sup>. La politique qu'ils mènent, les décisions qu'ils prennent, les analyses qu'ils livrent sont en partie dépendantes de cette dimension socioculturelle dont nous tenterons, dans la mesure du possible, de saisir les ressorts à travers les itinéraires des acteurs politiques et militaires ainsi que les écrits des publicistes<sup>8</sup>. Cette recherche nous amènera également à poser la question des modèles et celle des transferts scientifiques et culturels de l'Allemagne vers l'Empire ottoman et la Turquie républicaine.

Pour traiter ce sujet, une approche chronologique nous permettra une analyse à la fois du temps court et du temps long, en quatre parties. Après un prologue revenant sur les fondements des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman avant 1908, la première partie sera consacrée à la période allant de la révolution jeune-turque au coup d'État unioniste de 1913. Dans celle-ci, nous nous interrogerons en particulier sur les fondements de la politique extérieure des unionistes, sur le rôle des réseaux de personnalités dans le développement des relations entre les deux pays, ainsi que sur les représentations des acteurs en présence. La deuxième partie portera sur la période allant de 1913 à 1918. Après avoir analysé la nature des relations entre les deux pays en 1913 et la conclusion de l'alliance en 1914, nous nous pencherons sur les années de guerre et sur les buts allemands et unionistes. Dans une troisième partie, nous aborderons la période de l'immédiat après-guerre et de l'interruption officielle des relations, dont le fil conducteur sera constitué par le maintien des contacts informels entre acteurs allemands et turcs. Dans la quatrième partie, enfin, nous tenterons de saisir la spécificité des relations politiques et les liens culturels entre la République kémaliste et celle de Weimar dans le contexte international de l'entre-deux-guerres.

<sup>7</sup> Voir Robert Frank, « Mentalitäten, Vorstellungen und internationale Beziehungen ». In : Loth, Wilfried ; Osterhammel, Jürgen (éd.), *Internationale Geschichte. Themen – Ergebnisse – Aussichten*, Munich, Oldenbourg, 2000, pp. 159 – 186. Sur la problématique des représentations, voir la très fine analyse de Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale 1936 – 1944*, Paris, Éditions du Seuil, 2001 (1<sup>ère</sup> éd. 1990).

<sup>8</sup> Au fur et à mesure de l'élaboration ce travail, des ouvrages ont commencé à paraître sur la dimension socio-culturelle de l'intérêt allemand pour l'Orient. Voir en particulier Fuhrmann, Malte, *Der Traum vom deutschen Orient : zwei deutsche Kolonien im osmanischen Reich, 1851 – 1918*, Francfort / Main, Campus – Verlag, 2006.



# Prologue

## Le poids de l'Allemagne dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque

### 1. *L'Empire ottoman et l'Allemagne : un rapprochement stratégique*

#### *Le développement des relations dans les années 1880*

Le développement des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman est lié à un changement dans la position internationale des deux pays. Du côté ottoman, après la défaite contre la Russie et le congrès de Berlin, l'Empire se retrouve isolé. Sa politique, qui consistait à opposer les intérêts des puissances et à jouer de leurs dissensions, commence à montrer ses limites : les Anglais et les Allemands ont laissé la France s'accaparer la Tunisie, et Bismarck a soutenu la Grande-Bretagne en Égypte<sup>1</sup>. Outre l'impérialisme des grandes puissances, les mouvements nationaux dans les Balkans constituent par ailleurs une menace de taille. Les dirigeants ottomans, inquiets de la situation, réfléchissent donc à une alliance défensive et voient en l'Allemagne un partenaire idéal : devenue une grande puissance militaire et industrielle depuis les victoires de Sadowa et de Sedan, elle ne nourrit pas d'ambitions territoriales<sup>2</sup>. Par ailleurs, alliée avec l'Autriche-Hongrie et la Russie, elle pourrait contribuer à amoindrir les menaces que celles-ci font peser sur l'Empire. Dans cette logique, Abdülhamid commence par demander à l'Allemagne l'envoi de conseillers civils et militaires en avril 1880. Il voudrait obtenir des officiers instructeurs allemands, ainsi que des experts financiers pour trouver un règlement des dettes contractées auprès des Français et des Anglais. Cette demande est formulée au moment où Gladstone, connu pour être un ennemi déclaré de l'Empire et des Turcs<sup>3</sup>, et les libéraux anglais remportent les élections en Angleterre. La situation diplomatique de l'Empire connaît donc un tournant : la Grande-Bretagne, qui apparaissait quelques années auparavant encore comme la puissance la plus à même de défendre l'intégrité de l'Empire, devient la « bête noire » d'Abdülhamid<sup>4</sup>. Celui-ci la soupçonne de vouloir encourager le nationalisme arabe et se sent trahi par elle.

---

<sup>1</sup> Voir Geogon, François, *Abdülhamid II. Le sultan calife*, Paris, Fayard, 2003, p. 225.

<sup>2</sup> Lors de son voyage en Europe, en 1867, Abdülhamid avait déjà été impressionné par la parade militaire à laquelle il avait assisté en Prusse, où, sinon, la délégation ottomane ne s'était pas attardée. Lors de la guerre de 1870/71, il aurait ainsi parié sur la victoire allemande. Voir *Ibid.*, p. 34.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>4</sup> *Ibid.*

Du côté allemand, après la guerre franco-allemande et l'unification de l'Allemagne en 1871, la politique de Bismarck a consisté à renforcer la position de la jeune nation au milieu du continent européen, en créant une situation politique destinée à empêcher que ne se forme une coalition contre l'Allemagne. Pour ce faire, Bismarck a mis en place une alliance avec l'Autriche-Hongrie et la Russie. Une implication de l'Allemagne en Orient n'est pas à l'ordre du jour, la Turquie étant surtout « un objet de grande politique<sup>5</sup> » plutôt qu'un lieu propice à une activité directe de l'Allemagne<sup>6</sup>. Au congrès de Berlin, Bismarck a endossé le rôle d'arbitre, et est ainsi parvenu à réconcilier momentanément la Russie et la Grande-Bretagne et à encourager la France et la Russie à s'engager dans les affaires orientales, toujours pour éviter une alliance contre l'Allemagne. En ce qui concerne l'Empire, le chancelier a affiché un mépris particulièrement prononcé pour les délégués ottomans<sup>7</sup>. Toutefois, l'alliance avec la Russie devient de plus en plus compromise, notamment à cause de la rivalité entre l'Autriche-Hongrie et la Russie dans les Balkans. En fin de compte, même si Bismarck réussit en 1881 à renouveler la Ligue des trois empereurs conclue en 1872, celle-ci paraît de plus en plus fragile.

Lorsque la demande du sultan arrive à Berlin, Bismarck n'accepte d'abord d'envoyer que des instructeurs civils. Deux ans plus tard, il finit par donner son accord pour l'envoi d'instructeurs militaires, et en mai 1882, un premier groupe d'officiers allemands arrive à Istanbul sous la direction du colonel Kaehler<sup>8</sup>. Outre le fait qu'il y voit un moyen d'acquérir des rapports précis sur la situation militaire ainsi qu'une possibilité d'influence à long terme, le chancelier allemand estime surtout qu'en cas de guerre contre la Russie, l'Empire ottoman pourrait s'avérer être un allié utile<sup>9</sup>. Ce premier pas est suivi quelques mois plus tard par l'accueil d'une dizaine d'officiers ottomans dans l'armée prussienne. Mais si Bismarck commence à voir un intérêt dans le maintien de l'Empire ottoman, il n'envisage toutefois pas de s'engager dans la question d'Orient et refuse les propositions d'alliance que lui fait à plusieurs reprises le sultan entre 1881 et 1883. Par ailleurs, la présence d'instructeurs militaires dans l'Empire et la formation d'officiers ottomans en Prusse ont certes pour conséquence que l'Allemagne obtient d'importantes commandes d'armes, mais Bismarck refuse toute activité politique des instructeurs allemands, et continue de s'efforcer de maintenir un équilibre dans l'opposition entre l'Autriche-Hongrie et la Russie dans les Balkans<sup>10</sup>.

<sup>5</sup> L'expression est de Hajo Hollborn, auteur de *Deutschland und die Türkei 1878 – 1890*, Berlin, 1926, et est citée dans Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 18.

<sup>6</sup> Sur la politique de Bismarck dans la question d'Orient, voir en particulier Scherer, Friedrich, *Adler und Halbmond. Bismarck und der Orient, 1878 – 1890*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2001.

<sup>7</sup> Voir Georgeon, François, *Abdülhamid II*, op. cit., p. 103.

<sup>8</sup> Voir ci-après le chapitre sur l'influence militaire allemande.

<sup>9</sup> Voir entre autres Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 33.

<sup>10</sup> Schöllgen réfute la thèse de Wallach selon laquelle Bismarck, en acceptant d'envoyer des instructeurs militaires dans l'Empire ottoman, rompt avec sa politique de non-engagement



Poursuivant sa politique de rapprochement avec l'Allemagne, le sultan Abdülhamid II charge en 1888 un ingénieur autrichien spécialisé dans les chemins de fer de faire une proposition au directeur de la Deutsche Bank Georg von Siemens pour construire la ligne Izmit – Ankara<sup>11</sup>. L'attribution à l'Allemagne de cette concession est d'abord bien vue par les Anglais, qui voient en elle un contrepoids à la domination financière française et aux projets d'expansion russes. Après avoir accordé un prêt à l'Empire, le consortium de banques qui s'est formé pour en financer la construction confie la concession à une société de droit turc fondée en mars 1889, la Société du chemin de fer d'Anatolie. L'État ottoman assure à ce consortium une « garantie kilométrique », c'est-à-dire qu'il paie annuellement une somme déterminée pour chaque kilomètre construit tant que les gains du chemin de fer n'atteignent pas cette somme.

Durant les trois dernières années où Bismarck est chancelier, les relations avec l'Empire se sont donc développées : des instructeurs militaires ont été envoyés, des commandes d'armes ont été passées à l'Allemagne par l'Empire ottoman, et la concession pour la construction du chemin de fer d'Anatolie a été attribuée à une entreprise allemande. Enfin, en 1889, le jeune empereur Guillaume II effectue un premier voyage à Istanbul. Ces événements encouragent le développement du commerce allemand dans l'Empire<sup>12</sup>. Si le chancelier n'est pas prêt à engager l'Allemagne dans une politique plus active, à la veille de son départ de son poste, des voix commencent à défendre l'idée de la nécessité d'un engagement de l'Allemagne dans la question d'Orient.

### *Guillaume II et Abdülhamid II : une amitié affichée*

Deux ans après que Guillaume II a accédé au trône, Bismarck, critiqué tant pour sa politique intérieure qu'extérieure, doit partir. Les nouveaux hommes au pouvoir, même s'ils ne rompent pas radicalement avec sa politique, se montrent beaucoup plus méfiants que le Chancelier de fer vis-à-vis de la Russie, et le traité d'assistance mutuelle n'est pas renouvelé. Dans les faits, ils privilégient les relations avec l'Autriche-Hongrie, et cherchent également un rapprochement avec la Grande-Bretagne.

À cette époque, l'historien Heinrich von Treitschke, le sociologue Max Weber et les publicistes Friedrich Naumann et Hans Delbrück<sup>13</sup> réclament pour l'Allemagne

---

dans la question d'Orient. En effet, si Bismarck, ce faisant, souligne la possibilité de gagner de l'influence, cela ne suffit pas pour en conclure qu'il change fondamentalement le cours de sa politique.

<sup>11</sup> Sur les étapes de la construction du chemin de fer ainsi que les problèmes de financement de l'entreprise, voir Pöhl, Manfred, *Von Stambul nach Bagdad. Die Geschichte einer berühmten Bagdadbahn*, Munich, Piper, 1999.

<sup>12</sup> Nous consacrerons ci-après un chapitre au développement de ces relations commerciales.

<sup>13</sup> Sur les « impérialistes libéraux », voir Kloosterhuis, Jürgen, „Friedliche Imperialisten“ : *Deutsche Auslandsvereine und auswärtige Politik, 1906 – 1918*, Francfort / Main, Lang, 1994.

une politique mondiale puissante et commencent à convaincre leur public<sup>14</sup>. L'idée impérialiste se répand ainsi de plus en plus parmi la bourgeoisie, qui attend d'un empire colonial la possibilité pour l'Allemagne d'avoir une place parmi les autres puissances. Guillaume II prend la tête de ce courant alors que l'élite traditionnelle n'est pas encore gagnée à ces idées. Le Kaiser, en particulier, défend personnellement le projet de construction d'une flotte qui permettrait à l'Allemagne de s'imposer par rapport à la Grande-Bretagne, contre l'avis du chancelier et du ministre des Affaires étrangères. À partir du moment où von Bülow devient ministre des Affaires étrangères, en 1897, puis chancelier, de 1900 à 1909, le Kaiser se mêle de plus en plus des affaires de l'État. Les hommes de la *Wilhelmstrasse* s'efforcent dans un premier temps de faire entendre la voix de l'Allemagne dans les questions coloniales. Même s'ils n'ont en réalité que de vagues plans quant au gain de colonies en lui-même, cette politique est perçue par les autres puissances comme étant de plus en plus agressive. Le premier pas concret de Bülow dans la politique mondiale se traduit par l'occupation de la ville chinoise de Ching-Tao en novembre 1897 et l'annexion de la baie de Chia-Chou, à l'occasion de laquelle il réclame pour l'Allemagne « une place au soleil »<sup>15</sup>. La même année, Marschall von Bieberstein est nommé ambassadeur à Istanbul. Il va rester dans la capitale jusqu'en 1912, et constitue donc pour notre sujet un personnage essentiel.

Concernant l'Empire ottoman plus précisément, dès le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, des économistes et des historiens allemands ont désigné l'Asie Mineure comme un champ d'activité idéal pour les entrepreneurs allemands<sup>16</sup>. Friedrich List notamment a mis en évidence en 1840 la nécessité pour le commerce allemand de se tourner non seulement vers les Balkans mais aussi au-delà. Quelques années plus tard, Wilhelm Roscher affirmait que la Turquie devait devenir allemande et que la Mésopotamie devait être exploitée par des colons allemands. L'idée est reprise après 1880 par les ligues colonialistes. Ainsi, l'un des théoriciens allemands du colonialisme, Karl Kräger, élabore en 1892 un programme de colonisation de l'Anatolie sous la direction de la Société du chemin de fer.

Toutefois, si ces projets sont régulièrement évoqués, ils ne sont pas concrètement envisagés par la *Wilhelmstrasse*. Plus important apparaît le fait qu'à partir de 1895/1896, l'opinion publique allemande commence à s'intéresser de plus près à la politique étrangère<sup>17</sup>. Dans ce contexte, la politique allemande en Orient connaît une certaine popularité, renforcée par le voyage du Kaiser en 1898. Les recherches géographiques et archéologiques sur cette région se multiplient sous

<sup>14</sup> Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben. Deutschland unter Wilhelm II, 1890 – 1918*, Berlin, Propyläen, 1995, p. 297.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 309.

<sup>16</sup> Voir entres autres Anhegger, Robert, « Almanların Türkiye'ye Göçü » [L'immigration allemande en Turquie]. In : *Tarih ve Toplum*, n° 21, septembre 1985, pp. 28 – 33 et Ortaylı, İlber, *Osmanlı İmparatorluğu'nda Alman Niifuzu*, op. cit., pp. 55 – 56.

<sup>17</sup> Voir Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeiolitik in der Zeit Wilhelms II.*, Kiel, 1968, pp. 82 et suivantes.

l'impulsion de nouvelles organisations scientifiques, comme l'Association allemande pour la recherche en Palestine, ou encore le Comité allemand d'Orient et la Société de l'Asie mineure. Le Kaiser lui-même, particulièrement fasciné par l'ancienne Babylone, se montre très intéressé par l'archéologie.

Entre 1890 et 1897, les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman s'intensifient. Sur le plan politique, l'Allemagne, sans s'engager activement dans la défense de l'intégrité de l'Empire ottoman, prend toutefois parti pour lui à plusieurs occasions. Lors de la crise arménienne de 1894/96, elle s'oppose à l'idée d'un partage des provinces de l'Empire proposée par la Grande-Bretagne<sup>18</sup>. Le second voyage de Guillaume II à Istanbul en 1898 marque dans ce contexte une étape importante dans le développement des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman<sup>19</sup> : pour le Sultan, la visite du Kaiser constitue un soutien de taille, au moment où son Empire est discrédité par les massacres perpétrés contre les Arméniens<sup>20</sup>. Après avoir séjourné une semaine dans la capitale, Guillaume II se rend en Terre sainte. En réponse à un discours de bienvenue des autorités à Damas, il n'hésite pas à se déclarer « le meilleur ami des trois cents millions de musulmans qui vivent dans le monde ».

La visite de Guillaume II marque donc un tournant dans la politique extérieure ottomane<sup>21</sup>. Jusque là, le sultan s'était efforcé de maintenir un équilibre en faisant jouer les puissances les unes contre les autres. Désormais, il semble vouloir privilégier une puissance, l'Allemagne, à qui il a accordé plusieurs concessions importantes, comme l'éclairage électrique ou la construction du quai de Haydar-Paşa. Surtout, les deux souverains ont évoqué le projet du chemin de fer de Bagdad qui doit relier la capitale ottomane au golfe Persique. Cette ligne lui permettrait ainsi de renforcer la sécurité de l'Empire en facilitant un transport rapide des troupes militaires. Elle est également censée permettre le développement économique de ces provinces. D'ailleurs, le sultan se fait traduire un ouvrage de Max von Oppenheim<sup>22</sup> qui confirme l'importance économique de la Mésopotamie<sup>23</sup>. Pour ré-

<sup>18</sup> Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 290.

<sup>19</sup> Voir Jaschinski, Klaus ; Waldschmidt, Julius (dir.), *Des Kaisers Reise in den Orient 1898*, Berlin, Trafo Verlag, 2002.

<sup>20</sup> À partir de ce moment, les dirigeants et les publicistes allemands engagés dans un renforcement des relations avec l'Empire ottoman vont dans l'ensemble prendre parti pour la politique de répression à l'encontre des Arméniens et vont justifier leur attitude par un certain nombre de stéréotypes raciaux. Voir à ce sujet Kaiser, Hilmar, *Imperialism, Racism and Development Theories. The Construction of a Dominant Paradigm on Ottoman Armenians*, Ann Arbor, Gomidas Institute, 1998.

<sup>21</sup> Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 345.

<sup>22</sup> Max von Oppenheim était attaché au consulat général allemand du Caire entre 1896 et 1910 et a par ailleurs mené des recherches archéologiques en Mésopotamie. Nous serons appelés à revenir sur ce personnage dans la suite de ce travail.

<sup>23</sup> Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 347. Il s'agit très certainement de l'ouvrage publié en 1899 – 1900 et intitulé *Vom Mittelmeer zum Persischen Golf durch den Hauran, die syrische Küste und Mesopotamien*.

alizer ce projet l'Allemagne apparaît, tant sur le plan politique que sur le plan technologique, comme le pays le plus indiqué. De leur côté, les personnalités allemandes qui ont des contacts avec l'Empire sont d'avis que l'Empire doit plus se concentrer sur les provinces arabes. Le général von der Goltz, en particulier, suggère à plusieurs reprises que la capitale ottomane serait mieux placée en Anatolie ou dans les provinces arabes<sup>24</sup>.

Les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman se sont donc considérablement développées en quelques années. Pour le sultan, l'Allemagne représente une puissance sur laquelle il pense pouvoir s'appuyer et qu'il souhaite voir s'engager plus dans l'Empire. Le Kaiser et la nouvelle génération d'hommes politiques qui arrivent au pouvoir après 1890 estiment qu'il est temps que l'Allemagne s'affirme dans le monde. En ce sens, l'Empire ottoman représente un terrain d'action rêvé, concrétisé par le *Bagdadbahn*.

### *Le chemin de fer de Bagdad*

Au début des années 1890, le Gouvernement ottoman a proposé à la Deutsche Bank de prolonger le chemin de fer vers Bagdad. Un an plus tard, la Société du chemin de fer d'Anatolie a obtenu la concession pour la construction de la ligne Eskişehir – Konya, terminée dès 1896, et la concession pour la construction de la ligne Ankara – Kayseri. Dans le contrat de 1893, le projet de relier Istanbul à Bagdad est évoqué pour la première fois. Sur ce point, les Anglais ne sont plus prêts à encourager les Allemands comme en 1888/89, mais au contraire protestent contre l'accord. Toutefois, le gouvernement allemand reste ferme et affirme ainsi pour la première fois son engagement politique dans les intérêts économiques d'Orient, provoquant la surprise des Anglais, dont la méfiance à l'endroit du Reich ne fait que progresser.

Après la visite de Guillaume II à Istanbul, la Société du Chemin de fer d'Anatolie obtient la concession du port de Haydar-Paşa et, surtout, Abdülhamid évoque la possibilité d'accorder la concession pour la construction du chemin de fer de Bagdad à un groupe allemand. L'empereur, mais aussi les hommes de la *Wilhelmstrasse*, se montrent très intéressés par ce projet, et poussent Siemens à accepter la concession. Un an plus tard, en novembre 1899, une convention préliminaire pour la construction du chemin de fer de Bagdad est signée entre la Société du Chemin de fer d'Anatolie et l'État ottoman, le trajet retenu étant le « trajet sud », depuis Konya jusqu'à Bagdad et Basra. Cette fois, le projet suscite une forte opposition parmi certains dirigeants ottomans, qui estiment bien trop élevées les garanties kilométriques demandées par les Allemands. Le beau-frère du sultan lui-même, Damad Mahmud pacha, critique la concession et lorsque Abd-

---

<sup>24</sup> Voir la suite de ce travail.

ülhamid impose son choix, il rejoint l'opposition jeune-turque en exil. La Grande-Bretagne essaie d'ailleurs de contrecarrer le projet allemand par une proposition plus avantageuse, sans succès<sup>25</sup>.

À partir de 1899, la concurrence pour la construction de la ligne entre Konya et Bagdad commence à donner un caractère clairement politique à l'entreprise. La Russie se montre inquiète de l'expansion allemande vers la Perse, et du fait que le chemin de fer renforcera à terme la Turquie. Au même moment, Berlin commence à considérer le chemin de fer comme une initiative nationale, pour laquelle d'ailleurs le Kaiser s'enthousiasme personnellement.

La coopération internationale pour la construction du chemin de fer échoue en 1903, lorsque les négociations anglo-allemandes rencontrent un fort courant anti-allemand en Angleterre. À cette date, la concession est finalement attribuée à la Société du chemin de fer d'Anatolie pour 99 ans. Le Gouvernement ottoman s'engage à verser une garantie kilométrique et garde le droit de racheter le chemin de fer. La participation française au capital d'actions est minime. Quatre ans plus tard, en septembre 1907, La société du chemin de fer d'Anatolie obtient la concession pour l'irrigation de la plaine de Konya, dont les travaux sont attribués à la firme Philipp Holzmann & Cie. Presque au même moment, l'ambassade allemande réussit à obtenir pour des firmes allemandes la construction du pont de Galata à Istanbul. Enfin, un peu plus d'un mois avant la révolution jeune-turque, le 2 juin 1908, l'État ottoman et les deux directeurs de la Société du chemin de fer d'Anatolie signent une convention sur le Bagdadbahn qui autorise la poursuite de la construction du chemin de fer de 840 kilomètres, jusqu'à la Syrie et la Mésopotamie<sup>26</sup>.

Abdülhamid II, en facilitant l'engagement allemand dans l'Empire, a cherché à neutraliser l'opposition anglo-russe et à éviter le démembrement de l'Empire. Dans les faits, les rivalités autour du chemin de fer de Bagdad engendrent aussi des ententes entre les puissances. Ainsi, en 1900, par l'accord dit de la mer Noire, la Russie se réserve le monopole de construire des voies ferrées dans le nord-est de l'Anatolie. De leur côté, les Français s'accaparent le réseau syrien et y construisent, entre 1892 et 1902, près de 700 kilomètres<sup>27</sup>.

L'Allemagne, de son côté, singularise sa politique vis-à-vis de l'Empire : elle s'oppose notamment aux autres puissances qui réclament des réformes dans la partie européenne de l'Empire, notamment en Macédoine. Cette région est depuis le 19<sup>ème</sup> siècle en proie à de multiples agitations de la part des comités révo-

<sup>25</sup> Özyüksel, Murat, *Osmanlı – Alman İlişkilerini Gelişim Sürecinde Anadolu ve Bağdat Demiryolları* [Le chemin de fer anatolien et le chemin de fer de Bagdad dans le développement des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne], Istanbul, Arba Yayınları, 1988, p. 134. Voir aussi Georgeon, François, *Abdülhamid II*, *op. cit.*, pp. 348 – 349.

<sup>26</sup> Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, pp. 222 – 223 et Özyüksel, Murat, *Anadolu ve Bağdat Demiryolları*, *op. cit.*, pp. 212 – 213.

<sup>27</sup> Voir Georgeon, François, « Le dernier sursaut (1878 – 1908) ». In : Mantran, Robert (dir.) : *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, pp. 522 – 576, ici pp. 567 – 568.

lutionnaires, qui s'intensifient particulièrement à partir de 1902/1903 et qui conduisent l'Autriche-Hongrie à préparer un nouveau plan de réformes. Le programme de Mürzsteg, en octobre 1903, prévoit ainsi d'attribuer à des Européens des postes de commandement dans la gendarmerie et de réaménager le découpage administratif en fonction des différentes nationalités. Ces deux points indisposent fortement le sultan, qui se tourne vers les Allemands. Ceux-ci lui conseillent d'abord d'accepter le plan qui, ne réglant pas encore les détails, laisse à la Turquie une marge de manoeuvre concernant les autres accords. Cependant, la pression des puissances s'accroît lorsqu'elles s'entendent sur un projet de réforme financière qui revient pratiquement à une tutelle financière sur la région. Devant le refus persistant du sultan, les puissances décident de faire une démonstration navale, à laquelle seule l'Allemagne refuse de s'associer. L'Allemagne, ainsi, se distingue des autres puissances. Toutefois, elle reste prudente et n'apporte pas d'autre soutien effectif à l'Empire.

La construction du chemin de fer de Bagdad constitue l'aspect le plus spectaculaire de l'engagement allemand dans l'Empire ottoman. Ses avantages, la *Wilhelmstrasse* les reconnaît clairement, et énumère à la suite les livraisons de matériel ferroviaire, la présence d'ingénieurs et d'ouvriers allemands dans l'Empire, la perspective de nouveaux marchés, le développement de l'influence culturelle allemande et de la recherche scientifique<sup>28</sup>. Ce projet, surtout, dépasse les cadres stricts de la *Realpolitik* et entraîne parmi les dirigeants comme parmi l'opinion publique un engouement certain pour une entreprise lourde de symboles.

## 2. *L'influence allemande dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque*

### *L'influence militaire*

Jusqu'à la guerre de 1870, date à laquelle la France a rappelé sa mission militaire, l'armée ottomane a été marquée par l'influence française. À la veille de la révolution, c'est désormais l'Allemagne qui joue le premier rôle. Dans ce domaine, l'Histoire commence en 1835, lorsque l'illustre Helmuth von Moltke débarque à Istanbul, par hasard semble-t-il, et y reste en fait quatre ans<sup>29</sup>. Si cette mission ne semble pas avoir eu vraiment d'effet, il s'est sans nul doute développé tant dans l'Empire ottoman qu'en Allemagne une « légende von Moltke », auréolée d'un

<sup>28</sup> Note du Ministère des Affaires étrangères de Berlin en 1903, cité dans Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeipolitik*, op. cit., pp. 25 – 26.

<sup>29</sup> Helmuth von Moltke (1800 – 1891) est un militaire prussien célèbre pour avoir mené les opérations de la guerre contre l'Autriche et de celle contre la France et avoir été l'un des artisans de l'unité allemande. À la suite de son séjour dans l'Empire ottoman, il a publié des lettres éditées sous le titre : *Briefe über Zustände und Begebenheiten in der Türkei aus den Jahren 1835 bis 1839*, Nördlingen, Greno, 1987.

certain prestige<sup>30</sup>. Mais dans les faits, il faut attendre à nouveau près d'un demi-siècle pour voir arriver une nouvelle mission, à l'été 1882, dont l'action, à vrai dire, débute plutôt mal. Les officiers allemands, qui ne connaissent pas l'Empire, se heurtent à la corruption du ministre de la Guerre, à l'insuffisance de la formation des officiers, et surtout à l'attitude du sultan, qui, méfiant vis-à-vis de sa propre armée, a notamment interdit les exercices de tir<sup>31</sup>. Au printemps de l'année 1883, le militaire Colmar von der Goltz rejoint la mission. Très vite, il se plaint du fait qu'elle ne soit pas prise au sérieux. Toutefois, il critique également l'attitude de ses compatriotes, mal préparés et seulement préoccupés par leurs salaires élevés. Cela provoque d'ailleurs un scandale, relayé par la presse, en 1888<sup>32</sup>. Dans l'ensemble, les officiers allemands ne parviennent pas à introduire de véritables réformes, soit parce qu'eux-mêmes ne comprennent ni les réalités de l'Empire ottoman ni les besoins de l'armée ottomane<sup>33</sup>, soit parce que les autorités d'Istanbul – le sultan et le ministre de la Guerre en tête – ne facilitent pas ces réformes<sup>34</sup>. Von der Goltz constitue sur ce dernier point une exception en ce qu'il parvient, dans le domaine de l'enseignement militaire, à initier quelques changements<sup>35</sup>. Les contrats de trois ans conclus avec les officiers allemands sont plusieurs fois renouvelés, sur la demande du sultan lui-même. Celui de von der Goltz est ainsi prolongé trois fois entre 1883 et 1895. À chaque fois, celui-ci refuse d'abord de rester, mettant en évidence l'inefficacité de son travail et à chaque fois, le sultan s'engage personnellement à lui faciliter la tâche. Surtout, les autorités allemandes lui font comprendre que son maintien au service de l'armée ottomane relève de l'intérêt de l'Allemagne. Il est vrai que l'officier allemand a fait gagner d'importantes commandes d'armes aux industries d'armement allemandes : les canons et les mortiers, les carabines et les fusils de l'armée ottomane sont désor-

<sup>30</sup> Voir Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe. Die preussisch-deutschen Militärmissionen in der Türkei, 1835 – 1919*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1976, p. 29. L'historiographie a retenu le nom de Moltke comme le début de la « pénétration pacifique » allemande dans l'Empire.

<sup>31</sup> Ces exercices ne seront autorisés qu'après la révolution de 1908.

<sup>32</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, *op. cit.*, p. 69 et suivantes. Les salaires exagérés que reçoivent les officiers allemands constituent un motif de critique récurrent parmi les militaires ottomans jusqu'à la Première Guerre mondiale.

<sup>33</sup> Rappelons qu'ils ne maîtrisent pas la langue ottomane. Les autorités allemandes ont au moins pris soin de choisir des officiers qui connaissent le français pour qu'ils puissent communiquer avec les militaires ottomans. Par ailleurs, leurs jugements sont empreints des clichés en vogue sur le caractère de « l'Oriental » ou du « Turc ».

<sup>34</sup> Les autorités ottomanes font preuve d'ambivalence envers les experts étrangers, dont elles attendent des réformes en voulant toutefois empêcher qu'ils n'acquière une vision trop poussée de la situation intérieure. Plus encore, elles ont tendance à considérer que le simple fait de faire venir des experts suffit à établir des réformes. Comme nous le verrons, cela fera l'objet, ultérieurement, de critiques de la part des intellectuels ottomans et turcs même si, dans les faits, cette ambivalence se perpétuera longtemps encore.

<sup>35</sup> Voir Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz : Denkwürdigkeiten*, Berlin, 1929, pp. 106 – 163.

mais de marque allemande, alors qu'auparavant, les autorités ottomanes prenaient soin de diversifier leurs équipements<sup>36</sup>.

Von der Goltz a été l'un des officiers allemands les plus actifs, et l'un des seuls qui ait réussi à établir des relations personnelles avec des officiers ottomans<sup>37</sup>. Lorsqu'il arrive dans l'Empire ottoman, il est âgé de 40 ans, a servi pendant la guerre contre l'Autriche en 1866 – 1867 et contre la France en 1870 – 1871, a enseigné à l'Académie militaire de Berlin et a publié des ouvrages militaires, dont, en 1878, *Das Volk in Waffen* [La nation en armes], dans lequel il souligne la primauté de l'armée sur la politique et la nécessité d'éduquer la société de manière militaire. Persuadé que les nations se trouvent en lutte perpétuelle les unes contre les autres, il prône comme beaucoup de ses contemporains les idées du darwinisme social en érigeant la guerre comme un devoir moral, garante de l'existence d'une nation. Cet ouvrage, traduit en 1885, a fortement influencé les officiers ottomans et jeunes-turcs<sup>38</sup>. Après la révolution, les militaires unionistes n'auront de cesse de s'y référer dans leurs publications<sup>39</sup>. À sa manière, von der Goltz est un admirateur de l'Empire ottoman. Louant les qualités morales et guerrières des Turcs, il voit même une certaine ressemblance entre Turcs et Allemands dans leur rapport à la nature et dans leur méfiance face au matérialisme européen. S'inscrivant dans le courant idéologique du pessimisme culturel, l'Orient lui apparaît comme le lieu des « vraies valeurs ». Pour cette raison, il estime que l'Allemagne a pour devoir d'accompagner les Turcs vers la modernité selon le modèle allemand, c'est-à-dire en respectant les traditions et la morale<sup>40</sup>. Il partage d'ailleurs l'intérêt des Ottomans pour le Japon et s'enthousiasme de sa victoire sur la Russie en 1905. En Allemagne, il est président de la Société asiatique allemande à partir de 1900. Sur le plan stratégique, il envisage dès le tournant du siècle la possibilité d'une guerre

<sup>36</sup> Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 229.

<sup>37</sup> Voir Swanson, Glen Wilfred, *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire : A Study of War and Revolution During the Young Turk Period*, Indiana University, Thèse non publiée, 1970 ; et : *ibid.*, « War, Technology and Society in the Ottoman Empire from the Reign of Abdülhamid II to 1913 : Mahmud Şevket and the German Military Mission ». In : Parry, V.J. (dir.), *War, Technology and Society in the Middle East*, London, Oxford University Press, 1975, pp. 367 – 381. Voir aussi : Akmeşe, Handan Nezir, *The Birth of Modern Turkey. The Ottoman Military and the March to World War I*, London, I.B. Tauris, 2005.

<sup>38</sup> Sous le titre : *Millet-i Müselleha*, 1885. Tunaya, Tarık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, Vol. 3 : *İttihat ve Terakki, bir Çağın, bir Kuşağın, bir Partinin Tarihi* [Les partis politiques en Turquie, vol. 3 : Union et Progrès, histoire d'une époque, d'une génération, d'un parti], İstanbul, İletişim Yayınları, 2000 (première édition : 1952), p. 324. Voir aussi Doğan, Atila, *Osmanlı Aydınları ve Sosyal Darwinizm* [Les intellectuels ottomans et le darwinisme social], İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 2006, p. 168. Voir aussi le chapitre II de la première partie de ce travail.

<sup>39</sup> Akmeşe, Handan Nezir, *The Birth of Modern Turkey, op. cit.*, pp. 69 – 70.

<sup>40</sup> Fuhrmann, Malte, *Der Traum vom deutschen Orient, op. cit.*, pp. 155 – 160. Voir aussi *Ibid.*, « Zwei Völker in Waffen. Türkisch-deutsche Interdependenzen beim Nation Building. Two Nations in Arms : Turkish-German Interdependencies in Nation Building ». In : Brunnbauer, Ulf ; Helmedach, Andreas ; Troebst, Stefan (éd.), *Schnittstellen, Gesellschaft, Nation, Konflikt und Erinnerung in Südosteuropa*, Munich, Oldenbourg, 2007, pp. 231-244.



entre l'Empire ottoman et la Grande-Bretagne en Égypte et en Inde<sup>41</sup>. Par ailleurs, comme nous l'avons dit, il est persuadé que l'avenir de l'Empire se situe dans les provinces arabes.

Après le départ de von der Goltz en 1895, dont les rapports réguliers constituaient une source d'information essentielle pour la *Wilhelmstrasse*, un poste d'attaché militaire est créé à Istanbul. Il reste à cette date trois réformateurs officiels et quatre anciens officiers allemands au service de l'armée ottomane, dont certains, plutôt âgés, ne sont plus en état de travailler efficacement<sup>42</sup>. En 1899, un officier allemand de cavalerie et en 1901 trois officiers d'infanterie, du Génie et de l'artillerie viennent renouveler la mission. Là encore, ceux-ci se plaignent de ne pas pouvoir travailler, si bien qu'en 1903, l'ambassadeur allemand Marschall estime qu'il n'est pas recommandé d'augmenter le nombre d'officiers allemands à Istanbul. Il note que les officiers allemands se trouvent confrontés à une opposition venant des militaires et du gouvernement. À ce titre, le projet de créer des bataillons modèles dirigés par des officiers ottomans formés en Allemagne, accepté par le sultan en 1907 fonctionne relativement bien, même si cette fois, les officiers ottomans plus âgés critiquent les officiers formés en Allemagne.

On le voit, la position de la mission militaire allemande à la veille de la révolution jeune-turque apparaît moins glorieuse qu'elle ne le promettait. Toutefois, il est important de noter que l'armée ottomane est désormais depuis plus de vingt ans en contact avec des officiers allemands et qu'elle se fournit presque exclusivement auprès d'usines allemandes. Parallèlement à la présence d'officiers allemands dans l'Empire ottoman, des officiers ottomans sont envoyés en Allemagne à partir de 1892, ce qui aura des répercussions importantes sur leurs orientations futures. Enfin, l'Allemagne est désormais considérée comme une puissance militaire de premier ordre.

### *Le développement des relations économiques*

Les relations commerciales entre l'Allemagne et l'Empire ottoman sont encore peu développées à la veille de la révolution de 1908. Cependant, après le voyage de Guillaume II, un grand nombre d'institutions financières et commerciales ont vu le jour : des industriels ont créé une société d'export, la *Deutsch-orientalische Export-Gesellschaft*, soutenue par le ministère des Affaires étrangères. De nouvelles banques ont ouvert, telles que la *Deutsche Palästina-Bank* à Jérusalem en 1899, qui

<sup>41</sup> Yasamee, F.A.K., « Colmar Freiherr von der Goltz and the Rebirth of the Ottoman Empire ». In : *Diplomacy & Statecraft*, vol. 9, n° 2, July 1998, pp. 91 – 128. Il faut noter qu'à cette époque, ces idées ne sont partagées ni par les militaires, ni par les hommes politiques allemands et que von der Goltz est assez isolé.

<sup>42</sup> D'après Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, *op. cit.*, le nouvel attaché militaire allemand attire à cette date l'attention des autorités allemandes sur le fait que l'armée ottomane ne doit pas servir d'hospice pour les officiers allemands...

a des filiales à Jaffa et à Haïfa<sup>43</sup>. Une *Deutsche Orientbank* a également été fondée en 1905, avec des bureaux à Istanbul, Bursa, Alexandrie et au Caire. La compagnie maritime *Deutsche Levante-Linie* a étendu ses services aux ports de Jaffa, Beyrouth, Tripoli, Iskenderun et Mersin et a fait du port de Haydar-Paşa, achevé par la Société du chemin de fer anatolien en 1902, une base importante, en instaurant une ligne hebdomadaire entre la rive asiatique du Bosphore et Hambourg. Si les relations commerciales avec la Mésopotamie sont dominées par la Grande-Bretagne, une ligne Hambourg–Basra a toutefois été inaugurée en 1906.

L'Allemagne a également obtenu, par le biais d'un consortium sous la direction de Siemens, les concessions pour l'éclairage d'Istanbul et l'électrification du tramway de la capitale en 1907, malgré une forte concurrence anglo-française<sup>44</sup>. La même année, nous l'avons dit, la Société du chemin de fer d'Anatolie a reçu la concession pour l'irrigation de la plaine de Konya.

Lorsque la poursuite de la construction du chemin de fer vers Bagdad fait l'objet de pourparlers de plus en plus sérieux, la Deutsche Bank commence également à investir dans la région d'Adana, en contribuant à fonder en 1905 la *Deutsch-Levantinische Baumwoll-Gesellschaft*, qui, en accordant des crédits aux paysans et en leur assurant l'achat de leur production, vise à augmenter la production locale de coton et à en exporter plus vers l'Allemagne. Ce projet, certes encore modeste, a le soutien de la *Wilhelmstrasse*. Un an plus tard, la Deutsche Bank a pris le contrôle de la ligne de chemin de fer Mersin–Adana. Par ailleurs, elle a créé la Société anatolienne d'industrie et de commerce (*Anatolische Industrie- und Handelsgesellschaft*), liée à la *Deutsch-Levantinische Baumwoll-Gesellschaft*, avec des institutions à Istanbul, Izmir, Konya et Adana.

Si les échanges commerciaux entre les deux pays augmentent surtout après 1902 / 1903, il faut préciser que l'Allemagne, jusqu'à la Première Guerre mondiale, ne supplantera pas les autres puissances dans le domaine économique<sup>45</sup>. Ainsi, la pénétration allemande est perçue par les autres puissances comme une menace plus grande qu'elle ne l'est en réalité. Il faut dire que cette époque correspond à un développement particulièrement rapide de l'Allemagne, qui mise résolument sur l'industrialisation et l'exportation mondiale.

### *Les débuts d'une influence culturelle*

Au moment où les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne se développent, l'Allemagne n'a pas de politique d'influence culturelle dans l'Empire otto-

<sup>43</sup> Voir Kössler, Armin, *Aktionsfeld Osmanisches Reich, Die Wirtschaftsinteressen des Deutschen Kaiserreiches in der Türkei 1871 – 1908 (unter besonderer Berücksichtigung europäischer Literatur)*, New York, Arno Press, 1981, pp. 379 et suivantes.

<sup>44</sup> *Ibid.*, pp. 389 et suivantes.

<sup>45</sup> Flaningam, M. L., « German Eastward Expansion, Fact and Fiction : A Study in German-Ottoman Trade Relations », *op. cit.*, p. 323.

man. L'école allemande à Istanbul, fondée en 1868, est conçue pour scolariser les enfants allemands. Des institutions ont par ailleurs été créées en Palestine et en Syrie par les missions catholiques et protestantes, mais elles ne relèvent pas directement du Reich.

Toutefois, plus l'Allemagne s'engage dans l'Empire ottoman, plus elle est confrontée à l'influence culturelle française, dominante depuis la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. À l'époque qui nous intéresse, la langue française y est la langue européenne la plus parlée, et vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle tout intellectuel ottoman est formé à la culture française<sup>46</sup>. La France bénéficie dans ce domaine d'une « sorte de monopole », pour reprendre les termes de Robert Mantran<sup>47</sup>.

Ainsi, la langue administrative de la Société du chemin de fer d'Anatolie est le français, et des voix commencent à s'élever en Allemagne sur le fait que le « caractère allemand » de l'entreprise est menacé<sup>48</sup>. Le débat prend de l'ampleur à partir de 1905, lorsqu'un publiciste allemand, après avoir effectué un voyage en Asie Mineure, envoie un rapport au Kaiser dans lequel il met en évidence que la pénétration culturelle allemande dans cette région est nulle. Le Kaiser, irrité par ce rapport, ordonne aussitôt à l'ambassade d'Istanbul d'y remédier. Toutefois, il n'existe à cette époque aucune institution chargée de mener une telle politique. Le premier pas est franchi en 1906 avec la mise en place d'une section destinée au développement des écoles allemandes à l'étranger au ministère des Affaires étrangères, le *Schulreferat*. Mais en réalité, ce n'est qu'après la révolution jeune-turque, comme nous le verrons plus loin, qu'un certain nombre de nouvelles écoles allemandes sont fondées dans l'Empire ottoman et que, plus généralement, la *Wilhelmstrasse* se préoccupe de mettre en place une politique culturelle en réaction à l'influence française.

Pour ce qui est de la formation des étudiants ottomans à l'étranger, ceux-ci, depuis les *Tanzimât*<sup>49</sup>, se rendent en priorité en France. Mais à partir des années 1890, lorsque l'opposition jeune-turque à Paris et à Londres devient gênante, l'État ottoman décide d'envoyer ses étudiants à Berlin, en particulier pour la médecine<sup>50</sup>. Par ailleurs, le chirurgien Robert Rieder, qui fonde en 1898 une école de

<sup>46</sup> Tunaya, Tarık Zafer, « La France et le français dans la vie politique et universitaire turque ». In : Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk, op. cit.*, pp. 161 – 178, ici p. 163.

<sup>47</sup> Mantran, Robert, « Les écoles françaises en Turquie (1925 – 1931) ». In : *ibid.*, pp. 179 – 189, ici p. 179.

<sup>48</sup> Voir Dahlhaus, Friedrich, *Möglichkeiten und Grenzen auswärtiger Kultur- und Pressepolitik, dargestellt am Beispiel der deutsch-türkischen Beziehungen 1914-1928*, Francfort / Main, Peter Lang, 1990, p. 82 et suivantes.

<sup>49</sup> Le terme *Tanzimât* désigne les réformes engagées par les dirigeants ottomans après 1839.

<sup>50</sup> Voir Nuran, Yıldırım, « Le rôle des médecins turcs dans la transmission du savoir ». In : Anastassiadou-Dumont, Meropi, *Médecins et ingénieurs ottomans à l'âge des nationalismes*, Maisonneuve & Larose, Paris, Institut français d'études anatoliennes, 2003, pp. 127 – 170, ici p. 131.

médecine et l'hôpital de médecine interne de Gülhane, joue un rôle décisif dans cette nouvelle orientation, en faisant en sorte que cette école, auparavant organisée sur le modèle français, adopte le modèle allemand<sup>51</sup>. Ainsi, un certain nombre d'étudiants en médecine sont formés en Allemagne dans les années 1890 – 1900, dont beaucoup introduiront par la suite dans l'Empire les nouvelles connaissances médicales et deviendront des spécialistes connus<sup>52</sup>. Mais l'Allemagne ne devient pas le lieu de destination privilégiée des étudiants ottomans, qui vont surtout à Paris, à Genève ou à Vienne. En réalité, comme nous le verrons ci-après, ce ne deviendra le cas que pendant la Première Guerre mondiale.

L'Allemagne, à cette époque, commence également à considérer l'archéologie comme un domaine dans lequel peut s'affirmer le prestige national. Jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, l'intérêt des archéologues se concentrait sur la Grèce antique et sur la mise en valeur de ses liens avec la culture allemande. Au moment de l'accession au trône de Guillaume II, les chercheurs se tournent vers l'Orient antique<sup>53</sup>. En 1878, le Musée de Berlin lance son premier projet archéologique dans l'Empire ottoman, à Pergame, sous la direction de Carl Humann<sup>54</sup>. L'intensification des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman à la fin des années 1880 donne une impulsion à ces recherches. En 1881, le ministère de l'Éducation finance une expédition menée par l'Association allemande pour l'étude de la Palestine (*Deutscher Verein zur Erforschung Palästinas*), et quelques années plus tard est créé le Comité d'Orient, réunissant des scientifiques et des industriels pour financer des expéditions dans le nord de la Syrie. Pendant les années 1890, la prospection archéologique allemande progresse rapidement en Asie Mineure. Des fouilles sont entreprises à Troie, Priène, Milet ou encore Didyme. Petit à petit, l'Allemagne s'assure une place dominante dans ce domaine. La *Deutsche Orient-Gesellschaft*, fondée l'année du second voyage de Guillaume II à Istanbul, réunit pour membres le directeur de la Deutsche Bank, Siemens, le sous-secrétaire du ministère des Affaires

<sup>51</sup> Voir Hanioglu, Şükrü M., *Bir Siyasal Düşünür Olarak Doktor Abdullah Cevdet ve Dönemi* [Un penseur politique. Docteur Abdullah Cevdet et son époque], Ankara, Üçdal Neşriyat, 1981.

<sup>52</sup> Voir la liste dans Nuran, Yıldırım, « Le rôle des médecins turcs », *op. cit.*, p. 148 et suivantes.

<sup>53</sup> Voir Marchand, Suzanne, *Down from Olympus : Archeology and Philhellenism in Germany, 1750 – 1950*, Princeton, Princeton University Press, 1996, voir aussi Hauser, Stefan, R., « Deutsche Forschungen zum Alten Orient und ihre Beziehungen zu politischen und ökonomischen Interessen vom Kaiserreich bis zum zweiten Weltkrieg ». In : Schwanitz, Wolfgang G. (dir.), *Deutschland und der mittlere Osten*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2004, pp. 46 – 65.

<sup>54</sup> Carl Humann (1839 – 1896) était à l'origine un ingénieur. Après les fouilles de Pergame, il restera jusqu'à la fin de sa vie à Izmir. Il est le père de Hans Humann, qui entretiendra comme nous le verrons une amitié privilégiée avec Enver et qui occupera le poste d'attaché pendant la Grande Guerre. Sa fille, par ailleurs, est amie avec celle de Hamdi bey, directeur des musées ottomans entre 1881 et 1910.

étrangères et directeur du Bureau colonial, von Richthofen, ainsi que des industriels comme Krupp, Rathenau, etc. Soutenue par Guillaume II, elle entreprend des fouilles en Mésopotamie, à Babylone et à Assour. Pour mener ces fouilles, toutefois, les archéologues doivent obtenir les concessions nécessaires auprès des autorités ottomanes. Par ailleurs, depuis que le directeur des musées Osman Hamdi bey a fait promulguer une loi sur les antiquités en 1884, les archéologues n'ont pas le droit de ramener leurs découvertes en Europe. Si les bonnes relations entre Carl Humann et Hamdi bey permettent quelques négociations, la décision prise par les Allemands de ramener à Berlin la façade du château omeyyade de Mchatta (Jordanie), qu'Abdülhamid II accepte de leur laisser, provoque la colère de Hamdi, qui devient alors beaucoup plus strict.

Enfin, le développement des relations entre les deux pays entraîne la publication de méthodes linguistiques et de dictionnaires. Le premier dictionnaire allemand – turc paraît en 1898, et est édité par Ömer Faik (*Almançadan Türkçeye Lûgat Kitabı, Deutsch-türkisches Wörterbuch*)<sup>55</sup>. Dans les années 1890, des manuels pour apprendre l'allemand sont édités, et une grammaire allemande est traduite en ottoman<sup>56</sup>. Mehmed Tahir, le traducteur de von der Goltz, fait également paraître en 1899 une méthode (*Almanca için Mükemmel Rehber-i Tahsil*) [Guide d'étude complet de l'allemand] et en 1901 un dictionnaire de poche allemand - turc (*Almanca'dan Türkçe'ye Cep Lûgati*). Mais la langue allemande ne se développera pas de manière significative dans l'Empire ottoman. Le nombre de publications de méthodes linguistiques baissera d'ailleurs fortement entre 1908 et 1914, pour reprendre pendant la Première Guerre mondiale. Quant aux parutions sur l'Allemagne ou aux traductions d'ouvrages allemands, elles se limitent pour l'heure au domaine militaire et ont dans l'ensemble trait soit à l'organisation de l'armée allemande, soit à la victoire allemande dans la guerre de 1870/71.

En Palestine, l'Allemagne dispose de deux facteurs d'influence sur lesquels elle est tentée pendant un moment de s'appuyer. D'une part, depuis la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, un certain nombre de Juifs venant d'Europe centrale, victimes de pogroms, émigrent vers la Palestine. Pour les autorités allemandes locales, la venue de Juifs parlant l'allemand constitue un avantage pour développer les intérêts de l'Allemagne<sup>57</sup>. Une « *Hilfsverein der deutschen Juden* » est créée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, qui encourage la fondation d'écoles et d'orphelinats et la fondation

<sup>55</sup> Voir Kreiser, Klaus, « Le rôle de la langue française en Turquie et la politique culturelle allemande au début du XX<sup>e</sup> siècle ». In : Batu, Hamid ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis, *L'Empire ottoman, la République de Turquie et la France*, op. cit., pp. 405 – 407

<sup>56</sup> Voir le CD-Rom publié par la bibliothèque nationale d'Ankara : Milli Kütüphane – National Library of Turkey, *Eski Harfli Türkçe Basma Eserler Bibliyografyası (Arap, Ermeni ve Yunan Alfabeleriyle) 1584 – 1986. The Biography of Turkish Works printed in non-Latin (Arabic, Armenian and Greek Characters) 1584 – 1986*.

<sup>57</sup> Voir Ortaylı, İlber, *Osmanlı İmparatorluğu'nda Alman Nüfuzu*, op. cit., pp. 181 et suivantes.

de colonies. Guillaume II, par ailleurs, s'est montré favorable à la cause sioniste, défendue par Theodor Herzl<sup>58</sup>, et a même abordé la question avec le sultan. Mais après le refus sans appel de ce dernier, le gouvernement allemand ne soutiendra plus l'idée de Herzl, non seulement à cause de la réaction du sultan, mais aussi à cause de celle des autres puissances, française et russe en particulier, qui craignent que le Kaiser n'assume un protectorat sur un État juif en Palestine, lié au *Bagdad-bahn*. Pour autant, les autorités locales allemandes continueront à aider les nouveaux arrivants, et les publicistes et les orientalistes souligneront régulièrement le rôle que peuvent jouer les Juifs de Palestine dans le développement de la langue allemande et du commerce. D'autre part, des protestants dissidents issus de la secte des Templiers se sont installés en Palestine depuis le 19<sup>ème</sup> siècle<sup>59</sup>. Mais malgré les importantes colonies qu'ils forment, le gouvernement allemand, soucieux de ses bonnes relations avec le sultan, n'encouragera pas non plus l'installation allemande dans cette région, officiellement du moins.

Dans les provinces arméniennes de l'Empire enfin, les missions allemandes ont joué un grand rôle dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle<sup>60</sup>. Le « Deutscher Hilfsbund für Christliches Liebeswerk im Orient » et la « Deutsche Orient-Mission », créée par le pasteur Johannes Lepsius, ouvrent des écoles, des orphelinats, des ateliers ou encore des hôpitaux<sup>61</sup>.

### 3. L'opposition jeune-turque et l'Allemagne

Au moment où se développent les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne, Abdülhamid II est confronté à l'opposition des Jeunes Turcs, un mouvement formé en 1889 par des étudiants de l'École de médecine militaire d'Istanbul, qui placent leurs espoirs dans un régime constitutionnel pour mettre fin aux mouvements nationalistes et prévenir l'intervention des puissances. Le mouvement se développe rapidement et se diffuse aussi en dehors de l'Empire, parmi les exilés. Réduit efficacement au silence pendant quelques années par le sultan, il regagne du poids au tournant du siècle avec la fuite du beau-frère d'Abdülhamid, qui rejoint l'opposition jeune-turque en Europe après un conflit qui concerne l'attribution de la concession du chemin de fer de Bagdad à l'Allemagne, qu'il

<sup>58</sup> Voir Friedman, Isaiah, *Germany, Turkey, Zionism, 1897-1918*, New Brunswick, Transaction Publication, 1998 et Weltmann, Saadia E., « Germany, Turkey, and the Zionist Movement, 1914 – 1918 ». In : *Review of Politics*, 23 (1961), pp. 246 – 269.

<sup>59</sup> Voir Carmel, Alex, « The political significance of German Settlement in Palestine 1868-1918 ». In : Wallach, Jehuda L. (éd.), *Germany and the Middle East 1835 – 1939*, Institut für deutsche Geschichte, Tel Aviv, 1975, pp. 45 – 71.

<sup>60</sup> Voir Kieser, Hans-Lukas, *Der verpasste Friede – Mission, Ethnie und Staat in den Ostprovinzen der Türkei, 1839 – 1938*, Zürich, Chronos, 2000.

<sup>61</sup> Jäschke, Gotthard, « Die christliche Mission in der Türkei ». In : *Saeculum*, vol. VII, 1956, pp. 68 – 78. Voir l'annexe biographique.

souhaitait voir donnée à la Grande-Bretagne. Mais il semble que ce conflit ait éclaté pour des raisons d'intérêts financiers et non pas par idéologie<sup>62</sup>.

Au tournant du siècle, l'opposition jeune-turque se divise en deux mouvements : celui de Sabahaddin, le fils de Damad Mahmud, qui prône la décentralisation et l'initiative privée, et qui estime nécessaire de s'appuyer sur la Grande-Bretagne pour renverser le sultan, et celui d'Ahmed Rıza, un Jeune Turc fortement influencé par le positivisme, qui défend une vision centralisée de l'Empire, estime que l'élément turc en est le plus important, et refuse toute intervention des puissances. En 1906, le groupe d'Ahmed Rıza, organisé autour du Comité union et progrès à Paris, se renforce grâce à l'arrivée de Bahaeddin Şakir<sup>63</sup> et du docteur Nâzım<sup>64</sup>, qui contribuent à en faire un comité structuré. À ce moment-là, le mécontentement grandit dans l'Empire, des révoltes éclatent, les soldats se mutinent, surtout en Macédoine, là où les pressions européennes sur l'Empire sont les plus fortes. En septembre 1906, un groupe de militants fonde la Société ottomane de la liberté, qui fusionne l'année suivante avec le Comité union et progrès (CUP), dont elle prend le nom. Ce comité est bientôt rejoint par de jeunes officiers issus des écoles militaires qui passent à l'action en juin 1908.

À l'origine, les Jeunes Turcs sont plutôt des intellectuels influencés par le courant positiviste, élitistes, anti-religieux et anti-impérialistes. Mais leurs idées évoluent fortement entre 1902 et 1908<sup>65</sup>. À la veille de la révolution, ils sont devenus pragmatiques et envisagent la situation de l'Empire sous l'angle de la *Realpolitik*. D'un mouvement intellectuel, le comité est devenu un mouvement politique qui veut s'appuyer sur l'armée. En ce sens, les jeunes officiers qui rejoignent le CUP à partir de 1907 ont une vision très proche de *Das Volk in Waffen* de von der Goltz. Pragmatiques, ils le sont aussi devenus à propos de leur compréhension de l'Empire : après la révolution, ils se diront officiellement ottomanistes, c'est-à-dire voulant une même citoyenneté ottomane pour tous les groupes de l'Empire. Dans les faits cependant, ils attribueront un rôle dominant à ce qu'ils sont eux-mêmes : musulmans ottomans, et au final turcs<sup>66</sup>. Après la révolution, ils abandonneront aussi pour un temps l'anti-impérialisme, qui avait pourtant été l'un de

<sup>62</sup> Voir Georgeon, François, *Abdülmid II*, *op. cit.*, p. 380.

<sup>63</sup> Bahaeddin Şakir est l'un des unionistes les plus connus. Après la révolution de 1908, il continuera à travailler pour le comité central. Après la Première Guerre mondiale, il se réfugiera en Allemagne puis sera assassiné par un Arménien en 1922.

<sup>64</sup> Le docteur Nâzım est également l'un des membres les plus influents du CUP. Après la révolution, il sera secrétaire général du comité central et ministre de l'Éducation en 1918. Il sera condamné à mort lors des procès de 1926.

<sup>65</sup> Hanioglu, Şükrü M., *Preparation for a Revolution, The Young Turks, 1902 – 1908*, Oxford, University Press, 2001, pp. 289 – 311.

<sup>66</sup> Voir Zürcher, Jan Erik, « Young Turks, Ottoman Muslims and Turkish Nationalists... ». In : Karpas, Kemal H. (éd.), *Ottoman Past and Today's Turkey*, *op. cit.*, et *ibid.*, *The Unionist Factor. The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement, 1905 – 1926*, Leiden, Brill, 1984, pp. 24 – 25.

leurs *Leitmotiv*, et rechercheront en priorité la modération dans leurs relations avec les puissances européennes.

Depuis que le sultan a essayé de s'en faire une alliée, les Jeunes Turcs ont fortement critiqué l'Allemagne. Particulièrement opposés au *Bagdadbahn*, ils reprochent au sultan de brader l'Empire. Ils sont par ailleurs fortement influencés sur le plan culturel par la France et par sa vision du Reich<sup>67</sup>. Pour le reste, ils reconnaissent certes à l'Allemagne d'être favorable aux musulmans ou à l'intégrité de l'Empire, mais dans la plupart des cas, quand ils la présentent dans leurs publications sous des jours avantageux, c'est en réalité pour s'opposer à la Grande-Bretagne et à la France, les deux puissances qu'ils connaissent.

*La position de l'Allemagne dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque*

En 1904, la Grande-Bretagne et la France concluent une « Entente cordiale », à l'origine pour régler les conflits coloniaux, qui stipule que la France reconnaît la souveraineté de la Grande-Bretagne en Égypte, tandis que cette dernière reconnaît les intérêts français au Maroc. Cette entente n'est pas dirigée contre l'Allemagne, mais elle lui enlève une marge de manœuvre essentielle, puisque désormais elle ne pourra plus marchander son soutien à la Grande-Bretagne en Égypte. Plus encore, la perspective d'acquérir des territoires coloniaux contre la volonté de la Grande-Bretagne ou de la France devient irréaliste. Cette entente est comprise par les hommes de la *Wilhelmstrasse* comme un pas décisif vers l'encercllement de leur pays. En ce sens, ils envisagent une guerre contre la France afin de briser cette alliance. Si l'idée n'est pas suivie, la démonstration du Kaiser au Maroc en 1905 doit servir à remettre en cause la pénétration française et à faire entendre la voix de l'Allemagne. Mais en réalité, le coup d'éclat de Guillaume II à Tanger revient à une victoire à la Pyrrhus<sup>68</sup>, en ce qu'elle ne fait que renforcer l'alliance entre la Grande-Bretagne et la France et la transforme même en alliance contre les puissances centrales. Au même moment, Berlin espère conclure une alliance avec la Russie, qui se trouve en guerre contre le Japon, mais ne rencontre aucun succès.

Tandis que l'Allemagne, devant l'aggravation de la situation, mise en premier lieu sur un renforcement de son armement, les autres puissances travaillent à consolider leurs positions impériales. En 1907, la Grande-Bretagne et la Russie s'entendent pour déterminer en Perse une zone d'influence anglaise et une zone d'influence russe. Ce traité, qui n'est pas conçu contre les puissances centrales, en-

<sup>7</sup> Voir Hanioglu, Şükrü M., *Preparation for a Revolution*, *op. cit.* Voir aussi Kaynar, Erdal, *Les rapports entre les Jeunes Turcs et l'Allemagne avant 1908*, mémoire de maîtrise sous la direction de Benjamin Lellouch et François Georgeon, Université de Paris VIII, 2004, et *ibid.*, « Les Jeunes Turcs et l'Allemagne avant 1908 ». In : *Turcica*, vol. 38, 2006, pp. 281 – 321.

<sup>68</sup> Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben. Deutschland unter Wilhem II*, *op. cit.*, p. 332.



lève cependant au Reich toute possibilité économique, et lui donne le sentiment d'être encerclé.

La situation internationale de l'Allemagne à la veille de la révolution jeune-turque est donc délicate : quoiqu'une certaine détente ait été atteinte dans les relations avec la Russie, celle-ci reste avant tout alliée à la France. Les hommes de la *Wilhelmstrasse* n'ont pas réussi non plus à provoquer de conflit entre la France et la Grande-Bretagne. La concurrence dans l'armement maritime qui a lieu entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne rend les relations entre les deux pays de plus en plus tendues. L'Italie ne représente pas un allié stable. Il ne reste que l'alliance avec l'Autriche-Hongrie.

La révolution jeune-turque a donc lieu à une période « d'épreuves de force<sup>69</sup> » entre les puissances, qui s'exercent pour une grande part autour de l'Empire ottoman. Pour cette raison, l'histoire internationale détermine largement les relations de l'Allemagne avec l'Empire ottoman. Toutefois, celles-ci ont aussi leur dynamique propre, que nous allons essayer de mettre en évidence dans ce travail.

---

<sup>69</sup> Renouvin, Pierre, *Histoire des relations internationales, Tome sixième : Le XIXe Siècle. II : De 1871 à 1914, l'apogée de l'Europe*, Paris, Hachette, 1955.



Première partie  
Le rôle de l'Allemagne  
dans la politique ottomane,  
de la révolution jeune-turque  
au coup d'État de 1913



# Chapitre I

## Le nouveau Gouvernement et l'Allemagne au lendemain de la révolution jeune-turque

« Avant la Constitution, l'Allemagne était le pivot autour duquel la politique extérieure de la Turquie s'organisait. On voulait tirer profit de la jalousie des puissances, passer le temps de façon agréable et pour le reste s'en remettre à l'Allemagne<sup>1</sup>. »

### 1. Une nouvelle orientation ?

Après des années d'opposition, les Jeunes Turcs sont parvenus à ce que le sultan rétablisse la Constitution de 1876<sup>2</sup>. Mais pour l'heure, les dirigeants ottomans qui forment le nouveau gouvernement sont des hommes ayant déjà exercé le pouvoir<sup>3</sup>. Dans l'immédiat, excepté lors d'un conflit portant sur l'attribution des portefeuilles de la Marine et de la Guerre, que les unionistes ne veulent pas céder au sultan et qui entraîne la démission du nouveau grand vizir Said pacha, le Comité union et progrès n'intervient pas dans la vie politique, son rôle se limitant à celui d'arbitre et de garant de la constitution. Dans le domaine de la politique extérieure, les unionistes appuient pour le moment la politique du successeur de Said pacha, Kâmil pacha, qui entend se rapprocher de la Grande-Bretagne.

Dans les premières semaines suivant la proclamation de la constitution, la presse est unanime à dénoncer l'amitié du sultan avec l'empereur Guillaume II. Pour autant, les critiques des unionistes à l'encontre de l'Allemagne au lendemain de la révolution n'ont pas été aussi virulentes que l'on a bien voulu le dire à l'époque. Les rapports diplomatiques français notamment, qui voient dans le changement de régime « la suppression de la prépondérance allemande à Constantinople<sup>4</sup> » et qui se plaisent à rapporter les déclarations et les propos hostiles à l'Allemagne, caricaturent et sous-estiment les qualités diplomatiques des Jeunes Turcs : dès le 2 août 1908, le journal unioniste *Tanin*, dans son deuxième numéro,

---

<sup>1</sup> Hüseyin Cahid, *Tanin*, 07.12.1908, 24 teşrin-i sani 1324.

<sup>2</sup> Pour une analyse des réactions immédiates dans l'Empire ottoman, voir : Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 403 et suivantes.

<sup>3</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks and the Committee of Union and Progress in Turkish Politics (1908 – 1914)*, Oxford, Clarendon Press, 1969. Pour une réinterprétation polémique de la signification de la révolution jeune-turque, voir Kansu, Aykut, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leiden, Brill, 1997, et *ibid.*, *Politics in Post-Revolutionary Turkey, 1908 – 1913*, Leiden, Brill, 2000.

<sup>4</sup> AMAE, Turquie, Politique étrangère, relations avec les puissances, 1908, note du 25.07.1908.

publie un article intitulé « Les Turcs, les Anglais et les Allemands » dans lequel l'auteur prend soin de rappeler que le nouveau gouvernement a certes pour but de rétablir un équilibre dans sa politique extérieure en soignant ses relations avec l'Angleterre, mais que l'Allemagne reste un pays ami.

Surtout, les unionistes ne semblent pas vouloir remettre en cause le rôle de l'Allemagne dans l'armée, ainsi que le note l'ambassadeur français :

« Le CUP de Salonique s'est dès août 1908 rendu compte de la nécessité de faire appel au concours de certaines puissances pour la réorganisation de l'Empire. Notre conseiller financier en Macédoine avisait le Département, à la date du 9 août, que le CUP était d'avis de s'adresser à la France pour les finances et les travaux publics, à l'Allemagne pour l'armée et à l'Angleterre pour la marine<sup>5</sup>. »

L'ambassadeur français, sur un ton amer, doit reconnaître la réalité : malgré les démonstrations enthousiastes des partisans de la révolution envers la Grande-Bretagne et de la France, le gouvernement ottoman suit une politique qui n'est pas nouvelle et qui consiste à faire appel au concours des différentes puissances pour moderniser l'Empire. Dès les premières semaines suivant la révolution, ce principe est adopté, et chacune se voit pourvue d'un rôle à jouer. Ainsi les dirigeants espèrent éviter de dépendre trop étroitement d'une seule puissance. Il est donc clair que dès cette date l'Allemagne, même si elle ne suscite pas l'enthousiasme sur le plan idéologique, conservera son rôle dans le domaine militaire.

Pour le chemin de fer de Bagdad, les choses s'avèrent *a priori* plus délicates. Avant tout, la révolution jeune-turque et les espoirs dont elle est porteuse provoquent l'éclatement de grèves dans divers secteurs, comme dans celui de la construction de tramways ou des mines de Zonguldak. D'après Özyüksel<sup>6</sup>, c'est parmi les ouvriers du chemin de fer que le mouvement est le plus important. Dès le 13 août, les sources françaises notent ainsi avec satisfaction : « La direction du chemin de fer d'Anatolie serait mal vue par les Jeunes Turcs, qui voudraient obtenir l'éloignement d'Huguenin<sup>7</sup>, en ce moment en congé. (...) Une grève serait imminente<sup>8</sup> ». Les premières revendications des ouvriers sont d'abord rejetées par la direction de la Compagnie. Devant la persistance du mouvement, elle doit cependant consentir à une augmentation des salaires, mais refuse les autres demandes formulées par les grévistes concernant l'ancienneté, les jours de congé, etc. L'administration allemande estime de toute façon que la grève est surtout le problème du gouvernement ottoman, qui risque de devoir payer les garanties kilomé-

<sup>5</sup> AMAE, PA-40, Constans, Ambassade à Constantinople, 1899 – 1909, 26.01.1909.

<sup>6</sup> Özyüksel, Murat, *Anadolu ve Bağdat Demiryolları, op. cit.*, p. 222.

<sup>7</sup> Eduard Huguenin (1856 – 1926), de nationalité suisse, est le directeur de la compagnie du chemin de fer d'Anatolie depuis février 1908, mais se trouve dans l'Empire depuis 1879. Voir sur ce point Quataert, Donald, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire, 1881 – 1908 : Reactions to European Economic Penetration*, New York and London, New York University Press, 1983, pp. 76 – 77.

<sup>8</sup> AMAE, Turquie, Politique étrangère, Relations avec les Puissances, n°179, Thérapia, 13 août 1908, le chargé d'affaires de France à Constantinople.

triques si les revenus chutent. Finalement, le mouvement retombe, non seulement parce que certains grévistes sont prêts à arrêter la grève contre une simple augmentation de salaire, mais aussi et surtout parce que le gouvernement envoie des troupes déloger les grévistes, qui ne bénéficient pas non plus du soutien actif des unionistes<sup>9</sup>.

Ceux-ci, avant la révolution de 1908, avaient fortement critiqué le projet du chemin de fer de Bagdad, en accusant le sultan de « vendre » l'Empire ottoman. En décembre et en janvier, la question de la concession du chemin de fer de Bagdad est abordée au parlement ottoman<sup>10</sup>. Les unionistes İsmail Hakkı Babanzade<sup>11</sup> et Cavid bey<sup>12</sup> en particulier dénoncent les prix pratiqués et le système de garantie kilométrique que l'État ottoman ne peut financièrement assumer. Cavid bey déclare ainsi :

« Quand ils veulent construire une ligne de chemin de fer qui nécessite sept à huit cent millions de francs, les dirigeants des nations dont le budget se monte à plusieurs milliards réfléchissent la tête entre les mains et se décident ensuite. En ce qui nous concerne, nous avons décidé sans réfléchir de construire un chemin de fer de 2000 kilomètres. Voilà pourquoi il n'y a définitivement rien d'heureux dans notre décision.<sup>13</sup> »

Puis il ajoute :

« S'il était possible d'attendre un avantage de la construction du chemin de fer, nous le dirions. (...) Le chemin de fer de Bagdad ne pourra pas être rentable avant 30 ou 40 ans... Il va passer par des terres partiellement désertes, et on ne peut pas espérer de grands profits dans un avenir proche d'une ligne qui va passer par des endroits où la majorité de la population est nomade (...)»<sup>14</sup>.

Les deux députés mettent également en évidence qu'un grand nombre de clauses de l'accord sont contraires aux intérêts nationaux. En effet, la Société du chemin de fer a obtenu l'autorisation d'exploiter les ressources sur une bande de vingt kilomètres le long des voies ferrées, ce qui équivaut, ainsi que Cavid le met en re-

<sup>9</sup> Voir Quataert, Donald, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire*, *op. cit.*, p. 80 et suivantes.

<sup>10</sup> Ökcün, Gündüz, « Osmanlı Meclis-i Mebusanında Bağdat Demiryolu İmtiyazı Üzerine Yapılan Tartışmalar » [Les discussions au parlement ottoman sur la concession du chemin de fer de Bagdad]. In : *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Dergisi*, XXV, 1970, pp. 15 – 56.

<sup>11</sup> İsmail Hakkı Babanzade est député de Bagdad entre 1908 et 1912. Il sera également ministre de l'Éducation sous le grand vizirat de İbrahim Hakkı pacha en 1910 - 1911.

<sup>12</sup> Mehmed Cavid Bey, l'un des unionistes les plus connus, sera plusieurs fois ministre de l'Économie entre 1910 et 1918. Partisan d'une économie libérale, auteur d'un certain nombre d'ouvrages, il est l'un des premiers à avoir introduit la pensée économique dans l'Empire ottoman. Voir Georgeon, François, « Un manifeste du libéralisme économique dans l'Empire ottoman au tournant du siècle ». In : *ibid.*, *Des Ottomans aux Turcs. Naissance d'une nation*, Istanbul, Isis, 1995, pp. 241 – 251.

<sup>13</sup> Ökcün, Gündüz, « Osmanlı Meclis-i Mebusanında Bağdat Demiryolu İmtiyazı Üzerine... », *op. cit.*, p. 35.

<sup>14</sup> *Ibid.*, pp. 43 – 44.

lief, à une zone plus grande que la Suisse. Elle peut également bénéficier des réserves de pétrole de Kerkük, et elle a aussi le droit de construire des fabriques et d'importer les machines nécessaires sans aucun droit de douane. De plus, comme le souligne İsmail Hakkı, le sultan a accordé aux Allemands le droit de s'approprier les œuvres archéologiques trouvées lors des travaux. Les deux députés estiment donc que l'affaire n'est rentable que pour la Société du chemin de fer, qui fait des bénéfices à chaque étape.

Certains unionistes jugent donc le Bagdadbahn comme étant une entreprise allant contre les intérêts de l'État ottoman. Mais aucun d'eux ne propose de mettre un terme à la réalisation de ce projet, qu'ils qualifient – selon les mots de İsmail Hakkı – de « pont entre l'Asie et l'Europe<sup>15</sup> » et qui constitue, comme le souligne le ministre des Travaux publics, un projet d'une ampleur « rare, même en Europe<sup>16</sup> ». Par ailleurs, les unionistes mettent en valeur la nécessité de « garder l'honneur<sup>17</sup> » en respectant les engagements conclus. Ainsi, ils estiment qu'il est de l'intérêt de l'Empire de maintenir l'accord tout en travaillant à en modifier les clauses les plus préjudiciables. La question du prestige reste donc décisive et le statut de puissance que doit revêtir l'Empire semble constituer la priorité<sup>18</sup>. Enfin, il est important de souligner que le projet n'est pas critiqué par tous. Comme nous le verrons par la suite, il sera revendiqué par certains théoriciens du panturquisme comme étant bénéfique pour l'Empire ottoman.

## 2. Les interprétations allemandes des événements de juillet

Pour les autorités allemandes, la révolution de juillet ne constitue pas vraiment une bonne nouvelle. Elles savent que, n'ayant pas soutenu les Jeunes Turcs sous Abdülhamid II, elles vont devoir réorienter leur politique. À cela s'ajoute qu'elles n'éprouvent aucune estime pour ce mouvement. Rappelons que les Anglais, en privé, adoptent un point de vue similaire, l'ambassadeur Lowther les qualifiant de *visionaries*, et ne semblant pas être le seul<sup>19</sup>.

En tous les cas, Kiderlen<sup>20</sup> est d'avis que les manifestations proanglaises et anti-allemandes ne doivent pas inquiéter outre mesure : « Je ne leur donne pas beaucoup d'importance et je crois même que nous aurions intérêt à laisser ces choses

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>18</sup> Il manque encore d'une étude qui retracerait l'ensemble des débats qui ont eu cours sur ce point. Pour le moment, les études consacrées au chemin de fer de Bagdad se concentrent sur la perspective allemande.

<sup>19</sup> Heller, Joseph, *British Policy toward the Ottoman Empire 1908 - 1914*, London, Frank Cass, 1983, p. 23.

<sup>20</sup> Alfred von Kiderlen-Wächter est représentant de l'ambassadeur à Istanbul en 1907 – 1908. De 1910 à 1912, il sera ministre des Affaires étrangères.



se calmer d'elles-mêmes plutôt que de réagir à toutes ces injures. (...) Ce que pensent, disent ou écrivent quelques adolescents 'jeunes-turcs' immatures à Paris, Constantinople ou Vienne a peu d'importance<sup>21</sup> ».

Pour Marschall<sup>22</sup>, qui écrit à son tour un long rapport début septembre, les manifestations pro-anglaises sont un phénomène « tout à fait naturel<sup>23</sup> » : « L'enthousiasme pour l'Angleterre, écrit-il, est une des maladies d'enfance d'une évolution libérale constitutionnelle. Nous avons vu cela aussi en Allemagne. Lorsque j'entrai dans la vie politique – il y a déjà longtemps – les termes de 'libéral' et de 'pro-anglais' voulaient dire la même chose ». Comme Kiderlen, Marschall estime qu'il est bon d'ignorer ces manifestations, poursuivant :

« Je crois qu'on nous reproche d'avoir eu de trop bonnes relations avec le sultan et d'avoir ainsi renforcé son système. Contre ce reproche, j'ai cette formule : Un étranger, et particulièrement un diplomate, doit dans un autre pays accepter le régime qui y existe. Il ne doit pas mener de politique libérale dans un pays autocratique et de politique réactionnaire dans un pays constitutionnel. L'un comme l'autre toucherait à l'indépendance du pays. L'Allemagne s'en est toujours abstenue, persuadée que la Turquie devait elle-même définir la forme de son État et que si des réformes étaient nécessaires, il revenait aux Turcs, et pas aux étrangers, de les réaliser. »

Il précise ainsi qu'il a eu l'occasion de développer cet argument dans les milieux jeunes-turcs et qu'il a été bien accueilli.

En fait, les autorités allemandes sont persuadées que les milieux militaires continuent à être « pro-allemands », comme l'écrit Kiderlen :

« La direction du mouvement en Turquie est comme avant dans les mains des officiers et dans les comités en majorité dirigés par eux. Mais le corps officier est fortement pro-allemand. De plus en plus d'officiers qui ont été formés en Allemagne ou qui ont été élèves du général von der Goltz occupent les positions militaires influentes. Toutes ces personnes éprouvent une véritable admiration et une véritable reconnaissance pour l'Allemagne. Une ambiance proanglaise et antiallemande comme on peut ici et là remarquer ne peut tenir dans le temps. Celui qui a suivi la politique de la dernière décennie ne peut oublier les propositions de réformes qui allaient mener à une Macédoine 'autonome', c'est-à-dire bulgare, ni non plus le Koweït, Akaba, l'Égypte et Chypre. Et justement, les officiers ici sont souvent formés politiquement. Le grand vizir est il est vrai fortement pro-anglais. Mais il ne dirige aujourd'hui ni la politique intérieure, ni la politique extérieure. Il ne devrait d'ailleurs pas rester longtemps en place. Nous pouvons donc, je pense, compter tranquillement sur le temps et la force des rapports pour un changement des quelques mouvements qui nous sont opposés<sup>24</sup>. »

<sup>21</sup> Archiv des Auswärtigen Amtes (désormais AA), Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 20.08.1908.

<sup>22</sup> Il est intéressant de noter que, contrairement à beaucoup de pays, les autorités allemandes ne changent pas d'ambassadeur après la révolution.

<sup>23</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 4.09.1908.

<sup>24</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 20 août 1908.

Les autorités allemandes soulignent ainsi que la nomination au ministère de la Guerre d'Ali Rıza pacha, succédant à Recep pacha, mort peu de temps après sa nomination, est un choix « tout à fait heureux<sup>25</sup> ». Cet officier a en effet été formé en Allemagne pendant trois ans, entre 1885 et 1888, et fait donc partie de ces militaires censés être plutôt bien disposés à l'encontre de l'Allemagne. Par ailleurs, il est certain que la nomination d'Osman Nizami pacha comme ambassadeur à Berlin constitue un signe de bonne volonté de la part des nouveaux dirigeants. Cela n'échappe d'ailleurs pas aux observateurs français qui notent : « En nommant ambassadeur à Berlin Osman Nizami pacha (sic) à un moment où le général dont on vante la valeur professionnelle aurait été si utile à la tête d'un corps d'armée, le nouveau régime marquait l'importance qu'il attachait à ses relations militaires avec l'Allemagne<sup>26</sup> ».

Le rôle que les jeunes officiers se sont octroyés dans la révolution provoque tout de même l'inquiétude des observateurs allemands. Kiderlen, le 13 août 1908, relève que « jusqu'à maintenant, les officiers sont aux commandements dans les comités » mais qu'il est tout à fait étrange de voir que « l'armée – les généraux y compris – est dirigée par un comité composé en grande partie d'officiers subalternes. » À cela il ajoute : « Ces militaires ont jusqu'à présent pu faire respecter l'ordre. Mais comment vont-ils à nouveau se laisser diriger ? Et les Niyazi, Enver<sup>27</sup> et consorts, qui désormais ont un pouvoir quasiment illimité, vont-ils un jour redevient des inférieurs qui obéissent à leurs supérieurs ? Quel effet cet exemple d'hostilité à la discipline va-t-il avoir sur la jeunesse militaire ?<sup>28</sup> ».

Malgré ces inquiétudes, le changement de régime est salué comme pouvant avoir des conséquences positives pour l'armée. Ainsi, le 3 septembre 1908, Marschall rappelle que le sultan, avant la révolution, « s'était de plus en plus éloigné de son armée », et que les officiers formés à l'époque en Allemagne – plus d'une centaine – n'avaient pas eu la possibilité de mettre à profit ce qu'ils y avaient appris : « Et quand ces officiers revenaient dans leur pays dans l'espoir de pouvoir faire profiter leur propre armée de leurs acquis, une déception amère les attendait ». En effet, Marschall met en évidence le fait qu'ils étaient la plupart du temps écartés des fonctions importantes. Mais, poursuit-il, « quand la catastrophe est arrivée, ce sont les comités révolutionnaires qui sont allés chercher ces officiers et qui leur ont confié les premières fonctions militaires du pays. Aujourd'hui, les fonctions de ministre de la Guerre, de sous-secrétaire au ministère de la Guerre, de chef de

<sup>25</sup> AA, *Türkische Staatsmänner 1908 - 1909*, R 13795, note du 26.08.1908.

<sup>26</sup> Archives du Ministère des Affaires étrangères (désormais AMAE), Turquie, Politique extérieure, Relations avec les Puissances, n° 179, l'ambassadeur de France à Constantinople, 17 décembre 1908.

<sup>27</sup> Niyazi et Enver, deux jeunes officiers membres du Comité union et progrès, sont devenus les héros de la révolution jeune-turque en organisant la révolte de l'armée. Niyazi sera assassiné en 1912, tandis qu'Enver deviendra Enver pacha, ministre de la Guerre en 1914.

<sup>28</sup> AA, *allgemeine Angelegenheiten in der Türkei*, 1.10.1907 – 31.03.1909, R 13181, note du 13.08.1908.

l'état-major, de commandant du corps de la garde et d'autres commandements importants sont aux mains d'officiers qui ont servi en Allemagne. La Turquie est vraiment riche en paradoxes étranges ».

Un peu plus loin, il revient sur le rôle de l'armée : « J'attends de la réorganisation de l'armée la guérison de la Turquie (...). Les réformateurs allemands, qui jusqu'ici n'avaient pas le droit d'exercer une activité fructueuse, ont déjà commencé des exercices de troupes interdits auparavant (...). Dans les milieux militaires, on réclame le général von der Goltz<sup>29</sup> ».

Ces rapports permettent de comprendre l'état d'esprit des autorités allemandes et leur manière d'envisager les relations avec l'Empire. Il leur importe évidemment en premier lieu de préserver les intérêts allemands dans le cadre de relations internationales pacifiques. Par ailleurs, elles mettent en évidence que les généraux formés à l'allemande occupent les postes militaires les plus importants et en concluent que l'influence exercée par l'Allemagne dans ce domaine ne sera pas remise en cause. Elles font la différence entre une élite jeune-turque civile formée à la française, pour laquelle elles n'ont que mépris, et une élite militaire, qu'elles estiment être proche de l'Allemagne. Notons à ce propos qu'elles amalgament volontiers les généraux « formés à l'allemande », d'une génération plus âgée, et les officiers jeunes-turcs.

Concernant les interlocuteurs ottomans, l'ambassade allemande continue à entretenir des relations privilégiées avec l'ancien grand vizir Ferid pacha<sup>30</sup>, qui, rapporte-t-elle, a tenu un discours devant des Jeunes Turcs dans lequel il a publiquement pris parti contre la Grande-Bretagne, mettant les pertes de l'Empire sur le compte de sa politique de plus en plus hostile aux intérêts ottomans. À cela il aurait ajouté :

« Et je vais vous dire maintenant pourquoi je suis un ennemi de cette Angleterre. La réponse est simple : parce que je suis un patriote turc. Mais vous devez également entendre pourquoi j'ai des sentiments amicaux pour l'Allemagne. Parce que l'Allemagne n'a jamais exigé de nous un pouce de territoire. Parce que, au moment des troubles en Crète, elle nous a donné des conseils qui, si nous les avons suivis, nous auraient permis de conserver cette île (...). Parce que l'Allemagne a construit en Anatolie des moyens de communication sous des conditions loyales, qui développent le pays et renforcent nos finances. Parce qu'elle nous a envoyés des officiers excellents qui réorganisent notre armée. Parce qu'elle a, par rapport aux volontés de réformes des puissances, toujours défendu le point de vue selon lequel ce ne sont pas les étrangers qui ont à décider de cela, mais les Turcs. »

<sup>29</sup> AA, Allgemeine Angelegenheiten in der Türkei, 1.10.1907 – 31.03.1909, R 13181, note du 3.09.1908.

<sup>30</sup> Avlonyalı Mehmed Ferid pacha était grand vizir à la veille de la révolution jeune-turque. Sa démission a marqué la première concession du sultan aux Jeunes Turcs. Il est après la révolution *vali* (gouverneur) d'Aydın, et sera ministre de l'Intérieur pendant quelques mois en 1909, puis en 1912 dans le gouvernement de Kâmil pacha. Lors du coup d'État des unionistes en 1913, il s'exilera en Égypte.

Ce discours, veut croire l'ambassadeur, a eu « une grande influence sur les membres du comité ». Selon lui, lorsque l'un d'eux s'est écrié : « Mais l'ambassadeur allemand est un ami du Sultan ! », Ferid a répondu : « Oui, il est un ami du Sultan, mais aussi de la Turquie. Il a, en tant qu'ami, toujours dit la vérité, et parfois des choses qu'aucun autre ambassadeur n'aurait eu le courage de dire. C'est pour cela que le Sultan a certes estimé le Baron Marschall, mais il ne l'a pas aimé, il l'a craint ». Toujours selon l'ambassadeur, Mahmud Muhtar<sup>31</sup> aurait ensuite tenu un discours honorant l'Allemagne, le Kaiser, l'armée allemande et le général von der Goltz<sup>32</sup>.

Mais l'homme dont Kiderlen et Marschall attendent le plus cet été-là s'avère être le ministre de l'Éducation İbrahim Hakkı pacha<sup>33</sup>, que Kiderlen décrit comme l'une des figures les plus remarquables parmi les ministres du nouveau cabinet<sup>34</sup>. Il souligne également les bonnes relations que celui-ci entretient avec Ferid pacha et précise qu'à côté du ministère de l'Éducation, il dirige également celui de l'Intérieur, et qu'il est « l'homme de confiance du comité ». Kiderlen, préoccupé par l'avenir de l'armée, ajoute que İbrahim Hakkı pacha « croit également au rétablissement de l'autorité de l'administration et de la discipline au sein de l'armée. Il ne croit cependant pas à la possibilité de maintenir dans l'armée les jeunes officiers qui dominent en ce moment, comme Enver et Niyazi : ceux-ci, dit-il, 'seraient amenés à disparaître' ». İbrahim Hakkı pacha, qui va devenir deux ans plus tard grand vizir, apparaît donc aux autorités allemandes comme une personnalité modérée. Kiderlen souligne également que le nouveau ministre de l'Éducation s'est jusqu'ici « toujours avéré être un ami sincère [de l'Allemagne] ». Il aurait certes déclaré qu'il était nécessaire de « tendre la main » à l'Angleterre, mais devant l'homme de confiance de Kiderlen – qu'en plus, selon ce dernier, il n'avait pas identifié en tant que tel – il aurait dit très ouvertement être reconnaissant envers l'Allemagne, que celle-ci, certes, n'avait pas pu éviter tous les malheurs à la Turquie mais qu'elle lui avait permis de ne pas endurer encore plus d'humiliation. En somme, toujours selon les dires de l'homme de confiance de Kiderlen, İbrahim Hakkı pacha serait « pro-anglais plus par nécessité que par conviction, suivant le cours du mouvement jeune-turc ».

Pour l'heure, le journal *İkdam*, qui soutient depuis le début la politique de Kâmil pacha et qui, d'après Marschall, s'est montré particulièrement antiallemand depuis juillet, semble changer début septembre : « Ainsi, il y a peu de temps, *l'İkdam* a pris énergiquement position contre ceux qui disaient qu'il ne fallait plus

<sup>31</sup> Mahmud Muhtar pacha est un officier formé en Allemagne. Il sera ministre de la Marine en 1912 puis ambassadeur à Berlin entre 1913 et 1915. Il n'est pas membre du CUP.

<sup>32</sup> AA, Das Verhältnis der Tükei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 4.09.1908.

<sup>33</sup> İbrahim Hakkı pacha est ministre de l'Intérieur et de l'Éducation en 1908 – 1909, puis deviendra grand vizir en 1910-1911 et ambassadeur à Berlin en 1915.

<sup>34</sup> AA, Das Verhältnis der Tükei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 23.08.1908.

acheter de marchandises allemandes parce que le commerce allemand avait épuisé la Turquie, en déclarant que l'on devait acheter là où la meilleure qualité était livrée au plus bas prix et en avançant que l'Angleterre et les autres États européens achetaient des marchandises allemandes en grande quantité ».

Les autorités allemandes ont donc de bonnes raisons de penser que la liesse du mois de juillet, toute entière tournée vers une représentation positive de l'Angleterre et de la France aux dépens de l'Allemagne wilhelmienne, va inévitablement retomber face aux priorités de la « raison d'État ». Mais la crise d'octobre va compliquer la situation.

### 3. *La crise d'octobre 1908 et les conséquences sur les relations avec l'Allemagne*

#### *La politique de l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne*

À peine trois mois après la révolution en effet, le nouveau gouvernement ottoman doit affronter une grave crise extérieure : la Bulgarie proclame son indépendance le 5 octobre 1908. Le lendemain, la Crète annonce son rattachement à la Grèce et l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie et l'Herzégovine.

Au tournant du siècle, les Balkans empêchent toute relation sereine entre l'Empire ottoman et l'Autriche-Hongrie<sup>35</sup>. Lorsque l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine, province certes officiellement ottomane, mais *de facto* sous contrôle austro-hongrois depuis le traité de Berlin, il semble qu'elle n'avait pas prévu les réactions turques et qu'elle aspirait avant tout à clarifier le statut de la province<sup>36</sup>. Cela montre surtout le peu d'égard que les dirigeants austro-hongrois avaient pour le nouveau régime.

Pour les unionistes, le choc est rude. Le journal *Tanin* estime dans son édition du 8 octobre que le but de l'Autriche-Hongrie est d'étouffer l'enfant de la constitution turque, âgé de deux mois et demi<sup>37</sup>. Après avoir en vain protesté auprès des puissances signataires du traité de Berlin, les unionistes entreprennent de boycotter les marchandises en provenance de l'Autriche-Hongrie. Cette mesure est si durement ressentie que les commerçants et les hommes d'affaire autrichiens protestent auprès du *Ballhausplatz*. La crise politique entre les deux empires durera jusqu'à l'hiver 1909.

<sup>35</sup> Voir Bridge, F. R., « The Habsburg Monarchy and the Ottoman Empire, 1900 – 18 ». In : Kent, Marian, *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, op. cit., pp. 31 – 51.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>37</sup> AA, Das politische Verhältniss zur Türkei 1.1.10.1908-31.03.1909, R 13746, rapport de Marschall, 9 octobre 1908.

L'Allemagne, dont la position est déjà complexe depuis le 24 juillet, subit de plein fouet les conséquences de l'annexion. Accusée d'être l'alliée de l'Autriche-Hongrie, elle est tenue pour responsable de la crise, et doit faire face à de violentes attaques de la part de la presse ottomane. Sans entrer dans le détail du ballet diplomatique qui s'ensuit<sup>38</sup>, il est cependant intéressant de noter que les dirigeants allemands – et plus précisément, le ministère des Affaires étrangères<sup>39</sup> –, tout en étant parfaitement au courant des intentions de Vienne, ne semble pas avoir su précisément quand l'Autriche-Hongrie passerait à l'action. Quoiqu'il en soit, l'ambassadeur allemand Marschall est visiblement rendu soucieux par l'initiative autrichienne :

« L'exaspération ne va pas seulement être dirigée contre l'Autriche-Hongrie, à qui l'on ne fait depuis longtemps déjà plus confiance, mais aussi contre son alliée l'Allemagne, à qui le nouveau système avait accordé sa confiance. Si nous ne prenons pas fermement position contre l'annexion, personne ne croira que Vienne a agi sans notre accord. Il s'agit d'un cas de manque d'égards sans précédent. (...) La violation du Traité de Berlin par une puissance européenne met en péril la base sur laquelle se fonde aujourd'hui l'ordre dans les Balkans<sup>40</sup>. »

Marschall est à ce point furieux de cette initiative que le chancelier allemand de l'époque, von Bülow, doit rappeler au ministère des Affaires étrangères l'importance de l'alliance avec l'Autriche-Hongrie<sup>41</sup>. Deux jours plus tard, le chancelier envoie une nouvelle note pour expliquer la décision autrichienne :

« Ce qui a incité Vienne à l'annexion, c'est le souci de l'irrédentisme serbo-croate dont Vienne m'avait fait part en avril. Les Autrichiens veulent monter les Bulgares contre les Serbes et espèrent qu'une Bulgarie indépendante sera à même de s'opposer à la Russie, comme à l'époque la Roumanie. Je pense que cela aurait été mieux pour nous, et pour les Autrichiens eux-mêmes, s'ils s'étaient appuyés sur les Turcs plutôt que sur les Bulgares. Il est important de savoir dans quel état se trouve la Turquie, quelle force de résistance et quelle viabilité (*Lebensfähigkeit*) elle a encore<sup>42</sup>. »

Le chancelier souligne ainsi le jugement défavorable de von der Goltz sur l'armée turque qui, note-t-il, ne serait pas pour le moment à la hauteur de l'armée bulgare. Puis il ajoute : « (...) Je crains que les Jeunes Turcs (...) ne soient trop idéologues. Lorsque nous avons mis en garde, il y a peu de temps, l'envoyé du comité jeune-

<sup>38</sup> Pour une description très précise, voir Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings : German Diplomacy in Turkey, 1908 to 1914*, Vanderbilt University, thèse non publiée, 1977.

<sup>39</sup> Le Kaiser, bien que tout à fait d'accord sur la nécessité d'apporter un soutien sans faille à l'initiative austro-hongroise, semble toutefois avoir été inquiet de cette démarche. Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, p. 253 et Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings*, *op. cit.*, p. 86.

<sup>40</sup> AA, Das politische Verhältniss zur Türkei, 1.1.1908-31.03.1909, R 13746, note de Marschall du 4 octobre 1908.

<sup>41</sup> AA, Das politische Verhältniss zur Türkei, 1.10.1908 – 31.03.1909, R 13746, note du 5.10.1908 envoyée par le chancelier à la *Wilhelmstrasse*.

<sup>42</sup> *Ibid.*, 7.10.1908.

turc<sup>43</sup> contre la Bulgarie, il m'a répondu avec le regard d'un rêveur que la Turquie et la Bulgarie étaient frères, et qu'entre les deux une inimitié n'était pas pensable car ils étaient tous deux libéraux. (...)».

Mais pour l'heure, c'est Marschall qui doit faire face à la situation, et ses rapports sont alarmants : le 8 octobre, il informe la *Wilhelmstrasse* qu'il a reçu de nombreux messages « venant de milieux pro-allemands, de militaires, de civils » et rapporte que Ferid pacha a envoyé un homme de confiance pour l'avertir du fait que même les milieux les plus favorables à l'Allemagne commençaient à penser que l'Allemagne avait été l'initiatrice de l'annexion, et qu'elle était contre le nouveau régime.

Un autre rapport de Marschall mérite que l'on s'y arrête : il y évoque l'attitude de Kâmil pacha, qui, dit-il, lui répète sans relâche que « l'Autriche-Hongrie ne mènerait pas cette politique si elle n'était pas sûre de l'Allemagne » et ajoute :

« J'ai arrêté depuis longtemps d'en discuter avec lui. Car lorsque le vieux Monsieur, quelque peu ramolli, a dit quelque chose, il ne trouve aucune autre idée à partir de laquelle il pourrait prononcer une deuxième phrase. (...) Nous ne pouvons en ce moment rien faire d'autre que de continuer notre politique tranquillement, sans se préoccuper des paroles inamicales du grand vizir et de celles qu'une presse déchaînée présente dans des articles plus ou moins confus au public. Les arbres ne poussent pas dans le ciel. La politique de Kâmil, qui a tout misé sur l'Angleterre, commence déjà à être critiquée dans les milieux jeunes-turcs à cause de sa partialité et de ses erreurs. Le vieux Monsieur serait depuis longtemps déjà vaincu si le Roi Édouard ne l'avait pas traité, dans son télégramme de félicitations bien connu adressé au sultan, comme un grand homme d'État. Que Kâmil l'ait été un jour, cela se peut ; qu'il le soit encore, plus personne ne le croit. »

Quoiqu'il en soit des critiques que les Jeunes Turcs commencent à formuler à l'encontre de Kâmil pacha, il n'empêche que l'Allemagne se trouve à ce moment dans ce que Schöllgen nomme justement une « *Politik der Verlegenheit*<sup>44</sup> », une politique de gêne par rapport à l'Empire ottoman, et aux intérêts qu'elle y possède. À propos de l'indépendance de la Bulgarie, l'Allemagne assure le gouvernement turc qu'elle ne la reconnaîtra que si la Bulgarie s'engage à donner des compensations financières à l'Empire ottoman, notamment concernant la perte du chemin de fer de la Roumélie orientale. Dans la question de la Crète enfin, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne cherchent à éviter toute implication.

#### *Un journal pour se faire entendre : la création de l'Osmanischer Lloyd*

L'Allemagne, comme nous l'avons indiqué, n'a pas mené jusqu'à cette date de « politique culturelle ». Le manque d'un organe de presse allemand permettant de

<sup>43</sup> Il s'agit très vraisemblablement d'Ahmed Rıza, qui a rencontré von Bülow à Norderney fin août – début septembre 1908. Voir AMAE, Turquie, Politique étrangère, relations avec les puissances, 1908, n° 179, 2.09.1908.

<sup>44</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 256.

relayer les arguments du Reich pour se défendre des attaques dont il fait l'objet se fait alors cruellement sentir. Une semaine après le changement de régime dans l'Empire ottoman déjà, l'ambassade allemande à Istanbul avait été chargée par le ministère des Affaires étrangères d'analyser les possibilités de réaction face aux attaques de la presse turque et étrangère<sup>45</sup>. Financer des journaux turcs, comme il était alors d'usage, s'était avéré d'emblée difficile, car comme nous l'avons dit, il s'en créait de nouveaux presque chaque jour. Dans cette perspective, Marschall avait proposé à la *Wilhelmstrasse* d'inciter les journaux allemands à écrire des rapports appropriés sur la situation à Istanbul en louant, en particulier, le changement de régime. D'autre part, il écrivait lui-même des articles à transmettre à ces journaux.

Au moment de la crise d'octobre 1908, cependant, ces mesures se révèlent vite insuffisantes, et l'ambassadeur estime nécessaire la création d'un journal qui ne s'adresserait pas seulement aux Allemands d'Istanbul – comme cela avait été le cas pour l'*Osmanische Post* à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle – mais qui constituerait un moyen d'influencer l'opinion publique<sup>46</sup>. Une fois la décision prise, il apparaît que la *Wilhelmstrasse* ne peut financer à elle seule un tel projet. Elle s'efforce donc, de concert avec l'ambassadeur, d'y intéresser les milieux industriels, en mettant en avant le fait qu'il s'agit d'une entreprise capitale pour préserver les intérêts allemands dans l'Empire ottoman<sup>47</sup>. C'est ainsi que se forme un consortium réunissant la firme Loewe, Krupp, la Handelsvereinigung A.G., la banque Bleichröder, la Banque nationale et la Deutsche Bank, toutes entreprises qui ont des relations commerciales avec l'Empire ottoman<sup>48</sup>. C'est le second rédacteur en chef du *Vossische Zeitung*, Grunwald, qui prend la direction du journal<sup>49</sup>. Le journaliste Friedrich Schrader est nommé second rédacteur en chef<sup>50</sup>. Le premier numéro de l'*Osmanischer Lloyd* paraît le 18 novembre 1908 en allemand, mais aussi en français, dans le but d'atteindre un plus grand nombre de lecteurs. Les responsables avaient envisagé de faire paraître une édition turque et non pas française, mais le coût s'était avéré trop élevé<sup>51</sup>. Jusqu'en novembre 1915, le journal contient 6 à 8

<sup>45</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik und Propagandatätigkeit im Osmanischen Reich von 1908-1918 unter besonderer Berücksichtigung des « Osmanischen Lloyd »*, Stuttgart, Steiner, 1993, p. 87.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>47</sup> *Ibid.*, pp. 91-92.

<sup>48</sup> Voir Kössler, Armin, *Aktionsfeld Osmanisches Reich*, op. cit.

<sup>49</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik*, op. cit.

<sup>50</sup> Schrader se trouve à Istanbul depuis 1891. Il enseigne au lycée allemand et envoie des articles sur l'Empire dans des journaux et des revues allemandes. Au tournant du siècle, il a critiqué la politique allemande dans l'Empire dans des journaux comme *Vorwärts* et *Die neue Zeit* sous le pseudonyme İştiraki (le socialiste), l'accusant de négliger les relations culturelles au profit des relations militaires et économiques. Schrader connaît parfaitement l'ottoman. Il traduira pendant la guerre un ouvrage de Halide Edib et des romans de Ahmed Hikmet.

<sup>51</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik*, op. cit., p. 95.



pages, dont deux pages d'articles en français, le plus souvent traduits des articles allemands. À partir de novembre 1915, l'*Osmanischer Lloyd* paraîtra en deux versions séparées, de quatre pages chacune.

Le journal contient en général un éditorial sur la politique étrangère et intérieure de l'Empire ottoman, sur les rapports entre l'Allemagne et les autres puissances, sur la politique économique et culturelle du Reich dans l'Empire et sur des sujets théoriques tels que la révolution, l'Islam, etc.<sup>52</sup> Il reprend également des extraits d'articles pris dans la presse turque (en particulier du *Tanin*, *Sabah*, *İkdam* et *Yeni Gazete*), et occasionnellement dans la presse grecque et arménienne, et contient des analyses et des informations économiques<sup>53</sup>. La plus grande partie des abonnés – outre les membres de la colonie allemande et autrichienne – sont des militaires qui ont été formés par des Allemands<sup>54</sup>. Ce journal est donc destiné à une élite ottomane et surtout à la presse turque, qui en reprend régulièrement des articles et contribue ainsi à faire connaître le point de vue allemand.

Dès sa création, l'*Osmanischer Lloyd* est confronté à une vigoureuse campagne de presse contre l'Allemagne. L'un des concepts les plus utilisés fin novembre pour caractériser la politique allemande est « la poussée vers l'Est », le *Drang nach Osten*. Ainsi, un journaliste de l'*Osmanischer Lloyd* dénonce le fait que cette expression ait été introduite par les Français, mettant en valeur le fait que « l'ancienne Turquie a toujours considéré l'Allemagne à travers des lunettes françaises<sup>55</sup> ». À ce sujet, il cite en particulier Victor Bérard<sup>56</sup>, dont il affirme qu'il a « des lecteurs assidus en Turquie ». À cette époque, comme nous le verrons dans la suite de ce travail, les autorités et les publicistes allemands se plaignent de façon récurrente de l'influence française sur la manière dont les Ottomans appréhendent l'Allemagne. Pour l'heure, le journal s'efforce de louer les Jeunes Turcs et critique fortement la politique de Kâmil pacha<sup>57</sup>.

À propos de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le journal allemand essaie, à l'instar du gouvernement, de persuader les lecteurs du fait que l'Allemagne a été surprise et que l'Autriche-Hongrie n'a pas demandé le soutien de son alliée, s'appuyant sur des arguments finalement très simplistes, comme celui de demander si lorsqu'un ami a fait une fois une faute, il faut pour cela rompre avec cette

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, pp. 103-104.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>54</sup> *Ibid.*, voir p. 118 et suivantes.

<sup>55</sup> *Osmanischer Lloyd*, « Der Drang nach Osten », 23.11.1908, n°5.

<sup>56</sup> Victor Bérard a écrit plusieurs ouvrages sur l'Empire ottoman. Il a également publié un certain nombre d'articles sur l'Allemagne qui sont révélateurs de l'admiration française pour la science allemande, mais aussi du sentiment d'inquiétude ressenti par les Français devant la montée en puissance de l'Allemagne. Voir Digeon, Claude, *La crise allemande de la pensée française*, *op. cit.*, p. 479. Nous n'avons pas trouvé de traductions ottomanes de Bérard.

<sup>57</sup> Farah, Irgard, *Die deutsche Pressepolitik*, *op. cit.*, p. 126.

amitié. En réponse aux journaux ottomans critiquant la fidélité de l'Allemagne à l'alliance avec l'Autriche-Hongrie, l'*Osmanischer Lloyd* en appelle par exemple à l'honneur du peuple turc : « Sont-ce vraiment les fils du peuple turc, déjà appréciés pour leur sens de l'honneur dans les manuels allemands, qui nous recommandent de commettre un acte d'infidélité ?<sup>58</sup> ».

Une campagne de presse est également lancée contre le boycott des marchandises autrichiennes, qui touche aussi des produits allemands. L'*Osmanischer Lloyd* souligne à propos de ces mesures que l'Autriche-Hongrie ne souhaite pas la guerre et est prête à accorder des avantages économiques à la Turquie. Ce conflit reste au centre des préoccupations du journal jusqu'en février 1909, date de l'accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman.

### *Les réactions ottomanes*

Durant cette crise, les unionistes prennent contact à la fois avec la Double Monarchie par l'intermédiaire d'Enver et avec la France et la Grande-Bretagne par celui d'Ahmed Rıza<sup>59</sup>. À la première, Enver propose une entente et une coopération entre les deux empires dans la question des Balkans. Avec les secondes, Ahmed Rıza évoque d'abord une alliance entre l'Empire ottoman et les États balkaniques – dont la Bulgarie – qui serait implicitement dirigée contre l'Autriche-Hongrie puis propose directement une alliance entre l'Empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne. Cette crise constitue la première occasion pour les unionistes de s'impliquer dans la politique internationale. Comme l'a montré Ünal, le CUP tente alors de mener des négociations de grande politique. Dans les faits, le Gouvernement ottoman n'aura toutefois pas d'autre solution que d'accepter une compensation financière de la part de la Double Monarchie.

Pour l'heure cependant, les critiques ottomanes à l'encontre de l'Allemagne sont violentes, ainsi que le reflètent les grands quotidiens du moment, qui, dans leur ensemble, accusent l'Allemagne d'être mêlée à cet événement. L'*İkdam* et le *Yeni Gazete*<sup>60</sup>, deux journaux soutenant la politique du grand vizir Kâmil pacha, affirment même que l'annexion est le résultat d'une intrigue de la part de l'Allemagne, tandis que le *Sabah* (d'ordinaire « modéré » d'après Marschall) avance

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>59</sup> Ünal, Hasan, « Young Turk Assessments of International Politics, 1906-9 ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 32, N°2, avril 1996, pp. 30 – 44.

<sup>60</sup> Le *Yeni Gazete*, qui est lu avec attention par l'ambassade allemande, a été fondé en 1908 par Abdullah Zühtü. Il est financé par le fils de Kâmil pacha, Said pacha. Opposé au CUP, il sera interdit pendant quelques temps lors du coup d'État de 1913. Voir à ce sujet : Kabacalı, Alpay, *Başlangıcından Günümüze Türkiye'de Matbaa, Basın ve Yayın* [L'édition, la presse et les publications en Turquie des débuts jusqu'à nos jours], Istanbul, Literatür Yayınları, 2000.

que l'Allemagne a poussé l'Autriche-Hongrie à agir de la sorte car elle craint, sous le nouveau régime, de perdre les avantages dont elle bénéficiait auparavant<sup>61</sup>.

Devant l'ampleur de l'indignation ottomane, Guillaume II déclare le 9 octobre dans un communiqué officiel transmis par Marschall au grand vizir que l'Allemagne n'a rien à voir avec l'annexion. Les journaux ottomans veulent d'abord voir dans la déclaration de l'empereur une « preuve d'amitié »<sup>62</sup>. Un article d'Hüseyin Cahid<sup>63</sup> dans le *Tanin*, datant du 12 octobre 1908 et intitulé « Paroles et assurances », interprète ainsi la déclaration du Kaiser comme la preuve que l'Allemagne, comme la Grande-Bretagne, la France, la Russie et l'Italie, ne se trouve pas du côté des opposants à la Turquie, pour cependant demander : « Mais en quoi ces puissances vont-elles s'engager ? Sont-elles, comme l'Angleterre, prêtes à tout faire pour la préservation des intérêts de la Turquie ? ». Les journaux ne tardent d'ailleurs pas à demander que l'Allemagne intervienne auprès de l'Autriche-Hongrie, ainsi que le fait le *Tanin* : « Puisque l'Allemagne est l'alliée de l'Autriche-Hongrie, cette dernière va prêter une oreille attentive aux attentes allemandes. C'est pourquoi nous attendons plus encore de l'amitié de l'Allemagne et de son sens de la justice. (...) Si l'Allemagne, de concert avec les amis sincères de la Turquie, s'oppose à la façon de faire illégale de l'Autriche et de la Bulgarie, nous considérerons l'amitié allemande comme inviolable<sup>64</sup> ». L'*İkdam* le 3 novembre, et le *Yeni Gazete*, le 9 novembre, reprennent la même idée.

Cette attente d'une réaction de l'Allemagne au profit de l'Empire ottoman – à laquelle les journaux ne croyaient sans doute pas vraiment – va se transformer au fil des semaines en critiques sévères dans la presse turque. Ainsi, le 12 décembre 1908, le journal unioniste *Şura-i Ummet* fait paraître un article intitulé « Politique : consolation et condoléances » :

« (...) On va bien sûr se réjouir à Vienne de la manière dont Bülow renforce la politique autrichienne. La politique autrichienne a grand intérêt à ce que l'Allemagne reste fidèle à l'alliance, qui lui apporte une position forte. D'un autre côté, les déclarations du chancelier ont contrarié à Constantinople. Le fait qu'un successeur de Bismarck (qui grâce à la main de fer de Moltke et de Roon a pu usurper les petites États allemands ainsi que l'Alsace-Lorraine d'après le principe 'le pouvoir prime sur le droit') encourage l'Autriche-Hongrie à annexer la Bosnie fait bien sûr une grande impression sur les milieux politiques turcs ».

Le même jour, le *Yeni Gazete* écrit :

« (...) Von Bülow avance comme preuve de l'amitié allemande le fait que l'Allemagne n'a jamais pris de territoire à la Turquie et n'a jamais eu de visées annexionnistes. Il

<sup>61</sup> AA, das politische Verhältniss zur Türkei, 1.10.1908 – 31.03.1909, R 13746, rapport de Marschall, 09.10.1908.

<sup>62</sup> *Ibid.*, 10.10.1908.

<sup>63</sup> Hüseyin Cahid (Yağın) est député unioniste de Constantinople, éditeur du *Tanin* à partir de août 1908 et délégué ottoman à l'Administration de la Dette.

<sup>64</sup> AA, Das politische Verhältniss zur Türkei, 1.10.1908 – 31.03.1909, R 13746, rapport de Marschall, 12.10.1908.

ajoute que l'Allemagne a de grands intérêts économiques en Orient. Cela ne fait aucun doute : l'amitié d'autrefois reposait là-dessus. Le gouvernement allemand aurait appris par l'intermédiaire du Baron de Marschall et de M. de Kiderlen-Wächter que la Turquie vivait une période de réformes – les termes de constitution et de proclamation de la liberté semblent ne pas venir à l'esprit de von Bülow. (...) Le prince Bülow veut affirmer, pour faire bonne impression sur nous, que l'Allemagne a nourri dès le début de la constitution des sentiments sincères. Va-t-elle le prouver dans les faits ? Nous verrons. »

Relativement rapidement cependant, le consensus existant dans la presse turque à propos de l'Allemagne disparaît et fait place à une véritable dispute entre les journaux soutenant la politique du grand vizir et le *Tanin*. Cette querelle commence avec les prises de position de Hüseyin Cahid, qui, devant les critiques presque quotidiennes de la presse ottomane à l'encontre de l'Allemagne<sup>65</sup>, écrit un article le 7 décembre 1908 pour exhorter les Ottomans à conserver de bonnes relations avec toutes les puissances.

Le 13 novembre, déjà, le *Tanin* avait fait paraître un article répondant aux critiques qui lui étaient faites d'être un opposant de l'Angleterre et un partisan de l'Allemagne. Après avoir réaffirmé que la base de la politique turque était de s'entendre avec l'Angleterre, l'article avait critiqué İzzet pacha<sup>66</sup>, qui s'était tel un traître jeté au cou de l'Allemagne, pour ajouter ensuite : « Devrait-on pour autant commettre l'erreur contraire ? ». L'article concluait en mettant en évidence la nécessité d'agir non pas selon les sentiments, mais selon les intérêts : « Nous devons être égoïstes, des égoïstes au plus haut point. Nous d'abord, ensuite nos amis<sup>67</sup> ».

Dans son article du 7 décembre intitulé « Un peu de logique », Hüseyin Cahid met en garde contre les conséquences que pourraient avoir les commentaires de la presse turque : « Le gouvernement ne peut certes pas être rendu responsable de la presse, mais nous ne devons pas oublier que les articles de nos grands journaux sont perçus à l'étranger comme l'échelle de mesure des sentiments des Ottomans. » Puis il aborde la position de l'Empire ottoman vis-à-vis de l'Allemagne : « Avant la constitution, l'Allemagne était le pivot autour duquel la politique extérieure de la Turquie s'organisait. On voulait tirer profit de la jalousie des puissances, passer le temps de façon agréable et pour le reste s'en remettre à l'Allemagne. » Approuvant la nécessité pour la Turquie de rétablir de bonnes relations avec l'Angleterre, il ajoute cependant : « Ce changement important dans les relations entre les deux puissances a été plusieurs fois interprété comme si l'amitié anglaise signifiait l'inimitié à l'égard de l'Allemagne. L'Allemagne était un ami de l'ancien régime, cette amitié servait ses intérêts. C'est vrai. Mais avons-nous pour autant le droit de nous emporter et de devenir pour cette raison des ennemis ? » Un peu plus loin, Hüseyin Cahid poursuit :

<sup>65</sup> Les rapports de Marschall en font état de manière détaillée.

<sup>66</sup> Arab İzzet pacha a été deuxième secrétaire du Palais. Surtout, il a joué le rôle de conseiller pour Abdülhamid II, qui l'estimait beaucoup. Voir Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, pp. 386 – 387.

<sup>67</sup> AA, Die türkische Presse, 1.04.1908 – 30.11.1908, R 13897, 13.11.1908.

« Hier, un journal a proposé d'agrandir le jardin sur l'Hippodrome afin que l'on ne puisse plus voir la fontaine de mosaïques<sup>68</sup>, car la vue de celle-ci risquait de blesser chaque patriote et serait une honte pour la capitale du califat. Nous regrettons sincèrement ce déclenchement de sentiments contre l'Allemagne, démesuré et s'apparentant à du vandalisme (...). Sur ce point, l'Allemagne a été bien plus habile et a toujours maintenu son amitié avec la Turquie sans s'occuper de savoir en quelles mains était le gouvernement. Nous préférons vivre mal mais indépendants sous notre propre gouvernement qu'heureux mais non libres sous une influence étrangère. »

Cela l'amène à critiquer la politique pro-anglaise de Kâmil pacha : « Être un ami idiot est plus grave qu'être un ennemi fin. Malheureusement, il semble que nous soyons les amis idiots de l'Angleterre ». Ainsi, le journaliste plaide pour « une politique indépendante de l'Angleterre et sans friction avec l'Allemagne », concluant : « Nous devons choisir nos amis politiques non pas avec des sentiments, mais avec la raison. La Turquie a sans aucun doute intérêt à s'entendre avec toutes les puissances<sup>69</sup>. »

Ainsi, le *Tanin* en appelle dès cette date à la prudence par rapport à la politique de Kâmil pacha. Cette prise de position va, dans les semaines qui suivent, lui valoir de nombreuses critiques de la part du *Yeni Gazete* et de l'*İkdam*. Ces deux journaux, qui, comme nous l'avons vu, ont fait du *Drang nach Osten* un leitmotiv de leurs articles à propos de l'Allemagne, reprochent au *Tanin* – qui prend de plus en plus position contre la politique de Kâmil pacha – d'être proallemand durant les mois de novembre et décembre 1908. En janvier le *Yeni Gazete* poussera l'ironie jusqu'à nommer son concurrent « *von Tanin* ». Il est bien évident que cette querelle ne signifie pas que les unionistes ont l'intention de se tourner vers l'Allemagne. Ainsi, les autorités allemandes notent que si une partie des Jeunes Turcs à Istanbul a l'intention d'entretenir de bonnes relations avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et qu'ils se démarquent en cela des prises de position particulièrement radicales du journal *İttihad ve Terakki* de Salonique, la méfiance vis-à-vis de l'Allemagne est loin d'avoir disparu, même chez les moins intransigeants. En ce sens, cette querelle annonce plutôt le combat à venir contre la politique de Kâmil pacha.

Surtout, elle est significative des tensions internes dans l'Empire et de l'indétermination des dirigeants en matière de choix de politique étrangère. Sans nul doute, la crise d'octobre a profondément marqué les esprits et provoqué de vives rancoeurs. À ce titre, il ne paraît pas exagéré d'affirmer qu'elle a constitué un traumatisme pour les unionistes et engendré et une radicalisation des prises de position, comme nous le verrons par la suite.

<sup>68</sup> Il s'agit de la fontaine offerte par Guillaume II lors de sa visite à Abdülhamid en 1898.

<sup>69</sup> AA, Die türkische Presse, 1908-1909, R 13898, 7.12.1908.

*Les conséquences internationales des événements d'octobre 1908*

En février 1909, un accord entre Constantinople et Vienne est finalement conclu, qui prévoit une compensation financière pour l'Empire ottoman. L'*Osmanischer Lloyd* affirme à ce sujet : « L'accord entre la Turquie et l'Autriche-Hongrie est un triomphe diplomatique pour la Turquie. La Sublime Porte obtient en contrepartie de l'abandon d'une revendication purement théorique une grosse somme d'argent... Le Baron Aehrenthal a fait un geste intelligent et de réconciliation qui correspondait à l'intérêt de la monarchie et de la paix générale<sup>70</sup> ». Mais la presse turque ne réagit pas toujours positivement à ces déclarations : le *Şura-yı Ümmet*, début février, souligne ainsi que l'entente avec l'Autriche-Hongrie n'est pas un succès politique et que les Jeunes Turcs n'ont donné leur accord que pour ne pas mettre en danger la politique intérieure. Le *Tanin* par contre met en valeur le fait que si cet incident avait eu lieu sous l'ancien régime, l'Empire ottoman n'aurait obtenu aucun dédommagement pour l'annexion<sup>71</sup>.

Sur le plan international, les conséquences de la crise d'octobre sont lourdes. La Russie, en particulier, se sent humiliée par l'Autriche-Hongrie qui avait certes pris soin, en septembre 1908, de l'informer de son intention d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, sans pour autant préciser quand elle passerait à l'acte. Comme les autres puissances, la Russie est donc surprise par l'initiative austro-hongroise d'octobre. Pour résoudre les problèmes provoqués par l'annexion ainsi que par la proclamation de l'indépendance bulgare, les puissances signataires du traité de Berlin envisagent donc une conférence internationale. La Russie est la puissance la plus demandeuse de cette conférence : elle espère en effet des compensations, notamment dans la question des Détroits. La Grande-Bretagne, de son côté, redoute que cette question ne soit abordée, car elle se doit d'être pro-turque sans que les Russes aient l'impression qu'elle est contre eux<sup>72</sup>. En faisant savoir à la Russie qu'elle souhaite que la question des Détroits soit traitée de manière équitable et ne se limite pas à l'autorisation pour elle seule et les États de la mer Noire de faire passer leurs navires de guerre par les Détroits, elle réussit à ce que cette question ne fasse pas partie de l'éventuelle conférence, qui est donc censée se limiter à des compensations en faveur de la Serbie et du Monténégro. Vis-à-vis des dirigeants ottomans, la politique de la Grande-Bretagne consiste à leur assurer qu'elle n'acceptera pas de changements du traité de Berlin qui ne soient approuvés par toutes les puissances signataires. En ce sens, elle presse les Turcs d'accepter une compensation financière de la part de la Bulgarie qui permettrait au nouveau régime jeune-turc de se consolider, et leur conseille de donner leur accord à une conférence plutôt que de négocier avec l'Autriche-Hongrie seulement. Cette der-

<sup>70</sup> Cité in Farah, Irmgard, *Die Pressepolitik*, op. cit., p. 184, *Osmanischer Lloyd*, 2<sup>ème</sup> année, n°11, 16.1.1909.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 184.

<sup>72</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 262.

nière, de son côté, n'a pas intérêt à ce qu'une conférence se réunisse car elle estime que l'annexion est effective, et qu'elle n'a rien à gagner de plus. L'Allemagne quant à elle craint que cette conférence ne soit le prélude à un démembrement de l'Empire et que son alliée l'Italie ait elle aussi des revendications.

Marschall effectue dans ce sens des démarches auprès de Kâmil pacha : il fait valoir que la Bulgarie va être tentée par la Macédoine, et surtout qu'une conférence plongerait la Turquie dans d'autres problèmes (notamment les petits États balkaniques). Ces arguments semblent faire leur chemin car le 2 novembre, Marschall fait savoir que ni le grand vizir, ni le ministre des Affaires étrangères ne semblent être pour une conférence. Les discussions se poursuivent jusque dans les premiers mois de 1909 mais en réalité, la conférence est déjà lettre morte en décembre 1908. En définitive, aucune des puissances n'y a un réel intérêt.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine a par ailleurs provoqué l'opposition de la Serbie, soutenue par la Russie. Cela constitue un motif de guerre possible entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, qui risque de dégénérer en une guerre entre les puissances européennes. Fin mars 1909, le gouvernement allemand presse le gouvernement russe d'exposer sa position sur l'annexion et la confrontation austro-serbe. La Russie se voit dans l'obligation de reculer, entre autres parce qu'elle craint la menace formulée par Vienne de publier des documents secrets concernant la Bosnie et les Détroits. Privée de tout soutien et soumise à la pression des puissances dans leur ensemble, la Serbie doit finalement reconnaître l'annexion.

La crise d'octobre a marqué l'Europe jusqu'aux jours de juillet 1914 : la Serbie et la Russie restent humiliées par l'action de l'Autriche-Hongrie. Sur le plan international, les alliances austro-allemande et russo-anglaise sont renforcées, le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie persiste et les relations anglo-autrichiennes sont désormais troublées. Pour Pomiankowski<sup>73</sup>, attaché militaire austro-hongrois à Istanbul à partir de 1909, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine a constitué « une grosse erreur » de la part de l'Autriche-Hongrie, dont le prix en a été l'accord de la monarchie pour la conquête de la Tripolitaine par l'Italie.

Au début de l'année 1909, la visite du roi anglais en Allemagne annonce une tentative de rapprochement entre les deux pays. Le *Şura-yı Ümmet* du 23 février 1909 note à ce propos :

« Il est en réalité peu probable que ce rapprochement entre les Allemands et les Anglais durera dans le temps. Il faut espérer que les diplomates et les dirigeants ottomans sont conscients de ce fait et qu'ils ne deviendront pas la cible de la concurrence qui règne entre les deux grandes puissances. Tout comme il est nécessaire pour nous d'avoir de bonnes relations avec l'Angleterre, il est également important de ne pas fâcher l'Allemagne. Il faut louvoyer entre les deux parties et suivre une politique qui ait toujours en vue l'intérêt de l'Empire. »

<sup>73</sup> Pomiankowski, Joseph, *Der Zusammenbruch des Osmanischen Reiches. Erinnerungen an die Türkei aus der Zeit des Weltkrieges*, Graz, Akademischer Druck- und Verlagsanstalt, 1969 (1ère éd. 1928).

Pour les dirigeants ottomans, la question des relations entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne fait partie des aspects les plus préoccupants. En cas de mésentente, en effet, les deux puissances risquent de s'opposer à propos de l'Empire, qui deviendrait ainsi, comme le note l'auteur de l'article, la cible de leur conflit. Dans le cas contraire, cependant, il est à craindre qu'elles s'entendent sur un partage de leur Empire en zones d'influence, voire sur son démembrement. « Louvoyer entre les deux parties » reste donc la seule politique possible.

Il est à noter que le nouveau chancelier Bethmann Hollweg, en poste depuis juillet 1909, travaillera en effet à un rapprochement avec l'Angleterre. Il essaiera notamment de parvenir à un traité de neutralité avec elle au cas où le Reich entretrait en guerre contre la Russie ou contre la France en s'engageant en contrepartie à limiter le développement de la flotte. Mais les négociations menées entre octobre 1909 et mai 1910 n'aboutiront pas, en particulier parce que la Grande-Bretagne ne sera pas prête à perdre son alliance avec la France. Par ailleurs, le chancelier allemand subira également en ce sens une pression relativement forte de la marine, du Kaiser et de l'opinion publique, assez profondément antibritannique.

Pour le moment, grâce à l'accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman, qui a été en grande partie le résultat des efforts de médiation entrepris par l'Allemagne, celle-ci a pu montrer sa « bonne volonté<sup>74</sup> » aux dirigeants ottomans. Dans la question de la Crète, que la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie – qui y ont des contingents depuis 1897 – ne parviennent pas à résoudre, elle a pu adopter une attitude désintéressée tout en donnant des conseils amicaux à la Porte<sup>75</sup>. Par rapport à la crise d'octobre, sa situation est donc redevenue plus favorable. Depuis cet événement, par ailleurs, l'Allemagne réfléchit au renforcement de son engagement dans l'Empire. Ainsi, Marschall écrira en mai 1910 au chancelier Bethmann Hollweg que « le principe venant d'une parole mal comprise de Bismarck selon lequel nous n'avons pas en Turquie d'intérêts politiques ne nous est pas seulement nuisible, il est également faux<sup>76</sup> ».

Sur le plan des relations avec l'Empire ottoman, Kâmil pacha, comme prévu, a fait inscrire au budget les dépenses nécessaires pour faire venir des intendants, des officiers d'état-major et des instructeurs allemands en janvier 1909. Une commande de munitions à l'Allemagne a également été passée, comme les autorités françaises prennent soin de le rappeler :

« (...) En ce qui concerne l'Allemagne, le grand vizir annonce que des démarches ont été entreprises à Berlin pour obtenir du gouvernement allemand l'envoi d'intendants, d'officiers d'état-major et d'instructeurs. Nous savons en même temps par une dépêche (...) qu'une commande de munitions s'élevant à 37.500.000 Francs a été faite à des mai-

<sup>74</sup> Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, p. 266.

<sup>75</sup> Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings*, *op. cit.*, p. 95. La Crète sera finalement cédée à la Grèce en 1913.

<sup>76</sup> Marschall à Bethmann Hollweg, 30.05.1910, cité in *ibid.*, p. 270.



sons allemandes. Par contre aucune commande d'équipements militaires n'a été accordée à ceux de nos compatriotes qui étaient allés à Constantinople faire des offres à ce sujet<sup>77</sup>. »

Sur le plan de la politique intérieure, un mois plus tard, le 13 février 1909, un nouveau conflit portant sur la nomination de nouveaux hommes aux ministères de la Guerre et de la Marine éclate entre le grand vizir et les unionistes. Kâmil pacha doit finalement démissionner et est remplacé par Hüseyin Hilmi pacha, qui n'est pas unioniste mais qui, du moins pour le moment, semble prêt à s'entendre avec le Comité.

---

<sup>77</sup> AMAE, PA-40, Constans, Ambassade à Constantinople, 1899 – 1909, 26.01.1909.



## Chapitre II

### L'Allemagne comme contrepoids ?

### Le rapprochement entre 1909 et 1911, les ambiguïtés allemandes et l'isolement de l'Empire

#### *1. La question de l'influence militaire allemande*

##### *Des généraux ottomans formés « à l'allemande »*

Même si le gouvernement ottoman a pour projet de continuer à s'adresser à l'Allemagne dans le domaine militaire, des voix se sont élevées depuis la révolution pour critiquer la présence d'instructeurs allemands dans l'Empire. L'un des problèmes majeurs concerne la question des salaires payés aux généraux allemands, jugés démesurés par les Jeunes Turcs<sup>1</sup>. Les rapports de l'attaché militaire autrichien à Istanbul au lendemain de la révolution font également état de critiques dans la presse turque, dont une partie demande le départ de la mission militaire allemande. À ce moment, les généraux allemands qui se trouvent encore en Turquie ne sont plus qu'au nombre de quatre.

La poursuite de l'option allemande dans le domaine militaire est essentiellement due aux généraux ottomans qui occupent les postes les plus importants au sein du ministère de la Guerre et de l'état-major après la révolution. Ceux-ci ne sont pas membres du Comité union et progrès, mais partagent avec lui un but commun, celui de défendre la constitution, même s'ils vont devenir au fil des mois de plus en plus méfiants vis-à-vis d'elle<sup>2</sup>. Ces généraux d'une génération antérieure à celle des Jeunes Turcs, tels que Mahmud Şevket pacha, Ahmed İzzet pacha<sup>3</sup>, Ali Rıza pacha, Pertev pacha<sup>4</sup>, Muhtar pacha ou encore Salih pacha<sup>5</sup> pour ne

---

<sup>1</sup> Voir Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 91 et suivantes.

<sup>2</sup> Voir par exemple un rapport de Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, au ministre des Affaires étrangères, citant Osman Nizami : « Il ne faut pas trop attendre de notre parlement : il est en Turquie comme de la Prusse en 1862, où, si le parlement avait été écouté, jamais l'Allemagne ne se serait faite ; mais ce sont des choses qui ne peuvent point se dire publiquement. ». Cambon poursuit : « J'ai reconnu à ce langage que décidément Nizami Pacha était des amis de Mahmoud Chekvet Pacha, et qu'il dépendrait de circonstances plus ou moins prochaines que les apparences constitutionnelles que la Jeune Turquie a prises aux yeux de l'Europe soient ou non dissipées ». In : *Documents diplomatiques français*, Tome XII, 7.09.1910, p. 886. En 1862, Bismarck avait levé les impôts destinés à l'armement malgré l'opposition de la Chambre.

<sup>3</sup> Ahmed İzzet Pacha a été formé par von der Goltz puis envoyé en Allemagne. Il est chef de l'état-major entre 1908 et 1911. Après la Première Guerre mondiale, il publiera ses souvenirs, traduits en allemand par le publiciste Karl Klinghardt.

citer que les plus connus, ont été formés en Allemagne ou ont été proches de von der Goltz lorsque celui-ci était instructeur dans les années 1880. Les contacts privilégiés qu'ils entretiennent avec l'Allemagne font qu'ils s'adressent en priorité à elle pour la réforme de l'armée ou pour la formation des jeunes officiers.

Ainsi, c'est le chef de l'état-major Ahmed İzzet pacha qui prend position pour que le général von der Goltz revienne dans l'Empire ottoman, une décision qui à l'en croire ne fait pas l'unanimité :

« Je demandai le retour de von der Goltz pacha ; notre gouvernement ne put se résoudre à en faire la demande officielle qu'après que j'eus remis trois rapports à ce propos au ministère de la Guerre. Son excellence von der Goltz est revenue deux fois en Turquie, mais à chaque fois pour des missions temporaires. Je suis désolé de devoir ajouter que quelques conflits, qui n'avaient en réalité pas de raison d'être, ont eu lieu entre lui et moi à cause d'intrigues mal intentionnées<sup>6</sup>. »

Ahmed İzzet pacha a aussi été à l'origine de la nomination d'Enver comme attaché militaire à Berlin<sup>7</sup>. Sur ce point, il faut noter qu'Enver, même s'il est connu parmi les Ottomans comme l'un des « héros de la liberté », ne fait pas à cette date partie des dirigeants.

Les remarques de Marschall, dans un document daté du 28 novembre 1908 et annoté « très secret » sont à ce titre instructives :

« Le chef de l'état-major İzzet pacha, qui a servi en Allemagne et qui a conservé une orientation pro-allemande, me demande si je pense que le commandant Enver bey pourrait être autorisé à occuper le poste d'attaché militaire laissé vacant à Berlin. Il s'agit de l'Enver bey que l'on connaît, qui a initié la révolution de juillet avec le commandant Niyazi bey<sup>8</sup>. Il a la réputation d'être un officier très compétent, qui s'est fait plusieurs fois remarquer personnellement (...). İzzet pacha souhaite d'abord connaître mon opinion personnelle. Je ne peux pas la donner sans instructions. Je ne suis pas en mesure de juger si la participation d'Enver aux événements qui à l'époque ont été perçus comme une mutinerie, pose des problèmes du point de vue militaire. Sur le plan politique, la nomination d'Enver bey, qui, plus encore que Niyazi, apparaît comme un héros national et en ce sens possède une grande influence, pourrait peut-être avoir des conséquences positives en ce qu'il apprendrait à connaître la situation de l'Allemagne et ainsi pourrait lever un certain nombre de préjugés que les Jeunes Turcs ont contre nous. Le Palais ne s'y opposerait pas (...). La demande d'İzzet pacha provient en tous les cas, d'après ce que je sais de son orientation, des intentions les meilleures. »

Le 29 février 1909, l'attaché militaire von Stempel précise encore :

<sup>4</sup> Pertev Pacha (Demirhan) a été aide de camp de von der Goltz puis est allé en Allemagne entre 1894 et 1898.

<sup>5</sup> Salih Pacha devient ministre de la Guerre en mai 1909.

<sup>6</sup> İzzet, Ahmet, *Denkwürdigkeiten des Marschalls İzzet Pascha*, Leipzig 1927, p. 163.

<sup>7</sup> Enver deviendra Ministre de la Guerre en 1914 et jouera, comme nous le verrons, un rôle essentiel dans l'alliance de l'Empire ottoman avec l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale.

<sup>8</sup> Niyazi connaîtra un autre destin qu'Enver : il sera assassiné en 1912 par des Albanais.

« Le nouvel attaché militaire turc, le commandant Enver bey, a été à l'école d'État-major d'ici en tant qu'officier d'infanterie de 1899 à 1902, et en est sorti deuxième de sa promotion. Les noms d'Enver et de Niyazi sont devenus au cours de la révolution les plus connus, non pas parce qu'ils en étaient les chefs principaux, mais parce que les chefs principaux ont réussi jusqu'à aujourd'hui à laisser leurs noms dans l'obscurité (...). Plus tard, Enver est apparu au premier plan politique parce que le peuple ne savait pas vers qui se tourner. Enver n'a pas joué de rôle majeur dans la révolution, particulièrement dans sa préparation. On l'a fait héros national faute de mieux, ce qui, avec son caractère simple, suffisamment intelligent et encore un peu enfantin, menaçait de lui tourner la tête. (...) Le Général von Dittfurth pacha porte un jugement favorable sur son ancien élève. C'est le chef de l'État-major İzzet pacha, qui est particulièrement pro-allemand, qui a eu l'idée d'envoyer Enver à Berlin. Il y voit un avantage particulier pour l'ambassade turque à Berlin et son souhait d'avoir des relations encore plus étroites entre les deux armées ».

Pour notre sujet, la nomination en 1909 d'Enver comme attaché militaire à Berlin montre avant tout la continuité de l'option allemande prise par le gouvernement ottoman. Ainsi que le montre le rapport de Stempel, cette nomination a pu être aussi une manière d'éloigner le jeune officier ambitieux<sup>9</sup>, tout en le plaçant à un poste important. Pour l'heure, elle a un certain retentissement, comme le montrent les réactions françaises. Ainsi, l'ambassadeur de France à Constantinople prend soin de noter<sup>10</sup> : « On m'a rapporté hier qu'Enver Bey, 'un des libérateurs', membre influent du Comité, a annoncé à ses convives qu'il s'était fait nommer attaché militaire à Berlin, déclarant : 'C'est le poste le plus intéressant que je puisse avoir, et il le sera d'autant plus que le gouvernement ottoman a l'intention d'envoyer nombre de nos camarades faire des stages dans l'armée allemande' ». L'ambassadeur poursuit : « (...) l'Allemagne n'a pas perdu pied ici. Presque tous les officiers qui s'occupent des fournitures de l'armée ont fait leur stage dans ce pays et ne l'ont pas oublié. Les récentes commandes de matériel militaire en font foi ».

Sur ce point, le ministre français des Affaires étrangères et l'ambassadeur français à Constantinople ont d'ailleurs fin janvier un échange épistolaire tendu ; le premier, après avoir constaté les derniers succès allemands, reprochant au second de n'avoir pas su profiter d'une situation *a priori* plus favorable à la France, et d'avoir laissé Marschall von Bieberstein développer les intérêts de son pays. Piqué au vif, l'ambassadeur français Ernest Constans répond :

« (...) Quant à l'ambassadeur d'Allemagne dont Votre Excellence veut bien aussi m'entretenir, il ne paraît pas faire le moindre effort en vue d'obtenir des résultats (...) pour son pays. Le Baron Marschall fait peu de démarches ; je le rencontre quelquefois à la Porte où il fait de très courtes visites à Kâmil pacha. Il voit souvent le Ministre des Af-

<sup>9</sup> Sur ce point, voir Zürcher, Jan Erik, *The Unionist Factor*, *op. cit.*, p. 51. Zürcher souligne que les officiers jeunes-turcs les plus actifs au moment de la révolution ont été envoyés comme attachés militaires dans les principales capitales européennes : Hafiz Hakkı à Vienne, Enver en Allemagne, Ali Fuat (Cebesoy) à Rome et Ali Fethi (Okyar) à Paris.

<sup>10</sup> AMAE, Turquie, Politique étrangère, Relations avec les Puissances, n°179, note du 17.12.1908.

fares étrangères dans son domicile privé voisin de l'ambassade. Mais mon collègue n'ignore pas que Tevfik pacha<sup>11</sup> n'a aucune espèce d'action dans le gouvernement, dont il ne fera plus partie dans peu de temps, suivant les désirs du CUP. Il sait, car le gouvernement turc ne le cache à personne, que pour la question de l'armement, c'est toujours à l'Allemagne que les commandes seront adressées, et il se réserve probablement pour le jour où l'affaire de Bagdad sera remise en question. Tous les officiers supérieurs de l'armée turque (...) ont servi longtemps dans l'armée allemande ; et Enver bey me disait mercredi soir qu'il regrettait fort de ne pas aller à Paris, mais que Berlin était la grande école de guerre, qu'il y trouverait de nombreux officiers turcs servant dans l'ambassade, et que c'est pour ce motif qu'il avait renoncé à demander le poste de Paris qui à tous les autres points de vue lui aurait plu. (...) Je me permets de faire remarquer à Votre Excellence que nous ne pouvons pas compter, et que les Anglais ne le peuvent pas plus que nous, lutter avec les Allemands au point de vue des fournitures d'armes. Sur ce point, l'opinion du gouvernement constitutionnel est aussi ferme que la volonté de celui qui l'a précédé (...). Je ne pense pas que Votre Excellence puisse s'étonner que les Ottomans se soient adressés aux Anglais pour la marine et pour la guerre aux Allemands, avec qui ils traitent exclusivement depuis plus de 30 ans. (...) Ce n'est donc qu'au point de vue financier, à celui de l'instruction publique et à celui des travaux publics que nous pouvons compter qu'on s'adresserait à nous. (...)»<sup>12</sup>.

### *L'insurrection de 1909 et le rôle de Mahmud Şevket pacha*

Au début de l'année 1909, le nouveau régime doit faire face à une opposition grandissante, de la part du parti d'opposition libéral qui s'est constitué en septembre 1908, mais aussi de certains milieux religieux<sup>13</sup>. Depuis la révolution de 1908, l'insatisfaction grandit parmi ceux qui bénéficiaient d'un traitement particulier sous Abdülhamid, à commencer par les espions du sultan, mais aussi un grand nombre de fonctionnaires de tout rang. Dans l'armée, les officiers sortis des écoles militaires ont pris le dessus sur les officiers non diplômés, qui étaient favorisés par l'ancien régime. Les troupes elles-mêmes sont insatisfaites des changements imposés par les nouveaux officiers, qui ont pour but de moderniser l'armée et qui, entre autres, suppriment les pauses accordées pour la prière pendant les exercices. Les *ulema* sont également inquiets du programme du Comité. Enfin, l'opposition libérale se fait de plus en plus violente. Elle semble d'ailleurs être à l'origine de l'insurrection qui se déroule dans la nuit du 12 au 13 avril, durant laquelle des soldats de la garde impériale se rebellent contre leurs officiers et sont

<sup>11</sup> Ahmed Tevfik Pacha, diplomate de longue date et homme de confiance d'Abdülhamid II, a été ambassadeur en Allemagne. Il sera nommé grand vizir lors de l'insurrection d'avril 1909, puis ambassadeur à Londres jusqu'en 1914.

<sup>12</sup> AMAE, PA - 40 - Constans, ambassade à Constantinople, 1899 -1909, note du 31.01.1909.

<sup>13</sup> Voir Zürcher, Erik J., « The Ides of April. A fundamentalist Uprising in Istanbul in 1909 ? ». In : Dijk, C. van ; Groot, A.H. de (éd.), *State and Islam*, Leyde, Research School CNWS, 1995, pp. 64 - 76. Zürcher montre clairement que l'insurrection n'est pas le fruit d'un mouvement réactionnaire islamique, ainsi que les Unionistes puis les Kémalistes l'ont affirmé pour mieux asseoir leur pouvoir.

rejoins par des religieux<sup>14</sup>. Les insurgés réclament notamment le rétablissement de la loi religieuse, la démission du grand vizir et du ministre de la Guerre, ainsi que le départ d'un certain nombre d'officiers unionistes et du président de la Chambre des députés Ahmed Rıza. Cédant aux demandes des rebelles, Hüseyin Hilmi pacha est remplacé par l'homme de confiance du sultan Tefvik pacha. Au même moment, la capitale ottomane est mise à sac, les journaux unionistes doivent suspendre leur publication, et les Jeunes Turcs se cachent ou fuient Istanbul. Les leaders du parti libéral essaient de s'emparer du vide laissé par les députés unionistes et s'efforcent de faire en sorte que l'insurrection ne devienne pas réactionnaire et anticonstitutionnelle<sup>15</sup>. Si le CUP est démis dans la capitale, il a toutefois gardé ses bases dans les provinces, et notamment en Macédoine, où des unités de la Première et de la Deuxième armée se regroupent pour marcher sur Istanbul. « L'Armée d'action », ou « *Hareket Ordusu* », commandée par le général Mahmut Şevket pacha, occupe la ville le 24 avril, sans rencontrer beaucoup de résistance. Des rebelles sont exécutés, tandis que les leaders du Parti libéral sont laissés libres sous la pression de la Grande-Bretagne. La déposition d'Abdülhamid II, remplacé par son frère cadet Mehmed V Reşad le 27 avril, représente la conséquence la plus spectaculaire de cet événement<sup>16</sup>.

Pour les autorités allemandes, après le début de l'insurrection, la situation est délicate : doivent-elles soutenir l'opposition libérale ou prendre parti pour les unionistes ? Par le biais de l'*Osmanischer Lloyd*, elles s'efforcent de rester neutres<sup>17</sup>. À l'inverse, la Grande-Bretagne n'hésite pas à critiquer les unionistes et à faire savoir qu'elle soutient les insurgés.

La contre-révolution d'avril 1909 a pour conséquence que des généraux se retrouvent dans la sphère politique. Mais l'armée préfère laisser les civils gouverner, en gardant toutefois le droit de veto<sup>18</sup>. Quant au CUP, il a besoin de temps pour se réorganiser. En ce sens, Hüseyin Hilmi pacha est à nouveau nommé grand vizir en mai 1909.

Depuis les événements d'avril 1909, le général Mahmud Şevket pacha est devenu incontournable pour les Jeunes Turcs qui ont besoin de l'armée pour se réorganiser. Après l'écrasement de la contre-révolution, il est nommé en mai 1909 inspecteur général des trois premiers corps d'armée. Ce poste n'existait pas auparavant et semble avoir été créé pour la situation d'alors, lui conférant un pouvoir au-dessus des parties<sup>19</sup>. Tout en étant purement militaire, il place en effet Mahmud Şevket pacha en dehors de l'autorité du ministère de la Guerre et du gouver-

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 69. Pour une autre interprétation des faits voir : Kansu, Aykut, *Politics in post-revolutionary Turkey*, *op. cit.*, p. 77 et suivantes.

<sup>16</sup> Voir Georgeon, François, *Abdülhamid II*, *op. cit.*, p. 417 et suivantes.

<sup>17</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Presspolitik*, *op. cit.*, p. 129.

<sup>18</sup> Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, *op. cit.*, p. 47.

<sup>19</sup> *Ibid.*

nement, tant que la loi martiale est appliquée. Elle va rester en vigueur jusqu'en mars 1911.

Le parcours de Mahmud Şevket pacha est intéressant à plus d'un titre. Formé dans les années 1870 – 1880 à Istanbul à l'École impériale de science militaire et à l'École d'état-major, il a été envoyé quelques temps en Crète puis chargé d'enseigner l'usage des armes et la théorie du tir à l'École militaire. C'est là qu'il a rencontré von der Goltz, alors instructeur, dont il s'est fait rapidement remarquer :

« Cet officier, plus grand que la moyenne, mince, au visage sérieux et bruni, au regard pénétrant et au caractère constamment calme, avait la réputation parmi ses congénères d'être l'un de ceux avec lesquels on ne peut rivaliser sur l'intelligence, la force de travail et la persévérance. Il était considéré par tous comme une exception, si réservé qu'il était (...)»<sup>20</sup>.

Von der Goltz se montre d'autant plus admiratif de Mahmud Şevket que celui-ci, chargé d'enseigner à l'école, ne se trouvait pas sous les ordres du général allemand et travaillait donc volontairement pour lui. Les deux hommes étaient également membres de la commission chargée de décider du modèle de fusil pour équiper l'infanterie ottomane. Goltz, dans son article consacré au général ottoman, raconte comment Mahmud Şevket a pris parti pour la marque Mauser et a réussi à imposer ce choix alors que le sultan semblait pencher pour la marque française Schneider-Creusot. Peu de temps après, en 1886, Mahmud Şevket pacha a été nommé à la commission d'inspection militaire pour les armements en Allemagne, à Oberndorf-am-Neckar, où il est resté près de dix ans<sup>21</sup>. De retour dans l'Empire ottoman, il a travaillé à la commission d'inspection à Tophane.

Au moment de la révolution, Mahmud Şevket pacha se trouve en Macédoine, d'où part la révolte de l'armée. Il est gouverneur du Kosovo depuis 1905, et occupe donc un poste important pour les Jeunes Turcs. Dans cette perspective il reçoit, quelques jours avant la révolution, une lettre anonyme lui demandant s'il accepte de rejoindre le mouvement jeune-turc<sup>22</sup>. Sa réponse, que nous ne connaissons pas, semble satisfaire les Jeunes Turcs, qui le laissent en paix. Après la proclamation de la constitution, Mahmud Şevket pacha assume la sécurité de la ville d'Üsküb (Skopje) avec des officiers jeunes-turcs. Ainsi, même s'il ne participe pas directement au mouvement, il permet son bon déroulement.

Il est possible de se faire une idée de la façon dont le général ottoman a appréhendé la révolution jeune-turque à la lecture d'une lettre qu'il envoie le 27 juillet 1908 à von der Goltz<sup>23</sup>. Il y souligne que bien que le peuple ottoman ne soit pas encore prêt à être dirigé par une constitution, le régime constitutionnel s'avère ce-

<sup>20</sup> Goltz, Colmar von der, « Erinnerungen an Mahmud Schewket Pascha ». In : *Deutsche Rundschau*, vol. CLVII (1913) (1), pp. 32 – 46, ici p. 32.

<sup>21</sup> Malheureusement, on ne connaît pratiquement rien de ces années.

<sup>22</sup> Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Pasa and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 41.

<sup>23</sup> La lettre est citée par von der Goltz in : « Erinnerungen an Mahmud Schewket Pascha », op. cit., p. 39.



pendant plus indiqué que l'ancien régime pour sauver le pays. Il reconnaît que la participation de l'armée à un événement politique est critiquable, mais la justifie par le fait que le peuple seul n'aurait pas réussi à « empêcher l'intervention probable des puissances étrangères et à sauver la Turquie du danger d'un partage ». Pour cette raison, il juge indispensable que l'armée ait prit l'initiative. Toutefois, il estime nécessaire qu'elle se tienne désormais à l'écart de la politique. Toujours selon von der Goltz, Mahmud Şevket aurait terminé sa lettre de la manière suivante :

« Non seulement l'armée turque, mais aussi tout le peuple ottoman se trouve aujourd'hui dans les mains de la jeunesse. Ils vont tous deux bientôt montrer au monde entier leurs forces. Espérons que la future Triple Alliance sera une alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie ; mais il ne faut pas en parler !<sup>24</sup> ».

Von der Goltz commente :

« Cela était précipité. D'après ce que je sais, il n'y a jamais eu de négociations sérieuses à ce propos. Mais qui blâmera un homme aussi sérieux et aussi réaliste que Mahmud Şevket d'avoir en cet instant d'enthousiasme général laissé libre cours aux émotions de son cœur patriotique et de s'être laissé aller à un beau rêve d'avenir. D'autres déclarations faites par Mahmud Şevket plus tard me font conclure qu'il rêvait de la mise en place d'une union en Europe centrale à laquelle le nouvel État ottoman aurait pris part. Il s'agissait de la même conception que notre grand mais peu connu économiste national Friedrich List, le pionnier de l'union douanière, avait recommandée à ses compatriotes dès la première moitié du siècle passé. »

Ainsi que nous le verrons au cours de ce travail, Mahmud Şevket pacha est et restera partisan de relations étroites entre l'Empire ottoman et l'Allemagne. Il se peut qu'il l'ait déclaré à plusieurs reprises à von der Goltz. Qu'il ait vraiment rêvé d'une *Mitteleuropa* à laquelle l'Empire ottoman aurait pris part reste plus incertain. Il ne faut pas oublier que von der Goltz écrit ces lignes en 1913, à une époque où la perspective d'une guerre mondiale est envisagée par les milieux militaires. En ce sens, l'article de von der Goltz est autant une mise en valeur de l'alliance des puissances centrales qu'un hommage au général ottoman.

Pour l'heure, Mahmud Şevket pacha ne s'est pas opposé au mouvement jeune-turc et même l'a protégé. En conséquence, il est nommé en août 1908 commandant de la Troisième Armée et en novembre inspecteur général des trois provinces européennes.

Après les événements d'avril 1909, von der Goltz a l'occasion de s'entretenir avec Mahmud Şevket sur la situation de l'Empire et lui pose la question de sa position par rapport au Comité union et progrès. Mahmud Şevket pacha aurait répondu :

« Je pense être plus fort que le comité, mais un combat entre nous serait un malheur pour le pays. Il encouragerait la haine et la division, et nous avons besoin avant tout de calme (...). De plus, le comité me rend des services et en rend aussi au gouvernement. Si

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 41.

nous disposions d'un grand parti sur lequel nous puissions nous appuyer, nous nous passerions du comité. Mais il n'en existe pas encore (...). Pour le moment, son existence est une nécessité<sup>25</sup>. »

Par ailleurs, toujours selon von der Goltz, Mahmud Şevket pacha rejette l'idée d'une dictature militaire. Toutefois, il maintient l'état de siège car il estime que le « débridement » (*Zügellosigkeit*) règne dans la presse et parmi la population et que la liberté se confond avec l'insubordination. Selon lui, la loi sur la presse est bien trop libérale, plus encore que la loi française. Quant à la constitution, il critique le fait que la dissolution de la chambre est presque impossible et qu'en ce sens, « le despotisme d'un seul homme, le sultan, est remplacé par le despotisme de 270 hommes à la chambre ».

Formé à l'allemande, en contact étroit avec von der Goltz jusqu'à sa mort, Mahmud Şevket pacha est en tous les cas persuadé de la nécessité de continuer à faire appel à des officiers allemands pour la réorganisation de l'armée. S'il n'a pas été à l'origine du rappel de von der Goltz, sa nouvelle position l'a sans nul doute facilité.

Dans cette perspective, sa nomination au ministère de la Guerre au début de l'année 1910 sera très bien accueillie par les autorités allemandes. Ainsi, l'attaché militaire allemand à Istanbul écrira à la *Wilhelmstrasse* que l'accession de Mahmud Şevket pacha à ce poste « est, pour la réorganisation de l'armée, plus favorable que jamais<sup>26</sup> ». En janvier 1910, Mahmud Şevket Pacha déclarera au *Levant Herald* qu'il est logique pour l'Empire ottoman de s'adresser à l'Allemagne pour les questions militaires, précisant que Moltke a posé les fondements de la création de l'armée territoriale. Le général ajoutera toutefois que la réorganisation de la marine a été confiée à un amiral anglais<sup>27</sup>.

### *von der Goltz et la révolution jeune-turque*

Après la révolution jeune-turque, von der Goltz continue à entretenir des contacts étroits avec un certain nombre de généraux<sup>28</sup>. Avec l'officier Pertev pacha, pour lequel il endosse un rôle presque paternel<sup>29</sup>, il entretient depuis les années 1890

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Lepsius, Johannes, et al. (Éd.), *Die grosse Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914: Sammlung der diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes*, im Auftrage des Auswärtigen Amtes hg. von Johannes Lepsius et al., Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte, 1922-1927, vol. 26 -39, ici vol. 27, 25.01.1910, p. 282.

<sup>27</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 166.

<sup>28</sup> Nous avons pu consulter, aux Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, le *Nachlass Goltz*, qui contient les lettres de Goltz envoyées aux officiers ottomans, mais malheureusement pas leurs réponses.

<sup>29</sup> Pertev pacha a écrit un ouvrage à la mémoire de von der Goltz : Demirhan, Pertev, *General-feldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz. Das Lebensbild eines grossen Soldaten*, Göttingen, Göttinger Verlag, 1960.

une correspondance soutenue. Il lui prodigue des conseils militaires mais aussi privés, s'engage personnellement pour sa nomination comme ambassadeur à Tokyo<sup>30</sup>, l'accueille chez lui lorsqu'il se rend en Allemagne et lui rend visite à Istanbul<sup>31</sup>. Von der Goltz entretiendra également une correspondance avec Enver.

Le général allemand se tient donc au courant, mois après mois, de l'évolution de l'Empire. Militaire au service de l'Allemagne, il s'efforce de faire profiter la *Wilhelmstrasse* de ses connaissances de la situation interne de l'Empire tout en continuant d'obtenir des commandes d'armes pour les usines d'armement allemandes. S'il s'engage également régulièrement dans la presse, parfois à la demande de Mahmud Şevket pacha, en écrivant des articles dans *l'Osmanischer Lloyd* et dans la *Neue Freie Presse* pour expliquer la situation de l'Empire ottoman et prendre parti pour lui, il ne le fait évidemment qu'avec l'accord des autorités allemandes. Von der Goltz est aussi président de la *Deutsch-Asiatische Gesellschaft* depuis 1900 et en contact avec les personnalités allemandes qui militent pour une politique plus intensive de l'Allemagne en Turquie.

Les lettres de von der Goltz permettent de connaître ses réactions immédiates aux événements de juillet. Le 5 août 1908, il écrit à Pertev pacha qu'il estime que si l'armée retourne à la discipline, le résultat de cette crise sera le renforcement de l'Empire ottoman, voire « sa renaissance totale<sup>32</sup> ». Il exprime ainsi ce que les généraux ottomans qu'il a connus pensent aussi, à savoir que le changement de régime peut être bon pour l'armée et pour l'État ottoman. Plus encore, on retrouve dans ses propos la thématique chère aux unionistes de la révolution comme renaissance de l'Empire, rendue possible par l'armée.

À propos des personnalités militaires qui entrent en scène après la révolution, il écrit à Pertev pacha<sup>33</sup> le 23 août 1908, à la suite du décès du ministre de la Guerre Recep pacha, qu'il aurait vu comme remplaçant Mahmud Şevket pacha. Ayant toutefois entendu qu'Ali Rıza pacha avait déjà été nommé, il ajoute :

« Je l'estime beaucoup lui aussi, mais je l'aurais plutôt vu comme commandant que comme ministre de la Guerre. (...). Il est, pour autant que je le connais, d'une nature fraîche, il pense finement et est très doué sur le plan militaire. Comme vous le savez, il connaît bien l'armée prussienne car il a servi au régiment Elisabeth dans l'état-major. »

Von der Goltz conclut : « (...) Je voudrais juste vous mettre en garde contre la précipitation et le fait de débiter trop de réformes d'un coup. Le renvoi massif

<sup>30</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*, lettre du 8.02.1911. Pertev était très intéressé par ce poste, mais finalement aucun ambassadeur n'est envoyé au Japon. Sur l'intérêt de Pertev pour le Japon, voir Akmeşe, Handan Nezir, *The Birth of Modern Turkey*, *op. cit.*, pp. 72-79.

<sup>31</sup> Von der Goltz ne reviendra officiellement qu'en 1914, mais il lui arrivera de séjourner à titre privé à Istanbul avant cette date.

<sup>32</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*.

<sup>33</sup> Pertev Pacha est alors sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre.

d'officiers et de fonctionnaires (...) est certes nécessaire et bon. Mais sur ce point aussi on devrait se laisser du temps et procéder avec soin (...)»<sup>34</sup>.

Le 7 octobre 1908, alors que Perteve pacha est désormais général de division et chef de l'État-major de la 3<sup>ème</sup> armée, von der Goltz lui fait part de son avis sur la déclaration par la Bulgarie de son indépendance et sur l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, contre lesquelles il estime qu'une intervention militaire n'est pas nécessaire. Selon lui, il ne s'agit que d'une question de prestige qui aurait été importante pour l'ancien régime mais qui désormais ne l'est plus, « la nouvelle Turquie ayant autre chose à faire ». En effet, comme on l'a vu, von der Goltz estime que les provinces balkaniques ne sont pas essentielles pour l'Empire ottoman, qui doit se concentrer sur le renforcement de son armée et de sa flotte. À cela il ajoute : « Si la Turquie devient un jour assez forte pour réclamer l'Égypte et pouvoir placer toute l'Arabie sous son sceptre, alors cela compensera largement les pertes qu'elle a subies ces derniers temps ». Von der Goltz précise qu'il est cependant d'avis que tôt ou tard aura lieu un conflit militaire avec la Bulgarie. « Mais, conclut-il, c'est à la Turquie de choisir le moment »<sup>35</sup>.

Ainsi, la révolution est d'abord saluée par le général prussien comme une possibilité de renouveau, de régénération pour l'Empire ottoman, grâce à l'armée. Fidèle à sa conception d'ensemble, il continue de souligner l'importance des provinces arabes. À ce moment, cette approche n'est pas à l'ordre du jour chez les unionistes, pour lesquels les provinces européennes continuent de revêtir une signification symbolique indéniable. Quelques années plus tard cependant, après la guerre des Balkans, certains se référeront à la conception « goltzienne » de l'Empire<sup>36</sup>.

### *La mission du général allemand*

Pour l'heure, en mai 1909, le gouvernement ottoman, dans une note transmise par Osman Nizami pacha, demande à ce que von der Goltz vienne d'abord quatre mois par an pour la réorganisation de l'armée.

En fait, depuis septembre 1908 déjà il est question du retour de von der Goltz<sup>37</sup>. Cependant, certains unionistes ayant critiqué les instructeurs allemands, Osman Nizami pacha a proposé pour rassurer le nouveau régime d'initier une discussion dans la presse allemande sur la question des missions militaires allemandes dans

<sup>34</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*. Von der Goltz reprend souvent les idées de Mahmud Şevket Pacha.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Voir par exemple la brochure du député Cami [Baykut], *Osmanlı'nın Âtisi : Düşmanları ve Dostları* [Le futur ottoman : ses ennemis et ses amis], 1915 (ouvrage écrit en 1913). Mentionné in : Aksakal, Mustafa, « Not 'by those old books of international law, but only by war' : Ottoman Intellectuals on the Eve of the Great War ». In : *Diplomacy and Statecraft* 15 (3), 2004, pp. 507 – 544, ici pp. 526 – 527.

<sup>37</sup> Voir Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 96. D'après ce dernier, la demande avait été formulée par le Haut conseil de guerre mais refusée par les Jeunes Turcs.

l'Empire ottoman, en orientant le débat sur la formation allemande des officiers turcs qui désormais allaient être à même d'assumer eux-mêmes la réorganisation de l'armée. L'attaché militaire allemand s'est alors adressé à von der Goltz, qui a approuvé l'idée et confirmé le fait que les jeunes officiers avaient l'impression qu'ils n'avaient plus besoin des réformateurs allemands, et qu'ils n'étaient pas prêts à reconnaître l'autorité de généraux allemands qu'ils associaient à l'ancien régime. En ce sens, von der Goltz a estimé qu'il était profitable de remplacer ces généraux par de jeunes officiers allemands prêts à soutenir le travail de réformes des jeunes officiers ottomans formés à l'allemande ou à l'européenne, ce que le Kaiser a refusé.

Deux jours avant le début de la contre-révolution à Istanbul, le 11 avril 1909, l'attaché militaire allemand Stempel, après avoir informé la *Wilhelmstrasse* que le gouvernement ottoman avait l'intention de demander la permission d'engager 12 à 16 officiers, a proposé de répondre que cela ne valait la peine que si un général prussien était nommé à la tête de cette mission, et que ce général pouvait être von der Goltz, dont, a-t-il précisé, le retour est réclamé par un certain nombre d'officiers turcs<sup>38</sup>. Pour Stempel, les officiers à la tête de l'armée étant pro-allemands, l'Allemagne se trouve dans la période la plus favorable pour renforcer son influence militaire.

C'est en mai 1909 que les autorités ottomanes demandent aux autorités allemandes le retour de von der Goltz et que celles-ci acceptent, estimant qu'un refus « irriterait profondément la Porte et la pousserait directement dans les bras des autres puissances<sup>39</sup> ». Au sujet de l'organisation de la nouvelle mission militaire, Goltz reprend avec les autorités turques l'idée de nommer un général allemand à la tête de la mission. Celles-ci, tout d'abord, donnent leur accord et se décident pour le général von Freytag-Loringhoven<sup>40</sup>. Cependant, quelques jours plus tard, Mahmud Şevket pacha informe von der Goltz que le projet a été fortement critiqué – vraisemblablement par le Comité – et qu'il faut donc renoncer à créer une institution centrale pour la mission<sup>41</sup>. À propos de son propre statut, von der Goltz est d'avis qu'il serait plus approprié de le faire venir en tant que conseiller plutôt que de le faire nommer dans l'armée ottomane. Il estime que cette solution lui permettrait de pouvoir se retirer aussitôt si la situation se modifiait. De plus, elle a pour avantage qu'elle apparaîtra inoffensive pour les autres puissances.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>39</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Aufzeichnung des Untersekretärs im Auswärtigen Amt Sternrich, 17.05.1909, p. 277.

<sup>40</sup> Voir Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe, op. cit.*, p. 100. Selon l'auteur, Freytag-Loringhoven était connu dans le milieu de l'armée en particulier pour ses écrits militaires. Ahmed İzzet met en valeur dans ses mémoires que les œuvres de Freytag-Loringhoven « étaient très appréciées dans notre armée » et que son nouveau livre *Die napoleonische Kriegsführung* avait tout suite été en possession de plusieurs officiers d'état-major. Ahmed İzzet, *Denkwürdigkeiten, op. cit.*, p. 167.

<sup>41</sup> Cette question se posera à nouveau au moment de la mission militaire de 1913, comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

L'arrivée de von der Goltz à Istanbul le 12 juillet 1909 est saluée par l'ensemble de la presse. Pertev pacha publie à cette occasion un article dans *l'Osmanischer Lloyd*, repris par plusieurs journaux.

Dans l'immédiat, le général allemand veut commencer par observer et analyser la situation, afin de pouvoir se faire une idée de la durée, de la manière et du contenu de sa future mission. Son jugement est sévère, notamment sur les activités du Comité union et progrès. Il est choqué, en particulier, par le fait que des jeunes officiers donnent des ordres à des généraux, et relève qu'il est impossible de briser la domination illégale du Comité, qui s'appuie sur les troupes. « En fait, un nouveau despotisme remplace l'ancien », note-t-il dans son carnet de bord<sup>42</sup>. Il remarque aussi que les conditions sont les mêmes que sous Abdülhamid II, que le nombre de commissions n'a pas changé et qu'elles restent toujours aussi inactives, et critique en particulier le fait que les affaires secrètes sont traitées dans des séances ouvertes où chacun a droit d'entrée. Par ailleurs, il note que les caisses de l'État sont vides. Cependant, il observe que le peuple turc a retrouvé un certain espoir en un avenir meilleur et pense pouvoir compter sur la volonté de certains officiers et fonctionnaires : « L'ancien pessimisme, lié à la peur d'agir, avait laissé la place au désir de faire quelque chose. À partir de là, on pouvait donc construire quelque chose<sup>43</sup> ».

Von der Goltz et ses anciens élèves Mahmud Şevket pacha, Salih pacha et Ahmed İzzet pacha mettent d'abord en place un plan concernant les domaines à réorganiser et la formation des troupes<sup>44</sup>. D'après les sources françaises, von der Goltz aurait essayé dès son arrivée d'intervenir auprès du Président de la Chambre dans diverses affaires, entre autres pour le maintien au pouvoir de certains membres du gouvernement. Ahmed Rıza aurait alors fait insérer dans les journaux une note « déclarant qu'il était inexact que le général s'occupât de politique ; que ce dernier avait l'esprit trop militaire et qu'il était trop convaincu de ses devoirs envers le gouvernement ottoman pour songer à d'autres conseils que des avis professionnels. Cette leçon indirecte aurait d'ailleurs eu un résultat immédiat. Von der Goltz se l'est tenu pour dit<sup>45</sup>. » Il apparaît douteux que le général allemand, conscient de l'opposition que sa venue a provoquée, eût pris le risque de se mêler de politique. En ce sens, il est plus probable que la note d'Ahmed Rıza répondait à

<sup>42</sup> Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz*, op. cit., p. 314. Cette remarque rappelle fortement les idées de Mahmud Şevket pacha qui, comme nous l'avons vu, parle du « despotisme de 270 hommes ». Les jugements de von der Goltz coïncident le plus souvent avec ceux du général ottoman.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 314 : « Der alte tatenscheue Pessimismus war dem Wunsche, etwas zu leiten, gewichen. Darauf liess sich immerhin einiges aufbauen. »

<sup>44</sup> Pour une description détaillée du travail des officiers au sujet de la mise en place d'un plan pour la défense de l'Empire en cas de guerre dans les Balkans, voir Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Pacha and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 106 et suivantes.

<sup>45</sup> AMAE, NS Turquie, Politique étrangère, Dossier général, Relations avec les puissances, 1909, le chargé d'affaires de France à Berlin, 6 août 1909.

des accusations venant *a priori* de l'opposition interne ou des autres puissances. Dans les faits, von der Goltz se limitera à s'enquérir plusieurs fois du sort réservé à d'anciens militaires qu'il a connus lorsqu'il était instructeur<sup>46</sup>.

Durant son second séjour en Turquie – d'octobre 1909 à mi-janvier 1910 –, von der Goltz et les généraux ottomans – en particulier Pertev pacha – organisent des manœuvres près d'Édirne et en Macédoine, qui, note-t-il par la suite, se déroulent mieux qu'il ne l'avait prévu. Le but de ces manœuvres consiste à montrer à des officiers turcs comment mettre en place des exercices pratiques, interdits sous Abdülhamid II. Par ailleurs, Mahmud Şevket pacha a demandé à von der Goltz de l'aider à faire en sorte que l'armée ne se mêle plus de politique et se concentre sur le service. Ainsi, ces manœuvres doivent aussi donner aux officiers une image attirante de l'armée tout en leur montrant ce qu'ils doivent atteindre dans la formation de leurs troupes<sup>47</sup>. En réalité, c'est la première fois que des opérations militaires d'une telle ampleur sont organisées dans l'Empire<sup>48</sup>. Malgré des lacunes, von der Goltz note que « la jeune Turquie avait avec cette manœuvre accompli une performance considérable<sup>49</sup> ». Il écrit également : « Les soldats, les officiers et les généraux, tous étaient nouveaux. Aucun d'eux n'avait participé jusqu'ici à une grande manœuvre (...). Mais la bonne volonté générale remplaça les manques, et les manœuvres se déroulèrent, si l'on prend en compte le contexte, de manière satisfaisante. (...) », ajoutant : « Ce furent de belles heures, remplies d'espoir ; car l'on était persuadé de pouvoir travailler à la renaissance de l'ancienne réputation guerrière ottomane<sup>50</sup> ». L'autre activité de von der Goltz se concentre sur la mise en place d'un camp d'entraînement pour officiers (« *Offiziers-Übungslager* »), dirigé par un instructeur allemand, et dont le principe est de former une centaine d'officiers sur une durée de trois mois<sup>51</sup>. Mais cette initiative, nous y reviendrons, provoquera en fait la méfiance des jeunes officiers.

La mission elle-même est composée d'une dizaine d'officiers prussiens qui arrivent à Istanbul au moment du deuxième séjour de von der Goltz, en octobre 1909. Par ailleurs, une quinzaine d'officiers ottomans sont envoyés à Berlin. Cette fois, von der Goltz a pris soin de rédiger à l'attention des instructeurs allemands un « Avertissement pour les officiers nommés instructeurs dans l'armée turque<sup>52</sup> », dans lequel il prévient d'abord les instructeurs du fait qu'ils ne peuvent pas s'attendre à rencontrer en Turquie le même type d'armée que l'armée allemande.

<sup>46</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, *Nachlass Goltz*, lettre du 9.10.1910.

<sup>47</sup> Goltz, Colmar von der, « Erinnerungen » (2), *op. cit.*, p. 199.

<sup>48</sup> Swanson, Glen Wilfred, « War, Technology and Society in the Ottoman Empire from the Reign of Abdülhamid II... » In : Parry, V.J. et al., *War, Technology and Society in the Middle East*, *op. cit.*, p. 375.

<sup>49</sup> Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz*, *op. cit.*, p. 317.

<sup>50</sup> Goltz, Colmar von der, *Der jungen Türkei Niederlage und die Möglichkeiten ihrer Wiedererhebung*, Berlin 1913, pp. 15 – 16.

<sup>51</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>52</sup> Cité in : *ibid.*, pp. 254-256.

La discipline, en particulier, manque complètement. Von der Goltz parle également du « caractère oriental », qui « d'un côté permet de mieux supporter les lourds coups du destin, mais mène de l'autre à penser que les succès souhaités vont être atteints aisément, et, plus précisément, à passer outre les préparatifs nécessaires au succès ».

Pour Goltz, il est nécessaire que les instructeurs allemands comprennent qu'ils ne doivent pas arriver avec des attentes particulières : « Seul celui qui parvient à commencer avec les moyens dont il dispose pourra avancer ». À propos des fonctionnaires et des officiers ottomans, il précise que ceux-ci ont perdu l'esprit d'initiative à cause des « 30 ans d'un absolutisme présent partout ». Et il ajoute : « Il en subsiste une crainte largement répandue, celle de prendre des décisions et d'en répondre. Ces décisions sont habituellement confiées à des commissions dans lesquelles l'individu peut couvrir sa responsabilité sous la collectivité ». À ce titre, l'instructeur se doit d'être persévérant, patient, et de prendre lui-même les initiatives. À propos des changements dus à la révolution de juillet, von der Goltz note : « Les derniers événements politiques ont naturellement assoupli la discipline de l'armée. Le jeune corps d'armée, à qui revient la direction, surestime la signification de son succès et joue un rôle qui ne lui est pas accordé chez nous. La presse européenne a tout fait pour le conforter dans ce rôle ». Von der Goltz attire donc l'attention des instructeurs sur le fait qu'ils doivent chercher à éveiller l'intérêt des officiers et des troupes pour les détourner de la politique, et conclut sur la nécessité de mettre la pratique au premier plan et de rendre la formation aussi motivante que possible, quitte à renoncer « à l'exactitude dans l'application des exercices ».

Rentré à Berlin, il écrit un rapport dans lequel il note qu'il est temps d'étudier sérieusement la « possibilité d'un renforcement de la Turquie » ainsi que le rôle qui pourrait être imparti à cet État. Ainsi, en cas de guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, une alliance avec l'Empire ottoman pourrait permettre d'attaquer des parties vitales de la domination anglaise. Pour cela, il recommande de terminer le chemin de fer aux frontières perses et égyptiennes. « La Turquie, écrit-il, pourrait donc être un allié important et nous devrions encourager dans notre intérêt son renforcement militaire ». Cependant, cela ne pourrait être avantageux que si la Turquie continue à se développer dans cette direction. Par ailleurs, von der Goltz critique la politique secrète du Comité, le manque d'unité dans le mouvement de réformes, la tendance des officiers à se mêler de politique et le manque de fortes personnalités<sup>53</sup>. Dans un autre rapport adressé au Kaiser, il souligne toutefois que l'Empire ottoman n'est pas prêt pour une alliance avec l'Allemagne, que le système étatique est encore trop semblable à l'ancien, et que la Turquie a besoin de calme intérieur et d'une personnalité qui puisse prendre la tête du mouvement ré-

<sup>53</sup> Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz, op. cit.*, p. 316.



formateur. Goltz laisse apparemment ouverte la question de savoir si cette personnalité peut être Mahmud Şevket pacha<sup>54</sup>.

Malgré la réputation qu'il a acquise dans les milieux militaires, von der Goltz se heurte durant son séjour à une opposition venant du groupe des jeunes officiers d'état-major proches du Comité et note sur ce point :

« (...) J'avais l'intention de revenir en 1911 pour donner un exemple de notre manière d'inspecter les troupes. Mais j'ai clairement ressenti que le jeune milieu militaire – pas mes anciens élèves mais plutôt les leurs – souhaitaient se débarrasser de l'ancien maître pour essayer de s'en sortir eux-mêmes. Ce processus était totalement naturel et compréhensible sur le plan psychologique – mais pourtant certainement encore précoce<sup>55</sup>. »

Il l'explique également à Pertev pacha de la manière suivante :

« Mais mon retour dans l'armée turque est soumis à un doute, dont je perçois les raisons dans les conditions naturelles de l'armée turque. Aucun soldat de mérite, ambitieux, ne peut dans la durée apprécier d'avoir devant lui jusqu'aux années de maturité un vieux mentor et professeur. J'ai vraiment admiré la manière dont İzzet pacha, que je salue, a accepté que je me mêle de l'organisation des manœuvres, et je ne lui en voudrais pas s'il avait en secret souhaité que je n'eusse pas été présent. La jeune génération, tant au sein de l'état-major que dans le corps des officiers en général, ne me connaissait finalement pas comme professeur, elle n'avait entendu parler de moi que par les plus vieux. Mais elle est, comme j'ai pu m'en rendre compte, armée d'une solide confiance en elle. En ce cas, il est naturel que se forme une opposition silencieuse contre un ancien professeur qui veut encore et toujours exercer son ancienne fonction. Quand on a presque 70 ans, on reconnaît soi-même que l'on est considéré par la jeunesse comme appartenant au passé (...). En tout cas, il me semble plus prudent de ne venir, si on me le demande, que quelques mois en visite, comme ces deux dernières années<sup>56</sup>. »

Dans son ouvrage de 1913, von der Goltz écrira plus sévèrement :

« Tous n'avaient pas les qualités d'Enver, le vaillant défenseur de Benghazi, mais chacun croyait être au moins aussi bien que lui. Lorsque fut évoquée il y a deux ans, la question importante de la fortification d'Edirne, un jeune officier turc se crut obligé, bien que j'eusse travaillé quelques années comme chef des ingénieurs allemands et que les travaux eussent commencé sous ma direction, d'attirer mon attention sur le fait que mon point de vue était démodé, et que l'on ne défendait désormais des places fortifiées qu'au moyen d'une artillerie lourde mobile. (...) Le manque de mesure pour ce qu'il est possible d'atteindre, la tendance à se perdre dans des spéculations fantaisistes ou purement théoriques n'est en aucun cas le seul problème de l'éducation. Cet aspect semble relever de l'esprit oriental, car on ne le trouve pas seulement dans l'armée mais aussi dans tous les domaines de l'activité publique<sup>57</sup>. »

Parvenus à ce stade de notre travail, il importe de se demander comment les militaires jeunes-turcs se situaient par rapport à l'Allemagne. Comme nous l'avons vu, ce sont les généraux de la génération antérieure qui s'engagent après la révolution

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 315.

<sup>55</sup> Goltz, Colmar von der, *Der jungen Türkei Niederlage*, op. cit., p. 33.

<sup>56</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau, Nachlass von der Goltz, lettre du 8.02.1911.

<sup>57</sup> Goltz, Colmar von der, *Der jungen Türkei Niederlage*, op. cit.

pour faire venir des instructeurs allemands ou qui envoient Enver à Berlin. Von der Goltz lui-même s'est heurté à la résistance des plus jeunes. Talat<sup>58</sup>, le ministre de l'Intérieur unioniste depuis août 1909, a par ailleurs déclaré selon les sources françaises : « Si, jusqu'à présent, nous avons confié l'instruction de nos officiers à l'Allemagne, nous sommes désormais décidés non seulement à exécuter notre programme officiel, qui consiste à en envoyer la moitié en France, mais, dorénavant, à les y faire instruire de plus en plus<sup>59</sup> ». L'opposition à laquelle l'Allemagne fait face après la révolution tient pour une grande part aux relations que celle-ci a entretenues avec Abdülhamid. Elle tient aussi à l'influence française sur un grand nombre d'unionistes. Mais surtout, comme nous l'avons déjà souligné, la présence d'instructeurs étrangers n'est pas toujours bien acceptée par les officiers turcs, qu'ils aient été proches ou non du Comité. L'attaché militaire autrichien Pomiankowski le notera à sa manière dans ses souvenirs :

« Beaucoup d'officiers turcs étaient jaloux de leurs collègues allemands et enviaient leurs traitements et leur position privilégiée. Ils considéraient la reconnaissance d'un grade supérieur pour leurs charges comme un affront qui leur était fait et regardaient souvent de biais, par habitude de la haine des étrangers, les officiers allemands. Il est connu que les Allemands, et particulièrement les Prussiens, malgré leur mérite professionnel, ne possèdent pas le talent de savoir se faire aimer<sup>60</sup>. »

En 1911, le meurtre d'un officier allemand par un soldat au moment de l'inspection d'une troupe provoque un débat sur le problème du manque de préparation des officiers allemands aux réalités ottomanes<sup>61</sup>. Ainsi, des journaux proches du gouvernement allemand critiquent le fait que ces officiers ne connaissent ni la langue, ni la culture. L'événement est, entre autres, relaté par le *Servet-i Fünun* du 30 mars 1911 qui prend soin d'assurer l'Allemagne des sentiments amicaux des Ottomans. Cependant, comme nous le verrons par la suite, les autorités allemandes n'en tireront pas les leçons et continueront à envoyer des officiers qui ne parlent pas le turc.

Pour l'heure, les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne se maintiennent toutefois de manière plus satisfaisante que les événements de juillet ne l'avaient laissé présager. Dans un rapport daté du 18 décembre 1910 sur son séjour en Turquie en octobre et novembre 1910<sup>62</sup>, von der Goltz écrit : « (...) Dans la marine turque, on commence à pencher pour l'Allemagne, en particulier sous l'influence du Ministre de la Marine Mahmud Muhtar pacha ». Puis il ajoute : « Le successeur au trône, le Prince Yusuf Izzeddin, un fils du Sultan Aziz, a exprimé le

<sup>58</sup> Mehmed Talat est l'un des membres les plus importants du CUP après la révolution. Il occupera à plusieurs reprises le poste de ministre de l'Intérieur entre 1913 et 1917 avant de devenir grand vizir.

<sup>59</sup> AMAE, NS Turquie, Politique étrangère, dossier général, relations avec les puissances, 1909, note du 8.08.1909.

<sup>60</sup> Pomiankowski, Joseph, *Der Zusammenbruch des Ottomanischen Reiches*, op. cit., p. 55.

<sup>61</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., pp. 101 – 102.

<sup>62</sup> Archives militaires de Fribourg-en-Brigau, *Nachlass Goltz*.

souhait d'assister aux manœuvres allemandes de 1911 (...). Je pense que ce serait une bonne chose. Le Prince Yusuf Izzeddin a été éduqué selon les principes militaires français<sup>63</sup> (...)».

Comme nous le verrons par la suite, au début du mois de novembre 1910, Mahmud Muhtar pacha, selon les sources allemandes, fera effectivement plusieurs fois des déclarations allant dans le sens d'une orientation allemande, en annonçant notamment le projet d'acheter des sous-marins allemands et de faire venir des instructeurs allemands dans la marine ottomane.

### *L'Allemagne et la Grande-Bretagne dans les relations entre le CUP et les généraux*

Après l'insurrection d'avril 1909, Hüseyin Hilmi pacha est à nouveau grand vizir. Par ailleurs, à l'été 1909, deux unionistes, Talat et Cavid bey, entrent dans le gouvernement et reçoivent respectivement les portefeuilles de l'Intérieur et des Finances. Le CUP a proposé à Mahmud Şevket pacha de devenir grand vizir mais celui-ci a refusé, estimant qu'il n'aurait pas assez de marge de manœuvre à ce poste<sup>64</sup>. Il a également refusé le poste de ministre de la Guerre. Selon lui, ainsi qu'il l'a confié à von der Goltz, accepter une fonction politique risque de lui faire perdre le prestige et l'influence dont il a besoin pour restaurer l'ordre dans l'armée<sup>65</sup>. Surtout, Mahmud Şevket pacha est méfiant par rapport aux unionistes : il les estime trop jeunes, inexpérimentés, et les juge dans beaucoup de cas gênants pour réformer l'armée.

À ce moment, les relations entre les militaires et les unionistes civils deviennent de plus en plus tendues. Ainsi, dès le mois de novembre 1909, un important conflit connu sous le nom de l'affaire Lynch<sup>66</sup> éclate entre le gouvernement, les unionistes et l'opposition. Cette affaire, en résumé, concerne un projet de fusion entre la compagnie de navigation Lynch et la compagnie de navigation ottomane *Hamidiye*<sup>67</sup>. Les unionistes l'approuvent, car ils estiment que même si la direction est laissée aux Anglais, le nouvel accord est à l'avantage de l'Empire ottoman, la nouvelle compagnie étant turque<sup>68</sup>. Loin de faire l'unanimité, ce projet est criti-

<sup>63</sup> Yusuf İzzedin (1857 – 1915) se rend effectivement en Allemagne en 1911. La presse publie des articles positifs sur ce point.

<sup>64</sup> Voir Swenson, Glen W., *Mahmud Şevket Pacha and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 75.

<sup>65</sup> Von der Goltz, *Erinnerungen* (2), op. cit., p. 198.

<sup>66</sup> Voir Mehmetefendioğlu, Ahmet, « Hüseyin Hilmi Paşa Hükümetinin İstifası ve Lynch Şirketi » [La démission de Hüseyin Hilmi Pacha et la société Lynch]. In : *Tarih ve Toplum*, Août 1997, vol. 28, n°164, pp. 13/77 – 19/83.

<sup>67</sup> La Compagnie de Navigation Lynch avait obtenu en 1834 et 1841 le droit de naviguer sur les fleuves de l'Euphrate et du Tigre, avant d'obtenir la concession en 1862 pour une période illimitée.

<sup>68</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., p. 67; Kent, Marian, *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 180 et Kansu, Aykut, *Politics in Post – Revolutionary Turkey, 1908 – 1913*, op. cit., p. 162 et suivantes.

qué non seulement par l'opposition mais aussi par certains unionistes, le député de Bagdad İsmail Hakkı Babanzade en tête, qui accusent le gouvernement de favoriser l'influence anglaise en Mésopotamie. Selon les sources allemandes, ce dernier va jusqu'à déclarer qu'accorder une telle concession est un acte de trahison<sup>69</sup>. Mahmud Şevket pacha s'oppose également à la fusion. Les Allemands, naturellement, sont aussi contre ce projet qu'ils jugent être une menace pour leurs propres intérêts en Mésopotamie. Ils soupçonnent par ailleurs les Anglais d'exercer une pression sur les dirigeants ottomans concernant la question de la Crète<sup>70</sup>. En ce sens, l'*Osmanischer Lloyd* publie une série d'articles très critiques<sup>71</sup>.

Lorsque l'affaire est portée devant le parlement en décembre 1909, les unionistes qui prennent parti pour l'accord avec les Anglais se heurtent à une forte opposition. Mahmud Şevket pacha en particulier déclare que l'accord nuira aux populations vivant sur place, argument que reprennent les libéraux et les députés de Basra et de Bagdad. Afin de contrer l'opposition, les unionistes décident de faire voter la Chambre, qui accorde sa confiance au gouvernement. Pour les unionistes civils, il s'agit d'une victoire sur Mahmud Şevket pacha, sur l'armée et sur l'Allemagne<sup>72</sup>. C'est en tout cas le point de vue que défend Hüseyin Cahid dans un article intitulé « Les Allemands et les Ottomans », paru dans le *Tanin* du 17 décembre 1909, qui entraîne la fermeture du journal cinq jours plus tard. Mais devant l'ampleur qu'a pris l'affaire, le grand vizir finit par donner sa démission, ce qui constitue un coup dur pour les unionistes, qui dénoncent aussitôt une manœuvre de Mahmud Şevket pacha au profit des Allemands. Au début du mois de décembre déjà, dans le *Tanin*, Hüseyin Cahid avait parlé « d'intrigues allemandes<sup>73</sup> » et répété cette accusation lors de la session parlementaire du 11 décembre<sup>74</sup>. Les unionistes accusent également Mahmud Şevket de vouloir, de concert avec von der Goltz, renverser le régime unioniste pour mettre en place une dictature militaire.

Un article paru dans le *Tanin* au début du mois de janvier 1910 permet de mesurer le ton acerbe sur lequel les unionistes et les autorités allemandes s'opposent par l'intermédiaire de la presse. Cet article, intitulé « la presse turque à propos de la Turquie », repose en réalité sur les déclarations du correspondant français du journal *Le Temps* à Berlin, dans lequel celui-ci fait part des opinions critiques de la presse allemande à l'égard des unionistes. Le journaliste du *Tanin* reconnaît d'ailleurs :

<sup>69</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Der Botschafter Freiherr von Marschall an den Reichskanzler von Bethmann Hollweg, 22.11.1909, p. 590.

<sup>70</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, 25.11.1909, pp. 112 – 113. Sur la Crète plus précisément, voir le chapitre suivant de ce travail.

<sup>71</sup> Voir Mehmetefendioğlu, Ahmet, « Hüseyin Hilmi Paşa Hükümetinin İstifası », *op. cit.*, p. 14 / 78.

<sup>72</sup> Cité in : *ibid.*, p. 18 / 82.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 16 / 80.

<sup>74</sup> AA, Die türkische Presse 1908 – 1909, R 13899, note du 21.02.1910.

« Nous ne savons pas ce que la presse allemande en général a écrit, mais est-il possible de garder son calme devant des attaques aussi graves de la part du *Vossische Zeitung* ? Que pouvons-nous dire ? Les capitalistes allemands avaient l'habitude de tirer le lait de la vache turque. Maintenant ils disent 'il n'y a plus de lait' et ils attaquent nos dirigeants qui pourtant ne pensent qu'aux intérêts de notre pays. Est-ce là déplacé que de parler d'intrigue ? (...) L'ère de l'intervention dans les entreprises financières et industrielles est terminée. Nous ne prenons désormais en compte que les capitalistes qui offrent des conditions favorables pour l'honneur et l'intérêt du pays. Cela devrait suffire. Si les capitalistes allemands veulent faire des affaires dans notre pays, ils devraient plutôt faire des offres intéressantes au lieu de provoquer des interventions diplomatiques ou de travailler avec de tels moyens de chantage dans les journaux. Nous devons leur dire qu'ils nuiront à leurs propres intérêts s'ils continuent à travailler avec des moyens aussi sales. Les journaux allemands veulent-ils être plus ottomans que les Ottomans ? Notre langue n'a malheureusement plus de mot pour commenter ce fait étrange qui consiste à ce qu'un journal allemand veuille attirer notre attention sur le fait qu'un ministre ottoman travaille plus pour les intérêts d'un État étranger que pour celui de son propre pays...<sup>75</sup> » .

La réponse de l'*Osmanischer Lloyd* est cinglante :

« Le *Tanin* d'hier contient un article dans lequel Hüseyin Cahid se laisse à nouveau aller à sa haine illimitée contre l'Allemagne en exploitant l'article d'un seul journal allemand. Il n'est pas digne de nous-mêmes de répondre à de telles effusions. Nous accordons au *Tanin* et à ses hommes toute la liberté de calomnier et d'injurier les Allemands s'ils pensent que cela sert leur pays<sup>76</sup>. »

L'Allemagne et la Grande-Bretagne continuent donc à être assimilées à des tendances politiques. À l'instar de la querelle entre la presse unioniste et la presse « kâmiliste » lors de la crise d'octobre 1908, durant laquelle le *Tanin* et le *Yeni Gazete* s'étaient affrontés sur la question de la Grande-Bretagne, le conflit entre les unionistes et Mahmud Şevket pacha prend la forme d'une prise de parti pour l'une ou l'autre des puissances. Mahmud Şevket pacha, comme nous le verrons par la suite, n'est pas aveuglément « pro-allemand ». Les unionistes eux-mêmes le savent, et leurs accusations selon lesquelles le général vise à instaurer une dictature avec le soutien de von der Goltz ne peuvent pas être sérieuses. Cependant, l'Allemagne étant connue pour avoir soutenu Abdülhamid II, il est évident que leurs critiques à l'encontre du pacha visent à le discréditer. Selon eux, l'accord restait à l'avantage de l'Empire ottoman. Par ailleurs, il se peut que la question de la Crète<sup>77</sup>, dans laquelle la Grande-Bretagne joue un rôle déterminant, ait influencé les dirigeants qui espèrent qu'en retour celle-ci va les soutenir face à la Grèce. Quant au calcul politique de Mahmud Şevket pacha lui-même, il reste difficile de savoir si dans cette affaire il a vraiment pris parti pour l'Allemagne ou bien si, originaire de Bagdad, il est sensible au sort de la région, ou plus vraisemblablement peut-être s'il n'a pas saisi l'occasion de s'opposer aux unionistes pour les déstabiliser.

<sup>75</sup> *Ibid.*, 6.01.1910.

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> Voir le chapitre suivant.

Cette crise a été l'occasion de débats violents par l'intermédiaire de la presse mais elle n'aura pour autant pas de conséquence concrète sur la politique ottomane par rapport à l'Allemagne. L'Empire, à nouveau, est rattrapé par d'autres soucis, qui vont permettre à l'Allemagne de jouer un rôle enfin positif.

Après la démission de Hüseyin Hilmi pacha, İbrahim Hakki pacha, celui-là même dont les autorités allemandes avaient loué la modération au lendemain de la révolution, est nommé grand vizir. Il propose, en accord avec les unionistes, le poste de ministre de la Guerre à Mahmud Şevket, qui, malgré ses réticences initiales, accepte le 11 janvier 1910.

Notons que quelques mois après, un violent conflit l'oppose à nouveau au ministre unioniste de l'Économie Cavid. Les deux hommes s'affrontent en effet sur le budget à accorder à l'armée et la marine : Cavid est d'avis que d'autres réformes sont à mener, tandis que le général ottoman estime que la sécurité doit être la priorité de l'Empire<sup>78</sup>. Dans ce conflit, Mahmud Şevket pacha a à nouveau le dernier mot.

## 2. L'Allemagne sur le devant de la scène ?

### *Des signes de rapprochement*

Au début du printemps 1910, les rapports de l'ambassade allemande soulignent à plusieurs reprises un changement au profit de l'Allemagne dans l'attitude de la presse et dans la politique extérieure.

La question de la Crète préoccupe les dirigeants ottomans depuis la crise d'octobre 1908. En fait, elles savent que la souveraineté de l'Empire ottoman sur l'île n'est plus que nominale, mais, ainsi que le ministre des affaires étrangères Rifat pacha l'explique à Marschall, le nouveau régime ne pourrait pas supporter de perdre à nouveau des territoires<sup>79</sup>. À l'été 1909, le statu quo est rompu par Vénizélos<sup>80</sup>, qui arbore le drapeau grec à la Canée au départ des contingents internationaux. Aussitôt, l'Empire ottoman exige de la Grèce qu'elle se démarque officiellement de tout mouvement annexionniste venant de Crète<sup>81</sup>. Tandis que la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie, en tant que « puissances protectrices de la Crète », se mettent d'accord sur une note protestant contre l'attitude de l'Empire ottoman, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie font savoir qu'elles ne s'impliqueront pas dans la question. Ce faisant, les autorités allemandes et austro-

<sup>78</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks, op. cit.*, p. 71 et suivantes.

<sup>79</sup> *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, 26.11.1909, p. 116.

<sup>80</sup> Vénizélos a joué un rôle actif dans la proclamation de l'union de l'île à la Grèce en 1908. Appelé par la ligue militaire à Athènes en 1909, il devient premier ministre en octobre 1910.

<sup>81</sup> *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, 7.08.1909, p. 83.

hongroises font leur possible pour convaincre les dirigeants ottomans de la nécessité de maintenir la paix. Toutefois, au moment de l'affaire Lynch, Marschall réfléchit à la manière dont l'Allemagne pourrait persuader les Turcs de son bon vouloir sans prendre de risque vis-à-vis des autres puissances. En ce sens, l'Allemagne décide de faire savoir aux autorités ottomanes qu'elle estime qu'une séparation de la Crète de l'Empire ottoman devrait faire l'objet de l'accord de toutes les puissances signataires du traité de Berlin. Mais en fait, l'Allemagne n'est pas prête à aller plus loin, malgré les demandes répétées des dirigeants ottomans.

Les « puissances protectrices », en particulier la France, se montrent agacées par la neutralité de l'Allemagne, ainsi que le note l'ambassadeur français :

« L'Allemagne se sert de la question crétoise comme d'un tremplin pour son influence en Turquie, que la révolution de 1908 avait fait déchoir. Elle se pose en défenseur des droits du sultan, auxquels, forte de sa qualité de signataire du traité de Berlin, elle ne permettrait pas de porter atteinte ; mais elle se garde bien de prendre sa part des difficultés que rencontrent les Puissances protectrices à faire respecter ces droits. Elle trouve plus profitable de demeurer spectatrice ironique des efforts de celles-ci, comme d'en faire ressortir l'insuccès (...). Cette attitude ne contribue pas peu à confirmer la Turquie dans son intransigeance<sup>82</sup> ».

À la fin du mois de juin 1910, un rapport de l'ambassade allemande souligne que la situation est désormais favorable à l'Allemagne et conclut : « Si nous voulons continuer à travailler dans cette direction, nous avons en ce moment un bon moyen à disposition, celui de la vente d'un navire de guerre moderne, très demandée par le ministère<sup>83</sup> ».

Les autorités ottomanes, en effet, cherchent depuis quelques mois à acquérir des navires de guerre. Ainsi, en décembre 1909, le gouvernement ottoman avait demandé à Osman Nizami de se renseigner pour savoir si l'Allemagne était prête à vendre des contre-torpilleurs et des croiseurs<sup>84</sup>. À cette date, l'Empire ottoman a le projet de se lancer dans la constitution d'une flotte moderne. Les dirigeants veulent s'équiper aussi vite que possible en cas de guerre contre la Grèce, qui a elle-même acheté un navire de guerre en novembre 1909<sup>85</sup>. Ils ont également fait des démarches auprès de la Grande-Bretagne, mais ne parviennent pas à s'entendre avec elle sur les termes de l'accord. En mars 1910, l'Allemagne propose de vendre un croiseur. D'après un rapport du chargé d'affaires à Constantinople, Mahmud Şevket pacha fait savoir à l'attaché militaire Stempel qu'il y a eu de vives discussions au conseil des ministres mais qu'il a été finalement décidé d'ac-

<sup>82</sup> Ministère des Affaires étrangères, Commission de Publications des documents diplomatiques français, *Documents diplomatiques français (1871 – 1914)*, série 2, vol. 12, Paris, 1929 – 1959, Bompard à Pichon, 31.05.1910, pp. 788 – 789.

<sup>83</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1.04.1909 – 30.04.1911, R 13747, rapport de Miquel, 25.06.1910.

<sup>84</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, op. cit., vol. 27, Bericht des Militärattachés in Konstantinopel Majors von Stempel, 6.01.1910, p. 287.

<sup>85</sup> Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Paşa*, op. cit., p. 123.

cepter au cas où le prix serait bas et où il n'y aurait pas d'engagement pour acheter d'autres navires à l'Allemagne. Surtout, Mahmud Şevket pacha n'hésite pas à déclarer à l'attaché militaire allemand qu'un échec dans les négociations signifierait pour lui une « défaite personnelle<sup>86</sup> », sachant pertinemment que les autorités allemandes comptent sur sa présence au sein du gouvernement pour développer les intérêts de l'Allemagne.

Mais les négociations traînent en longueur. En Allemagne, le projet de vendre le croiseur rencontre une forte opposition de la part des officiers de marine qui estiment que l'Allemagne en a besoin et qui refusent que le navire se retrouve entre les mains des conseillers anglais au service de la marine ottomane. Par ailleurs, les autorités allemandes craignent la réaction des Anglais à cause de la Crète. Parallèlement, les négociations entre l'Empire ottoman et la Grande-Bretagne ont repris et il est question d'un contrat de dix ans pour l'achat de trois croiseurs<sup>87</sup>. Toutefois, rien de concret ne ressort de ces contacts, et début juin 1910, Halil pacha doit démissionner et laisser sa place à Salih pacha.

Malgré l'insistance des dirigeants ottomans, les autorités allemandes ne parviennent pas à se décider. Le Kaiser en particulier craint fortement la réaction de la Grande-Bretagne. Mais Mahmud Şevket pacha sait user d'arguments convaincants : après avoir rappelé à Strempele que l'Angleterre a une influence décisive sur la marine ottomane, il déclare :

« Le fait qu'un officier de la Marine visite depuis quelques temps sur mon ordre personnel tous les chantiers navals allemands pour trouver un navire vous prouve combien j'y ai attaché de l'importance. (...) Je tiens beaucoup à cela pour deux raisons : la première est une raison personnelle : je voudrais faire oublier mon premier échec. Deuxièmement, plus que de toute autre personne, c'est de moi que la patrie attend le maintien de la paix. Mais je ne peux garantir la paix que si les Turcs obtiennent un vaisseau au même moment que les Grecs. (...) Je vous demande de faire savoir mon avis, même si le temps ne permet pas que votre rapport soit lu avant qu'il ne soit trop tard. (...) Mon sous-secrétaire m'avait fait part de votre visite (...). J'ai pu me mettre d'accord avec le ministre de la Marine pour repousser la signature du contrat à huit ou dix jours. Il ne reste donc plus beaucoup de temps<sup>88</sup>. »

Les arguments de Mahmud Şevket pacha ne peuvent que toucher les autorités allemandes qui sont bien obligées de reconnaître qu'elles risquent de perdre non seulement une commande mais aussi la possibilité d'étendre leur influence sur les militaires dans le domaine de prédilection de la Grande-Bretagne. Moins de deux semaines plus tard, celles-ci font savoir qu'elles sont prêtes à vendre deux navires de guerre. Malgré le fait que les croiseurs ne soient pas neufs – ce qui vaudra à l'Allemagne de fortes critiques de la part des opposants ottomans comme de la

<sup>86</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Bericht des Militärattachés in Konstantinopel Majors von Strempele, 01.04.1910, p. 293.

<sup>87</sup> Voir Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings, op. cit.*, p. 163.

<sup>88</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Bericht des Militärattachés in Konstantinopel Majors von Strempele, 03.07.1910, p. 303.



Grande-Bretagne et de la France – les autorités ottomanes acceptent et signent l'accord le 5 août 1910. Assortie d'une commande d'armes, la vente de ces croiseurs est en réalité une bonne affaire pour les Allemands. Ainsi, Osman Nizami pacha déclare à l'ambassadeur français à Berlin :

« Mais en vérité on nous reproche à Londres et à Paris d'avoir acheté des navires à l'Allemagne, ce n'est pas notre faute : on n'a pas voulu nous en vendre en Angleterre et sans doute on s'en est repenti. Quant aux 800 canons que nous commandons chez Krupp, nous avons déjà 1400 pièces Krupp, et il est clair que nous sommes obligés de compléter notre armement par des pièces de même modèle<sup>89</sup>. »

Si l'armée ottomane continue à se fournir auprès de l'Allemagne, la vente des deux croiseurs signifie-t-elle que l'Allemagne va supplanter la Grande-Bretagne dans le domaine de la marine ? Début Novembre 1910, le nouveau ministre de la Marine Mahmud Muhtar pacha annonce son intention d'acheter des sous-marins allemands et de faire venir des instructeurs allemands dans la marine. Comme nous l'avons vu, von der Goltz ne manque pas de noter ce changement. En réalité, ce projet restera lettre morte et la Grande-Bretagne maintiendra son influence dans le domaine de la marine.

Pour l'heure, l'Allemagne ne s'est pas engagée dans la question de la Crète en faveur de l'Empire ottoman mais elle est restée neutre. Elle a accepté de lui vendre deux croiseurs alors qu'aucun accord n'avait pu être conclu avec la Grande-Bretagne. Elle se trouve donc à l'été 1910 dans une position avantageuse par rapport à l'Empire ottoman.

Au vu de ce rapprochement entre l'Allemagne et l'Empire ottomane, l'idée d'une alliance de ce dernier avec les puissances centrales est considérée avec intérêt par la presse ottomane au mois de juillet 1910.

Cette idée n'est pas nouvelle : après la crise d'octobre 1908, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient réfléchi à la possibilité d'inclure l'Empire ottoman dans l'alliance entre les puissances centrales<sup>90</sup>. Le Kaiser lui-même avait expliqué à von der Goltz qu'il estimait nécessaire de faire en sorte que la Turquie et les états balkaniques se rapprochent des puissances centrales pour notamment protéger l'Autriche-Hongrie de la Russie<sup>91</sup>. En 1909-1910, la question est discutée par les autorités allemandes et austro-hongroises un certain nombre de fois. Von der Goltz et Marschall partagent cependant le même avis : l'Empire ottoman n'est pas prêt sur le plan militaire. Finalement, en mai 1910, Aehrenthal, dans une conversation avec l'ambassadeur allemand à Vienne, se prononce contre une alliance avec l'Empire ottoman et déclare : « (...) Les Jeunes Turcs Rifat, Talat, Cavid, et autres, ne sont pas, je crois que nous ne pouvons pas nous faire d'illusion sur ce

<sup>89</sup> *Documents diplomatiques français, op.cit.*, vol. 12, l'ambassadeur de France à Berlin au Ministre des Affaires étrangères, 7.09.1910, p. 886.

<sup>90</sup> Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 273 et Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeipolitik, op. cit.*, pp. 71 – 72.

<sup>91</sup> Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz, op. cit.*, p. 313.

point, des amis véritables de la Triple Alliance ». Ajoutant qu'ils sont « sous l'influence d'idées occidentales et sous la pression des financiers français et anglais », il conclut : « (...) Si la situation change, et que des gens sûrs, comme par exemple Ferid pacha, reviennent au pouvoir, alors on pourrait avancer avec plus de chances de succès (...) ». La réponse de l'ambassadeur allemand est tout à fait significative :

« Je répondis à l'exposé du Comte Aehrenthal que l'élément militaire en Turquie m'apparaissait encore aujourd'hui et pour longtemps être le plus fiable, élément dans lequel, par tradition et par expérience, les sympathies pour les puissances centrales étaient les plus fortes. J'ajoutai que nous pouvions d'abord nous appuyer sur cet élément et peut-être essayer d'obtenir une convention militaire avec le temps<sup>92</sup>. »

De son côté, la presse ottomane salue le projet d'alliance évoqué par certains. Ainsi, le 17 mars 1910, le *Yeni Gazete* fait paraître un article intitulé « des signes qui donnent espoir. Comment ceux-ci vont-ils se répercuter sur nous ? », dans lequel le journaliste note : « Nous avons trouvé il y a peu de temps dans un important journal allemand, le *Tägliche Rundschau*, un article politique signé du Comte Pfeil (...) qui estime que l'Allemagne et l'Autriche devraient conclure une alliance avec la Turquie et combattre avec elle le panslavisme ». Sans vouloir se prononcer sur le bien-fondé de cette idée, le journaliste du *Yeni Gazete* souligne : « Pour nous, il est simplement intéressant qu'un journal aussi important évoque la possibilité d'une alliance germano-austro-turque, ce qui illustre très bien notre position extérieure avantageuse. Hier encore nous étions jugés par les grandes puissances comme étant à peine viables, aujourd'hui, on nous considère comme des alliés importants. (...) Nous pouvons être fiers !<sup>93</sup> ».

En réalité, l'idée est certes évoquée mais aucune des parties ne semble vraiment prête à franchir le pas. D'après les sources allemandes, Mahmud Şevket pacha, lors des grandes manœuvres militaires en Allemagne à l'automne 1909<sup>94</sup>, a déclaré au ministère de la Guerre roumain que l'Empire ottoman voulait d'abord acquérir une supériorité militaire sur les États balkaniques slaves avant de demander à rentrer dans la Triple Alliance. Du côté des puissances centrales, l'Autriche-Hongrie a fait savoir son manque de confiance dans les unionistes. L'Allemagne, quant à elle, bien qu'intéressée par la possibilité d'une alliance, n'est pas prête à s'engager plus avant, d'autant que von der Goltz et Marschall se sont montrés sceptiques sur la capacité militaire de l'Empire.

Pour le moment en tout cas, les unionistes eux-mêmes semblent changer d'attitude vis-à-vis de l'Allemagne. Le consul allemand de Salonique<sup>95</sup> Schwörbel

<sup>92</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, Der Botschafter in Wien von Tschirschky an den Reichskanzler von Bethmann Hollweg, 10.05.1910, p. 244.

<sup>93</sup> AA, Die türkische Presse, 1909 – 1910, R 13899.

<sup>94</sup> Il était d'usage d'inviter des généraux ottomans assister aux manœuvres militaires. Perteve pacha y assiste également.

<sup>95</sup> Salonique restera le siège du Comité union et progrès jusqu'en 1912.

envoie ainsi un rapport au chancelier allemand en septembre 1910, dans lequel il note un changement de l'état d'esprit au profit de l'Allemagne. Pour appuyer ses dires, il rapporte une conversation qu'il a eue avec Nâzım bey<sup>96</sup> « et d'autres membres influents du CUP » lors d'une manifestation organisée par le comité ottoman pour la flotte : « Nâzım Bey commenta entre autres de manière enthousiaste l'amabilité de sa majesté le Kaiser qui a rendu à la Turquie un service de valeur en lui vendant les deux croiseurs, service que l'on n'oublierait pas de sitôt. » D'après Schwörbel, Nâzım, évoquant les relations économiques, s'est montré confiant quant à la poursuite du chemin de fer de Bagdad, et a également critiqué l'Angleterre<sup>97</sup>. Cavid, pour sa part, évoquant son voyage en Europe<sup>98</sup> lors d'une réunion du CUP à Üskub, s'est montré très déçu de la politique anglaise et particulièrement étonné de l'amabilité des milieux politiques allemands. Il a ajouté que la Turquie allait dans l'avenir plus travailler avec l'Allemagne. Pour Schwörbel, l'état d'esprit des milieux gouvernementaux est donc en train de changer.

Règne t-il vraiment une « ambiance germanophile », ainsi que l'ambassade allemande à Istanbul le note dans un rapport à la fin du mois de juillet 1910<sup>99</sup> ? À vrai dire, les manifestations de cette « germanophilie » se limitent pour l'heure à des articles positifs dans la presse ottomane et à des déclarations de sympathie de la part des hommes politiques.

### *L'Allemagne au secours de l'Empire ? L'octroi d'un emprunt*

Dans cette constellation, il est nécessaire de prendre en compte le fait que l'Empire ottoman se trouve à ce moment en pleine négociation avec la France pour contracter un nouvel emprunt<sup>100</sup>. Cavid, en mai 1910, a établi des contacts avec la Banque impériale ottomane en vue de l'émission, sur le marché français, d'un emprunt important<sup>101</sup>. Toutefois, les compensations réclamées par le Quai d'Orsay – qui estime que la France doit cesser de se cantonner dans le rôle « d'une simple maison

<sup>96</sup> Nâzım bey (Dr. Selânikli Nâzım) est membre du CUP depuis le début. Après la révolution de 1908, il est membre du comité central et en deviendra le secrétaire général à partir de 1911. Il en sera par la suite l'une des personnalités les plus influentes.

<sup>97</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 27, 14.10.1910, p. 268.

<sup>98</sup> Comme nous allons le voir dans le point suivant, le ministre des Finances Cavid bey a effectivement entrepris un voyage à Paris, Londres et Berlin dans le but de contracter un emprunt. À ce titre, à plusieurs reprises, les déclarations positives de Cavid bey à l'encontre de l'Allemagne seront soulignées par les observateurs allemands.

<sup>99</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1.04.1909 – 30.04.1911, R 13747, Note de l'ambassade, 31.07.1910.

<sup>100</sup> En novembre 1909, l'Empire ottoman avait déjà contracté un emprunt auprès de la France. Toutefois, à peine un an plus tard, il lui faut à nouveau en contracter un autre.

<sup>101</sup> Nous nous appuyons pour résumer l'affaire sur l'article de Thobie, Jacques, « Finance et politique : le refus en France de l'emprunt ottoman 1910 ». In : *Revue historique*, avril – juin 1968, pp. 327 – 350.

de banque » – ajoutées aux exigences de la Banque ottomane, font que Cavid préfère se tourner directement vers le marché parisien. Le 8 août 1910, un syndicat de banquiers et le ministre jeune-turc des Finances concluent un projet d'emprunt, avec pour condition que cet emprunt soit admis à la cote officielle de Paris, ce qui nécessite désormais des négociations avec le gouvernement français lui-même. Pour cela, le but poursuivi par Cavid est de briser le front uni constitué par le gouvernement français et la Banque ottomane. Une campagne de presse est donc organisée contre celle-ci et contre les garanties qu'elle a cherché à imposer au gouvernement ottoman en août et en septembre 1910. À ce sujet, l'*Osmanischer Lloyd* se fait un plaisir de reprendre les articles les plus critiques<sup>102</sup>. En fin de compte, malgré les efforts du syndicat français pour obtenir l'admission à la cote de Paris, le gouvernement français ne donne pas son accord. D'après Jacques Thobie, qui a analysé les raisons de ce refus, la Banque ottomane est persuadée que l'Empire ottoman ne trouvera la possibilité d'emprunter ni à Londres, ni à Berlin et qu'il sera obligé de se tourner à nouveau vers elle. Le gouvernement français quant à lui soutient la Banque ottomane, car elle représente l'un des organismes les plus importants pour la défense des intérêts français à Istanbul. Après avoir essuyé un refus à Londres mais avoir acquis des promesses à Berlin, Cavid reprend les négociations avec Paris. Un accord est finalement trouvé, et accepté par l'agent financier du gouvernement ottoman qui se trouve à Paris à ce moment, bien qu'une clause du texte revienne dans les faits à instaurer un contrôle de la France sur les finances ottomanes. Quelques jours plus tard, la Chambre turque rejette le texte de l'accord. En réalité, le gouvernement français a été joué, et le gouvernement ottoman a montré qu'il n'accepterait pas de conditions nuisant à la dignité nationale. Sur ce point, il reste difficile de savoir dans quelle mesure Mahmud Şevket pacha a pesé dans cette décision. Quoiqu'il en soit, un journaliste écrira un an plus tard dans *l'İkdam* que les Français avaient traité les Ottomans « comme un enfant à qui l'on retire l'argent de poche<sup>103</sup> ».

Le 9 novembre 1910, l'emprunt turc est souscrit par un consortium germano-austro-hongrois, ce qui vaut à l'Allemagne un article très positif dans le *Tanin*, qui met notamment en valeur le fait que celle-ci n'a pas profité de l'occasion pour exiger des compensations<sup>104</sup>. Pourtant, à y regarder de plus près, les conditions de cet emprunt ne sont pas si avantageuses que la presse veut bien le laisser penser. En ce sens, on peut voir dans cet événement une nouvelle manifestation de la volonté des unionistes de maintenir l'honneur à tout prix, dans la logique de la politique menée depuis la révolution.

<sup>102</sup> Voir Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 158.

<sup>103</sup> AA, *Die türkische Presse, Juli 1911 – November 1912*, R 13901, article du 29.10.1911.

<sup>104</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 161.

*La poursuite du chemin de fer et l'accord de Potsdam*

Sur le plan international, l'Allemagne parvient à entamer des négociations avec la Russie qui lui permettent de briser le front uni des puissances de l'Entente contre le chemin de fer de Bagdad : suite aux négociations de Potsdam, en novembre 1910, et à l'accord passé en août 1911, la Russie s'engage à ne pas entraver la construction du chemin de fer, tandis que l'Allemagne, en contrepartie, accepte de ne pas chercher à obtenir de concessions ferroviaires en Perse. Enfin, l'Allemagne obtient que le marché iranien reste ouvert pour l'industrie allemande selon le « principe de l'égalité de traitement pour le commerce de toutes les nations en Perse<sup>105</sup> ». Pendant ce temps, l'Allemagne s'efforce également d'obtenir un accord avec la Grande-Bretagne<sup>106</sup> pour alléger la charge financière que représente l'entreprise, mais aussi pour partager avec elle son intérêt à un renforcement de l'Empire ottoman. L'Allemagne propose entre autres que la section sud du chemin de fer à partir de Bagdad soit sous contrôle anglais<sup>107</sup>. Cependant, il reste à se mettre d'accord sur l'étendue de ce contrôle. Pour les Allemands, il est évident qu'il ne s'agit pas de la section dans son ensemble. Par ailleurs, ils veulent, de concert avec les Ottomans, que la construction soit prolongée jusqu'au Golfe persique. Enfin, les dirigeants allemands attendent de la Grande-Bretagne d'autres concessions sans lesquelles ils craignent la réaction de l'opinion publique en Allemagne. Après de longues tractations sur lesquelles nous ne pouvons nous attarder ici<sup>108</sup>, aucun accord n'est trouvé, et les négociations pour une entente à propos du chemin de fer de Bagdad échouent à nouveau, mais reprendront à partir de 1913.

L'heure est donc venue pour les Allemands de négocier directement avec les autorités ottomanes, d'autant que, comme nous l'avons vu, le moment est propice. La construction du chemin de fer avance d'ailleurs de manière satisfaisante : le 1<sup>er</sup> juillet 1911, la ligne Bulğurlu – Ulukışla est ouverte. Une convention venant s'ajouter à celle de 1903 est finalement conclue en mars 1911<sup>109</sup>. Cette fois, l'État ottoman n'est plus obligé de montrer les revenus des régions. Par ailleurs, la Société se déclare prête à céder la ligne entre Bagdad et le Golfe persique à une autre société à la condition que le capital allemand y soit représenté<sup>110</sup>. En ce sens, les Allemands laissent la voie libre aux Ottomans et aux Anglais pour négocier la

<sup>105</sup> Cité in Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 324.

<sup>106</sup> Le nouveau chancelier Bethmann-Hollweg recherche depuis 1909 une entente entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., pp. 287 – 291 et Mommsen, Wolfgang, *Bürgerstolz und Weltmachtstreben*, op. cit., p. 454 et suivantes.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 297.

<sup>108</sup> Voir *ibid.*, pp. 297 – 307.

<sup>109</sup> Mejcher, Helmut, « Die Bagdadbahn als Instrument deutschen wirtschaftlichen Einflusses im Osmanischen Reich ». In : *Geschichte und Gesellschaft*, 1, 1975, pp. 447 – 481, ici p. 477. En novembre 1913, le chemin de fer aura atteint Iskenderun.

<sup>110</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 372.

construction de cette ligne. La Société allemande renonce également à la concession du port de Basra et à la garantie kilométrique pour la construction de la ligne entre Osmaniye et Iskenderun<sup>111</sup>.

Le fait que l'Allemagne se soit montrée prête à quelques compromis lui vaut un article très positif dans le *Servet-i Fünun* du 4 mars 1911 :

« La politique allemande, dans cette affaire qui est l'une des questions politiques et économiques les plus importantes pour les Jeunes Turcs à Istanbul, nous a sauvé avec une délicatesse extraordinaire, plus justement avec une aide sérieuse. Elle a sacrifié avec plaisir une partie de ses droits. Cette action a tant de valeur que si je consentais à l'existence de la magnanimité dans le domaine politique, je n'hésiterais pas à la qualifier de 'générosité de l'Allemagne'.

Ahmed İhsan met en évidence que la politique allemande, en reculant de quelques pas par rapport à la position qu'elle s'était assurée dans le chemin de fer, « veut dépasser ses concurrents avec plus de sécurité dans l'horizon politique de la Turquie » et qu'elle récoltera dans l'avenir les fruits de ses sacrifices.

#### *Le développement d'une politique d'influence culturelle*

Pour développer une politique d'influence culturelle, les autorités allemandes, nous l'avons vu, ont créé un journal dans le but de faire connaître et de défendre la politique allemande. Ce journal remplit ces objectifs dans la mesure où un certain nombre d'articles sont régulièrement repris par la presse turque. L'orientaliste Martin Hartmann écrit à ce propos en 1910 :

« La situation ne nous est en ce moment pas défavorable. L'Angleterre, qui entretenait au début des relations si amicales avec les Jeunes Turcs, a perdu de son influence. On est méfiants. Notre avantage consiste en ce que nous avons dans l'*Osmanischer Lloyd* un organe exceptionnel pour représenter nos intérêts<sup>112</sup>. »

Pour autant, l'influence culturelle française reste dominante et est régulièrement dénoncée par les dirigeants de la *Wilhelmstrasse* comme par les publicistes qui s'engagent pour un renforcement des relations de l'Allemagne avec l'Empire ottoman. En réalité, c'est en réaction à cette influence que les autorités allemandes décident de développer une *auswärtige Kulturpolitik*.

Dans le domaine de la politique scolaire, nous avons vu que l'Allemagne reconnaît la nécessité de développer des écoles à partir de 1906. Ces institutions doivent aider à développer la langue et la culture allemandes. Après la révolution jeune-turque, une première école destinée aux enfants autochtones est fondée à Bagdad en 1909, suivie d'autres à Alep, à Adana et à Eskişehir. Le but est de former des interlocuteurs potentiels de l'Allemagne. Ces écoles sont en partie financées par des

<sup>111</sup> Özyüksel, Murat, *Anadolu ve Bağdat Demiryolları*, op. cit., p. 231.

<sup>112</sup> Hartmann, Martin, *Unpolitische Briefe aus der Türkei*, Leipzig, 1910, lettre du 7 septembre 1910, p. 26.

industriels. Toutefois, dans ce domaine, l'Allemagne restera jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale loin derrière la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis : en 1913, les Français entretiendront 508 écoles dans la « Turquie asiatique » et 23 écoles à Istanbul, tandis que les Allemands auront ouvert 49 écoles dans l'Empire et 2 dans la capitale<sup>113</sup>. À vrai dire, les autorités allemandes n'ont pas élaboré de concept clair dans ce domaine. La section pour le développement des écoles à l'étranger ne dispose pas de moyens suffisants, et apparaît plutôt comme une « solution d'urgence » que comme le résultat d'une politique clairement définie<sup>114</sup>.

Par ailleurs, les autorités turques, pour lesquelles la politique scolaire devient essentielle, se montrent de plus en plus hostiles aux écoles étrangères dans l'Empire, surtout lorsqu'elles sont confessionnelles. En septembre 1908, Ahmed Rıza avait rencontré le chancelier von Bülow à Norderney, dans le nord de l'Allemagne<sup>115</sup>, et lui avait demandé que soient construites le long du chemin de fer de Bagdad des écoles agricoles et industrielles, en insistant sur le fait qu'elles devaient être « laïques et gratuites<sup>116</sup> ». En 1911, des contacts s'établissent entre le sous-secrétaire au ministère de la Justice Mustafa Nedim et un diplomate de l'ambassade allemande. Mustafa Nedim informe ce dernier que les autorités turques ont le projet de s'adresser à des experts européens pour créer de nouvelles écoles, mais que celles-ci doivent absolument rester turques<sup>117</sup>. Développer une politique d'influence scolaire demande donc une certaine prudence de la part des autorités allemandes, qui commencent à penser qu'il est plus indiqué de travailler à développer l'enseignement de la langue allemande dans les institutions turques plutôt que de créer de nouvelles écoles. Comme nous le verrons dans la suite de ce travail, en 1913, sous le grand vizirat de Mahmud Şevket pacha, les autorités allemandes et turques évoqueront la possibilité de faire venir un conseiller allemand dans le domaine scolaire. Ce n'est toutefois que pendant la Première Guerre mondiale que ce projet se réalisera.

Pour l'heure, un certain nombre de personnalités s'engagent depuis la révolution jeune-turque pour le développement des relations entre les deux pays. Opposés aux projets de colonisation de la Ligue pangermanique, ces « impérialistes libéraux » sont persuadés que l'Allemagne a un rôle à jouer dans le monde et plus particulièrement dans l'Empire ottoman, sous la forme d'une « pénétration pacifique ». Fervents partisans du chemin de fer de Bagdad, ils partagent la conviction qu'une « pénétration culturelle » est essentielle, le premier pas à franchir étant de

<sup>113</sup> Dahlhaus, Friedrich, *Möglichkeiten und Grenzen auswärtiger Kultur- und Pressepolitik*, op. cit., p. 91.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>115</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, op. cit., vol. 25, 3.09.1908, p. 609. Au lendemain de la révolution, les unionistes Ahmed Rıza et Nâzım partent en mission rencontrer les hommes d'État européens.

<sup>116</sup> En français dans le texte.

<sup>117</sup> Gencer, Mustafa, *Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 149.

construire des écoles. En 1909, le géographe Hugo Grothe crée le *Deutsches Vorderasien Komitee*, qui réunit des publicistes, des industriels et des hommes politiques, et dont le but est d'encourager le développement du « travail culturel » à mener au Proche-Orient. Hugo Grothe a déjà effectué un certain nombre de voyages dans l'Empire ottoman et en Perse. En 1910, il fonde également une revue intitulée *Orientalisches Archiv, Zeitschrift für Kunst, Kulturgeschichte und Völkerkunde der Länder des Ostens*. Dans le numéro d'avril 1911, il note que la langue allemande fait des progrès en Turquie, en mentionnant la mise en place de cours du soir à Bagdad et de cours gratuits d'allemand pour adultes dispensés à Istanbul depuis 1909. Selon lui, ces cours connaissent un grand succès, en majorité auprès des officiers, mais aussi de fonctionnaires, de commerçants, d'enseignants et de professeurs<sup>118</sup>. À part les commerçants, précise-t-il, les Turcs y sont en majorité.

### *Les « impérialistes libéraux » et le nationalisme turc*

Parmi les « impérialistes libéraux » qui s'intéressent de près à l'Empire ottoman, Ernst Jäckh est la personnalité la plus connue. Au cours de ses nombreux voyages, il a acquis une certaine connaissance de l'Empire ottoman et est parvenu à nouer des contacts personnels avec des hommes d'État et des journalistes ottomans. Persuadé de la nécessité d'une *Weltpolitik* allemande, il travaille de concert avec les autorités allemandes de la *Wilhelmstrasse*. En ce sens, il apparaît un peu comme le pendant culturel de von der Goltz, avec lequel il est d'ailleurs en contact<sup>119</sup>. Ainsi, Goltz lui fait rencontrer Mahmud Şevket pacha, qui l'autorise à accompagner les troupes turques en Albanie au moment des révoltes de 1910. Jäckh publie à son retour un livre intitulé *Im türkischen Kriegslager durch Albanien. Bekenntnisse zur deutsch-türkischen Freundschaft* [Dans le camp militaire turc en Albanie, pour l'amitié germano-turque]. Jäckh, journaliste de formation et rédacteur en chef d'un journal local, célébré à l'époque et parfois encore maintenant comme « l'ami des Turcs », ne fait pas mystère de ses intentions : il s'agit pour lui de lever les préjugés qui ont cours sur l'Empire ottoman en Allemagne afin de convaincre l'opinion publique du bien-fondé d'une alliance entre les deux pays qui permettrait à l'Allemagne d'exercer une influence économique et culturelle. Son ouvrage le plus connu, intitulé *Der aufsteigende Halbmond. Beiträge zur türkischen Renaissance* [Le croissant montant. Contributions à la renaissance turque], contient des notes qu'il a prises à Istanbul juste après la révolution jeune-turque, ainsi que des articles qu'il a écrit jusqu'en 1911 à propos de l'Empire ottoman.

Comme les autorités allemandes, Ernst Jäckh considère la révolution de 1908 comme étant l'œuvre de l'armée et non pas celle des « Jeunes Turcs » des boule-

<sup>118</sup> Voir aussi *ibid.*, p. 144.

<sup>119</sup> Voir en particulier Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeipolitik*, *op. cit.*, p. 281 et suivantes.



vards parisiens<sup>120</sup> » qui, affirme t-il, ont été « tout aussi surpris par la révolution que le sultan lui-même et qui cherchent maintenant à se joindre à l'état-major de la révolution turque, qui est en même temps l'armée. » Après être revenu sur l'influence militaire de l'Allemagne, il en conclut que la révolution a été rendue possible par l'esprit que les généraux prussiens ont introduit dans l'armée ottomane. Jäckh présente les Jeunes Turcs comme responsables de l'insurrection d'avril 1909 en ce qu'ils ont voulu « apporter Paris à Constantinople » et couper le peuple de sa religion. À nouveau, la patrie et la constitution ont été sauvées par l'armée, et en particulier par Mahmud Şevket pacha, qui n'est pas « un 'Jeune Turc' membre du Comité mais un 'Turc militaire jeune-turc' (*ein jungtürkischer Militärtürke*). À ce titre, il présente Mahmud Şevket pacha comme « le héros national de la nouvelle Turquie<sup>121</sup> » et comme le protecteur de la révolution jeune-turque, et en profite pour conclure que le fait que le Kaiser l'ait invité en 1909 aux manœuvres en Allemagne montre bien que « la politique allemande accorde de la valeur au fait de saluer et de sceller le résultat et la direction de la révolution turque devant le monde entier ».

Selon Jäckh, d'ailleurs, les Jeunes Turcs ont appris depuis avril la prudence et la mesure. Il note ainsi : « À la place de dictateurs civils parlementaires bien trop pressés, une dictature militaire forte et supérieure a été mise en place, qui prend soin de manière consciencieuse et prudente de la culture musulmane et de ses habitudes, et qui la renouvelle à l'aide de la technique européenne. » Mais il estime que les conflits entre l'armée et les Jeunes Turcs civils vont se poursuivre encore longtemps et note qu'heureusement, le comité a pour lui Cavid bey, qu'il présente comme étant « le plus intelligent ».

Revenant sur les différents peuples composant l'Empire ottoman, Jäckh précise que « le Turc n'est pas la Turquie » mais qu'il « paie pour la Turquie ». Mettant en valeur que les massacres perpétrés contre les Arméniens sont le fait des Kurdes et non pas des Turcs, et que le sultan porte une grande part de responsabilité, il se montre persuadé que la révolution va résoudre une fois pour toutes ces problèmes. D'ailleurs, note t-il en passant, les Arméniens des villes ont attiré la haine parce qu'ils sont riches, mais aussi parce qu'ils agissent souvent « sans scrupules », et symbolisent ainsi « l'usurier chrétien ». Cependant, ajoute t-il, il est bien évident que des milliers de « paysans arméniens travailleurs et honnêtes » ont été victimes de ces massacres, massacres qui se sont répétés en 1909 et qui à nouveau sont le fait des Kurdes. Jäckh distingue ainsi trois groupes d'Arméniens : la majorité est composée de paysans travailleurs et honnêtes, les Arméniens des villes sont des usuriers, et le troisième groupe des « desperados nihilistes et anarchistes ». Enfin, les Arméniens sont assimilés à la Grande-Bretagne. On retrouve ici les argu-

<sup>120</sup> Jäckh, Ernst, *Der aufsteigende Halbmond. Beiträge zur türkischen Renaissance*, Berlin 1911, p. 28.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 177.

ments développés par un certain nombre de publicistes allemands engagés dans le renforcement des relations avec l'Empire ottoman, qui tendent à justifier les massacres perpétrés à l'encontre des Arméniens<sup>122</sup>.

Selon Jäckh, ces massacres ne sont pas dirigés contre les chrétiens. Il s'agit en réalité d'un problème économique et politique plus que religieux. Il présente en particulier les massacres d'Adana en 1909 comme étant le résultat d'une machinerie du sultan pour faire intervenir les puissances et discréditer les Jeunes Turcs. Pour autant, il estime que les Arméniens peuvent désormais se sentir en paix en Turquie, ce qui n'est pas le cas en Russie. D'ailleurs, il souligne que cela est essentiel car ils peuvent aider à l'introduction de la vie économique européenne. Concernant les relations de l'Allemagne avec les Arméniens, il met en évidence que l'Allemagne officielle s'est tenue en retrait dans sa politique turque s'appuyant sur le sultan et ajoute : « Mais nous ferons bien, étant donné la signification économique des Arméniens, de nous rapprocher de l'élite arménienne. Des Arméniens sont présents dans les ministères, le ministre du chemin de fer est en général arménien. »

Dans l'ensemble, les publicistes engagés dans le renforcement des relations de l'Allemagne avec l'Empire ottoman mettent en valeur l'importance du paysan anatolien, « ni flegmatique ni fanatique, travailleur et tenace, fiable et intelligent (...) » qui accueille volontiers les progrès apportés par la Société du chemin de fer dans le domaine agricole<sup>123</sup>. À une époque où l'Anatolie commence à être mise en valeur par les auteurs « turquistes »<sup>124</sup>, les arguments des propagandistes allemands et ceux des théoriciens d'un nationalisme turc naissant se rencontrent donc progressivement.

Jäckh n'oublie naturellement pas de revenir sur la politique allemande qui protège l'Empire ottoman, et sur les politiques des autres puissances, en particulier de l'Angleterre, qui l'exploitent. Il souligne les bienfaits du chemin de fer de Bagdad, qui permet non seulement de fournir l'Empire ottoman en armes, en marchandises et machines de toute sorte – et en ce sens de contribuer à la modernisation de l'agriculture anatolienne – mais aussi de relier la capitale ottomane aux provinces arabes, ce qui, souligne-t-il, est essentiel pour s'opposer à l'Angleterre. Enfin, il estime que malgré les déclarations des Jeunes Turcs, la Turquie va de plus en plus s'appuyer sur le panislamisme.

<sup>122</sup> Sur ce point, voir Kaiser, Hilmar, *Imperialism, Racism and Development Theories. The Construction of a Dominant Paradigm on Ottoman Armenians*, Ann Arbor, Gomidas Institute, 1998.

<sup>123</sup> Jäckh, Ernst, *Der Aufsteigende Halbmond*, op. cit., p. 119. Voir aussi Grothe, Hugo, *Die asiatische Türkei und die deutschen Interessen. Gedanken zur inneren Umgestaltung des osmanischen Reiches und zu den Zielen der deutschen Kulturpolitik*, Halle 1913. Grothe écrit ainsi à la page 7 : « Sobres et sans besoin, d'une grande droiture, travailleurs et dociles, patients jusqu'à la résignation et d'une passivité dangereuse, ils constituent le matériel à partir duquel des hommes consciencieux et des soutiens de la puissance turque peuvent être formés ».

<sup>124</sup> Voir Arai, Masami, *Turkish Nationalism in the Young Turk Era*, Leiden, Brill, 1992, p. 36.

À vrai dire, l'ouvrage d'Ernst Jäckh, destiné à convaincre l'opinion allemande de la nécessité de la politique orientale allemande, ne présente pas d'autre intérêt que de réunir les arguments des publicistes persuadés de la nécessité pour l'Allemagne de développer une « pénétration pacifique » dans l'Empire ottoman, et plus précisément en Anatolie et en Mésopotamie. Pour ce faire, Jäckh estime nécessaire de s'appuyer sur l'armée, avec laquelle l'Allemagne a les contacts les meilleurs, et de croire dans les changements introduits par la révolution. Par ailleurs, l'Allemagne, nous dit Jäckh en substance, doit avant tout s'appuyer sur les Turcs, qui sont l'élément déterminant de la « Turquie » et qui ont pour eux la possibilité du panislamisme, une arme contre l'Angleterre. Ainsi, les communautés ne sont pas intéressantes, bien qu'elles puissent jouer un rôle économique. Parmi les personnalités importantes pour les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman, Jäckh mentionne bien sûr Mahmud Şevket pacha, le nouveau ministre de la Marine Mahmud Muhtar pacha, et le ministre des Finances Cavid bey.

### *Les unionistes et l'Europe vers 1910*

Dans l'esprit des Jeunes Turcs, la révolution de juillet 1908 était censée permettre à l'Empire de gagner toute sa place au sein du concert européen. Formés à la culture européenne, les Jeunes Turcs, nous l'avons dit, avaient un rapport ambivalent à l'Europe, dénonçant la politique des puissances tout en souhaitant que l'Empire soit considéré comme l'une d'elles.

La politique de ces puissances et la série d'événements extérieurs qui font suite à la révolution viennent très vite remettre en cause les espoirs dont celle-ci avait été porteuse. Lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de la proclamation par la Bulgarie de son indépendance, du problème de la Crète ou de l'affaire de l'emprunt, les unionistes ont finalement une marge de manœuvre très réduite. De toute évidence, en l'espace de quelques mois, une vive rancœur s'est développée vis-à-vis des puissances européennes.

Cette rancœur se retrouve dans les articles de la presse unioniste consacrés aux relations avec l'Europe, où la presse européenne est présentée comme étant presque systématiquement hostile à l'Empire. Pour İsmail Hakkı Babanzade par exemple, les journaux européens exagèrent « chaque petite erreur » du Gouvernement ottoman, donnent de fausses informations, jugent « nos actes les plus inoffensifs et les plus honnêtes » comme étant « criminels » et contribuent ainsi à répandre « un poison » dans l'esprit des Européens<sup>125</sup>. Dans des termes similaires, Hüseyin Cahid parle de « calomnies » (*mufteriyat*), ou de « malveillance » (*garazkârlık*)<sup>126</sup>. Dans le même article, il souligne également l'incompréhension qui règne, écrivant : « Tan-

<sup>125</sup> İsmail Hakkı, « Muhit-i Haricimiz » [Notre environnement extérieur]. In : *Tanin*, 31.01.1910, 18 kânun-i sani 1325.

<sup>126</sup> Hüseyin Cahid, « Avrupa'da Osmanlı Heyet-i Mebusası » [La commission parlementaire ottomane en Europe]. In : *Tanin*, 28.07.1909, 15 temmuz 1325.

dis que nous comprenons très bien l'Europe, l'Europe ne nous comprend pas. » Parmi les raisons de cette mésentente, il pointe le fait que les Européens qui viennent à Istanbul vivent à Beyoğlu et y fréquentent les Levantins, ces « métis de l'Orient », « de race mêlée », qu'ils prennent pour des Turcs. Comme nous l'avons vu, Ernst Jäckh est l'un de ceux qui reprennent l'idée de ce nationalisme ethnique.

Comme solutions, les deux journalistes préconisent à plusieurs reprises d'améliorer l'image de l'Empire en envoyant, comme le Japon, des délégations dans les pays européens et en encourageant la presse ottomane à mieux y défendre les intérêts de l'Empire<sup>127</sup>. Ils recommandent par ailleurs de rompre avec la politique hésitante du Gouvernement ottoman et de mettre en place une politique ferme, sans toutefois préciser en quoi elle devrait consister<sup>128</sup>. Dans le même esprit, İsmail Hakkı prône une « politique de la force, matérielle et spirituelle », précisant que la force matérielle sera atteinte par l'armée et la force spirituelle par l'union (*İttihad*).

Ces quelques exemples rencontrés dans des articles du journal *Tanin* de 1909 et 1910 témoignent de la violence symbolique présente dans les rapports avec l'Europe, violence qui risque bien de se propager à d'autres domaines. Les réactions des unionistes, préoccupés par la nécessité de redonner à l'Empire son statut de puissance, confrontés aux échecs successifs depuis la révolution et incapables de définir des choix en matière de politique étrangère, connaissent une certaine crispation à cette date, que les tensions imminentes ne vont qu'accroître.

### 3. *Réflexions ottomanes sur l'Allemagne*

« De quelque côté de la civilisation que se trouve l'Allemagne, elle n'a besoin d'envier aucune autre nation<sup>129</sup>. »

Après la révolution de juillet, l'Allemagne a été associée pendant un temps à l'ancien régime, et la crise d'octobre 1908 n'a fait que renforcer le sentiment d'hostilité vis-à-vis de cette puissance. À peine deux ans plus tard, cependant, l'Empire ottoman et l'Allemagne se sont à nouveau rapprochés. L'objet de ce chapitre est d'essayer de déterminer quels regards les intellectuels et les publicistes ottomans portent sur cette puissance après la révolution.

#### *Une première découverte de l'Allemagne : le voyage de 1911*

Ernst Jäckh concrétise son engagement pour le développement des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman en organisant un voyage d'étude qui constituera dans les faits l'événement culturel le plus marquant dans les relations entre

<sup>127</sup> İsmail Hakkı, « Muhit-i Haricimiz », *op. cit.*

<sup>128</sup> Hüseyin Cahid, « Harici Mesleğimiz » [Notre doctrine extérieure]. In : *Tanin*, 12.07.1909, 29 haziran 1325.

<sup>129</sup> Ahmed İhsan, *Servet-i Fünun*, lettre du 29.06.1911 (16 haziran 1327).

l'Empire ottoman et l'Allemagne jusqu'à la Première Guerre mondiale<sup>130</sup>. Dans une lettre adressée vraisemblablement à une banque, Jäckh précise au début de l'année 1911 les buts et l'organisation du voyage :

« J'ai l'honneur, avec l'accord de Monsieur le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Son excellence von Kiderlen-Wächter, de vous faire part du projet d'inviter une commission d'étude ottomane en Allemagne et de la mener à travers l'Allemagne, comme l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Roumanie et la France l'ont déjà fait. Le but d'un voyage comme celui-ci est que des personnalités turques influentes reçoivent une impression authentique du travail réalisé en Allemagne, de son industrie et de son commerce, et que ces connaissances se transforment en Turquie en avantages économiques pour l'Allemagne. Tous les représentants compétents du commerce allemand et de la diplomatie allemande avec lesquels j'ai eu l'occasion de parler à Constantinople comme à Berlin se promettent de tels résultats. Le changement d'état d'esprit du ministre turc des Finances Djavid bey à la suite de son voyage l'an passé en Allemagne, dont il sous-estimait jusqu'ici la capacité de par ces préjugés que cultivent tous les politiques jeunes-turcs qui ne connaissent que Paris et la France, en est un exemple parmi d'autres. Les autorités compétentes à Berlin et à Constantinople m'ont chargé de cette mission car je bénéficie, selon elles, de leur confiance en tant que spécialiste de l'Orient du fait de mes différents voyages en Orient et de mes relations personnelles avec des hommes d'État turcs et allemands. De plus, une personnalité non officielle semble opportune.

Il est prévu d'inviter en Allemagne, au printemps de cette année, 50 Turcs, tous d'influents parlementaires, ministres, officiers et journalistes. Ces messieurs seront guidés sur les lieux de l'industrie allemande, selon des sections de travail préparées à l'avance. À la différence de la France et de l'Autriche, où ces visites ont dégénéré en fêtes de toutes sortes, nous veillerons à ce que chez nous soit mené un véritable travail<sup>131</sup>. »

L'organisation, en effet, est d'importance. Les autorités allemandes ont veillé à former des comités locaux et un comité central, qui réunit des industriels et des hommes d'affaires connus, les directeurs des banques impliquées dans l'Empire ottoman, ainsi que des journalistes et des orientalistes. Le voyage est financé par un consortium formé par plusieurs banques et le programme, très serré, se concentre sur les principaux sites industriels et sur les institutions économiques. Comme il a été dit, les milieux allemands, préoccupés par l'image de leur pays dans l'Empire ottoman, c'est-à-dire auprès de l'élite politique et intellectuelle ottomane, sont conscients de la prédominance de l'influence culturelle française. Plutôt que de rivaliser sur ce terrain, les organisateurs allemands décident d'insister sur l'aspect technologique et l'avancée industrielle de leur pays. Plus exactement, l'Allemagne choisit, à ce moment, de convaincre les Ottomans sur un plan pragmatique.

Du côté ottoman, c'est le journaliste Ahmed İhsan, qui a fait connaissance avec Ernst Jäckh en 1910 de manière fortuite, qui est chargé de l'organisation<sup>132</sup>.

<sup>130</sup> Kreiser, Klaus, « Damenbäder und Kanonengiessereien. Zur osmanischen Studienreise nach Deutschland (Juni / Juli 1911). » In : *ibid.*, *Türkische Studien in Europa*, Isis, Istanbul 1998, pp. 153-175

<sup>131</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1.04.1909 – 30.04.1911, R 13747.

<sup>132</sup> Tokgöz, Ahmed İhsan, *Matbuat Hatıralarım* [Mes souvenirs de presse] (éd. : Kabacalı, Alpay), Istanbul, İletişim Yayınları, 1993

Ahmed İhsan est l'un des publicistes les plus connus et les plus actifs, directeur d'une maison d'édition, membre du comité des journalistes, proche de multiples personnalités littéraires, intellectuelles et politiques. Il a commencé sa carrière après avoir racheté les droits du *Servet gazetesi*, en fondant la célèbre revue *Servet-i Fünun* [Patrimoine des sciences] en 1891, qui devient rapidement un des organes littéraires les plus importants, très centré sur la culture française. Interdite en 1897, elle n'a plus le caractère avant-gardiste de ses débuts lorsqu'elle reparait. À l'époque qui nous intéresse, la revue s'adresse plutôt à un « grand public », avec toute la prudence nécessaire lorsque l'on parle de la presse ottomane de l'époque<sup>133</sup>. Des connaissances sur l'Allemagne, Ahmed İhsan lui-même dit ne pas en posséder beaucoup. Il a déjà effectué en 1890 un voyage en Europe dont il a publié le récit sous le titre *Avrupa'da ne gördüm* [Ce que j'ai vu en Europe]. La majorité de ce récit de 600 pages se concentre sur Paris et Londres, mais l'auteur a tout de même consacré 80 pages à l'Allemagne, où il a visité les villes de Hanovre et de Hambourg, de Francfort, de Fribourg et de Leipzig<sup>134</sup>. Ses observations se limitent la plupart du temps à des descriptions très détaillées des institutions qu'il visite, sans presque aucun commentaire personnel<sup>135</sup>.

En 1911, les membres qui participent au voyage d'étude sont des personnalités connues, fonctionnaires, commerçants, militaires, professeurs ou encore parlementaires. Un député bulgare et deux commerçants arménien et juif représentent les communautés non musulmanes<sup>136</sup>. Parmi les fonctionnaires se trouvent par exemple les directeurs de la section du commerce au ministère des Travaux Publics, de la section de l'industrie au ministère de l'Économie, ou encore de l'administration des Postes et du Télégraphe. Quelques militaires prennent également part au voyage. Hüseyin Cahid, le journaliste du *Tanin* qui a si souvent critiqué la politique allemande, y est également convié. Il est présenté par le ministère des Affaires étrangères comme « le publiciste le meilleur et le plus influent de la Turquie<sup>137</sup> », qui aurait montré « une forte sympathie pour l'Allemagne depuis l'accord de l'emprunt ». Le journaliste et caricaturiste Salah Cimcoz, ainsi que İsmail Hakkı Müştak [Mayakon]<sup>138</sup> et Ahmed Hikmet<sup>139</sup> sont également invités. Ahmed İhsan,

<sup>133</sup> Voir Kreiser, Klaus, « *Servet-i Fünun* und seine Leser im Spiegel der tausendsten Nummer (1910) » In : Herzog, Christoph (éd.), *Presse und Öffentlichkeit im Nahen Osten*, Heidelberg, Heidelberg Orientverlag, 1995, pp. 93 – 99. Nous avons été particulièrement attentives à cette revue qui présente l'avantage d'être parue sur de longues années (et en particulier sur toute notre période).

<sup>134</sup> Voir Böer, Ingeborg (dir.), *Türken in Berlin 1871 – 1945, Eine Metropole in den Erinnerungen osmanischer und türkischer Zeitzeugen*, Berlin, Walter de Gruyter, 2002, p. 43 et suivantes.

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> Voir la liste exacte fournie par Klaus Kreiser in : « Damenbäder und Kanonengiessereien. Zur osmanischen Studienreise nach Deutschland (Juni / Juli 1911). », *op. cit.*, pp. 104 – 110.

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> İsmail Hakkı Müştak Mayakon, secrétaire général du Sénat, est un écrivain et un journaliste célèbre.

Hüseyin Cahid et Süleyman Numan<sup>140</sup> font partie du « noyau dur », l'officier Muhiiddin et le député d'Izmir Ahmed Müfid sont également invités lors de la visite au *Kaiser*. Pour faire le parallèle avec la nomination de von der Goltz comme président d'honneur du comité allemand, Ahmed İhsan fait part de la nomination de Gazi Muhtar pacha<sup>141</sup>, « le plus estimé et le plus honoré des militaires ».

Durant le voyage, Ahmed İhsan envoie au *Servet-i Fünun* des lettres qui constituent une source intéressante pour appréhender le regard ottoman sur l'Allemagne<sup>142</sup>. Dans la première, datée du 22 juin 1911, il relate le départ et revient sur l'engagement d'Ernst Jäckh en faveur des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne et sur ses publications « bienveillantes ». Il cite ainsi *Der aufsteigende Mond* (qu'il traduit par *Tulu Helal*), à propos duquel il écrit qu'il constitue une réponse « gracieuse » (*nazikâne*) à un ouvrage paru « en Europe » intitulé *Sukut Helal*<sup>143</sup>, « dirigé contre nous » et ajoute : « Après avoir loué la pureté des sentiments des vrais Ottomans, ainsi que la simplicité de leur vie et la grandeur de leur morale, le docteur Jäckh démontre que la Turquie, avec une administration sage et avisée, atteindra toutes sortes de progrès et que les musulmans sont l'élément le plus important et le plus complet pour mener à bien ces progrès en Turquie ». Il nous paraît improbable qu'Ahmed İhsan, qui ne connaît pas l'allemand à cette date, ait lu l'ouvrage en question qui n'est pas traduit en ottoman. Plus vraisemblablement, Jäckh a expliqué au journaliste l'objet de ce livre en insistant sur le rôle que les musulmans auront à jouer dans la modernisation de l'Empire ottoman.

Dans ses lettres, Ahmed İhsan décrit avec force détails la plupart des étapes, de Berlin à Munich en passant par Kiel et Stuttgart. La plupart de ses textes expliquent de manière technique les sites industriels allemands. Parallèlement, son admiration pour le développement industriel et économique de l'Allemagne est entière. La visite de Berlin le ravit, et il avoue ne pas trouver les mots pour exprimer ce qu'il ressent<sup>144</sup>. Il juge les rues, les magasins, les bâtiments plus propres et plus élégants que dans les autres capitales. À cela il ajoute : « Les vues que nous avons devant nous manquent peut-être de valeur historique et naturelle. Mais nous marchons en examinant l'industrie et l'économie ». Ainsi, pour Ahmed İhsan, l'intérêt

<sup>139</sup> Ahmed Hikmet [Müftüoğlu] est à cette date directeur de la section commerce au ministère des Affaires étrangères. Il écrira par la suite plusieurs articles sur l'Allemagne (voir l'annexe biographique).

<sup>140</sup> Süleyman Numan, qui a étudié en Allemagne, est officier et professeur de médecine. Il est l'un des seuls à parler couramment l'allemand.

<sup>141</sup> Ahmed Muhtar pacha est le père de Mahmud Muhtar. Il a reçu son titre de Gazi lors de la guerre russo-turque de 1877. Il est nommé sénateur après la révolution jeune-turque puis deviendra grand vizir en 1912.

<sup>142</sup> *Servet-i Fünun*, 22.06.1911 – 28.09.1911 (9 haziran 1327 – 15 eylül 1327). En plus des récits du rédacteur en chef, la revue publie plusieurs photos du voyage.

<sup>143</sup> Il s'agit certainement d'un ouvrage écrit par Ular, Alexander ; Insabato, Enrico, *Der erlöschende Halbmond, türkische Enthüllungen*, Francfort / Main, 1909.

<sup>144</sup> *Servet-i Fünun*, 29.06.1911 (16 haziran 1327).

de Berlin ne réside pas dans sa beauté historique mais bien dans son développement économique. Car la force de l'Allemagne, pointe-t-il, réside dans son économie : « Nous connaissions seulement les progrès militaires de cette nation, mais l'on voit que les progrès militaires des Allemands sont le résultat et la conséquence de progrès économiques. » Dans cette perspective, il précise qu'il aimerait écrire un ouvrage sur ce sujet, non pas sous forme d'un guide de voyage, mais sous l'angle économique et industriel :

« Et à ce moment vous comprendrez que les Allemands, à force d'effort et de travail, d'honneur et de persévérance, de courage et d'initiative, ont réalisé de telles merveilles et de tels miracles qu'en conséquence ils ont atteint et dépassé les nations les plus anciennes et les plus avancées du monde dans les domaines de l'industrie ainsi que dans le combat économique, et qu'ils ont atteint grâce à leurs forces navales une position qui leur permet de ne craindre personne. »

À Kiel, Ahmed İhsan revient à nouveau sur les fausses représentations qui règnent sur l'Allemagne dans l'Empire ottoman :

« Juger à partir de rumeurs, sans voir et sans comprendre la nation civilisée dans son propre milieu et dans son aspect général, et sans faire de comparaison, est une grosse erreur ; ainsi, il y a dans notre pays une fausse estimation de l'Allemagne, nous considérons en général l'Allemagne seulement comme un pays militaire ; lorsque l'on parle de l'Allemagne, il ne nous vient à l'esprit que le canon, le fusil et le sabre. Cependant, ceux qui participent à ce voyage ont compris qu'il en était autrement. L'Allemagne protège sa force militaire dans le cadre de la paix et de l'honneur pour assurer ses progrès économiques<sup>145</sup>. »

La visite de Dresde et de ses sites industriels, puis la réception à l'hôtel de ville, un bâtiment tout juste construit, font dire à Ahmed İhsan lors d'un discours (dont il prend soin de préciser qu'il exprime le sentiment de tous ses amis présents) : « Oui, concernant l'industrie et le commerce, nous nous trouvons encore dans l'enfance. Si nous voulons atteindre la civilisation, nous devons beaucoup travailler, faire beaucoup d'efforts »

À Brème, Ahmed İhsan souligne l'intérêt du voyage pour l'Empire ottoman :

« Le patriote qui désire des progrès pour son pays doit voir ces activités de l'Occident. Il doit en particulier voir l'élargissement économique que l'Allemagne a réalisé ces vingt dernières années – au moins à vol d'oiseau –, et les usines, le chemin de fer, les canaux, les ports et les moyens en général qui sont la source de ces progrès. Si nous ne voyons pas cette évolution industrielle et économique, alors nous ne comprendrons pas notre propre place et nous ne parviendrons pas à comprendre ce dont nous avons besoin pour prendre place parmi les nations achevées. »

Un peu plus loin, il ajoute :

« (...) Ma satisfaction vient de ce que nous avons commencé à faire se connaître l'Orient et l'Occident. Il faut répéter souvent de tels contacts pour que les croyances er-

<sup>145</sup> *Servet-i Fünun*, 6.07.1911 (23 haziran 1327).



ronées disparaissent, sachons que leur économie tient une haute place, et qu'ils soient, eux, informés de la pureté de nos sentiments<sup>146</sup>. »

Les voyageurs ottomans ont par ailleurs l'occasion de rencontrer le Comte de Zeppelin à Constance et d'effectuer un voyage en ballon. Ahmed İhsan, une fois de plus, se montre très enthousiaste, estimant même que cette journée est la plus intéressante du voyage<sup>147</sup>.

Le voyage fait également l'objet d'un article dans le *Resimli Kitab*<sup>148</sup>. Les jugements que porte le journaliste sur les endroits qu'il visite ne diffèrent pas beaucoup de ceux d'Ahmed İhsan. Il se réfère néanmoins plus souvent que ce dernier à la France. Il précise par exemple qu'à leur arrivée à Berlin, les voyageurs ottomans ont été accueillis par von der Goltz qui, après les avoir salués, a attiré leur attention sur le fait que les discours ne devaient être tenus qu'en allemand ou en turc. L'auteur de l'article ajoute cependant que par la suite la plupart des allocutions des personnalités allemandes comme ottomanes ont été tenues en français, et que le guide qui leur a fait visiter Berlin parlait en français. Il estime que Berlin, sur le plan de « l'élégance » (*zarafet*) ne peut rivaliser avec Paris ou même avec Vienne, mais que la ville « dépasse toutes les autres » sur le plan de la largesse des rues, de la propreté et de l'abondance des lumières. Il s'attarde aussi sur l'organisation du trafic et le fait qu'il n'y a pas à Berlin une foule aussi dense qu'à Paris, et décrit avec admiration les parterres de fleurs dans les rues de la capitale allemande : « De quel côté que l'on regarde, on ne voit que l'ordre et la propreté » (*intizâm ve tabaret*). Par ailleurs, il note qu'à Cologne, les Allemands parlent volontiers le français, et rapporte une conversation avec l'un des hôtes, dans laquelle celui-ci est revenu avec admiration sur l'influence de Napoléon avant de conclure que seule l'unité de l'Allemagne a permis aux habitants de Cologne de se sentir vraiment allemands. La conclusion de l'auteur est intéressante : après avoir exprimé son étonnement, il souligne que plutôt que de recourir à des moyens spéciaux (*vesait-i fevkaladeye*) pour assurer l'union des différentes nations de l'Empire ottoman, il serait plus indiqué de travailler au progrès du pays, de faciliter le commerce et d'assurer le bien-être de chacun.

Pour les autorités allemandes, le but de ce voyage était surtout de mettre fin aux préjugés qui avaient cours sur l'Allemagne dans l'Empire ottoman et de montrer que l'Allemagne était avant tout une puissance économique et industrielle. Il reste difficile de déterminer ce qu'a véritablement signifié ce voyage pour les participants ottomans. Incontestablement, ceux-ci ont découvert le pays et le voyage a changé leur représentation de l'Allemagne. Il est évident que les invités présents, tous intimement persuadés de la nécessité de moderniser l'Empire, sont impressionnés. Plus encore, le fait que l'Allemagne soit une puissance « nouvelle » par

<sup>146</sup> *Servet-i Fünun*, 13.07.1911 (30 haziran 1327).

<sup>147</sup> *Servet-i Fünun*, 3.08.1911 (21 Temmuz 1327).

<sup>148</sup> Girdi-Zade : « Son Almanya seyahatuna bir nazar-ı umumi ». In : *Resimli Kitab*, septembre 1911, n° 32, cité aussi par Klaus Kreiser.

rapport à l'Angleterre et à la France, et qu'elle ait réussi à se mettre au même niveau que ces dernières, est un *leitmotiv* des commentaires ottomans. Ainsi, presque aucun site culturel n'a été visité, et l'Allemagne apparaît comme ne devant son avancée économique et industrielle qu'à sa seule force de travail. Ahmed İhsan insiste particulièrement sur l'importance des progrès économiques qu'il pointe comme étant la condition de l'accès à la civilisation. Pour autant, si les journalistes ottomans qui ont pris part au voyage s'accordent à souligner la réussite allemande, aucun n'aborde la question d'un modèle allemand pour l'Empire ottoman.

Cette pratique du voyage d'étude, ainsi que la manière dont les voyageurs ottomans se laissent guider d'un site industriel à un autre et se font volontiers l'écho des progrès technologiques de l'Allemagne, peut étonner. Il est cependant intéressant de noter qu'en France, à la même époque, l'Allemagne suscite aussi l'admiration sur le plan industriel et technologique<sup>149</sup> et que des voyages d'étude y sont également organisés – sans prendre certainement la même ampleur que le voyage ottoman. Mais en 1909, Victor Cambon, dans son livre intitulé *L'Allemagne au travail*, a mis en garde les Français :

« L'été dernier, les représentants d'une grande industrie française organisèrent une caravane vers une ville allemande où fleurit une industrie similaire. Ils partirent au nombre de cent cinquante, donnant à cette mobilisation le nom malencontreux de Voyage d'étude. (...) Les journaux parlèrent à l'envi, copieusement, du Voyage d'étude des aimables concurrents français, si bien qu'il suffit aux commis voyageurs allemands d'emporter ces gazettes dans leur valise pour convaincre leur clientèle mondiale que les Français viennent apprendre chez eux cette industrie ; ils ne s'en firent pas faute. Et pourtant il s'agissait d'une production où l'Allemagne n'a pas d'avance sur nous<sup>150</sup>. »

Les voyages d'étude sont donc courants et si les Français sont en train de percevoir la réussite allemande comme une menace, les Ottomans, eux, la découvrent. En 1914, l'ouvrage de Cambon fera l'objet d'une série d'articles dans la revue *İctihad*, sur lesquels nous reviendrons.

La guerre de Tripolitaine, qui éclate en septembre, fait rapidement oublier les bons échos qu'a recueillis ce voyage dans l'Empire ottoman : l'Allemagne est à nouveau violemment critiquée pour son alliance avec l'Italie. Cependant, Ahmed İhsan, particulièrement, suivra avec attention ce qui se passe en Allemagne. Il restera en contact avec Ernst Jäckh, à propos notamment du projet de construction d'une école d'enseignement supérieur, qui toutefois n'aboutira pas<sup>151</sup>. Il interviendra auprès des autorités allemandes en 1912 pour faire étudier son gendre et sa fille à Hambourg<sup>152</sup>. Après la Première Guerre mondiale, il vivra trois ans en

<sup>149</sup> Nous reviendrons un peu plus loin dans ce travail sur l'influence des représentations françaises de l'Allemagne sur les publicistes et les intellectuels ottomans.

<sup>150</sup> Cambon, Victor, *L'Allemagne au travail*, Paris 1909, p. VII de la préface.

<sup>151</sup> Voir Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., et Gencer, Mustafa, *Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 175 et suivantes.

<sup>152</sup> AA, Entsendung türkischer Offiziere nach Deutschland 1911-1916, Konstantinopel 139, 8.11.1912.

Allemagne. Le *Servet-i Fünun*, qui continuera de paraître durant la période républicaine, publiera régulièrement des articles concernant l'Allemagne, et Ahmed İhsan évoquera même à nouveau le voyage dans sa revue en 1928<sup>153</sup>. Par ailleurs, il nous semble que les autorités allemandes ont atteint en partie le but qu'elles s'étaient fixées : ainsi, un article de l'*İkdam* reviendra après la guerre de Tripolitaine sur l'Allemagne en soulignant que ce pays

« (...) n'est plus aujourd'hui un État uniquement militaire. Il est un État bien ordonné et qui se distingue dans tous les domaines de l'activité humaine. Les membres de la commission d'étude turque qui ont voyagé en Allemagne il y a quelques mois ont pu s'en persuader de leurs propres yeux. L'Allemagne investit tout son argent dans des entreprises industrielles, sa production et son influence augmentent d'année en année et s'étendent en dehors du Reich<sup>154</sup>. »

Pour l'heure, la presse étrangère, et française en particulier, ne voit évidemment pas d'un bon œil l'initiative allemande. Dans le *Servet-i Fünun* du 14 septembre 1911, dans un article intitulé « De l'autre côté du pont, un cas psychologique étrange<sup>155</sup> », Ahmed İhsan revient sur plusieurs articles parus dans le journal français *Stamboul* qui critiquent les récits de son voyage en Allemagne. Après avoir réaffirmé son admiration pour l'Allemagne, mais aussi pour la France, il attaque le journal sur son propre terrain en le qualifiant de « levantin », ce qui, ajoute-t-il, n'a rien à voir avec l'éducation et la civilisation française. Pour lui, les Levantins sont ces « *Frenk* » qui vivent à Beyoğlu, - d'où le titre de l'article : « de l'autre côté du pont », les bureaux du *Servet-i Fünun* se trouvant face à la Sublime Porte - et ne pensent qu'à s'enrichir. Ce sont eux également qui, selon lui, ont contribué au temps d'Abdülhamid à élargir le fossé entre l'Occident et l'Orient. Ainsi, dit-il, « Ahmed İhsan, le *Servet-i Fünun*, et même toute la presse ottomane n'ont pas besoin des explications levantines pour connaître et aimer la France ».

### *La formation d'étudiants ottomans en Allemagne*

L'envoi d'étudiants en Europe n'est pas une chose nouvelle. Depuis les *Tanzimat*, les dirigeants ottomans sont dans l'ensemble persuadés que la modernisation du pays passe par la formation à l'européenne d'une élite. Comme nous l'avons dit, l'Allemagne, avant la révolution, exerce une influence dans le domaine médical, qui se poursuit après 1908. Mahmud Şevket pacha, notamment, envoie en 1910 un groupe d'officiers médecins, pharmaciens, chimistes et vétérinaires étudier à l'Académie militaire de médecine de Berlin. Parmi eux, İbrahim Refik [Saydam] sera le premier titulaire du portefeuille de ministre de la Santé sous la République

<sup>153</sup> Par contre, il le traite de manière très rapide dans ses mémoires.

<sup>154</sup> AA, Die türkische Presse, Juli 1911 – November 1912, R 13901, article du 29.10.1911.

<sup>155</sup> *Servet-i Fünun*, 14.09.1911 (1 eylül 1327), « Köprünün öbür tarafında. Garib bir halet-i ruhiye ».

turque, puis deviendra premier ministre entre 1939 et 1942<sup>156</sup>. Indépendamment de ce groupe, d'autres étudiants partent se former en Allemagne, ainsi de Mazhar Osman Uzman<sup>157</sup> qui étudie à Munich et à Berlin après la révolution jeune-turque et qui deviendra par la suite le spécialiste de la psychiatrie turque. À Istanbul, le directeur de l'hôpital de Gülhane, Julius Wieting, qui a succédé à Robert Rieder pacha, continue de former un grand nombre de médecins. Des ouvrages médicaux allemands sont traduits, mais ce sont les ouvrages français qui continuent en majorité d'être lus<sup>158</sup>.

Durant la période constitutionnelle, quelques étudiants sont également envoyés avec une bourse d'État en Allemagne étudier la pédagogie, la psychologie ou la sociologie<sup>159</sup>. Certains d'entre eux deviendront des personnalités connues sous la période kémaliste, comme Ali Haydar [Taner]<sup>160</sup>, Raşid Öymen [Hıfzırahman]<sup>161</sup> ou Cevat Dursunoğlu<sup>162</sup>. Il reste cependant difficile de savoir si le gouvernement ottoman a décidé à cette époque d'envoyer plus d'étudiants en Allemagne, et si l'intérêt pour la pédagogie allemande s'est accru à ce moment-là. La *Tedrisat Mecmuası* [Revue de l'éducation] publie en 1910 un article signé de Ali Nusret et intitulé « l'enseignement de l'orthographe en Allemagne », qui met en valeur que les écoles primaires allemandes sont meilleures que les françaises, et qu'il relève du devoir patriotique d'adapter avec sérieux leurs méthodes de pédagogie. Est-ce là un avis isolé, ou bien des réflexions sont-elles déjà engagées à ce sujet ? Pour le moment, nous ne disposons pas de suffisamment d'éléments pour répondre à ces questions.

Au final, l'Allemagne n'est encore que rarement la destination première des étudiants ottomans, sauf peut-être dans le domaine de la médecine. Mais en général, ils préfèrent se rendre en France, en Suisse ou en Autriche.

<sup>156</sup> Nuran, Yıldırım, « Le rôle des médecins turcs », *op. cit.*, pp. 155 – 156.

<sup>157</sup> Ibid. Nuran souligne que Mazhar Osman Uzman est devenu une légende en Turquie. Dans le domaine de la psychiatrie, İhsan Şüknü Aksel a également été formé en Allemagne et deviendra professeur en 1946. Voir aussi Turan, Kemal, *Türk – Alman Eğitim İlişkilerinin Tarihi Gelişimi*, Istanbul, Ayışığı kitapları, 2000, p. 142.

<sup>158</sup> *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 71.

<sup>159</sup> Turan, Kemal, *Türk – Alman Eğitim, op. cit.*, p. 129.

<sup>160</sup> Ali Haydar [Taner] a étudié la psychologie et la pédagogie à l'Université de Jena. Pendant la Première Guerre mondiale, il sera inspecteur des étudiants turcs en Allemagne. Il deviendra notamment sous-secrétaire du Ministère de l'Éducation en 1927.

<sup>161</sup> Raşid Öymen [Hıfzırahman] a étudié la pédagogie en Allemagne et en Autriche. Il traduira un ouvrage du célèbre pédagogue allemand Georg Kerschensteiner sous la période kémaliste.

<sup>162</sup> Cevat [Dursunoğlu] a étudié la sociologie et la pédagogie à Berlin et à Jena. Il sera directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation après la Guerre.

*La politique musulmane de l'Allemagne vue par un intellectuel turc*

Certains intellectuels ottomans ont le sentiment que l'Allemagne s'avère être la seule puissance dont les intérêts convergent avec ceux de l'Empire. C'est en tout cas le point de vue que défend, dans la revue hebdomadaire *Sırat-ı Müstakim*<sup>163</sup>, Yusuf Akçura, qui publie une série d'articles intitulés « l'Allemagne, l'Angleterre et le monde musulman » en août 1910, au moment donc où l'Allemagne redevient, dans la politique ottomane, une puissance qui peut jouer un rôle pour l'Empire.

Yusuf Akçura est un intellectuel turc venu de Russie après la révolution jeune-turque, qui, par ses écrits et ses activités<sup>164</sup>, a contribué à introduire et à développer l'idée de nationalisme dans l'Empire ottoman<sup>165</sup>. Intéressé en général par le sort de l'Empire, il réfléchit entre autres depuis longtemps à la « question d'Orient », qu'il aborde de manière originale pour l'époque, en prenant notamment en considération l'aspect économique<sup>166</sup>.

Pour l'auteur, la rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre constitue le problème principal de l'État ottoman et du monde musulman. Sa vision de la situation internationale est sans appel : l'Empire est divisé depuis longtemps en zones d'influence entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Situant la politique allemande dans ce contexte, il n'hésite pas à mettre en valeur le calcul du Reich, qualifiant de programme « bien pensé » l'initiative du chemin de fer dont l'objectif est de lever « l'immense obstacle » séparant l'Europe de l'Inde. Si les buts de l'Allemagne sont donc aussi impérialistes que ceux des autres puissances, la différence, précise Akçura, réside dans le fait que l'Allemagne ne peut pas s'emparer de la Turquie asiatique comme les Anglais l'ont fait en Égypte et les Français en Algérie et en Tunisie et qu'au contraire, ils ont besoin d'un État ottoman fort pour mener à bien leur programme, ce qui les amène à devoir défendre l'intégrité de l'Empire et à s'opposer à l'Angleterre.

Mais le coup le plus dur que l'Allemagne a porté à la Grande-Bretagne est, selon Akçura, le fait que, le chemin de fer reliant les pays musulmans au califat, les Allemands se sont attiré la sympathie des musulmans. Le monde musulman, endormi depuis des années, a regagné des forces. En effet, note-t-il dans un long développement, la grande erreur des puissances européennes a été qu'elles n'ont ja-

<sup>163</sup> Cette revue a deux « histoires idéologiques ». Elle paraît à partir de septembre 1908. Dans les années 1910, elle place le panturquisme au centre, défend la vision selon laquelle l'Islam est compatible avec un régime constitutionnel, et critique l'impérialisme des puissances occidentales. Par la suite, sous le nom de *Şebilürreşad*, elle prend parti contre le panturquisme et pour l'ottomanisme.

<sup>164</sup> Il contribue notamment à fonder l'association le Foyer turc en 1912 et dirige la revue *Türk Yurdu* dès sa création fin 1911. Cependant, il s'oppose rapidement à la politique des Jeunes Turcs et ne fera jamais partie du CUP. Voir Georgeon, François, *Aux origines du nationalisme turc. Yusuf Akçura (1876 – 1935)*, Paris, Editions ADFP, 1980.

<sup>165</sup> Sur le « turquisme » ou le « panturquisme », voir aussi Landau, Jacob M., *Pan-Turkism. From Irredentism to Cooperation*, Bloomington, Indiana University Press, 1995 (1<sup>ère</sup> éd. 1981).

<sup>166</sup> Georgeon, François, *Aux origines, op. cit.*, p. 20.

mais veillé à s'attirer la sympathie des musulmans, qu'elles ont méprisés et traités comme étant inférieurs. C'est ce qu'ont compris les Allemands, qui n'ont pas hésité à les traiter comme des égaux, affirmant qu'ils avaient autant de droits qu'un Français ou un Anglais. Akçura est donc d'avis que pour les pays musulmans qui ont perdu leur indépendance et qui veulent la retrouver, l'Allemagne peut jouer un grand rôle.

Dans le troisième article de la série que Yusuf Akçura publie dans le *Strat-i Miistakim* (le deuxième article est consacré à la politique anglaise dans l'Empire ottoman), l'auteur montre que l'idée de nation constitue le facteur historique le plus important du dix-neuvième siècle. Le principe national a affaibli l'Empire ottoman et l'a divisé, notamment parce qu'en Orient l'idée de nation a trouvé son soutien le plus sûr dans les conflits religieux. Ainsi, souligne-t-il, le fanatisme religieux a constitué l'arme la plus fiable de l'indépendance nationale. Cependant, montre l'auteur, l'idée nationale, qui était en Europe dirigée contre l'intégrité de l'Empire ottoman, a eu l'effet contraire en Asie : elle a même servi à enraciner le sultanat et à le renforcer. Si l'on ne peut louer les hommes politiques de la période antérieure, précise-t-il, il faut leur reconnaître le fait qu'ils avaient pour priorité l'Orient, préférant « l'Asie à l'Europe, le califat au sultanat ».

La première conséquence de cette préférence a été que dans l'histoire politique, l'État ottoman s'est détourné de l'amitié anglaise pour l'amitié allemande. Yusuf Akçura note à ce titre que l'intérêt de la Grande-Bretagne est que l'Empire ottoman s'occupe de ses provinces de Roumélie, des Détroits, des frontières caucasiennes. Ainsi, montre-t-il, dès que le gouvernement ottoman se concentre sur les provinces arabes, et en particulier sur la région du canal de Suez, la Grande-Bretagne s'efforce tout de suite d'attirer son attention sur les provinces européennes.

Akçura estime que l'Allemagne a défendu « avec sérieux » les intérêts ottomans dans les événements arméniens, la question de la Crète et les affaires de Macédoine. Revenant sur la situation à la veille de la révolution, il écrit que la politique allemande a gêné la tranquillité de la Grande-Bretagne en Orient, d'autant que l'amitié entre le sultan et le Kaiser s'était renforcée et que cette amitié, « en ouvrant aux Allemands le chemin de l'Anatolie et de Bagdad, avait laissé à l'influence allemande un large territoire s'étendant de Hambourg à Basra ». À ce moment, poursuit Akçura, ce n'est plus la Russie qui représente une menace pour la Grande-Bretagne, mais bien l'Allemagne. Au moment où le roi d'Angleterre et l'empereur russe se mettent d'accord sur le partage futur de l'Orient, la constitution est rétablie dans l'Empire ottoman, ce qui amoindrit l'importance de la rencontre de Reval. Si au début la priorité a été donnée à l'amitié avec la Grande-Bretagne, le parti à l'origine de la révolution s'est vite rendu compte des limites de la politique anglaise et a commencé à critiquer la politique anglophile de Kâmil pacha. Yusuf Akçura met en évidence le poids « des contraintes de l'Histoire » (*İlcaat-ı tarihiye*), qui font que l'Empire ottoman se retrouve dans la même situa-

tion qu'avant la rencontre de Reval. Son article s'achève sur la mise en valeur du fait que le grand vizir estime désormais nécessaire « de connaître de plus près les milieux politiques et financiers berlinois », au moment donc où les dirigeants ottomans cherchent à obtenir un emprunt.

Yusuf Akçura a déjà pris parti pour une alliance de l'Empire ottoman avec l'Allemagne au lendemain de la révolution jeune-turque dans un article paru dans la revue *İctihad* du Caire en 1909, dans lequel il soulignait les mérites de la politique étrangère du sultan Abdülhamid, fondée sur l'amitié avec l'Allemagne<sup>167</sup>.

Il ne prend d'ailleurs pas seulement parti pour un rapprochement politique entre l'Empire ottoman et l'Allemagne mais s'intéresse aussi de près à la culture allemande. Dans l'un de ses articles majeurs intitulé *Les Trois systèmes politiques*, écrit en 1903 et republié en 1911, qui porte sur la question de l'ottomanisme, du panislamisme et du panturquisme, la définition qu'il livre de la nationalité rappelle les conceptions nationales allemandes ou slaves<sup>168</sup>. D'autre part, il se montre critique à l'égard des conceptions politiques de la France, et oppose la culture française, « légère et déclamatoire », à la solidité de la culture allemande, qu'il juge plus utile pour les Turcs. D'ailleurs, il apprendra l'allemand pour approfondir les théories nationales<sup>169</sup>.

Cet intérêt politique et culturel de Yusuf Akçura pour l'Allemagne reste dans les années 1910 peu partagé par les autres intellectuels ottomans. Cependant, les prises de position qu'il défend vont peu à peu connaître une certaine résonance. Par ailleurs, ses arguments concernant le bien-fondé du chemin de fer de Bagdad annoncent ceux d'un autre intellectuel panturquiste, Tekin Alp, comme nous allons le voir dans la suite de travail. En ce sens, une entreprise symbolisant *a priori* les buts impérialistes de l'Allemagne est revendiquée par les théoriciens du nationalisme turc comme étant bénéfique pour l'Empire ottoman. Par ailleurs, même si les unionistes, officiellement, suivent comme ligne directrice l'ottomanisme et considèrent le panislamisme comme une idée réactionnaire associée à Abdülhamid II, il semble que le CUP ait encouragé à partir des années 1910 une propagande panislamique à des fins politiques<sup>170</sup>.

Mais il est nécessaire de rappeler que pour le moment, les Jeunes Turcs, officiellement du moins, ne voient pas d'un bon œil la politique islamique de l'Allemagne. Au moment de la guerre de Tripolitaine, dans le *Tanin* du 28 septembre 1911, Hüseyin Cahid accusera l'*Osmanischer Lloyd* de vouloir utiliser le panislamisme

<sup>167</sup> Georgeon, François, *Aux origines*, op. cit., p. 77.

<sup>168</sup> Akçura cite à ce titre Şemseddin Sami, Necib Asım, Veled Celebi, Mehmed Emin et Hasan Tahsin, qui écrivent dans l'*İkdam* (*Trois Systèmes politiques*, cité in : Georgeon, François, *Aux origines*, op. cit., p. 98).

<sup>169</sup> Georgeon, François, *Aux origines*, op. cit., p. 26.

<sup>170</sup> Landau, Jacob M., *The Politics of Pan-Islam. Ideology and Organization*, Oxford, Clarendon Press, 1990, pp. 87 – 88.

comme une arme contre les puissances de l'Entente et demandera au journal allemand de mettre fin à ce comportement, jugé contraire à l'ottomanisme<sup>171</sup>.

Il faut noter également que les articles de Yusuf Akçura paraissent en août 1910<sup>172</sup>, alors que l'Allemagne et la Russie n'ont pas encore signé les accords de Potsdam de novembre 1910, par lesquels l'Allemagne reconnaît à la Russie une zone d'influence au Nord de l'Iran, tandis que la Russie s'engage à ne pas entraver l'avancée du chemin de fer de Bagdad. Ces accords inquiètent sérieusement les Ottomans, qui redoutent un revirement de la politique « bienveillante » de l'Allemagne. Par ailleurs, la neutralité qu'elle affiche lors de la guerre de Tripolitaine<sup>173</sup> est durement ressentie par les intellectuels qui avaient jusque-là espéré que l'Allemagne pourrait jouer un rôle pour le monde musulman.

### *Connaître l'Allemagne : une nécessité ?*

Après la révolution jeune-turque, l'Allemagne ne constitue pas un sujet d'étude privilégié, et la culture allemande reste très peu connue. La consultation d'une revue telle que *Resimli Kitab* par exemple, qui réunit des articles politiques et culturels, montre combien sont rares les articles ayant trait à l'Allemagne à cette période. Ici et là, des auteurs préoccupés par l'identité turque s'intéressent au développement de la Prusse<sup>174</sup> ou citent l'Allemagne – en même temps que le Japon – comme exemple de pays qui ont su dépasser les nations développées sans pour autant les imiter<sup>175</sup>. Mais à vrai dire, seuls quelques intellectuels commencent à insister sur la nécessité de connaître l'Allemagne.

Pour ce faire, ils ont notamment recours à des études françaises sur l'Allemagne, dont le nombre se multiplie depuis le tournant du siècle<sup>176</sup>. L'influence du point de vue français nécessite de revenir rapidement sur les représentations françaises de l'Allemagne : sur le plan politique, l'opinion française, dans les années 1900 – 1910, est attentive aux ambitions des pangermanistes. La crainte de l'Allemagne, assoupie pendant quelque dix ans, resurgit sous d'autres formes. Ce sentiment français d'une menace allemande influence sans nul doute les Ottomans. Comme nous l'avons vu, les journalistes jeunes-turcs, lors de la crise d'octobre 1908, ont été nombreux à avancer des arguments qui rappelaient ceux de la presse française.

<sup>171</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., p. 94 – 95 et Oğuz, Burhan, *Yüzyıllar Boyunca Alman Gerçeği*, İstanbul, Can Matbaa, p. 262.

<sup>172</sup> Akçura, Yusuf, « Almanya, İngiltere ve Alem-i İslam ». In : *Sırat-i Müstakim*, août 1910.

<sup>173</sup> Voir le chapitre suivant.

<sup>174</sup> Comme par exemple un article paru à la fin de l'année 1910 dans le premier numéro de la revue *Genç Kalemler*, cité in Arai, Masami, *Turkish Nationalism*, op. cit., p. 28.

<sup>175</sup> Il s'agit d'un article de Ali Canip est paru dans le n°4 du 2<sup>ème</sup> volume de la revue *Genç Kalemler*, cité in *ibid.*, p. 42.

<sup>176</sup> Voir Digeon, Claude, *La crise allemande de la pensée française (1870 – 1914)*, Paris, PUF, 1959, p. 478 et suivantes.



Parallèlement à cela, l'Allemagne attire également l'admiration des Français. Au tournant du siècle, la rapidité avec laquelle elle s'est développée surprend et, en conséquence, elle reprend, selon les termes de Claude Digeon, « le rôle de modèle qu'elle avait tenu avant 1870 : elle n'est plus exactement la maison de l'Idée ou de la Science, mais de la Technique et de l'Économie modernes<sup>177</sup> ». Les observateurs français qui se rendent de l'autre côté du Rhin opposent aux descriptions enthousiastes le manque d'organisation et la stagnation de la France<sup>178</sup>. Ce faisant, ils contribuent à donner au public français un sentiment d'admiration mêlé d'inquiétude. Ils mettent à peu près systématiquement en valeur la hausse de la production dans l'industrie lourde, le développement de l'industrie chimique, l'accroissement du commerce allemand et des exportations dans le monde ou encore son urbanisation<sup>179</sup>. Les voyageurs français sont étonnés de la grandeur des bâtiments nouvellement construits, de l'aspect moderne des cités et de la perfection des services publics. L'Allemagne leur apparaît comme « une sorte d'Amérique sur le sol européen<sup>180</sup> ». Les causes de ce succès phénoménal, ils les voient dans un travail de longue haleine, méthodique, rationalisé. Ils soulignent en majorité le fait que l'université accepte de se prêter à la formation pratique et que l'État développe par ailleurs les écoles professionnelles. En fait, pour les observateurs français, le génie allemand réside dans une capacité supérieure d'organisation, et sa force est incarnée par l'ingénieur, le chimiste et le voyageur de commerce allemand. Comme le formule Claude Digeon, « celui-là, il a presque sa légende ; ponctuel, serviable, obséquieux parfois, il va partout, ne se rebute jamais : il gagne. Et l'Allemagne gagne avec lui, sur le monde entier<sup>181</sup>. »

Parmi les publications françaises à ce sujet, celles de Jules Huret ont connu en France un succès considérable<sup>182</sup>. Ce journaliste, critique littéraire au *Figaro*, auteur de plusieurs ouvrages relatant ses voyages, notamment en Amérique du Nord et en Argentine, a fait paraître entre 1907 et 1911 une série de quatre ouvrages sur l'Allemagne<sup>183</sup>, dont les deux premiers ont été traduits en ottoman. Pour notre sujet, nous avons pu consulter la traduction du deuxième volume<sup>184</sup>, publiée en 1911 par Alemdarzâde M. Raşid Giridi<sup>185</sup> dans la collection *Teaviin-i İctimai Kültüphanesi, Asar-ı İlmiye 2* (« Bibliothèque de Solidarité sociale, ouvrages scientifiques numéro

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 483.

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 486.

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 481.

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 482.

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 484.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 480.

<sup>183</sup> Huret, Jules, *En Allemagne. Rhin et Westphalie*, Paris 1907 ; *En Allemagne. De Hambourg aux marches de Pologne*, Paris 1908 ; *En Allemagne. Berlin*, Paris 1909 ; *En Allemagne. La Bavière et la Saxe*, Paris 1911.

<sup>184</sup> Le premier (*En Allemagne. Rhin et Westphalie*) est traduit sous le titre *Almanların Esbab-i Têfevrukü* [Les raisons de la supériorité des Allemands].

<sup>185</sup> Nous n'avons pas trouvé de renseignement à son sujet.

2 »). Cette collection, précise le traducteur dans son avant-propos, a été créée par Nüzhet Sabit<sup>186</sup>, et répond à un besoin urgent de faire paraître des ouvrages « sérieux et profitables » sur les cultures nationales. Il ajoute que sous l'ancien régime, les possibilités étaient très limitées, mais que même depuis le rétablissement de la constitution, peu de choses allant dans ce sens ont été réalisées et il explique avoir décidé d'accepter de traduire l'ouvrage parce qu'il s'était rendu compte de son manque de connaissances et parce que le but de l'entreprise était « national et sacré » (*milli ve mukaddes*).

L'ouvrage est traduit sous le titre *L'Allemagne sociale, économique politique. De Hambourg à la Pologne* (« *İctimai, İktisadi, Siyasi Almanya. Hamburg'tan Polonya'ya* »). La traduction, fidèle, ne couvre cependant que la moitié de l'ouvrage, qui correspond à cinq chapitres, parmi lesquels trois sont consacrés aux villes de Kiel, Brême et Hambourg. Un chapitre est intitulé « Des manières et des habitudes » et le dernier concerne le *Land* du Mecklembourg. Elle est précédée d'un avant-propos de Nüzhet Sabit, où celui-ci met en valeur la multiplication des ouvrages français et anglais sur l'Allemagne, la progression politique et économique de cette dernière en Europe depuis trente ans, et la renommée du livre de Jules Huret.

Pour les Ottomans, écrit Nüzhet Sabit, connaître l'Allemagne, son organisation sociale, les raisons de son développement, et avant tout sa politique économique est un « devoir patriotique » (*bir vazife-yi vataniyedir*), l'influence économique allemande représentant depuis vingt ans un facteur important en Turquie. Il est nécessaire, insiste-t-il, de comprendre en détail comment « ce facteur étranger dont les liens sont étroits avec le destin économique de l'Empire ottoman » s'est développé, « afin de pouvoir en éviter les conséquences néfastes ». Par ailleurs, Nüzhet Sabit précise que connaître l'Allemagne ne signifie pas seulement en connaître la société. Connaître les fondements de la civilisation occidentale et ses progrès les plus brillants est en effet un « progrès nécessaire pour les pays qui, comme le notre, travaillent à se conformer à la civilisation occidentale ». En ce sens, il note que la traduction de l'ouvrage de Jules Huret devrait permettre de faire naître dans l'Empire « un intérêt vigilant pour l'économie » (*bir intibah-ı iktisadi*).

Cet avant-propos est intéressant à plus d'un titre : il lie la nécessité de connaître l'Allemagne au danger que celle-ci représente. Par ailleurs, dans une perspective nationale, l'auteur pointe l'importance de l'économie pour l'Empire ottoman lui-même à une époque où des voix commencent à s'élever pour dénoncer le manque d'intérêt des Ottomans pour ce domaine et pour mettre en valeur la nécessité d'une économie nationale. Cette tendance va aller croissante, pour devenir l'une des priorités affichées des unionistes après 1913.

Correspondant à la vision générale des ouvrages paraissant à cette époque en France sur le sujet, le propos de Jules Huret est de mettre en évidence les spécificités de l'Allemagne sur le plan économique, politique et culturel, en comparaison

---

<sup>186</sup> Voir l'annexe biographique.

avec la France. La démarche est importante, car il s'agit en filigrane de comprendre pourquoi l'Allemagne surpasse la France dans de nombreux domaines et pour quelles raisons elle représente une sérieuse concurrente pour la France, ainsi d'ailleurs que pour « l'orgueilleuse Angleterre elle-même, dans ses monopoles jusqu'ici incontestés<sup>187</sup>. » Jules Huret traduit ce faisant l'impression dominante en France à cette époque vis-à-vis de l'Allemagne, ce mélange d'admiration et de crainte. Durant son voyage, Jules Huret rencontre des consuls, des industriels ou des hommes français vivant en Allemagne, et rapporte également des conversations menées avec des Allemands. Dans l'ensemble, il dresse le tableau d'un peuple travailleur plus que rapide d'esprit, rude et direct, discipliné bien sûr. Il énonce en fait des caractéristiques qui aujourd'hui font office de clichés sur l'Allemagne. Plus intéressantes apparaissent ses observations et ses explications de la réussite allemande. Le développement de la marine allemande fait évidemment l'objet d'un long chapitre. Dans le domaine du commerce extérieur, il met en avant, par contraste avec les Français, la capacité des Allemands à s'adapter aux conditions d'un pays étranger ainsi qu'à parler les langues étrangères, en insistant encore et toujours sur leur travail et leur persévérance. L'édition ottomane se termine sur les raisons de la prospérité allemande, que Jules Huret résume en énonçant la nécessité de former les jeunes gens aux langues étrangères, de les envoyer « dans les pays nouveaux » et de faire en sorte qu'ils comprennent les préférences de la clientèle ciblée. Surtout, il écrit, et c'est la dernière phrase de l'édition ottomane :

« Au lieu de cela, qu'avons-nous fait jusqu'à présent ? Exactement le contraire. Ne bougeant pour ainsi dire pas de chez nous, quand les affaires nous venaient, nous les refusions parce qu'elles ne cadraient pas avec nos habitudes et nos préférences, nos préférences à nous, entendez bien. Faut-il donc nous étonner qu'au bout d'un siècle ou seulement d'un demi-siècle, un voisin plus avisé se soit installé partout où nous avons refusé d'aller ? Tel est le point de vue purement pratique de la solution. Il s'agit de savoir comment on arrivera à ce résultat. Nous touchons ici au point le plus délicat de la question : l'éducation du peuple et de la bourgeoisie. C'est aux sociologues à en traiter. »

L'Allemagne apparaît donc comme un pays qui dépasse la France sur le plan économique et industriel. Pour les lecteurs ottomans, la France ne constitue donc plus la référence absolue dans ce domaine puisqu'elle-même reconnaît franchement la supériorité de l'Allemagne. Certes, l'ouvrage présente l'Allemand comme un personnage dépourvu de finesse et le Français comme un être de culture. Mais, à un moment où les intellectuels ottomans commencent à s'intéresser aux moyens de sauver l'Empire de manière pragmatique, cette traduction peut énoncer des priorités.

Sur le plan de la culture philosophique allemande, il faut signaler la traduction en ottoman, en 1911, de deux ouvrages majeurs du biologiste et philosophe Ernst

<sup>187</sup> Huret, Jules, *En Allemagne. De Hambourg aux marches de Pologne*, Paris 1908, p. 215.

Haeckel par Baha Tevfik et Ahmed Nebil<sup>188</sup>. Ernst Haeckel est considéré comme l'introducteur de la pensée de Darwin en Allemagne, et comme l'un des auteurs qui en a facilité le détournement en un système idéologique, le darwinisme social, qui voit dans les inégalités sociales et les guerres l'application à l'espèce humaine de la sélection naturelle. Ahmed Nebil et Baha Tevfik ont également traduit *Ordre et Matière (Madde ve Kurvet)* du biologiste Ludwig Büchner, qu'Abdullah Cevdet avait introduit au début du siècle dans l'Empire ottoman<sup>189</sup>. Toutes ces traductions ont certainement été réalisées à partir des versions françaises, mais cela reste à vérifier.

Dans l'ensemble, l'Allemagne et la culture allemande, jusqu'à la Première Guerre mondiale, intéressent donc relativement peu les intellectuels ottomans. Dans la presse, les articles qui lui sont consacrés sont en grande majorité de nature politique ou militaire. Il est rare de rencontrer, dans les revues ou les ouvrages de l'époque, une étude originale sur sa spécificité<sup>190</sup>. Dans le cadre des relations internationales de l'époque, elle continue pour certains à apparaître comme la puissance la plus favorable aux intérêts des musulmans, même s'ils lui reprochent de ne pas s'engager suffisamment. Parallèlement se maintient la vision française d'une Allemagne agressive et impérialiste.

Comme nous l'avons vu, un certain nombre de parlementaires et de publicistes ont eu l'occasion de la découvrir pour la première fois lors du voyage d'étude de 1911, et il se peut que beaucoup, à l'instar d'Ahmed İhsan, aient réalisé à ce moment que l'Allemagne était un pays aussi industrialisé que la Grande-Bretagne et plus que la France, sans en partager la même histoire. Bien sûr, les publicistes s'étonnent depuis un moment déjà du fait que l'Allemagne soit devenue une puissance en si peu de temps. Mais ce phénomène ne leur apparaît clairement qu'après la révolution jeune-turque, l'implication croissante de l'Allemagne dans la question d'Orient et surtout la politique que mènent la Grande-Bretagne et la France. Pour l'heure, presque aucun d'entre eux ne s'intéresse vraiment à la culture allemande, sauf par l'intermédiaire français. Les Ottomans qui prennent parti pour une intensification des relations avec l'Allemagne sont, à cette date, très peu nombreux. Parmi eux, quelques-uns espèrent que l'Allemagne va jouer un rôle pour le « monde musulman », mais sont rapidement déçus par son attitude

<sup>188</sup> Sous les titres *İnsanın Menşei. Nesl-i Beser* [L'origine de l'homme. L'espèce humaine] et : *Vahdet-i Mevcud. Bir Tabiat Aliminin Dini* [Le monisme. Une religion du monde naturel]. Ces deux intellectuels ont également traduit une œuvre en deux volumes d'Alfred Fouillée, et ont écrit, entre autres, un ouvrage sur Nietzsche.

<sup>189</sup> Voir à ce sujet Hanioglu, M. Şükrü, « Osmanlı Popüler Materyalizmi » [Le matérialisme populaire ottoman]. In : *Zaman*, 28.11.2002 et Doğan, Atila, *Osmanlı Aydınları ve Sosyal Darviniizm*, op. cit., p. 169.

<sup>190</sup> Voir le CD-Rom publié par la bibliothèque nationale d'Ankara : Milli Kütüphane – National Library of Turkey : *Eski Harfli Türkçe Basma Eserler Bibliyografyası (Arap, Ermeni ve Yunan Alfabeleriyle) 1584 – 1986. The Biography of Turkish Works printed in non-Latin (Arabic, Armenian and Greek Characters)*.

lors de la guerre de Tripolitaine. Yusuf Akçura reste l'un des rares à cette date à s'intéresser également à la culture allemande, à l'instar des premiers « turquistes ».

Pour autant, l'Allemagne, de plus en plus présente sur la scène internationale, ne peut pas être continuellement ignorée. Elle-même lutte d'ailleurs, depuis 1908 en particulier, pour être reconnue, parfois avec succès. Et les échecs que subira le gouvernement ottoman au moment des guerres balkaniques pousseront les intellectuels à de nouvelles réflexions, dans lesquelles l'Allemagne va occuper une place croissante.



# Chapitre III

## Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne jusqu'en 1913

### 1. La guerre de Tripolitaine

*Le point sur les relations internationales en 1911 et leurs incidences sur la politique ottomane*

Sur le plan international, les tensions entre l'Allemagne et la France marquent fortement l'année 1911. Malgré la conférence d'Agadir et le traité franco-allemand de février 1909, les deux pays ne parviennent pas à s'entendre sur le Maroc. La France en particulier ne respecte pas les termes de l'accord de coopération économique et tente de faire cavalier seul, tant dans la construction d'un chemin de fer entre Fès et Casablanca que dans le contrôle des dettes de l'État marocain<sup>1</sup>. Poussé par les libéraux-nationaux et les milieux industriels, le gouvernement allemand veut la forcer à négocier. Finalement, le Kaiser décide d'envoyer le 1<sup>er</sup> juillet 1911 un navire de guerre devant le port d'Agadir. Dans l'esprit des dirigeants allemands, cet acte doit contraindre la France à accorder des compensations. Mais en fin de compte, l'Allemagne n'obtient par l'accord du 4 novembre 1911 que la partie « intérieure » du Congo français, entre le Cameroun et le Congo belge, ainsi qu'une bande de territoire au sud de la colonie espagnole de la Guinée qui donnera au nouveau domaine colonial allemand un accès à l'Atlantique<sup>2</sup>. Cet accord constitue pour les dirigeants allemands un échec, d'autant que la Grande-Bretagne a soutenu énergiquement la France, provoquant ce faisant l'indignation de l'opinion publique d'Outre-rhin attisée par les mouvements nationalistes. La presse unioniste, dans cette affaire, a surtout critiqué l'attitude agressive de l'Allemagne<sup>3</sup>. Mais le plus grave pour les dirigeants ottomans est que l'accord franco-allemand sur le Maroc encourage l'Italie à réaliser un projet qu'elle a depuis longtemps : conquérir la Tripolitaine.

Le 29 septembre 1911, l'Italie déclare la guerre à l'Empire ottoman, et le 4 octobre, les forces italiennes envahissent la Tripolitaine, refusant les propositions de compromis faites par la Porte. Cette guerre a évidemment des répercussions internes. Au début de l'année 1911 déjà, le ministre de l'Intérieur Talat bey, puis Cavid et Babanzâde İsmail Hakki avaient dû démissionner, et le Comité union et pro-

---

<sup>1</sup> Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben*, *op. cit.*, p. 456 et suivantes.

<sup>2</sup> Renouvin, Pierre, *Histoire des relations internationales*, Tome 6, *op. cit.*, p. 227.

<sup>3</sup> Selon un rapport daté du 20.03.1912 in AA, Das Verhältnis Deutschlands zur Türkei, Juli 1911 – Juli 1914, R 13749.

grès était entré dans une crise profonde<sup>4</sup>. En parallèle, l'opposition s'est renforcée et forme le Parti de l'entente libérale, animé par Damad Ferid pacha, Kâmil pacha et Sabaheddin. Le 30 septembre, le grand vizir İbrahim Hakkı pacha doit démissionner et est remplacé par Said pacha.

*L'histoire se répète : l'Allemagne est alliée avec l'Italie*

« Jamais le monde de l'Islam n'a été autant au premier plan de l'intérêt général que maintenant. La France est sur le point de s'approprier le Maroc. Les Italiens essayent d'arracher aux Turcs leur dernière possession africaine. Les troupes russes pénètrent en Perse. Il est également question que la Grande-Bretagne annexe l'Égypte. Le problème de la Crète continue à apporter des surprises chaque jour. L'atmosphère politique est donc plus tendue que jamais. Si l'on se souvient du rôle que l'Allemagne semble être appelée à endosser dans la question musulmane, ou si l'on pense ne serait-ce qu'au rapprochement amical qui a eu lieu cet été grâce à l'organisation du voyage d'étude turc, alors il est difficile de ne pas voir qu'une prise de position de l'Allemagne dans une direction ou dans une autre est absolument nécessaire. Il est temps de fixer les buts d'une politique jusqu'à présent hésitante... Non pas : 'oui mais', mais : 'alors oui !'<sup>5</sup>. »

Malgré les exhortations du publiciste Davis Trietsch, le gouvernement allemand n'est pas prêt à s'engager, l'Italie étant alliée avec l'Allemagne. Plus exactement, les dirigeants sont partagés. Tandis que le chancelier et le ministère des Affaires étrangères prennent la défense de l'Italie, le Kaiser et l'ambassadeur allemand à Istanbul sympathisent vivement avec l'Empire ottoman<sup>6</sup>. Marschall reconnaît tout de même la nécessité pour l'Allemagne de rester neutre afin que l'Italie ne bascule pas dans l'autre camp. En réalité, on peut distinguer deux politiques allemandes : une politique officielle qui s'en tient à des déclarations neutres, et une politique officieuse, en accord avec la section « Turquie » du ministère des Affaires étrangères, qui prend parti pour l'Empire ottoman et qui se veut « pro-musulmane ». Ainsi, l'*Osmanischer Lloyd*, à partir de la mi-octobre, décide de changer de ton et devient anti-italien<sup>7</sup>.

Pour le moment, l'Allemagne est la cible de violentes critiques. Le *Tanin*, entre autres, reproche à l'Allemagne d'encourager le panislamisme contre les puissances française et anglaise. Le 28 septembre, Hüseyin Cahid écrit que si l'Allemagne ne fait rien pour aider l'Empire ottoman, celui-ci va chercher un accord avec la Triple Entente. Par ailleurs, Said pacha appelle la Grande-Bretagne à intervenir dans la

<sup>4</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks, op. cit.*, p. 86 et suivantes.

<sup>5</sup> Trietsch, Davis, *Deutschland und der Islam. Eine weltpolitische Studie*, Berlin 1912. Cet ouvrage sera traduit un peu plus tard en ottoman, comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

<sup>6</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 192.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 196.



guerre, et, n'obtenant pas de réponse positive, propose, sans succès non plus, une alliance avec elle ou avec l'Entente<sup>8</sup>.

Au moment de la déclaration de guerre, Mahmud Şevket pacha avait demandé l'avis de von der Goltz<sup>9</sup>. Ayant évoqué l'alliance de l'Italie avec les puissances centrales, celui-ci a répondu que l'exclusion de l'Italie de la Triple Alliance ne ferait que la jeter dans les bras de la Triple Entente. Puis il avait présenté un programme en onze points dans lequel il recommandait l'utilisation de la force militaire en Tripolitaine de concert avec les Arabes afin d'empêcher les Italiens de pénétrer vers l'intérieur des terres. Sur le plan maritime, von der Goltz avait mis en évidence la nécessité d'empêcher les bateaux italiens de forcer les Détroits et de ménager la marine en attendant un moment propice pour passer à l'action. Enfin, il avait insisté sur la nécessité de s'entendre avec les Arabes et proposé d'essayer d'inciter la population d'Erythrée à se révolter<sup>10</sup>. Ces mesures correspondent dans les faits aux décisions de Mahmud Şevket pacha, mais il n'est pas possible de dire si le général ottoman a suivi en cela les conseils de von der Goltz.

En réalité, Mahmud Şevket pacha penche dès la mi-octobre pour la paix, car il estime que l'armée ottomane ne pourra pas vaincre l'Italie<sup>11</sup>. Mais le CUP est pour la guerre, et décide d'envoyer des volontaires en Tripolitaine, dont Enver et Mustafa Kemal [Atatürk]<sup>12</sup>. Von der Goltz, de son côté, écrit régulièrement des articles en Allemagne qui essaient de rendre compte du point de vue ottoman. Il entretient aussi à cette date une correspondance assidue avec plusieurs dirigeants ottomans, dont Enver, qui, dès qu'il a appris la nouvelle de l'attaque italienne, est rentré de Berlin pour participer aux discussions du CUP, à l'issue desquelles il a décidé de partir en Libye pour y organiser la résistance arabe.

En février 1912, von der Goltz écrit une lettre à Pertev dans laquelle il évoque Enver dans les termes suivants :

« Enver bey, avec son caractère chevaleresque, sa tendance quelque peu fantasque et son jeune esprit encore insouciant est tout à fait l'homme qui convient pour une guerre comme celle de Tripolitaine. J'ai en main un grand nombre de lettres venant de lui, dans lesquelles il se dit plein d'espoir. Je suis en particulier heureux du fait qu'il soit si persuadé de l'utilité militaire des Arabes. Je vais bientôt écrire un article dans la *Neue Freie Presse* sur l'évolution de la guerre. »

Dans l'une des lettres qu'il a écrites à Enver, datée du 12 novembre 1912, il encourage ce dernier à se concentrer aussi sur le travail culturel : « C'est ainsi que

<sup>8</sup> Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., p. 95.

<sup>9</sup> Lettre de von der Goltz à Mahmud Şevket Pacha datée du 30 septembre 1911, citée in Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., pp. 135 et suivantes.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>12</sup> Le futur fondateur de la République turque n'est pas connu à cette date et ne le deviendra que pendant la Première Guerre mondiale.

les hommes d'État et les chefs d'armée ont procédé dans l'Antiquité. Ils n'étaient jamais seulement des soldats, mais aussi des colonisateurs et des pionniers culturels. » Notant qu'il a appris sa décision de rester auprès des Arabes par les journaux, il poursuit : « Vous deviez cela à ces fidèles qui vous ont suivis, et j'approuve complètement votre décision. » Plus loin, von der Goltz fait part de sa tristesse concernant les guerres balkaniques, tout en reprenant l'idée qu'il exprime depuis longtemps, selon laquelle les Balkans, en réalité, coûtent trop de forces aux Ottomans au détriment de l'Anatolie. Ces pays, selon lui, ne sont pas essentiels pour l'Empire :

« S'ils sont perdus, l'Empire pourra se concentrer sur l'Anatolie et l'armée pourrait enfin trouver le calme nécessaire pour travailler sans être en permanence arrachée à son activité régulière. La Turquie devrait cependant pour des raisons financières garder Constantinople et Salonique. Mais Constantinople ne doit pas rester la capitale. Elle doit devenir la plus grande place forte et le port de l'Empire, la tête de pont qui mène à l'Europe. De l'Antiquité jusqu'à aujourd'hui tous les gouvernements qui sont allés à Constantinople sont tombés en peu de temps. Constantinople n'est pas non plus un lieu pour travailler, or au gouvernement il faut travailler avec énergie. L'ancienne Byzance constituait déjà le lieu le plus riche en intrigues, et la nouvelle Constantinople en a hérité. Je pense que Damas pourrait être un bon lieu pour le gouvernement, entre autres parce que le calife serait plus proche des Arabes que maintenant et pourrait se tourner plus vers les intérêts des deux parties de l'Empire. Tout dépendrait alors d'une réconciliation entre les Turcs et les Arabes. Si ces deux éléments parviennent vraiment à se fondre, la Turquie sera plus forte que jamais. »

Après avoir ajouté que la perte de la Tripolitaine serait plus grande que celle des Balkans, il conclut : « Je ne me suis pas rendu à Constantinople car personne ne me l'a demandé. Je n'aurais pas non plus pu changer quelque chose (...) ».

Von der Goltz a déjà fait part à plusieurs reprises de son point de vue concernant l'importance de l'Anatolie et des provinces arabes. Malheureusement, nous n'avons pas pu trouver la réponse d'Enver, qui aurait été particulièrement intéressante, même s'il est exclu qu'Enver partageait à l'époque ce point de vue et qu'il était prêt à renoncer aux provinces balkaniques. Sur les autres points, la lettre de von der Goltz confirme Enver dans son approche de la guerre de Tripolitaine.

À la fin de l'année 1911, von der Goltz fait part dans *l'Osmanischer Lloyd* de son admiration pour la manière dont les Turcs ont mené jusqu'ici la guerre, et expose les difficultés que rencontre l'Italie en Tripolitaine. Cet article est repris de manière positive dans la presse ottomane, en particulier dans le *Tanin*. Cependant certains journaux sont plus critiques, ainsi que le montre la réaction de *l'İkdam* le 16 octobre 1911 :

« L'article de von der Goltz pacha a deux buts. En premier lieu, il veut excuser le comportement de l'Allemagne, en second lieu, il veut déculpabiliser le gouvernement turc qui se trouvait au moment de la déclaration de guerre au pouvoir. De plus, on voit que Goltz craint un revirement de la politique turque vers l'Angleterre. Tout cela prouve clai-

rement que l'Allemagne a donné son accord au gouvernement italien pour occuper la Tripolitaine<sup>13</sup>. »

Quelques jours plus tard, le même journal nuance toutefois ce propos en revenant sur le rôle que l'Allemagne joue pour l'Empire ottoman dans le domaine économique et sur le fait que par ses engagements, elle a un intérêt au renforcement de l'Empire, ajoutant : « Le plus grand soutien que l'Allemagne nous a apporté consiste dans la réforme de notre armée. Nous avons tiré de véritables profits de cette réforme et devons reconnaître ce mérite à l'Allemagne. » Toutefois, il rappelle son comportement lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, et conclut :

« La question de la Tripolitaine nous a montré ce que nous avons à attendre d'elle au regard des difficultés (...) auxquelles nous sommes confrontés. Nous ne devons pas attendre et exiger de l'Allemagne qu'elle fasse plus pour nous. En ce sens, il nous faut donner à l'Allemagne une position correspondante<sup>14</sup>. »

## 2. *Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne au moment des guerres balkaniques*

### *L'Empire ottoman devant la situation internationale*

En Allemagne, le gouvernement de Bethmann-Hollweg cherche à faire oublier l'échec marocain en se rapprochant de la Grande-Bretagne. Le chancelier et Kiderlen-Wächter sont donc contre l'accroissement de la flotte malgré la pression qu'exerce le ministre de la Marine Alfred von Tirpitz, qui insiste pour promulguer une nouvelle loi navale<sup>15</sup>. Après avoir entamé des pourparlers, le ministre anglais de la Guerre Lord Haldane se rend à Berlin au début du mois de février 1912. En réalité, les deux pays ont des attentes très différentes : les dirigeants allemands ne sont prêts à retarder leur programme de construction maritime que si la Grande-Bretagne offre des compensations importantes. Celle-ci, cependant, n'est disposée qu'à un accord politique dans lequel les deux parties s'engageraient à ne pas se menacer mutuellement. Même si les négociations se poursuivent un moment encore, il apparaît de plus en plus évident que les deux pays ne parviendront pas à s'entendre. C'est dans ce contexte que Marschall est nommé ambassadeur à Londres et remplacé à Istanbul par Wangenheim.

Un peu plus d'un an après la série d'articles publiés par Yusuf Akçura, le *Sirat-i Müstakim* du 30 novembre 1911 fait paraître un article intitulé : « Lettre ouverte aux Allemands amis des Ottomans et des musulmans » (« *Osmanlı ve İslam Mubibbi*

<sup>13</sup> Cité in Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 197.

<sup>14</sup> AA, Die türkische Presse, Juli 1911 – November 1912, R 13901, article du 29.10.1911.

<sup>15</sup> Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben, op. cit.*, p. 471 et suivantes.

*Almanlara açık bir Mektub*»). L'auteur (non mentionné) réagit à une lettre de Beck<sup>16</sup> soulignant l'amitié des Allemands pour les Ottomans. Dans cet article, l'auteur assure que les Ottomans éprouvent les mêmes sentiments et ajoute que cette amitié ne repose pas seulement sur des sentiments mais sur une coïncidence d'intérêts : l'Allemagne a besoin d'un Empire fort pour assurer ses intérêts économiques, sans lequel elle ne pourrait continuer à se développer économiquement en Orient, et l'Empire, quant à lui, n'a pas à craindre les buts de l'Allemagne. L'auteur met ainsi en évidence que les puissances qui menacent l'Empire sont aussi les concurrents les plus importants de l'Allemagne, et ajoute : « Voilà les principes les plus solides de l'amitié et d'une alliance durable dans le futur ! ». Mais, regrette-t-il, les questions récentes autour de l'Iran, du Maroc et de la Tripolitaine ont fait que les musulmans ont commencé à douter de la sympathie des Allemands à leur encontre :

« Nous aurions voulu que, quand notre pays a été attaqué par l'ennemi, l'Allemagne nous prouve au moins sa sympathie et son amitié en utilisant son influence spirituelle. L'Allemagne est certes liée à l'Italie par un traité. Mais que peut-elle attendre d'un gouvernement qui ne respecte pas les règles du droit ? Ne serait-il pas naturel que nous nous tournions vers ses concurrents pour nous sauver ? Nous savons bien que cela reviendrait à notre perte, mais un homme en danger pense-t-il au futur ? Nos amis allemands doivent être certains que s'ils gagnaient les Ottomans, qui sont dévoués, à la place de l'Italie, qui fait preuve de trahison, ils ne perdraient rien tant sur le plan spirituel que sur le plan matériel, au contraire, ils y gagneraient beaucoup. »

Sur un ton prudent, l'auteur exprime la déception de ceux qui avaient cru en un rôle prépondérant de l'Allemagne dans le monde musulman. En 1911, ce rôle s'avère compromis.

Quelques mois plus tard, en mai 1912, dans la même revue qui s'appelle désormais *Şebilüreşad*, Ahmed Ağaoğlu (Agayev)<sup>17</sup>, un intellectuel turc originaire d'Azerbaïdjan, publie à son tour un article intitulé « Le monde de l'Islam et l'Angleterre et l'Allemagne<sup>18</sup> », dans lequel il revient sur la récente nomination de l'ambassadeur Marschall à Londres. Après avoir évoqué la rencontre entre Guillaume II, l'ambassadeur Marschall et le ministre des Affaires étrangères allemand à Karlsruhe pour discuter d'un éventuel accord entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, l'auteur note que l'événement est d'importance, « la concurrence entre

<sup>16</sup> Nous ne sommes pas sûre de ce nom. Il s'agit soit d'une faute de frappe et dans ce cas l'auteur de la lettre est Jäckh, ou bien il s'agit de Sebastian Beck, spécialiste de la Perse, dont nous retrouvons le nom pendant la Première Guerre mondiale parmi les orientalistes qui participent à la propagande pour la guerre sainte.

<sup>17</sup> Ahmed Ağaoğlu (1869 – 1939) est arrivé dans la capitale ottomane en 1909. Il fait partie du CUP et écrit des articles pour la revue *Türk Yurdu* notamment. Sur sa vie, voir l'annexe biographique et l'article de François Georgeon : « Un intellectuel turc admirateur des Lumières et de la Révolution ». In : *ibid.*, *Des Ottomans aux Turcs*, op. cit., pp. 169 – 183.

<sup>18</sup> *Şebilüreşad*, 16.05.1912 (3 mayıs 1328).

les deux pays étant à l'origine de toutes les raisons pour lesquelles la paix mondiale se trouve en danger permanent. » Ahmed Ağaoğlu revient à cette occasion sur l'histoire de l'Allemagne et sur sa réussite exemplaire, qui lui a permis de devenir la concurrente la plus sérieuse de la Grande-Bretagne. Ce faisant, note-t-il, elle a mené une politique bienveillante à l'égard des musulmans pour prendre sa place. Depuis le voyage de Guillaume II, elle avait su s'attirer leur sympathie. Mais il souligne que la politique menée depuis deux ans par les autorités allemandes ne correspondait pas aux sentiments et aux idéaux des musulmans : les accords avec la Russie sur l'Iran et avec la France sur le Maroc les ont amenés à douter des intentions allemandes. À propos de la guerre de Tripolitaine, Ağaoğlu pense que la Grande-Bretagne, qui est le pays le plus intéressé par la question de l'équilibre en Méditerranée, va être obligée tôt ou tard d'intervenir. La question est de savoir si cette intervention sera à l'avantage ou non de l'Empire ottoman. À ce titre, il pose la question des conséquences qu'aurait un accord entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour l'Empire ottoman, soulignant qu'il ne pense pas, à l'inverse de certains, qu'elles seront positives. En effet, note-t-il, l'Angleterre n'est pas intéressée, dans l'avenir, par un Empire fort. Pour le moment, elle profite du fait que l'Empire ottoman constitue un barrage à la Russie sur la route de l'Inde. Au sujet de l'Allemagne, il met en évidence que ses intérêts économiques sont liés au maintien de l'Empire ottoman et note que même si elle reçoit d'autres colonies en Afrique, elle ne trouvera pas d'espace aussi riche que l'Asie.

L'objet de son article est donc de montrer que le gouvernement ottoman, plus que jamais, doit faire preuve de vigilance. Pour l'Empire ottoman, estime Ağaoğlu, un accord entre les deux puissances rivales serait une catastrophe. Là où, comme il le précise lui-même, certains y voient un gage de paix, l'auteur de l'article entrevoit avec une certaine lucidité le partage de l'Empire.

### *L'opposition libérale et l'Allemagne*

Dans les Balkans, la situation devient également de plus en plus tendue. En Albanie, en particulier, la guérilla fait rage depuis de longs mois. Devant ces événements, l'opposition continue de se renforcer<sup>19</sup>. Parmi les mesures que le CUP tente de prendre pour se maintenir au pouvoir, Mahmud Şevket pacha, discrédité par la guerre de Tripolitaine, est acculé à la démission le 10 juillet 1912<sup>20</sup>. Finalement, un groupe d'officiers (les Officiers libérateurs ou *Halaskâr Zabitan*) menacent d'intervenir si le CUP ne se retire pas du gouvernement. Said pacha démissionne le 17 juillet, et quelques jours plus tard, le Gazi Muhtar pacha est chargé de former un nouveau cabinet dont tous les unionistes sont exclus. Son fils Ah-

<sup>19</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks, op. cit.*, pp. 100 et suivantes.

<sup>20</sup> Voir Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Pacha and the Defense of the Ottoman Empire, op. cit.*, pp. 145 et suivantes.

med Muhtar est nommé ministre de la Marine, Ferid pacha assume le ministère de l'Intérieur, et c'est à Nâzım pacha qu'est confié le ministère de la Guerre<sup>21</sup>.

À la mi-août, Wangenheim, dans un télégramme adressé au ministère des Affaires étrangères, rend compte d'une conversation qu'il a eue avec Ferid pacha. Celui-ci estime que la position de l'Allemagne est devenue très délicate sous le nouveau gouvernement, et qu'on lui reproche d'avoir été trop liée au Comité. Mais il souligne également la présence de « quelques amis de l'Allemagne » parmi les nouveaux ministres<sup>22</sup>. Au sujet du changement de ministre pour le portefeuille de la Guerre, Wangenheim note qu'il est « extrêmement important pour l'Allemagne, vraisemblablement plus important encore que le passage du gouvernement des mains du Comité à celles de l'Entente libérale<sup>23</sup>. » À propos de la personnalité du ministre, il fait part de ses doutes initiaux : « J'étais relativement préoccupé par l'attitude froide que le nouveau ministre de la Guerre Nâzım pacha avait par rapport à l'ambassade et à nos réformateurs. » Plus loin dans son rapport, il ajoute : « Nâzım n'est pas partisan de l'Allemagne. Comme la plupart de ses collègues au ministère, il trouve que l'Allemagne a failli pendant la guerre contre l'Italie. » Mais il est d'avis que « la germanophobie du ministre ne vaut pas pour les choses militaires » et que Nâzım, en tant que soldat, « est nationaliste », ce qui a pour conséquence qu'il est opposé au principe de confier les réformes à des étrangers quels qu'ils soient : « Il est donc possible qu'il travaille à la réduction du nombre des officiers allemands (...) sans pour autant penser à appeler des officiers d'autres pays. » Par contre, ajoute Wangenheim, « il reconnaît sans réserve la supériorité de la formation scientifique de nos officiers, particulièrement dans le service de l'état-major et il a l'intention de continuer à s'appuyer sur la science militaire allemande. »

Wangenheim précise qu'il doit ces informations à Asım bey, son opposant politique, ainsi qu'à Ferid pacha. Dans une conversation entre l'ambassadeur allemand et Ferid pacha, ce dernier aurait ainsi reconnu que Nâzım était certes partisan de Kâzım pacha, mais qu'il n'allait en aucun cas changer l'état des relations entre l'armée allemande et l'armée turque.

Wangenheim note qu'à la suite de cette conversation Ferid pacha semble avoir parlé au ministre de la Guerre, « qui a reçu l'attaché militaire von Stempel de manière inhabituellement amicale et qui, pendant la conversation, a souligné la valeur du travail des réformateurs allemands. À ce sujet, il a exprimé le souhait de faire venir un nouvel officier d'état-major allemand pour diriger un camp d'entraînement pour officiers. » Wangenheim poursuit son rapport en insistant sur la nécessité de répondre affirmativement à cette demande et précise qu'il est de l'avis de Nâzım quant au fait que l'armée turque ne profite pas vraiment des officiers allemands qui ont des postes de commandement, tandis que les instruc-

<sup>21</sup> Nâzım pacha est désigné par Swanson comme étant le « rival le plus important » de Mahmud Şevket pacha. Voir *ibid.*, p. 47.

<sup>22</sup> AA, Das Verhältniss Deutschlands zur Türkei, Juli 1911-Juli 1914, R 13749, 17.08.1912.

<sup>23</sup> *Ibid.*, 28.08.1912.

teurs allemands qui assistent l'état-major ou qui s'occupent des institutions de formation apportent de véritables avantages. À ce titre, il note qu'il y a trop de frictions entre la mentalité allemande et la mentalité turque, et que ces frictions ne servent pas l'image des officiers allemands. Par ailleurs, il estime que l'action des officiers placés à des postes de commandement ne peut qu'être éphémère et limitée et qu'il est plus important de former des militaires ottomans en Allemagne. Qualifiant la tâche des réformateurs allemands de « politique », il ajoute :

« Au cas où nous aurions des hésitations à envoyer de nouveaux réformateurs en Turquie tant que la guerre turco-italienne n'est pas terminée, je voudrais attirer l'attention sur le fait que la mission anglaise pour la marine a été renouvelée pendant la guerre sans provoquer la méfiance de l'Italie. Huit de nos réformateurs retournent maintenant en Allemagne. L'envoi de 8 ou de 4 officiers ne signifie même pas le remplacement de tous ceux qui sont partis. Si nous hésitons à honorer le souhait turc, le traité de paix pourrait intervenir entretemps. Les Turcs vont nous rendre responsables de la perte des provinces africaines et vont certainement hésiter à conclure de nouveaux engagements avec des officiers allemands. Cela vexerait aussi Nâzım pacha et rendrait le travail du reste des réformateurs difficile. »

Effectivement, quatorze des vingt-deux officiers allemands présents en Turquie ont leurs contrats qui se terminent à cette date<sup>24</sup>. Wangenheim critique le système mis en place par von der Goltz et Şevket selon lequel les officiers allemands occupent le commandement exécutif des régiments modèles, système qui a mis à jour le ressentiment d'un certain nombre de Turcs contre les conseillers étrangers. L'ambassadeur estime donc qu'à l'avenir, les officiers allemands ne devraient servir qu'en tant qu'instructeurs ou organisateurs<sup>25</sup>.

### *Les guerres balkaniques*

Mais pour l'heure, des soucis bien plus importants occupent l'esprit des dirigeants ottomans : pressés par les événements dans les Balkans, ils doivent se résoudre à signer la paix avec l'Italie le 15 octobre 1912. Par le traité d'Ouchy, le gouvernement ottoman reconnaît finalement l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. Depuis de longs mois en effet, les États balkaniques, avec le soutien de la Russie, ont tissé des alliances qui ont abouti à une coalition entre la Grèce, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro. Le 30 septembre 1912, ils déclarent la mobilisation générale, puis lancent un ultimatum à la Porte, en exigeant entre autres d'elle qu'elle nomme un gouverneur général suisse ou belge en Macédoine, qu'elle organise des assemblées législatives locales et qu'elle permette la venue de forces de gendarmerie sous commandement européen. Le gouvernement ottoman, pour gagner du temps, déclare vouloir attendre la réunion du parlement. Il

<sup>24</sup> Voir Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 225..

<sup>25</sup> *Ibid.*

espère encore trouver une solution avec l'aide des puissances. Finalement, le 17 octobre 1912, l'Empire ottoman est acculé à déclarer la guerre à la Serbie et à la Bulgarie. Les armées balkaniques progressent très vite : en novembre, les Bulgares sont devant Edirne, les Grecs, qui ont proclamé l'annexion de la Crète, occupent une partie de la Macédoine, les Serbes se trouvent en Macédoine du Nord et dans le Kosovo et les Monténégrins sont en Albanie.

Devant l'urgence de la situation, l'Entente libérale remplace fin octobre 1912 Ahmed Muhtar pacha par Kâmil pacha, qui est chargé de négocier avec les Anglais une intervention de la Triple Entente en faveur de la Turquie, sans autre résultat que la promesse d'une médiation britannique lorsque les choses en viendraient aux pourparlers de paix. Dans cette perspective, Kâmil pacha, le 3 novembre 1912, s'adresse à Wangenheim pour lui demander d'intervenir, sans résultat toutefois.

En Allemagne, la défaite si rapide de l'armée ottomane est durement ressentie. Les diplomates français s'empressent d'ailleurs de l'interpréter comme étant « la banqueroute de [sa] politique orientale depuis vingt ans<sup>26</sup>. » Plus encore, il importe de confiner le conflit sur le plan local, afin d'éviter une confrontation entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Mais en fin de compte, les pertes territoriales que l'Empire ottoman essuie ne concernent pas vraiment l'Allemagne, dont les intérêts sont concentrés en Anatolie. Par ailleurs, l'entente qu'elle arrive à trouver à ce moment avec la Grande-Bretagne constitue un succès non négligeable<sup>27</sup>.

Le 3 décembre 1912, les Turcs et les Bulgares signent un armistice, suivi deux semaines plus tard d'une conférence à Londres. En réalité, la médiation anglaise n'aide pas les Ottomans, et les États balkaniques exigent tous les territoires conquis. L'Empire ottoman est prêt à accepter beaucoup mais refuse de céder Edirne et les îles de la mer Egée<sup>28</sup>. Aucun accord ne pouvant être trouvé, les puissances adressent le 17 janvier 1913 une note à la Porte lui demandant de céder Edirne à la Bulgarie et de leur laisser régler la question des îles. L'Allemagne est signataire de la note, mais, selon un scénario déjà bien connu, elle s'est opposée à une démonstration navale<sup>29</sup>. Dans l'Empire, la situation intérieure est très tendue. Les unionistes critiquent violemment le gouvernement en place, qu'ils soupçonnent d'être prêt à céder Edirne. L'agitation de l'opposition va déboucher sur le coup d'État unioniste de 1913.

<sup>26</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, p. 349.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 358.

<sup>28</sup> Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, *op. cit.*, p. 115.

<sup>29</sup> Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings*, *op. cit.*, p. 310.



Deuxième partie  
La politique du Comité union  
et progrès vis-à-vis de l'Allemagne  
de 1913 à 1918



# Chapitre IV

## Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne à la veille de la Guerre

### 1. Mahmud Şevket pacha et l'Allemagne

Le 23 janvier 1913, le Comité union et progrès renverse le gouvernement en place lors d'un coup d'État orchestré par un petit groupe d'officiers sous le commandement d'Enver. Depuis le début des guerres balkaniques, aucun accord entre le Comité et l'opposition n'avait pu être trouvé, en particulier depuis que Kâmil pacha avait été à nouveau nommé grand vizir. À partir de ce moment, les unionistes avaient décidé de prendre le pouvoir par la force, en s'appuyant sur les généraux de 1909<sup>1</sup>.

Pour l'heure, les unionistes confient une nouvelle fois le grand vizirat ainsi que le portefeuille de la Guerre à Mahmud Şevket pacha. Le CUP ne place d'ailleurs que trois de ses membres au sein du gouvernement, visant surtout une union patriotique. Le nouveau gouvernement doit faire face à une situation pour le moins préoccupante : les caisses de l'État sont vides, l'armée est épuisée et l'Empire isolé diplomatiquement<sup>2</sup>. En premier lieu, il lui faut surtout répondre à la note envoyée par les puissances. À ce titre, la Porte fait entre autres savoir qu'elle n'acceptera de ne céder qu'une partie d'Edirne. Aucun accord n'étant trouvé, la guerre reprend au début du mois de février. Le grand vizirat de Mahmud Şevket pacha ne durera en fait que quelques mois car celui-ci sera assassiné en juin 1913. Durant cette période, la situation ne cessera d'empirer : le 6 mars 1913, les Grecs prendront Jannina, et le 28 mars, Edirne devra se rendre. Par la signature du traité de Londres du 30 mai, l'Empire ottoman perdra tous ses territoires européens. Sur le plan intérieur, Mahmud Şevket prend des décisions qui détermineront pour une part l'orientation de la politique des unionistes après sa mort.

Vis-à-vis des puissances, Mahmud Şevket pacha a pour projet de s'appuyer à la fois sur l'Allemagne et sur la Grande-Bretagne. À Wangenheim, il expose en avril les grandes lignes de sa politique<sup>3</sup> : il commence par souligner que l'Empire ne cherche pas d'alliance, qu'au contraire celui-ci a besoin de paix pour se réorganiser, et explique que son but est de « résoudre les points de friction entre la Turquie et les autres puissances », ajoutant : « Je vais essayer d'exaucer les souhaits justifiés de l'Angleterre concernant le Golfe, les souhaits russes concernant l'Arménie et les

---

<sup>1</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks, op. cit.*, p. 115 et suivantes.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 123.

<sup>3</sup> *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 38, 26.04.1913, p. 197 et suivantes. Ce rapport est également cité dans Tunaya, Tanık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, vol. 3, *op. cit.*, p. 185.

souhaits français concernant la Syrie. » Mais, précise-t-il, « la résurrection [de la Turquie] ne viendra que si elle peut compter sur l'Angleterre et l'Allemagne. La cause principale de notre malheur est que ces deux nations se sont en permanence opposées. Il faut que je réussisse à ce que la Turquie soit le lieu d'une entente anglo-allemande. » Mahmud Şevket pacha, abordant ensuite la politique intérieure de l'Empire, se montre critique vis-à-vis du système constitutionnel : « La position du sultan doit être renforcée, celle de la Chambre abaissée<sup>4</sup>. On ne peut absolument pas gouverner avec le système actuel. Mon intention est donc de nommer une chambre constituante qui ne s'occuperait que de la révision de la Constitution. » Il annonce également sa volonté de s'adresser aux puissances pour qu'elles envoient des experts, déclarant : « Je compte sur l'Allemagne pour la réorganisation de l'armée. C'est le point le plus important de mon programme (...). Je compte aussi sur le soutien du gouvernement allemand pour la réforme de l'enseignement. » Il précise qu'il envisage de confier la réorganisation des Finances et des Postes et Télégraphes à la France et poursuit : « J'ai besoin des Anglais pour les sections administratives des provinces de l'Est et du Nord-est anatolien (...). La flotte va également continuer à être réformée par l'Angleterre. Les navires vont recevoir sur proposition de l'amiral Limpus des officiers anglais comme commandants. »

Le programme politique que Mahmud Şevket pacha expose à Wangenheim en ce début de printemps 1913 consiste donc d'abord à créer une entente entre les deux puissances les plus impliquées dans l'Empire, l'Allemagne et l'Angleterre. Mahmud Şevket pacha estime que son pays a besoin de beaucoup de temps pour se renforcer. Il se montre méfiant vis-à-vis du régime constitutionnel, comme certainement la majorité des militaires à ce moment<sup>5</sup>. Par ailleurs, il se déclare pour la décentralisation, et fait allusion aux lois provisoires promulguées en mars 1913 sur l'administration provinciale, destinées aux Arabes, qui accordaient une certaine indépendance budgétaire aux provinces et instituaient des parlements provinciaux<sup>6</sup>.

Au sujet des réformes dans les provinces arméniennes, il veut s'appuyer sur l'Angleterre. Dans ces régions, en effet, la situation ne s'est pas améliorée, malgré les espoirs que le rétablissement de la constitution avait fait naître en 1908 : au moment de la crise politique d'avril 1909, plusieurs milliers d'Arméniens ont à nouveau été massacrés à Adana. Par ailleurs, les Kurdes et les Arméniens continuent à s'opposer et les gouvernements qui se sont succédés jusqu'en 1913 n'ont pratiquement rien fait pour résoudre le problème. Les Arméniens réclament donc les réformes promises lors du traité de Berlin. Cette fois, la Russie soutient leurs revendications, espérant établir un contrôle sur l'administration de la province, dans le but de se concilier les Arméniens de Russie pour éviter que ceux-ci ne se

<sup>4</sup> Guillaume II a annoté à cet endroit : « tout à fait d'accord »...

<sup>5</sup> On a vu que Osman Nizami avait lui aussi exprimé sa méfiance vis-à-vis du régime parlementaire.

<sup>6</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks, op. cit.*, pp. 134 – 143.

soulèvent. Par ailleurs, jouer un rôle dans cette région peut apporter de réels avantages stratégiques. Pour ce faire, il lui faut endiguer l'influence allemande qui va croissante, notamment par le biais des missions, que les dirigeants allemands voudraient d'ailleurs renforcer vers le nord de Van et de Bitlis<sup>7</sup>. Dans cette perspective, la Russie entreprend en 1912 des démarches auprès de l'Entente pour que des réformes soient engagées. L'Angleterre et la France, plutôt méfiantes, souhaitent d'abord attendre la fin des guerres balkaniques. Les Allemands, lorsqu'ils apprennent la démarche russe, réagissent de manière très négative<sup>8</sup>, craignant une partition russe de l'Anatolie, ou même que la Triple Entente ne soit en train de projeter un démembrement de la Turquie asiatique. Il s'agit, dans leur esprit, d'éviter « un deuxième Maroc<sup>9</sup> ».

Ainsi, les dirigeants allemands réfléchissent à la possibilité de mettre en place avec les Ottomans les réformes nécessaires afin de contrecarrer l'influence russe, ce qui aurait de plus l'avantage d'apparaître comme favorable aux Arméniens. En parallèle, la *Wilhemstrasse* envisage la possibilité d'un effondrement de l'Empire ottoman et estime que dans ce cas, l'Allemagne aurait à « réclamer sa part », car la Turquie constitue en fin de compte « la seule possibilité pour l'Allemagne de se faire une place au soleil<sup>10</sup>. » Wangenheim précise au chancelier en janvier 1913 qu'il serait intolérable de laisser d'autres puissances s'accaparer des territoires où l'Allemagne a ses intérêts et qu'il est nécessaire en ce sens de rechercher une entente avec la Grande-Bretagne, dans le but d'éviter à tout prix un partage de l'Empire. La Grande-Bretagne elle aussi veut préserver l'intégrité de l'Empire.

Au printemps 1913, le problème s'aggrave. Pour prévenir l'intervention des puissances, Mahmud Şevket pacha lance une réforme de décentralisation et demande que les Anglais supervisent les nouvelles réformes dans les provinces arméniennes. Les Allemands soutiennent la demande ottomane, qui correspond à leur volonté d'assurer une entente anglo-allemande dans cette région. Mais devant les protestations des Russes, les Anglais acceptent en juillet 1913 qu'une conférence des ambassadeurs se réunisse sur la question des réformes<sup>11</sup>.

Lorsque, en mai, Mahmud Şevket Pacha informe l'ambassadeur allemand de sa volonté de nommer des réformateurs anglais dans l'Est et le Sud de l'Anatolie, ce dernier proteste, expliquant que l'Allemagne, qui a des intérêts dans cette région à cause du *Bagdadbahn*, ne voit pas d'un bon œil la présence des Anglais. Mahmud Şevket répond qu'il a le projet d'attribuer à l'Allemagne la réforme de l'armée sous

<sup>7</sup> Davison, Roderic H., « The Armenian Crisis, 1912 – 1914 ». In : *American Historical Review*, 53 (1948), pp. 481 – 505, ici p. 489

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 491. Voir aussi les mémoires de Said Halim pacha, *L'Empire ottoman et la Guerre mondiale*, Istanbul, Isis, 2000, pp. 7 – 8.

<sup>9</sup> L'ambassade allemande à Constantinople au chancelier, 24.06.1912. Cité in Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 360.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 361.

<sup>11</sup> Voir ci-après.

le commandement « quasi dictatorial » d'un général allemand<sup>12</sup>, ainsi que la réorganisation de tout l'enseignement. Ainsi, précise-t-il, « l'influence réservée à l'Allemagne sera bien plus grande que celle réservée à l'Angleterre<sup>13</sup>. » Il reste à déterminer si Mahmud Şevket pacha est le seul à cette époque à vouloir confier la réforme de l'enseignement aux Allemands ou si cette question est également évoquée au gouvernement et parmi les unionistes<sup>14</sup>.

Alors que Wangenheim cherche à savoir avec quel groupe de puissances l'Empire ottoman a l'intention de s'allier après la paix dans les Balkans, Mahmud Şevket pacha répond : « Pour le moment, nous ne pouvons nous allier à aucun des deux. Car nous sommes affaiblis par la guerre dans les Balkans. Pour nous, la Russie représente le plus grand danger (...). Si l'Allemagne et l'Angleterre pouvaient faire la paix, la Russie serait isolée. Ce serait une grande chance<sup>15</sup>. » Mahmud Şevket pacha espère en fait qu'une entente entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne isolera la France et la Russie, ainsi qu'il en fait notamment part à Said pacha, alors président du Conseil d'État :

« J'ai trouvé Said pacha désespéré. J'ai essayé de lui remonter le moral. J'ai dit que j'étais certain que notre État resterait indépendant. J'ai dit que dans la mesure où l'Allemagne et l'Angleterre parviendraient à s'entendre dans la rivalité impitoyable qu'elles se livrent sur les mers, elles ne s'opposeraient pas. Car le véritable danger vient de la Russie. Bien que la Russie soit aujourd'hui impuissante face à ces deux rivaux, elle va bientôt devenir le plus grand ennemi de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Je suis d'avis qu'un jour viendra où l'Allemagne et l'Angleterre trouveront un accord. Dans ce cas, la France resterait seule et perdrait ses colonies<sup>16</sup>. »

Il a pour projet, par ailleurs, de faire nommer le ministre de la Marine Mahmud Muhtar pacha comme ambassadeur en Allemagne, ce qui, espère-t-il, fera changer d'avis ce jeune ministre ambitieux, qui prend parti pour un rapprochement avec la Russie. « Or, écrit Mahmud Şevket pacha, j'étais moi d'avis qu'un rapprochement avec l'Allemagne serait plus productif<sup>17</sup>. » À propos de ses préférences, il ne

<sup>12</sup> Cette question, comme on va le voir, fera l'objet de longues tractations au moment de la nomination d'une nouvelle mission militaire allemande à la fin de l'année 1913.

<sup>13</sup> *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit.*, vol. 38, 17.05.1913, p. 199.

<sup>14</sup> Dahlaus laisse entendre que le gouvernement ottoman s'est adressé avant la Guerre à l'Allemagne pour demander l'envoi d'un conseiller pour le ministère de l'Éducation. Il ne précise toutefois ni la date ni la demande exacte. Gencer ne cite que la déclaration de Mahmud Şevket pacha. Ce qui est sûr, c'est que les autorités allemandes ont accordé une grande attention aux déclarations du grand vizir et défini des moyens d'action pour renforcer l'influence allemande dans ce domaine. Elles se sont également mises d'accord dès cette époque pour envoyer comme conseiller Franz Schmidt, qui, dans les faits, ne sera nommé au service de l'Empire qu'en janvier 1915.

<sup>15</sup> Journal publié sous la direction de Adem Sargöl, *Harbiye Nazarı Sadrazam Mahmud Şevket Paşa'nın Günlüğü* [Journal du ministre de la Guerre Mahmud Şevket Pacha], Istanbul, İQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2001, p. 71. Voir aussi Swanson, Glen Wilfred, *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire, op. cit.*, p. 216.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 89.

fait ainsi pas vraiment mystère de son penchant pour l'Allemagne, comme il l'écrit dans son journal. Il rapporte à ce titre une conversation avec l'ambassadeur français menée à la mi-mars, dans laquelle ce dernier a reproché aux dirigeants ottomans d'être pro-allemands : « La France nous en voulait de prendre parti pour l'Allemagne. Le ministre des Affaires étrangères français s'en était même plaint auprès de notre ambassadeur Rifat pacha. Il a même insinué que je préférerais l'Allemagne à la France. Et cela était vrai. » Pour autant, revenant sur les remarques d'Izzet pacha, qui estime qu'une guerre générale est imminente, et que l'Empire ottoman, si la Grande-Bretagne ne participe pas à la guerre, pourrait entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie contre la France et la Russie, Mahmud Şevket pacha note : « Mais moi je ne croyais pas que la Russie avait à ce moment l'intention de faire la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. J'étais d'avis que, dans une guerre générale, nous devons rester neutres et attendre le développement des événements<sup>18</sup> ». Les dirigeants ottomans continuent à être préoccupés par l'attitude des puissances. En avril, Mahmud Şevket pacha reçoit la visite de Halid Ziya [Uşaklıgil], qui revient de Paris<sup>19</sup>. Celui-ci lui déclare : « Il ne faut pas accorder trop d'importance au fait que les Français sont contre nous et qu'ils prennent parti pour nos ennemis. Ils sont obligés de suivre la politique russe. S'ils ne trouvent pas d'accord avec la Russie, l'Allemagne écrasera la France. L'un des motifs, aussi, pour lesquels les Français sont contre nous, est que nous prenons parti pour l'Allemagne. »

Quoiqu'il en soit, les autorités allemandes, et Wangenheim en particulier, louent de manière répétée la politique du général. L'ambassadeur, dans un rapport adressé au chancelier Bethmann Hollweg, estime que la situation de l'Empire ottoman est bien meilleure grâce à l'action de Mahmud Şevket pacha<sup>20</sup>. Selon lui, tant que les Jeunes Turcs resteront au pouvoir, la politique turque sera celle de Mahmud Şevket. Mais les circonstances en décident autrement : un mois plus tard, à la mi-juin 1913, Mahmud Şevket pacha est assassiné par un Albanais. Aussitôt, les unionistes réagissent en proclamant le couvre-feu et la loi martiale et en condamnant à mort un certain nombre de personnalités de l'opposition.

## 2. *Le tournant des guerres balkaniques*

Le 12 juillet 1913, Said Halim pacha, membre du Comité union et progrès, est nommé grand vizir. Né au Caire, petit-fils du gouverneur d'Égypte Mehmed Ali,

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>19</sup> Le célèbre écrivain Halid Ziya [Uşaklıgil] a effectué des missions en Europe au cours de l'année 1913 – 1914. Pour des indications biographiques, voir l'annexe.

<sup>20</sup> *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette*, *op. cit.*, vol. 38, 26.04.1913, p. 197 et suivantes. Ce rapport est également cité dans Tunaya, Tanık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, vol. 3, *op. cit.*, p. 185.

Said Halim est partisan de la solidarité islamique et d'une politique arabe active<sup>21</sup>. Talat et Halil<sup>22</sup> font également partie du gouvernement<sup>23</sup>. Ahmed İzzet pacha reçoit le portefeuille de la Guerre, mais sera remplacé quelques mois plus tard par Enver. Désormais, le CUP est véritablement au pouvoir.

La situation militaire dans les Balkans a entretemps tourné à la faveur de l'Empire ottoman : le 22 juillet 1913, cinq ans presque jour pour jour après le rétablissement de la constitution, l'armée ottomane peut reprendre Edirne. Mais ce faisant, les Ottomans vont à l'encontre des puissances et du traité de Londres. Toutefois les unionistes, Talat en tête, restent fermes, d'autant que les puissances ne réussissent pas à s'entendre. Le 29 septembre 1913, un peu moins d'un an avant le conflit mondial, la Bulgarie et l'Empire ottoman signent le traité de Bucarest. Un an plus tard, l'Empire ottoman entrera en guerre aux côtés des puissances centrales.

Durant cet entre-deux-guerres « d'une brièveté dramatique<sup>24</sup> », le CUP tient son cinquième congrès à Istanbul en septembre<sup>25</sup>. Dans son programme, il met en avant la nécessité d'une nouvelle législation pour l'économie. Ce faisant, il vise l'instauration d'une économie nationale qui encouragerait les Turcs à prendre une plus grande part dans l'activité commerciale<sup>26</sup>. Par ailleurs, les dirigeants unionistes ont pour projet de supprimer les capitulations<sup>27</sup>, et finiront par l'imposer aux puissances réticentes avant d'entrer en guerre. Le programme politique, nationaliste, souligne aussi la nécessité de développer l'éducation, de rendre la langue turque obligatoire dans les écoles, et d'adapter l'islam aux conditions contemporaines.

Même si les unionistes ont pu reprendre Edirne en juillet, les guerres balkaniques marquent un tournant décisif dans l'histoire de la période jeune-turque. Privant l'Empire de ses provinces européennes, elles constituent en un certain sens, « l'acte de décès » de l'ottomanisme<sup>28</sup>. Elles ont en tous les cas plongé les intellectuels ottomans dans une profonde crise politique et morale : de toute évidence, le

<sup>21</sup> Voir Landau, Jacob M., *The Politics of Pan-Islam*, *op.cit.*, p. 84 et suivantes.

<sup>22</sup> Sur le rôle de Halil [Menteşe], voir Syed Tanvir Wasti, « Halil Menteşe – The Quadrumvir ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 32, N° 3, juillet 1996, pp. 92 – 105.

<sup>23</sup> Akşin, Sinan, *Jön Türkler ve İttihat ve Terakki* [Les Jeunes Turcs et le Comité union et progrès], Istanbul, İmge Kitabevi Yayınları, 2001 (1<sup>ère</sup> éd. 1980), p. 380.

<sup>24</sup> Dumont, Paul, « La mort d'un empire ». In : Mantran, Robert (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 610.

<sup>25</sup> Voir Tunaya, Tank Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, Vol. 3, *op. cit.*, pp. 292 - 294.

<sup>26</sup> Sur ce sujet, voir Ahmad, Feroz, « Vanguard of a Nascent Bourgeoisie : The Social and Economic Policy of the Young Turks 1908 – 1918 ». In : Okyar, O. et İnalçık, H., *Türkiye'nin Sosyal ve Ekonomik Tarihi (1071 – 1920)*, Ankara, Meteksan, 1980, pp. 329 – 350 ; et Toprak, Zafer, *Türkiye'de Ekonomi ve Toplum (1908 – 1950)*. *Milli İktisat – Milli Burjuvazi* [L'économie et la société en Turquie (1908 – 1950). L'économie nationale, la bourgeoisie nationale], Istanbul, Elham Vakfı Yurt Yayınları, 1995.

<sup>27</sup> Sur ce point, voir : Elmacı, Mehmet Emin, *İttihat – Terakki ve Kapitülasyonlar*, Istanbul, Homer Kitabevi, 2005.

<sup>28</sup> Toprak, Zafer, *Türkiye'de Ekonomi ve Toplum (1908 – 1950)*, *op. cit.*, p. 4.



rétablissement de la constitution n'a pas suffi à guérir l'Empire de ses maux. Par ailleurs, l'Europe a laissé faire le démembrement de l'Empire et l'a parfois même provoqué. Enfin, le poids des guerres qui se sont succédées a été supporté essentiellement par les Turcs d'Anatolie<sup>29</sup>. En fait, la crise des intellectuels ottomans traverse à cette époque tous les courants d'idée. En 1913/14, ils se rejoignent sur la conviction que l'Empire va à sa perte et partagent le même sentiment d'urgence.

Parmi ces courants, le panturquisme, opposé à l'ottomanisme qui vise à « l'union de tous les éléments », rencontre un écho croissant même si l'ottomanisme va rester la ligne officielle de la politique unioniste. Après la révolution, l'activité d'intellectuels qui plaident pour une « nouvelle langue » (*yeni lisan*), moins chargée de mots arabes et persans, et pour la redécouverte de la culture turque s'est développée<sup>30</sup>. Une Association turque (*Türk Derneği*) est fondée au lendemain de la révolution. L'association *Genç Kalemler* (les Jeunes Plumes), à Salonique, milite pour un « nationalisme linguistique » tout en restant ottomaniste. En août 1911, Yusuf Akçura fonde *Türk Yurdu* (La Patrie turque) qui rassemble un grand nombre d'immigrants turcs de Russie, et dont la revue du même nom est la première publication vraiment panturquiste. Cette association est remplacée par *Türk Ocağı* (Le Foyer turc) mais la revue perdure.

Certes l'idée d'un nationalisme turc n'est pas partagée par tous les intellectuels ottomans, loin de là. Par ailleurs, les théoriciens qui écrivent dans ces revues s'opposent parfois sur la compréhension de ce nationalisme, que certains estiment devoir servir l'État ottoman, tandis que d'autres veulent aller plus loin, vers le « touranisme ». Ils discutent également de la définition à donner à cette nation, certains voulant la faire reposer sur la culture et l'éducation, d'autres sur la notion de « race »<sup>31</sup>. En tous les cas, le débat sur la question est bien ouvert à la veille de la Guerre.

Sur le plan politique, le CUP, sous l'impulsion de l'idéologue du parti Ziya Gökalp, se rapproche des Foyers turcs<sup>32</sup>. En 1913 est créée la *Türk Bilgi Derneği* (La Société savante turque), liée aux Foyers, et officieusement patronnée par le Comité. Cette société publie une revue, la *Bilgi mecmuası* [La revue de la science]. Peu à peu, le nationalisme turc ne se limite donc plus seulement à la langue, mais devient politique, surtout après les guerres balkaniques. Parallèlement, l'anti-imperialisme revient à l'ordre du jour par l'intermédiaire d'un publiciste socialiste

<sup>29</sup> Voir Georgeon, François, « La montée du nationalisme turc dans l'État ottoman (1908 – 1914) ». In : *ibid.*, *Des Ottomans aux Turcs*, *op. cit.*, pp. 23 – 39, ici p. 26.

<sup>30</sup> Voir Arai, Masami, *Turkish Nationalism*, *op. cit.*

<sup>31</sup> Georgeon, François, « La montée du nationalisme turc », *op. cit.*, p. 31.

<sup>32</sup> Landau, Jacob M., *Pan-Turkism*, *op. cit.*, p. 42, et Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı ve Birinci Dünya Savaşı (1914 – 1918)*, *Propagandanın Milli Kimlik İnşasına* [La littérature turque et la Première Guerre mondiale (1914 – 1918). De la propagande à la construction d'une identité nationale], Istanbul, İletişim Yayınları, 2004, pp. 156 et suivantes.

venant de Russie et ayant vécu et publié en Allemagne : Alexander Helphand dit Parvus<sup>33</sup>, arrivé dans la capitale de l'Empire en 1910. Entré rapidement en contact avec les intellectuels jeunes-turcs, il a publié dans la presse unioniste comme le *Tanin* et dans les revues nationalistes<sup>34</sup>, notamment dans *Türk Yurdu*. Il s'intéresse surtout à l'influence économique des puissances sur l'Empire et exhorte les dirigeants ottomans à prendre des mesures pour créer une économie nationale. Lors de l'éclatement de la Première Guerre mondiale, Parvus prendra également parti pour l'entrée de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales.

Le CUP, par ailleurs, ne rejette pas complètement le panislamisme. À partir de janvier 1913, il finance une ligue panislamique à Istanbul dont le grand vizir Said Halim est nommé secrétaire général<sup>35</sup>. L'association compte des membres éminents, comme l'oncle d'Enver Halil bey [Kut]. À la veille de la Guerre, l'union des musulmans est mise en valeur par un certain nombre d'intellectuels. Ainsi, en 1913, Celal Nuri [İleri], journaliste de formation juridique<sup>36</sup>, publie une brochure intitulée *İttihad-ı İslam : İslamın mazisi, hali, istikbali* (« L'union de l'Islam : le passé, le présent et le futur de l'Islam ») dans laquelle il met en évidence la nécessité d'une union islamique contre l'agression européenne<sup>37</sup> et dans laquelle il défend la nécessité de l'appropriation des méthodes et de la technologie européenne tout en restant fidèle à l'esprit de l'islam<sup>38</sup>.

Ainsi, à la suite des guerres balkaniques, les dirigeants et les intellectuels ottomans sont de plus en plus sensibles aux arguments anti impérialistes et s'intéressent de plus près aux courants nationalistes et panislamistes. Ces changements, évidemment, ont des conséquences sur leur appréhension de la situation internationale.

<sup>33</sup> Voir Dumont, Paul, « Un économiste social-démocrate au service de la jeune Turquie ». In : *ibid.* (dir.) : *Du socialisme ottoman à l'internationalisme anatolien*, Istanbul, Isis, 1997, pp. 41 – 55.

<sup>34</sup> Karaömerlioğlu, M. Asım, « Helphand – Parvus and his Impact on Turkish Intellectual Life ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 40, n° 6, novembre 2004, pp. 145 – 165.

<sup>35</sup> Landau, Jacob M., *The Politics of Pan-Islam*, *op. cit.*, pp. 92 – 93.

<sup>36</sup> Voir l'annexe biographique.

<sup>37</sup> Voir Landau, Jacob M., *The Politics of Pan-Islam*, *op. cit.*, pp. 80 – 84.

<sup>38</sup> Ülken, Hilmi Ziya, *Türkiye'de Çağdaş Düşünce Tarihi*, Istanbul, Ülken Yayınları, 1998 (1<sup>ère</sup> éd. 1966), p. 405.

### 3. *Enver pacha : figure centrale et ambiguïtés du personnage*

« Mais je répète j'aime les Allemands non pas par sentimentalité, mais parce qu'ils ne sont pas dangereux pour notre chère patrie ; au contraire ils sont utiles et les intérêts des deux pays marchent et pourront marcher encore bien longtemps ensemble. Et je reviens sur mes disputes avec Hans, ce n'est pas le sentiment qui unit les nations, c'est l'intérêt. Toutes mes opinions personnelles n'ont rien à faire avec l'intérêt national (...)»<sup>39</sup>. »

#### *Remarques sur la personnalité d'Enver*

Le personnage d'Enver est lié à la question de l'entrée de l'Empire ottoman dans la guerre aux côtés des puissances centrales. En ce sens, l'historiographie a souvent expliqué cette question par le fait qu'Enver était sous l'influence de l'Allemagne. Même si cette vision, qui présente la politique d'Enver de manière réductrice, a été corrigée, il nous semble essentiel pour notre sujet de revenir sur « le cas Enver<sup>40</sup> », pour reprendre les termes de l'ambassadeur allemand.

Enver est né en 1881 à Istanbul, la même année que Mustafa Kemal (Atatürk). Il a grandi à Monastir, puis a poursuivi son éducation à l'école militaire d'Istanbul dont il est sorti en 1902 avec le grade de capitaine d'état-major. Nommé à la 3<sup>ème</sup> armée postée en Macédoine, il a rejoint en 1906, comme beaucoup d'autres officiers de cette armée, la Société ottomane de la Liberté fondée à Salonique, qui reprendra bientôt le nom de Comité union et progrès. Enver a alors été chargé de fonder un groupe à Monastir, où se trouvaient les quartiers généraux de la 3<sup>ème</sup> armée, et a effectué la liaison entre les deux comités<sup>41</sup>. Après avoir pris le maquis lors des révoltes qui ont mené à la révolution de juillet 1908, il est devenu l'un des « héros de la liberté ». Il a également participé à la libération d'Istanbul en 1909 sous le commandement de Mahmud Şevket pacha, puis a été envoyé en Allemagne comme attaché militaire où il est resté deux ans. Il est présenté par Şevket Süreyya Aydemir, auteur de la biographie la plus détaillée sur lui, comme étant un grand admirateur de l'Allemagne, de Guillaume II et de l'armée allemande<sup>42</sup>. Son séjour à Berlin reste cependant peu connu. Selon Aydemir, comme « héros de la liberté » et comme « possible leader militaire », il a eu droit à des égards particuliers de la part des autorités allemandes<sup>43</sup>, et a été reçu par le Kaiser. À part quelques lettres adressées à sa fiancée ou à sa sœur, nous disposons en ré-

<sup>39</sup> Lettre du 28 juillet 1911, citée in Hanioglu, M. Şükrü, *Kendi Mektuplarında Enver Paşa* [Enver pacha à travers ses lettres], Istanbul, DER Yayınları, 1989, p. 62.

<sup>40</sup> AA, *Türkische Staatsmänner, 1913 – 1915*, R 13798, Wangenheim au Ministère des Affaires étrangères, 1.11.1913, voir la citation complète plus loin.

<sup>41</sup> Zürcher, Erik J., *The Unionist Factor*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>42</sup> Aydemir, Şevket Süreyya, *Makedonya'dan Ortaasya'ya Enver Paşa* [Enver Pacha, de la Macédoine à l'Asie centrale], Istanbul, Remzi Kitabevi, volume I (5<sup>ème</sup> éd. 1995), II (7<sup>ème</sup> éd. 1999), III (5<sup>ème</sup> éd. 1999).

<sup>43</sup> *Ibid.*, vol. II, p. 202.

alité de très peu de témoignages d'Enver sur son séjour en Allemagne. Quoiqu'il en soit, Enver y a noué des contacts personnels, en particulier avec Hans Humann et avec sa sœur<sup>44</sup>.

De Tripolitaine, où il a été chargé d'organiser la résistance des Arabes, il a envoyé des lettres<sup>45</sup> à une amie allemande, dans un français parfois approximatif. Certaines de ces lettres ont été transmises à Ernst Jäckh, qui lui-même en a fait publier dans la presse dans le but de gagner l'opinion allemande à la cause ottomane durant la guerre de Tripolitaine. Pendant la Première Guerre mondiale, par ailleurs, un certain nombre d'entre elles, soigneusement choisies, seront publiées sous forme d'un ouvrage intitulé *Enver Pascha Um Tripolis* en 1918. Ainsi les partisans d'un rapprochement de l'Allemagne avec l'Empire ottoman ont contribué à faire d'Enver une légende<sup>46</sup>. Il faut dire que le personnage s'y prête, et toutes les sources s'accordent à le décrire comme un jeune homme beau, élégant, fin, qui comme certains s'en étonnent, reste fidèle à ses fiançailles avec l'une des très jeunes nièces du Sultan bien qu'il soit très courtisé en Allemagne. Pour parfaire le tableau, Enver, préoccupé par son image, n'hésite pas à porter la moustache à la manière de Guillaume II.

Dans ses lettres de Tripolitaine, Enver a exprimé sa colère vis-à-vis des puissances européennes contre lesquelles il s'est plaint de devoir combattre comme s'il était seul contre tous. Il a critiqué l'hypocrisie des puissances et dénoncé le fait que cette guerre fût apparue dans les journaux européens comme « une croisade du 20<sup>ème</sup> siècle dirigée vers l'islamisme (sic)<sup>47</sup> ». Il est également revenu sur la culture européenne qu'il a apprise à connaître en Allemagne et qu'il a comparée à

<sup>44</sup> Hans Humann, né à Izmir, était le fils d'un ingénieur allemand. Il a travaillé pour l'ambassade allemande à Istanbul, et a été attaché militaire pendant la Guerre.

<sup>45</sup> Hanioglu, Şükrü, *Kendi Mektuplarında Enver Paşa*, op. cit. L'historien Hanioglu, qui a eu accès aux archives personnelles de Ernst Jäckh conservées à l'Université de Yale, a retrouvé les lettres d'Enver écrites entre mars 1911 et septembre 1913. La plupart sont en français, certaines aussi en allemand. Elles présentent l'intérêt d'apporter des renseignements sur la personnalité d'Enver, et, pour notre sujet plus précisément, sur ses prises de position concernant l'Allemagne. La destinataire de ces lettres était probablement la sœur de Hans Humann.

<sup>46</sup> Voir Koloğlu, Orhan, « Enver Paşa Efsanesi'nde Alman Katkısı (1908 – 1913) – 1 » [La participation allemande à la légende d'Enver pacha]. In : *Tarih ve Toplum*, 78, 1990, pp. 15 – 22 et : « Enver Paşa Efsanesi'nde Alman Katkısı II. İslâm Dünyasını Alman Kültürü ile Harekete Geçirme ve Dr. Jaeckh » [La participation allemande à la légende d'Enver pacha II. Le monde musulman, la culture allemande et Dr. Jäckh]. In : *Tarih ve Toplum*, 79, 1990, pp. 49 – 56.

<sup>47</sup> Sur une analyse des lettres, voir Haley, Charles D., « The Desperate Ottoman : Enver Paşa and the German Empire – I ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 30, N° 1, Janvier 1994, pp. 1 – 51. Haley apporte une lecture originale des lettres d'Enver. Nous pensons toutefois qu'il se trompe lorsqu'il fait notamment remarquer qu'Enver utilise constamment le terme « turc » au lieu de « ottoman ». Enver écrivait ses lettres en français ou en allemand, deux langues dans lesquelles le mot « turc » était très courant.

la vie des Bédouins de Libye, qualifiant la civilisation européenne de « poison qui éveille<sup>48</sup> », d'une *Erkenntnis*<sup>49</sup> qui change tout.

En Tripolitaine, Enver s'est employé avec sérieux à sa tâche. Il a évoqué la province comme étant son « royaume », a appris aux Arabes le maniement des armes et s'est occupé des enfants qu'il voulait former « à l'ottomane », écrivant à son amie : « Je viens de renvoyer les petits écoliers qui ont fait leurs tirs réguliers de vendredi. Vous devriez voir comme ils travaillent bien, comme ils ont l'air martial avec leurs petits fusils. » Il précise qu'il a l'intention d'envoyer des enfants se former à Istanbul, ajoutant : « Ainsi pour l'avenir je prépare un bon élément pour la patrie. Ils deviendront les *Erbfeinde*<sup>50</sup> des Italiens. À ce point de vue j'ai tout bien préparé et même si je meurs ou si je suis forcé de quitter le pays tout marchera selon mon désir<sup>51</sup>. » Enver en réalité a fait avec les enfants arabes ce que les Allemands essaieront de faire quelques années plus tard, pendant la Première Guerre mondiale, avec les jeunes Ottomans. Extrêmement pragmatique, il s'engagera d'ailleurs personnellement pour l'envoi massif d'enfants et de jeunes en Allemagne<sup>52</sup>.

À travers ces lettres, nous découvrons donc un personnage déçu par la politique des puissances et fortement méfiant vis-à-vis de la culture occidentale, tout en jugeant son appropriation inévitable dans le temps. À propos des relations entre l'Empire et l'Allemagne, il a écrit de Tripolitaine que les deux pays étaient liés par une communauté d'intérêts. Par ailleurs, l'officier jeune-turc ne se montre pas, comme les généraux d'une génération plus âgée, un ardent défenseur du système politique ottoman, et estime que le régime allemand est le plus approprié, notant :

« Moi comme militaire je suis pour l'absolutisme de l'armée, et comme système gouvernemental pour une constitution modérée comme chez vous. Alors il faut écraser toutes les têtes moyennes (*mittelmässig*) qui désirent partager le pouvoir, comme un français disait très justement : 'Avant la république il y avait en France un seul despote, et maintenant il y en a des centaines parce que tous les députés veulent faire sentir leur pouvoir' (sic)<sup>53</sup> ».

Après les guerres balkaniques, Enver est rentré à Istanbul, où il a été nommé chef de l'état-major du 10<sup>ème</sup> corps d'armée<sup>54</sup>. Ainsi que le note Şevket Süreyya Aydemir, les dix-huit mois qu'il a passés en Tripolitaine l'ont marqué en ce qu'ils ont constitué sa première grande épreuve. Faisant presque immédiatement suite à son séjour à Berlin, cette expérience lui a permis de faire certes ses preuves, mais l'a aussi confronté de plein fouet à la *Realpolitik*.

<sup>48</sup> Cité in : Hanioglu, Şükrü M., *Kendi Mektuplarında*, *op. cit.*, p. 188. Comme nous l'avons précisé ci-avant, le français d'Enver est approximatif.

<sup>49</sup> Enver emploie le terme en allemand.

<sup>50</sup> « ennemis héréditaires ».

<sup>51</sup> Cité in *ibid.*, p. 189-190.

<sup>52</sup> Voir le chapitre sur la Première Guerre mondiale.

<sup>53</sup> Cité in *ibid.*, p. 175. On retrouve à nouveau ici l'idée de Mahmud Şevket pacha.

<sup>54</sup> Voir Zürcher, Erik Jan, *The Unionist Factor*, *op. cit.*, p. 55.

*Enver pacha et l'Allemagne*

Longtemps, l'historiographie a simplifié les événements précédant la Première Guerre mondiale en considérant que l'intérêt et l'admiration d'Enver pour l'Allemagne suffisaient à expliquer la présence de la mission militaire allemande à Istanbul en 1914, et surtout l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales. Aydemir note par exemple :

« Et comme l'on sait, Enver Pacha est un admirateur inconditionnel de l'Allemagne et de l'armée allemande. Le fait qu'il fût, à cet âge, ministre de la Guerre et chef de l'état-major, et qu'en plus il appartint au sérail en tant que *damad* du Sultan, soulevait des échos admirateurs dans la presse allemande, dans l'état-major allemand et particulièrement chez le Kaiser. D'ailleurs la première tâche d'Enver Pacha allait être d'agrandir la mission militaire et pour cela de conclure de nouveaux accords avec l'Allemagne (...)»<sup>55</sup>. »

Toutefois, les relations entre les autorités allemandes et Enver, après que celui-ci est nommé ministre de la Guerre au début de l'année 1914, sont tendues. Le Kaiser, notamment, a fortement condamné le coup d'État de 1913, durant lequel le ministre de la Guerre a été tué. Par ailleurs, Mahmud Muhtar Pacha, l'un des ennemis personnels d'Enver, a été nommé ambassadeur à Berlin<sup>56</sup>, et Guillaume II semble très bien s'entendre avec lui. Surtout, au-delà de cette querelle personnelle, la politique allemande de cette période est ambiguë, et le Kaiser semble soudain vouloir se rapprocher de la Grèce<sup>57</sup>.

Dans l'une de ses lettres datée du 17 août 1913, Enver écrit ainsi : « Je suis touché, chère amie, de la sympathie que l'Allemagne privée nous montre. Mais l'Allemagne officielle n'a pas les mêmes sentiments ! Quand même je prévois que l'Allemagne officielle finira aussi par nous être favorable pour sauvegarder son intérêt<sup>58</sup>. »

Wangenheim est conscient de ce problème, et note dans un rapport envoyé à la *Wilhelmstrasse*<sup>59</sup> : « Il est prévu qu'Enver bey vienne bientôt à Berlin pour se faire à nouveau opérer<sup>60</sup>. Cela me donne l'occasion de revenir encore une fois sur le 'cas Enver'. J'ai appris de source sûre qu'Enver continue à penser qu'il n'a pas mérité la disgrâce de Berlin. » Or, ajoute-t-il, « cet aspect ne peut nous laisser indifférents en ce qu'Enver, au cas où il reste en vie, va sans aucun doute jouer un grand rôle en Turquie, et que nous ressentirons alors son antipathie. » Ainsi, il recommande

<sup>55</sup> Aydemir, Şevket S., *Makedonya'dan Ortaasya'ya Enver Paşa*, vol. 2, *op. cit.*, p. 433.

<sup>56</sup> Voir Imhoff, Generalmajor z. D., « Mahmud Muhtar Pascha ». In : *Geist des Ostens*, 1<sup>ère</sup> année, n°10, janvier 1914. Mahmud Muhtar pacha ne restera en fait qu'un an à ce poste et sera remplacé par Mehmed Rifat pacha, puis par İbrahim Hakkı pacha.

<sup>57</sup> Weber, Frank G., *Eagles on the Crescent. Germany, Austria and the Diplomacy of the Turkish Alliance, 1914 – 1918*, Ithaca, Cornell University Press, 1970, p. 50.

<sup>58</sup> Cité in Hanioglu, Şükrü, *Kendi Mektublarında Enver Paşa*, *op. cit.*, p. 251.

<sup>59</sup> AA, *Türkische Staatsmänner, 1913 – 1915*, R 13798, Wangenheim au Ministère des Affaires étrangères, 1.11.1913.

<sup>60</sup> Enver souffrait en effet d'une infection de l'appendice.

« de tirer profit du séjour d'Enver à Berlin pour l'attirer à nouveau quelque peu vers nous. Ceci dit, il faudrait que ce rapprochement se fasse prudemment, de manière à ce qu'il ne paraisse pas intentionnel. » Insistant sur la nécessité de rester discret, il précise : « Le seul fait que des membres de l'ambassade se soient enquis de sa santé pendant sa grave maladie semble avoir éveillé sa méfiance, ainsi que j'ai pu en conclure d'une remarque légèrement ironique. »

L'ambassadeur souligne par ailleurs qu'un jeune frère d'Enver, du nom de Kâmil<sup>61</sup>, est parti à Berlin faire des études de physique, et ajoute : « D'après ce que je sais, il a l'intention d'étudier pendant cinq ans en Europe pour ensuite devenir fonctionnaire d'État dans le domaine de l'électricité, un poste qui est en ce moment occupé par un Arménien. Kâmil (...) s'est laissé convaincre d'aller à Berlin par le lieutenant capitaine Humann, commandant de la Loreley et ami d'Enver. Eu égard à de futures commandes, il serait bon d'attirer l'attention de l'industrie électrique sur Kâmil. Il habite chez un compatriote nommé Hakki qui travaille pour la Deutsche Bank. »

Ce détail est intéressant parce qu'il nous montre qu'Enver avait de solides contacts en Allemagne. Il semble aussi que Humann et Enver, dans le cadre de la politique nationaliste des unionistes, aient eu dès cette date pour projet d'élaborer un programme pour envoyer de jeunes Turcs en Allemagne étudier le génie civil et électrique afin de remplacer les Arméniens qui dominaient dans cette branche. Le frère d'Enver, Kâmil bey, a ainsi été l'un des premiers à partir, d'abord à Lausanne puis ensuite à Berlin pour qu'il ne subisse pas l'influence française. Humann lui fit par ailleurs rencontrer l'industriel Walther Rathenau<sup>62</sup>.

Dans un télégramme daté du 4 mars 1914<sup>63</sup>, Wangenheim attire une nouvelle fois l'attention des autorités allemandes, et du Kaiser en particulier, sur la nécessité de cesser de critiquer Enver, devenu entre temps ministre de la Guerre. Soulignant le fait que les représentants de Krupp n'ont pas été bien reçus par lui, il rapporte qu'il s'est renseigné auprès du grand vizir Said Halim pacha. Celui-ci lui a expliqué qu'Enver était irrité par les rapports de Mahmud Muhtar, son ennemi personnel, l'accusant de prendre plaisir à transmettre les critiques du Kaiser à propos d'Enver. Résumant les propos du grand vizir, Wangenheim note : « Ces déclarations touchent d'autant plus Enver qu'il a toujours été un grand admirateur de sa majesté l'empereur et un partisan convaincu de l'Allemagne. »

Pour les autorités allemandes, la nomination d'Enver comme ministre de la Guerre constitue une surprise, que l'attaché d'affaires Mutius exprime de la manière suivante<sup>64</sup> :

<sup>61</sup> Kâmil [Killigil] est le plus jeune frère d'Enver.

<sup>62</sup> Weber, Frank G., *Eagles on the Crescent*, op. cit., p. 137.

<sup>63</sup> AA, Das Verhältnis Deutschlands zur Türkei, juillet 1911 – juillet 1914, R 13749, 4.03.1914.

<sup>64</sup> AA, Türkische Staatsmänner, 1.07.1913 – 31.10.1915, R 13798, Mutius au ministère des Affaires étrangères, 9.01.1914.

« Le jour où j'ai rencontré pour la première fois Enver pacha lorsqu'il a été nommé ministre de la Guerre, j'ai été impressionné par son caractère engageant. Enver n'est pas seulement, dans la pleine force de ses 31 ans, un militaire brillant ; il est aussi d'une élégance mondaine, qui, liée à une modestie apparente, à une timidité juvénile, fait qu'il est une personnalité qui va exercer une certaine magie, en particulier sur les jeunes gens. Son courage personnel ne fait pas de doute. Il l'a confirmé dans les combats contre les Komitadjis macédoniens, contre les Italiens en Afrique du Nord et *last but not least* sur le sol révolutionnaire de Constantinople. La mesure qu'il a prise il y a quelques jours à propos de la mise à la retraite de 280 hauts officiers, parmi lesquels des hommes comme Şükri pacha, le défenseur d'Andrinople, et d'autres noms connus, a nécessité, au vu des circonstances ici, un courage comme sur un champ de bataille. »

D'ailleurs, note Mutius un peu plus loin, les médecins allemands qui l'ont soigné ont admiré sa tenue et son stoïcisme. Enver, poursuit-il, possède « un talent d'organisation prononcé et une volonté inflexible » ainsi qu'un « patriotisme rare en Turquie ». Selon Mutius, Enver « considère sa nomination au ministère de la Guerre comme un pas effectué en direction du pouvoir, peut-être même vers la plus haute fonction dans l'Empire turc » car, poursuit-il, « la situation intérieure et extérieure de la Turquie est telle qu'elle pousse presque automatiquement à la dictature ou à la chute. » Mutius rappelle ainsi que sans l'appui d'une autorité militaire, le comité est toujours tombé « à la manière d'un château de cartes », et que Mahmud Şevket pacha, « s'il avait été un autre homme, aurait pu devenir dictateur. » L'attaché présente également Enver comme étant plus fort que le CUP : « Si Enver est confronté à ce problème, je suis sûr qu'il ne capitulera pas devant le Comité. Froid, sans scrupule, décidé, il prendra le pouvoir », ajoutant : « Le destin de la Turquie a pris un tournant très critique depuis la nomination d'Enver comme ministre de la Guerre. » Au sujet de la mission militaire, il semble également qu'Enver ait critiqué sa présence dans une conversation menée avec Humann, en soulignant toutefois la nécessité de continuer à envoyer des officiers se former en Allemagne<sup>65</sup>.

Réaliste, Enver n'est donc ni « pro-allemand », ni au contraire « antiallemand » comme il a pu être affirmé<sup>66</sup>. Simplement, l'Allemagne est la puissance occidentale, européenne, qu'il connaît le mieux et qui a pu donc lui apparaître comme la puissance la plus « contrôlable ». La remarque du chargé d'affaires Mutius, qui précise dans l'un de ses rapports que la nomination d'Enver pacha comme ministre de la Guerre au début de l'année 1914 est, sur place, justifiée par le fait que « pour l'application des réformes que la mission militaire allemande introduira, une force jeune et énergique est nécessaire<sup>67</sup> » est peut-être à interpréter dans ce sens. Mutius ne précise pas qui lui a donné cette information, qui prend la forme,

<sup>65</sup> Weber, Frank G., *Eagles on the Crescent*, *op. cit.*, p. 37.

<sup>66</sup> Haley, Charles D., « The Desperate Ottoman... », *op. cit.*

<sup>67</sup> AA, *Türkische Staatsmänner 1.07.1913 – 31.10.1915*, R 13798 : « Ernennung Envers wird damit begründet, dass zur Durchführung der von der deutschen Militär-Mission einzuführenden Reformen eine jüngere durchgreifende Kraft als Kriegsminister erforderlich sei. »



*a posteriori*, d'un avertissement pour les autorités militaires allemandes. Ainsi, dès cette date, l'Allemagne a pu apparaître à Enver et à certains autres unionistes comme la puissance pouvant aider l'Empire ottoman sur le plan financier et technologique, tout en étant plus facilement contrôlable que les puissances de l'Entente. De la même manière que Mahmud Şevket pacha voulait nommer un général allemand pour contrôler l'armée, on peut penser qu'Enver Pacha était plutôt « pro-allemand » car ses contacts avec l'Allemagne, sa relative bonne connaissance du pays et de la langue allemande, ainsi que de l'armée et de l'état-major allemands, pouvaient lui permettre de mieux asseoir son pouvoir et de mieux contrôler tant les militaires allemands que le gouvernement et l'armée ottomane. C'est d'ailleurs ce qui arrivera : Enver deviendra un partisan convaincu de l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales. Il œuvrera avec succès en ce sens, parvenant, en bon politique, à convaincre Talat, Halil et Cemal<sup>68</sup>. Vis-à-vis des plus réticents, comme le grand vizir Said Halim ou le ministre des Finances Cavid bey, il saura aussi user d'arguments dissuasifs, comme la menace de démissionner. Sur ce point, il est indéniable qu'il a joué un rôle essentiel, même s'il est tout aussi évident que s'il n'avait pas été suivi, il n'aurait pas eu autant de marge de manœuvre.

Pour le moment, sur le plan idéologique, Enver, que Aydemir qualifie avant tout d'ottomaniste<sup>69</sup>, est néanmoins intéressé par l'activité des associations « turquistes » : il est le président d'un comité créé par *Genç Kalemler*<sup>70</sup>, soutient la revue *Türk Yurdu* et patronne l'association de scouts *İczi*<sup>71</sup>.

#### 4. L'accroissement de l'intérêt pour l'Allemagne à la veille de la Guerre

*Entre admiration et crainte : la persistance du regard français des Ottomans sur l'Allemagne*

En mai 1913, le professeur de géographie Faik Sabri bey<sup>72</sup> [Duran] tient à l'Université d'Istanbul une conférence sur l'Allemagne, publiée la même année avec une autre conférence du professeur Sati bey<sup>73</sup> sur le Japon, sous le titre « Büyük Milletler : Almanya ve Japonya » [Les grandes nations : l'Allemagne et le Ja-

<sup>68</sup> Ahmed Cemal, membre du Comité central, assumera pendant la Guerre le poste de commandement de la quatrième armée et de gouverneur de Syrie. Il est considéré comme faisant partie du « triumvirat ».

<sup>69</sup> Aydemir, Şevket S., *Makedonya'dan Ortaasya'ya Enver Paşa*, vol. 2, *op. cit.*, p. 490.

<sup>70</sup> Arai, Masami, *Turkish Nationalism*, *op. cit.*, p. 44. L'auteur ne précise pas à quelle date ce comité est créé, vraisemblablement en 1911/1912.

<sup>71</sup> Voir entre autre Landau, Jacob M., *Pan-Turkism*, *op. cit.*, p. 42.

<sup>72</sup> Faik Sabri bey sera professeur de géographie physique et professeur de géographie turque et musulmane à l'Université pendant la Guerre : voir *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 64.

<sup>73</sup> Il s'agit de Sati al-Husri, qui deviendra après la guerre un nationaliste syrien.

pon]. Dans ce texte de plus de vingt pages, Faik Sabri bey revient d'abord sur la situation de l'Allemagne au siècle passé, mettant en valeur le fait qu'elle était un pays pauvre, exposé à de nombreux troubles internes, sans unité nationale, pour ensuite aborder les raisons de son développement dans la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. L'ensemble de cette conférence rappelle fortement les idées des publicistes français de l'époque comme Jules Huret. On le remarque surtout aux analyses de la force des Allemands dans le domaine du commerce. Faik Sabri bey – citant d'ailleurs Georges Blondel<sup>74</sup> – met ainsi en évidence la capacité des Allemands à apprendre les langues étrangères et à connaître les conditions des pays avec lesquels ils ont des échanges commerciaux. L'influence française est également perceptible dans les détails livrés sur « l'Allemand », que Faik Sabri bey décrit comme étant « un peu lourd, peu enclin aux beaux-arts, sérieux, travailleur et modéré », avant de revenir sur l'éducation militaire qui règne en Allemagne. Il s'attarde également sur le fait que les Allemands aiment faire partie d'associations de toute sorte, qu'ils ont besoin de sentir qu'ils sont unis, et qu'ils surpassent toutes les nations dans leur respect de l'ordre. La réussite allemande, conclut-il, est donc due au sérieux avec lequel les Allemands travaillent et au plaisir qu'ils éprouvent à travailler. La conférence se termine sur les limites de l'économie allemande, qui encourt le risque de trop dépendre de ses importations en cas de protectionnisme, l'Allemagne ne possédant ni les richesses naturelles de l'Amérique, ni celles de colonies.

Quelques mois plus tard, dans la revue *İctihad*, Orhan Rıza publie un article intitulé « Medeni Irklar. Cermen Irki, Japon Irki » [Les races civilisées. La race germanique, la race japonaise]<sup>75</sup>, dans lequel il rappelle que la nation allemande s'est développée tardivement, en réaction contre la France. Après avoir souligné que les Allemands ne possèdent pas le caractère des peuples méridionaux, excités et violents, mais sont au contraire calmes, modérés et doux, avec un sens développé de la famille, Orhan Rıza note que les Allemands sont éduqués dans les écoles, les casernes et aussi par le gouvernement (qu'il qualifie de mélange entre une constitution et un absolutisme éclairé et juste), toutes institutions qui font se développer chez eux l'habitude de la droiture, de l'ordre et de l'obéissance, et de manière prononcée l'idée de collectivité et de participation collective (*fikir-i teaviin ve iştirak*). De cette manière, écrit-il, « de l'empereur jusqu'au citoyen le plus simple, chaque individu se considère comme l'artisan de l'œuvre commune » (*her ferd kendine eser-i müşterekin amesi göziyle bakıyor*). L'Allemagne est présentée comme une puissance stable dont l'impérialisme défie le monde anglo-saxon. Ainsi, met Orhan Rıza en valeur, le Reich constitue pour l'hégémonie de l'Angleterre une menace plus sérieuse que les États-Unis. Il est d'ailleurs avant tout une puissance militaire qui domine l'Europe par la paix armée, mais son économie en pleine crois-

<sup>74</sup> Georges Blondel (1856 – 1948), géographe et économiste, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Allemagne.

<sup>75</sup> *İctihad*, 8.01.1914 (26 kanun-i evvel 1329).

sance lui a aussi ouvert de nouveaux horizons. L'auteur revient ainsi sur les commis-voyageurs, chargés de comprendre les besoins des clients, et la déclaration de Bismarck selon laquelle les Français conquièrent d'abord et font ensuite du commerce, tandis que les Allemands suivent le drapeau du commerce. Ce principe, continue-t-il, lui a permis de pénétrer en douceur dans les pays étrangers et, par son influence économique, de se poser en protecteur spirituel et matériel comme en Chine et au Maroc. Ce texte est d'abord écrit sur un ton admiratif, notamment à propos du nationalisme allemand. Toutefois, l'auteur regrette que les idées de 1848 n'aient plus cours et dénonce l'agressivité de l'Allemagne de Guillaume II, concluant :

« La philosophie de 1848 n'existe plus en Allemagne. Déjà Nietzsche avait prévenu que l'Empire allemand détruirait l'esprit allemand. Le penseur du courant pangermaniste, Treitschke, n'a-t-il pas dit lui-même : « Au fur et à mesure que la civilisation progresse, son degré de spiritualité baisse ? ». Cette philosophie a fait place à une Allemagne avide [*mubteris*], matérialiste [*maddiyetperest*], impérialiste [*imperialist*], heureuse de faire trembler le monde... ».

Bien qu'il ne cite pas de références, l'article d'Orhan Rıza rassemble assez fidèlement les éléments de la représentation française de l'Allemagne, que nous commençons désormais à bien connaître et qui, toujours, oscille entre admiration et sentiment de menace, reconnaissance de la force de l'Allemagne et dénonciation de son agressivité. Nietzsche, lorsqu'il critique l'Allemagne impériale, est apprécié par les Français qui estiment que cet auteur est de leur côté dans l'opposition entre les deux nations<sup>76</sup>. Quant à l'historien nationaliste Treitschke, il nous paraît improbable qu'il soit connu et lu par les Ottomans à cette époque autrement que par le biais français<sup>77</sup>.

Par deux fois, dans la brochure *Büyük Milletler* et dans les articles d'Orhan Rıza, l'Allemagne et le Japon sont étudiés à la suite. Cela n'est certainement pas un hasard : le Japon, en effet, intéresse considérablement les Ottomans, qui admirent la manière dont ce pays a su se moderniser, s'occidentaliser sur le plan technique sans perdre pour autant sa propre culture<sup>78</sup>. Les Ottomans sont donc attentifs à la fois à un pays européen nouveau par rapport aux autres puissances et devenu incontournable sur la scène internationale et à un pays asiatique qui a réussi le compromis qu'eux-mêmes recherchent. Cette fascination pour le Japon continuera d'ailleurs sous la République kémaliste et, comme nous le verrons dans la suite de ce travail, le fait que le Japon fasse appel à des conseillers allemands servira parfois d'argument pour faire venir en Turquie des spécialistes allemands.

<sup>76</sup> Voir Digeon, Claude, *La crise allemande de la pensée française*, op. cit., p. 457.

<sup>77</sup> Comme nous le verrons par la suite, une série d'articles sur Treitschke paraîtra durant la Guerre dans le *Yeni Mecmua* [La nouvelle revue].

<sup>78</sup> Ainsi que l'a si brillamment montré Alain Roussillon, *Identité et modernité. Les voyageurs égyptiens au Japon (19<sup>ème</sup> – 20<sup>ème</sup> siècle)*, Paris, Actes Sud, 2005.

Pour connaître l'Allemagne, les Ottomans continuent donc à avoir recours à des publications françaises : au printemps 1914, la revue *İctibad* publie une série de traductions de l'ouvrage de Victor Cambon intitulé *L'Allemagne au travail*<sup>79</sup>. L'ouvrage est paru en France en 1909, où il a connu un grand retentissement<sup>80</sup>. Les traductions sont de Orhan Rıza, qui après avoir publié la préface et traduit un chapitre sur le développement de l'Allemagne depuis les 50 dernières années, fait paraître des extraits sur l'éducation spécialisée et les études professionnelles, ainsi que sur les universités techniques de Hanovre et de Dantzig. Orhan Rıza, dans l'introduction de sa traduction, présente l'ouvrage de Cambon comme expliquant les « secrets et les hautes sources de la nation germanique qui envahit le monde et dont les progrès et les résultats industriels sont devenus une légende dans le monde ».

### *Prendre ses distances avec la France ?*

Si le regard français sur l'Allemagne persiste, avec toutes ses contradictions, des voix commencent à dénoncer ce fait. En 1912 paraît ainsi dans *Le Mercure de France* un long article en langue française intitulé « Les Turcs à la recherche d'une âme nationale », traduit plus tard en turc et publié dans la revue *Türk Yurdu*. Dans ce texte, l'auteur – Joseph Nehoma qui signe du pseudonyme Pierre Risal – remet en cause les principes de l'ottomanisme, qu'il juge nuisibles aux Turcs. Il déplore également le fait que ceux-ci ne connaissent rien de leur culture et soient « à la remorque de la France », traduisant des romans français ou adaptant en turc la poésie française contemporaine<sup>81</sup>. Il regrette que beaucoup de jeunes gens turcs ne retiennent de la culture française que « le luxe, la légèreté, la blague », attitude qu'il qualifie de « singerie déraisonnable ». Ainsi, il souligne la nécessité de « répudier les idées humanitaires » en se référant aux penseurs français Le Bon et Fouillée<sup>82</sup> eux-mêmes, qui ont montré que ces « rêveries » ont mené la France au désastre de 1870, et se prononce pour un « éclectisme » : « À l'Europe empruntons sa science objective, son ardente et indomptable énergie, son goût de l'initiative, son sens pratique. Ce sont là choses d'excellent aloi, bonnes à prendre et qui nous mettrons vite en un rang envié parmi les nations<sup>83</sup>. »

<sup>79</sup> « Almanya İş Başında !... ». In : *İctibad*, 23.04.1914 (10 nisan 1330), pp. 9 – 13 ; 30.04.1914 (17 nisan 1330), pp. 36 – 39 ; 14.05.1914 (1 mayıs 1330), pp. 71 – 74 ; 25.06.1914 (12 haziran 1330), pp. 194 – 198.

<sup>80</sup> Digeon, Claude, *La crise allemande de la pensée française*, op. cit., p. 480.

<sup>81</sup> Cité in Landau, Jacob M., *Tekinalp, Turkish Patriot (1883 – 1961)*, Istanbul, Publications de l'Institut historique et archéologique néerlandais de Stamboul, 1984, pp. 72 – 73. Landau attribue ce texte à Tekin Alp, ce qui a été corrigé depuis.

<sup>82</sup> Le sociologue Gustave Le Bon a introduit en France les notions de psychologie collective, tandis qu'Alfred Fouillée est un philosophe « positiviste ». Tous deux, tombés aujourd'hui dans l'oubli, étaient largement connus à l'époque.

<sup>83</sup> Cité in Landau, Jacob M., *Tekinalp*, op. cit., p. 76.

C'est dans une perspective semblable qu'est traduite la brochure de Davis Trietsch *L'Allemagne et l'Islam, une étude de politique mondiale*<sup>84</sup>, ainsi que le montre la préface écrite en 1913 par Mustafa Suphi<sup>85</sup>. Cette traduction constitue le premier numéro de la collection *İfham*, dont le nom a aussi désigné l'organe de presse d'un parti d'opposition à la politique unioniste formé un an auparavant, en 1912, et dont on suppose que Yusuf Akçura a été l'un des membres fondateurs<sup>86</sup>. Mais en mars 1913, Mustafa Suphi écrit dans la préface en question que l'*İfham* puis la revue qui a succédé *Vazife* ont cessé de paraître. La traduction en ottoman, peut-être pour cette raison, ne sera éditée qu'en 1915. Pour notre sujet il faut cependant noter que la préface a été écrite à la veille de la Guerre.

Le propos général de l'ouvrage de Trietsch<sup>87</sup> (en réalité un recueil d'articles écrits avant et pendant la guerre de Tripolitaine) est un plaidoyer en faveur d'une alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman. Trietsch met en valeur que l'Allemagne a des intérêts très forts dans le monde musulman, et qu'elle peut ce faisant s'appuyer sur les Juifs qui émigrent en Palestine, parmi lesquels les germanophones sont de plus en plus nombreux. En général, les arguments avancés diffèrent peu de ceux de Jäckh, de Grothe ou de Rohrbach. Toutefois, l'auteur insiste plus que ces derniers sur l'importance du panislamisme, et considère que l'Allemagne a intérêt à avoir des relations étroites avec l'Empire ottoman parce que de lui justement dépend la possibilité de réaliser une union des pays musulmans. Il montre entre autres que ces pays constituent un marché potentiel énorme pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Dans la préface, Mustafa Suphi met en valeur le fait que les publications ottomanes se concentrent en général sur des œuvres historiques, romantiques ou, plus rarement, des romans réalistes. Les quelques « œuvres sérieuses » qui sont retenues sont, écrit-il, « toujours traduites du français ». Pourtant, continue-t-il, « ceux qui s'intéressent aux ouvrages occidentaux savent bien que les ouvrages importants qui ont trait à l'Orient sont pour la plupart de langue anglaise et allemande ». Surtout, souligne-t-il, « les orientalistes, les archéologues, les hommes politiques, les diplomates allemands ont toujours analysé et suivi avec attention et d'un regard averti l'Orient, et en particulier le Proche-Orient ».

<sup>84</sup> Trietsch, Davis, *Deutschland und der Islam, op. cit.*, traduit en ottoman sous le titre *Almanya ve İslam*, Istanbul, İfham Matbaası, 1331 (1915).

<sup>85</sup> Mustafa Suphi est surtout connu comme étant le fondateur du parti communiste. Sous la période jeune-turque, il a étudié à Paris, a été le correspondant du *Tanin* et a fait partie, jusqu'en 1912, du Comité union et progrès. Il sera banni d'Istanbul après l'assassinat de Mahmud Şevket pacha, c'est-à-dire peu de temps après avoir écrit la préface dont il est question. Voir l'annexe biographique.

<sup>86</sup> Ce parti était nationaliste, opposé à l'ottomanisme, et influencé par les courants socialistes. Voir Georgeon, François, *Aux origines, op. cit.*, p. 42.

<sup>87</sup> Davis Trietsch (1870 – 1935) était un publiciste juif engagé dans la cause sioniste, directeur de revues telles que *Ost und West, Illustrierte Monatschrift für modernes Judentum*, ou *Palästina, Zeitschrift für die kulturelle und wirtschaftliche Erschliessung des Landes*.

En fait, le recueil d'articles de Trietsch est plutôt un ouvrage de propagande destiné à des lecteurs allemands. Faute de renseignements, nous ne pouvons ici qu'émettre des hypothèses sur les raisons pour lesquelles la collection *İfham* projette en 1913 de publier cette traduction. Comme l'annonce Mustafa Suphi, il s'agit avant tout de faire connaître d'autres publications que les publications françaises. Par ailleurs, la brochure de Trietsch peut toucher les Ottomans musulmans, en ce qu'elle qualifie l'Empire de grande puissance et qu'elle met en évidence l'importance du monde musulman et celle de l'élément turc dans l'Empire. Elle critique également fortement la politique des puissances de l'Entente, à un moment où domine chez bon nombre d'intellectuels ottomans le sentiment que celles-ci ne peuvent que nuire à l'Empire. Mais son auteur présente tout aussi ouvertement l'Empire ottoman et le monde musulman comme un immense marché pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et parle même de la possibilité d'en faire un Hinterland. La publication de cette brochure pourrait apparaître comme le souci d'informer les Ottomans des projets allemands. Mais il ne semble pas que ce soit le cas ici. Le fait est qu'elle sera publiée pendant la Guerre, ce qui montre bien qu'en réalité, comme nous allons le voir, le projet allemand de faire de l'Empire un marché de matières premières ne choque pas les nationalistes, qui préfèrent retenir que l'Allemagne est la seule puissance favorable au renforcement de l'Empire.

Les « Conversations polaires » (*Kütüb Musahabeleri*) publiées par le journaliste Celal Nuri en 1915 à la suite d'un voyage effectué deux ans auparavant en Russie et dans les pays scandinaves, qui l'a mené également pour quelques jours à Berlin<sup>88</sup>, constituent un exemple intéressant du regard nouveau que posent certains intellectuels sur l'Allemagne. À propos de Berlin, Celal Nuri rapporte qu'il a essentiellement éprouvé un sentiment de honte et de tristesse en observant tout à la fois la propreté des rues, la richesse de la ville, le degré de développement technologique (des automobiles aux usines en passant par l'électricité), la satisfaction des habitants et le développement des arts, notant :

« Durant quelques minutes, je regarde, troublé, de la Porte de Brandebourg à l'avenue *Unter den Linden*, l'artère la plus ordonnée, la plus géométrique et la plus propre du monde. Les automobiles passent à grande vitesse. Les gens sont incroyablement vivants et ont l'air heureux. La ville fonctionne comme une machine construite de la façon la plus moderne. Dans les magasins règne une grande activité. Tout est neuf, tout est propre<sup>89</sup>. »

L'auteur compare également l'état des soldats allemands, « grands de deux mètres », avec les soldats ottomans « fatigués et fluets », admire la force et le sérieux des femmes allemandes et trouve « révoltant de boitiller comme un lourdaud incapable dans cette Mecque du progrès. » Il ajoute encore : « Je souffre le martyr dans ce pays magnifique dans lequel j'étais pourtant venu pour apprendre et pour

<sup>88</sup> Voir Böer, Ingeborg, *Türken in Berlin 1871 – 1945*, op. cit., p. 117.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 118.

me divertir<sup>90</sup>. » Celal Nuri a également l'occasion de visiter Potsdam, ce qui lui donne l'occasion de revenir sur la déposition du sultan après la révolution, qu'il qualifie d'erreur. Potsdam lui apparaît comme le symbole d'une monarchie jeune et puissante, où l'héritage de Frédéric le Grand est encore clairement perceptible. Ainsi, précise-t-il, même si Versailles est plus riche que Potsdam, le palais de Louis XIV n'est pas vivant, tandis que Potsdam l'est encore. En ce sens, la France représente le passé, l'Angleterre le présent, et l'Allemagne l'avenir : « Dans cette perspective, le peuple des Germains mérite quelque attention. Il dispose d'une volonté de fer. Les Allemands ont presque tous l'âge de prendre les armes. C'est la raison pour laquelle l'Europe va rester encore 30 ou 50 ans sous l'influence germanique<sup>91</sup>. » À la fin de son séjour, il découvre aussi les lieux de distraction berlinois, qui lui donnent l'occasion de regretter le fait que des femmes doivent se vendre. Celal Nuri consacrera d'ailleurs un ouvrage à la question de la place de la femme dans la société en 1915, intitulé *Kadınlarımız* [Nos femmes]<sup>92</sup>, dans lequel il soulignera la nécessité de l'émancipation des femmes en accord avec l'Islam.

Les observations de Celal Nuri sont représentatives des idées que les intellectuels commencent à développer à cette date : l'Empire ottoman doit de toute urgence se moderniser, et l'Allemagne constitue un modèle approprié, car elle est un pays jeune et fort, au contraire de la France, qui apparaît de plus en plus comme une puissance passée. Toutefois, la mise en valeur de l'Allemagne comme puissance industrielle est liée, sur le plan culturel, à sa mise en valeur comme nation ayant sa propre identité. Ces idées correspondent à la manière dont les intellectuels envisagent de plus en plus l'occidentalisation, et qui consiste en l'appropriation de la technique et de la science européennes tout en préservant la culture musulmane, ou turque.

Sur le système éducatif allemand, la revue *İctihad* publie le 23 avril 1914<sup>93</sup> un article dont on pourrait traduire le titre par « L'éducation et la formation » (*Adam yetiştirmek* étant une expression qui signifie à peu près « développer les facultés intellectuelles de quelqu'un », « faire de quelqu'un quelque chose »). Cet article est signé Hasan Sermed<sup>94</sup>. Le propos de l'auteur est de mettre en valeur l'importance de l'éducation en Allemagne. Ainsi, il souligne que Bismarck est le premier à avoir dit que l'union de l'Allemagne, et sa victoire sur la France, était due aux instituteurs, ce qui, précise-t-il dans un long développement, signifie en réalité que la force de l'Allemagne provient du développement de sa science, répandue dans le peuple grâce aux écoles. Dans la même perspective, il écrit que si les trois grands hommes de l'Allemagne, le Kaiser, Bismarck et von Moltke, avaient été privés du

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 119.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 120.

<sup>92</sup> Ülken, Hilmi Ziya, *Türkiye'de Çağdaş Düşünce Tarihi*, op. cit., pp. 401 – 403.

<sup>93</sup> *İctihad*, 23.04.1914 (10 nisan 1330).

<sup>94</sup> Cet auteur était professeur à la faculté de Littérature et proche de Ziya Gökalp. Voir Ülken, Hilmi Ziya, *Türkiye'de Çağdaş Düşünce Tarihi*, op. cit., p. 332.

secours de ce peuple éduqué, ils n'auraient jamais pu mener le pays à la victoire. Il revient ensuite sur le fait que Moltke a servi dans l'Empire ottoman, mais que les Ottomans n'ont pas su en tirer profit et n'ont pas pu suivre ses conseils car ils ne possédaient pas le savoir nécessaire pour cela : « Quel profit en avons-nous tiré ? Aucun. Nous n'avons pas suivi le chemin qu'il nous a montré ni accepté ces conseils (...) Nous les avons même refusés, méprisés. » Ainsi, il critique ses compatriotes qui n'ont pas vu que Moltke était un génie auquel tout le monde s'adresse en Allemagne. D'ailleurs, il précise que les Ottomans n'ont profité d'aucun des généraux allemands présents dans l'Empire « car nous n'étions pas prêts sur le plan de la science. » Après s'être attardé un moment sur le manque de connaissance dans les domaines de la géométrie et de l'arithmétique, il revient sur les raisons du manque d'éducation dans l'Empire ottoman, dénonçant le fait qu'il n'y ait pas dans l'Empire de professeurs comme ceux qui ont éduqué la nation allemande entre 1840 et 1870 et qu'il n'y ait pas non plus de moyens, de méthode ni même d'intérêt pour former ces professeurs. Il critique enfin longuement et sévèrement l'insuffisance du système scolaire.

Dans cet article, l'Allemagne est prise comme référence pour montrer que l'éducation du peuple est essentielle, et que la guerre contre la France a été gagnée pour cette raison. L'auteur estime aussi que les missions militaires allemandes n'ont pas apporté de résultats probants à cause du manque d'éducation des Ottomans. Il s'agit certainement d'un des derniers articles aussi critiques avant la mise en place de la censure sur la presse quatre mois plus tard<sup>95</sup>.

### *L'intérêt pour le nationalisme allemand*

Souvent, l'historiographie a souligné que les théoriciens du panturquisme étaient pro-allemands<sup>96</sup>, sans toutefois en expliciter les liens – encore très ténus – et sans peut-être assez faire la distinction entre la période de l'avant-guerre, au moment où rien de concret n'indique que l'Empire ottoman va devenir l'allié de l'Allemagne, et la période de la Première Guerre mondiale, durant laquelle les panturquistes participeront activement à la propagande de guerre et s'intéresseront de manière plus précise à l'Allemagne. Pour le moment, il est vrai que les panturquistes ont une vision positive de l'Allemagne, comme nous avons commencé à le voir avec Yusuf Akçura. Sensibles à la réussite exemplaire de l'Allemagne, certains cherchent à en comprendre la spécificité, par rapport le plus souvent à la culture française.

<sup>95</sup> Voir Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı ve Birinci Dünya Savaşı*, op. cit., p. 55 et suivantes. Voir aussi Karabekir, Kâzım, *Birinci Cihan Harbine Nasıl Girdik ?* [Comment sommes-nous entrés dans la Première Guerre mondiale?], volume 2, Istanbul, Emre Yayınları, 1995 / 2000.

<sup>96</sup> Voir par exemple Landau, Jacob M., *Pan-Turkism*, op. cit., p. 43.



Dans le troisième numéro de la revue *Bilgi Mecmuası*<sup>97</sup>, l'un des panturquistes les plus connus, Tekin Alp, fait paraître un article intitulé « Almanlarda İçtimai Hayat : Alman Mütéalimlerinin Yaşayışı » [La vie sociale chez les Allemands : la façon de vivre des étudiants allemands]<sup>98</sup>, dans lequel il exprime sa profonde admiration pour le mouvement national allemand en décrivant les « *Verbindungen* », ces associations estudiantines qui s'étaient développées au début du 19<sup>ème</sup> siècle<sup>99</sup>.

Né en 1883 à Serrès dans une famille juive orthodoxe sous le nom de Moïse Cohen<sup>100</sup>, Tekin Alp avait étudié à Salonique, en menant d'abord des études pour devenir rabbin puis en se tournant par la suite vers le droit. Parallèlement, il avait commencé à écrire des articles, sur le socialisme notamment, et était devenu franc-maçon durant cette période. Il avait également participé au congrès sioniste de Hambourg en 1909 mais s'était opposé à l'idée d'un foyer juif en Palestine. À partir de 1908, il était devenu actif au sein du Comité union et progrès, même s'il n'en avait jamais pénétré le noyau dur. Il s'était alors consacré à la rédaction d'articles promouvant la fraternité entre les Juifs et Turcs. Après la conquête de Salonique par les Grecs en 1912, il avait passé quelques mois à Vienne avant de s'installer à Istanbul. Parlant couramment le turc, le français, l'allemand et le judéo-espagnol et connaissant aussi l'hébreu, l'anglais, le grec moderne et l'italien, il enseignera pendant la Guerre le droit et l'économie politique à l'Université, s'investira dans l'exportation du tabac et continuera parallèlement son activité intellectuelle en entretenant des contacts avec Ziya Gökalp et Celal Sahir, en rédigeant des articles pour les revues turquistes, telles que *Türk Yurdu* ou *Yeni Mecmua*, et en publiant une revue hebdomadaire économique, *İktisadiyat Mecmuası*, organe de l'Association économique (*İktisat Derneği*) qu'il fondera en 1916. Après la Guerre, il deviendra un partisan convaincu de Mustafa Kemal et prendra le nom de Munis Tekinalp, Tekin Alp étant son nom de plume.

Tekin Alp, comme la grande majorité des intellectuels de l'époque, a d'abord soutenu la révolution jeune-turque et l'idée de l'ottomanisme, pour ensuite s'intéresser à la question du nationalisme turc et du panturquisme, dont il développera sa vision en 1914 – certainement juste après l'entrée de l'Empire ottoman dans la guerre<sup>101</sup> – dans un ouvrage intitulé : *Türkler bu muharebede ne kazanabilir-*

<sup>97</sup> Sur cette revue, voir Toprak, Zafer, « Türk Bilgi Derneği (1914) ve Bilgi Mecmuası » [La Société savante turque et la Revue de la science]. In : İhsanoğlu, Ekmelddin (dir.), *Osmanlı İlmî ve Mesleki Cemiyetleri* [Les associations scientifiques et professionnelles ottomanes], Istanbul, Edebiyat Fakültesi Basımevi, 1987, pp. 247 – 254. Voir aussi Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı ve Birinci Dünya Savaşı*, op. cit., pp. 158 – 159.

<sup>98</sup> In : *Bilgi Mecmuası*, n° 3, 1329 (1913). Dans le numéro suivant, il publie un article intitulé « Almanlarda İçtimai Hayat : Askeri Yaşayışı » [La vie sociale chez les Allemands : la façon de vivre des militaires].

<sup>99</sup> Voir Richard, Lionel, *La vie quotidienne sous la République de Weimar*, Hachettes Littérature, Paris, 1983, p. 177.

<sup>100</sup> Sur sa vie, voir Landau, Jacob M., *Tekinalp*, op. cit.

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 10.

*ler ? Büyük Türklük : en meşhur Türkçülerin mütalaatı* [Que peuvent gagner les Turcs dans cette guerre ? Le panturquisme : opinions des panturquistes les plus célèbres], qui sera traduit en allemand un an plus tard<sup>102</sup>.

Pour l'heure, l'article de Moïse Cohen paru en 1913 concerne la vie estudiantine allemande. Ce sujet, explique-t-il, semblait étrange et sans signification particulière il y a encore deux ou trois ans. Soulignant que dans l'Empire ottoman, les étudiants n'ont pas de façon de vivre particulière, il précise qu'il n'y a pas en ottoman de mot pour les désigner, le terme « *talebe* » étant employé autant pour nommer les enfants des écoles primaires que les « messieurs barbus qui portent des redingotes » des écoles supérieures. Abordant ensuite les réflexions des intellectuels sur le nationalisme, il précise qu'au moment de la révolution, ceux-ci ont d'abord vécu une « période de tâtonnement » (en français dans le texte). Après avoir poursuivi comme but l'unification des nations vivant dans l'Empire ottoman, ils se sont tournés, selon l'auteur, vers l'idéal du panislamisme, pour finalement adopter l'idéal du nationalisme (*kavmiyetperverlik mefkuresi*), ce que Tekin Alp date de deux ans (en 1911 donc, au moment de la guerre de Tripolitaine). Cet idéal, relève-t-il, a été fortement critiqué à l'intérieur comme à l'extérieur, et l'est encore, la plupart le considérant comme une catastrophe pour le sultanat. Mais il affirme que parmi les intellectuels turcs, les opposants à ce courant constituent désormais une exception, les Turcs ayant acquis un « esprit national » (*bir ruh-u milli*) et une « conscience nationale » (*bir vicdan-ı milli*) qui va bientôt dominer la vie turque.

Toujours selon l'auteur, une « vie sociale », une « sociabilité » pourrait-on traduire (*bir topluluk hayatı*), a commencé à naître parmi les étudiants et va se renforcer au fur et à mesure, car même si les organisations étudiantes en sont encore à l'état embryonnaire, « l'important est l'existence d'une conscience nationale ». Or, souligne-t-il, ce sont les étudiants qui sont les réels porteurs du drapeau de la conscience nationale, et en ce sens, l'étudiant turc est « la lueur d'espoir du futur ».

Tekin Alp aborde ensuite le rôle de l'université en Allemagne, et celui de Fichte, estimant que les étudiants turcs se trouvent dans la même situation que les étudiants allemands cent ans auparavant. Cependant, précise-t-il prudemment, il ne s'agit pas « de présenter la vie estudiantine allemande comme celle à laquelle doivent se conformer les étudiants turcs ni d'imiter les étudiants allemands à la manière des singes », mais seulement de donner un exemple social (*ictimai bir misal*) dont il est possible de tirer profit. Pour l'auteur, il reste chez les étudiants allemands des traces de l'influence de Fichte, dont la principale est « l'extrême patriotisme » (*ıfırat derecede hubb-i vatan*). En France, des courants hostiles au patriotisme comme l'internationalisme et le socialisme dominent une grande partie de la jeunesse, ce qui, estime-t-il, est impossible en Allemagne. Pour comprendre cette caractéristique, poursuit-il, il ne faut pas chercher à l'université mais en dehors, là où les étudiants s'amusent, dans les *Kneipe*, différents des lieux comme le

<sup>102</sup> Sous le titre : *Türkismus und Pantürkismus*, Weimar 1915.

Quartier Latin, ajoutant : « nous surprendrons difficilement les Allemands dans un cercle aux manières légères ». En Allemagne, continue-t-il dans un long développement, les étudiants boivent des bières dont les verres portent les armoiries du pays. Ils apportent les drapeaux des partis auxquels ils appartiennent. Tandis que dans un autre pays, ces réunions prendraient tout de suite un caractère de désordre, dans ces *Kneipe*, chacun s’amuse sans jamais nuire au bon ordre, car les Allemands sont disciplinés et ont reçu une éducation militaire. Ainsi, même lorsque les étudiants allemands s’amusent et boivent, ils restent avant tout patriotes. Ils chantent des chansons tirées d’un recueil (*Kommersbuch*), qui ne sont pas des chansons d’amour comme habituellement mais des chansons patriotiques, s’intéressant de près à ces textes qui contiennent « l’expression de l’esprit allemand ». Certaines de ces chansons, poursuit-il, évoquent aussi l’amour, mais la morale y est toujours présente. Il aborde ensuite la manière dont les étudiants allemands se comportent avec les femmes, mettant en valeur qu’à l’inverse des Italiens ou des Français, les Allemands ne tombent pas amoureux de « femmes légères », qu’ils méprisent, à l’instar de Schopenhauer. Pour l’auteur, les pensées contenues dans ces chansons contiennent une tristesse qui n’existe pas ailleurs. En ce sens, il insiste sur la mélancolie et la profondeur de ces textes, qui montrent « les sentiments profonds et glorieux de l’âme allemande ». L’auteur conclut, en bon social-darwiniste : « Ainsi, ces nations élevées de cette manière sont telles qu’elles ont un droit à la vie. »

Cet article s’inscrit dans la préoccupation des panturquistes de forger une conscience nationale turque chez les jeunes gens. Tekin Alp se montre attentif à la vie estudiantine allemande, en mettant en valeur l’organisation des étudiants en corporations. L’intérêt de ce texte réside également dans le fait que Tekin Alp aborde le rôle de Fichte et compare la situation des étudiants turcs à celle des étudiants allemands cent ans auparavant. Les chansons que Tekin Alp évoque témoignent de la redécouverte des légendes du Moyen Âge et de la littérature populaire. Elles ont été écrites après le mouvement de 1813 dirigé contre Napoléon, et ont constitué en réalité « un mythe créé après coup<sup>103</sup> ». La manière dont Tekin Alp détaille les réunions estudiantines indique qu’il y a pris part au moins une fois. Il resterait bien sûr à déterminer comment l’auteur s’est retrouvé dans ces *Kneipe* et avec quels milieux il était en contact. Dans le détail, l’article s’attarde beaucoup sur la manière dont les étudiants se comportent. Patriotisme, ordre, discipline sont les mots qui reviennent le plus souvent, comme dans la majorité des articles ou des ouvrages qui concernent l’Allemagne, mais cette fois avec une admiration réelle.

La parution en 1913 d’une brochure intitulée *Almanya nasil dirildi ?* [Comment l’Allemagne s’est-elle relevée ?] mérite également que l’on s’y arrête. Il s’agit en fait de la traduction d’un article intitulé « Comment l’Allemagne se prépare à la guerre (La préparation de la lutte économique par l’Allemagne) », écrit par Antoine de

<sup>103</sup> Rovan, Joseph, *Histoire de l’Allemagne*, Paris, Seuil, 1994, p. 447.

Tarlé, un officier français qui a publié des articles dans *l'Echo de Paris*. Le traducteur, Recâi, fait précéder cette parution d'une longue préface. Malgré le fait que nous n'avons pas trouvé d'informations sur cette personne, la préface présente un intérêt certain. Recâi y lance un appel aux « intellectuels ottomans » (*osmanlı mütefekkirine*) pour mettre en place une littérature « patriotique » (*vatanperverâne*). Selon lui, les ouvrages publiés depuis la fin de l'ancien régime ont consisté en « badinages », en « disputes personnelles », en « échanges d'insultes », et même en des choses « immorales ». Or, souligne l'auteur, les intellectuels ottomans, en particulier les écrivains et les poètes, devraient se mettre au service de la nation. Celle-ci, en effet, ne connaît pas le gouvernement actuel, ne sait pas ses besoins, connaît peu les « sentiments patriotiques et nationaux » (*hissiyat-ı vatanperverâne ve milliyé*), elle a perdu le sentiment du sacrifice à cause des longues tyrannies. Elle est incapable de faire la différence entre « l'intérêt général et l'intérêt privé », et ne connaît pas « ses nouveaux devoirs ». C'est pourquoi, continue l'auteur, il faut écrire encore et toujours « avec une langue de tous les jours » ces deux idées, ces deux sentiments, que ce soit dans des poèmes en vers ou en prose, dans des articles, des romans, des pièces de théâtre. Les écrivains et les scientifiques, écrit-il, ne doivent pas se contenter de critiquer, ils doivent se sacrifier. Deux choses sont urgentes : des écoles patriotiques (*vatanperver mektebler*) et une littérature patriotique (*vatanperver edebiyat*). Or, écrit-il, personne n'ignore que l'Allemagne s'est relevée grâce à ces deux éléments. Et c'est la littérature qui pourra convaincre la nation et le gouvernement de développer des écoles. Les intellectuels doivent donc d'une part s'adresser au gouvernement pour le supplier de panser les blessures de la nation, et d'autre part apprendre à la nation ce dont elle a besoin, comment elle doit travailler, comment elle doit s'adresser au gouvernement pour obtenir ce dont elle a besoin. L'auteur poursuit en soulignant qu'il a toujours été persuadé du rôle de la littérature, et que la lecture d'un article d'une revue française (dont il ne précise pas le nom), intitulé « comment l'Allemagne se prépare à la guerre » lui a procuré une joie immense parce qu'il a pu y retrouver ses idées. En effet, met-il en valeur, l'article montre que la Prusse, après avoir été anéantie par Napoléon, s'est relevée grâce à ses écrivains. Les Français avaient tout détruit sauf « l'esprit de la pensée » (*ruh-ı tefekkür*). Dans cette situation, les intellectuels allemands ont su s'unir pour sauver la nation. C'est pour cette raison, explique-t-il, que les intellectuels ottomans doivent mettre en place un programme pour éduquer la nation, l'éducation de l'armée n'étant pas suffisante pour acquérir des victoires. Il est nécessaire, insiste-t-il, d'utiliser une « langue simple » pour pénétrer le cœur de la nation. Il propose donc la création d'une « commission des œuvres nationales » qui classerait les œuvres destinées au gouvernement ou à la nation. Il faut aussi des œuvres s'adressant à l'Europe, qui méprise la culture musulmane, en particulier arabe. Et il ne faut pas non plus, précise-t-il, oublier la valeur de la civilisation des Turcs et du Touran. Ainsi, conclut-il avant de passer à la traduction de l'article, les Ottomans doivent redécouvrir leur civilisation, et il relève du devoir des intellectuels de la révéler à la nation.

Il est intéressant de noter que la traduction de l'article français, qui a pour sujet le nationalisme allemand, sert de prétexte au traducteur pour écrire une longue préface justifiant la nécessité d'élaborer un programme pour mettre en place une littérature nationale, c'est-à-dire dans son esprit turque et arabe, non seulement pour le bien de l'Empire, mais aussi pour montrer aux Européens la valeur de la culture ottomane. Ici, un intellectuel trouve en l'Allemagne un exemple probant du rôle que les écrivains ont à jouer dans la mise en place d'une conscience nationale ottomane musulmane.

On le voit, les Ottomans qui s'intéressent à l'Allemagne l'abordent de diverses manières : certains épousent le point de vue français, d'autres estiment qu'il est temps de mieux connaître ce pays et sa culture, d'autres encore commencent à le citer en exemple pour le nationalisme ou le patriotisme, turc ou ottoman. Tous le font en réponse à un sentiment d'urgence par rapport à la situation de l'Empire. Pour notre sujet, on peut donc noter que l'intérêt pour l'Allemagne va croissant. Mais il est nécessaire de ne pas exagérer l'attraction des intellectuels panturquistes pour l'Allemagne. Sans doute, ces intellectuels éprouvent quelque sympathie pour ce pays et ont envie d'en savoir plus. Mais en réalité, la culture allemande ne constitue pas une référence de premier ordre. Ainsi, la revue *Türk Yurdu* ou la revue fondée en 1913 *Halka Doğru* [Vers le peuple] par exemple consacrent très peu d'articles à l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale.

### 5. La poursuite des relations militaires : la mission militaire *Liman von Sanders*

« Lorsqu'il devint nécessaire de faire venir une mission étrangère dans le domaine militaire, il s'imposa de faire appel à l'Allemagne. Car on ne pouvait oublier les Moltke et les von der Goltz. Il était reconnu du monde entier que les Allemands possédaient une grande autorité dans le domaine militaire (...)»<sup>104</sup>.

« Nous avons été vaincus lors de la dernière guerre contre la Russie, à un moment où nous avons adopté la méthode militaire française. Avant cela, nous avons vécu la défaite des Français contre les Allemands. Ces événements nous ont effrayés, nous avons changé de méthode. Nous avons choisi la méthode allemande. Cela a été une erreur... On ne peut pas changer de méthode militaire comme d'uniforme. Mais ce serait désormais plus qu'une erreur de changer à nouveau les principes sur lesquels se fonde notre éducation militaire depuis 30 ans (...). Qu'on le veuille ou non, nous devons nous adresser à l'Allemagne, nos véritables intérêts et notre but l'exigeaient<sup>105</sup>. »

Après les défaites de l'armée ottomane dans les guerres balkaniques, le travail des militaires allemands avait été sérieusement critiqué, non seulement par les autres

<sup>104</sup> Yalçın, Hüseyin Cahid, *Siyasal Anılar* (éd. : Rauf Mutluay), İstanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2000 (1<sup>ère</sup> éd. 1976), p. 273.

<sup>105</sup> « İstanbul Postası » [Courrier d'Istanbul]. In : *Servet-i Fünun*, 18.12.1913 (5 Kanun-i evvel 1329).

puissances, mais aussi par certains militaires ottomans qui avaient demandé que la réforme de l'armée soit désormais conduite selon le modèle français<sup>106</sup>. Par ailleurs, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, les rapports entre les militaires ottomans et les officiers allemands avaient été souvent tendus, et ces derniers s'étaient heurtés à la résistance de leurs subordonnés ottomans<sup>107</sup>. Sous l'opposition, à l'été 1912, les relations militaires avaient connu un certain refroidissement.

Cependant, au tout début du mois de janvier 1913, avant le coup d'État unioniste, le ministre ottoman des Affaires étrangères de l'époque, Noradungiyan Efendi, avait demandé à Wangenheim de lui préciser les conditions dans lesquelles était employé le général français Eydoux, au service de l'armée grecque depuis février 1911. Selon Wangenheim, la Porte réfléchissait alors à la possibilité de faire venir un général allemand une fois la paix revenue pour en particulier faire disparaître la politique de l'armée. Toujours selon l'ambassadeur allemand, les hommes politiques ottomans dans leur ensemble pensaient à cette date qu'il était nécessaire de confier la réorganisation de la marine et de l'armée à des étrangers<sup>108</sup>. Un rapport de l'attaché militaire austro-hongrois Pomiankowski, daté du 28 février 1913, cinq jours donc après le coup d'État, met en valeur le fait que l'idée de faire appel à un général allemand venait de l'ambassadeur ottoman à Paris, Münir pacha et que Mahmud Şevket pacha, Enver et Talat avaient acquiescé à ce projet<sup>109</sup>.

En mars 1913, l'idée est reprise et développée par Mahmud Şevket, qui la présente au conseil des ministres. Au gouverneur d'Istanbul Cemal, il explique qu'il n'est pas possible de changer d'orientation pour réformer l'armée et que les officiers ont tous été formés d'après les méthodes allemandes. Il lui annonce donc son intention, une fois la paix conclue, de faire venir une mission allemande et de confier le commandement d'un corps d'armée à un général allemand<sup>110</sup>, d'y placer à la tête de chaque unité des officiers allemands et de former ainsi un corps modèle, dans lequel les officiers des autres corps y seraient formés pendant un

<sup>106</sup> Mühlmann, Carl, *Deutschland und die Türkei, 1913 – 1914. Die Berufung der deutschen Militärmission nach der Türkei 1913, das deutsch-türkische Bündnis 1914 und der Eintritt der Türkei in den Weltkrieg*, Berlin 1929, p. 3.

<sup>107</sup> Voir Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire*, *op. cit.*, pp. 223-224.

<sup>108</sup> *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, *op. cit.*, vol. 38, 2.01.1913 et note de bas de page, p. 193.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> Dans un article intitulé « Reporting Him and His Cause Aright. Mahmud Şevket Paşa and the Liman von Sanders Mission » (In : *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 12, Perception de la révolution française et interprétation de ses concepts : les cas turc et iranien. [En ligne], mis en ligne le 30 mars 2004. URL : <http://cemoti.revues.org/document381.html>. Page consultée le 17.07.2004), M. Naim Turfan met en évidence que Mahmud Şevket voulait nommer un général allemand pour contrôler l'activité politique des officiers et pouvoir exercer pleinement son pouvoir. C'est effectivement ce qu'il avait déjà voulu faire avec von der Goltz en 1909 – 1910. Pour notre sujet, en tous les cas, le projet de nommer un général est maintenu après la mort du général.

certain temps. Il exprime aussi son projet de faire venir des spécialistes pour réorganiser les différentes sections du ministère de la Guerre, l'état-major général, les écoles et les usines militaires.

En mai 1913, Şevket fait savoir aux autorités allemandes qu'il souhaite que soit nommé un général qui aura des pouvoirs aussi étendus que ceux du général français Eydoux en Grèce mais qu'il doit s'agir d'un militaire n'ayant pas encore servi dans l'armée ottomane, afin que celui-ci ne s'appuie pas sur les officiers turcs qu'il connaît, comme cela avait été le cas avec von der Goltz, dont les relations privilégiées avec Pertevo pacha avaient irrité un certain nombre d'officiers ottomans<sup>111</sup>. La demande officielle est formulée le 13 mai.

Du côté allemand, les milieux militaires sont inquiets du fait qu'après le désastre des guerres balkaniques, la réputation de l'armée allemande risque à nouveau d'être entamée en cas d'échec d'une nouvelle mission<sup>112</sup>. Wangenheim pour sa part estime qu'il est nécessaire d'accéder à la demande des autorités ottomanes afin d'éviter que celles-ci ne se tournent vers une autre puissance. Par ailleurs, la perspective d'acquiescer de nouvelles commandes d'armes constitue un argument de taille. Surtout, estime Wangenheim, « la puissance qui contrôle l'armée (...) sera toujours la plus forte en Turquie (...) »<sup>113</sup>. Finalement, les militaires proposent Liman von Sanders comme chef de la mission.

Le successeur de Mahmud Şevket pacha, Ahmed İzzet pacha, écrit dans ses mémoires s'être opposé au fait de confier le commandement à un général allemand, et avoir déclaré à Mahmud Şevket : « Si l'on donne le commandement de l'armée à un Allemand, alors on peut bien aussi donner la fonction de grand vizir et le ministère des Affaires étrangères à des étrangers<sup>114</sup>. » Mais après avoir été nommé ministre de la Guerre, Ahmed İzzet reprend néanmoins les négociations, sur l'insistance notamment de Talat et du prince héritier Yusuf İzzedin.

Le contrat de Liman von Sanders, conclu en décembre 1913, accorde de larges droits au chef de la mission militaire, prévue pour cinq ans : en tant que membre du haut conseil militaire, Liman von Sanders doit être écouté sur toutes les questions qui touchent à l'armée et à la défense de l'Empire. L'ensemble de l'enseignement militaire lui est confié, ainsi que la formation de l'état-major. Les officiers sous son commandement ne peuvent être nommés ailleurs qu'avec son accord, et il est également responsable du choix des officiers à envoyer en Allemagne. Par ailleurs, il obtient seul le droit de décider de l'engagement d'officiers étrangers. Le premier corps d'armée, stationné à Istanbul et dans ses environs, lui est confié, le projet étant d'en faire un corps modèle.

<sup>111</sup> Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 235.

<sup>112</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., pp. 121 et suivantes.

<sup>113</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 367.

<sup>114</sup> Ahmed İzzet pacha, *Denkwürdigkeiten*, op. cit., p. 225.

Au début, la mission militaire allemande comprend une quarantaine d'officiers, qui doivent occuper des postes importants au sein de l'état-major et de l'administration de l'armée, ainsi que des postes de commandement dans la capitale et dans les provinces<sup>115</sup>. À la mi-décembre, Liman von Sanders arrive à Istanbul avec huit officiers.

La nouvelle mission, comme nous l'avons vu, avait été souhaitée par Mahmud Şevket et soutenue par les unionistes, Talat en tête. On sait que le contrat militaire avait été négocié, du côté ottoman, par Ahmed İzzet puis par Mahmud Muhtar, qui tous deux s'étaient pourtant déclarés contre le fait de donner des pouvoirs de commandement au général de la mission allemande. Il reste donc nécessaire d'en apprendre plus sur les décisions qui ont mené à donner des pouvoirs assez étendus à Liman von Sanders et sur les réactions des unionistes. Rappelons toutefois que l'amiral anglais Limpus avait une position comparable dans la marine ottomane, et que les dirigeants ottomans avaient conclu un accord avec la Grande-Bretagne qui prévoyait d'attribuer à l'industrie anglaise toutes les constructions navales que l'Empire ottoman projetait et qui donnait aux Anglais la concession du port d'Izmit<sup>116</sup>.

Un mois après l'arrivée de Liman von Sanders, Enver est nommé ministre de la Guerre. Comme nous l'avons dit, le chargé d'affaires à l'ambassade de Constantinople en 1914, Mutius, précise dans l'un de ses rapports que la nomination d'Enver pacha comme ministre de la Guerre est, sur place, justifiée par le fait « que pour l'application des réformes que la mission militaire allemande introduira, une force jeune et énergique est nécessaire<sup>117</sup>. » La présence de la mission allemande a-t-elle constitué un argument pour la nomination d'Enver ? En tout cas, les relations entre le nouveau ministre de la Guerre et Liman von Sanders vont devenir rapidement tendues.

La nouvelle de la nomination d'une mission militaire allemande est connue publiquement en novembre 1913 et provoque une crise internationale majeure, la dernière avant le conflit mondial<sup>118</sup>. La Russie en particulier réagit de manière très négative au fait que le commandement du premier corps d'armée soit confié à un général allemand. Devant l'ampleur que prend l'affaire, les Allemands se déclarent prêts à ce que Liman von Sanders renonce au poste de général commandant du premier corps d'armée à la condition que suffisamment de troupes de ce corps lui soient mises à disposition pour mener des exercices militaires. À la place du premier, le 2<sup>ème</sup> corps d'armée à Istanbul doit être sous les ordres d'un autre officier

<sup>115</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 130 et Mühlmann, Carl, *Deutschland und die Türkei*, op. cit., p. 9.

<sup>116</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 370.

<sup>117</sup> AA, Türkische Staatsmänner 1.07.1913 – 31.10.1915, R 13798 : « Ernennung Envers wird damit begründet, dass zur Durchführung der von der deutschen Militär-Mission einzuführenden Reformen eine jüngere durchgreifende Kraft als Kriegsminister erforderlich sei. »

<sup>118</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 366. Il manque encore d'une analyse des prises de position de la presse ottomane sur ce sujet.



allemand et Liman von Sanders doit être nommé inspecteur des troupes turques stationnées en Europe. Les Russes font finalement savoir qu'ils sont d'accord. À la mi-janvier 1914, Liman von Sanders est nommé inspecteur général de l'armée turque.

Entre mars et juin 1914, la mission est élargie : en plus des 42 officiers déjà présents, trois officiers allemands arrivent à Erzincan en tant que commandants de régiments en mars, dix officiers et six sergents arrivent également en juin à l'initiative de Liman von Sanders. Par ailleurs, Enver demande la venue de six officiers qui doivent servir comme chefs d'état-major dans les différentes armées.

### 6. *L'Empire ottoman, l'Europe et l'Allemagne à la veille de la Guerre*

Malgré leur volonté d'instaurer une économie nationale, les unionistes en sont pour le moment réduits à conclure des emprunts et à continuer à ouvrir l'Empire aux investissements étrangers. Ils engagent ainsi une série de pourparlers bilatéraux avec l'Italie, l'Angleterre, la France, la Russie et l'Allemagne. À la veille de la guerre, d'ailleurs, les puissances concluent entre elles une série d'accords qui règlent les conflits d'influence.

En 1913 ainsi, l'Angleterre et l'Allemagne reprennent les négociations à propos du *Bagdadbahn*. Par un accord passé avec le gouvernement ottoman en mai 1913, la Grande-Bretagne a fait savoir qu'elle renonçait à participer à la construction de la ligne entre Bagdad et Basra, en posant entre autres comme conditions que le chemin de fer s'arrête définitivement à Basra, que deux délégués anglais siègent au conseil d'administration de la société qui construira la ligne, et enfin que trois vapeurs, en plus de ceux déjà sur place, soient autorisés à naviguer entre Bagdad et Basra<sup>119</sup>. En mars, la Grande-Bretagne et l'Allemagne parviennent à s'entendre sur la question de la navigation en Mésopotamie, l'Angleterre en recevant le monopole<sup>120</sup>. Dans l'accord passé en juin 1914 enfin, l'Allemagne renonce au prolongement de la ligne jusqu'au golfe Persique et accepte que Basra soit la dernière station. L'Angleterre s'engage à ne pas faire de difficultés à la construction de la ligne et à ne pas construire de chemin de fer dans les provinces de Basra et de Bagdad mais se réserve le droit de passer un accord avec le gouvernement turc pour la navigation sur le Schat el Arab. Elle ne s'oppose plus à l'augmentation des droits de douane turcs, nécessaires au financement de la garantie kilométrique du chemin de fer de Bagdad, et en contrepartie l'Allemagne s'engage à ne pas faire obstacle à l'irrigation de la Mésopotamie<sup>121</sup>. L'Allemagne conclut également un accord avec la France en février 1914, qui revient dans les faits à un partage en zones

<sup>119</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., pp. 377 – 378.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 403.

<sup>121</sup> Pour le détail des négociations entre les deux pays, voir *ibid.*, pp. 380 – 392 et pp. 405 – 409.

d'influence française et allemande : le nord et l'est de l'Anatolie, ainsi que la Syrie, sont réservés à la France, tandis que l'Anatolie centrale et la Mésopotamie sont désignées comme des zones d'influence allemande.

La France, de son côté, conclut avec l'Empire ottoman un accord le 9 avril 1914, dans lequel elle obtient le droit de construire de nombreux embranchements ferroviaires, notamment en Syrie. Elle s'y voit concéder plusieurs ports de la mer Noire et de la côte syrienne. La Porte lui garantit la préférence dans tous les secteurs où elle dispose d'intérêts particuliers. En contrepartie, la Turquie pourra augmenter ses droits de douane et astreindre les négociants français au paiement de divers impôts et taxes. Enfin, le texte prévoit l'émission de plusieurs emprunts, dont un grand emprunt de stabilisation de 22 millions de livres turques, la somme la plus importante que la finance européenne n'ait jamais prêtée à l'Empire ottoman.

En réalité, l'application des accords que l'Allemagne a conclus dépend encore des négociations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman à propos notamment du financement du *Bagdadbahn*, de la participation allemande à la société de navigation du Tigre et de l'Euphrate, etc. Or il semble que Cavid ait dès le début bloqué les négociations<sup>122</sup>. Il faut dire que la politique allemande dans la question des îles de la mer Égée n'a pas été à proprement parler pro-ottomane<sup>123</sup>, le Kaiser s'engageant de plus en plus pour la Grèce, pour prendre à nouveau position pour l'Empire ottoman en juin 1914. Par ailleurs, l'Allemagne a refusé d'accorder un emprunt à l'État ottoman, qui a dû se tourner vers Paris<sup>124</sup>. Comme nous l'avons vu plus haut, les rapports de Wangenheim évoquent régulièrement durant l'année 1913 / 1914 l'insatisfaction des dirigeants ottomans par rapport à l'Allemagne.

En juillet 1913, nous l'avons dit, les Anglais acceptent qu'une conférence des ambassadeurs se réunisse sur la question des réformes dans les provinces arméniennes, tout en refusant d'en exclure l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, comme la Russie l'avait souhaité. La conférence tombe rapidement dans une impasse, l'Allemagne et la Russie n'arrivant pas à se mettre d'accord. Finalement, elles décident de reprendre le plan turc qui prévoit la division des six vilayets en deux secteurs. Mais les négociations entre les deux pays font craindre aux unionistes un accord de partage de l'Anatolie. Par ailleurs, la venue de la mission militaire allemande a provoqué l'opposition de la Russie. Les unionistes décident donc de négocier directement avec les Russes, et un accord est conclu le 8 février 1914, qui prévoit la nomination par la Porte d'un inspecteur général européen pour chaque secteur. Ce faisant, les unionistes n'ont pas pu éviter l'intervention étrangère, et en gardent une rancœur certaine. Allemands et Russes, par ailleurs, continuent à se soupçonner mutuellement de vouloir s'appropriier l'Anatolie.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 409.

<sup>123</sup> Par le traité de Londres du 13 février 1914, les îles avaient été données à la Grèce, mais les dirigeants ottomans espéraient encore en récupérer une partie.

<sup>124</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, p. 391.

Sur le plan diplomatique, l'Allemagne a clairement fait savoir son opposition à un démembrement de l'Anatolie, tout comme la Grande-Bretagne. Pour le reste, les relations ont été bonnes sous le vizirat de Mahmud Şevket pacha, mais se sont tendues vers la fin de l'année 1913, à cause notamment de la politique « pro-grecque » du Kaiser. Pour autant, une nouvelle mission militaire allemande, d'une importance encore jamais égalée, est arrivée dans la capitale ottomane, assurant ainsi le renforcement des relations militaires entre les deux pays.

Dans le domaine économique, comme nous avons commencé à le voir, les échanges commerciaux de l'Empire ottoman avec l'Allemagne ont progressé, sans toutefois devenir plus importants qu'avec les autres puissances<sup>125</sup>. En 1913, l'Allemagne occupe la quatrième place dans les exportations turques derrière la Grande-Bretagne, la France et l'Autriche-Hongrie, et la troisième place dans les importations, derrière l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne. Sur le plan des investissements, la part allemande est passée de 11,7% en 1888 à 23,2% en 1913. Dans ce domaine, l'Allemagne a dépassé la Grande-Bretagne mais reste loin derrière la France (52% en 1913)<sup>126</sup>. En toute logique, ses investissements ont surtout augmenté dans le secteur du chemin de fer (de 3,1% en 1888 à 36,8% en 1913) dans lequel la France continue toutefois d'occuper la première place (49,6% en 1888).

En 1913 / 1914 enfin, les publicistes ottomans s'intéressent plus à l'Allemagne, mais il n'y a pas de groupe particulier qui, au printemps 1914, prend clairement position pour une alliance avec elle. La question ne se posera en fait que dans l'urgence.

---

<sup>125</sup> Flaningam, M. L., « German Eastward Expansion, Fact and Fiction : A Study in German-Ottoman Trade Relations. », *op. cit.*

<sup>126</sup> Pamuk, Şevket : *The Ottoman Empire and European Capitalism, 1820 – 1913 : Trade, Investment and Production*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, pp. 65-66.



## Chapitre V

# L'Empire ottoman devant l'Europe en guerre

Après l'assassinat fin juin de l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie par un Serbe en Bosnie, les dirigeants austro-hongrois veulent en finir avec le problème serbe. S'étant assurée qu'elle bénéficie du soutien de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie le 28 juillet. Le 30 juillet, la Russie, décidée à ne pas abandonner la Serbie, donne l'ordre de mobilisation générale. Le 1<sup>er</sup> août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie et le 3 août à la France. C'est le début d'un conflit mondial mené pour la première fois « à des fins illimitées<sup>1</sup> », dans lequel chaque groupe de puissances est persuadé que l'autre est le responsable et dont tous pensent qu'il va être court<sup>2</sup>.

La guerre est présentée par les intellectuels des pays impliqués comme un conflit de civilisation. Pour les intellectuels allemands plus précisément, il s'agit d'un combat mené pour l'affirmation de la particularité de la culture allemande par rapport à ce qu'ils nomment la « civilisation occidentale »<sup>3</sup>. Formulant ce que les historiens ont appelé *a posteriori* les « idées de 1914 », ils opposent la jeune culture allemande aux conceptions de la Révolution française. Beaucoup d'entre eux y voient ainsi une occasion de régénération de la vie intellectuelle. Quelques multiples qu'aient pu être les causes de la guerre, l'idéologie régnante, fortement marquée par le darwinisme social, a sans aucun doute contribué à rendre le conflit inévitable<sup>4</sup>.

Pour les dirigeants ottomans, les rivalités entre les puissances à l'encontre de l'Empire font depuis longtemps partie intégrante de leur politique étrangère comme intérieure. Mais depuis le règne de Abdülhamid II, depuis que l'impérialisme a pris une dimension exacerbée, le maintien d'un équilibre entre ces puissances s'est révélé de plus en plus aléatoire. Par ailleurs, après les guerres balkaniques, l'Empire lui-même menace de s'écrouler. Dans ce contexte, certains unionis-

---

<sup>1</sup> Hobsbawm, Eric J., *L'Âge des Extrêmes, Histoire du Court 20<sup>ème</sup> Siècle*, Paris, Editions Complexe, 1994 pour l'édition française, p. 54.

<sup>2</sup> Voir entre autres Michalka, Wolfgang (dir.), *Der erste Weltkrieg. Wirkung, Wahrnehmung, Analyse*, Munich, Piper, 1994 et Becker, Jean-Jacques, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Belin, 2003.

<sup>3</sup> Mommsen, Wolfgang J. (éd.), *Kultur und Krieg : Die Rolle der Intellektuellen, Künstler und Schriftsteller im Ersten Weltkrieg*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1996 et *Ibid.*, *Bürgerliche Kultur und politische Ordnung. Künstler, Schriftsteller und Intellektuelle in der deutschen Geschichte 1830 – 1933*, Francfort / Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2000, pp. 178 et suivantes. Voir aussi : Audoin-Rousseau, Stéphane ; Becker, Annette, « Violence et consentement : la 'culture de guerre' du premier conflit mondial ». In : Rioux, Jean-Pierre ; Sirinelli, Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, pp. 251 – 271.

<sup>4</sup> Voir sur ce point Lindemann, Thomas, *Les doctrines darwiniennes et la guerre de 1914*, Paris, Economica, 2001.

tes ne vont pas tarder à considérer la guerre comme une possibilité de remédier à l'effondrement de l'Empire.

### 1. *La recherche d'une alliance*

L'alliance de l'Empire ottoman avec l'Allemagne a longtemps été mise sur le compte de l'influence exercée par l'Allemagne sur les dirigeants unionistes, en particulier sur les membres du « triumvirat<sup>5</sup> ». Cette interprétation était à ce point répandue qu'il a fallu rappeler qu'en réalité les unionistes n'avaient pas agi par « germanophilie » mais bien par ce qu'ils estimaient être la raison d'État<sup>6</sup>.

Dans les faits, devant l'accroissement des tensions entre les puissances, les dirigeants unionistes envisagent d'abord de s'allier avec l'Entente. En juillet 1913 déjà, ils avaient fait une proposition à la Grande-Bretagne. Un an plus tard, ils se tournent vers la France par l'intermédiaire d'Ahmed Cemal pacha. Les dirigeants mènent également des négociations avec la Bulgarie depuis le printemps 1913 et avec la Roumanie depuis la fin du mois de mai 1914<sup>7</sup>. La proposition d'alliance faite par le grand vizir à l'Allemagne le 22 juillet 1914 est à comprendre dans ce sens : elle doit, dans l'esprit des unionistes, servir à protéger l'alliance turco-bulgare et à la couvrir contre la Russie. Wangenheim fait d'abord part du refus de l'Allemagne, mais deux jours plus tard, la *Wilhelmstrasse* l'informe que la démarche turque pourrait être exploitée. Le 28 juillet, Said Halim pacha fait une proposition d'alliance qui est acceptée, et le 2 août 1914, un traité secret est signé. Parmi les dirigeants ottomans, seuls le grand vizir Said Halim, Enver, Talat et Halil [Menteşe] sont au courant. Enver déclare à cette occasion à Wangenheim qu'il estime nécessaire que l'Empire ottoman s'allie à un groupe de puissances pour le protéger. Pendant que certains sont favorables à une alliance avec la Russie et la France, continue-t-il, une « majorité au sein du comité », dont Said Halim, Talat, Halil et lui-même préfèrent la Triple Alliance, en premier lieu parce que la Russie constitue le danger majeur. Par ailleurs, elle a l'avantage d'apparaître comme étant plus forte militairement<sup>8</sup>.

Le traité conclu prévoit une assistance mutuelle en cas de guerre contre la Russie. Mais il est déjà obsolète lors de sa signature, car l'Allemagne se trouve en guerre contre la Russie depuis la veille. Une clause prévoit de laisser la mission militaire à la disposition de la Turquie en cas de guerre, en échange de quoi la

<sup>5</sup> Les recherches historiques ont souvent parlé d'un triumvirat dirigeant l'Empire ottoman, composé d'Enver, de Talat et de Cemal, même s'il ne faut pas oublier le rôle d'autres personnalités au sein du CUP, comme Halil, Nâzım et d'autres. Voir à ce propos Mantran, Robert (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, op. cit., p. 617.

<sup>6</sup> Comme le montre Ulrich Trumpener dans *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit.

<sup>7</sup> Jäschke, Gotthardt, « Der Turanismus der Jungtürken. Zur osmanischen Aussenpolitik im Weltkrieg ». In : *Die Welt des Islams*, vol. 23, 1941, pp. 1 – 54, ici p. 10.

<sup>8</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., pp. 19 – 20.

Turquie promet de lui assurer une influence effective sur la conduite générale de l'armée<sup>9</sup>. Surtout, l'Allemagne s'engage à défendre l'intégrité de l'Empire.

Le lendemain de la signature du traité, le 3 août, le grand vizir ordonne la mobilisation générale tout en déclarant la neutralité de l'Empire. En réalité, Said Halim n'est pas prêt à entrer dans la Guerre. Il explique ainsi à Wangenheim qu'il est d'abord nécessaire d'attendre la mobilisation complète de l'armée ottomane et la réaction de la Bulgarie, qui à cette date n'a pas encore choisi son camp<sup>10</sup>.

## 2. L'alliance de l'Empire ottoman avec les puissances centrales

### *Du maintien de la neutralité à l'entrée en guerre de l'Empire ottoman*

« Quand on décida, en 1972, de désarmer le *Goeben*, alias *Yavuz*, qui pourrissait dans la rade d'Izmit, on aurait pu en faire un musée si la vision du passé avait été plus sereine. Comme ce ne fut pas le cas, on en fit des lames de rasoir<sup>11</sup>. »

À partir de ce moment, deux camps s'opposent au sein du Comité union et progrès : d'une part ceux qui sont pour le maintien de la neutralité tout en privilégiant les négociations avec les puissances de l'Entente, et d'autre part ceux qui veulent entrer en guerre, aux côtés donc des puissances centrales. En fait, il reste difficile de savoir quel camp était majoritaire. L'Entente, même si elle a refusé les propositions d'alliance de l'Empire ottoman, espère que celui-ci restera neutre. L'Allemagne, de son côté, le pousse à entrer en guerre. Dans cette histoire, il est intéressant de noter que les ambassadeurs ne partagent pas toujours le même point de vue que leurs gouvernements : du côté anglais par exemple, l'ambassadeur Mallet veut encourager l'Empire ottoman à rester neutre en lui offrant les garanties nécessaires, tandis que le *Foreign Office* semble de moins en moins accorder de valeur à la position de l'Empire.

Du côté allemand, la *Wilhelmstrasse* et l'état-major espèrent d'abord convaincre les Ottomans d'entrer en guerre contre la Russie, puis se prononcent pour une attaque contre l'Égypte ou contre Odessa<sup>12</sup>, tandis que l'ambassadeur conseille la prudence et se prononce pour la neutralité. Les négociations vont durer trois mois. La veille de la conclusion du traité secret, Enver, Wangenheim et Liman von Sanders ont décidé d'envoyer dans les Détroits les deux croiseurs allemands *Goeben* et *Breslau* qui se trouvent près de la Sicile, dans le but de renforcer la capacité de la flotte ottomane dans la mer Noire. Le 4 août, le commandant de

<sup>9</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 158.

<sup>10</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 24.

<sup>11</sup> Yerasimos, Stéphane : « Dix jours en Méditerranée ». In : *ibid.* (dir.), *Istanbul 1914 – 1923. Capitale d'un monde illusoire ou l'agonie des vieux empires*, Paris, Ed. Autrement, pp. 43 – 60, ici p. 60.

<sup>12</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 160.

l'escadre, l'amiral Wilhelm Souchon, a reçu l'ordre de se diriger vers les Détroits<sup>13</sup>. Mais Enver est entré en conflit avec le grand vizir : le premier a donné l'ordre de garder les Détroits ouverts pour les navires de Souchon, tandis que le second au contraire a fait savoir à Wangenheim que l'attitude incertaine de la Bulgarie et de la Roumanie lui causait « de grands soucis » et que les croiseurs devaient rester hors des Détroits pour le moment. Berlin a fait ainsi savoir à Souchon le 5 août qu'il devait provisoirement renoncer à aller vers Constantinople, mais celui-ci a décidé de continuer sa route, poursuivi par des navires anglais dans une confusion telle qu'il n'est pas à exclure que la Grande-Bretagne ait volontairement laissé les croiseurs allemands s'échapper pour éviter une attaque russe contre Istanbul<sup>14</sup>.

Pour le moment, par chance pour l'Allemagne, la Porte est revenue entre temps sur sa décision et a accepté d'ouvrir les Détroits aux navires allemands en posant un certain nombre de conditions : elle a demandé entre autres que l'Allemagne promette son aide dans l'abolition des capitulations. Par ailleurs, elle s'est assurée les îles de la mer Égée au cas où la Grèce entrerait en guerre et devrait être défendue par les Turcs. Elle a demandé également à ce que l'Allemagne s'engage à assurer à la Turquie une frontière à l'est qui la mettra en contact direct avec les musulmans de Russie, et, enfin, qu'elle fasse en sorte que la Turquie reçoive une indemnité de guerre appropriée. Wangenheim a accepté immédiatement. L'accord du 6 août, au contraire du traité signé quatre jours plus tôt, assure donc aux unionistes des gains tangibles s'ils entrent en guerre aux côtés des puissances centrales<sup>15</sup>.

Mais la Porte, si elle est prête à accepter l'ouverture des Détroits, ne tient pas à renoncer à sa neutralité. Elle pose par ailleurs comme condition que les navires rejoignent la flotte du Sultan après un achat fictif, et refuse qu'ils entrent en mer Noire tant que la Bulgarie n'aura pas donné son ferme accord à une action commune contre la Russie. Le 11 août, la Porte rend « l'achat » public. Les deux navires sont rebaptisés *Yavuz Sultan Selim* et *Midilli*, et Souchon est officiellement nommé commandant de la flotte ottomane. Cet « achat » est accueilli par des manifestations de joie dans la capitale. Il faut dire que la Grande-Bretagne, le 1<sup>er</sup> août, a réquisitionné deux croiseurs normalement destinés à la marine ottomane, provoquant ce faisant un tollé parmi l'opinion publique, soigneusement relayé par la presse<sup>16</sup>.

Contrairement aux espoirs allemands, l'Entente ne fait pas de la présence des navires allemands une cause de guerre. En effet, elle continue à pousser l'Empire ottoman à rester neutre, ce à quoi le grand vizir semble déterminé : il n'a pas

<sup>13</sup> Sur les péripéties du *Goeben* et du *Breslau* entre le 1<sup>er</sup> et le 10 août, voir Yerasimos, Stéphane : « Dix jours en Méditerranée ». In : *ibid.* (dir.), *Istanbul 1914 – 1923, op. cit.*, pp. 43 – 60.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire, op. cit.*, p. 28 et Jäschke, Gotthardt, « Die Aussenpolitik der Jungtürken », *op. cit.*, p. 11.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 10 et Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, New Haven, Yale University Press, 1930, p. 69.



trouvé d'accord autre que défensif avec la Bulgarie pour attaquer la Russie. De plus, le cabinet ottoman ne s'estime pas prêt. La défense des Dardanelles, en particulier, n'est pas satisfaisante, ainsi que Souchon et les officiers allemands sur place le reconnaissent. Début septembre, 700 marins allemands spécialistes dans la défense (un *Sonderkommando* dirigé par l'amiral Usedom) arrivent dans les Dardanelles pour renforcer les Détroits. Bien sûr, l'état-major à Berlin estime que cet envoi de soldats doit contribuer à convaincre les Ottomans et presse les unionistes d'attaquer l'Égypte. Au début du mois d'octobre, le lieutenant-colonel Kress von Kressenstein, accompagné par cinq officiers de la mission militaire, se rend à Damas en tant que chef de l'état-major de la 8<sup>ème</sup> armée pour préparer une attaque contre le canal de Suez. Dès cette date, Enver et les Allemands élaborent des projets pour provoquer la révolte des musulmans colonisés<sup>17</sup>.

Pour les unionistes, la concurrence que mènent les puissances pour la neutralité de l'Empire ou son entrée en guerre constitue l'occasion d'abroger enfin les capitulations : le 8 septembre 1914, la Porte déclare la suppression de ces privilèges, et le 1<sup>er</sup> octobre, elle augmente les droits de douane de 4% et fait fermer tous les bureaux de poste de l'Empire.

Malgré le fait que l'Allemagne s'était engagée à « aider » à l'abolition des capitulations si la Turquie soutenait les puissances centrales, les ambassadeurs allemand et autrichien protestent vigoureusement à l'annonce de la nouvelle et ne reconnaîtront officiellement la fin des capitulations que trois ans plus tard, en 1917. De leur côté, les puissances de l'Entente font comprendre aux dirigeants unionistes qu'elles ne s'y opposeront pas si l'Empire reste neutre, renforçant ainsi le courant qui prend parti pour le maintien de la neutralité ottomane. Par ailleurs, la victoire des alliés dans la bataille de la Marne, au milieu du mois de septembre, commence à faire douter de la supériorité militaire de l'Allemagne. Mais ni le *Foreign Office*, ni le Quai d'Orsay ne parviennent en fait à donner à l'Empire ottoman les conditions nécessaires à sa neutralité. Ainsi, la Grande-Bretagne refuse de prolonger la garantie de l'intégrité ottomane au-delà de la guerre et de faire des concessions fiscales et commerciales à la Porte tant que les officiers allemands sont présents dans l'Empire<sup>18</sup>.

Dans l'Empire, Enver poursuit sa politique pro-interventionniste en autorisant à la mi-septembre l'amiral Souchon à mener ses navires en mer Noire et à attaquer n'importe quel navire russe. Mais il est finalement forcé de reculer devant l'hostilité du cabinet. Souchon effectue alors une manœuvre de sept heures malgré le veto ottoman. Ce n'est qu'après d'âpres discussions que Wangenheim et la Porte finissent par trouver le 21 septembre un compromis : Souchon peut manœuvrer en mer Noire mais le gouvernement ottoman se dissociera de ces actes<sup>19</sup>.

<sup>17</sup> Voir ci-après le chapitre sur la proclamation de la guerre sainte.

<sup>18</sup> Heller, Joseph, *British Policy Towards the Ottoman Empire, op. cit.*, p. 143.

<sup>19</sup> Trumpener, Ulrich, *German and the Ottoman Empire, op. cit.*, p. 41.

Le 24 septembre 1914, Souchon est nommé vice-amiral dans la marine ottomane pour un an. Deux jours plus tard, Enver ordonne de fermer les Détroits aux navires étrangers. À Wangenheim, il déclare que le grand vizir ne dirige presque plus, que lui-même bénéficie du soutien de la majorité des ministres, et que l'Empire ottoman aurait besoin d'une assistance financière. À partir de ce moment, l'entrée en guerre de l'Empire apparaît de plus en plus certaine. Le 11 octobre, une rencontre secrète a lieu à l'ambassade allemande avec Enver, Halil, Talat et Cemal, durant laquelle ils décident que Souchon sera autorisé à attaquer la Russie dès que l'argent sera versé. L'or demandé arrive le 21 octobre 1914. Enver établit alors un plan de guerre qui prévoit d'attaquer la flotte russe en mer Noire sans déclarer la guerre. Mais, parallèlement, il informe les autorités allemandes des hésitations de Halil et Talat<sup>20</sup>. Pour autant, il continue de se montrer confiant et assure à Wangenheim qu'il a l'intention d'autoriser bientôt Souchon à ouvrir les hostilités, ce qu'il fait effectivement le 25 octobre en précisant toutefois que l'amiral allemand doit faire en sorte qu'il s'agisse d'une riposte contre une provocation russe. Mais quatre jours plus tard, le 29 octobre, Souchon attaque directement plusieurs ports russes, dont Odessa.

Parmi les opposants les plus actifs à l'entrée en guerre de l'Empire, le grand vizir et Cavid<sup>21</sup> forcent Enver à ordonner à Souchon un cessez-le-feu<sup>22</sup>, menaçant de démissionner. Après deux réunions du Comité, Said Halim décide de rester en poste. Aux autorités allemandes, Enver explique qu'il a dû faire une concession au grand vizir – dont le maintien au pouvoir apparaît indispensable par rapport surtout à l'opinion publique<sup>23</sup> – et s'engager à envoyer des excuses aux Russes. L'inquiétude des autorités allemandes est grande, mais les Russes exigent le renvoi immédiat des militaires allemands. Le 2 novembre, la Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman, suivie de la Grande-Bretagne, de la France et de leurs alliés.

Plus tard, les kémalistes affirmeront que l'Empire ottoman avait été placé devant le fait accompli et que Souchon avait agi sur l'ordre du Kaiser.

### *La position de la presse et des publicistes*

Le traité d'alliance du 2 août entre l'Allemagne et l'Empire ottoman, conclu dans la précipitation, est le résultat de plusieurs facteurs, en particulier le refus de la part de l'Entente de s'allier avec l'Empire ottoman et le danger que représente la

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>21</sup> Cavid n'assumera pas de portefeuille jusqu'en 1917 mais négociera en réalité la plupart des accords avec l'Allemagne. Voir *ibid.*, p. 71.

<sup>22</sup> Comme nous le verrons par la suite, l'attaque de Souchon a longtemps été présentée par l'histoire officielle turque comme ayant été décidée par les Allemands sans la consultation des autorités ottomanes qui, elles, apparaissaient comme complètement soumises à l'Allemagne. Voir par exemple Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, *op. cit.*, p. 75.

<sup>23</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, *op. cit.*, p. 59.

Russie. L'entrée en guerre effective de l'Empire, à la toute fin du mois d'octobre, n'est pas non plus allée de soi. Décidée sur l'impulsion des partisans de la guerre, en premier lieu Enver, Talat, Halil et Cemal, elle a fait l'objet d'une forte opposition de la part d'autres unionistes. L'histoire est allée vite : alors qu'en 1913, une alliance avec l'Allemagne n'est pas à l'ordre du jour, à l'été 1914, elle apparaît toujours plus certaine.

La guerre est-elle venue surprendre les Ottomans ? En fait, depuis les guerres balkaniques, un certain nombre de publicistes et de journalistes décrivent l'Empire comme étant engagé dans une lutte pour la vie, et envisagent même parfois la guerre comme possibilité de se libérer de la domination des puissances et de leur tutelle financière<sup>24</sup>. La presse, semble-t-il, a rapidement pris parti pour l'Allemagne<sup>25</sup>. Il faut dire que le refus anglais de livrer des navires de guerre commandés depuis 1911, suivi de « l'achat » des navires de guerre allemands, a joué, comme nous l'avons dit, un grand rôle dans l'opinion publique. La *Revue du Monde musulman* du mois de septembre 1914 fait ainsi part d'un article paru dans le *Tanin*<sup>26</sup> qui revient sur les critiques formulées par la presse française à l'encontre de cet achat en notant qu'il s'agit d'un achat « légal » et que les puissances européennes ont de toutes façons « fait très peu de cas des traités et du droit international quand il s'agissait de leurs intérêts ». L'auteur de l'article met en évidence qu'à la suite de l'embargo de l'Angleterre sur les deux croiseurs « que nous lui avons achetés aux prix de grands sacrifices », il est « naturel que l'opinion publique soit en la faveur [de l'Allemagne]. Mais, poursuit-il, le gouvernement qui a observé jusqu'ici une neutralité stricte n'en est nullement responsable. »

Par ailleurs, les journaux sont soumis à la censure à partir d'août 1914<sup>27</sup>. D'après Kâzım Karabekir, alors chef de la section des renseignements à l'état-major général, le secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères İsmail Canbulat avait eu le projet le lendemain de la signature du traité avec l'Allemagne d'interdire tous les journaux sauf le *Tanin* afin d'éviter qu'ils ne s'opposent à la guerre. Karabekir explique qu'il a protesté contre cette mesure auprès d'Enver, et qu'il a obtenu gain de cause. Toutefois, quelques jours plus tard, le 7 août, une nouvelle loi sur la censure est promulguée.

Selon Kâzım Karabekir, après l'arrivée des croiseurs allemands dans les Détroits, les panturquistes et les panislamistes sont persuadés que l'Allemagne gagnera la guerre, et que le moment est venu pour les musulmans de se libérer. Ils estiment également qu'il est impossible que la Roumanie, la Grèce et la Bulgarie entrent en guerre contre l'Allemagne et que l'Entente ne constitue pas un front uni.

<sup>24</sup> Voir les exemples cités dans Aksakal, Mustafa, « Not 'by those old books of international law, but only by war' », *op. cit.*

<sup>25</sup> Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, *op. cit.*, p. 70. Une analyse de la presse journalière durant cette période reste nécessaire.

<sup>26</sup> *Revue du Monde musulman*, vol. XXVIII, septembre 1914, pp. 304 - 305.

<sup>27</sup> Voir Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı ve Birinci Dünya Savaşı*, *op. cit.*, p. 59.

Ils avancent comme argument qu'avec l'entrée en guerre de l'Empire ottoman, les Turcs de Russie gêneront la Russie, et les pays musulmans l'Angleterre<sup>28</sup>. Karabekir rapporte que le *Tanin* a encouragé le comité central à adopter les idéaux pantouranistes et panislamistes. Parmi les journaux qui prennent parti pour la guerre, il cite également l'*İkdam*, le *Sabab* ou le *Tasvir-i Efkâr*, dans lequel le journaliste Yunus Nadi<sup>29</sup> a publié des articles sur la condition des musulmans dominés par les puissances de l'Entente et leur volonté de se révolter. Karabekir note également que le 25 août 1914, jour où la place-forte de Namur passe aux mains des Allemands, tous les journaux ont écrit des articles sur la défaite française, qu'ils ont interprétée comme étant l'occasion pour les musulmans de se libérer<sup>30</sup>. Ce même jour par ailleurs, *İctihad* fait paraître un article sur la guerre de 1870, la victoire de l'Allemagne sur la France et la réalisation de son unité nationale<sup>31</sup>. Ce sujet, maintes fois traité par les Ottomans depuis le tournant du siècle, confirme l'idée selon laquelle l'unité nationale se réalisera par la guerre. La victoire allemande de Tannenberg à la toute fin du mois d'août renforce d'ailleurs encore la conviction que l'Allemagne va remporter le conflit.

Yahya Kemal [Beyatlı] explique dans ses souvenirs qu'à l'été 1914, il était de plus en plus perceptible que l'Empire ottoman était « du côté de l'Allemagne » et qu'il allait entrer en guerre<sup>32</sup>. Il rapporte également une conversation menée avec Celal Sahir<sup>33</sup>, dans lequel celui-ci met en évidence la nécessité de s'appuyer sur le monde musulman en prenant l'Égypte et sur le monde turc en prenant le Caucase, sans quoi l'Empire ottoman allait être divisé. Grâce au coton d'Égypte et au pétrole de Bakou, affirmait-il, l'Empire ottoman allait régler ses difficultés économiques.

Parmi les publicistes qui prennent clairement parti pour une alliance avec l'Allemagne, Parvus, qui espère que le tsarisme s'effondrera pendant la Guerre, publie en août 1914 dans le *Tasvir-i Efkâr* un article dans lequel il démontre que seule une victoire des puissances centrales pourrait permettre à l'Empire ottoman de se soustraire au joug des puissances de l'Entente<sup>34</sup>, et fait également paraître deux brochures pro-allemandes<sup>35</sup>. Tekin Alp pour sa part écrit au début du mois d'octobre pour la revue *İctihad* un article intitulé « Autour de la guerre. La concu-

<sup>28</sup> Karabekir, Kâzım, *Birinci Cihan Harbine Nasıl Girdik ?*, volume 2, *op.cit.*, p. 191.

<sup>29</sup> Yunus Nadi [Abaloğlu] deviendra sous la République l'un des journalistes les plus connus.

<sup>30</sup> *Ibid.*, pp. 189 – 211.

<sup>31</sup> « 1870 Fransa ve Almanya Harbı ». In : *İctihad*, 25.08.1914 (12 ağustos 1330).

<sup>32</sup> Cité in Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı ve Birinci Dünya Savaşı*, *op. cit.*, pp. 166 – 167.

<sup>33</sup> Celal Sahir était un journaliste et un écrivain proche du CUP. Il a édité la revue *Halka Doğru* en 1913/14 et a été également directeur administratif de l'association *Türk Bilgi Derneği*.

<sup>34</sup> Dumont, Paul, « Un économiste social-démocrate », *op. cit.*, p. 50.

<sup>35</sup> *Umumi Harp Neticelerinden : Almanya Galip Gelirse* [Les conséquences de la guerre générale : si l'Allemagne l'emporte] et *Umumi Harp Neticelerinden : İngiltere Galip Gelirse* [Les conséquences de la guerre générale : si l'Angleterre l'emporte], voir *ibid.*, p. 51.

rence économique anglo-allemande<sup>36</sup> », dans lequel il attribue la guerre à deux raisons : la politique panslave de la Russie et la peur de l'Angleterre face à l'Allemagne. L'Allemagne et la Grande-Bretagne sont de telles concurrentes l'une pour l'autre, écrit-il, « qu'elles sont prêtes à se couper la gorge ». Il y a encore 15 – 20 ans, le plus grand souci de l'Angleterre était la politique coloniale de la France et la politique russe en Afghanistan, et l'Allemagne se tenait toujours hors des calculs du *Foreign Office*. Ainsi, poursuit Tekin Alp, les Anglais voyaient les Allemands comme « une souris des champs condamnée à vivre dans un trou ». Mais les progrès industriels réalisés par l'Allemagne ont fait qu'elle s'est transformée en « loup de mer ». Elle s'est mise à chercher des matières premières à l'extérieur et dans ce but a construit une énorme flotte de commerce, ainsi qu'une flotte de guerre puissante pour la protéger. L'Angleterre a pris peur quand Guillaume II a déclaré que l'avenir de l'Allemagne était sur les mers et qu'il était « l'ami de tous les musulmans ». L'auteur montre que le commerce extérieur de l'Allemagne s'est mis à progresser de manière extrêmement rapide et compare les chiffres anglais et allemands. Par ailleurs, poursuit-il, l'Allemagne ne menace pas seulement l'Angleterre sur le plan économique mais aussi sur le plan politique : l'Angleterre a en Inde plus de 100 millions de sujets musulmans. Ainsi, si l'Allemagne, avec l'aide du califat, réussit à attirer à elle tous les musulmans, la position de la Grande-Bretagne sera sérieusement ébranlée, et la défaite anglaise ne sera pas qu'économique, mais prendra aussi une dimension politique.

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman n'a donc pas été uniquement le résultat d'une décision politique prise par Enver et quelques autres unionistes. Elle est aussi la conséquence du tournant idéologique qui a lieu après les guerres balkaniques et qui se caractérise par la naissance d'un nationalisme agressif. Au lendemain de la déclaration de guerre de l'Empire ottoman, le comité central envoie aux différentes branches du Comité union et progrès une circulaire dans laquelle il déclare :

« Nous ne devons pas oublier que notre participation à la guerre mondiale ne se limitera pas seulement à notre défense (...); elle représentera quelque chose de beaucoup plus cher à nos cœurs – la justification de notre idéal national (...). Nous combattons pour notre nation, notre religion et notre idéal national!<sup>37</sup> »

Aussitôt après l'entrée effective de l'Empire ottoman dans la guerre, un certain nombre d'intellectuels publient des brochures sur la guerre et la réalisation de l'unité nationale. D'une certaine manière, ces intellectuels ont eux aussi leurs « idées de 1914 », comme les intellectuels allemands. Celal Nuri fait paraître une nouvelle brochure intitulée *İttihad-ı İslam ve Almanya* [L'union de l'Islam et l'Al-

<sup>36</sup> « Muharebe Etrafında. İngiltere – Almanya Rekâbet-i İktisadiyesi ». In : *İttihad*, 8.10.1914 (25 Eylül 1330).

<sup>37</sup> Tekin Alp, *Türkismus und Pantürkismus*, cité in Landau, Jacob M, *Tekinalp, op. cit.*, p. 130.

lemagne], largement inspirée de son ouvrage publié un an auparavant<sup>38</sup>. Tekin Alp pour sa part, identifiant turquisme et panturquisme, plaide pour un irrédentisme turc sur le modèle italien dans *Türkler bu mubarebede ne kazanabilirler ? Büyük Türklük : en meşhur Türkçülerin müitalaati* [Que peuvent gagner les Turcs dans cette guerre ? Le panturquisme : opinions des panturquistes les plus célèbres]<sup>39</sup>. Le courant du panturquisme est, il est vrai, encore minoritaire. Par contre, la naissance d'un nationalisme mettant l'accent sur l'islam, nourri d'anti-impérialisme, fait de plus en plus l'unanimité parmi les intellectuels.

---

<sup>38</sup> En 1913, il a déjà publié un ouvrage intitulé *İttihad-ı İslam : İslamın Mazisi, Hali, İstikbali* [L'union de l'islam : le passé, le présent et le futur de l'islam]. Voir à ce sujet Landau, Jacob M., *The Politics of Pan-Islam*, *op. cit.*, pp. 80 – 84.

<sup>39</sup> Landau, Jacob M., *Pan-Turkism*, *op. cit.*, p. 35.

## Chapitre VI

# Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale

L'histoire des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale reste encore insuffisamment connue. Sur le plan de l'alliance militaire entre les deux pays, on sait désormais que le gouvernement ottoman a bénéficié d'une marge de manœuvre plus grande que celle attribuée par l'historiographie orthodoxe<sup>1</sup> : malgré la présence de la mission militaire allemande à Istanbul depuis le début de l'année 1914, malgré aussi le fait qu'un grand nombre de généraux allemands ont occupé des postes de commandement dans l'armée ottomane pendant la guerre, les autorités turques ont en réalité pu garder un certain pouvoir de décision, non seulement en jouant de manière habile des conflits entre les autorités civiles et militaires allemandes, mais aussi en sachant quand il le fallait rappeler aux Allemands la valeur de l'alliance. Dans la question du génocide perpétré contre les Arméniens, la passivité des autorités allemandes est pour une part à comprendre en ce sens. Mais d'autres aspects, comme l'idéologie social-darwiniste de l'élite politique et culturelle de l'époque, sont aussi à prendre en compte. Par ailleurs, les relations économiques et les projets échafaudés dans une perspective de victoire, ainsi que le rôle des individus dans les relations « culturelles » et la propagande allemande et unioniste, restent encore les grandes inconnues de cette alliance que nous tenterons ici d'aborder en nous aidant de la bibliographie existante.

### 1. Le déroulement de l'alliance militaire jusqu'en 1917

« La victoire d'abord : donc techniciens, matériels, au plus vite ? Ensuite, peu important les anciennes provinces vassales d'Europe : elles n'intéressent pas Enver, et par contre... Diable !... Qu'est-ce qui l'intéresse donc ?

Le touranisme, l'unité de tous les peuples turcs, depuis Andrinople, jusqu'aux oasis chinoises de la route de la soie, à travers l'Asie centrale (...). Il s'agit d'aller de l'avant (...) et de substituer, au rêve d'une absurde république de Constantinople, l'empire jeune-turc, capitale Samarkande<sup>2</sup>. »

#### *Le « Djihad » et le Touran : les grands rêves turco-allemands*

Le lendemain de la déclaration de guerre à la Russie, le Comité central a envoyé aux différentes branches du CUP une circulaire dans lequel il a déclaré : « L'idéal

---

<sup>1</sup> Voir en particulier Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit.

<sup>2</sup> André Malraux, *Les noyers de l'Altenburg*, Paris, Gallimard, 1948, pp. 62 – 63.

national de notre peuple et de notre pays nous pousse à combattre l'ennemi moscovite pour obtenir une frontière naturelle qui réunisse tous nos compatriotes », ajoutant : « Notre sensibilité religieuse nous pousse à libérer le monde musulman de la domination des infidèles<sup>3</sup>. » Par cette circulaire, ainsi que le note Jäschke, le Comité désigne donc deux fronts : le Caucase et le Canal de Suez. C'est dans ce contexte que le 14 novembre 1914, le *seyhülislam* proclame la guerre sainte contre l'Entente depuis la Mosquée de Mehmed le Conquérant<sup>4</sup>. Aussitôt, une manifestation est organisée devant le ministère de la Guerre puis devant l'ambassade allemande, durant laquelle Wangenheim tient un discours. Dans les faits, la mise en scène est assez bien réglée, mais ne s'avise pas vraiment convaincante, à l'image finalement de l'initiative dans son ensemble.

Pour l'état-major allemand, la guerre sainte doit d'abord servir à gêner le camp de l'Entente. Mais au-delà de cet argument objectif et stratégique, beaucoup – et en premier lieu les orientalistes les plus connus – espèrent que les pays musulmans vont reconnaître le rôle de l'Allemagne dans le monde, sa politique non impérialiste et sa position particulière par rapport aux puissances « occidentales ». Les Ottomans cherchent quant à eux à renforcer leur influence et n'excluent pas la possibilité d'acquérir des gains territoriaux dans le Nord de l'Afrique, en Égypte, en Libye, dans les régions de la Perse et les provinces caucasiennes de Russie<sup>5</sup>.

Du côté allemand, cette guerre sainte a été préparée depuis plusieurs semaines : dès août, Max von Oppenheim a été appelé au ministère des Affaires étrangères<sup>6</sup>. Cette personnalité complexe, qui a vécu 13 ans en Égypte, d'où il a envoyé plus de 500 rapports à la *Wilhelmstrasse*, s'engage depuis longtemps pour un rôle accru de l'Allemagne auprès du monde musulman. Patriote fervent, il n'a jamais été accepté formellement dans le service diplomatique du fait de l'antisémitisme qui y règne<sup>7</sup>. Comme nous l'avons vu au tout début de ce travail, il a déjà attiré l'attention des autorités allemandes en 1888 en publiant un mémorandum sur la possibilité de mobiliser le mouvement panislamiste pour les buts de la politique allemande en Orient, qui a inspiré le discours du Kaiser à Damas. À Berlin, il fonde un « bureau d'informations pour l'Orient » (*Nachrichtenstelle für den Orient*) et établit les plans de

<sup>3</sup> Tekin Alp, *Türkismus und Pantürkismus*, op. cit., p. 50, cité par Jäschke, Gotthard, « Der Turanismus der Jungtürken », op. cit., p. 12.

<sup>4</sup> Voir McKale, Donald M., « Germany and the Arab Question in the First World War ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 29, April 1993, pp. 236 – 253. Sur le déroulement précis de la proclamation de la guerre sainte, voir Hagen, Gottfried, *Die Türkei im Ersten Weltkrieg. Flugblätter und Flugschriften in arabischer, persischer und osmanisch-türkischer Sprache aus einer Sammlung der Universitätsbibliothek Heidelberg eingeleitet, übersetzt und kommentiert*, Francfort / Main, Peter Lang, 1990 ; Schwanitz, Wolfgang G., « Djihad 'Made in Germany' : Der Streit um den Heiligen Krieg 1914 – 1915 ». In : *Sozial. Geschichte, Zeitschrift für historische Analyse des 20. und 21. Jahrhunderts*, n° 2, juin 2003, pp. 7 – 34.

<sup>5</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 114.

<sup>6</sup> Landau, Jacob M., *The Politics of Pan-Islam*, op. cit., p. 96.

<sup>7</sup> Sur sa vie, voir Teichmann, Gabriele ; Völger, Gisela, *Faszination Orient. Max von Oppenheim, Forscher, Sammler, Diplomat*, 2001.



la guerre sainte, dans lesquels il met en évidence la nécessité de la participation des Turcs épaulés par des conseillers allemands. Il désigne l'Égypte comme le pays le plus important et le plus susceptible de se révolter contre la Grande-Bretagne, tout en préconisant une action parallèle dans les territoires turco-russes du Caucase, de l'Inde, de la Perse et de l'Afghanistan. Car la guerre sainte a plusieurs objectifs : celui bien sûr de provoquer une révolte dans les colonies anglaises et françaises. Celui aussi de gagner les musulmans de l'Asie centrale, dans le cadre d'un projet pan-turc que les Allemands approuvent, susceptible qu'il est de gêner la Russie et d'ouvrir des perspectives nouvelles pour l'après-guerre<sup>8</sup>.

C'est dans ce contexte que, sous la direction des diplomates Wilhelm Wassmuss et Otto von Hentig et de l'officier Oskar von Niedermayer, tous trois de la génération d'Enver, des expéditions sont organisées pour tenter de faire entrer l'Afghanistan dans la guerre et de provoquer une révolte en Inde. L'Afghanistan, par l'intermédiaire de l'émir Habibullah, a déclaré sa neutralité en août 1914, mais l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales en octobre semble avoir eu une influence sur l'émir comme sur la population, qui sympathise avec la cause ottomane<sup>9</sup>. Après un trajet aventureux, les agents allemands rencontrent Habibullah à l'automne 1915. Quelques mois plus tard, en janvier 1916, un traité provisoire d'amitié est signé, mais le lendemain, l'émir prend soin d'informer les Anglais que l'Afghanistan reste neutre.

Dans les faits, ces opérations échouent les unes et après les autres et provoquent de plus la méfiance des autorités turques, qui considèrent ces zones comme relevant de leurs intérêts<sup>10</sup>.

Cet enthousiasme allemand pour le caractère romanesque et si prometteur de cette aventure, Malraux l'a peint parfaitement dans ce qui a été son dernier roman, *Les noyers de l'Altenburg*<sup>11</sup>. Le narrateur raconte comment son père, un jeune Alsacien au service de la *Wilhelmstrasse*, professeur de philosophie à Istanbul, se lie avec Enver et part sur son ordre en Afghanistan, à la recherche de ce Touran magnifié. Le génie de Malraux consiste moins dans l'exposition d'une « vérité historique » – comme nous venons de le voir, les agents allemands en Afghanistan visaient alors

<sup>8</sup> Jacob M. Landau souligne ainsi que la déclaration du *Djihad* de novembre 1914 mentionne explicitement les musulmans de la Crimée, du Turkestan, de l'Inde, de la Chine... Voir *Pan-Turkism, op. cit.*, p. 53.

<sup>9</sup> Voir Hughes, Thomas M., « The German Mission to Afghanistan ». In : Schwanitz, Wolfgang G. (éd.), *Germany and the Middle East 1871 – 1945*, Verwert, Iberoamericana, 2004, pp. 25 – 65, ici p. 30.

<sup>10</sup> Pour une description précise des missions, voir Kröger, Martin, « Revolution als Programm. Ziele und Realität deutscher Orientpolitik im ersten Weltkrieg ». In : Michalka, Wolfgang, *Der erste Weltkrieg, op. cit.*, pp. 366 – 391. Voir aussi Seidt, Hans-Ulrich, *Berlin, Kabul, Moskau. Oskar Ritter von Niedermayer und Deutschlands Geopolitik*, Munich, Universitas, 2002.

<sup>11</sup> Nous devons cette référence, comme beaucoup d'autres dans ce travail, à François Georgeon, qui la commente dans *Des Ottomans aux Turcs, op. cit.*, pp. 109 – 110. Voir aussi Landau, Jacob M., *Pan-Turkism, op. cit.*, pp. 51 – 52.

la proclamation de la guerre sainte et non pas l'unité des peuples turcs – que dans sa fine approche de l'engouement d'Enver pour une entreprise mythique, engouement qui a été partagé par de jeunes Allemands de sa génération, eux-mêmes en quête d'un nouveau projet fondateur. De la guerre sainte au touranisme, la première guerre mondiale, sans nul doute, a fait rêver une partie de la jeune élite turque comme allemande, au prix d'un aveuglement terrible.

### *Les réalités de la guerre*

Car les réalités de la guerre sont toutes autres : fidèle à ses projets, Enver dirige la première grande attaque de l'Empire ottoman dans l'est de l'Anatolie dès décembre 1914, accompagné de son chef d'état-major Bronsart von Schellendorff. Mais la campagne tourne au désastre lors de la bataille de Sarikamış<sup>12</sup>. Au début du mois de janvier 1915, les troupes sont obligées de se retirer. Seuls 10 à 20 % des soldats de la troisième armée ont survécu<sup>13</sup>. À la suite de cette défaite, des massacres ont lieu contre des Arméniens, rendus responsables de la défaite et accusés de pactiser avec la Russie.

Par ailleurs, la guerre sainte n'aura pas l'effet escompté parmi les musulmans, et mis à part quelques désertions, les puissances de l'Entente ne seront pas gênées<sup>14</sup>, même si elles prennent la menace au sérieux et se voient obligées de mobiliser d'importantes armées dans les régions concernées. En Libye, le frère d'Enver, aidé par des agents ottomans et allemands, entreprend d'organiser le soulèvement des Senousis<sup>15</sup> contre les Italiens, puis contre les Anglais dans l'ouest de l'Égypte, occupant ainsi des dizaines de milliers de troupes italiennes et britanniques pendant plus de deux ans<sup>16</sup>. En parallèle, menée par Cemal pacha et Kress von Kressenstein, une force expéditionnaire ottomane d'environ 20.000 hommes avance dans le désert du Sinaï et atteint le Canal de Suez début février 1915. Au final, même si Cemal et le gros des forces doivent se retirer vers la Palestine, l'action ottomane a au moins alerté les Anglais et les a obligés à mobiliser des troupes en Égypte, qui auraient pu être utilisées sur le front occidental. Entre janvier 1915 et août 1916, les Turcs mènent par ailleurs de nouvelles attaques contre le canal de Suez.

Mais les Anglais disposent d'un atout décisif en parvenant, en janvier 1916, à conclure un accord avec le chérif de la Mecque Hüseyin, qui s'engage, en échange de promesses d'indépendance, à combattre contre les Ottomans<sup>17</sup>. Conduits par

<sup>12</sup> Cet échec a constitué le coup d'envoi du génocide perpétré à l'encontre des Arméniens de Turquie, comme nous le verrons ci-après.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>14</sup> Voir Hagen, Gottfried, *Die Türkei im Ersten Weltkrieg*, op. cit., pp. 5 – 7.

<sup>15</sup> Le terme de Senousis ou Sanûsis désigne les membres de la confrérie musulmane de la Senoussiya, fondée par Muhammed Ibn Ali es-Senousi, qui gagna la Cyrénaïque en 1843.

<sup>16</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 121.

<sup>17</sup> Laurens, Henry, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris, A. Colin, 2004 (2<sup>ème</sup> éd.).

l'émir Faysal et avec l'aide du mythique Thomas Edward Lawrence, les Arabes ne tardent pas à mettre à mal les troupes turques de La Mecque en juin 1916, puis s'emparent du Hedjaz.

Tandis que les Anglais repoussent les Turcs du désert du Sinaï, avancent dans le Sud de la Palestine et prennent Jérusalem en décembre 1917, les troupes de Faysal prennent Akaba en juillet 1917 et remportent des victoires dans le nord de la Palestine et en Syrie. La résistance ottomane est d'autant plus acharnée qu'à Istanbul a filtré la nouvelle des accords secrets anglo-français Sykes-Picot, qui distribuent aux puissances les provinces de l'Empire. Mais à la veille de la signature de l'armistice de Moudros, Anglais et Arabes sont en train de repousser les Ottomans et les Allemands vers l'Anatolie.

En Perse enfin, les incursions de troupes ottomanes et d'agents allemands ouvrent un nouveau front en 1914 / 1915. Des combats sporadiques entre Turcs et Russes ont lieu dans cette région jusqu'au printemps 1917, date à laquelle les Turcs sont obligés de se retirer.

La défense des Détroits connaît un plus grand succès : par sa résistance tenace face aux Anglais et aux Français à la mi-février 1915, l'armée ottomane empêche non seulement l'ouverture d'une voie de ravitaillement entre la Russie et ses alliés occidentaux, mais contribue aussi indirectement à la stabilisation de la situation dans les Balkans au profit des puissances centrales. La défense de Gallipoli en particulier, où des troupes alliées ont débarqué en avril<sup>18</sup>, joue un rôle indirect dans l'entrée de la Bulgarie dans la guerre aux côtés des puissances centrales à l'automne 1915. Enfin, à partir de l'été 1916, des troupes ottomanes participent à la guerre en Europe, en Roumanie, en Galicie et en Macédoine.

La Révolution russe, en mars 1917, alors que Bagdad vient de tomber, réactive les espoirs placés dans le touranisme. La course vers le Caucase, quelques mois avant la fin de la guerre, va constituer une source importante de conflits entre Ottomans et Allemands, comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

### *Les conflits entre les autorités militaires ottomanes et allemandes*

« Pourquoi devrions-nous nous sentir redevables par rapport aux Allemands ? Qu'ont-ils fait pour nous en comparaison de ce que nous avons fait pour eux ? C'est vrai, ils nous ont donné de l'argent et nous ont envoyé quelques officiers, mais voyez ce que nous avons fait ! Nous avons vaincu la flotte britannique – quelque chose que ni les Allemands, ni aucune autre nation n'avaient pu faire. Nous avons envoyé nos troupes sur le front du Caucase et ainsi occupé de nombreuses troupes russes qui sinon auraient été placées sur le front occidental. De la même manière, nous avons obligé l'Angleterre à maintenir de grandes armées en Égypte et en Mésopotamie et de cette façon nous avons affaibli les armées alliées en France. Non, les Allemands n'auraient jamais obtenu leurs succès militaires sans nous ; ils doivent nous en être reconnaissants<sup>19</sup>. »

<sup>18</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire, op. cit.*, p. 81 et suivantes.

<sup>19</sup> Morgenthau citant Enver, in Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe, op. cit.*, p. 188.

Des conflits, il n'en manque pas entre alliés ottomans et allemands. Entre Enver, nommé commandant en chef de toutes les armées depuis la fin du mois d'octobre 1914, et Liman von Sanders, le chef de la mission militaire allemande, la situation est dès le début tendue. Ce dernier ne bénéficie en effet pas du pouvoir que le contrat de 1913 lui avait attribué. Ainsi, il participe certes aux réunions du Haut Quartier Général ottoman, mais son rôle est limité à celui de conseiller<sup>20</sup>. Enver a d'ailleurs pris soin d'expliquer au chef de l'état-major général allemand que von Sanders est autorisé à collaborer mais ne l'est pas à prendre de décisions<sup>21</sup>. Les deux hommes s'opposent également sur les ordres à donner aux officiers allemands de la mission militaire, au nombre de 290 en 1916. Le Kaiser lui-même doit s'en mêler et prend parti pour Enver, dont la collaboration est jugée bien plus importante que la position de Liman von Sanders. Enver n'a d'ailleurs pas manqué de souligner que le contrat de la mission militaire a été conçu en temps de paix et que son effectivité durant la guerre est limitée. Ainsi, l'action des officiers allemands en temps de guerre est soumise au quartier général turc et le chef de la mission ne peut pas avoir un rôle décisionnel, ce qui irait contre la constitution puisqu'il ne peut pas être rendu responsable de ses actions ou de ses décisions par les organes de l'État<sup>22</sup>. Devant la détermination de Liman von Sanders à donner sa démission, Enver est cependant obligé, pressé semble-t-il par Talat, de se montrer plus conciliant. À ce titre, il finit par accepter de s'engager à consulter Liman von Sanders pour toute affectation d'officiers allemands<sup>23</sup>.

Mais Enver reste d'avis que le contrat doit être absolument modifié après la guerre, de telle sorte que le chef de l'état-major général, un officier allemand, soit directement soumis aux ordres du ministre de la Guerre. Par ailleurs, les contrats doivent être négociés avec chacun des officiers allemands présents au ministère de la Guerre, à l'état-major général, dans les écoles militaires et en tant que généraux commandants, et non plus avec le chef de la mission militaire, ainsi que cela était habituel avant 1913<sup>24</sup>. La convention réglant la collaboration militaire après la conclusion de la paix est signée le 18 octobre 1917 par le ministre prussien de la Guerre et Enver, malgré l'opposition de Liman von Sanders – qui n'a pas été consulté une seule fois. L'article 4 de la nouvelle convention stipule que les officiers allemands seront subordonnés au ministre de la Guerre et aux officiers supérieurs ottomans<sup>25</sup>.

Sur le plan militaire, Enver et Liman von Sanders s'opposent également plusieurs fois : à l'automne 1914, von Sanders refuse de prendre le commandement de l'armée du Caucase, estimant qu'il est inconscient de mener la guerre dans cette

---

<sup>20</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 72.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>22</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 181.

<sup>23</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 96.

<sup>24</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 182.

<sup>25</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 100.

région en hiver. Après l'échec retentissant de l'armée ottomane, il accuse Bronsart d'en être le responsable et lui demande de partir de son poste de chef d'état-major ottoman, ce à quoi Enver s'oppose<sup>26</sup>. À Gallipoli, en mars 1915, les tensions entre Enver et Liman von Sanders, dues à des visions stratégiques différentes, montent encore d'un cran<sup>27</sup>. Après des protestations adressées par les deux militaires à l'ambassade et au Kaiser, Enver finit par accepter le point de vue de Liman et lui confie le commandement de la 5<sup>ème</sup> armée, dont Kâzım [Karabekir] est le chef de l'état-major, tandis que Mustafa Kemal en dirige l'une des divisions. Liman von Sanders devient alors le principal responsable de la défense des Détroits. Entre-temps, l'état-major général allemand décide de rappeler Liman von Sanders en Allemagne. Cette fois, Enver est contre : il explique en juillet 1915 à Hans Humann qu'il sait gré à von Sanders d'avoir pris comme chef d'état-major de son armée un Turc, et qu'il n'a pas confiance en von der Goltz (qu'il a nommé « conseiller spécial » au Haut Quartier général en janvier 1915), qu'il estime dépourvu de psychologie et dont il critique les réformes qu'il a introduites dans l'armée ottomane<sup>28</sup>.

Cependant, les relations entre les deux hommes ne s'améliorent pas, d'autant que Liman von Sanders semble s'entendre particulièrement bien avec l'ambassadeur Wolff-Metternich, qu'Enver et les autres dirigeants unionistes souhaitent écarter à cause de ses prises de position contre les persécutions perpétrées contre les Arméniens<sup>29</sup>. D'après Trumpener, Enver accuse alors Liman von Sanders et Wolff-Metternich de mener une politique dirigée directement contre lui, et s'adresse au Gouvernement allemand à l'été 1916 pour lui faire comprendre qu'un changement est nécessaire si l'on veut « qu'une réorientation de la politique turque soit évitée<sup>30</sup> ». Wolff-Metternich est finalement rappelé et remplacé par Richard von Kühlmann.

Malgré le nombre croissant de militaires allemands dans l'Empire<sup>31</sup>, les Allemands n'ont pas exercé de contrôle véritable sur l'armée ottomane. Les deux chefs de l'état-major général, Bronsart von Schellendorff et Hans von Seeckt, sont parvenus à entretenir une relation de confiance avec Enver, mais ont dû parfois pour cela se rallier à des décisions qui en réalité étaient critiquées par les autorités militaires allemandes. Par ailleurs, ils n'ont jamais endossé d'autres commandements que ceux ordonnés par Enver<sup>32</sup>. Liman von Sanders, un militaire de talent reconnu et respecté par ses collègues et subordonnés turcs, n'est pas parvenu à faire preuve de la diplomatie et de la finesse dont il aurait eu besoin en tant que chef

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 175.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 84.

<sup>28</sup> Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., pp. 177 – 178.

<sup>29</sup> Voir ci-après.

<sup>30</sup> Cité dans Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 97.

<sup>31</sup> Trumpener estime à 25.000 le nombre d'officiers et de soldats allemands dans l'Empire à la fin de la guerre, pp. 104 – 105.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 69.

de la mission militaire dans ses contacts avec Enver, ce qui a contribué pour une grande part à l'érosion générale de l'influence allemande.

Comme avant la guerre, les officiers turcs ont mal supporté les initiatives de leurs collègues allemands, ainsi que le relate Kâzım Karabekir<sup>33</sup>, ainsi aussi que le pointera Mustafa Kemal, qui s'est opposé à l'alliance avec l'Allemagne et à l'attribution de postes de commandement aux généraux allemands<sup>34</sup>. Comme avant la guerre également, les malentendus dus aux problèmes linguistiques ont été nombreux<sup>35</sup>. En fin de compte, les Allemands n'ont pas bénéficié du pouvoir effectif qu'ils s'attendaient à avoir.

### *Le drame arménien dans les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne*

« Der deutsche Bundestag verneigt sich im Gedenken an die Opfer von Gewalt, Mord und Vertreibung, unter denen das armenische Volk vor und während des ersten Weltkrieges zu leiden hatte. Er beklagt die Taten der jungtürkischen Regierung des osmanischen Reiches, die zur fast vollständigen Vernichtung der Armenier in Anatolien geführt haben. Er bedauert auch die unrühmliche Rolle des deutschen Reiches, das angesichts der vielfältigen Informationen über die organisierte Vertreibung und Vernichtung von Armeniern nicht einmal versucht hat, die Gräueltaten zu stoppen<sup>36</sup>. »

À la suite de l'échec essuyé par l'armée ottomane à Sarikamış, des massacres ont eu lieu contre les Arméniens, rendus responsables de la défaite et accusés de pactiser avec la Russie. Parallèlement, les unionistes ont décidé de désarmer les soldats et les gendarmes arméniens engagés dans l'armée<sup>37</sup>. Après la révolte qui a éclaté à Van, des intellectuels et notables ont été arrêtés à Istanbul les 24 et 25 avril 1915, parmi lesquels certains ont été déportés et assassinés. Cette date est commémorée comme le début du génocide perpétré à l'encontre des Arméniens ottomans.

Quatre-vingt-dix ans après, en juin 2005, le parlement allemand a adopté une résolution (*Armenien-Resolution*) dans laquelle il a invité la Turquie à se confronter

<sup>33</sup> Voir par exemple Karabekir, Kâzım, *Birinci Cihan Harbine Nasıl Girdik ?*, vol. 2, *op. cit.*, p. 159.

<sup>34</sup> Nous reviendrons sur ce point dans la suite de ce travail.

<sup>35</sup> Voir les récits de Kannengiesser, cités dans Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, *op. cit.*, p. 191.

<sup>36</sup> « Armenien-Resolution », votée par le parlement allemand le 16 juin 2005 : « Le parlement allemand commémore les victimes de la violence, des meurtres et des déportations dont a souffert le peuple arménien avant et pendant la Première Guerre mondiale. Il regrette les actions du gouvernement jeune-turc de l'Empire ottoman qui ont mené à l'anéantissement presque complet des Arméniens en Anatolie. Il regrette aussi le rôle peu glorieux de l'Allemagne qui, alors qu'elle disposait de multiples informations sur la déportation et l'anéantissement organisés des Arméniens, n'a même pas essayé de mettre un terme à ces atrocités ».

<sup>37</sup> Voir Zürcher, Erik Jan, « Ottoman Labour Bataillons in World War I ». In : Kieser, Hans-Lukas ; Schaller, Dominik J. (eds.), *Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah. The Armenian genocide and the Shoah*, Zürich, Chronos Verlag, 2002, pp. 187-196.

ouvertement (*offene Aufarbeitung*) aux massacres perpétrés contre les Arméniens, et dans laquelle il a souligné le « rôle peu glorieux » (*die unrühmliche Rolle*) de l'Allemagne dans cette question. Pour autant, le problème de la responsabilité et de l'implication du gouvernement allemand de l'époque dans le génocide n'est pas résolu par les historiens<sup>38</sup>. Ce débat est rendu difficile par le fait qu'un grand nombre de sources concernant ce sujet ont été détruites durant la Deuxième Guerre mondiale.

Que le gouvernement allemand se soit rendu coupable de passivité est un fait que des historiens comme Ulrich Trumpener ou Frank Weber ont depuis longtemps mis en évidence. Les autorités allemandes ont eu pour priorité l'alliance avec l'Empire ottoman et se sont satisfaites des explications unionistes selon lesquelles les déportations correspondaient à des mesures de sécurité<sup>39</sup>. Quand il est devenu évident qu'il s'agissait de massacres de masse qui touchaient des familles, des femmes et des enfants, informées par les rapports des consuls sur place, elles ont protesté auprès du gouvernement ottoman. Mais dans les faits, l'Allemagne officielle est restée passive, craignant d'offenser les dirigeants unionistes. En ce sens, elle n'a pas apporté non plus de soutien décisif aux personnalités engagées pour la cause arménienne comme le pasteur Johannes Lepsius<sup>40</sup> et s'est pliée aux autorités turques qui par exemple ont exigé le remplacement de l'ambassadeur Wolff-Metternich à cause de ses fortes protestations vis-à-vis des déportations<sup>41</sup>. Dans cette perspective, le gouvernement allemand s'est donc rendu coupable de passivité.

Christoph Dinkel<sup>42</sup> et Vahakn Dadrian<sup>43</sup> ont montré que les officiers présents pendant la guerre ont participé activement aux déportations. Ils citent par exemple le cas du chef allemand de l'état-major général ottoman Bronsart von Schellendorf, signataire d'un ordre de déportation, connu également pour ses propos antisémites et antiarméniens, ou celui de Böttrich, chef de la section du chemin de fer au sein de l'état-major général ottoman, engagé personnellement dans la déportation des Arméniens travaillant pour la Société du chemin de fer d'Anatolie. La plupart des officiers allemands étaient effectivement persuadés que l'activité révolutionnaire des Arméniens constituait un danger de première importance, et Christoph Dinkel

<sup>38</sup> Voir Schaeffgen, Annette, *Schwieriges Erinnern. Zur Rezeption des Genozids an den Armeniern*, Berlin, Metropol, 2006.

<sup>39</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., pp. 200 – 270.

<sup>40</sup> Johannes Lepsius (1859 – 1926) était un pasteur protestant, fondateur de la *Deutsche Orient-Mission*. En 1919, il éditera des sources diplomatiques concernant la politique allemande à l'égard des Arméniens, dont certaines seront toutefois falsifiées. Sur ce sujet, voir Gust, Wolfgang (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern 1915/16. Dokumente aus dem politischen Archiv des deutschen auswärtigen Amtes*, Springe, zu Klampen Verlag, 2005.

<sup>41</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 127.

<sup>42</sup> Dinkel, Christoph, « German Officers and the Armenian Genocide ». In : *Armenian Review*, 1991, vol. 44, n°1/173, pp. 77 – 133, ici p. 120.

<sup>43</sup> Dadrian, Vahakn N., *German Responsibility in the Armenian Genocide. A Review of the Historical Evidence of German Complicity*, Cambridge, Blue Crane Books, 1996.

a raison en ce sens de parler « d'hystérie insurrectionnelle<sup>44</sup> », qui a poussé certains d'entre eux à encourager les déportations et les massacres.

Au-delà de l'aspect militaire, Dadrian a présenté le génocide comme étant pour partie une idée allemande, en soulignant l'influence de von der Goltz et de sa vision d'une Turquie asiatique musulmane, ou du publiciste impérialiste Paul Rohrbach, « suspecté d'être le théoricien qui a implanté dans les esprits turcs l'idée du déplacement des Arméniens en Mésopotamie<sup>45</sup> ». Il a également supposé que Max von Oppenheim pouvait avoir été impliqué dans des contacts avec le CUP concernant le génocide. Au final, pour Dadrian, la complicité allemande (*Mitschuld*) dans ce massacre s'est manifestée par la participation active des officiers allemands, ainsi que par l'incitation (*Anregung*) et l'approbation (*Zustimmung*) des autorités civiles<sup>46</sup>.

C'est à cette thèse que l'historien Hilmar Kaiser s'est opposé, reprochant à Dadrian d'avoir interprété les sources citées dans le but de démontrer l'implication des autorités militaires et civiles allemandes, et de manquer souvent de preuves pour appuyer ses affirmations, comme par exemple celles concernant von der Goltz ou Max von Oppenheim<sup>47</sup>. Il a également reproché à l'auteur de ne pas prendre en compte la résistance de certaines personnalités allemandes, soutenant qu'en définitive, il n'y a pas eu de politique commune menée par les militaires et les civils allemands. Dans son article consacré à l'attitude des dirigeants de la Société du chemin de fer<sup>48</sup>, il a ainsi montré que ceux-ci se sont opposés à la déportation de leurs employés arméniens. Le directeur général Günther et le directeur de la Deutsche Bank Gwinner en particulier ont pris contact à plusieurs reprises avec les autorités allemandes et ottomanes pour demander que soient épargnés les ingénieurs et les ouvriers concernés. Pour convaincre le gouvernement unioniste, ils ont mis en avant le fait que si ce personnel était déporté, les possibilités de transport allaient s'amoinrir et la construction du chemin de fer allait devoir être interrompue. Ce faisant, ils ont réussi à repousser les déportations de quelques mois, mais il leur a fallu également s'opposer à Böttrich, le chef de la section du chemin de fer à l'état-major général, particulièrement déterminé à engager les déportations. Dans ce cadre, Günther a certes réussi à convaincre la *Wilhelmstrasse* que l'attitude de Böttrich risquait de nuire à l'image de l'Allemagne, mais les autorités militaires ont refusé de changer Böttrich de poste au motif qu'il n'était pas possible de trouver une autre personne. En fin de compte, les unionistes ont ordonné les déportations du personnel du chemin de fer en juin 1916. Kaiser

<sup>44</sup> Dinkel, Christoph, « German Officers and the Armenian Genocide », *op. cit.*, p. 118.

<sup>45</sup> Dadrian, Vahakn N., *German Responsibility in the Armenian Genocide*, *op. cit.* pp. 114 - 115.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>47</sup> Il y a eu un débat sur cette question entre Dadrian et Kaiser dans la revue *Journal of the Society for Armenian Studies* 8 (1995) et 9 (1996 - 1997).

<sup>48</sup> Kaiser, Hilmar, « The Baghdad Railway 1915 - 1916 : A Case Study in German Resistance and Complicity ». In : Hovannisian, Richard (éd.), *Remembrance and Denial : The Case of the Armenian Genocide*, Detroit, Wayne State University Press, 1999, pp. 67 - 112.



conclut en soulignant les conséquences désastreuses qu'ont eues pour les Arméniens les conflits entre les différentes autorités allemandes.

Les recherches récentes ont donc montré que, si certains officiers allemands dans l'Empire ottoman ont participé directement aux mesures de déportation, d'autres personnalités impliquées dans les relations entre les deux pays ont fermement condamné le massacre. Le gouvernement allemand pour sa part est dans l'ensemble resté passif. Sur ce dernier point, le débat dans l'historiographie reste ouvert : la passivité des dirigeants allemands relève-t-elle des impératifs de la *Realpolitik*, ainsi que le montre en particulier l'étude de Trumpener<sup>49</sup>, ou bien faut-il aller plus loin et y voir la conséquence de l'influence sur une grande partie des élites allemandes de l'idéologie du darwinisme social ? Selon cette dernière thèse, dans une perspective historique qui commencerait à la fin des années 1880 et qui s'étendrait jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne, obsédée chez elle par la perspective du *Lebensraum*, aurait commis le génocide contre les Herero en Namibie entre 1904 et 1907, aurait laissé faire celui contre les Arméniens puis aurait commis la Shoah<sup>50</sup>. Cette vision souligne ainsi la continuité de la politique allemande vis-à-vis de la question arménienne dans l'Empire : tout comme l'Allemagne officielle n'a pas protesté au moment des massacres perpétrés contre les Arméniens à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le gouvernement allemand a laissé faire le génocide de 1915. Cette politique serait en partie due à un racisme envers les Arméniens, désignés comme étant les « Juifs d'Orient » et affublés de préjugés comparables<sup>51</sup>.

À l'évidence, ce douloureux sujet doit continuer à faire l'objet de recherches : outre la nécessité de continuer à réfléchir sur le débat précédent, il reste notamment à approfondir la question du rôle effectif des officiers allemands dans l'Empire à l'aide de sources ottomanes.

Pour l'heure, sur le plan politique, retenons que le gouvernement allemand et également le gouvernement austro-hongrois<sup>52</sup> se sont rendus coupables de n'être pas intervenus et de s'être contentés des arguments unionistes selon lesquels l'Empire était victime d'un mouvement de sédition généralisé dans les provinces orientales. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient préoccupées avant tout par la nécessité de ne pas troubler l'alliance avec l'Empire ottoman. Il est donc primor-

<sup>49</sup> Voir aussi l'article de Bloxham, Donald, « Power Politics, Prejudice, Protest and Propaganda : A Reassessment of the German Role in the Armenian Genocide of World War I ». In : Kieser, Hans-Lukas ; Schaller, Dominik J. (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah*, *op. cit.*, pp. 213 – 244.

<sup>50</sup> Schaller, Dominik J., « Genozid, Historisierung und Rezeption. Was kann die Analyse der Rezeption des Völkermordes an den Armeniern (1915) in Deutschland während der Jahre 1915 – 1945 zum Verständnis der Shoah beitragen? ». [En ligne]. In : [www.hist.net/kieser.agnet/index.html](http://www.hist.net/kieser.agnet/index.html) (page consultée le 18.11.2005).

<sup>51</sup> Kaiser, Hilmar, *Imperialism, Racism, and Development Theories*, *op. cit.*

<sup>52</sup> Bridge, F. R., « The Habsburg Monarchy and the Ottoman Empire, 1900 – 18 », *op. cit.*, pp. 46 – 47.

dial pour notre sujet de comprendre que le gouvernement et l'état-major général allemands ont accordé une telle valeur à l'alliance avec l'Empire ottoman qu'ils ont préféré dans bien des cas ne pas la mettre en danger, au prix de fermer les yeux sur le massacre qui se déroulait devant eux. Comme nous le verrons par la suite, après la guerre, le massacre perpétré contre les Arméniens constituera pendant quelques années une source de tensions dans les relations entre l'Allemagne de Weimar et la Turquie kémaliste.

## 2. La marge de négociation des unionistes dans les relations politiques

« Les alliés doivent savoir, et le monde doit savoir que nous sommes entrés en guerre pour défendre notre existence politique et notre indépendance, pas pour le Roi de Prusse. Nous ne sommes pas entrés en guerre pour les beaux yeux des Allemands et de nos alliés (...)»<sup>53</sup>.

« Les Jeunes Turcs nationalistes ne veulent pas libérer la Turquie de l'influence française pour ensuite se jeter dans les bras de l'Allemagne, ils veulent utiliser cette dernière pour réaliser leur idéal national»<sup>54</sup>.

En juillet 1915, Mahmud Muhtar pacha, ambassadeur à Berlin depuis 1913, est remplacé à l'initiative de Halil par l'ancien grand vizir İbrahim Hakki pacha, que les autorités allemandes ont toujours loué. Halil lui-même est nommé ministre des Affaires étrangères en octobre 1915, malgré l'opposition de Said Halim qui cumulait jusqu'alors les fonctions de grand vizir et de ministre des Affaires étrangères. La nomination de Halil, désigné plusieurs fois par les autorités allemandes comme étant un ferme partisan de l'alliance avec les puissances centrales, représente un avantage, même si certaines d'entre-elles craignent de devoir regretter la modération dont Said Halim a pu faire preuve<sup>55</sup>.

Dans les relations politiques entre les deux alliés, les unionistes semblent avoir su dans une large mesure préserver leurs intérêts et obtenir les garanties qu'ils voulaient de la part de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Ainsi, en janvier 1915, ils obtiennent que le traité d'août 1914 soit modifié et que soit ajoutée une déclaration d'assistance mutuelle en cas de guerre défensive contre la Russie, la France, une coalition des Balkans ou la Grande-Bretagne si cette dernière est soutenue par

<sup>53</sup> Discours d'ouverture du parlement ottoman en 1917 prononcé par Veli bey, député d'Aydın, cité dans Tunaya, Tank Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, Vol. 3 : *İttihat ve Terakki*, op.cit., p. 605.

<sup>54</sup> Rapport de l'ambassadeur autrichien Pallavicini, 2 novembre 1915, cité in : Klein, Fritz, « Der Einfluss Deutschlands und Österreich-Ungarns auf das türkische Bildungswesen in den Jahren des ersten Weltkrieges ». In : Plaschka, Richard Georg ; Mack, Karlheinz (Hrsg.), *Wegenetz europäischen Geistes. Wissenschaftszentren und geistige Wechselbeziehungen zwischen Mittel- und Südosteuropa vom Ende des 18. Jahrhunderts bis zum Ersten Weltkrieg*, Munich, Oldenbourg, 1983, pp. 420 – 432, ici p. 425.

<sup>55</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 125.

un autre État européen. Les autorités allemandes sont satisfaites du fait qu'elles n'ont pas eu besoin de garantir l'intégrité territoriale de l'Empire. Cependant, elles doivent se résigner à ce que la clause d'août 1914 qui accordait à la mission militaire allemande une influence effective sur la direction générale de l'armée ne soit pas renouvelée<sup>56</sup>.

Par ailleurs, devant la progression de la Russie et de la Grande-Bretagne dans les territoires ottomans, la Porte demande quelques mois plus tard qu'une clause soit rajoutée au traité de janvier 1915 stipulant qu'aucun pays ne pourra conclure une paix séparée ou engager des négociations pour la paix générale sans le consentement de l'autre. Cette demande a pour origine une discussion entre Enver et von Lossow menée en juillet 1916, après que les autorités allemandes ont demandé aux autorités militaires turques d'envoyer deux divisions de l'armée ottomane sur le front de Galicie. Bien qu'Enver se soit exprimé de manière positive, Liman von Sanders et l'ambassadeur Wolff-Metternich ont objecté que l'aide des Turcs leur donnerait le droit de formuler de nouvelles revendications politiques, et en particulier d'exiger de leurs alliés qu'ils continuent la guerre jusqu'à ce que les territoires ottomans soient libérés de l'occupation des puissances de l'Entente. Lossow a donc été chargé de mener une conversation « franche » avec Enver mais a oublié la prudence diplomatique en invitant ce dernier à faire part de son point de vue sur un certain nombre de questions que Berlin s'était jusqu'ici efforcé de ne pas évoquer. Il lui a demandé en particulier si son gouvernement s'opposerait à la conclusion de la paix tant que le Caucase et l'Irak ne seraient pas complètement libérés de la présence de l'ennemi<sup>57</sup>.

Cette conversation est aussitôt suivie de démarches auprès des autorités allemandes et, en septembre 1916, Halil bey se rend à Berlin pour conclure un accord. Il propose que l'Allemagne et l'Empire ottoman s'engagent à assurer une paix qui prendra en compte les intérêts des deux pays en fonction de « leurs sacrifices et de leurs efforts », qu'aucun pays ne conclura la paix sans le consentement de l'autre tant que les territoires de l'un des deux étaient occupés, qu'aucun pays ne conclura une paix séparée et enfin que l'Empire ottoman sera autorisé, sous certaines circonstances, à réclamer des parties de la Thrace appartenant à la Bulgarie<sup>58</sup>. Les autorités allemandes acceptent finalement les trois premières clauses, et le traité est signé le 28 septembre 1916. Malgré son opposition initiale, l'Autriche-Hongrie conclut un traité séparé avec l'Empire ottoman en mars 1917.

Le succès le plus important obtenu par les unionistes concerne en fait la reconnaissance par les puissances centrales de l'abolition des capitulations. Les autorités allemandes, comme nous l'avons vu, ont promis cette reconnaissance en septembre 1914, mais une fois l'Empire entré effectivement en guerre, elles se

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 132. Voir aussi Jäschke, Gotthard, « Der Turanismus der Jungtürken », *op. cit.*, pp. 19 – 20.

<sup>58</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire, op. cit.*, p. 133.

sont efforcées de repousser la demande ottomane, refusant surtout de renoncer au statut particulier des institutions scolaires et religieuses. Devant l'insistance des unionistes cependant, Berlin doit finalement céder, d'autant que les autorités militaires estiment que la question ne vaut pas la peine d'être aussi âprement défendue. En janvier 1917, une série de traités est donc signée entre les deux pays, qui reconnaissent l'abolition de tous les droits capitulaires allemands et placent les relations juridiques, consulaires et commerciales sur la base de l'égalité mutuelle. Une clause secrète précise par ailleurs que le gouvernement allemand promet de soutenir la Porte au cas où celle-ci déciderait de refuser les demandes de l'Entente de rétablir le système des capitulations après la guerre. Enfin, dans un échange de notes secrètes, les deux gouvernements acceptent de s'accorder mutuellement la clause de la nation la plus favorisée concernant les institutions religieuses, éducatives, médicales et de charité<sup>59</sup>.

Après la déclaration de la guerre à l'Allemagne par les États-Unis au début du mois d'avril 1917, un certain nombre d'unionistes, en particulier Cavid, refusent de rompre les relations avec Washington. D'après les rapports de l'ambassadeur allemand à Istanbul, Kühlmann, l'opposition à la politique d'Enver et de Talat, à la « faction allemande » selon ses termes, semble à ce moment-là gagner du terrain, et ce n'est qu'après de longues discussions que le gouvernement ottoman se décide finalement, le 20 avril, à rompre ses relations avec les États-Unis<sup>60</sup>. La *Wilhelmstrasse*, visiblement soucieuse des rapports qu'elle reçoit de Berlin, décide alors d'adopter une attitude conciliatrice lors de la venue de Talat à Berlin quelques jours plus tard. Ainsi, le ministre de l'Intérieur ottoman obtient un amendement au traité du 28 septembre 1916 stipulant que les deux alliés s'engagent à partager les gains obtenus de leurs ennemis « en fonction de leurs sacrifices et de leurs réussites ». Les autorités allemandes tentent d'inclure dans cet accord les entreprises françaises et anglaises de l'Empire ottoman, sans succès. Par ailleurs, il est stipulé que les croiseurs *Yavuz* et *Midilli* appartiennent définitivement à la Turquie, qui obtient aussi des sous-marins de guerre.

Quelques mois plus tard, en septembre 1917, l'appel du pape à une paix générale, et surtout la réponse de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, qui fait certes allusion aux droits des Turcs sur les Détroits mais qui ne mentionne pas la nécessité pour tous les gouvernements de recouvrer leurs droits souverains d'avant-guerre, ainsi que le demande pourtant la Porte, constituent une nouvelle occasion pour les unionistes de forcer Berlin à donner des garanties. En ce sens, elle fait savoir aux autorités allemandes qu'elle attend une promesse formelle concernant le respect de l'intégrité de l'Empire. Devant la pression unioniste, les autorités allemandes acceptent finalement la conclusion d'un accord, signé le 27 octobre 1917, par lequel l'Allemagne s'engage à n'accepter aucun accord de paix qui limiterait

<sup>59</sup> *Ibid.*, pp. 130 – 131.

<sup>60</sup> *Ibid.*, pp. 156 – 157. Ce point mériterait d'être approfondi à l'aide de sources ottomanes.

sous quelque forme que ce soit les droits souverains de la Porte. Par ailleurs, la clause restrictive de janvier 1915 concernant le *casus fœderis* vis-à-vis de la Grande-Bretagne est annulée, et l'obligation mutuelle est élargie à l'Italie. Trumpener met ainsi en évidence le fait que ce traité constitue une sérieuse barrière contre les futures discussions entre l'Entente et l'Allemagne<sup>61</sup>.

L'Allemagne n'a pas cédé à la demande des unionistes d'abolir les traités de Paris, de Londres et de Berlin conclus respectivement en 1856, 1871 et 1878 qu'ils considèrent comme ayant imposé des « entraves politiques » à l'Empire ottoman dont il est désormais nécessaire se libérer<sup>62</sup>. Mais elle a accepté l'abrogation des capitulations et s'est engagée à ne pas se retirer de la guerre tant que la Porte n'aurait pas recouvré ses droits souverains. Les unionistes, dans ce domaine, sont parvenus à ce que l'Empire soit traité sur un pied d'égalité.

### 3. *Les relations économiques*

#### *La politique économique du Comité union et progrès pendant la guerre*

Dès 1913, le CUP s'est orienté vers la mise en place d'une économie nationale. Pendant la guerre, les intellectuels unionistes, influencés par les théories économiques allemandes, en défendent les principes dans la revue *İktisadiyat Mecmuası*, qui paraît en 1915 et qui est financée par le Comité. Dans le premier numéro, Tekin Alp estime ainsi que les Turcs doivent prendre la nation allemande comme modèle en ce qu'elle a réussi à mettre en place une économie nationale en moins d'un demi-siècle<sup>63</sup>. Dans ce même numéro, Gökalp y critique l'enseignement du libéralisme économique anglais dans les écoles et le « cosmopolitisme » auquel il est associé<sup>64</sup>. Reprenant cet argument, Tekin Alp, en 1917, regrettera dans la revue *Yeni Mecmua* que les professeurs d'économie se contentent de reprendre les théories des économistes classiques comme Adam Smith ou Paul Leroy-Beaulieu, que l'existence même de List, Wagner ou Schmoller ne soit pas connue et que la question de l'économie nationale ne soit pas abordée<sup>65</sup>.

Après l'abolition des capitulations, le CUP prend le contrôle de l'économie<sup>66</sup> et introduit une série de mesures destinées à protéger ou à favoriser les intérêts des Turcs. Sur le plan du commerce extérieur, des tarifs douaniers spécifiques sont mis en place et des commissions sont créées pour contrôler le commerce et les devi-

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 164.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>63</sup> Toprak, Zafer, *Türkiye'de Ekonomi ve Toplum, op. cit.*, p. 14.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>66</sup> Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi. Savaş Ekonomisi ve Türkiye'de Devletçilik, 1914 – 1918* [Le Comité union et progrès et la Guerre mondiale. L'économie de guerre et l'étatisme en Turquie, 1914 – 1918], Istanbul, Homer Kitabevi, 2003, p. 11.

ses<sup>67</sup>. La langue turque devient obligatoire dans les correspondances des sociétés. Les unionistes réorganisent également la Banque agricole en faisant appel à un Allemand, Emil Kautz, qui en assume la direction jusqu'à la fin de la guerre, et qui réoccupera ce poste pendant quelques mois sous la république. Ils créent une Banque nationale de crédit (*İtibar-ı Milli Bankası*) avec l'aide d'un spécialiste autrichien, mettent en place un réseau de coopératives de production, de consommation et de crédit et forment des comités d'approvisionnement (*İaşe Heyetleri*), là aussi avec l'aide d'un Allemand, Hugo Meyer<sup>68</sup>. Il faut également noter la présence d'un conseiller allemand, Albert Halle, au sein du ministère du Commerce et de l'Agriculture, sur l'activité duquel des recherches restent nécessaires. Par ailleurs, l'école agronomique de Halkalı est dirigée par un Hongrois, ainsi que la réorganisation du département des Eaux et Forêts<sup>69</sup>. En général, Allemands, Autrichiens et Hongrois sont en concurrence pour placer leurs experts.

*Pour une complémentarité des relations : l'élaboration de projets*

« La signification du commerce germano-turc n'est pas à chercher dans le présent mais dans les possibilités futures<sup>70</sup>. » En écrivant cette phrase, l'économiste Carl-Anton Schäfer<sup>71</sup>, qui a publié en 1913 un ouvrage intitulé *Ziele und Wege für die jungtürkische Wirtschaft*, et en 1914 une brochure intitulée *Die deutsch-türkische Freundschaft*, résume bien les attentes des personnalités allemandes attentives aux relations avec l'Empire. Conscientes du fait que les relations économiques effectives sont encore insignifiantes en 1914, elles misent sur un développement futur que la guerre doit faciliter. Leur conception est que la Turquie en tant que pays agricole, et l'Allemagne en tant que pays industriel vont de plus en plus se compléter.

Dans la brochure parue en 1914, Schäfer insiste ainsi sur la nécessité pour l'Allemagne de s'engager plus encore dans l'Empire, en prenant la place des puissances de l'Entente. Il souligne l'importance d'une modernisation agricole de la Turquie, qui lui permettrait de s'enrichir et donc de devenir un client important de l'Allemagne pour les produits finis. Il met par ailleurs en évidence le fait que l'Allemagne dépend de la Turquie pour le coton, et place ses espoirs dans les travaux d'irrigation menés dans la plaine d'Adana et en Mésopotamie. Par ailleurs, il

<sup>67</sup> Toprak, Zafer, *Türkiye'de Ekonomi ve Toplum (1908 – 1950)*, op. cit., p. 6.

<sup>68</sup> Voir Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., p. 127 et Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi*, op. cit., p. 139.

<sup>69</sup> Klein, Fritz, « Der Einfluss Deutschlands und Österreich-Ungarns », op. cit., p. 426. Voir le chapitre « L'appel du gouvernement unioniste à l'Allemagne ». Voir aussi Rathmann, Lothar, *Stossrichtung Nabost 1914 – 1918*, op. cit., qui mentionne la présence d'un autre conseiller allemand au ministère de l'Agriculture, Bücher, p. 167.

<sup>70</sup> Schäfer, Carl Anton, *Deutsch-türkische Freundschaft*, Berlin et Stuttgart, 1914, p. 8.

<sup>71</sup> Carl Anton Schäfer sera ministre des Finances du Land Schleswig-Holstein à la fin des années 1950.

réclame un engagement de l'Allemagne dans l'exploitation du pétrole de Mésopotamie, notant que « l'Allemagne ne peut plus (...) tolérer une collaboration anglaise dans l'industrie du pétrole en Mésopotamie ».

L'idée d'une complémentarité entre les pays est reprise par Gustav Hertl, responsable des articles économiques sur la Turquie dans les revues *Der neue Orient* et *Weltwirtschaftliches Archiv*. Confiant dans la victoire de l'Allemagne dans la guerre, ce dernier défend ainsi la conception selon laquelle l'influence de l'Europe occidentale va nécessairement décroître au profit de la *Mittleuropa*<sup>72</sup>, et que la Méditerranée orientale – et non pas occidentale – va regagner une importance certaine. Selon Hertl, l'importance de la Turquie pour l'Allemagne est double, à la fois comme complément de l'économie allemande et autrichienne et comme puissance prépondérante parmi les États musulmans :

« L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie forment un territoire économique continu capable d'assurer à chacun de ces pays une indépendance économique. La présente guerre a montré la valeur énorme de l'indépendance économique. L'indépendance économique ne signifie pas l'indépendance totale vis-à-vis de l'étranger, elle signifie que les relations économiques avec l'étranger ne sont pas gênées en cas de guerre (...). La Grèce et la Roumanie ne pourront certainement pas résister longtemps à la force d'attraction de ce territoire économique, qui comprendrait alors l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie. Ce territoire serait prolongé vers l'Est en Perse et en Afghanistan, qui, sous domination turque, y appartiendraient d'eux-mêmes<sup>73</sup>. »

Hertl se montre également attentif aux efforts de la Turquie pour créer une unité culturelle parmi les peuples turcs d'Asie centrale, qui permettrait ainsi à l'Allemagne d'avoir accès à une région vierge et pleine de possibilités.

Cette idée d'une complémentarité entre les deux pays ne séduit pas seulement les Allemands : elle est également défendue par les unionistes. D'après Hertl, le ministre des Affaires extérieures Halil bey aurait déclaré dans un discours à la chambre des députés :

« L'un des événements majeurs de cette immense guerre va être qu'un groupe de puissances va se constituer de la mer du Nord à l'océan Indien qui préservera pour toujours l'humanité de l'égoïsme de l'Angleterre, de l'ambition de la Russie, des désirs de revanche de la France et de l'infidélité de l'Italie, qui ont englouti des millions de vies humaines et des milliards de biens matériels. »

Hertl note que Halil bey a également, lors de la création du comité germano-turc<sup>74</sup>, exprimé l'espoir que l'Allemagne industrielle et la Turquie agricole se complètent. Dans l'ensemble, les personnalités allemandes engagées dans les relations avec l'Empire s'efforcent d'expliquer et de justifier auprès de l'opinion allemande

<sup>72</sup> Hertl, Gustav, « Die zukünftige Stellung der Türkei in der Weltwirtschaft ». In : *Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 7, 1916, Jena, pp. 328 – 342.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 330.

<sup>74</sup> Sur ce comité et sur l'association germano-turque, voir les chapitres suivants.

les mesures de nationalisation entreprises par les unionistes, qui sont parfois perçues comme étant xénophobes. Le secrétaire général du centre économique germano-turc dépendant de l'Association germano-turque, Reinhard Junge, écrit ainsi une série d'articles pour le *Frankfurter Zeitung*, dans lesquels il critique l'attitude de certains industriels et hommes d'affaires allemands en mettant en évidence la nécessité d'une Turquie économiquement forte. Tekin Alp, qui commente cette parution dans l'*İktisadiyat Mecmuası*, approuve notamment le fait que l'Allemagne doit aider à la modernisation de l'agriculture turque<sup>75</sup>.

### *Les relations pendant la guerre*

À la fin de son discours sur le budget prononcé devant le parlement en mars 1917, Cavid déclare :

« Messieurs, il règne aujourd'hui, pas seulement chez l'ennemi mais aussi chez nos amis et alliés, une opinion assez négative sur nous (...). Depuis le début de la guerre, je me suis rendu plusieurs fois en Allemagne et j'ai eu souvent l'occasion de parler avec de nombreuses personnalités politiques (...). Elles ont toutes loué et admiré le courage de notre armée et le sacrifice incomparable de la Turquie ; elles ne se sont plaintes que sur un point : 'vous souffrez d'une maladie chronique', ont-elles dit très ouvertement. 'Vous vous considérez comme plus forts et plus puissants que vous ne l'êtes vraiment (...). En résumé, ont-elles dit, vous êtes devenus trop chauvins et extrêmement nationalistes'. Vous et moi, Messieurs, sommes tous des nationalistes de cœur, mais en aucun cas dans le sens étroit du terme. Nous souhaitons que les Turcs, qui jusqu'ici ont été tenus éloignés de toutes les entreprises créées chez nous par les étrangers, participent désormais à toutes les nouvelles entreprises par leur travail et leur capital. Dans cette perspective, nous sommes nationalistes : nous ne pouvons pas permettre que chaque initiative chez nous soit le fait des étrangers et que les Turcs en soient exclus et seulement spectateurs (...)<sup>76</sup>. »

Par ces mots, Cavid souligne la détermination des unionistes à protéger les intérêts des Turcs, à un moment où, effectivement, les mesures qu'ils introduisent sont mal accueillies par les milieux financiers et politiques allemands. Sans nul doute, une grande méfiance règne désormais dans l'Empire par rapport aux projets allemands<sup>77</sup>.

Pour autant, les unionistes doivent faire appel plusieurs fois à l'aide financière allemande. Dans ce domaine, Cavid joue un rôle primordial, réussissant à obtenir des conditions particulières dans les prêts successifs qu'accorde l'Allemagne à

<sup>75</sup> Tekin Alp, « Türk – Alman Münasebat-i İktisadiyesi ». In : *İktisadiyat Mecmuası*, 14 décembre 1916 (1 Kanun-i Evvel 1332).

<sup>76</sup> Voir la traduction du discours de Cavid par Schäfer, Carl Anton, *Finanzminister Dschawid Bei : türkische Kriegsfinaanzwirtschaft*, Politische Flugschriften herausgegeben von Ernst Jäckh, Stuttgart und Berlin 1917, p. 39 et le texte original paru dans Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi*, op. cit., p. 342.

<sup>77</sup> Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., p. 114.



l'Empire : lors des négociations pour le premier prêt, qui se déroulent au mois d'octobre 1914, Cavid a réussi à repousser la conclusion de l'accord au 10 novembre, évitant ainsi qu'il ne devienne la condition de l'entrée en guerre de l'Empire et obtenant surtout de meilleures conditions qu'un mois auparavant. Il a également reçu la promesse de Wangenheim qu'un nouveau prêt pourrait être accordé en cas de besoin. Aux Allemands qui exigent l'émission de papier monnaie dans l'Empire pour éviter un transport de l'or devenu dangereux, Cavid est parvenu à imposer que cette émission soit effectuée par l'Administration de la Dette publique, et non pas par la Banque ottomane, afin de ne pas s'attirer la disgrâce des Français avec qui, ainsi qu'il l'affirmera durant toute la guerre, les Ottomans traiteront à nouveau après la guerre. Après des négociations difficiles à Vienne et à Berlin, Cavid a réussi à conclure un second traité d'emprunt le 20 avril 1915. Malgré la réticence des financiers allemands, les unionistes ont par ailleurs obtenu un nouveau prêt quelques mois plus tard, en mettant en valeur la nécessité de payer les troupes ottomanes et surtout d'équiper les troupes sur le front de Gallipoli. Même après la création d'une Banque de crédit nationale en 1917, les dirigeants ottomans parviennent à imposer que seule l'Administration de la Dette Publique délivre du papier-monnaie<sup>78</sup>. En plus de ces prêts, l'Allemagne accepte durant les quatre ans de guerre de délivrer d'autres aides pour le matériel de guerre et l'importation de biens divers.

Dans la question du *Bagdadbahn* également, dont la construction dans la région du mont Taurus est devenue primordiale sur le plan stratégique, Cavid a refusé un accord proposé par les autorités allemandes d'après lequel le Reich accorderait un prêt à 6% à la Porte qui elle-même prêterait cet argent sans intérêt à la Société du Chemin de fer de Bagdad, arguant que l'entreprise du chemin de fer relève autant des intérêts du Reich que de l'Empire. Finalement, Cavid a réussi à obtenir que le taux du prêt allemand soit de 5,5% et que cet argent soit prêté à un taux de 3% à la Société<sup>79</sup>. Après la défaite de la Serbie à l'automne 1915 qui a rendu possible le transport de matériel et qui a justifié ainsi la poursuite de la construction du chemin de fer vers Nusaybin, la Société du chemin de fer de Bagdad a exigé des conditions – notamment une révision des accords précédents – auxquelles les Ottomans se sont opposés. Sur ce point, Enver semble avoir joué un rôle majeur, déclarant que si la Société ne modifiait pas ses conditions, la poursuite de la ligne de chemin de fer se ferait sans elle, sous la responsabilité du ministère de la guerre<sup>80</sup>. Par ailleurs, les unionistes ont eux-mêmes posé comme condition que tout accord futur soit rédigé en langue turque.

Finalement, la Société, aidée par l'ambassade allemande, a réussi à ce que la Porte lui verse une partie des paiements qu'elle lui devait en janvier 1917. À partir

---

<sup>78</sup> Sur les négociations, voir Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire, op. cit.*, pp. 271 – 284.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 295.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 300.

de ce moment cependant, la Porte n'honorera plus ses obligations, et le gouvernement allemand sera obligé de rembourser la Société jusqu'à la fin de la guerre<sup>81</sup>. La situation est encore pire pour la construction de la ligne dans les montagnes du Taurus et de l'Amanus, où les arrestations et les déportations de la main d'œuvre arménienne par les autorités ottomanes contribuent à ralentir sensiblement l'entreprise. Par ailleurs, la demande de la Société du chemin de fer de Bagdad que l'accord de 1903 soit modifié ne trouve pas de réponse positive du côté ottoman, et c'est le Reich qui finit par accepter de délivrer un prêt à la Société<sup>82</sup>. Les unionistes, ainsi qu'il en ressort de la bibliographie que nous avons consultée, ont fait preuve d'intransigeance et n'ont pas honoré les engagements qu'ils avaient passés. Pour autant, il manque encore une étude qui reposerait sur des sources ottomanes.

Dans le domaine des échanges commerciaux, le contrôle ottoman sur les importations fait que les compagnies allemandes ne peuvent pas vraiment faire d'affaires<sup>83</sup>. Les importations en produits alimentaires n'atteignent pas le niveau escompté. Quant à l'industrie de guerre allemande, celle-ci peut certes profiter des exportations ottomanes de minerai mais les entreprises ne parviennent pas à obtenir de nouvelles concessions pour l'exploitation de gisements, à l'exception de Krupp, fortement intéressée par le chrome, indispensable pour l'industrie d'armement. La Porte se montre bien disposée et accorde en décembre 1915 l'exploitation de trois mines. À partir de février 1915, les autorités allemandes intensifient leurs efforts en proposant la création d'un « bureau géologique » à Istanbul et l'envoi dans l'Empire d'une mission géologique, mais les autorités ottomanes réagissent de manière négative à ce qu'elles considèrent comme une tentative d'emprise sur les ressources naturelles de l'Empire.

Par ailleurs, la concurrence austro-hongroise, surtout depuis l'ouverture de la route des Balkans, inquiète les autorités allemandes, qui observent avec méfiance l'intérêt de l'Autriche-Hongrie pour le bassin de houille d'Héraclée, les champs de pétrole de Mésopotamie ainsi que l'irrigation des plaines d'Adana, trois domaines qui intéressent depuis longtemps la Deutsche Bank<sup>84</sup>. L'Allemagne fait donc savoir à Vienne qu'elle est favorable à une participation austro-hongroise au « développement économique général » de l'Empire ottoman, mais prévient qu'elle n'acceptera pas une tentative de l'Autriche-Hongrie d'interférer dans les « droits » des groupes allemands. Par ailleurs, les autorités austro-hongroises envoient cinq conseillers dans l'Empire ottoman, dans les domaines de l'ingénierie électrique, de l'hydraulique, des mines, de l'agriculture et des forêts. En mai 1917, l'Autriche-

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 305.

<sup>82</sup> Sur les détails des négociations voir *ibid.*, pp. 305 – 316.

<sup>83</sup> Voir Pomiankowski, Joseph, *Der Zusammenbruch des Osmanischen Reiches*, *op. cit.*, p. 267 ; Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, *op. cit.*, p. 135.

<sup>84</sup> L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient également en concurrence dans le domaine de l'influence culturelle. Voir Klein, Fritz, « Der Einfluss Deutschlands und Österreich-Ungarns », *op. cit.*

Hongrie informe les autorités allemandes qu'elle est également prête à éviter une rivalité économique entre les deux pays mais qu'elle ne renoncera pas à son indépendance dans sa politique orientale.

Du côté allemand, la *Wilhelmstrasse* essaie à partir du printemps 1917 de persuader les dirigeants ottomans de liquider toutes les entreprises économiques anglaises et françaises dans l'Empire, en expliquant aux autorités ottomanes que cette liquidation serait certes un avantage pour l'Allemagne, dont plusieurs entreprises ont déjà été liquidées par les pays ennemis, mais aussi pour la Turquie, en ce qu'ainsi elle bénéficierait d'une position plus ferme à la table des négociations et surtout qu'elle se débarrasserait ainsi de l'ingérence anglaise et française dans ses affaires économiques. Le capital allemand pourrait aider à ces liquidations et en ce cas, ces transactions pourraient mener à l'annulation des dettes de guerre de la Porte par rapport au Reich. Comme l'on s'y attend, les autorités turques refusent, pointant que l'Autriche-Hongrie elle-même n'a pas procédé à ces liquidations, et qu'elles ont l'intention de travailler à nouveau avec l'Entente après la Guerre.

Au début de l'année 1918, Cavid se rend à Berlin pour négocier un nouvel emprunt. Sa proposition est la suivante : l'Allemagne accepte de ne pas réclamer le remboursement de ces emprunts après la guerre, en échange de quoi la Porte s'engage à garantir toutes les concessions économiques qu'elle souhaite, et à mettre en place un grand programme de développement économique en collaboration avec l'Allemagne. Les autorités allemandes restent vagues sur ces questions. Karl Helfferich est d'avis que le remboursement devra tôt ou tard être allégé, mais que comme l'Allemagne n'a aucune garantie concernant ses intérêts économiques, il est nécessaire d'attendre encore. Au final, en février 1918, puis en août 1918, deux nouveaux emprunts sont accordés à la Porte sans que les autorités allemandes ne parviennent à s'assurer de nouvelles concessions, leur priorité étant de maintenir l'alliance de l'Empire ottoman avec les puissances centrales.

Tout au long de la guerre, les autorités allemandes n'ont donc pas réussi à s'assurer de nouveaux avantages, excepté les quelques concessions minières. Trumpener précise avec raison que Cavid a joué un rôle déterminant sur ce point. Toutefois, l'historien conclut peut-être un peu trop vite que même si les puissances centrales avaient gagné la guerre, Berlin n'aurait vraisemblablement pas profité de la situation. Certes, les unionistes sont devenus méfiants, et ont pour priorité l'économie du pays. Mais en moins de quatre ans et en temps de guerre, ils ont confié des domaines importants aux Allemands et des relations autres qu'officielles se sont nouées, comme nous allons voir dans la suite de ce travail. D'ailleurs, Cavid bey, pourtant connu pour s'être opposé à l'alliance avec l'Allemagne, déclare dans son discours sur le budget prononcé à la chambre en mars 1917 : « Nous ferons la plus grande partie de nos affaires après la guerre avec l'Allemagne. Entre elle et nous, un important échange de marchandises aura lieu<sup>85</sup> », ajoutant :

---

<sup>85</sup> Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi*, op. cit., p. 334.

« Nous voulons développer l'agriculture et la petite, moyenne et même dans certaines domaines grande industrie. L'agriculture et l'industrie nécessitent des capitaux. (...) Je ne fais pas partie de ceux qui s'opposent à l'introduction de capitaux en Turquie d'où qu'ils viennent. Mais nous privilégierons certainement le capital introduit par nos amis et alliés<sup>86</sup>. »

#### 4. L'Allemagne dans les projets de modernisation unionistes

##### *La propagande pour l'alliance*

La propagande de guerre des dirigeants allemands et unionistes vise en premier lieu les musulmans, dont ils espèrent un soulèvement contre les forces de l'Entente. Du côté ottoman, les unionistes agissent en priorité par le biais de l'Organisation spéciale (*Teşkilat-i Mahsusa*), créée en 1913 par le ministère de la guerre, dirigée par les personnalités unionistes les plus connues, telles que Nâzım bey et Bahaeddin Şakir, et formée de volontaires, de soldats ou d'anciens prisonniers. Cette organisation, tristement connue pour avoir orchestré les déportations et le massacre des Arméniens, s'apparente à un service de renseignements et d'espionnage, et est placée sous le contrôle direct d'Enver<sup>87</sup>.

À l'initiative de ce dernier, la *Teşkilat-i Mahsusa* met en place en décembre 1914 une mission destinée à faire de la propagande auprès des prisonniers musulmans issus des colonies françaises et anglaises ou venant de Russie. Ces prisonniers, internés dans deux camps près de Berlin, font l'objet, dans la logique de la politique « pro-musulmane » des autorités allemandes, d'un traitement particulier : ils ont à leur disposition une mosquée<sup>88</sup>, des imams, des professeurs qui leur enseignent la religion ou encore les langues turque et allemande. Ces camps constituent également l'occasion, pour les autorités unionistes, de mettre en scène l'amitié turco-arabe<sup>89</sup>. La mission envoyée à la fin de l'année 1914 compte parmi ses membres le Cheik tunisien Salih et-Tunisi, qui a émigré à Istanbul puis à Damas après l'occupation française de la Tunisie et qui a accompagné Enver en Cyrénaïque lors de la guerre de Tripolitaine<sup>90</sup>, et le poète ottoman Mehmed Akif [Ersoy]<sup>91</sup>.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 341.

<sup>87</sup> Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı*, *op. cit.*, p. 203.

<sup>88</sup> Sur l'histoire de cette mosquée, voir Höpp, Gerhard, « Die Wünsdorfer Moschee : eine Episode islamischen Lebens in Deutschland, 1915 - 1930 ». In : *Die Welt des Islams*, vol. 36, 1996, pp. 204 - 218 et *ibid.* : *Muslims in der Mark. Als Kriegsgefangene und Internierte in Wünsdorf und Zossen, 1914 - 1924*, Berlin, 1997.

<sup>89</sup> Voir par exemple l'article non signé « Almanya'da Müslüman Esirler Ordugâhında Kurban Bayramı ». In : *Türk Yurdu*, 18.01.1917.

<sup>90</sup> Ou Salih as-Sharif at-Tunisi, qui s'est engagé pour la guerre sainte au début de la Guerre. Voir Heine, Peter, « Salih ash-Sharif at-Tunisi, a North African Nationalist in Berlin during the First World War ». In : *Revue de l'Occident musulman*, 33, 1982, pp. 89 - 95 et Schwanitz, Wolfgang G., « Djihad 'Made in Germany' : Der Streit um den Heiligen Krieg », *op. cit.*

<sup>91</sup> Mehmed Akif, membre du Comité depuis la révolution, est l'un des principaux représentants du courant islamiste progressiste. Après la Première Guerre, il soutiendra le mouve-

Du côté allemand, un « Bureau d'informations pour l'Orient » est créé pour développer une propagande panislamique contre l'Entente, auquel collaborent des fonctionnaires, des orientalistes et des personnalités du monde arabo-musulman, dont le Şeyh Salih. Max von Oppenheim, après avoir dirigé ce bureau pendant six mois, se rend ensuite à Istanbul, où il travaille depuis l'ambassade à mettre en place des salles de lecture et de propagande. Au total, 36 salles de ce genre sont ouvertes dans l'Empire<sup>92</sup>.

À Berlin, le Bureau d'informations pour l'Orient édite son propre journal, intitulé *Korrespondenzblatt der Nachrichtenstelle für den Orient* puis, à partir de 1917, *Der neue Orient, Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten*. À cette revue collaborent quelques personnalités arabes et turques comme l'émir Şekib Arslan<sup>93</sup>, l'ancien ambassadeur ottoman à Paris Salih Münir pacha, ou encore le publiciste Halil Halid<sup>94</sup>, ainsi que des orientalistes allemands comme Martin Hartmann ou Gotthard Jäschke. Friedrich Schrader, de *l'Osmanscher Lloyd*, envoie régulièrement des articles sur les nouvelles parutions littéraires turques. Cette revue, qui ne contient pas seulement des articles de propagande mais aussi des analyses précises de la situation économique, politique et culturelle de l'Empire, est distribuée gratuitement à la presse ottomane<sup>95</sup>.

En 1916, une revue analogue, intitulée *Die islamische Welt*, paraît à Berlin sous la direction du Şeyh Abdülaziz Çavuş<sup>96</sup>. Comme dans le cas précédent, elle a pour objet de « renforcer les liens entre le monde musulman et l'Allemagne<sup>97</sup> » et contient des articles écrits par des orientalistes, des militaires et des publicistes. Des poèmes et des textes écrits par des écrivains ottomans, comme Halid Ziya [Uşaklıgil], Cenab Şahabeddin, Mehmed Rauf bey, Celal Nuri [İleri], Ahmed Hikmet ou encore Ahmed Refik [Altınay] sont traduits par Habib Edib<sup>98</sup> ou par l'orientaliste Otto Hachtmann.

---

ment national kémaliste et composera l'hymne national de la Turquie. Il s'opposera toutefois aux mesures laïques de Mustafa Kemal et partira en exil en Égypte. Voir l'annexe biographique.

<sup>92</sup> Schwanitz, Wolfgang G., « Die Berliner Djihadisierung des Islam », *op. cit.*

<sup>93</sup> Ou Chakib Arslan, né en 1869, d'une grande famille druze libanaise, ottomaniste fervent.

<sup>94</sup> Çerkes Şeyhizade M. Halil Halid (1868 – 1931) est un diplomate et un publiciste formé en Angleterre, qui a pris position contre l'impérialisme de la Grande-Bretagne et de la France, et qui a vécu à Berlin pendant la Guerre. Le seul article que nous avons trouvé sur cette personnalité, de Tanvir S. Wasti (« Halil Halid : Anti-imperialist Muslim Intellectual ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 29, July 1993, pp. 559 – 579) ne donne aucun renseignement sur son séjour à Berlin.

<sup>95</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 241.

<sup>96</sup> Abdülaziz Çavuş (1876 – 1929) est un Égyptien formé en Angleterre qui s'est opposé à l'impérialisme anglais. Il a publié deux revues à Istanbul à partir de 1912 et a contribué à la propagande pour la guerre sainte. Après la guerre, il restera quelque temps à Berlin.

<sup>97</sup> *Die islamische Welt. Illustrierte Monatschrift für Politik, Wirtschaft und Kultur*, n°1, 19.11.1916.

<sup>98</sup> Habib Edib [Törehan], avocat de formation et journaliste, se trouve en Allemagne à partir de 1914. Sous la République, il s'engagera activement pour le développement des relations avec l'Allemagne, comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

En ce qui concerne la propagande pour l'alliance entre les deux pays, les autorités allemandes disposent désormais dans l'Empire de plusieurs organes de presse : outre l'*Osmanischer Lloyd*, elles soutiennent le journal *Die Verteidigung*, dans lequel des officiers allemands et turcs publient des articles sur les événements militaires, et font même paraître un journal satirique, *Hande*, auquel collaborent le caricaturiste Sedat Semavi et Friedrich Schrader. Elles envoient par ailleurs des articles à des journaux turcs, comme *Tanin* ou *İkdam*.

Du côté ottoman, alors que la presse habituelle manque de papier et doit s'en procurer auprès des ambassades allemande et austro-hongroise, ce qui accroît le contrôle de celles-ci, les unionistes font paraître une nouvelle revue, la Revue de la guerre (*Harb Mecmuası*), à laquelle collaborent des intellectuels comme Ahmed Ağaoğlu ou Süleyman Nazif. Surtout, cette revue, qui bénéficie d'une qualité de papier de premier ordre, est l'une des premières à mettre l'accent sur la propagande visuelle, publiant de nombreuses photos censées témoigner des succès militaires ottomans et allemands<sup>99</sup>. Le ministère ottoman de la Guerre, par ailleurs, organise une exposition de peintures à Vienne et à Berlin en 1915, supervisée par le peintre et écrivain Celal Esad [Arseven]<sup>100</sup>.

Parmi les manifestations officielles, la visite de Guillaume II à Istanbul en 1917 constitue l'occasion la plus appropriée de mettre en scène la continuité de l'amitié entre les deux pays, d'autant que l'empereur allemand en est à son troisième voyage dans la capitale. Ainsi, le *Servet-i Fünun*, dans une édition en ottoman et en français, rappelle d'emblée les visites précédentes du Kaiser :

« Ce n'est pas la première fois que l'illustre allié de notre auguste souverain honore notre pays de sa visite. Deux années après son avènement, inaugurant une nouvelle politique, celle qui devait un jour aboutir à la fraternité d'armes turco-allemande qui vient de faire si brillamment ses preuves, mais que son esprit sagace entrevoyait dès ce temps, S.M.I. Guillaume II arrivait à Constantinople, et, neuf ans après, en 1898, il entreprenait un second voyage qui, après les brillantes fêtes données en son honneur dans la capitale ottomane, le conduisait en Anatolie, en Syrie et en Palestine. Dès cette époque, il nous apportait le trésor précieux des sentiments d'estime et d'amitié qu'il nourrit à l'égard de la nation ottomane ».

L'auteur de l'article, bien sûr, ne manque pas de rappeler la déclaration du Kaiser sur son amitié pour les 300 millions de musulmans, qu'il qualifie de « lointaine prophétie qui devait trouver une si complète réalisation ». La visite de l'empereur, poursuit l'auteur, constitue aussi « une appréciation éclatante de la force et de la vitalité dont la Turquie a fait preuve pendant trois années d'une âpre lutte pour son existence (...) » pour défendre ses « aspirations les plus chères : le droit à la libre existence, la pleine indépendance et le développement, sans entraves, dans l'avenir ; enfin une Turquie forte et respectée de tous<sup>101</sup>. » À la suite de l'article,

<sup>99</sup> Voir à ce sujet Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı*, op. cit., p. 190 et suivantes.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 188.

<sup>101</sup> *Servet-i Fünun*, 17.10.1917.

un résumé rappelle les « trois visites » du Kaiser, et sont mises en évidence par trois titres en gras : « 1889 », « 1898 » et « l'arrivée ». Durant son séjour, Guillaume II est nommé maréchal de l'armée ottomane et sa photo en *müşir* fait la « une » du *Servet-i Fünun*.

Mais plus que le discours officiel, dont les arguments, comme ceux de toute propagande, sont au final très primaires, il nous semble intéressant d'étudier le rôle des intellectuels unionistes dans la mise en valeur de l'alliance avec l'Allemagne : ceux-ci en effet publient des brochures sur l'Allemagne, se rendent sur place, et se réfèrent à elle dans leurs articles. Beaucoup d'entre eux par ailleurs participent aux activités de l'Association turco-allemande, comme nous le verrons ci-après.

### *Les contacts entre orientalistes allemands et intellectuels turquistes*

« Le but de tous les Allemands est une Turquie forte, et l'un des moyens d'y parvenir est une industrie solide, turque, nationale. Le développement sain de celle-ci permettra de résoudre le conflit qui agite la nouvelle génération, prise entre la recherche d'un renouveau dépourvue de critique et s'appuyant sur l'Occident, et la recherche encore indéfinie d'un style turc reposant sur des fondements locaux<sup>102</sup>. »

Comme nous l'avons mentionné, les orientalistes allemands s'engagent activement pour un renforcement des relations avec l'Empire ottoman. Outre leur participation à la propagande pour la guerre sainte, Martin Hartmann, Eugen Mittwoch, Otto Hachtmann, Sebastian Beck, ou encore le journaliste Friedrich Schrader, de *l'Osmannischer Lloyd*, s'efforcent de faire connaître l'Empire ottoman et surtout le mouvement turquiste, qu'ils approuvent fortement, auprès de l'opinion publique allemande. Schrader traduit notamment la nouvelle écrite en 1912 par Halide Edip<sup>103</sup> *Yeni Turan*, sous le titre *Das neue Turan : ein türkisches Frauenschicksal*, ainsi que des romans de Ahmed Hikmet et des nouvelles de Halid Ziya. La revue culturelle viennoise *Österreichische Rundschau* consacre également l'un de ses numéros à l'Empire ottoman, en publiant des textes littéraires choisis par Celal Sahir et traduits par Tekin Alp<sup>104</sup>. Les auteurs de ces textes sont tous des écrivains connus, « turquistes » ou proches de ce mouvement<sup>105</sup>.

Parmi ces orientalistes, Martin Hartmann, qui s'intéresse depuis longtemps au nationalisme arabe, occupe une place particulière. À Berlin, il collabore aux revues de propagande panislamiste *Korrespondenzblatt der Nachrichtenstelle für den Orient* et *Die islamische Welt*. Il est également nommé membre-correspondant, avec les spécia-

<sup>102</sup> Hartmann, Martin, « Das türkische Kunstempfinden und das Suchen nach einem Stil ». In : *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 99.

<sup>103</sup> Halide Edib [Adivar] (1884 – 1964) est l'un des premiers écrivains turcs féminins, proche des milieux turquistes.

<sup>104</sup> *Österreichische Rundschau*, 15.03.1916.

<sup>105</sup> Tevfik Fikret, Hüseyin Yalçın, Rıza Tevfik, Mehmed Emin, Yusuf Akçura, Köprülüzade Fuad, Halid Ziya, Ahmed Hikmet, Edib Halide, Hamdullah Suphi, Celal Sahir, Ziya Gökalp et Abdülhak Hamid.

listes de l'Asie centrale Müller et Albert von Lecoq, de l'Institut d'étude des œuvres musulmanes et nationales (*Asar-i İslamiye ve Milliye Tedkik Encümeni*)<sup>106</sup>, fondé en 1915 par Köprülüzade Mehmed Fuad et qui publie la Revue de recherches nationales (*Millî Tettebular Mecmuası*).

Hartmann est aussi en contact avec le poète Mehmed Emin [Yurdakul]<sup>107</sup>, qu'il a rencontré lors de son voyage en 1909, et avec lequel il correspond. Dans l'une de ses lettres, publiée dans la revue *Türk Yurdu*<sup>108</sup>, il remercie le poète de lui avoir envoyé son ouvrage et revient sur la situation de l'Empire, mettant en évidence l'importance de l'Anatolie pour l'avenir et le fait que la guerre contribue à renforcer le sentiment national. Hartmann écrit en particulier :

« Il n'est pas nécessaire de vous dire que, dans l'immense combat dans lequel la nation turque est entrée, j'ai imploré Dieu de donner la victoire : ne sommes-nous pas alliés, lancés dans une guerre sainte contre un ennemi commun ? Mais j'ai un autre souhait pour la Turquie : que l'éveil qui naîtra après la guerre ne se limite pas seulement à la réanimation de l'esprit militaire, mais aussi que l'on puisse voir un effort pour réparer les fautes commises peut-être par le passé. »

Assurer l'indépendance de l'État, par rapport à la religion notamment, est l'une des priorités que Hartmann énonce pour le développement de la Turquie, citant l'Allemagne en exemple. L'orientaliste poursuit :

« Vous combattez pour sortir la nation turque d'un profond sommeil et pour la faire entrer dans un mouvement occidental et spirituel. Je souhaite de tout mon cœur que vous y réussissiez. Je souhaite distribuer à mes amis vos poèmes. Il faut que votre poésie soit traduite dans toutes les langues. Les Turcs doivent savoir que grâce à votre œuvre qui montre le futur et leur rappelle leur passé, le monde entier se tourne désormais vers eux. »

Hartmann est également en contact avec la *Wilhelmstrasse* pour faire venir Mehmed Emin en Allemagne : une lettre trouvée dans les documents des archives du ministère allemand des Affaires étrangères datée du 10 juin 1915, dont nous n'avons pas pu identifier l'auteur, appuie la demande de Hartmann de faire venir Mehmed Emin en Allemagne, soulignant : « Je suis persuadé que l'image que ce poète (national) si populaire dans son pays aura de l'Allemagne influencera son activité et aidera grandement à montrer aux Turcs en langue rimée la signification morale et militaire de l'Allemagne pour la Turquie. » L'auteur de cette lettre poursuit en mettant en évidence l'énorme succès des poèmes « coud, mon aiguille, coud ! » et « ouvre-toi complètement, nous sommes là », précisant par ailleurs que le ministre de la Guerre Enver a ordonné que le poème « Réveille-toi, Turc ! » soit imprimé en 15.000 exemplaires et distribué dans les écoles et pour les soldats, et

<sup>106</sup> *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 53.

<sup>107</sup> Mehmed Emin [Yurdakul] (1869 – 1944) est un écrivain nationaliste qui a publié des poèmes réunis dans un recueil en 1918 sous le titre *Vers le Touran (Turana doğru)*. Voir entre autres Landau, Jacob M., *Pan-Turkism, op. cit.*, pp. 32 – 33.

<sup>108</sup> « Almanya'dan gelen bir mektup ». In : *Türk Yurdu*, 18.02.1915 (5 şubat 1330).



concluant que Mehmed Emin possède « une grande maîtrise de la langue<sup>109</sup> ». Il ne semble pas que Mehmed Emin soit effectivement venu en Allemagne. Mais sur ce point, des recherches complémentaires seraient nécessaires.

Attentif aux intellectuels turquistes, Hartmann s'intéresse aussi à Ziya Gökalp, le fondateur de l'école sociologique dans l'Empire, et qui a occupé la première chaire de sociologie à l'Université d'Istanbul. En septembre 1917, l'orientaliste prévient ainsi la *Wilhemstrasse* de l'importance du rôle du sociologue :

« Je me permets de souligner que je connais la manière dont les cercles européens et aussi allemands jugent cet homme : on le considère comme l'un de ces soi-disant cultivés qui trompent leurs compatriotes sur leurs valeurs par de belles paroles. J'ai la conviction que cet homme mérite la plus grande attention. Il est discret, ne joue pas de rôle politique mais a une influence profonde et durable sur une partie importante de la population, et plus précisément sur les plus jeunes, pas seulement dans la capitale mais aussi dans les provinces<sup>110</sup>. »

Persuadé du rôle que l'Allemagne peut jouer dans la vie intellectuelle turque, Hartmann regrette par ailleurs que l'influence culturelle allemande soit si peu développée : il écrit dans *Der neue Orient* à propos de la Revue de sociologie (*İctimaiyat Mecmuası*) qui paraît à Istanbul :

« Il est regrettable que les études sociologiques en Allemagne aient jusqu'ici souffert d'une hostilité systématique et n'aient été introduites qu'il y a peu dans les universités. En réalité, il existe un certain nombre de nos philosophes et de nos historiens dont les jeunes Turcs qui veulent se consacrer à la sociologie pourraient apprendre beaucoup, hormis la formation méthodologique de l'université allemande. Pour le développement de l'*ictimaiyat*, la participation de spécialistes allemands à l'introduction de nouvelles idées est souhaitable. Il faudrait aussi remédier aux lacunes de la bibliographie<sup>111</sup>. »

Dans la dernière étude qu'il entreprend avant sa mort, *Dichter der neuen Türkei*<sup>112</sup>, Hartmann se livre à une analyse approfondie de la nouvelle littérature turque. Dans la préface, il rapporte qu'il doit beaucoup à l'ambassadeur Hakkı pacha et à Mustafa Nermi, dont il reproduit le récit biographique que ce dernier lui a transmis. Ce récit nous permet d'apprendre que Mustafa Nermi est né en 1890 en Macédoine, a étudié la littérature française et a enseigné dans le lycée du Comité union et progrès à Salonique. Il a également publié un certain nombre d'articles dans des revues telles que *Vazife*, *Tasvir-i Efkâr*, *Genç Kalemler* ou *Türk Yurdu*. Nous ne savons pas où il se trouve pendant la guerre, ni comment il est entré en contact avec Hartmann, mais nous le retrouverons à Berlin juste après l'armistice. À partir de ce moment, Mustafa Nermi, devenu un grand admirateur de la culture allemande, écrira régulièrement des articles sur l'Allemagne pour la presse kémaliste.

<sup>109</sup> AA, Personalien, 1888 – 1915, lettre datée du 10 juin 1915, R 13810.

<sup>110</sup> AA, Konstantinopel 402, die deutsch-türkische Vereinigung und deutsche Kulturbestrebungen in der Türkei, 1916 – 1917, lettre de Martin Hartmann, 14.09.1916.

<sup>111</sup> *Der neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten*, 2, octobre 1917.

<sup>112</sup> Hartmann, Martin, *Dichter der neuen Türkei*, Berlin 1919.

On le voit, les orientalistes allemands, et en premier lieu Martin Hartmann, suivent de près le mouvement littéraire et idéologique turquiste, dont ils attendent beaucoup, persuadés de son bien-fondé. Convaincus par ailleurs de posséder la véritable culture, ils espèrent que l'Allemagne deviendra la référence culturelle des intellectuels turquistes et s'efforcent dans cette perspective d'entrer en contact avec eux.

*L'Allemagne comme idéal ? Quelques récits d'écrivains turcs*

À l'occasion de la mission organisée pour l'inspection des prisonniers musulmans, Mehmed Akif, qui reste quelques mois en Allemagne, écrit un long poème intitulé « *Berlin Hatıraları* » [Souvenirs de Berlin]<sup>113</sup>. À la différence du style caractéristique des écrits de propagande, l'écrivain fait usage d'une langue populaire, ironique, vivante. Cependant son poème reste idéologique, centré sur la mise en valeur de l'alliance de l'Empire avec l'Allemagne : la rencontre dans un café d'une femme allemande dont il suppose que le fils est mort à la guerre, lui donne l'occasion d'écrire un certain nombre de vers sur le sacrifice nécessaire pour la patrie et pour une cause qu'il juge juste. Pour autant, il est remarquable que Mehmed Akif consacre le plus long de son poème à la force de l'Allemagne et aux faiblesses de l'Empire, qu'il met sans cesse en évidence. La réussite de l'Allemagne, il l'explique par deux facteurs essentiels, le progrès technique et l'unité, qui, ainsi qu'il le regrette amèrement, manque cruellement à l'Empire :

« C'est cette unité qui est le secret de votre magnificence,  
Elle est la voix qui fait trembler le monde.  
(...)  
Tandis que vous vous élevez par ce lien,  
Notre peuple est détruit par ce manque d'unité<sup>114</sup>. »

Mehmed Akif se montre non seulement admirateur du progrès technologique, mais aussi des arts et de la littérature allemande, qu'il estime vivants, à la différence de l'art ottoman. En fait, Mehmed Akif ne connaît certainement que très peu la littérature allemande. Dans ce poème, l'Allemagne est présentée comme le pays idéal, par contraste avec l'Empire ottoman, de manière très dualiste. Ce n'est qu'à la fin de son texte que l'auteur quitte un ton jusque-là plutôt pessimiste pour s'enflammer pour la bataille de Çanakkale, dont il vit les premiers succès au moment de la rédaction.

Au moment où Mehmed Akif rédige son poème, l'intellectuel turquiste Ahmed Ağaoğlu publie une série de lettres sur Berlin dans son journal *Tercüman-ı*

<sup>113</sup> Voir *ibid.*, pp. 307 – 311 et Böer, Ingeborg, *Türken in Berlin*, *op. cit.*, pp. 123 – 134.

<sup>114</sup> Ersoy, Mehmed Akif, « Berlin Hatıraları ». In : *Safabat. Basılan ve basılmayan bütün şiirleri*, éd. : Ömer Rıza Doğrul, İstanbul, İnkilap Kitabevi, 1943, pp. 309 – 310.

*Hakikat* [L'interprète de la vérité], dont la revue *Türk Yurdu* publie un extrait en juin 1915<sup>115</sup>. Le sujet, qui porte sur les femmes allemandes, est à l'ordre du jour pour les unionistes, qui prennent des mesures allant dans le sens d'une émancipation des femmes en légiférant sur le divorce ou en essayant de leur faciliter l'accès à l'éducation.

Dans cet article, Ahmed Ağaoğlu présente les femmes allemandes comme un modèle que les femmes turques devraient prendre :

« Vous ne rencontrerez pas ici ces bottines à hauts talons, ces jupes ridicules, étroites qui donnent une démarche bizarre ! Les vêtements des femmes allemandes correspondent à leur caractère simple, sérieux, propre, beau et esthétique. Mon Dieu ! Comment se fait-il que nous ne voyions pas les aspects positifs, libres et bénis de l'Europe – même dans le domaine de la féminité – et que nous prenions les modes ridicules venues directement des boulevards, et que même ceux qui se trouvent tranquillement au cœur de l'Europe n'acceptent pas ? Oui ! Comme pour tout, l'imitation sans distinction est nuisible et ridicule ! ».

Et poursuit :

« Il suffit de mentionner comme exemple les femmes allemandes, le fait qu'elles fassent fonctionner cette magnifique machine allemande à la place des hommes comme s'il n'y avait pas la guerre, comme si cette nation ne se heurtait pas aujourd'hui au monde entier. En visitant l'usine la plus grande du monde, la société électrique allemande, j'ai demandé à une femme qui travaillait dans la construction de canons, de grenades et de bombes : 'Avez-vous des parents sur le front de guerre ?'. La jeune femme, en continuant son travail a répondu avec une dignité parfaite : 'Mon frère est sur le front oriental et mon père sur le front occidental'. La réponse de cette femme allemande prouve que l'Allemagne est une nation invincible. Une nation dans laquelle les hommes défendent avec leur sang leur patrie et dans laquelle les femmes préparent des bombes, des fusils, des canons pour ces hommes est une nation qui ne peut être vaincue !... ».

Au-delà du vocabulaire belliqueux d'un écrivain activement engagé dans la guerre<sup>116</sup>, il est intéressant de noter que Ahmed Ağaoğlu, comme l'ensemble des intellectuels turquistes, insiste sur le danger de l'imitation systématique, et sur la nécessité de n'adopter que les aspects « bénéfiques » de l'Europe, que l'Allemagne lui semble le mieux représenter. À Istanbul, l'écrivain, comme nous le verrons, participe d'ailleurs à l'association turco-allemande.

Quelques mois plus tard, en juillet 1915, Halid Ziya [Uşaklıgil], membre du Comité lui aussi, se rend à son tour en Allemagne. Dans ses mémoires, il ne consacre que quelques pages à ce voyage, qu'il désigne pourtant comme ayant été

<sup>115</sup> Ağaoğlu Ahmed, « Almanya Seyahati İtibâtından. Alman Kadınlığı ». In : *Türk Yurdu*, 3.06.1915 (21 mayıs 1331).

<sup>116</sup> Ahmed Ağaoğlu fait partie du comité central du CUP à partir de 1915. Il écrit également des articles pour la nouvelle revue de propagande unioniste, la Revue de la guerre (*Harb Mecmuası*). Après la guerre, Ahmed Ağaoğlu soutiendra le kémalisme et se montrera un libéral et un démocrate convaincu. Sur ce point, voir Georgeon, François, « Un intellectuel turc admirateur des Lumières », *op. cit.*

le plus « éclairant » (*tenvir*) et le plus « utile » (*müstefid*) de sa vie<sup>117</sup>. Il y reste huit mois, et parcourt près d'une cinquantaine de villes. Halid Ziya est parti sur proposition du gouvernement unioniste. Malheureusement, l'écrivain affirme dans ses mémoires qu'il ne se souvient plus des raisons. L'écrivain n'a pas été envoyé, semble-t-il, en mission diplomatique : de ses relations avec le ministère allemand des affaires étrangères, il rapporte seulement que celui-ci l'a fait venir deux fois sans dessein précis, notant : « Je ne sais pas s'ils voulaient analyser mes impressions ou s'ils avaient pour but de me demander des renseignements sur la Turquie<sup>118</sup>. » Cependant, la *Wilhelmstrasse* met à sa disposition des fonctionnaires chargés de le guider et de lui faciliter l'accès aux institutions qu'il désire visiter. En réalité, il semble bien que Halid Ziya ait été envoyé pour un voyage d'études, qu'il relate dans le *Tanin* sous forme de lettres qui paraissent sous le titre *Almanya Mektupları* et *Alman Hayatı*<sup>119</sup>.

À Berlin, Halid Ziya est en contact avec un certain nombre de ses compatriotes (il parle dans ses mémoires d'un « important groupe turc »), dont les anciens ambassadeurs Mehmed Rifat pacha et Mahmud Muhtar pacha, ainsi que le fonctionnaire et l'écrivain Saffeti Ziya<sup>120</sup>. Par ailleurs, il fréquente régulièrement l'ambassade ottomane et se rend notamment au théâtre avec Hakkı pacha. Les longues lettres de l'écrivain, écrites au cours de ses visites, insistent, comme l'on s'y attend, sur la modernité de l'Allemagne. Halid Ziya souligne à plusieurs reprises l'harmonie (*bir abeng-i tam*<sup>121</sup>) qui y règne. Dans l'une de ses lettres, il écrit ainsi :

« De toute façon, en Allemagne, la vie artistique et la vie industrielle sont tellement unies et proches l'une de l'autre qu'il n'est pas possible de les séparer. Un centre réputé pour ses lieux exemplaires, pour ses richesses passées, pour ses institutions scientifiques est en même temps une ville industrielle et commerçante ; dans les endroits les plus désolés, dans les villages que l'on croit les plus isolés, il y a de l'ébullition, du mouvement. Les cheminées des usines sont comme des conduits d'air sortis de la poitrine de ce pays<sup>122</sup>. »

Cette harmonie, l'écrivain la retrouve également dans l'architecture des villes, entre les bâtiments anciens et modernes, comme dans ses descriptions de Passau ou de Leipzig<sup>123</sup>. Dans ses lettres, Halid Ziya s'efforce d'aborder tous les aspects qui caractérisent l'Allemagne, décrivant les industries, les monuments, l'architecture, les musées et les galeries d'art des villes qu'il visite. Il traite également de

<sup>117</sup> Uşaklıgil, Halid Ziya, *Saray ve Ötesi, Son Hatıralar* [Le Palais et le reste, derniers souvenirs], vol. 3, Istanbul, Hilmi Kitabevi, 1941, pp. 174 – 179, ici p. 176.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 178.

<sup>119</sup> De nombreux extraits de ces lettres sont cités dans Baki, Asiltürk, *Osmanlı Seyyablarının Gözüyle Avrupa* [L'Europe vue par les voyageurs ottomans], Istanbul, Kaknüs yayınları, 2000.

<sup>120</sup> Safveti Ziya restera à Berlin après la fin de la guerre et présidera une commission chargée d'arrêter Talat. Voir la suite de ce travail.

<sup>121</sup> Cité in Baki, Asiltürk, *Osmanlı Seyyablarının Gözüyle Avrupa*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>122</sup> *Tanin*, 2.12.1915, cité in : *ibid.*, p. 461.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 112 et p. 214.

l'éducation, en visitant notamment le musée technologique de Munich (*Deutsches Museum*), qu'il qualifie d'école ouverte. Il y rencontre en effet des écoliers qui suivent avec attention les expositions, et avoue ne pas trouver la force de comparer ces enfants aux autres, qui doivent apprendre sans plaisir par le seul tableau noir<sup>124</sup>. Surtout, mettant en valeur le fait que la force d'un pays se mesure à ses écoles, il décrit avec admiration les institutions scolaires allemandes, leur organisation et l'enseignement qui y est dispensé, et les compare avec celles d'Istanbul, sales, étroites, surpeuplées. Il se penche également sur la pédagogie, qui consiste à faire participer les enfants aux cours, et sur les programmes, qui transmettent le sentiment national en insistant sur l'histoire, la littérature, la géographie de l'Allemagne, mais aussi la musique<sup>125</sup>. L'écrivain précise qu'il ne s'agit pas d'une question d'intelligence et met en évidence que les enfants turcs scolarisés dans les écoles allemandes réussiraient autant que les autres.

La présence de l'écrivain en Allemagne et les articles qu'il envoie au *Tanin* attirent l'attention de la presse allemande et de Martin Hartmann, qui note dans *Die Welt des Islams* :

« Je veux ici parler de Halid Ziya et de sa série de lettres (...) dans le journal *Tanin*. Le troisième article de cette série est un excellent exemple de sa compréhension de l'organisation de notre prévoyance sociale (*Fürsorge-Organisation*). Les institutions telles que le Bureau d'assurances privées de Francfort (*Zentrale für Privatvorsorge*) ou la Compagnie générale électrique de Berlin (*Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft*) sont décrites avec beaucoup de détails. Le rôle du gouvernement dans ce domaine est traité de manière tout à fait juste. Il faut espérer que ces informations seront suivies avec attention par le public ottoman. Les dirigeants connaissent parfaitement les besoins de leur pays et savent quels modèles sont à imiter. Mais un véritable progrès ne sera atteint que si l'esprit d'une démarche organisée pénètre la nation turque et si la tendance déjà existante de s'unir dans une action bénéfique ne se limite pas à la création d'associations et à des discours, mais s'exprime par un véritable travail en sacrifiant de la force et du temps, et aussi des moyens. On ne répétera pas assez qu'un large territoire se trouve en Turquie dans la nécessité : l'Asie mineure (...). C'est ici qu'il faut aider d'abord, non pas par de petits moyens (...) mais selon un programme bien pensé (...)»<sup>126</sup>.

Est-ce le but du gouvernement unioniste lorsqu'il décide de proposer à Halid Ziya d'aller en Allemagne? Halid Ziya a mis en valeur l'Allemagne dans son ensemble, et a insisté sur les lacunes de son pays, tant sur le plan industriel que scientifique et scolaire. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, rentré à Istanbul, l'écrivain s'engagera au sein de l'association turco-allemande pour l'envoi d'adolescents dans les écoles allemandes. Il sera également en contact avec les professeurs allemands appelés pour réformer l'université. On aurait pu toutefois penser que l'écrivain entrerait en relation avec le milieu littéraire allemand. Le voyage de Halid Ziya en Allemagne, cependant, reste superficiel : il ne semble pas

<sup>124</sup> *Tanin*, 28.09.1915, cité in : *ibid.*, p. 374.

<sup>125</sup> *Tanin*, 19.05.1916 et 30.05.1916, cité in : *ibid.*, pp. 488 – 489.

<sup>126</sup> *Die Welt des Islams*, Vol. 4, 1916, pp. 50 – 51.

y avoir noué de liens particuliers, et ne fait mention dans ses mémoires d'aucun intellectuel allemand avec lequel il aurait échangé et gardé des contacts.

Pour bien comprendre le sens de ce voyage et son caractère semi-officiel, il ne faut pas perdre de vue que l'Allemagne, pendant la guerre, n'est toujours pas un pays connu. L'objet de ce voyage répond donc pour une grande part au besoin de convaincre l'élite de l'avancement de l'Allemagne. En janvier 1917, Ahmed Emin [Yalman], dans une brochure écrite en allemand et intitulée *Die Türkei*<sup>127</sup>, écrira ainsi : « Mais jusqu'ici les milieux intellectuels n'ont guère eu l'occasion d'apprendre des choses nouvelles sur la culture allemande et de se débarrasser des vieilles idées importées de France. Dans ce domaine, il y a encore beaucoup à faire<sup>128</sup>. »

### *La référence à l'Allemagne comme justification du nationalisme turc*

Comme avant la révolution jeune-turque, un grand nombre de guides de conversation et de dictionnaires pour apprendre l'allemand sont publiés à partir de 1914. Mais les ouvrages de littérature ou de philosophie allemande restent peu traduits, ainsi que le note avec regret l'orientaliste Otto Hachtmann dans un article paru en 1918 dans *Die Welt des Islams*<sup>129</sup>. Parmi les ouvrages classiques, il recense la traduction de quatre œuvres de Schiller et de trois de Goethe, plus quelques poèmes de ce dernier. Pour ce qui est de la littérature plus récente, Hachtmann relève l'intérêt ottoman pour Ludwig Büchner, auquel Mustafa Nemmi a consacré un poème dans la revue *Genç Kalemler* et qui a été, comme nous l'avons dit, traduit en ottoman. Il précise que les philosophes Nietzsche et Kant sont certes souvent évoqués, mais ne sont pas traduits. Ajoutons que c'est aussi le cas pour l'économiste Friedrich List, malgré la référence qu'il constitue.

Force est donc de constater que les intellectuels turquistes connaissent encore peu la culture allemande. Pour autant, certains d'entre eux ont commencé à la veille de la guerre à remettre en cause le modèle français, qu'ils jugent aliénant pour le nationalisme turc, en se référant à des auteurs français eux-mêmes opposés aux principes issus de la Révolution française, comme Gustave Le Bon et Alfred Fouillée<sup>130</sup>. Par ailleurs, ils continuent à s'intéresser au modèle allemand, tant sur le plan économique que sur sa conception du nationalisme.

Le sociologue Ziya Gökalp par exemple estime que le nationalisme turc, le turquisme, (*türkçülik*) peut s'inspirer de la manière dont l'union allemande s'est constituée : il montre ainsi qu'après l'union culturelle, sous l'égide de Leibniz,

<sup>127</sup> Ahmed Emin, *Die Türkei*, Gotha, 1918.

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>129</sup> Hachtmann, Otto, « Türkische Übersetzungen aus europäischen Literaturen. Ein bibliographischer Versuch ». In : *Die Welt des Islams*, vol. 6, 1918, pp. 1 – 23.

<sup>130</sup> Voir Bozarslan, Hamit, « Allemagne ou France / Intelligentsia, dualités ottomanes et problème des modèles ». In : *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 12, 1991, pp. 71 – 98.

l'Allemagne a réalisé son union économique grâce à List et son union politique grâce à Bismarck. Les Turcs, écrit-il, doivent suivre le même chemin et travailler à réaliser leur union économique<sup>131</sup>.

Dans la même perspective, l'historien Ahmed Refik [Altınay]<sup>132</sup> insiste sur le rôle que les historiens turcs doivent jouer dans la constitution du nationalisme turc en prenant pour exemple Heinrich von Treitschke<sup>133</sup>. Pour mémoire, Treitschke est l'un des historiens de la fin du 19<sup>ème</sup> qui s'est activement engagé pour la réalisation de l'unité de l'Allemagne sous la domination de la Prusse. Fortement nationaliste, il a également contribué à répandre l'antisémitisme dans les milieux bourgeois.

Ahmed Refik, qui a déjà fait paraître un ouvrage sur le relèvement de la Prusse lors des guerres napoléoniennes<sup>134</sup>, commence son premier article en écrivant que les Turcs ottomans « sont à l'origine parmi les peuples turcs, des œuvres les plus avancés sur le plan des idées, de la civilisation et de l'art ». Pour l'auteur, les Turcs ottomans doivent donc prendre la direction du monde turc en général. Pour cela, note-t-il, « il faut que les historiens travaillent de manière scientifique pour montrer à la jeune génération les progrès intellectuels et matériels dont ont fait preuve les Turcs ottomans par le passé et pour dépeindre la haute fonction que les Turcs ottomans ont assumée dans la civilisation orientale et dans le monde musulman ». Ahmed Refik fait ainsi observer qu'en Allemagne, l'unité des peuples allemands a été rendue possible « grâce au fait que certains historiens ont servi cette cause » et désigne Heinrich von Treitschke comme ayant été « le plus actif ». C'est pour cette raison, ajoute-t-il, qu'il peut être utile d'analyser comment Treitschke a tiré profit de l'histoire.

Ahmed Refik donne des renseignements assez précis sur la biographie de l'historien nationaliste allemand, ainsi que sur sa formation intellectuelle. Les sources qu'il utilise, et qu'il cite en notes de bas de page, sont françaises et allemandes. Il met en évidence que Treitschke s'est rapidement consacré à la promotion de l'unité allemande autour de la Prusse en travaillant à en justifier la nécessité par la science : « Treitschke menait des recherches, mais pour les adapter à des buts politiques et nationaux. C'est pour cela qu'il travailla à adapter l'histoire à des buts politiques. » Ahmed Refik souligne l'influence de la victoire allemande de Sadowa sur Treitschke, son admiration pour l'armée prussienne, son enthousiasme pour la guerre de 1870, à l'occasion de laquelle il écrit des poèmes, et dont il interprète la victoire comme une « victoire des idées » (*fikir galebesi*). Il relate éga-

<sup>131</sup> Ziya Gökalp, « Türkçülük ve Türkiyecilik ». In : *Yeni Mecmua*, 4.07.1918. Cité in : Toprak, Zafer, *Millî İktisat, Millî Burjuvazi*, op. cit., p. 15.

<sup>132</sup> Ahmed Refik était un militaire de formation, et professeur d'histoire à l'Université d'Istanbul. Il a traduit un ouvrage de von der Goltz en 1911.

<sup>133</sup> Ahmed Refik, « Alman Müverrihleri : Treitschke ». In : *Yeni Mecmua*, 23.08 et 30.08.1917.

<sup>134</sup> Ahmed Refik, *Prusya Nasıl Yükseldi ?*, Istanbul, 1915.

lement l'engagement de Treitschke pour le « Kulturkampf<sup>135</sup> » et, sans faire de commentaire, sa prise de position contre les Juifs, accusés d'être « nuisibles à l'idée nationale ».

Ahmed Refik consacre une grande partie du deuxième article à l'ouvrage le plus important de Treitschke, intitulé *Histoire allemande du 19<sup>ème</sup> siècle*, ainsi qu'à la langue « vivante » et « harmonieuse » qu'il utilise, en soulignant toutefois son manque de neutralité. Il le présente comme un professeur ayant eu beaucoup d'effet sur son auditoire et dont le succès est dû à « son amour ardent de la patrie ». En guise de conclusion, il insiste sur l'intérêt de la « méthode » (*meslek*) de Treitschke pour les Turcs ottomans, et pour les historiens, qui doivent mettre en valeur le « turquisme ottoman ».

Hormis au début du premier article et à la fin du deuxième, Ahmed Refik se contente de relater ce qu'il a lu sur Treitschke, sans apporter vraiment de commentaires. Ce qu'il retient de l'historien allemand, c'est le rôle qu'il a joué dans l'unification de l'Allemagne, en prenant sans relâche position pour elle et en utilisant pour cela l'histoire. Ahmed Refik aurait pu se référer à l'engagement des historiens allemands dans la Guerre en août 1914 ou aurait pu prendre des exemples plus récents. Il est frappant de constater que, pour la majorité des intellectuels turquistes, le temps semble s'être arrêté, pour ce qui est de l'Allemagne, à la guerre de 1870 et à la réalisation de l'unité allemande.

Durant la guerre, certains intellectuels turquistes défendent par ailleurs une conception solidariste, corporatiste de la société. Pour Tekin Alp, qui consacre dans la revue *Yeni Mecmua* une série d'articles au solidarisme (*tesanütçülük*)<sup>136</sup>, l'Allemagne est le pays où la solidarité sociale fonctionne le mieux.

Dans son premier article<sup>137</sup>, il met en évidence que l'Empire a connu depuis la révolution jeune-turque un « éveil national » (*intibab-ı milli*), suivi d'un « éveil culturel » (*barsi intibab*) et depuis la guerre d'un « éveil économique » (*iktisadi intibab*). Toutefois, note-t-il, « il faut reconnaître qu'aucun pas n'a encore été fait vers l'éveil social qui est le dernier stade d'évolution de l'éveil national », regrettant que « même les patriotes les plus convaincus n'aient pas encore reconnu l'importance de cet éveil ». Or, précise-t-il, « sans éveil social, ni l'éveil politique, ni l'éveil culturel, ni non plus l'éveil économique ne peuvent être assurés... ». Tekin Alp poursuit son article en montrant qu'au fur et à mesure des progrès d'une nation, le capitalisme augmente et provoque une injustice sociale de plus en plus grande. Pour l'auteur, il s'agit d'éviter l'écueil du socialisme, qui va à l'encontre du nationalisme, comme le prouve l'exemple de la Russie. Au contraire, en Allemagne, même si le capitalisme progresse sous la protection du nationalisme, et même si les courants

<sup>135</sup> Le « Kulturkampf » désigne le combat mené par Bismarck contre le catholicisme.

<sup>136</sup> Le solidarisme est un courant qui se situe entre le libéralisme et le socialisme. Il a été défendu en France par le radical-socialiste Léon Bourgeois, et en Allemagne par Heinrich Pesch et Max Scheler.

<sup>137</sup> *Yeni Mecmua*, 3.01.1917.



socialistes se renforcent, il n'y a pas de mouvement de révolte, « car il y a depuis longtemps un éveil social qui atténue les effets du capitalisme ».

Revenant sur la situation de l'Empire, Tekin Alp précise que le capitalisme ne s'étant toujours pas développé, l'éveil social n'a pas encore eu lieu et note que même si de grandes différences existent entre les classes sociales, le déséquilibre n'est pas encore devenu insupportable. Toutefois, il prévoit qu'après la guerre, le capitalisme va aller croissant et qu'il est nécessaire de profiter de l'expérience des autres nations : « Nous voyons donc que les nations qui se sont éveillées avant nous ont, après de longs combats qui durent encore aujourd'hui, trouvé une troisième doctrine sociale qui repousse les mauvais côtés et qui réunit les bons côtés du nationalisme et du socialisme, doctrine à laquelle ils ont donné le nom de solidarité ». Pour Tekin Alp, l'un des facteurs déterminants de la richesse et de la force de l'Allemagne réside donc dans sa politique sociale. Il revient ainsi dans un autre article sur les lois sociales instaurées par Bismarck, qu'il qualifie « de l'un des plus grands génies des derniers temps<sup>138</sup> ».

Quelques semaines plus tard, il met également en évidence que le « sentiment social » (*İctimai Duygu*) est un concept typiquement allemand qui n'existe pas en turc et que même ceux qui sont familiarisés avec la littérature française ne peuvent pas comprendre<sup>139</sup>. Le sentiment social, commente Tekin Alp, fait partie intégrante du solidarisme. Sans cette composante, le solidarisme ne peut pas exister et les lois mises en place par le pays pour organiser le solidarisme sont vouées à l'échec. Tekin Alp poursuit son article en reconnaissant que jusqu'à présent, il avait rencontré souvent cette expression dans la littérature allemande, mais qu'il n'en avait jamais vraiment réalisé l'esprit ni la portée, jusqu'à ce qu'il soit témoin de deux conversations menées par un groupe d'Ottomans d'une part et un groupe d'Allemands d'autre part, dans le « train des Balkans » (*Balkanzug*). Tekin Alp rapporte d'abord la conversation des Ottomans, parmi lesquels un commerçant « qui avait l'air de s'être enrichi pendant la guerre », se plaint qu'à Berlin il est impossible de faire des affaires à cause du surnombre de lois. Pour Tekin Alp, cette manière de penser, « qui n'est pas rare dans notre pays », montre combien cet homme ne pense qu'à son propre intérêt : « Dans son esprit, la morale, l'ordre, l'intérêt général, la loi, la civilisation sont toutes des choses sans importance ». Comme il peut y mener ses affaires comme il l'entend, la Turquie est un paradis et est largement préférable à l'Allemagne. Et Tekin Alp de commenter : « Le fait qu'il ne considère que son propre intérêt lui apparaît tellement naturel qu'il n'hésite pas le dire publiquement avec un parfait sentiment de gloire ». En face de lui, un homme qui a l'air riche, prend la parole en protestant que la Turquie est en retard d'un siècle sur l'Europe du point de vue de la civilisation, et en mettant en valeur le fait qu'à Istanbul ne se trouvent ni théâtres ni cafés, au contraire de Vienne. Tekin Alp considère cette re-

<sup>138</sup> *Yeni Mecmua*, 7.06.1918.

<sup>139</sup> Tekin Alp, « İctimai Duygu ». In : *Yeni Mecmua*, 1.08.1918.

marque comme étant également représentative et s'emporte, demandant si « les beaux cafés » apportent la civilisation et mettant en valeur que ces personnes ne pointent pas les écoles, les routes, le chemin de fer, les organisations politiques, économiques et sociales ou les établissements industriels. Continuant à rapporter la conversation du groupe d'Ottomans, il cite une troisième personne, un fonctionnaire, qui se plaint de ce métier en Allemagne, qui consiste à écouter les plaintes de pauvres gens à longueur de journée et qui s'avère être très ennuyeux. Pour Tekin Alp, ces trois personnes sont représentatives du même esprit exigü.

Par contraste, il cite la conversation du groupe allemand. L'un d'eux parle du fait qu'on lui avait dit, avant qu'il ne se rende à Istanbul, qu'en Turquie régnait l'abondance, ce qu'il avait effectivement pu constater au Pera Palas. Cependant, il ajoute qu'il s'est rapidement rendu compte que l'abondance n'était une réalité que pour les riches, et que rien n'était fait pour les démunis. Tekin Alp rapporte que les Allemands ont conclu la conversation sur le fait que tant qu'en Turquie le sentiment social ne s'éveillerait pas, aucune réforme n'y serait possible.

Tekin Alp poursuit en regrettant l'existence de la corruption et l'absence de lois : les fonctionnaires devraient être au service de la population, un climat de confiance devrait régner entre la population et le gouvernement. C'est en entendant ces conversations, poursuit l'auteur, qu'il a compris « la clé de l'énigme ». En Allemagne, le sentiment social présent dans la population régule les rapports « en prenant la fonction de la police » et « n'accepte pas la corruption, ni ne fait place aux ruses et aux tromperies ». L'auteur termine son article en précisant que lorsque les « nouveaux principes de vie » énoncés par la revue *Yeni Mecmua* seront établis, le sentiment social apparaîtra de lui-même dans l'Empire.

Au-delà de la mise en valeur du modèle bismarckien, à laquelle d'autres auteurs, comme Ziya Gökalp, se réfèrent également, Tekin Alp est l'un des rares, pour ne pas dire le seul, à s'intéresser à l'Allemagne contemporaine. En 1918, alors qu'il n'est plus possible d'ignorer les méfaits de la guerre, Tekin Alp place désormais ses espoirs dans ce qu'il appelle « la nouvelle orientation » (*Yeni İstikamet*)<sup>140</sup>. Présentant la guerre mondiale comme étant le résultat d'un abus de pouvoir de la bourgeoisie s'opposant au « *halkçılık* » (ce terme, qui figurera plus tard parmi les six principes kémalistes, ne signifie pas vraiment populisme mais plutôt « proche du peuple »), Tekin Alp attribue la guerre à l'impérialisme et au darwinisme social. L'auteur montre que la guerre ne cessera pas tant que les conflits sociaux ne seront pas résolus. La solution, il la trouve finalement dans ce qu'il appelle les courants de « la nouvelle orientation », dont il donne le terme en allemand (*die neue Orientierung*), et note que c'est en Allemagne que ce courant est le plus développé, notamment parce qu'une politique sociale y est menée depuis longtemps, malgré la forte opposition des grands propriétaires et des industriels. Évoquant les grèves de janvier 1918 et le « bouillonnement » dans lequel se trouve l'Allemagne, il estime

<sup>140</sup> *Yeni Mecmua*, 28.03.1918.

toutefois que « comme l'organisation sociale et les fondements de la culture nationale y sont sains, il n'y a pas de raison de s'inquiéter des secousses qui sont une conséquence naturelle de la 'nouvelle orientation' ».

Tekin Alp, reprenant l'exemple de la Russie, explique qu'elle se trouve dans une situation différente car elle n'a pas d'organisation sociale ferme ni de culture nationale solide. Ainsi, ce n'est pas la « nouvelle orientation » qui y domine mais le bolchevisme, qu'il qualifie de « malheur de dissolution et de putréfaction », et dont l'erreur est de déclarer la guerre à la bourgeoisie au lieu de supprimer le darwinisme social et d'organiser la division du travail. Il note que malgré l'opposition à laquelle elle fait face, il ne fait pas de doute que la « nouvelle orientation » va s'imposer après la guerre et se traduira par une plus grande intervention de l'État dans la vie économique, mettant fin au libéralisme et au principe du « laissez-faire, laissez-passer » pour se concentrer sur les besoins du peuple. L'État devra aussi protéger les démunis, les mutilés, les veuves et les orphelins de guerre, et la fonction de l'État ne sera donc plus « celle d'un gendarme », mais « consistera à assurer le bonheur et la prospérité des membres de la communauté, à rehausser le niveau général de la connaissance et de la civilisation, à assurer l'équilibre entre les différentes classes et l'ordre dans la division du travail », mettant ainsi fin au darwinisme social et au capitalisme.

Il est intéressant de noter que Tekin Alp conclut son article en mentionnant Walther Rathenau. Pour mémoire, rappelons que Walter Rathenau était le directeur de la Compagnie générale d'électricité allemande et qu'il a par ailleurs organisé et dirigé entre 1914 et 1915 le service des matières premières de guerre (*Kriegsrohstoffabteilung*). Rathenau était une personnalité complexe, admirateur des valeurs prussiennes, conscient de son judaïsme tout en souhaitant l'assimilation des Juifs dans une société fortement antisémite. Il a écrit plusieurs ouvrages socio-économiques dans lesquels il prend position pour une politique sociale se situant entre le socialisme et le libéralisme, et qui rappellent fortement les idées du solidarisme<sup>141</sup>. L'auteur était-il en contact avec Rathenau? Rien ne permet de l'affirmer. Mais il a certainement été particulièrement attiré par cette personnalité, juive et patriote comme lui.

Tekin Alp suit par ailleurs de très près le développement de la sociologie en Allemagne. Il mentionne ainsi la création prochaine d'un institut de recherche en sociologie à Cologne, qui, effectivement, a été décidée le 6 mars 1918, quelques semaines donc avant la parution de l'article de Tekin Alp, dans le but de pallier le manque de chaire de sociologie dans les universités allemandes.

Tekin Alp, face aux réalités de la guerre, a évolué : d'un discours belliqueux tel qu'il le formulait en 1914 dans *Türkler bu muharebede ne kazanabilirler ? Büyük Türklük : en meşhur Türkçülerin müitalaati* [Que peuvent gagner les Turcs dans cette

<sup>141</sup> Voir entre autres son ouvrage intitulé *Vom kommenden Dingen*, Berlin, 1917.

guerre ? Le panturquisme : opinions des panturquistes les plus célèbres], il est passé à un discours solidariste, dont nous retrouverons un certain nombre de principes sous la République kémaliste.

Pour l'heure, les intellectuels turquistes, lorsqu'ils s'intéressent à la culture allemande et au nationalisme allemand, recherchent plus une justification du nationalisme turc qu'un véritable modèle : la conception d'une nation comme entité culturelle et ethnique correspond en effet mieux à la situation du monde turc que la conception française reposant sur la libre adhésion des individus à une entité politique et culturelle<sup>142</sup>. Par ailleurs, le fait que l'unité allemande se soit constituée tardivement et que l'Allemagne ait pourtant réussi à devenir l'une des nations les plus puissantes d'Europe a sans aucun doute quelque chose de rassurant pour ces intellectuels. En somme, la compréhension allemande du nationalisme n'a pas profondément influencé les théoriciens du nationalisme turc, qui connaissent mal la culture allemande. Mais elle leur a servi de justification, à un moment où leur pays est en guerre aux côtés de l'Allemagne.

### *L'appel du gouvernement unioniste à l'Allemagne*

Un certain nombre d'intellectuels proches du CUP mettent donc en valeur la réussite de l'Allemagne. Certains, comme Halid Ziya, sont allés la constater *de visu* et ont souligné par contraste la situation de l'Empire. Dans les faits, cependant, comment et dans quelle mesure les unionistes ont-ils tenté de moderniser l'Empire en faisant appel à l'Allemagne ?

Pour l'Allemagne, répondre à l'appel du gouvernement unioniste est évidemment d'importance : il s'agit en effet de gagner une influence sur le long terme qui lui garantisse la priorité par rapport aux autres puissances. Les Allemands sont cependant conscients que l'aide apportée doit se faire en fonction de la sensibilité nationale des nouveaux dirigeants. Ainsi, le publiciste Ernst Jäckh comme l'orientaliste Carl-Heinrich Becker soulignent la nécessité de mener une politique culturelle qui, à l'inverse de la politique française, doit permettre d'aider la culture turque à se renforcer, et, surtout, éviter toute apparence de tentative de « germanisation<sup>143</sup> ». Mais elle reste toutefois porteuse d'un paradoxe évident en énonçant une « mission culturelle », que Carl-Heinrich Becker estime être « chrétienne et civilisatrice ».

Les dirigeants unionistes quant à eux espèrent acquérir le savoir technique qui les placerait au même niveau que l'Europe, tout en restant indépendants de l'Allemagne. Ainsi qu'Ahmed Emin [Yalman] le résume clairement, « le mot d'ordre

<sup>142</sup> Georgeon, François, « Deux leaders du mouvement national : Ziya Gökalp et Yusuf Akçura ». In : *Des Ottomans aux Turcs : Naissance d'une nation*, Istanbul, Isis, 1995, pp. 55 – 66, ici p. 62.

<sup>143</sup> Voir Carl-Heinrich Becker, *Das türkische Bildungsproblem*, Bonn 1916.

était la technique européenne avec la particularité nationale<sup>144</sup> ». Comme on peut *a posteriori* s'en douter, cette démarche est dès le début problématique, et dans les faits, on observe un décalage entre la volonté de faire appel à l'aide allemande et la méfiance des unionistes vis-à-vis de l'Allemagne.

Dans ce chapitre, nous tenterons d'examiner de plus près les mesures prises par les unionistes dans les domaines scolaire et universitaire en mettant en valeur l'ambivalence fondamentale de leur démarche. Il appartient cependant de noter auparavant que des spécialistes allemands sont présents dans d'autres domaines : ainsi, le ministre de la Justice de la Saxe, Heinze, a été conseiller au ministère de la Justice ottomane. Les unionistes ont également fait appel à un conseiller pour le ministère de l'Agriculture, ainsi qu'à des experts dans des domaines spécifiques comme celui des forêts ou des raffineries de sucre<sup>145</sup>. Un spécialiste allemand est également nommé pour les statistiques<sup>146</sup>. Par ailleurs, un Allemand du nom de von Hoff reçoit le poste d'inspecteur général des organisations de jeunesse ottomanes en 1916, remplaçant Parfitte, un spécialiste belge venu aider à organiser des associations de jeunes paramilitaires<sup>147</sup>.

### *Le domaine scolaire*

À la fin de l'année 1914, à l'initiative d'Enver semble-t-il<sup>148</sup>, le professeur Franz Schmidt est nommé au ministère de l'Éducation ottoman comme conseiller pour diriger la réorganisation du système scolaire selon le modèle allemand. Il a pour assistant et traducteur Ali Haydar bey<sup>149</sup>. À son arrivée, Schmidt est reçu par le grand vizir et les principaux dirigeants unionistes. Durant cette audience, le grand vizir parle du besoin de « former des citoyens à la manière allemande », tandis qu'Enver insiste sur la nécessité d'un meilleur enseignement qui inculque aux jeunes la discipline et la capacité de travail, et que Nâzım souligne les méfaits de la formation française sur les Turcs.

Pour autant, si les buts semblent clairs, Schmidt se heurte rapidement à plusieurs difficultés : d'une part, la volonté de remplacer l'influence culturelle française par une application du modèle allemand ne vient que de quelques dirigeants ou intellectuels proches du Comité, et non pas de l'ensemble de l'élite. D'autre part, les autorités avec lesquelles il travaille ne semblent pas toujours prêtes à col-

<sup>144</sup> Ahmed Emin, *Die Türkei*, op. cit.

<sup>145</sup> *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 94.

<sup>146</sup> *Der Neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten* novembre 1917.

<sup>147</sup> Voir Toprak, Zafer, « II. Meşrutiyet Döneminde Paramiliter Gençlik Örgütleri » [Les organisations de jeunesse paramilitaires durant la deuxième période constitutionnelle]. In : *Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Türkiye Ansiklopedisi* [Encyclopédie turque, des Tanzimat à la République], vol. 2, 1985, pp. 531 – 536.

<sup>148</sup> Voir Turan, Kemal, *Türk-Alman Eğitim İlişkilerinin Taribi Gelişimi*, op. cit., p. 82.

<sup>149</sup> Ali Haydar [Taner], nous l'avons dit, a étudié la pédagogie en Allemagne avant la guerre.

laborer avec lui<sup>150</sup>. Le ministre de l'Éducation Şükrü bey en particulier ne connaît pas l'Allemagne, alors qu'il s'est déjà rendu en Angleterre, en Italie et en France. Pour y remédier, Schmidt organise donc un voyage aux mois de juin – juillet 1917, qui constitue la première visite d'un ministre de l'Éducation ottoman dans ce pays.

Comme à leur habitude, les autorités allemandes ont réservé un programme plutôt dense à Şükrü bey: le ministre visite ainsi de nombreuses villes, comme Dresde, Leipzig, Berlin, Francfort ou encore Munich. À chaque étape, il est conduit dans les diverses institutions scolaires et universitaires, et Schmidt écrira même dans son rapport que « parmi les ministres turcs actuels, aucun ne connaît mieux l'Allemagne que Şükrü bey<sup>151</sup> ». Şükrü bey, rassuré par le fait que la plupart des personnes avec lesquelles il a été en contact parlent le français, semble avoir été particulièrement intéressé par les universités techniques et les instituts de recherche. Schmidt a également veillé à ce que le ministre puisse voir la collection d'œuvres ramenées du Turkestan et administrée par l'orientaliste Albert von Le-coq, espérant ainsi que Şükrü bey se montre mieux disposé à l'endroit des archéologues allemands. Il conclut son rapport en soulignant que le ministre a été très impressionné par le système scolaire et universitaire allemand ainsi que par la culture allemande. S'il reste prudent sur les conséquences concrètes de ce voyage, il se montre cependant optimiste.

Le directeur de l'enseignement secondaire de l'époque, Adil Muslihiddin, effectue lui aussi un voyage en Allemagne et publie ses observations à son retour, en 1917, sous le titre *La vie culturelle allemande (Alman Hayat-ı İrfanı)*. Dans cet ouvrage, Adil Muslihiddin relate toutes les institutions scolaires, universitaires et culturelles qu'il a visitées. Il insiste sur le fait que l'université a été à l'origine du développement de la pensée nationale allemande et termine en évoquant les leçons que les Ottomans devraient tirer du savoir allemand, la plus importante étant la nécessité de développer la culture nationale (*milli bars*) en s'appuyant sur l'université. Par ailleurs, l'auteur souligne la nécessité de développer l'école primaire et d'éduquer les filles<sup>152</sup>.

Parmi les mesures que Schmidt a proposées, le gouvernement a appliqué celle concernant l'introduction d'une deuxième langue étrangère (l'allemand ou l'anglais) à côté du français dans les lycées. Dans quelques écoles pour filles à Istanbul ou à Izmir, il a fait nommer des directrices allemandes. Il a également fait envoyer une cinquantaine d'enseignants se former en Allemagne. Enfin, il a mis en place un nouveau règlement pour les écoles primaires, qui est adopté en juillet

<sup>150</sup> Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., pp. 100 – 101. Voir Schmidt, Franz, « Vier Jahre als Bildungsreformer ». In : Schmidt, Franz ; Boelitz, Otto, *Aus deutscher Arbeit im Auslande. Erlebnisse, Erfahrungen in Selbstzeugnissen aus aller Welt*, 2. Band : *Aussereuropa*, Langensalza 1928.

<sup>151</sup> AA, Konstantinopel 402, Deutsch-Türkische Vereinigung und Kulturbestrebungen in der Türkei, 1916 – 1917, rapport de Schmidt, 15.09.1917.

<sup>152</sup> Voir le résumé qu'en donne Necmeddin Sadık dans *Yeni Mecmua*, 24.01.1918.

1916 par le gouvernement (*Mekâtib-i İbtidâiyenin Talimatnamesi*)<sup>153</sup>. Mais dès la fin décembre 1917, Şükrü bey est remplacé par Ali Münif bey, qui entre rapidement en conflit avec Schmidt.

### *Le domaine universitaire*

En 1915, le conseiller Schmidt, avec l'accord bien sûr de Şükrü bey, organise la venue de 19 universitaires allemands pour une durée de cinq ans<sup>154</sup>. Cet épisode des relations culturelles entre les deux pays constitue un parfait exemple de l'ambivalence des acteurs. Pour préserver le caractère « turc » de l'initiative, les unionistes font notamment inscrire comme condition dans le contrat passé avec les professeurs que ceux-ci doivent porter le fez et apprendre le turc en l'espace d'un an. Mais parallèlement, ils confient la chaire d'études des langues ouralo-altaïques, une matière hautement symbolique en ces temps de construction du nationalisme turc, à un professeur allemand, Friedrich Giese.

Il est évident que les hommes politiques et les intellectuels ottomans de cette époque étaient partagés entre le projet d'adopter les méthodes scientifiques de l'Allemagne, et leur crainte de dépendre de cette dernière, ainsi que leur volonté de montrer aux Allemands la valeur de leur propre culture. Prises entre ces contradictions, il semble que les autorités ottomanes n'aient pas cherché à faciliter la tâche des universitaires qu'elles avaient pourtant fait venir. C'est en tout cas ce que mettent en valeur les professeurs allemands dans un long rapport en 1918<sup>155</sup>, dans lequel ils se plaignent notamment de l'attitude de Şükrü bey, en soulignant qu'à sa demande, ils ont rendu un rapport sur la réforme de l'université sans jamais avoir pu être reçus par lui, et faisant état que leurs propositions ont d'abord été refusées pour être ensuite appliquées :

« Quelques mois après le refus du projet de réforme allemand par le ministre, celui-ci, de manière inattendue mais suivant finalement une méthode souvent observée chez les Turcs dans le domaine militaire et médical en particulier, chargea les trois facultés de mettre en place des plans de réformes. Il apparut très vite que les directives données par le ministre étaient reprises des projets allemands à l'origine refusés, mais dont la Turquie voulait apparaître comme étant l'instigatrice. »

<sup>153</sup> Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion, op. cit.*, pp. 102 – 103.

<sup>154</sup> Voir Kreiser, Klaus, « Deutsche Professoren am Istanbuler Darülfünun (1915 – 1918) ». In : *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft*, Supp. VII, 1989, pp. 211 – 218. Les professeurs en question enseignaient les matières suivantes : pédagogie et psychologie, langues sémitiques, langues altaïques anciennes, histoire ancienne, géographie, philosophie, méthodologie de l'histoire, archéologie et numismatique, langue et littérature allemande, économie politique, finance, droit public, droit civil comparé, botanique, zoologie, chimie organique, chimie anorganique, chimie technologique.

<sup>155</sup> Archives militaires de Freiburg, *Nachlass Seeckt*.

Ce rapport illustre tout à fait la nature des malentendus qui ont lieu entre les deux pays : les intervenants se comprennent comme étant porteurs d'une « mission culturelle » (*Kulturmission*), terme qui certes n'est jamais employé officiellement dans les négociations avec les autorités turques, mais que les auteurs du rapport soulignent dès la première page. L'état de l'Université d'Istanbul à cette époque justifie leur démarche, celle d'apporter les méthodes et le savoir manquant. Leurs observations sont les suivantes : l'université représente pour beaucoup un refuge, un *otium cum dignitate*, pour les hauts fonctionnaires turcs émérités, les anciens ministres et les *valis*. Ils soulignent que, « suivant le modèle français », le nombre de poètes et de journalistes est très élevé, ainsi que le nombre de personnalités qui assument des cours, et qui, parallèlement et « conformément aux mœurs turques », exercent une autre activité. Ainsi, Halid Ziya bey, poète et ancien secrétaire du Sultan, travaillant aussi à la Régie, est professeur de littérature comparée. Le professeur de philologie des langues romanes, le poète Cenab Şahabeddin, est fonctionnaire au ministère de la Santé, le professeur d'histoire de l'art Vahiç bey est aussi secrétaire général de la Dette Publique, d'autres professeurs sont aussi rédacteurs en chef de journaux turcs. Dans cette perspective, « il apparaît clairement qu'une très petite minorité de professeurs turcs produit des travaux scientifiques. L'édition d'un ouvrage français traduit en turc – la plupart du temps sans nommer l'auteur – est considérée comme une production scientifique<sup>156</sup>. » Les auteurs de ce rapport évaluent donc de manière très négative la qualité de l'université d'Istanbul. Par ailleurs, ils soulignent l'insuffisance de leurs propres salaires par rapport à d'autres spécialistes et par rapport à l'inflation provoquée par la guerre<sup>157</sup>.

Les jugements des Ottomans, de leur côté, ne sont pas moins sévères. Halid Ziya [Uşaklıgil] note dans ses mémoires que les autorités ottomanes n'étaient pas préparées à recevoir des spécialistes étrangers<sup>158</sup>. Ainsi, il dénonce la décision prise par le ministre de l'Éducation de financer la venue de professeurs allemands sans projet concret ainsi que le fait que personne ne se soit soucié du très petit nombre d'étudiants, pas plus « nous », reconnaît-il, que les Allemands, qui ne se manifestaient que lorsqu'ils avaient des « revendications », l'un voulant une table de travail, l'autre des livres, etc. Halid Ziya continue son récit en soulignant le problème de la langue, les professeurs ne parlant pas le turc<sup>159</sup> et les étudiants ne connaissant pas l'allemand et écrit que les Allemands se contentaient de participer aux réunions du conseil des professeurs, que lui-même présidait :

---

<sup>156</sup> « Es versteht sich, dass bei solcher Handhabung die allerwenigsten türkischen Professoren wissenschaftliche Leistungen aufzuweisen haben. Die Herausgabe eines französischen Werkes in türkischer Übersetzung meist ohne Nennung des eigentlichen Autors gilt als wissenschaftliche Leistung. »

<sup>157</sup> Voir Klaus Kreiser, « Deutsche Professoren am Istanbuler Darülfünun », *op. cit.*, p. 213.

<sup>158</sup> Uşaklıgil, Halid Ziya, *Saray ve Ötesi*, *op. cit.*, pp. 169 – 174.

<sup>159</sup> Quelques professeurs ont cependant fait l'effort, comme Fritz Arndt.



« Les professeurs allemands, comme ils n'avaient rien d'autre à faire, assistaient toujours avec une fidélité parfaite aux discussions du conseil. Ils formaient un demi-cercle à la droite du président et se taisaient. Ils écoutaient sans doute, et si parmi eux certains s'intéressaient à ce qui se disait, ceux-ci demandaient de traduire soit à un collègue turc d'à côté qui connaissait la langue, soit au traducteur, et s'ils étaient d'avis qu'il leur fallait intervenir, ils exposaient leurs conceptions à nouveau par l'intermédiaire du traducteur. Cela prenait un long moment<sup>160</sup>. »

Halid Ziya ajoute que, comme ses collègues, il pensait alors que les traductions pendant les cours devaient être une perte de temps considérable. Seul le ministre de l'Éducation, précise-t-il, n'avait pas l'air d'y réfléchir... Outre le ressentiment que les professeurs turcs ont dû avoir par rapport à la décision de leur ministre, qui semble ne pas les avoir consultés, ils percevaient la présence des professeurs allemands comme une ingérence dans leur travail. À ce propos, Halid Ziya rapporte d'ailleurs une anecdote qui nous semble révélatrice de l'état d'esprit des professeurs ottomans : lors d'une des réunions du conseil, un professeur turc, s'adressant en particulier au professeur de langues ouralo-altaïques Friedrich Giese demanda le programme et le contenu des cours. Cette question, que le conseil estima appropriée, provoqua chez les professeurs allemands un « mouvement de révolte » (*bir isyan hareketi*). Le professeur concerné mit en valeur le principe d'indépendance des cours et, refusant de répondre, sortit du conseil, suivi de ses collègues. Halid Ziya conclut de la manière suivante : « Le conseil ne montra pas de réaction face à ce mouvement et se contenta d'un sourire significatif<sup>161</sup>. »

Pour autant, cette expérience a-t-elle été aussi négative ? Ainsi que le note Klaus Kreiser, Halid Ziya oublie dans ses mémoires que les professeurs allemands, même s'ils avaient peu d'étudiants, menaient aussi des projets de recherche<sup>162</sup>. Fritz Arndt par exemple a réussi à créer un institut de chimie après de longues négociations avec le ministère et à faire venir du matériel d'Allemagne<sup>163</sup>. Celui-ci rapporte également que le nombre d'étudiants était certes faible à cause de la guerre, mais que d'autres auditeurs assistaient à ses cours. Il cite ainsi le cas d'un chimiste du nom de İlhami, devenu professeur à l'université technique d'Istanbul dans les années 1930.

Par ailleurs, le regard *a posteriori* de Halid Ziya sur cet aspect ne doit pas masquer le fait que d'autres intellectuels turcs ont travaillé de concert avec les professeurs allemands, tels que Tekin Alp, assistant du professeur de philosophie Gün-

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 174.

<sup>162</sup> Le célèbre pédagogue İsmail Hakkı Baltacıoğlu reviendra des années plus tard sur ce point en critiquant le manque de solidarité parmi les professeurs, le manque d'organisation interne et l'incompétence générale.

<sup>163</sup> Walter, W.; Eistert, B., « Fritz Arndt ». In : *Chemische Berichte*, N° 1, 1975, pp. 1 – 44, ici p. 6. Fritz Arndt fera partie des professeurs qui fuiront l'Allemagne nazie et qui enseigneront à Ankara après 1933.

ther Jacoby<sup>164</sup> et du professeur d'économie Falke, ou encore le futur théoricien de la langue turque, Ahmed Cevat Emre et le professeur de littérature İbrahim Necmi [Dilmen] qui ont travaillé comme assistants de Friedrich Giese et publié des articles avec lui.

*Entre propagande et collaboration :  
l'association germano-turque et l'association turco-allemande*

L'association germano-turque, qui a été créée par Ernst Jäckh avant la Guerre, se développe considérablement à partir de 1915<sup>165</sup>. De 200 membres en février 1914, elle compte après la victoire de Çanakkale 1000 membres en août 1915 pour atteindre jusqu'à 5500 membres en juillet 1918<sup>166</sup>. Soutenue et financée par la *Wilhelmstrasse* et par de grands industriels, elle multiplie les domaines d'activité, est représentée dans les principales villes d'Allemagne et s'efforce d'attirer l'attention de la population sur l'importance de l'alliance avec l'Empire ottoman, en organisant des conférences avec le soutien d'orientalistes comme Georg Kampffmeyer et Martin Hartmann, et en dispensant des cours de turc, dont la demande augmente particulièrement parmi les commerçants, les techniciens, les ingénieurs, les militaires ou encore les professeurs.

Créée à des fins culturelles, elle doit également répondre à une forte demande dans le domaine économique, en particulier après la défaite de la Serbie qui permet la réouverture de la ligne de chemin de fer entre Berlin et Istanbul. À l'automne 1915, elle ouvre donc un bureau de renseignement sur les questions économiques germano-turques (*Auskunftsstelle für Deutsch-Türkische Wirtschaftsfragen*, renommée par la suite *Zentralgeschäftsstelle für Deutsch-Türkische Wirtschaftsfragen*), dirigé par Reinhard Junge<sup>167</sup>.

<sup>164</sup> Jacoby a publié l'un des premiers articles sur Bergson dans la revue publiée par la faculté des Lettres de l'université (*Darülfünun Edebiyat Fakültesi Mecmuası*). Voir İrem, Nâzım, « Undercurrents of European Modernity and the Foundations of Modern Turkish Conservatism : Bergsonism in Retrospect ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 40, n°4, juillet 2004, pp. 79 – 112, ici p. 88.

<sup>165</sup> Voir en particulier Kloosterhuis, Jürgen, « Zum Kennenlernen des Waffenbruders : Initiativen zur Vermittlung türkischer Kultur in Deutschland von 1914 bis 1918 durch Auslandsvereine – ein Schlaglicht auf die Anfänge der deutschen auswärtigen Kulturpolitik ». In : Kreiser, Klaus (dir.), *Germano-Turcica. Zur Geschichte des Türkisch-Lernens in deutschsprachigen Ländern*, Bamberg, Universitätsbibliothek, 1997, pp. 101 – 107 et *ibid.*, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie I, pp. 255 – 275 et partie II, pp. 596 – 657; Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., pp. 193 – 235 ; Önsoy, Rifat, *Türkiye'deki Almanya 1914 – 1918. Almanya'nın Türkiye'deki Kültürel Etkinliği ve Robert Bosch* [L'Allemagne en Turquie, 1914 – 1918. L'influence culturelle de l'Allemagne en Turquie et Robert Bosch], Ankara, Atlas Yayınları, 2004.

<sup>166</sup> Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie II, p. 608.

<sup>167</sup> Rathmann, Lothar, *Stossrichtung Nabost 1914 – 1918*, op. cit., p. 153.

En Turquie, son travail se concentre sur les écoles, les hôpitaux, l'organisation de manifestations culturelles ou encore les bibliothèques. L'association est particulièrement attentive aux écoles placées le long du chemin de fer de Bagdad, comme celle d'Adana, qu'elle a contribué à fonder. Elle finance également un internat pour l'école de Haydar-Paşa, met en place des cours d'allemand, soutient les écoles d'Izmir, d'Eskişehir ou encore de Bagdad<sup>168</sup>, ainsi que l'école turque fondée par le père d'Enver à Istanbul<sup>169</sup>. Elle soutient par ailleurs la *Vereinigung von Freunden der türkischen Literatur* (Association des amis de la littérature turque) qui met en place une bibliothèque scientifique à Istanbul, spécialisée dans les études turques et l'Orient musulman et chrétien, dont le coordinateur à Istanbul est Friedrich Giese.

Enfin, elle fait traduire en ottoman des brochures sur la guerre, comme celle du directeur de la Deutsche Bank Karl Helfferich, intitulée *La prospérité allemande de 1888 à 1913 (Alman feyz-i millisi, 1888 – 1913)*, qui a paru auparavant sous forme d'extraits dans le *Servet-i Fünun*<sup>170</sup>.

### *La participation des unionistes à l'association*

Pour notre sujet, il est particulièrement intéressant de noter qu'en complément de l'association en Allemagne, une association turco-allemande est créée à Istanbul fin 1915. La liste des personnalités qui assistent à la réunion d'inauguration montre combien les unionistes prennent l'affaire au sérieux : sur invitation d'Enver, dont il reste à déterminer le rôle exact dans cette association mais qui selon toute vraisemblance y a participé activement, sont réunis les principaux ministres du gouvernement, tels que Şükrü et Talat, ainsi que les figures du Comité Midhat Şükrü ou Nâzım et les intellectuels comme Ahmed Ağaoğlu et Hüseyin Cahid. Le pédagogue et assistant de Schmidt, Ali Haydar, et l'architecte Kemaleddin bey<sup>171</sup> sont également présents.

L'association est par ailleurs représentée au plus haut niveau : ses présidents d'honneur en sont le grand vizir Said Halim, le ministre des Affaires étrangères Halil et l'ambassadeur allemand Wolff-Metternich. À son comité d'honneur figu-

<sup>168</sup> Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 208 et suivantes.

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 210.

<sup>170</sup> *Die Welt des Islams*, vol. 3, 1916, p. 214. Pour le titre des autres brochures, voir Gencer, Mustafa, *Modernisierung, Bildungspolitik und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 213.

<sup>171</sup> Kemaleddin (ou Kemalettin) bey (1870 – 1927) est l'un des architectes les plus connus du « mouvement national de la renaissance architecturale ». Diplômé de l'école du génie civil, il a été assistant de l'architecte August Jasmund, qui a construit la gare de Sirkeci à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, puis il a étudié à la Haute école technique de Charlottenburg à Berlin avant de devenir professeur à l'école du génie civil. Voir Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building. Turkish Architectural Culture in the Early Republic*, Seattle, University of Washington Press, 2001, pp. 29 et suivantes.

rent Enver, Cemal, Talat, le conseiller d'ambassade von Neurath et le commandant des détroits von Usedom. Son conseil d'administration, enfin, est dirigé par İsmail Cenani bey, qui en est le président et par Franz Schmidt, le vice-président. Il compte notamment parmi ses membres von Lossow, Humann, Jäckh, Nâzım et Süleyman Numan pacha<sup>172</sup>.

L'association turco-allemande, à l'instar de l'association germano-turque, est composée de plusieurs comités (pour la construction de la maison de l'amitié, pour l'envoi d'écoliers et d'apprentis en Allemagne, pour les manifestations culturelles, pour les traductions d'ouvrages, et enfin pour les finances et le droit) qui réunit les principales personnalités unionistes. Ahmed Emin, Halid Ziya ou Hüseyin Cahid font par exemple partie du comité organisant l'envoi d'enfants et de jeunes gens en Allemagne<sup>173</sup>, tandis que Ahmed İhsan, Ziya Gökalp ou encore Cenab Şahabeddin<sup>174</sup> sont chargés des traductions<sup>175</sup>.

Ces *Vereinigungen* sont des organismes officiels, destinés à développer l'alliance entre les deux pays. Si l'idée est allemande et le projet financé par les industriels allemands, les dirigeants et les intellectuels unionistes veulent également s'y impliquer, dans le souci toujours d'apparaître comme des partenaires égaux. Dans cette perspective, ils suivent notamment de près le projet de construction de la maison de l'amitié turco-allemande. En réalité, cet institut ne sera jamais construit. Mais d'après Kloosterhuis, qui a étudié la politique culturelle de l'Allemagne avant et pendant la Guerre et qui à ce titre dispose d'éléments de comparaison, il constitue le projet le plus important de la politique culturelle allemande à l'étranger jusqu'en 1918<sup>176</sup>. L'idée vient du conseiller Schmidt, dans le but de lutter contre la persistance de l'influence culturelle française et de mieux faire connaître l'Allemagne. Sur le plan architectural, le projet est d'importance, puisqu'il doit symboliser la politique culturelle allemande, en faisant preuve de simplicité et d'objectivité, et en alliant le style local au modernisme<sup>177</sup>. Dans cette perspective, un certain nombre d'architectes allemands sont sollicités, dont certains, comme Paul Bonatz, Martin Elsaesser ou Bruno Taut, auront plus tard une

<sup>172</sup> Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., pp. 219 - 220.

<sup>173</sup> Voir Önsoy, Rifat, *Türkiye'deki Almanya*, op. cit., p. 67.

<sup>174</sup> Ou Cenab Şahabettin (1870 – 1934). Ce poète, professeur de littérature française, effectue en 1917 un voyage en Europe pour le *Tasvir-i Efkâr* dont le récit paraît en 1919 sous le titre *Avrupa Mektupları* (Lettres d'Europe). Dans ces lettres, il loue à son tour le développement industriel et scientifique de l'Allemagne. Voir Böer, Ingeborg (éd.), *Türken in Berlin*, op. cit., pp. 165 – 178.

<sup>175</sup> Pour la liste détaillée, voir Gencer, Mustafa, *Modernisierung, Bildungspolitik und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 222.

<sup>176</sup> Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie II, p. 625.

<sup>177</sup> Hepner, Heidi : « Das Haus der Freundschaft (Dostluk Yurdu) – ein deutsches Kulturzentrum in Istanbul ». In : *Germano-Turcica. Zur Geschichte des Türkisch-Lernens in deutschsprachigen Ländern*, op. cit., pp. 109 – 112. Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie I, pp. 265 – 266.

influence en Turquie<sup>178</sup>. Pour l'heure, c'est l'architecte German Bestelmeyer qui est choisi. Si les Ottomans ne participent pas directement au projet architectural, certains font partie du jury, comme İsmail Cenani bey, Nâzım, Kemaleddin et Vedat bey<sup>179</sup>.

Sur le plan politique, cette initiative a lieu au moment des difficiles négociations sur l'annulation des capitulations. Pour les autorités turques, il est absolument nécessaire de garder un contrôle sur cet établissement à l'origine allemand. Finalement, Jäckh réussit à éviter un conflit en proposant que le gouvernement turc reste propriétaire du terrain et que l'association, elle, soit propriétaire du bâtiment. Celle-ci se réserve par ailleurs le droit exclusif de nommer le conseil administratif, constitué de trois Allemands et de trois Turcs, mais dont le président doit toujours être un Allemand<sup>180</sup>. Il est intéressant de noter que les autorités turques insistent pour qu'un même projet soit réalisé à Berlin, cette fois de manière symétrique. À ce titre, le gouvernement allemand s'engage à mettre un terrain à disposition de l'association turco-allemande au cœur de Berlin<sup>181</sup>.

À Istanbul, celui de la « maison de l'amitié » est situé dans le quartier historique, non loin de Sainte Sophie, près de *Divan Yolu*. Le projet prévoit une grande salle pour 2000 personnes et une pour 500 personnes, un café, des salles de réunion, les bureaux des membres de l'association germano-turque et de l'association turco-allemande et une bibliothèque. La pose de la première pierre est fixée en avril 1917, le jour du 9<sup>ème</sup> anniversaire de l'intronisation de Mehmed V, et donne lieu à une grande manifestation, à laquelle assistent de nombreuses personnalités allemandes et turques. Outre la présence de représentants politiques, l'orientaliste Carl-Heinrich Becker, le publiciste Friedrich Naumann ou encore l'architecte Jansen<sup>182</sup> sont invités à y donner une allocution<sup>183</sup>.

Cette manifestation donne lieu à une série d'articles dans la presse. Le *Sabah* par exemple note : « Nous devons avouer que nous étions habitués à regarder le monde allemand d'une façon tout à fait superficielle, ou avec les yeux de quelque pays concurrent. L'activité et les événements de la guerre actuelle nous ont permis de connaître les Allemands de plus près. » L'auteur de l'article souligne ainsi les avantages qu'il y a à connaître le peuple allemand avant d'ajouter :

<sup>178</sup> Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building*, op. cit., p. 47. Voir aussi la suite de ce travail.

<sup>179</sup> *Osmanischer Lloyd*, 11.11.1916. Vedat bey (1873 – 1942), comme Kemaleddin, est l'un des architectes ottomans les plus connus de l'époque. Il reste encore à déterminer leur rôle précis dans ce projet.

<sup>180</sup> AA, *Deutsch-Türkische Vereinigung und Kulturbestrebungen in der Türkei*, 1916-1917, Konstantinopel 402, 4.03.1917.

<sup>181</sup> Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie II, p. 631. Ce bâtiment ne sera lui non plus jamais construit.

<sup>182</sup> Hermann Jansen sera appelé par le gouvernement kémaliste en 1927 pour établir les plans de la ville d'Ankara. Voir la dernière partie de ce travail.

<sup>183</sup> AA, *Deutsch-Türkische Vereinigung und kulturelle Bestrebungen in der Türkei*, 1916 – 1917, Konstantinopel 402, note de Jäckh à l'ambassadeur von Kühlmann, 1.04.1917.

« Toutefois, connaître à fond un peuple comme les Allemands ne signifiera pas les imiter. Cela les Allemands non plus ne l'attendent pas de nous et ne le désirent pas. Notre perfectionnement futur doit se faire d'après notre propre caractère et nos besoins. Mais c'est de l'expérience de la nation allemande dont nous pouvons le plus profiter. Au cours de cette guerre, qui a montré ce dont chaque pays est capable, les Allemands se sont montrés supérieurs à tous les autres peuples, même à ceux qui étaient plus nombreux et plus riches qu'eux<sup>184</sup>. »

Cet article résume parfaitement les arguments des unionistes : il ne s'agit pas d'imiter, mais de s'approprier les éléments concrets qui font la force de l'Allemagne.

### *L'envoi de jeunes gens en Allemagne*

Pour ce faire, les unionistes misent notamment sur la formation de très jeunes gens dans les lycées, les usines ou les ateliers allemands. À ce titre, les ministères de la Guerre et de l'Éducation ottomans ainsi que l'association germano-turque offrent des bourses et se chargent de l'envoi et du placement de ces jeunes gens. À l'évidence, les autorités allemandes sont intéressées par cette initiative car elles misent sur eux pour assurer l'influence future de l'Allemagne. Dans les faits, 1500 lycéens ou apprentis se trouveront en Allemagne en 1918. Parmi eux, 800 sont venus à l'initiative de l'association, le ministère de la Guerre en a envoyé près de 600 et le reste a été envoyé par le ministère de l'Éducation et le ministère de la Marine ottomans ou est venu par ses propres moyens<sup>185</sup>.

Comme on le voit, du côté ottoman, c'est le ministère de la Guerre qui a été le plus actif. D'après les chiffres dont nous disposons, il aurait envoyé une majorité de jeunes ouvriers dans le but de les spécialiser (à peu près 500), et une centaine de techniciens<sup>186</sup>. La lecture du règlement qu'il éditte à ce propos donne une idée de la manière dont sont organisés le placement et le suivi des jeunes en Allemagne<sup>187</sup> : l'inspection est confiée à des officiers à la retraite. Ceux-ci, avec l'aide d'un fonctionnaire allemand, doivent répartir les jeunes gens dans les institutions scientifiques et industrielles, régler les problèmes liés à l'enseignement et au logement du candidat ou encore contrôler leurs activités. Sur ce point, le règlement précise qu'ils doivent remettre un rapport au ministère de la Guerre tous les trois mois. Par ailleurs, ils sont chargés de traduire les règlements des institutions scien-

<sup>184</sup> *Ibid.* Article du *Sabab* du 27.04.1917.

<sup>185</sup> *Deutsch-Türkische Vereinigung*, juillet – août 1918, cité in : Ülger, Eris S., *Atatürk und die Türkei in der deutschen Presse*, Hückelhoven, Schulbuchverlag Anadolu, 1992, p. 58.

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> *Almanya'da yetiştirileceği askeri ve sivil mühendisler; talebeler, fenni memur, usta ve amelere nazaret vazifesiyile mükellef olmak ve Berlin sefaret-i seniyesine merbut bulunmak üzere teşkil edilen askeri murabbaşlığının vezâifina ve salâhiyetine dair talimatname* [Règlement concernant la fonction et la disposition de la délégation militaire de l'ambassade impériale de Berlin chargée de contrôler les ingénieurs militaires et civils, les étudiants, les techniciens, les spécialistes et les ouvriers formés en Allemagne], Istanbul, matbuat-ı askeriye, 1332 (1916).

tifiques et industrielles allemandes et d'étudier le contenu des cours dans le but de former de futurs ingénieurs et des ouvriers spécialisés. Ces inspecteurs doivent avoir fait des études, connaître « dans la mesure du possible le fonctionnement des usines et des écoles allemandes » et parler parfaitement la langue allemande. À partir du printemps 1917, le Şeyh Salih et-Tunisi, qui avait été également membre de la mission d'inspection du camp musulman de Berlin en décembre 1914, est chargé de donner des cours de religion aux jeunes gens turcs à Berlin<sup>188</sup>. Vers la fin de la Guerre, le ministère de l'Éducation met également en place une inspection civile pour l'Allemagne dirigée par Ali Haydar et pour laquelle travaille par exemple Zeki Mesud [Aslan], un pédagogue qui publiera un certain nombre d'articles sur le système scolaire allemand et qui continuera ses fonctions d'inspecteur en Allemagne sous la République. Sur place, les représentants du ministère de la Guerre et du ministère de l'Éducation sont en contact avec ceux de l'association germano-turque, avec lesquels ils se réunissent régulièrement.

L'association commence pour sa part à organiser le séjour de jeunes gens à partir du printemps 1916. Pour les responsables allemands, il est plus important de former des lycéens que des étudiants, dont ils estiment qu'ils arrivent insuffisamment préparés sur le plan méthodologique. En formant des plus jeunes, les autorités allemandes misent sur le fait que ceux-ci seront prêts par la suite à étudier en Allemagne. En mai 1918, on compte trois cents jeunes gens venus en Allemagne par l'intermédiaire de l'association germano-turque. Ils y suivent un enseignement dans des écoles secondaires ou sont placés dans des usines comme stagiaires. La grande majorité de ces adolescents est turque, vient de milieux de fonctionnaires et de militaires<sup>189</sup>. Plus de la moitié de ces jeunes déclare vouloir devenir ingénieur ou technicien<sup>190</sup>.

Dans l'Empire ottoman, les candidats sont choisis par un comité au sein de l'association turco-allemande dirigé par Schmidt et Nâzım et composé du directeur de l'enseignement secondaire Muslihiddin Adil bey, Halid Ziya, Hüseyin Cahid, Ahmed Emin, et de trois professeurs allemands. En Allemagne, ils sont pris en charge par Johannes Russack, qui a été traducteur pour l'ottoman dans l'armée jusque fin 1916, puis détaché du ministère de la Guerre, et Gerhard Ryll, qui a été professeur à l'école allemande d'Istanbul. Leur séjour est financé pour moitié par les parents et pour moitié par des fonds allemands. À partir de l'automne 1917, les enfants sont accueillis dans un internat à Berlin, où ils suivent des cours d'allemand avant d'être répartis dans différentes écoles d'Allemagne. À l'évidence, les candidats qui n'ont aucune connaissance d'allemand se heurtent à

<sup>188</sup> AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutschen Lebranstalten*, Rapport de l'ambassadeur Kühlmann, 25.03.1917.

<sup>189</sup> Pour beaucoup d'entre eux, partir en Allemagne leur permet d'échapper au service militaire. Voir Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., p. 227.

<sup>190</sup> AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutsche Lebranstalten*, Rapport de l'ambassadeur Kühlmann, 25.03.1917.

de plus grandes difficultés et certains doivent rentrer. Ainsi, lors de l'envoi du deuxième groupe d'adolescents en automne 1917, les membres du comité chargés de les choisir veillent à ce que les candidats aient au moins quelques connaissances d'allemand, qu'ils peuvent par ailleurs acquérir lors de cours proposés par l'association. Pour autant, cette initiative ne résout pas les difficultés liées à la langue, qui sont régulièrement évoquées dans les rapports de l'association<sup>191</sup>.

Pour notre sujet, il est intéressant de noter que les autorités turques soutiennent particulièrement cette initiative. Selon un rapport de Jäckh, à la fin de l'année 1917, lors du voyage du Kaiser à Istanbul, des personnalités comme Talat, Enver et sa femme, Nâzım bey et Vahid Hanım<sup>192</sup> expriment leur souhait d'étendre l'envoi aux jeunes filles, à une époque où le Comité prend des mesures allant dans le sens d'une émancipation féminine. En réalité le nombre de jeunes femmes qui partiront en Allemagne restera très modeste.

L'association accueille également des adolescents à partir de mai 1917 dans le but de les former comme ouvriers spécialisés. Enver semble être à l'origine de cette idée : à la fin de l'année 1916, il fait en effet savoir à Lossow qu'il souhaiterait envoyer 5000 à 10000 apprentis<sup>193</sup>. Dans les faits, en mai 1918, 500 adolescents sont placés dans le domaine de l'artisanat, des mines et de l'agriculture. La plupart sont des orphelins, volontaires selon les sources allemandes. Arrivés en Allemagne, ils sont confiés aux représentants des différentes chambres artisanales allemandes et signent un contrat de trois ans avec un maître, chez lequel ils logent.

Si les autorités turques attendent beaucoup de la formation de jeunes gens en Allemagne, l'initiative soulève toutefois des critiques, comme en témoigne un article du *Yeni Mecmua* du 2 août 1917, dont l'auteur, qui ne signe pas<sup>194</sup>, dénonce l'envoi de ces très jeunes gens à l'étranger, en soulignant le fait qu'ils ne maîtrisent pas la langue du pays dans lequel on les envoie, et surtout qu'ils ne possèdent pas suffisamment de connaissances sur leur culture, leur histoire nationale et leur littérature et qu'ils risquent ainsi d'être perdus pour leur propre pays. Par ailleurs, il estime qu'il est plus important de former des jeunes sur le plan de l'esprit qui sacrifieront leurs intérêts individuels à la nation que d'en faire des matérialistes et ajoute : « Sans doute il nous faut la culture de l'occident, c'est-à-dire les techniques, les connaissances et les principes. Le domaine de l'esprit, les sentiments

<sup>191</sup> *Ibid.* et AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutsche Lehranstalten*, rapport de la Deutsch-Türkische Vereinigung, 6.02.1917.

<sup>192</sup> AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutsche Lehranstalten*, 19.11.1917. Nimet Vahit, petite-fille d'Osman Hamdi, a été la première musicienne turque diplômée du conservatoire de Berlin.

<sup>193</sup> AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutschen Lehranstalten*, rapport du 24.11.1916 et *Deutsch-Türkische Vereinigung. Türkische Jugend in Deutschland. Jahresbericht der Schülerabteilung der Deutsch-Türkischen Vereinigung*, 1918, p. 47.

<sup>194</sup> Il s'agit selon toute vraisemblance de Necmeddin Sadık, qui publie un article reprenant les mêmes arguments dans le *Vakit* en décembre (voir *Der neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten*, janvier 1918).



doivent appartenir à la nation ». Enfin, il dénonce le manque de suivi sur place, et met en valeur le rôle fondamental des inspecteurs, qui ne doivent pas se contenter de suivre le déroulement des cours, mais qui doivent éduquer les jeunes gens sur le plan moral. On le voit, l'auteur de l'article craint, pour utiliser un terme moderne, une acculturation de ces jeunes, au moment où les intellectuels cherchent à renforcer le sentiment national dans la jeunesse.

Les efforts conjugués des autorités turques et allemandes font que l'Allemagne accueille de loin le plus de jeunes gens, tandis que l'on dénombre 400 lycéens en Autriche et 150 en Suisse en 1918<sup>195</sup>. Par ailleurs, cette initiative montre que le gouvernement unioniste et l'Allemagne envisageaient des relations étroites sur la durée. Mais il reste difficile de mesurer les conséquences concrètes de ces envois car la plupart des jeunes présents en Allemagne seront rapatriés dès la fin de la Guerre.

En plus d'adolescents, les différents ministères ont également envoyé des étudiants en Allemagne. D'autres s'y sont rendus par leur propre moyen. Comme nous le verrons, certains resteront sur place après la guerre, termineront leurs études et rentreront en Turquie après la proclamation de la République.

## 5. Les derniers moments de l'alliance

### *À la conquête du Caucase*

« Laissons aux Anglais ce désert maudit ! Allons au Turkestan ! C'est là que je veux fonder un nouveau royaume pour mon petit Cengiz<sup>196</sup>. »

La chute du tsar, en mars 1917, ouvre de nouvelles perspectives pour les projets ottomans à l'est : à partir de juin, les hostilités avec les troupes russes, qui occupent jusqu'alors les territoires ottomans autour de Trabzon, Erzurum et Van, cessent complètement<sup>197</sup>. Les unionistes revendiquent non seulement les provinces de Kars, Batoum et Ardahan perdues lors de la guerre de 1877 / 1878 contre la Russie, qu'ils récupèrent officiellement lors du traité de Brest-Litovsk, mais ont également des visées sur Bakou et le Turkestan<sup>198</sup>. Profitant de la situation chaotique dans le

<sup>195</sup> *Deutsch-Türkische Vereinigung*, juillet – août 1918, cité in : Ülger, Eris S., *Atatürk und die Türkei in der deutschen Presse*, *op. cit.*, p. 58.

<sup>196</sup> Halil pacha, cité par Jäschke, Gotthard, « Der Turanismus der Jungtürken », *op. cit.*, p. 22, qui précise que Cengiz était le fils de Halil.

<sup>197</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, *op. cit.*, p. 167.

<sup>198</sup> Sur ce sujet précisément voir Gökay, Bülent, *A Clash of Empires : Turkey between Russian Bolshevism and British Imperialism, 1918-1923*, London / New York, Library of Modern Middle East Studies, 1997 et *ibid.*, « Turkish Settlement and the Caucasus ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 32, n°2, avril 1996, pp. 45 – 76. Voir aussi Zürner, Werner, *Kaukasien 1918 – 1921. Der Kampf der Grossmächte um die Landbrücke zwischen Schwarzem und Kaspischem Meer*, Düsseldorf, Droste, 1978.

Caucase, les troupes ottomanes avancent rapidement vers Alexandropol, qu'elles prennent en mai 1918. Les Allemands, pour leur part, commencent à craindre que la Porte, en voulant placer toute la Transcaucasie sous son contrôle, ne vienne gêner leurs propres intérêts : l'Allemagne cherche en effet à préserver une sorte d'État transcaucasien sous domination géorgienne, qui lui assurerait une influence en Asie centrale et en Perse<sup>199</sup>. Lossow essaie de faire en sorte qu'un accord soit trouvé, en vain. La Géorgie décide alors de se dissocier de la Fédération transcaucasienne et d'appeler l'Allemagne à l'aide, avec laquelle elle signe une série d'accords provisoires qui lui assurent de nombreux avantages économiques et militaires. Les Arméniens et les Azéris proclament également l'indépendance de leurs républiques. Le 15 mai, Ludendorff ordonne à Seeckt de faire pression sur Enver pour que l'armée ottomane cesse son avancée. Par ailleurs, il est d'avis que l'armée ottomane ferait mieux de se préoccuper de la situation en Mésopotamie et en Palestine. À nouveau, les protestations allemandes restent vaines. Au début du mois de juin 1918, devant la menace turque, la Géorgie signe un traité avec la Porte par lequel elle reconnaît non seulement la cession de deux districts mais aussi un droit de regard turc dans les affaires militaires. L'Empire conclut également un accord de paix avec les Arméniens, qui impose à ces derniers d'importantes restrictions territoriales ainsi qu'un contrôle ottoman de la ligne de chemin de fer Alexandropol – Dzhulfa.

L'accord passé avec l'Azerbaïdjan enfin, place celui-ci sous la protection ottomane. À l'initiative d'Enver, une force turco-azérie, l'Armée de l'Islam, est même mise en place pour la conquête de Bakou. Pendant ce temps, les Allemands, qui n'ont aucun moyen d'intervention, travaillent à renforcer leur influence sur la Géorgie en envoyant Kress von Kressenstein à Tiflis. Mais eux aussi ont les yeux rivés sur Bakou que, malgré la résistance arménienne, les Turcs commencent à encercler dès la fin du mois de juillet 1918. Les Arméniens font alors appel aux Anglais, qui se trouvent au nord de la Perse, à quelques jours de marche seulement. Ces derniers arrivent le 4 août. Enver, le 17 août, propose aux Allemands de se joindre aux troupes ottomanes pour prendre Bakou. Les Allemands passent alors un accord avec les Bolcheviks par lequel ils s'engagent à respecter la souveraineté russe sur Bakou et à s'opposer à une intervention turque à Bakou et en Transcaucasie, en échange de quoi les Soviétiques acceptent de laisser les Allemands libres à Bakou. Cet accord, évidemment, provoque la colère des Ottomans. La première semaine de septembre 1918, Talat se rend donc à Berlin, où il propose aux autorités allemandes de faire de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan des États tampons contre la Russie (précisant que la Géorgie doit céder certains districts à l'Empire ottoman), d'incorporer Bakou à l'Azerbaïdjan et enfin d'armer les musulmans du Turkestan contre la Grande-Bretagne et la Russie. Si l'Allemagne accepte ces propositions, ajoute Talat, la Porte s'engagera à limiter ses revendications

<sup>199</sup> Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire, op. cit.*, p. 177.

en Europe, notamment concernant la Thrace. Les Allemands, sans surprise, refusent l'accord, estimant au contraire que la Porte doit rendre les districts qu'elle a pris à la Géorgie. L'Allemagne, par ailleurs, veut s'entendre avec les Soviétiques. Pendant ce temps, l'état-major allemand prépare une attaque à Bakou. Mais l'armée de l'Islam ouvre une contre-attaque le 14 septembre et prend la ville le 16. Les Allemands reprennent alors leurs négociations avec les Turcs qui acceptent que l'administration des réserves de pétrole de Bakou ainsi que le chemin de fer Tiflis – Bakou soient placés sous contrôle allemand et que leurs troupes se retirent des républiques arméniennes et azéries, à la condition que les Soviétiques reconnaissent ces deux républiques. Talat, en effet, doit désormais faire des concessions : la situation militaire est catastrophique. Alors que Kress von Kressenstein se trouve à Bakou, où il tente de faire respecter l'accord passé, la Porte signe l'armistice de Moudros le 30 octobre.

### *La fin de la guerre*

Pendant que les unionistes se concentrent sur le Caucase, la situation sur les autres fronts est devenue alarmante. Mais l'urgence ne devient évidente qu'en septembre, lorsque Talat, revenant d'Allemagne, est témoin de la défaite de l'armée bulgare contre l'Armée d'Orient du général Franchet d'Esperay entre le 15 et le 19 septembre, et apprend que le gouvernement bulgare va chercher une paix séparée avec les forces de l'Entente. Le CUP décide alors de revenir au multipartisme, conscient qu'un nouveau gouvernement serait plus en mesure de négocier avec l'Entente. Le cabinet de Talat présente sa démission le 8 octobre. Il propose au sultan que Talat soit remplacé par Ahmed İzzet pacha et que le nouveau gouvernement soit composé de ministres unionistes connus pour leur opposition à l'entrée en guerre de l'Empire aux côtés des puissances centrales, comme Cavid, Ali Fethi [Okyar], Rauf [Orbay]<sup>200</sup>. Deux jours après la signature de l'armistice de Moudros, le 1<sup>er</sup> novembre 1918, les principaux dirigeants, dont Talat, Enver et Nâzım, fuient en Europe. Le 5 novembre 1918, le CUP se dissout.

Du côté allemand, des voix s'étaient élevées dès juin 1918 pour que soit conclue une paix de compromis avec les alliés, fondée sur l'abandon des conquêtes à l'ouest contre le maintien des conquêtes à l'est, ce que l'état-major général allemand a catégoriquement refusé<sup>201</sup>. Assez rapidement, les Alliés peuvent reprendre l'offensive, remportant une victoire décisive sur le front ouest au début du mois d'août, confirmée par quatre nouvelles offensives à la fin du mois de septembre. Dès le 28 septembre, l'état-major allemand envisage de demander l'armistice. Dans les semaines qui suivent, la situation ne fait qu'empirer en Allemagne, où la mutinerie des marins de Kiel marque le début d'une agitation révolu-

<sup>200</sup> Zürcher, Erik Jan, *The Unionist Factor*, op. cit., pp. 70 – 71.

<sup>201</sup> Becker, Jean-Jacques, *La Première Guerre mondiale*, op. cit., p. 271.

tionnaire qui gagne du terrain. Le 9 novembre, le socialiste Philipp Scheidemann proclame la république et Guillaume II se réfugie aux Pays-Bas. Deux jours plus tard, l'armistice est conclu à Rethondes.

L'histoire de l'alliance entre l'Allemagne et l'Empire ottoman doit encore faire l'objet de nombreuses recherches. Sur le plan politique, il faudrait approfondir la question de l'opposition d'une fraction des unionistes, menée par Cavid, à l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales, qui semble, nous l'avons dit, s'être à nouveau manifestée lors de la rupture des relations avec les États-Unis en avril 1917. Dans le domaine militaire, les relations entre les officiers allemands et ottomans (en particulier entre Seeckt et Enver) mériteraient une nouvelle étude, à partir de sources ottomanes. Il serait également nécessaire de préciser la question du rôle des conseillers allemands dans les ministères ottomans, en essayant notamment de déterminer comment les décisions de faire venir ces experts ont été prises. Comme nous avons commencé à le montrer, les unionistes voulaient adopter le savoir-faire allemand dans de nombreux domaines sans toutefois avoir de plan établi. Ils ont, surtout, été particulièrement ambivalents dans leur démarche. En ce sens, la plupart des initiatives semblent être restées vaines. Par contre, l'alliance, par la force des choses, a contribué au développement de nouvelles relations, qui auront leur impact par la suite.

Troisième partie  
Des traités de paix à la reprise  
des relations officielles (1918 – 1924) :  
le maintien de liens  
entre l'Allemagne et la Turquie



# Chapitre VII

## L'interruption officielle des relations

### *1. Le contexte international dans l'immédiat après-guerre*

En janvier 1918, au moment où se déroulent les négociations de Brest-Litovsk, le président des États-Unis Wilson annonce un programme de paix en 14 points : outre des principes généraux – condamnation de la diplomatie secrète, désarmement ou encore limitation des barrières économiques – il énonce trois éléments fondamentaux : la nécessité de la liberté de navigation sur mer, celle du règlement des conflits territoriaux selon le principe des nationalités, et la création d'une ligue des Nations destinée à assurer à ses membres des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale<sup>1</sup>.

Si cette conception de la paix garantie par un nouvel ordre international doit constituer la base des traités après la fin de la guerre, elle est loin, dans les faits, d'être mise en pratique : le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en particulier, s'avérera très relatif, appliqué en partie seulement en Europe et complètement nié en dehors<sup>2</sup>. Quant à la SDN, dont le pacte est approuvé le 28 avril 1919 et incorporé à tous les traités de paix, elle souffre dès ses débuts de graves faiblesses : d'une part, les États-Unis refusent de ratifier le traité de Versailles, la rendant par là même plus européenne que mondiale<sup>3</sup>. D'autre part, chaque membre ayant le droit de veto, elle ne peut avoir qu'une efficacité limitée. Elle constitue donc plutôt un instrument de conservation et de surveillance du nouvel ordre international instauré par les vainqueurs, dans la mesure où elle soumet tous les litiges éventuels à son arbitrage ou à celui de la Cour internationale de La Haye. Sa composition même entérine l'influence dominante de la France et du Royaume-Uni<sup>4</sup>.

La « paix-sanction » que le traité de Versailles a imposé à l'Allemagne – qui a signé le 28 juin 1919 à contrecœur – a mis à jour les dissensions entre les anciens alliés. Outre-Rhin, elle est vécue comme une véritable humiliation et engendrera de fortes résistances, centrées sur les frontières orientales ainsi que sur la limitation de sa souveraineté en Sarre, en Rhénanie et dans le domaine militaire. L'article 231, qui proclame la responsabilité morale de l'Allemagne dans le déclen-

---

<sup>1</sup> Voir entre autres Renouvin, Pierre, *Histoire des relations internationales. Tome VII : Les crises du 20<sup>ème</sup> siècle. I. De 1914 à 1929*, Paris, Hachette, 1969, p. 89 ; Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914 – 1941*, Paris, Armand Colin, 1998 (2<sup>ème</sup> édition), pp. 52 – 54.

<sup>2</sup> Milza, Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 1998 (2<sup>ème</sup> éd.), p. 12.

<sup>3</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe*, *op. cit.*, p. 107.

<sup>4</sup> Milza, Pierre, *Les relations internationales*, *op. cit.*, p. 27.

chement de la guerre, et qui la contraint à ce titre à verser des réparations, est jugé par tous inacceptable.

Tandis que la Grande-Bretagne vise rapidement le retour de l'Allemagne dans le concert des nations, dans le cadre de sa politique de *balance of power*, la France, de son côté, a pour objectif principal d'assurer sa sécurité en essayant de maintenir le Reich dans une position d'infériorité. Plus encore, elle a pour projet d'exploiter les clauses économiques du traité de Versailles pour construire une industrie puissante de l'acier. En janvier 1923, elle occupera la Ruhr, provoquant chez son voisin un immense mouvement de résistance passive, qu'elle réussira certes à briser mais qui, au final, scellera la fin de sa prédominance en Europe<sup>5</sup>.

Signé le 10 août 1920 dans le cadre de « l'ordre versaillais », le traité de Sèvres, qui doit régler le sort de l'ancien Empire ottoman, ne laissera à la Turquie qu'Istanbul et un certain nombre de provinces anatoliennes découpées en zone d'influence au profit des puissances de l'Entente<sup>6</sup>. Les kémalistes feront alors savoir qu'ils n'accepteront jamais le *Diktat*. La résistance durera deux ans exactement, jusqu'à l'armistice de Mudanya, qui permettra l'évacuation de la Thrace par les Grecs et le transfert de l'administration civile dans la région des Détroits aux autorités kémalistes.

Finalement, l'épreuve de force de la Première Guerre mondiale ne s'achèvera véritablement qu'à la fin de l'année 1923<sup>7</sup>. L'immédiat après-guerre, pour l'heure, n'arrive pas à trouver la paix.

## 2. L'armistice de Moudros et ses conséquences

L'armistice de Moudros, conclu le 27 octobre 1918, impose à l'Empire ottoman la démobilisation immédiate de son armée, rend libre la circulation dans les Dardanelles et le Bosphore, et, surtout, donne le droit aux puissances de l'Entente d'occuper les points stratégiques de leur choix. Bien entendu, l'Empire ottoman doit également s'engager à interrompre ses relations avec les puissances centrales. Ahmed İzzet pacha, cependant, réussit à faire accepter aux alliés que les troupes allemandes ne soient pas obligées de capituler et puissent être rapatriées<sup>8</sup>, ce qui lui vaudra la reconnaissance du gouvernement allemand : des années plus tard encore, le diplomate Ziemke recommandera d'aider financièrement İzzet pacha, rappelant son engagement pour le sort des troupes allemandes<sup>9</sup>.

<sup>5</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe, op. cit.*, pp. 132 – 137.

<sup>6</sup> Dumont, Paul, *Mustafa Kemal invente la Turquie contemporaine*, Paris, Editions Complexe, 1997, p. 77.

<sup>7</sup> Peukert, Detlev J. K., *La république de Weimar. Années de crise de la modernité*, Paris, Aubier, 1995, p. 73.

<sup>8</sup> Voir Mühlmann, Carl, *Das deutsch-türkische Waffenbündnis im Weltkrieg*, Leipzig, Verlag Koehler und Amelang, 1940, p. 239.

<sup>9</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Juli 1928 – Juni 1933, vol. 4, R 78487, rapport de Ziemke, 16.01.1929.



Immédiatement après la conclusion de l'armistice, les principaux dirigeants unionistes, Talat, Enver, Cemal, ainsi que Dr. Bahaeddin Şakir, le Dr. Nâzım et quelques autres, s'embarquent à bord d'un sous-marin allemand. Le 20 décembre 1918, un millier d'Allemands, dont le personnel de l'ambassade, quittent la Turquie à bord du vapeur *Corcovado*.

Quatre ans durant, jusqu'au traité de Mudanya, la Turquie et l'Allemagne n'auront aucun contact officiel. Par le traité de Versailles, l'Allemagne devra reconnaître non seulement l'armistice de Moudros, mais aussi les traités que les puissances de l'Entente concluront dans l'avenir. Elle se verra interdite de toute livraison d'armes à la Turquie et de tout envoi de missions militaires en vue de former l'armée turque. Le traité, sur le plan économique, l'obligera à remettre les titres qu'elle détenait dans les sociétés installées en Turquie à des sociétés des États vainqueurs. Cette mesure représentera une perte considérable pour l'Allemagne, estimée à quelque 6,7 milliards de marks, bien que certains avoirs aient pu être préservés (les banques allemandes d'Istanbul avaient par exemple placé leurs titres en Suisse)<sup>10</sup>. La Turquie, par le traité de Lausanne de juillet 1923, devra reconnaître le traité de Versailles.

### *Le choc de la défaite en Turquie*

En Turquie, depuis que les unionistes ont fui, le sultan Vahdeddin, intronisé pendant l'été 1918 sous le nom de Mehmed VI, entend désormais se débarrasser une fois pour toute du Comité. À ce titre, il commence par remplacer İzzet pacha le 11 novembre 1918 par Ahmed Tevfik pacha et fait procéder à des arrestations d'anciens dirigeants<sup>11</sup>. Le 4 mars 1919, Tevfik pacha est à son tour remplacé par Damad Ferid pacha, chargé alors de mettre en place une cour martiale pour juger les unionistes.

Pour l'heure, tandis que les diverses communautés de l'Empire accueillent avec joie les forces d'occupation de l'Entente, la crise morale que provoque la défaite chez les Turcs est profonde : elle touche la population dans son ensemble, mise à mal par la guerre qui dure pour elle depuis sept ans sans presque aucune interruption. À l'automne 1918, les perspectives de résistance à l'occupant semblent improbables, et la plupart des dirigeants et des intellectuels envisage de s'entendre

<sup>10</sup> Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 98. Voir aussi Thobie, Jacques, « Une dynamique de transition. Les relations économiques franco-turques dans les années 20 ». In : Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis, *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk*, op. cit., pp. 109 – 157, ici pp. 146 – 147.

<sup>11</sup> Akşin, Sina, « Le dernier des Ottomans ». In Yerasimos, Stéphane (dir.), *Istanbul 1914 – 1918*, op. cit.

avec les puissances, les uns avec la Grande-Bretagne, les autres avec la France, d'autres encore avec les États-Unis ou l'Italie<sup>12</sup>.

À ce moment, les critiques à l'encontre de l'Allemagne fusent dans la presse d'Istanbul. Dans les journaux *Hadisat*, *Sabah* ou *Yeni İstanbul*, des articles accusent l'Allemagne et les unionistes d'avoir provoqué l'entrée en guerre de l'Empire contre la volonté de la majorité. Leurs auteurs sont pourtant parfois des personnalités qui se sont engagées dans les relations avec les puissances centrales pendant la guerre, comme Cenab Şahabeddin, qui, comme l'on s'en souvient, avait effectué un voyage en Allemagne et avait été membre de l'association turco-allemande, ou comme Mehmed Akif [Ersoy], l'auteur des *Souvenirs de Berlin*<sup>13</sup>. Dans *Hadisat*, un journaliste estime même que l'Empire doit réclamer des réparations à l'Allemagne<sup>14</sup>. Le *Yeni İstanbul*, en novembre 1918, fait paraître une violente diatribe contre les Allemands, réclamant leur disparition de la Turquie. Plus modéré, le *Sebilürreşad* rappelle que la politique anglaise rendait impossible toute alliance des musulmans avec cette puissance : « Si nous revenons cinq ans en arrière et si nous prenons en considération la situation d'alors, nous voyons qu'il ne restait aucune possibilité pour une amitié et pour une alliance ottomano-anglaise. En ce sens, nous les musulmans avons eu raison. » Mais l'auteur de l'article estime que l'Allemagne n'a pas apporté le soutien nécessaire et n'a pas tenu ses promesses<sup>15</sup>.

### *Le contrôle allié*

Les Alliés ont prévu un délai de 30 jours pour le rapatriement des Allemands d'Istanbul et un temps un peu plus long pour les Allemands se trouvant dans des lieux plus éloignés. Mais les autorités allemandes ne peuvent pas respecter ces délais, ce qui cause dès le début des frictions avec les puissances de l'Entente :

« Les représentants de l'Entente nous ont reproché, à nous et aux Turcs, de faire preuve de mauvaise volonté dans la question du rapatriement des Allemands, et la pression qu'ils exercèrent sur la commission turque chargée de l'application des conditions du traité d'armistice se fit toujours plus forte. Ils menacèrent finalement les Allemands qui ne se seraient pas trouvés à bord du *Corcovado* affecté au rapatriement jusqu'au 5 décembre d'internement sous surveillance militaire<sup>16</sup>. »

<sup>12</sup> Tunaya, Tanık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler, vol. 2 : Mübarek Dönemi* [Les partis politiques en Turquie, vol. 2 : La période de l'armistice], Istanbul, İletişim Yayınları, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1952), et Dumont, Paul, *Mustafa Kemal, op. cit.*, p. 24 et suivantes.

<sup>13</sup> Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı, op. cit.*, p. 307.

<sup>14</sup> Koloğlu, Orhan, 1918, *Aydınlarımızın Bunalım Yılı, Zaferi Nibai'den Tam Teslimiyete* [1918 : l'année de crise de nos intellectuels, de la victoire finale à la capitulation totale], Istanbul, Boyut Kitapları, 2000, pp. 153 – 154.

<sup>15</sup> « Müslümanlar ne için Almanlarla ittifak etti ? » [Pourquoi les musulmans se sont-ils alliés aux Allemands ?]. In : *Sebilürreşad*, 21.11.1918.

<sup>16</sup> AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, 1.2.1919-31.5.1919, R 13759, rapport du 12.02.1919.

Ce rapatriement concernait selon Mustafa Ergün plus de 25 000 personnes<sup>17</sup>. Cependant, l'Allemagne peut continuer à être représentée en Turquie par le biais de l'ambassade de Suède. Le conseiller de légation allemand Herbert Schwörbel peut ainsi y rester et envoyer des rapports à la *Wilhelmstrasse* sur la situation à Istanbul. Sur place, les bâtiments officiels allemands sont réquisitionnés par la France et l'Angleterre : il s'agit des quatre écoles d'Istanbul – l'école de Haydar-Paşa, le lycée allemand, l'école de Yedi Kule et celle de Aynalı Çeşme – de l'église, de l'hôpital et des locaux d'association.

Sur le plan du commerce, les Hauts-commissaires décident en octobre 1919 que « Les navires allemands (...) ne peuvent embarquer ou débarquer aucune marchandise en Turquie et que les navires alliés ou neutres ne peuvent importer en Turquie de marchandises allemandes (...) embarquées dans un port allemand, ni embarquer en Turquie des marchandises turques à destination dudit port<sup>18</sup>. » Cette mesure signifie en réalité que le commerce de marchandises allemandes transitant par des ports neutres et avec des bateaux neutres n'est pas interdit, ce qui permet aux relations commerciales de n'être pas totalement interrompues. Le 15 juillet 1920 déjà, Schwörbel peut ainsi noter :

« Un autre événement plutôt étonnant par ces temps est que, malgré l'envahissement de marchandises françaises, anglaises, etc., de nouvelles commandes arrivent ici tous les jours, particulièrement des produits électriques, des briquets, des articles en argent, des articles pharmaceutiques, des disques et des gramophones... Même les journaux allemands arrivent, cachés, à nouveau<sup>19</sup>. »

Dans l'incertitude de l'après-guerre, les autorités alliées, en particulier la France, sont persuadées que l'Allemagne, malgré toutes les restrictions qui lui sont imposées, est encore suffisamment forte pour entraver leurs intérêts. À partir de 1922, les rapports français observent une progression du commerce allemand, qu'ils expliquent par l'existence d'une « propagande économique allemande » organisée<sup>20</sup>. En fait, les diplomates français qui assistent au maintien et même à la progression du commerce avec l'Allemagne se perdent en spéculations sur les raisons<sup>21</sup>. S'il est possible, ainsi qu'ils le font remarquer, que certaines entreprises allemandes pré-

<sup>17</sup> Ergün, Mustafa, « Die deutsch-türkischen Erziehungsbeziehungen während des Ersten Weltkrieges. » In : *OTAM (Ankara Üniversitesi Osmanlı Tarihi Araştırma ve Uygulama Merkezi Dergisi)* 3, 1992, pp. 193-208, ici p. 205. Selon Carl Mühlmann, 32000 officiers et soldats allemands se trouvaient en Turquie et dans le Caucase, *Das deutsch-türkische Waffenbündnis im Weltkriege*, Leipzig, Verlag Koehler und Amelang, 1940, p. 240.

<sup>18</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1. November 1919-März 1920, R 13761.

<sup>19</sup> AA, Die politischen Verhältnisse der Türkei im allgemeinen, April 1920-Dezember 1924, R 78479, 15.07.1920.

<sup>20</sup> En réalité, les échanges commerciaux franco-turcs se portent plutôt bien, et ce dès 1919. Voir Thobie, Jacques, « Une dynamique de transition : les relations économiques franco-turques dans les années 20 », *op. cit.*

<sup>21</sup> AMAE, Série E Levant, Volume 247, 27 avril 1923, renseignements sur la propagande allemande en Turquie d'Europe.

sentes avant la guerre aient camouflé leur nationalité le jour de l'armistice et continuent à commercer avec l'Allemagne, ou que le cours du mark, très bas, rende les prix des marchandises allemandes plus intéressantes, il est plus difficile de les suivre lorsqu'ils sont persuadés que des espions et des agents turcs germanophiles s'activent en sous-main pour la *Wilhelmstrasse*. Ils décèlent ainsi en Muhsin Ertoğrul<sup>22</sup> un « germanophile avisé » qui « se livrerait à des opérations occultes d'espionnage pour le compte du comité turco-allemand de Berlin<sup>23</sup> ». Il est également question de plusieurs agents de Stinnes se trouvant à Istanbul, et d'un « groupe d'amitié turco-allemande » auquel appartiendrait, entre autres personnes citées, le maréchal Kâzım pacha<sup>24</sup>. « Le groupe dont il est question », croit savoir l'auteur du rapport, « vise la reprise immédiate des relations de la Turquie avec l'Allemagne, en laquelle il voit son seul moyen de salut (...) ».

Dans les faits, si des personnalités allemandes et turques sont bien en contact, la situation est évidemment fortement différente de ce que croit ce diplomate français, comme nous allons le voir dans la suite de ce travail.

### 3. La présence turque en Allemagne

#### *Poursuivre la guerre de Berlin ?*

À Berlin, les unionistes peuvent rapidement reprendre leurs activités politiques, d'autant que les autorités allemandes leur accordent le droit d'asile en avril 1919<sup>25</sup>, malgré les efforts de Rifat pacha, à nouveau ambassadeur du gouvernement d'Istanbul, et ceux du club turc de Berlin présidé par Hamdullah Suphi<sup>26</sup>, qui multiplie les démarches pour obtenir en particulier l'extradition de Talat.

Enver, qui a retrouvé son frère Kâmil parti étudier dans la capitale allemande en 1913, et qui fait bientôt venir sa famille<sup>27</sup>, a gardé des relations avec les officiers allemands qui ont servi dans l'armée ottomane pendant la guerre, dont Hans

<sup>22</sup> Le cinéaste Muhsin Ertoğrul s'est formé en Allemagne pendant la guerre.

<sup>23</sup> AMAE, Série E Levant, Volume 247, renseignements sur la propagande allemande en Turquie d'Europe, 6.05.1922.

<sup>24</sup> Kâzım pacha [Karabekir] a été nommé commandant de la 9<sup>ème</sup> armée en Anatolie orientale en mars 1919. Comme nous le verrons dans la suite de ce travail, il essaiera effectivement de faire appel à des spécialistes allemands dès 1921 pour développer la région. Pour autant, sa participation à un « groupe d'amitié germano-turc » nous semble très douteuse.

<sup>25</sup> Après la chute des unionistes, le nouveau gouvernement a commencé à organiser des procès pour juger les dirigeants à propos du massacre perpétré contre les Arméniens. Talat et Enver seront condamnés à mort par contumace en juillet 1919. Ces procès seront définitivement interrompus en 1921. Voir à ce sujet Akçam, Taner, *Armenien und der Völkermord : die Istanbul Prozesse und die türkische Nationalbewegung*, Hamburg, Hamburger Ed., 1996.

<sup>26</sup> Voir l'annexe biographique à la fin de ce travail.

<sup>27</sup> Voir à ce sujet la correspondance épistolaire d'Enver : Arı İnan (éd.), *Enver Paşa'nın Özel Mektupları* [Les lettres privées d'Enver pacha], Ankara, İmge Kitabevi, 1997.

von Seeckt. D'autres unionistes vivent à Munich, comme Cemal pacha, Bahaeddin Şakir, ou encore l'ancien ministre de la Justice Necmeddin Molla<sup>28</sup>.

Tous ou presque ont le sentiment que la lutte continue et qu'il leur faut agir. En ce sens, Talat et Enver essayent d'entrer en contact avec les anciennes puissances de l'Entente, notamment avec la Grande-Bretagne. Mais ils sont surtout concentrés sur la Russie soviétique et les Bolcheviks, avec lesquels ils nouent des relations par l'intermédiaire de Karl Radek, l'une des figures du communisme à cette époque. Bien qu'emprisonné à la prison de Moabit, Radek est en fait en contact avec des hommes politiques et des intellectuels. Il recevra ainsi la visite du ministre des Affaires étrangères Walter Rathenau, avec lequel il évoquera le futur traité de Rapallo. Pour l'heure, les discussions avec Enver et Talat concernent l'éventualité d'un soutien soviétique à la résistance anatolienne en contrepartie duquel les unionistes s'engageraient à développer la propagande soviétique parmi les musulmans<sup>29</sup>. À ce sujet, ils ont retrouvé à Berlin des musulmans qui militent contre l'impérialisme des puissances de l'Entente, en premier lieu Şekip Arslan, mais aussi le Şeyh Abdülaziz Çavuş et d'autres encore. Ensemble, ils fondent un « Club oriental » (*Şark Kulübü, Orient-Klub*).

Tandis que Talat effectue des voyages en Suède et au Danemark en tant que délégué du Croissant rouge, et participe au congrès de la deuxième Internationale socialiste d'Amsterdam, où il tente de redorer l'image de la Turquie en donnant sa vision des massacres perpétrés contre les Arméniens<sup>30</sup>, Enver décide de se rendre à Moscou malgré toutes les difficultés que ce voyage représente, les lignes ferroviaires étant coupées du fait de la guerre entre la Pologne et la Russie. Après plusieurs tentatives, aidé par les officiers Seeckt et Köstring<sup>31</sup>, il atteint Moscou à l'été 1920. Dans la capitale soviétique, mais aussi à Bakou où il participe au Congrès des peuples de l'Orient, Enver s'attache à exploiter toutes les possibilités qui peuvent se présenter : aux Bolcheviks, il tient un discours nettement engagé, orienté sur la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme et la libération des peuples opprimés.

<sup>28</sup> Necmettin Molla [Karataş] (1875 – 1949), ancien ministre de la Justice, vit à Munich avec sa famille depuis le début de la Guerre mondiale, pendant laquelle il a tourné un film avec Celal Esad [Arseven], Kenan Erginsoy et le consul de Munich İsmail Hakkı bey, s'inspirant du *Faust* de Goethe et intitulé *Die tote Wacht (Koruyanı Ölü)*. Necmettin Molla rentrera en novembre 1923 en Turquie. Les autorités allemandes le présentent comme ayant joué un rôle politique de premier plan dans l'Empire ottoman et comme s'étant souvent engagé pour les intérêts allemands (AA, Staatsmänner in der Türkei, 1920 – 1924, R 78551).

<sup>29</sup> Voir Dumont, Paul, « La fascination du bolchevisme : Enver Pacha et le parti des Soviets populaires. 1919 – 1922 ». In : *Cahiers du monde russe et soviétique*, XVI, avril – juin 1975, pp. 141 – 166, ici p. 144.

<sup>30</sup> Sur le séjour de Talat à Berlin, voir Arif Cemil, *İttihatçı Şeflerin Gurbet Maceraları* [Les aventures des chefs unionistes en exil], Istanbul, Arma Yayınları, 1992. Voir aussi Emir Şekip Arslan, *Bir Arap Aydının Gözüyle Osmanlı Tarihi ve 1. Dünya Savaşı Anıları* [L'histoire de l'Empire ottoman et les événements de la Première Guerre mondiale vus par un intellectuel arabe], Istanbul, Çatı Kitapları, 2005.

<sup>31</sup> Ernst August Köstring a servi dans l'Empire ottoman entre 1917 et 1919. Des années plus tard, en 1935, il sera attaché militaire à Moscou.

À Mustafa Kemal, il affirme vouloir gagner l'aide des Bolcheviks dans la perspective de soutenir les mouvements révolutionnaires contre l'Angleterre<sup>32</sup>. À Hans von Seeckt, qu'il tient régulièrement au courant de ses projets, il écrit fin août 1920 qu'il serait bon que l'Allemagne agisse contre la Pologne pour soulager les Bolcheviks<sup>33</sup>.

Si, évidemment, ce conseil ne peut pas être suivi, un certain nombre d'officiers sont favorables à un rapprochement avec la Russie soviétique, dont ils espèrent que les visées expansionnistes vont nuire à la Grande-Bretagne. En ce sens, ils voient également d'un bon œil l'initiative des unionistes, qui pourrait permettre là aussi de mettre en péril les colonies anglaises et françaises, comme pendant la guerre. Eux-mêmes ont d'ailleurs formé en septembre 1919 une Association des combattants en Asie (*Bund der Asienkämpfer*), dont fait également partie Oskar Ritter von Niedermayer, qui avait été, nous l'avons dit, l'une des figures dominantes des missions envoyées en Afghanistan pendant la guerre. Tous souhaitent, plus ou moins secrètement, qu'une révolution ait lieu en Inde, et suivent donc avec intérêt les initiatives d'Enver mais aussi de Cemal, qui est en contact avec l'Afghanistan.

En octobre 1920, Enver revient à nouveau à Berlin, où il est logé par le directeur du musée de Pergame, Friedrich Sarre, qui a lui aussi fait partie de la mission envoyée en Perse pendant la guerre. Dans la villa de ce dernier se succèdent les visites de personnalités militaires, universitaires ou politiques, dont l'attaché soviétique à Berlin Viktor Kopp, avec lequel Seeckt évoque la possibilité d'une collaboration militaire entre l'Allemagne et la Russie soviétique<sup>34</sup>. Ce dernier forme assez vite un groupe réunissant les officiers qui ont servi dans l'Empire ottoman dans le but de développer des contacts, secrets bien sûr, entre le ministère de la Guerre et les Bolcheviks.

Après être reparti pour Moscou, au début de l'année 1921, Enver continue sa correspondance avec von Seeckt, en lui annonçant notamment la venue de Bedri bey à Berlin, un unioniste qui, avec Cemal pacha, cherche à se procurer des armes pour l'Afghanistan. En fait, aucun de ces contacts n'aboutit à un projet sérieux, les buts de chacune des parties étant fondamentalement différents. De toutes les façons, à la fin de l'été 1921, Enver doit se rendre à l'évidence : devant la victoire des kémalistes lors de la bataille de Sakarya, ses plans d'intervention en Anatolie sont compromis. Un an plus tard, il mourra près de Boukhara, après avoir essayé de diriger la révolte des Basmatchis contre les Bolcheviks. Entre temps, en mars 1921, Talat a été assassiné à Berlin par un Arménien. En avril 1922, ce sera le tour

<sup>32</sup> Sur les prises de position d'Enver et ses tentatives auprès des bolcheviks, ainsi que sur ses rapports avec Mustafa Kemal, voir plus précisément Dumont, Paul, « La fascination du bolchevisme : Enver Pacha et le parti des Soviets populaires. 1919 – 1922 », *op. cit.*

<sup>33</sup> Seidt, Hans-Ulrich, « 'When Continents Awake, Island Empires Fall !' Germany and the Destabilization of the East 1919 – 1922 ». In : Schwanitz, Wolfgang G. (éd.), *Germany and the Middle East, op. cit.*, pp. 65 – 84 et son ouvrage consacré à Oskar von Niedermayer : *Berlin, Kabul, Moskau. Oskar Ritter von Niedermayer und Deutschlands Geopolitik, op. cit.*

<sup>34</sup> *Ibid.*, pp. 75 – 76.

de Bahaeddin Şakir et de Cemal Azmi. Cemal pacha connaîtra le même destin à Tiflis en juillet 1922. Ces unionistes sont morts à un moment où leur activité était déjà compromise.

Mais Berlin, à cette époque, continue d'accueillir et d'abriter des associations comme la « Société germano-persane » (*Deutsch-Persische Gesellschaft*), le « Parti national égyptien » (*Aegyptische Nationalpartei*) ou le « Club oriental » fondé par Talat. Des musulmans de Russie ont également créé une association présidée par le Tatar Alim Idris. Tous se réunissent à la mosquée de Wünsdorf, et suivent avec attention les victoires kémalistes. En juillet 1923, ils y célèbrent la fête du sacrifice, sous l'égide de Idris<sup>35</sup>. C'est l'occasion pour un représentant égyptien de tenir un discours en arabe dans lequel il désigne les victoires de Mustafa Kemal comme étant aussi des victoires pour son peuple. Le Club turc organise également un thé le lendemain qui réunit des personnalités comme l'ancien officier allemand Stumpffer pacha, l'ancien responsable des apprentis turcs en Allemagne Russack mais aussi Sadri Maksudi<sup>36</sup>. Toutes désignent la France et l'Angleterre comme étant les ennemis de la Turquie, de l'Allemagne, et du monde musulman<sup>37</sup>.

En 1924 encore, un fonctionnaire du ministère français de l'Intérieur enverra une note au ministre des Affaires étrangères à propos de l'activité allemande en Orient et d'une mission en Suisse qui projetterait de se mettre en contact avec les milieux musulmans d'Italie et de Hollande. L'auteur de ce rapport, informant que cette mission est composée du professeur Wesendonk<sup>38</sup>, de Idris efendi et de l'hindou Pillay, dont il précise qu'il fait partie des « milieux révolutionnaires orientaux de Berlin », ajoute :

« L'action de la mission Wesendonk se rattacherait à un plan général d'après lequel l'Allemagne, afin de créer des difficultés à la France et l'Angleterre, appuierait et soutiendrait dans le monde islamique toutes les organisations et tous les partis politiques qui se réclament des partis d'indépendance contre les États investis de mandats ou de protectorats en Orient. Plus particulièrement, l'Allemagne encouragerait le mouvement panarabe en Orient et dans l'Afrique du Nord. Elle viendrait en aide aux agitateurs et leur procurerait les moyens financiers de poursuivre leur propagande. Elle s'appliquerait plus particulièrement à circonvenir les jeunes orientaux qui fréquentent les universités européennes, à les gagner aux doctrines révolutionnaires et à leur inspirer des sentiments hostiles à notre pays. On dit à ce sujet que l'Allemagne, avec sa mégalomanie coutu-

<sup>35</sup> *Der neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten*, 8, 1923.

<sup>36</sup> Le Tatar Sadri Maksudi [Arsal] (1879 – 1957) est juriste de formation. En 1925, il se rendra en Turquie où il participera activement aux recherches sur l'histoire et la langue turques. Voir Taşkın, Yüksel, « Sadri Maksudi Arsal ». In : *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, vol. 4 : Milliyetçilik* [La pensée politique dans la Turquie moderne : le nationalisme], Istanbul, İletişim Yayınları, 2002, pp. 496 – 499.

<sup>37</sup> *Der neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten* 8, 1923, pp. 208 – 209..

<sup>38</sup> Otto von Wesendonk était un diplomate qui avait travaillé pendant la Guerre au « Bureau d'informations pour l'Orient » et qui plaçait ses espoirs dans un soulèvement en l'Inde contre l'Angleterre.

mière, ne se proposerait rien moins que d'organiser et de soumettre à son influence la jeunesse universitaire musulmane du monde entier. La Turquie verrait d'ailleurs avec faveur cette intervention de l'Allemagne, qui, en collaborant au mouvement islamique qui tend à exclure de l'Orient les puissances occidentales, serait conforme, par là même, à ses propres vues politiques. Cette attitude de l'Allemagne constitue, peut-on dire, un nouvel aspect des efforts qu'elle poursuit, conjointement d'ailleurs avec Moscou, pour mettre la main sur l'Orient et le faire servir à ses ambitions<sup>39</sup>. »

Ce rapport, qui illustre bien la méfiance française à l'encontre de l'Allemagne à cette date encore, présente cette dernière comme étant particulièrement influente sur le monde musulman. La France craint également une alliance entre Moscou et Berlin, centrée sur l'Orient. Évidemment, l'Allemagne, qui, en 1924, commence juste à se relever de la guerre, est bien loin de représenter un tel danger. De plus, le monde musulman lui-même n'est pas uni, et si le kémalisme a présenté un certain intérêt au début, l'abolition du califat est fortement condamnée en Inde ou en Égypte<sup>40</sup>. À Berlin d'ailleurs, les différentes communautés musulmanes entrent en conflit, notamment sur cette question<sup>41</sup>. Enfin, les relations avec la Russie soviétique visent certes une collaboration, dans un cadre cependant bien plus limité que ne le dit ce rapport.

#### *Les étudiants turcs : Entre rapatriements et nouvelles arrivées*

Comme nous l'avons vu, un grand nombre d'étudiants et d'écoliers avaient été envoyés en Allemagne durant la guerre. D'après les exigences de l'Entente, ils devaient être rapatriés après la signature de l'armistice de Moudros. En juin 1919, 500 Turcs civils et militaires retournent ainsi en Turquie<sup>42</sup>.

Les autorités allemandes, de leur côté, essayent de faire en sorte que certains puissent rester, ce qui s'avère possible lorsqu'ils n'ont pas été envoyés de manière officielle. Ainsi, les juristes venus pendant la guerre sous l'impulsion de Heinze, alors conseiller au ministère ottoman de la Justice, doivent être rapatriés, malgré les efforts de ce dernier, qui écrit une lettre à Jäckh en février 1919 pour l'informer du fait que les étudiants ont reçu l'ordre de rentrer en Turquie, mais qu'ils souhaitent poursuivre leurs études en Allemagne. Résumant l'état d'esprit des autorités allemandes, Heinze précise que ces jeunes gens, qui ont été soigneusement choisis, « peuvent plus tard avoir une influence en Turquie et nous être très utiles<sup>43</sup> ».

<sup>39</sup> AMAE, Série E Levant, Volume 248, 12.08.1924.

<sup>40</sup> Voir Georgeon, François, « Kémalisme et monde musulman (1919 - 1938) : quelques points de repères ». In : Georgeon, François ; Gökalp, Iskender (éd.), *Kémalisme et monde musulman, Cahiers du GETC*, n° 3, automne 1987, pp. 1 - 39.

<sup>41</sup> Höpp, Gerhard, « Die Wünsdorfer Moschee : eine Episode islamischen Lebens in Deutschland, 1915 - 1930 ». In : *Die Welt des Islams*, 2, 1996, pp. 204 - 218, ici pp. 214 - 215.

<sup>42</sup> Voir AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, juin 1919 - octobre 1919, R 13760.

<sup>43</sup> Voir AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, février 1919 - mai 1919, R 13759.



Il s'adresse également aux autorités allemandes de la section Turquie. Göppert, l'un des conseillers de légation, lui répond :

« (...) Je suis persuadé que la sympathie des Turcs qui se sentaient à l'aise ici constitue l'une de nos rares ressources en Turquie, et je la traite avec soin. Nous donnons de l'argent en sous-main à la *Deutsch-Türkische Vereinigung* pour les écoliers, les apprentis, etc. qui ont été amenés par elle ici. J'ai convenu avec l'ambassadeur Rifat pacha qu'il ne renvoie pas encore les écoliers méritants envoyés par le gouvernement turc, mais qu'il essaie de les garder sous n'importe quel prétexte, jusqu'à ce qu'ils aient atteint un certain niveau (examen, mutation). Rifat accorde naturellement de l'importance à ce que les écoliers n'apprennent rien de ce choix. La participation du ministère des Affaires étrangères doit rester secrète. Nous voulons là aussi passer par la *Deutsch-Türkische Vereinigung*. En ce qui concerne les juristes, les choses sont un peu différentes. Leur cercle est petit, et cela se remarquerait à Constantinople si certains d'entre eux ou même tous n'obéissaient pas aux ordres de rentrer. Il me semble peu probable que cet ordre tombe dans l'oubli. L'Entente va justement accorder de la valeur au rappel de ces fonctionnaires. C'est ce que pense aussi Rifat pacha, qui a refusé pour cette raison d'accorder son accord pour que les juristes restent plus longtemps<sup>44</sup>. »

Göppert note également qu'il ne servirait à rien que le gouvernement allemand intervienne auprès du gouvernement turc, et que d'ailleurs il ne serait même pas possible de faire parvenir une demande de cette sorte à Constantinople, l'Entente ne transmettant que les télégrammes qui l'intéressent.

Si beaucoup d'étudiants, passés par des voies officielles, sont obligés de rentrer, la fin de la guerre et les troubles qui s'ensuivent n'empêchent pas certains de rester et même d'autres d'arriver. Dès octobre 1921 par exemple, l'ancien gouverneur général Rahmi Bey<sup>45</sup>, à ce moment à Berlin, s'adresse aux autorités allemandes pour que son fils puisse être inscrit à l'Université<sup>46</sup>. À partir de 1923, le nombre de demandes augmente, sur lesquelles nous reviendrons. Pour l'anecdote, ajoutons que Halid Ziya essaie lui aussi de faire étudier ses enfants en Allemagne mais précise à une personnalité allemande de Dresde qu'il est nécessaire de trouver une école correspondant « à ses hautes origines<sup>47</sup> ».

Pour l'heure, il importe aux autorités turques que les étudiants se trouvant en Allemagne bénéficient d'une aide, la vie étant devenue très chère. Ainsi, Nuri [Conker], représentant du gouvernement d'Ankara à Berlin depuis le printemps 1921, demande aux autorités allemandes que les frais d'inscription correspondent

<sup>44</sup> *Ibid.*, Göppert, conseiller de légation, au vice-chancelier Heinze.

<sup>45</sup> Rahmi [Köken] sera ministre du Commerce et de l'Agriculture en 1927 puis ministre de l'Économie en 1928 – 1929.

<sup>46</sup> AA, *Türkische Schüler auf deutschen Lehranstalten, 1921 – 1923*, R 63067.

<sup>47</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, « Kurtuluş Savaşı Sırasında, Avrupa'daki Bir Türk Gencinin (A. Şerif Önay'ın) Kalkınma Sorunlarıyla İlgili Çalışmaları » [Les travaux d'un jeune étudiant turc en Europe sur les questions de développement au moment de la guerre de libération]. In : *ibid.*, *Cumhuriyetin Harcı. Birinci Kitap : Köktenci Modernitenin Doğuşu* [Les ingrédients de la République. Livre 1 : La naissance de la modernité radicale], Istanbul, Istanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2003, pp. 303 – 353, ici p. 326.

pour les étudiants turcs à ceux des Allemands, et non pas à ceux pratiqués pour les étrangers, demande qui est acceptée<sup>48</sup>. En décembre 1923, le président de l'association des étudiants turcs d'alors réitérera cette demande. Celui-ci n'est autre que le rédacteur en chef du *Servet-i Fînnun*, Ahmed İhsan, qui avait organisé le voyage d'étude de 1911. Ahmed İhsan, qui vit à Munich et qui est chargé à partir de 1923 de représenter la presse d'Ankara en Allemagne et en Autriche dans le but de « répondre à la propagande ennemie<sup>49</sup> », s'adresse régulièrement aux autorités allemandes de la section Turquie pour obtenir des laissez-passer pour se rendre en Autriche ou en Suisse. Il semble connaître certains diplomates personnellement et entretenir une correspondance avec eux. Il continue au même moment à publier des articles dans le *Vatan* notamment, et leur envoie ceux qui concernent l'Allemagne<sup>50</sup>. Les diplomates allemands conseillent chaque fois d'accepter ses demandes, car, notent-ils, « Ahmed İhsan fait partie des personnalités ayant une signification politique dominante ». Une fois rentré en Turquie, il restera en contact avec les autorités allemandes, et publiera dans le *Servet-i Fînnun* des articles parfois transmis par l'ambassade allemande, ainsi qu'un grand nombre de publicités pour des firmes allemandes.

Dans une lettre datant du 5 décembre 1923, Ahmed İhsan aborde la situation des étudiants turcs en Allemagne :

« Comme vous le savez certainement, je suis aussi président de l'association des étudiants turcs en Allemagne. La situation en ce moment est très mauvaise. La vie ici est devenue plus chère qu'en Suisse. Nos étudiants, qui disposent de 30 pfund turques par mois, ne peuvent plus en vivre. L'Université de Munich a commencé à traiter les Turcs de la même manière que les Américains. Ils font des prix d'exception aux Yougoslaves et aux Roumains, mais exigent des Turcs les mêmes prix que des Américains, et leur disent que s'ils ne peuvent pas payer, ils devront quitter l'université. Que me conseillez-vous de faire ? Dois-je écrire à notre ministère et lui dire qu'il ne faut plus envoyer d'étudiants en Allemagne ? Ou bien dois-je le déconseiller publiquement dans les journaux turcs ? Je sais que l'Allemagne est maintenant dans une grande détresse. Mais traiter nos ennemis d'hier, les Roumains et les Yougoslaves, mieux que les Turcs, cela va faire un très mauvais effet chez nous. J'attends en ce sens votre réponse et les conseils que vous m'y donnerez<sup>51</sup>. »

Comme on le voit, Ahmed İhsan est conscient de la marge de manœuvre dont il dispose auprès des autorités allemandes. Son ton est sans appel et il sait qu'il peut, en tant que journaliste influent, nuire à l'image de l'Allemagne, déjà sérieusement atteinte par l'issue de la Guerre mondiale et par le problème arménien.

<sup>48</sup> AA, Kunst und Wissenschaft im Allgemeinen, 1922 – 1935, R 78472, 27.07.1922.

<sup>49</sup> AA, Pressewesen, 1920 – 1925, R 78557, et *Servet-i Fînnun*, 20.11.1925.

<sup>50</sup> AA, Türkei, Kunst und Wissenschaft im Allgemeinen, R 78472, lettre d'Ahmed İhsan à Padel, 5.12.1923 et AA, Staatsmänner in der Türkei, 1920 – 1924, R 78551, lettre d'Ahmed İhsan à Prüfer, 14.11.1923.

<sup>51</sup> AA, Türkei, Kunst und Wissenschaft im Allgemeinen, R 78472, lettre d'Ahmed İhsan à Padel, 5.12.1923.

Malheureusement, nous n'avons pas retrouvé la réponse à cette lettre. On peut supposer que les autorités allemandes, soucieuses, comme nous l'avons vu, de garder les quelques liens qu'elles entretiennent avec la Turquie, sont intervenues pour faciliter le séjour des étudiants turcs, sur lesquels elles misent dans l'optique de la reprise de relations diplomatiques avec la Turquie.

### *Quelques exemples de parcours individuels*

Au sortir de la guerre, un certain nombre d'étudiants vit au quotidien les événements révolutionnaires qui se déroulent en Allemagne, d'autant que des apprentis marins turcs venus des ports du nord de l'Allemagne arrivent au club de Berlin gagnés aux idées révolutionnaires, ainsi que le relate le cinéaste Celal Esad [Arseven] :

« Au début de l'année 1919, Berlin était dans une période de troubles. Nous apprîmes qu'au club occupé par des marins turcs venus de Hambourg, une partie voulait livrer Talat pacha au gouvernement. Dans la rue, les Spartakistes arrachaient aux officiers qu'ils avaient capturés leurs uniformes, brisaient les vitrines des magasins, agitaient en criant des drapeaux rouges perchés sur des camions, et effrayaient les gens<sup>52</sup>. »

Ce club est alors présidé par Hamdullah Suphi qui a été envoyé en Allemagne pendant la guerre par les unionistes comme inspecteur des étudiants turcs, et qui, après l'armistice, prend parti contre les unionistes. Comme nous l'avons mentionné, les membres du club et l'ambassadeur Rifat pacha essayent, en vain, d'obtenir des autorités allemandes qu'elles livrent Talat au gouvernement d'Istanbul.

Dans l'effervescence révolutionnaire berlinoise, des étudiants fondent alors le Parti des travailleurs et des paysans de Turquie ainsi que l'Association des travailleurs de Turquie, avec l'autorisation des autorités allemandes, qui rapportent :

« La direction du Parti des travailleurs et des paysans de Turquie, qui n'a pour membre que des gens de nationalité turque, a déposé une demande d'autorisation comme association d'étrangers. Il est prévu que le siège de cette association soit Berlin. Comme le but de cette association est d'instaurer le Parti des travailleurs en Turquie et qu'elle n'aura donc pas d'influence sur la vie politique allemande, il n'y a pas de problème à l'autoriser (...)»<sup>53</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mai 1919, ce groupe publie le premier numéro de la revue *Kurtuluş* (Libération)<sup>54</sup>. Quelques mois plus tard, la plus grande partie de ce groupe rentrera en Turquie, y fondera le Parti socialiste des travailleurs et des paysans de Turquie et

<sup>52</sup> Arseven, Celal Esad, « Yıldız Sarayından Mütarekeye Kadar » [Du palais de Yıldız à l'armistice]. In : *Dünya*, 11 février 1960, cité in : Tunçay, Mete, *Türkiye'de Sol Akımları (1908 - 1925)* [Les courants de gauche en Turquie (1908 - 1925)], Istanbul, BDS Yayınları, 2000 (2<sup>ème</sup> édition), p. 471.

<sup>53</sup> AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, 1.2.1919-31.5.1919, R 13759, Berlin, note du directeur de la police au ministère des Affaires étrangères, 22.04.19

<sup>54</sup> Voir Tunaya, Tank Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, vol. 2, *op. cit.*, p. 482 et suivantes.

poursuivra la parution de *Kurtuluş*, finalement interdite en 1920. Certains d'entre eux fonderont alors la revue *Aydınlık*, qui sera à son tour interdite en 1925.

Pour notre sujet, il est intéressant de s'arrêter sur les personnalités qui fondent ce parti en 1919. En effet, à partir de la liste de ses membres, nous avons pu constater que la plupart entretiendront des liens avec l'Allemagne par la suite comme cadres du parti, journalistes, hommes d'affaire ou négociants.

Ainsi de Vedat Nedim [Tör], envoyé en Allemagne étudier l'économie en 1916, qui suit à Berlin les cours de l'économiste Werner Sombart. Sans nul doute, ceux-ci exercent une influence décisive sur lui, ainsi qu'il le formulera des années plus tard dans ses souvenirs :

« Même si ma mémoire est de temps en temps défectueuse, je me souviens de certains événements comme s'ils s'étaient passés hier. Ainsi des paroles que j'ai entendues dans le cours du professeur Werner Sombart un jour pendant la période du cessez-le-feu<sup>55</sup> alors que j'étais étudiant à l'Université de Berlin : 'L'Empire ottoman est l'exemple typique d'une semi-colonie. Un empire majestueux qui s'est étendu sur trois continents est en train de rendre l'âme (...) dans les mains des puissances impérialistes (...) parce qu'il n'a pas pu s'adapter aux conditions économiques et sociales de la révolution industrielle'. Bien qu'entre temps plus d'un demi-siècle se soit écoulé, je continue pourtant en écrivant ces lignes à ressentir comment chaque mot de mon professeur, donnant son cours debout dans une salle comble en orateur élégant, beau, le visage avenant, avec sa petite barbe fine et ses lunettes, a pénétré dans mon cœur tel un poignard brûlant (...)»<sup>56</sup>.

Vedat Nedim soutiendra en 1922 sous la direction de Sombart une thèse intitulée *Türkiye Nasıl Bir Emperyalizm Konusu Oldu ?* [Comment la Turquie est-elle devenue un objet de l'impérialisme ?]. Un an plus tard, il épousera une Allemande et rentrera en Turquie<sup>57</sup> où il assumera diverses fonctions, dont certaines sont liées à l'Allemagne. Nous rencontrerons donc son nom dans la suite de ce travail.

À ses côtés, Mehmet Vehbi [Sarıdal] suit également des cours d'économie politique à l'Université de Berlin. Rentré plus tôt que ce dernier en Turquie, il prendra la présidence du parti fondé en Allemagne puis deviendra directeur général du commerce au ministère du Commerce à Ankara et secrétaire général de la Chambre de commerce d'Istanbul. Nurullah Esad [Sümer], le futur fondateur de la Sümerbank, participe également à la création de ce parti, avant d'obtenir son doctorat intitulé *Die anatolische Landwirtschaft mit besonderer Berücksichtigung Kleinasiens* [L'agriculture en Asie Mineure], en 1922 à Francfort<sup>58</sup>. Burhan Asaf [Belge], qui a passé son baccalauréat à Kassel, mène des études d'architecture et de sociologie en

<sup>55</sup> *Mütareke yılları* désigne la période entre 1918 et 1922.

<sup>56</sup> Tör, Vedat Nedim, *Yıllar Böyle Geçti, Yaşantı* [Ainsi ont passé les années, récit d'une vie], Istanbul, Yapı Kredi Yayınları, 1999 (1ère éd. 1976), p. 11.

<sup>57</sup> Voir Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Bir Cumhuriyet Öyküsü. Kadrocuları ve Kadro'yu anlamak*, [Une histoire de la République. Comprendre le mouvement Kadro et ses membres], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2003, p. 77 et suivantes.

<sup>58</sup> Voir Schwarz, Klaus, *Der Vordere Orient in den Hochschulschriften Deutschlands, Österreichs und der Schweiz. Eine Bibliographie von Dissertationen und Habilitationsschriften (1885 – 1978)*, Freiburg / Breisgau, 1980.

Allemagne<sup>59</sup>. Par la suite, il travaillera jusqu'en 1924 en tant que correspondant d'une agence de presse à Bucarest, puis, en Turquie, pour l'entreprise allemande Philipp Holzmann & Co. Nous le retrouverons dans la partie suivante, à propos de la revue *Kadro*. En 1936, il traduira de l'allemand l'ouvrage de Norbert von Bischoff, *Ankara : Eine Deutung des neuen Werdens in der Türkei* sous le titre *Ankara : Türkiye'deki Yeni Oluşun bir İzabı*<sup>60</sup>.

Nous retrouvons également le nom de Mustafa Nermi, qui, comme nous l'avons vu, a été en contact avec Martin Hartmann pendant la guerre. Mustafa Nermi, par la suite, vit à Dresde d'où il est chargé, d'après les sources allemandes, de développer les relations culturelles entre l'Allemagne et la nouvelle Turquie en réunissant une série de publications scientifiques qui doivent être traduites en turc et distribuées aux étudiants « afin de les encourager à venir étudier en Allemagne et non pas à Paris ». Mais, regrette l'auteur du rapport, « le monde universitaire allemand, ou du moins certains professeurs, semblent ne pas comprendre l'importance de cet extraordinaire domaine de propagande », ajoutant que Werner Sombart a refusé sa collaboration<sup>61</sup>. Nous n'avons malheureusement pas trouvé d'autres traces de ce projet. Toujours est-il que Mustafa Nermi écrira de nombreux articles sur l'Allemagne pour les journaux kémalistes *Cumhuriyet*, *Hakimiyet-i Milliye* ou encore *Milliyet*. Il traduira également des œuvres allemandes, dont *Die Jungfrau von Orléans*, de Schiller, et *Die Hermannschlacht*, de Kleist, en 1928.

Mümtaz Fazlı [Taylan] est aussi une personnalité intéressante. Après la reprise des relations diplomatiques entre l'Allemagne et la Turquie, il restera à Berlin, où il fondera une société et sera membre de la Chambre de commerce turque en Allemagne, sur laquelle nous reviendrons dans la partie suivante de ce travail.

Hormis le groupe du Parti des paysans et des travailleurs de Turquie, d'autres étudiants se trouvent également à Berlin. Le futur économiste Ömer Celal [Sarç], par exemple, obtiendra en 1925 son doctorat également sous la direction de Sombart. Il restera lui aussi à Berlin après la fondation de la République turque et la reprise officielle des relations entre les deux pays, et participera comme nous le verrons à la création de la Chambre de Commerce turque en Allemagne, dont il sera le secrétaire général. Rentré en Turquie, il sera conseiller au ministère de l'Économie puis professeur d'économie à Ankara et continuera à se référer dans ses ouvrages à Sombart<sup>62</sup>.

<sup>59</sup> Tekeli, İhan ; İlkin, Selim, *Bir Cumhuriyet Öyküsü*, op. cit., p. 95.

<sup>60</sup> Cet ouvrage est également traduit en français en 1936 et préfacé par Jean Deny sous le titre *La Turquie dans le monde. L'Empire ottoman, la République turque*.

<sup>61</sup> AA, Akten betreffend politische und kulturelle Propaganda, Februar 1924 bis November 1935, R 78578, Note du correspondant du *Deutsche Allgemeine Zeitung* à Stresemann, 2.02.1924.

<sup>62</sup> Voir par exemple son ouvrage intitulé *Ziraat ve Sanayi Siyaseti* [La politique agricole et industrielle], paru en 1934.

Le parcours d'Ahmed Şerif [Önay], retracé par les historiens Tekeli et İlkin, nous paraît également exemplaire des relations qui se sont instaurées pendant la guerre avec l'Allemagne. Né en 1892, diplômé de l'École d'Administration, il a travaillé comme secrétaire au ministère de l'Éducation avant d'être envoyé en Allemagne, à Dresde, où il a mené des études pour devenir ingénieur. Durant ces années, il a notamment traduit des articles de la revue allemande *Weltbandel* pour son mensuel en turc *Şark ve Balkan*<sup>63</sup>. Après la fin de la guerre, en 1919, Ahmed Şerif obtient son diplôme d'ingénieur, et enseigne le turc à l'université de Dresde tout en dirigeant une usine de cigarettes. En contact avec les personnalités turques de Dresde, de Berlin et de Lausanne<sup>64</sup>, il suit avec attention les événements qui se déroulent en Turquie et écrit des articles qu'il réunit à l'été 1921 sous le titre « İmâr Politikası » [Politique de reconstruction] et qu'il envoie à diverses personnalités turques. Dans cet ouvrage (qui ne sera pas publié), il souligne la nécessité de mettre en place un programme économique « rationnel » pour augmenter la production. Pour ce faire, il insiste sur la nécessité de trouver des capitaux qui ne viennent pas de l'étranger, en réalisant des économies, en augmentant les impôts et en supprimant l'affermage en Anatolie. Enfin, il prône l'organisation de structures économiques qui soient indépendantes de la bureaucratie et des partis politiques<sup>65</sup>.

Ces articles attirent notamment l'attention de Nuri [Conker], le représentant du gouvernement kémaliste en Allemagne, qui invite Ahmed Şerif à venir en Anatolie. Malgré le refus de ce dernier, Nuri [Conker] le sollicite à nouveau en 1922 pour établir un plan d'encouragement de la production locale dans l'est de l'Anatolie. La demande vient à l'origine de Kâzım pacha, qui a recommandé à Nuri de se mettre en contact avec de grandes entreprises allemandes, comme Siemens ou la Compagnie générale électrique (AEG), sans succès toutefois<sup>66</sup>. Celui-ci s'adresse alors à Ahmed Şerif, qu'il charge d'établir un projet de développement pour les industries du verre, du cuir, des conserves, du textile et du sucre. Ce faisant, il formule effectivement l'orientation que les kémalistes ont l'intention de prendre pour industrialiser la Turquie : développer des industries dont la matière première est disponible en Turquie, mettre en place, finalement, « une politique de substitution aux importations<sup>67</sup> ».

<sup>63</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, « Kurtuluş Savaşı Sırasında, Avrupa'daki Bir Türk Gençinin (A. Şerif Önay'ın) Kalkınma Sorunlarıyla İlgili Çalışmaları », *op. cit.*

<sup>64</sup> Sur le groupe turc très actif de Lausanne, voir : Kieser, Hans-Lukas, « Turkey's élite diaspora in Switzerland (1860s – 1920s) ». In : Anastassiadou, Meropi (éd.), *Élites urbaines et savoir scientifique dans la société ottomane (19<sup>ème</sup> – 20<sup>ème</sup> siècles)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 349 – 382.

<sup>65</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, « Kurtuluş Savaşı Sırasında, Avrupa'daki Bir Türk Gençinin (A. Şerif Önay'ın) Kalkınma Sorunlarıyla İlgili Çalışmaları », *op. cit.*, pp. 307 – 314.

<sup>66</sup> *Ibid.*, pp. 341 – 342. Il serait évidemment intéressant d'essayer de retracer ces prises de contact.

<sup>67</sup> Georgeon, François, « Le problème de l'industrialisation de la Turquie au lendemain de la guerre d'indépendance (1923 – 1932) ». In : Thobie, Jacques ; Bacqué-Grammont, Jean-

Ahmed Şerif, avec l'aide d'ingénieurs allemands, accepte d'étudier la question et dresse un rapport mettant en évidence la nécessité de créer au préalable un « complexe industriel » assurant la production de briques, de chaux et de bois. Surtout, il recommande la formation d'une mission qui, avec l'appui d'un géologue allemand, se rendrait sur « le front oriental » pendant quelques mois pour y analyser la situation sur place, ce qui lui permettrait, une fois rentrée en Allemagne, d'élaborer des « projets adaptés ». Pour s'assurer le personnel nécessaire, il prévoit la formation d'ouvriers dans des usines allemandes pendant quelques mois et établit un financement précis des coûts. Il propose aussi d'assurer le paiement des machines nécessaires par l'exportation de la production agricole en Allemagne.

Dans les faits, le projet ne sera pas retenu même s'il sera publié et aura ainsi une certaine influence en Turquie<sup>68</sup>. Ahmed Şerif, pour sa part, se rendra au congrès économique d'Izmir en 1923. Il sera présenté à Mustafa Kemal auquel il offrira ses écrits. En 1931, il sera nommé par le ministère de l'Économie Mustafa Şeref [Özkan], qu'il a rencontré à Berlin, à la direction générale de l'industrie et du travail (*Sanayi ve Mesai Umum Müdürlüğü*)<sup>69</sup>. Pour notre sujet, il est évidemment intéressant de noter qu'Ahmed Şerif envisage une étroite collaboration avec des spécialistes allemands : formé en Allemagne, il y a tissé des liens avec des ingénieurs et en connaît la langue et les institutions.

Retenons pour le moment de ce chapitre que malgré l'interruption diplomatique des relations, des contacts indirects et individuels se maintiennent entre les deux pays, qui sont le résultat de l'intensification des relations pendant la guerre. Il est à notre avis important de suivre dans la mesure du possible le parcours de ces personnalités. Cela ne signifie bien évidemment pas que toutes vont s'engager pour les relations avec l'Allemagne. Toutefois, certaines d'entre elles vont devenir des cadres du régime kémaliste et, connaissant l'allemand, vont être appelées à représenter la Turquie en Allemagne ou à s'adresser en priorité à l'Allemagne pour appliquer les réformes entreprises après la proclamation de la République. Par ailleurs, elles contribueront à introduire la culture et les débats allemands en Turquie sans passer, pour la première fois, par l'intermédiaire français.

---

Louis, *L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle. Facteurs internes et externes, Actes du Colloque d'Istanbul 1985*, Istanbul, Varia Turcica, 1987, pp. 25 – 38., ici p. 27.

<sup>68</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, « Kurtuluş Savaşı Sırasında, Avrupa'daki Bir Türk Gençinin (A. Şerif Önay'ın) Kalkınma Sorunlarıyla İlgili Çalışmaları », *op. cit.*, p. 350.

<sup>69</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Gerçekten Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu* [Le développement de l'étatisme en Turquie dans son application], Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1982, p. 147.





## Chapitre VIII

# Le Gouvernement kémaliste et l'Allemagne avant la reprise officielle des relations

La presse allemande est relativement bien informée des combats qui se déroulent en Anatolie<sup>1</sup>. Les succès que les kémalistes enregistrent sont salués par la majorité des journaux, qui voient dans une victoire turque une revanche prise sur les puissances de l'Entente. Ainsi, dès février 1921, un journaliste du *Hamburger Nachrichten* écrit :

« C'est avec une envie dépourvue de malveillance que nous suivons, nous les Allemands, les actions intelligentes, les actes courageux et les succès de Mustafa Kemal (...). Car elles nous donnent un modèle, ces troupes de combattants nationalistes, courageux et fidèles (...). C'est avec douleur que nous nous sommes séparés de notre fidèle alliée la Turquie après la trahison outrageante de la Bulgarie et que nous étions nous-mêmes dans l'impuissance de continuer à l'aider. C'est donc avec un intérêt d'autant plus joyeux que nous suivons la manière dont les Anatoliens ont combattu sous Kemal, dont ils ont assuré à la Turquie son noyau d'existence (...). L'Anatolie, habitée d'au plus 5 à 6 millions d'êtres humains, présente aux ennemis une fierté reposant sur ses propres forces, parce qu'en elle règne une volonté intrépide, unie, nationale<sup>2</sup>. »

La presse allemande souligne ainsi régulièrement l'héroïsme d'un homme et d'un peuple, la force de la cohésion nationale, les vertus militaires, faisant parfois le parallèle avec l'Allemagne, mettant souvent en valeur les liens entre les deux pays, dans le cadre des débats politiques de l'époque. La *Waffenbruderschaft*, l'amitié d'armes entre Allemands et Turcs, est en quelque sorte redorée par les combats en Anatolie.

Mais si la guerre d'indépendance est perçue avec bienveillante, voire avec admiration par la majorité des publicistes comme des hommes de la *Wilhelmstrasse*, d'autres personnalités en Allemagne s'efforcent de faire connaître le massacre perpétré contre les Arméniens. Sur ce point surtout, les assassinats successifs des anciens dirigeants unionistes n'annoncent rien de bon pour la reprise des relations entre l'Allemagne et la Turquie.

---

<sup>1</sup> Kornrumpf, Hans-Jürgen, « Der Beginn des türkischen Befreiungskampfes 1919 in der zeitgenössischen deutschen und österreichischen Presse ». In : *IX. Türk Tarih Kongresi*, Ankara, 1981, pp. 1891 – 1899.

<sup>2</sup> *Hamburger Nachrichten*, 12 février 1921. Cité in : Ülger, Eris S., *Atatürk und die Türkei in der deutschen Presse*, op. cit., pp. 64 – 65.

### 1. Le problème arménien dans les relations entre les deux pays

En 1919, Johannes Lepsius<sup>3</sup> publie des documents d'archives relatifs au génocide arménien, sous le titre *Deutschland und Armenien 1914 – 1918 (Sammlung diplomatischer Aktenstücke)*, qui inquiètent fortement les diplomates de la section Turquie au sein de la *Wilhelmstrasse*. Pourtant, Lepsius a veillé à ne pas publier les documents qui pourraient permettre de mettre l'attitude de l'Allemagne en cause. Plus encore, il semble que le ministère des Affaires étrangères lui-même ait supprimé les documents les plus compromettants<sup>4</sup>. Mais le recueil, qui reste l'une des sources les plus importantes de l'histoire du génocide, réunit suffisamment de rapports consulaires et de matériel pour faire dire au conseiller de légation Göppert : « (...) je tiendrais pour inopportun de continuer à publier des archives qui accuseraient les Turcs sans nous être utiles<sup>5</sup> ».

L'assassinat de Talat pacha le 15 mars 1921 inquiète encore plus la *Wilhelmstrasse*, qui redoute que le procès du meurtrier ne soit l'occasion d'une discussion dans l'opinion publique sur le massacre de 1915. Dans un rapport envoyé au ministère de la justice, le secrétaire d'État note ainsi : « Peut-être même que la défense va essayer d'aborder la prise de position du gouvernement allemand concernant ces atrocités. Même si les documents attestent du fait que le gouvernement allemand a protesté contre ces atrocités auprès du gouvernement turc, une discussion sur toute cette affaire ne serait aujourd'hui absolument pas souhaitable. » Surtout, il souligne le fait que Talat était perçu comme pro-allemand par les musulmans dans leur ensemble et que ceux-ci vont donc suivre avec attention le procès. Une discussion dans l'opinion publique, conclut-il, risquerait également d'avoir des effets sur les relations politiques de l'Allemagne avec le nouveau gouvernement turc<sup>6</sup>.

L'acquittallement du meurtrier Tehlirian par la Cour d'assises de Berlin<sup>7</sup> ne fait qu'augmenter les craintes du ministère des Affaires étrangères, qui rapporte que le procès a « causé une grande émotion dans les milieux musulmans d'ici » et qui estime qu'il est absolument nécessaire que le gouvernement allemand se démarque du jugement rendu<sup>8</sup>. Les diplomates de la section Turquie estiment également que cette crise risque de menacer les intérêts économiques allemands sur le long terme :

<sup>3</sup> Voir l'annexe biographique.

<sup>4</sup> Gust, Wolfgang, « Magisches Viereck. Johannes Lepsius, Deutschland und Armenien » [En ligne]. In : [www.armenocide.de](http://www.armenocide.de) (page consultée le 18.11.2005).

<sup>5</sup> AA, Türkei 183, Armenien, Bd 56, Nr. 7201, R. 14106, 28.06.1919.

<sup>6</sup> AA, Staatsmänner in der Türkei, 1920 – 1924, R 78551, 27.05.1921.

<sup>7</sup> Voir *Der Prozess Talaat Paschas, Antwort bei Armin T. Wegner*, Berlin 1921, traduit en français sous le titre *Les justiciers du génocide. Le procès de S. Tehlirian. Intégrale des minutes du procès de Berlin*, Paris, éd. Diaspora, 1981.

<sup>8</sup> AA, Akten betreffend Strafverfolgung, Begnadigung von Türken in Deutschland (Talaat Pascha), Rechtswesen 16 Sdh., Band 9, R 78588, 23.06.1921.

« En Orient, ce procès peut nuire fortement à notre commerce, qui promettait un rapide développement grâce à l'ambiance qui nous y était propice. Comme Talat pacha est perçu par les Turcs comme l'un de leurs plus grands hommes, il est complètement exclu que cette affaire tombe dans l'oubli. Il y a bien plus à craindre qu'elle ne tourne en une sorte de Lusitania oriental<sup>9</sup>. »

Un an plus tard, Bahaeddin Şakir et Cemal Azmi sont à leur tout assassinés dans la capitale allemande, en pleine rue. Dans un rapport adressé au commissaire d'État pour l'ordre public, la *Wilhelmstrasse* dénonce les prises de position « anti-turques » d'une partie de la presse allemande et de personnalités, qui « commencent à menacer sérieusement nos relations futures avec notre ancien allié<sup>10</sup> ». L'auteur du rapport note que les Turcs présents à Berlin, et également les musulmans en général, sont « évidemment soucieux, car ils sont persuadés que les autorités allemandes ne font pas d'effort pour les protéger ». Il rapporte également la visite officielle du représentant du gouvernement d'Ankara, Nuri [Conker], au ministère des Affaires étrangères, durant laquelle celui-ci a attiré l'attention sur le fait qu'Ankara se verrait obligé de tirer les conséquences de ces événements. L'auteur du rapport estime que ces événements risquent de nuire fortement aux intérêts de la politique générale et économique future de l'Allemagne et demande au Commissaire d'État de prendre des mesures pour rassurer les cercles musulmans et surtout, de « faire comprendre aux Arméniens que Berlin n'est pas un lieu d'agitation pour leurs projets de vengeance (...) ». Il va jusqu'à recommander que les Arméniens dont les papiers ne sont pas en règle soient expulsés et, se référant à un article d'un commissaire de police dans le *Berliner Tagblatt*, ajoute :

« Le commissaire de police place, dans le *Berliner Tagblatt*, les Turcs sur le même plan que les étrangers qui nous importunent, comme les Arméniens et tous les autres étrangers qui envahissent Berlin. Comme il a été dit, les Turcs ont cherché asile chez nous parce qu'ils ont été forcés par l'Entente de quitter leur pays à cause de leur penchant pour l'Allemagne. Même aujourd'hui encore ils ne peuvent pas retourner dans leur patrie. Ils méritent donc plus que tout autre étranger notre hospitalité, et nous avons de notre part un devoir moral et politique à leur assurer cette hospitalité d'une manière correspondant à l'image allemande et à notre considération pour nos relations passées et futures avec l'Orient. »

Les kémalistes, en effet, estiment que l'attitude des autorités allemandes vis-à-vis du meurtre des unionistes est inacceptable. Bien qu'ils s'efforcent de plus en plus de se distinguer des unionistes, ils ne sont pas prêts à reconnaître l'ampleur du massacre perpétré contre les Arméniens, auquel un grand nombre d'entre eux a en fait directement ou indirectement participé. Comme nous le verrons, ce problème se reposera au moment des procès de 1926.

<sup>9</sup> *Ibid.*, 30.06.1921. Pour mémoire, le Lusitania était un paquebot britannique torpillé par un sous-marin allemand en 1915 dans l'Atlantique au large de l'Irlande. Sur 1200 victimes, 124 étaient américaines. Dans l'opinion publique, l'émotion fut très forte et le président Wilson adressa à l'Allemagne de fortes protestations.

<sup>10</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, 1920 – 1923, R 78484, 22.04.1922.

Pour l'heure, l'Allemagne est l'objet de violentes critiques. Ahmed Emin [Yalman] fait ainsi paraître un article dans le journal *Vakit* du 5 mai 1922, dans lequel il dénonce l'attitude des Allemands lors du procès du meurtrier de Talat, rappelant à son tour que les Turcs avaient pris fait et cause pour les Allemands lors des négociations de l'armistice. Surtout, il estime que la Turquie doit se rapprocher de la France, et qu'elle n'a plus aucun intérêt commun avec l'Allemagne, un pays devenu « étranger et lointain ».

Les autorités allemandes commentent cet article en mettant en relief que la presse est passée d'un extrême dans l'autre, se répandant auparavant en louanges pour les Turcs et les critiquant désormais, ou bien ne s'intéressant pas à eux, à part « quelques articles dans la presse de droite ». Or, met en avant l'auteur de ce rapport, les relations économiques futures avec le Proche Orient nécessitent que la presse évite une attitude hostile vis-à-vis de la Turquie. « Après l'issue du procès du meurtrier de Talat, conclut-il, il ne faut pas s'étonner si non seulement la presse turque – qui s'est montrée jusqu'ici modérée – mais aussi les autorités officielles, comme le représentant d'Angora ici et l'envoyé turc à Stockholm, expriment leurs inquiétudes de manière à mettre en danger les futures relations turco-allemandes<sup>11</sup>. »

La *Wilhelmstrasse* a effectivement quelques raisons de se faire du souci : Rıza Nur<sup>12</sup>, lui-même envoyé d'Ankara, déclare par exemple au représentant allemand en Ukraine que les cercles politiques et intellectuels de son pays ainsi que l'armée, sont très amères concernant l'Allemagne, qu'ils accusent d'avoir mené une politique égoïste, conduisant la Turquie dans la Guerre mondiale puis la quittant après<sup>13</sup>. Deux semaines après, Rıza Nur explique à nouveau que l'Allemagne a perdu de son prestige dans la population turque, non pas seulement à cause de l'issue de la guerre, mais aussi et surtout, faisant allusion au problème arménien, à cause de « certains événements qui se sont déroulés après la guerre et qui laissent penser que le gouvernement allemand prend parti pour Constantinople, donc contre Angora<sup>14</sup> ».

Pour autant, Rıza Nur, habilement, précise qu'il ne pas partage cette opinion et met en valeur la nécessité pour l'Allemagne et pour la Turquie de reprendre aussi vite que possible des relations étroites. En ce sens, il demande si l'Allemagne hésite à envoyer un représentant à Ankara à cause de l'Entente. Son interlocuteur al-

<sup>11</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, März 1920-Dezember 1923, R 78484, 15.05.1922.

<sup>12</sup> Rıza Nur (1879 – 1942), médecin de formation, a été député après 1908. Opposé au CUP, il a vécu en exil en Égypte jusqu'en 1920, date à laquelle il a participé à la négociation du traité d'amitié passé avec la Russie soviétique. Il a été ministre de l'Éducation et ministre de la Santé à Ankara puis, en conflit avec Mustafa Kemal, il s'est à nouveau exilé à partir de 1926. Il rentrera en Turquie en 1938.

<sup>13</sup> AA, Abteilung III, Po 2, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Band 1, März 1920-Dezember 1923, R 78484, 02.07.1922.

<sup>14</sup> *Ibid.*, 17.07.1922.

lemand met en évidence les difficultés de communication, ce que Rıza Nur reconnaît, en précisant toutefois qu'Izmir allait bientôt être rendue aux Turcs, tandis qu'il laisse, selon l'auteur du rapport, transparaître « un certain scepticisme concernant Constantinople ». Le rapport se conclut ainsi : « Rıza Nur souligna que les Allemands en tant qu'individus continuaient à être très appréciés en Turquie et seraient accueillis à bras ouverts<sup>15</sup> ».

Ainsi, les autorités kémalistes, bien qu'irritées par l'issue du procès de Tehlirian et par les meurtres successifs de personnalités unionistes à Berlin, restent pragmatiques, sachant pertinemment qu'elles ne peuvent pas se permettre de mettre en péril leurs relations futures avec l'Allemagne.

## 2. Vers la reprise des relations

### *Les contacts entre la Wilhelmstrasse et les kémalistes*

Pour les autorités berlinoises, les déclarations peu amicales de Rıza Nur vis-à-vis de l'Allemagne prouvent que le gouvernement d'Ankara a changé d'orientation. Elles estiment qu'un groupe d'hommes politiques francophiles est en train de concurrencer la politique russophile de Mustafa Kemal, notant que « le choix de Rauf pacha comme chef de cabinet, particulièrement, montre un changement au profit du courant pro-français ». Ce rapport insiste ainsi sur l'existence à Ankara d'un groupe opposé à l'Allemagne, qui avait déjà pris position contre elle pendant la Guerre, concluant : « La conséquence de cette orientation française d'Ankara va être pour nous et pour la Russie soviétique un refroidissement<sup>16</sup> ». Dans les faits, Rauf pacha passera rapidement dans l'opposition et sera écarté lors des procès de 1926.

Si l'Allemagne craint un revirement de la « politique russophile » du gouvernement turc, c'est parce qu'à cette date, elle espère que la Russie soviétique, qui constitue un partenaire privilégié pour l'Allemagne comme pour la Turquie, jouera le rôle d'intermédiaire entre les deux pays. Mustafa Kemal est depuis un moment déjà en contact avec la République soviétique, dont il a pu obtenir des livraisons d'armes et une aide financière, par un accord d'aide le 16 août 1920. Moins d'un an plus tard, le 16 mars 1921, le gouvernement d'Ankara a signé un traité d'amitié avec les Bolcheviks. L'Allemagne, quant à elle, a conclu le 16 avril 1922 le traité de Rapallo avec Moscou (un traité commercial avait déjà été conclu en mai 1921), par lequel les deux pays ont renoncé réciproquement à leurs réparations de guerre, ont décidé la reprise des relations diplomatiques, l'ouverture de négociations économiques et la mise en place d'une consultation permanente sur les grands problèmes économiques internationaux.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> AA, Politische Beziehungen zwischen Frankreich und der Türkei, Dezember 1920-Dezember 1924, R 78497, rapport du 20.07.1922.

Au moment où la « politique d'exécution » du traité de Versailles aboutit à une impasse, la décision des deux *outsiders*, l'Allemagne et la Russie soviétique, de conclure un traité inquiète fortement les anciennes puissances de l'Entente. Cependant, même si certains hommes politiques allemands et certains militaires espèrent former un « axe révisionniste » germano-soviétique, pour Rathenau, le ministre des Affaires étrangères, et la plupart des responsables politiques, le traité constitue avant tout un atout supplémentaire dans le jeu politique qu'ils continuent de mener alternativement sous forme de coopération et de confrontation à l'égard des puissances occidentales. Ce traité amène en tous les cas à des spéculations de la part des alliés sur une alliance entre Moscou, Ankara et Berlin<sup>17</sup>. Six jours après la conclusion du traité de Rapallo, un rapport envoyé au Quai d'Orsay craint que « la politique d'entente entre la Russie et l'Allemagne [n'ait] des répercussions fâcheuses sur nos relations avec les Turcs et [ne] compromette encore plus les avantages attendus de l'accord d'Angora<sup>18</sup> ».

Mais dans les faits, les autorités allemandes, qui souhaitent éviter avant tout un conflit de plus avec l'Entente, restent prudentes. Ainsi, la rumeur véhiculée par un journal parisien selon laquelle l'ambassadeur allemand aurait rencontré le représentant d'Ankara à Paris, Ferid bey, fait l'objet d'un démenti immédiat de la part de la presse allemande. Du côté du ministère des Affaires étrangères, la section « Turquie » est même d'avis qu'il n'était pas nécessaire que ce démenti fasse l'objet de tant d'assiduité, rappelant que la France a passé un accord avec Ankara en octobre 1921, que l'Italie s'efforce de faire de même, et que « l'Angleterre aussi a déjà essayé de se mettre en rapport avec le gouvernement kémaliste ». Ainsi, l'auteur du rapport souligne :

« Et rien ne nous oblige à éviter les relations avec la Turquie : le traité de Versailles ne contient rien à ce propos. Le traité d'armistice du 30 octobre 1918 entre la Turquie et les Alliés n'oblige que la Turquie à interrompre ses relations avec les Puissances de l'Entente », rappelant que « pour Mustafa Kemal, le contenu de cet accord d'armistice n'est absolument pas actuel. Il entretient dans presque toutes les capitales (sauf à Londres) des envoyés et est aussi représenté chez nous (Nuri bey)<sup>19</sup>. »

### *La conférence de Lausanne et les ouvertures turques*

En octobre 1922, le traité de Mudanya met fin aux combats entre les Alliés et le mouvement de résistance kémaliste. Les négociations de paix, qui se déroulent à Lausanne, sont l'occasion pour les dirigeants allemands et kémalistes de reprendre

<sup>17</sup> Comme en témoigne la parution à Paris en 1922 de l'ouvrage d'Omer Kiazim intitulé *Angora et Berlin : le complot germano-kémaliste contre le traité de Versailles*, et dans lequel il parle du « grand danger germano-bolchevico-kémaliste ».

<sup>18</sup> AMAE, Série E Levant, volume 247, 21.04.1922. Le 20 octobre 1921 avait été conclu l'accord franco-turc d'Ankara.

<sup>19</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, März 1920-Dezember 1923, R 78484, 23.02.1922.

contact. Un rapport secret du Quai d'Orsay révèle le 15 novembre 1922, le jour donc de l'ouverture de ces négociations, que l'industriel Hugo Stinnes<sup>20</sup> aurait envoyé un représentant chargé de « soumettre à İsmet pacha un important traité économique, prévoyant la fourniture de matériel de transport et d'armes au Gouvernement d'Angora par le groupe Stinnes », en échange duquel celui-ci obtiendrait « des avantages considérables en Asie Mineure, qui pourraient porter une atteinte très sensible à l'influence française en Syrie et dans les régions voisines<sup>21</sup> ». Jusqu'ici, nous n'avons trouvé aucune information dans les sources allemandes confirmant ces avances faites par l'industriel allemand, et encore moins concernant le traité. Cependant, il est vrai que la Conférence de Lausanne, à laquelle l'Allemagne envoie un représentant non officiel, est l'occasion pour les Turcs et les Allemands d'entrer en contact.

À partir de la fin de l'année 1922, les divers représentants d'Ankara à l'étranger demandent régulièrement aux autorités allemandes la reprise des relations. À Lausanne, en décembre, l'un des délégués turcs déclare ainsi à un représentant allemand que la Turquie attend beaucoup de l'Allemagne et compte sur son aide dans son effort d'eupéanisation. À Tiflis, également, Nebil bey exprime l'espoir que l'Allemagne envoie bientôt un représentant à Ankara et ajoute que ses dirigeants « regrettent beaucoup que le côté allemand ne prenne pas plus d'initiatives ».

Le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, rend la Thrace orientale à la Turquie. La zone des Détroits et toute l'Asie Mineure relèvent désormais de sa pleine souveraineté. La question du maintien des capitulations, que les kémalistes voulaient évidemment voir disparaître, a représenté le principal point de discorde. Au final, les alliés ont dû y renoncer, en obtenant cependant que des garanties judiciaires soient instituées pour les étrangers ainsi que des avantages en matière de tarifs douaniers<sup>22</sup>. Le 2 octobre 1923, les Alliés évacuent Istanbul et la République est proclamée le 29 octobre. Mustafa Kemal en est élu Président et désigne comme capitale Ankara.

Les autorités allemandes commencent désormais à être rassurées sur les intentions du nouveau gouvernement turc : les contacts avec les divers représentants d'Ankara se précisent. Une commission d'études est arrivée à Berlin étudier le système scolaire allemand, une autre envisage d'installer des abattoirs de bétail selon le modèle allemand et avec du matériel acheté à l'Allemagne. Des négociations sont en cours pour que Emil Kautz reprenne la direction de la Banque agricole, comme pendant la Guerre. Ainsi, des perspectives commencent à s'ouvrir pour l'Allemagne, alors que les relations diplomatiques n'ont pas encore officiellement

---

<sup>20</sup> Hugo Stinnes (1870-1924) fut l'un des plus puissants industriels du Bassin de la Ruhr. À la tête d'un immense empire industriel de 300 000 ouvriers il put, en tant que député au Reichstag, défendre les positions de l'Allemagne vis-à-vis de la France sur la question des réparations.

<sup>21</sup> AMAE, Série E Levant, Volume 247, 15 novembre 1922.

<sup>22</sup> Dumont, Paul, *Mustafa Kemal, op. cit.*, p. 141.

repris. Du côté turc, le redressement économique de l'Allemagne à la fin de l'année 1923 force l'admiration des observateurs, comme en témoigne un article paru dans la revue publiée par la Direction générale de la presse *Ayn Tarihi* de février 1924<sup>23</sup>, qui note qu'aucun autre pays n'a connu un tel bouleversement et ne s'en est remis aussi vite.

Pour l'heure, il reste à trouver la manière appropriée de reprendre les relations. Après le Traité de Lausanne, les autorités turques insistent toujours plus auprès des autorités allemandes pour qu'un traité soit signé entre les deux pays, et, surtout, que l'Allemagne envoie un représentant ou, mieux encore, un ambassadeur à Ankara. Pour le Gouvernement turc, en effet, il est vital de persuader les puissances que la capitale turque est Ankara et qu'Istanbul ne sera plus le lieu des ambassades, ce que la France, la Grande-Bretagne ou l'Italie ne veulent pas reconnaître. L'envoi d'un ambassadeur allemand à Ankara pourrait donc avoir pour conséquence que les autres puissances acceptent de faire de même, ce que savent bien les autorités allemandes, qui ne veulent pas prendre de risque et d'abord attendre que les puissances signataires du Traité de Lausanne l'aient ratifié et aient installé leurs représentations diplomatiques.

### 3. *La reprise officielle des relations*

« Le jour d'après, le chef protocolaire arriva avec son auto et me conduisit à Çankaya chez le Gazi. Une compagnie de soldats avait été placée devant la maison et l'orchestre joua l'hymne national allemand. L'adjudant du Gazi, Tevfik bey, me reçut en uniforme de gala. Je passai avec lui la revue et entrai dans la maison. C'était une petite maison, mais qui possédait une vue magnifique sur la région. Au loin sur la plaine se trouvait Ankara. Le Gazi était en civil, mais portait une toque en poil d'agneau sur la tête. Après les deux discours et la transmission des lettres de créances, nous restâmes assis un moment à parler. Le Gazi me demanda si j'allais construire une ambassade et se réjouit de ma réponse (...). On racontait que le Gazi n'était pas très pro-allemand et qu'il avait eu des difficultés avec Monsieur de Falkenhayn. Mais il parla de Monsieur Liman von Sanders de manière très respectueuse, disant [certes] de lui qu'il n'aimait pas beaucoup les Turcs et qu'il était très sévère, mais louant également son sens de l'équité et son savoir<sup>24</sup>. »

Les deux États signent le 3 mars 1924 un traité d'amitié dont les négociations, menées par l'ambassadeur allemand en Roumanie Freytag, se déroulent à Ankara. Le choix du lieu des négociations, laissé aux dirigeants turcs, est naturellement significatif du fait que l'Allemagne va s'engager à reconnaître Ankara pour capitale. En janvier 1924, le ministre des Affaires étrangères Stresemann a ainsi fait savoir à

<sup>23</sup> « Almanya'da : İktisad Sahnesinde Terakki Alametleri » [Les signes du progrès économique en Allemagne]. In : *Ayn Tarihi*, Matbuat Umum Müdürlüğü, Ankara, n°6, vol. 2, février 1924.

<sup>24</sup> Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters des Deutschen Reiches*, (éd. Günther Wollstein), Köln, Limes Verlag, 1985, pp. 171 – 172.



Freytag : « Si le Gouvernement turc souhaite que les négociations se déroulent à Angora et pas Constantinople, vous pouvez accepter ce choix », précisant qu'il s'agissait « d'un acte formel qui pour le Gouvernement turc représente la condition pour que les relations avec lui puissent reprendre<sup>25</sup> ».

Cependant, les autorités allemandes n'ont toujours pas pris de décision sur la question du titre que devra porter le représentant allemand, Rudolf Nadolny, en Turquie :

« Si les Turcs reviennent sur la question du titre de Nadolny comme ambassadeur ou comme envoyé, je recommande de dire ouvertement que nous savons que la question de la titularisation des chefs de missions étrangers n'est pas réglée entre les Alliés et la Turquie et que nous sommes donc dans l'obligation, pour des raisons politiques, de ne pas prendre une décision avant les Alliés<sup>26</sup>. »

En mai 1924, le directeur de la section Turquie Schubert informe finalement les ambassadeurs allemands à l'étranger qu'il a été décidé, pour ne pas avoir de problèmes avec les autres Puissances, d'accréditer un chargé d'affaire qui portera le titre personnel d'ambassadeur<sup>27</sup>. Rudolf Nadolny se rend donc d'abord en tant qu'envoyé en Turquie en mai 1924 et reçoit l'agrément du Gouvernement turc le 8 de ce mois. En mars 1925, il est enfin nommé ambassadeur. L'Allemagne mène donc face à ce problème une « politique des petits pas ». Tout en restant prudente face aux demandes turques – pour les kémalistes, la reconnaissance de leur gouvernement est vitale<sup>28</sup> – elle accepte que les négociations du traité d'amitié se déroulent à Ankara. Au sujet de la charge que doit assumer le futur représentant du Reich en Turquie, elle choisit d'abord de nommer un envoyé, en réalité ambassadeur, puis de le confirmer dans ses fonctions.

Nadolny est un diplomate d'expérience qui a exercé ses fonctions au consulat général de Saint-Petersbourg de 1903 à 1907. Surtout, il connaît déjà le Proche Orient, car il a effectué des missions ponctuelles en Perse, en Bosnie et en Albanie, puis a été nommé pendant la Guerre chef de la section politique au sein de l'État-major, d'où il a dirigé les actions de sabotage et de diversion au Proche et au Moyen-Orient. En 1921, il a été envoyé à Stockholm où il a travaillé à la reprise des relations entre l'URSS et l'Allemagne.

En juillet 1924, Nadolny se rend à Ankara, où il rencontre d'abord İsmet paçha, le ministre turc des Affaires étrangères :

« Alors il me demanda si j'allais installer une légation à Ankara. Car je n'avais d'abord été nommé qu'en tant qu'envoyé et l'Entente n'avait pas encore pris de décision. J'acquiesçai et lui dis que ma légation serait le 13 août à Haidarpacha. J'avais effectivement entendu que le consul général Padel, qui avait été muté à Smyrne, n'avait pas

<sup>25</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Januar 1924 bis Februar 1926, R 78485, 10.01.1924.

<sup>26</sup> *Ibid.*, 2.04.1924.

<sup>27</sup> *Ibid.*, 2.05.1924.

<sup>28</sup> Seule l'URSS avait reconnu le Gouvernement d'Ankara en 1922.

trouvé tout de suite de bâtiment et avait commandé une maison de bois à la firme Christoph & Unmack à Niesky. Entre temps, il avait trouvé une maison avec jardin et la maison commandée pouvait donc me revenir (...). 'Alors ce sera une maison démontable ?' demanda Ismet. 'Non, répondis-je, une maison montable mais pas démontable'<sup>29</sup>. 'Bien, dit le pacha satisfait. Alors nous vous donnerons le terrain nécessaire'<sup>30</sup>. »

À l'automne 1928, les bâtiments de l'ambassade étaient construits. Les kémalistes, pour leur part, envoient Kemaleddin Sami pacha comme nouvel ambassadeur à Berlin. Un rapport de l'ambassade le décrit comme un militaire très doué, qui a rejoint le mouvement de résistance en 1920. Le rapport souligne également son calme et sa franchise – qui lui aurait valu d'entrer en conflit avec Mustafa Kemal – sa sympathie pour l'Allemagne et sa connaissance de l'allemand et précise que Kemaleddin, « au contraire de beaucoup d'autres officiers, porte encore la décoration militaire de la croix de fer (...)»<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> En français dans le texte.

<sup>30</sup> Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters*, op. cit., pp. 170-171.

<sup>31</sup> AA, Staatsmänner in der Türkei, 1920 – 1924, R 78551, le conseiller de l'ambassade Moltke, 13.07.1924.

Quatrième partie  
La Turquie kémaliste et l'Allemagne  
de 1924 à 1933



# Chapitre IX

## Les relations politiques de la Turquie kémaliste avec l'Allemagne jusqu'en 1929

À partir de 1924, les relations internationales connaissent une détente significative. Après l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, qui a attisé le nationalisme en Allemagne et détérioré l'image de la France, les puissances ont été obligées de sortir de leur passivité. Pour résoudre la crise, une commission d'experts présidée par l'Américain Dawes a établi un plan provisoire de financement des réparations en avril 1924. Ce plan inaugure le retour des États-Unis sur la scène européenne, qui passe par une nouvelle forme de diplomatie, celle des banquiers<sup>1</sup>.

L'année 1924, qui scelle la reprise des relations diplomatiques entre la Turquie et l'Allemagne, correspond donc, sur le plan international, à un tournant. Jusqu'en 1929, l'Europe connaît une relative stabilité, facilitée par le pacte de Locarno, l'entrée de l'Allemagne dans la SDN en septembre 1926 et le pacte Briand-Kellogg. La Turquie pour sa part a été reconnue au traité de Lausanne, et malgré les problèmes qui restent en suspend, elle reprend rapidement des relations plus ou moins apaisées avec les puissances européennes comme avec ses voisins.

### *1. Les fondements de la République turque*

#### *La politique étrangère*

La Turquie républicaine est née d'une guerre d'indépendance menée à la fois contre le gouvernement d'Istanbul et contre les alliés. Les kémalistes se sont opposés au traité de Sèvres, et ont âprement négocié le traité de Lausanne. À ce titre, il est possible de parler d'un traumatisme initial<sup>2</sup>, qui continue pour une part à déterminer la politique extérieure de la Turquie aujourd'hui. Surtout, l'effondrement de l'Empire, attribué en partie à la politique des puissances, a provoqué chez ces anciens Jeunes Turcs une forte méfiance<sup>3</sup>. Soucieux de ne pas répéter les erreurs du passé, ils sont porteurs d'un certain anti-impérialisme, mais ne sont pas pour autant anti-capitalistes, désireux au contraire d'attirer les investissements étrangers chez eux. Par ailleurs, dans leur projet de modernisation, ils savent qu'ils devront

---

<sup>1</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe*, *op. cit.*, p. 143.

<sup>2</sup> Bayart, Jean-François, « La politique extérieure de la Turquie : les espérances déçues ». In : *Revue française de sciences politiques*, vol. 31, N° 5 – 6, octobre – décembre 1981, pp. 861 – 889, ici p. 863.

<sup>3</sup> Georgeon, François, « À la recherche d'une identité : le nationalisme turc ». In : *Des Ottomans aux Turcs*, *op. cit.*, pp. 1 – 22, ici p. 10.

faire appel à des experts étrangers et ils se retrouvent face à la même problématique que les unionistes, celle de s'adresser aux puissances européennes tout en évitant de leur donner une marge de manœuvre trop grande. Durant toute la période que nous prendrons en compte, les relations de la « nouvelle » Turquie avec les puissances européennes reposent sur cette méfiance initiale, sur cette « susceptibilité à fleur de peau<sup>4</sup> » des kémalistes et sur leur hantise de voir resurgir les anciens privilèges des puissances. Les dirigeants européens, pour leur part, ont souvent du mal à se départir de leurs réflexes d'avant-guerre.

Jusqu'à la fin des années 1920, les relations de la Turquie avec la Grande-Bretagne et la France sont obscurcies par les problèmes laissés en suspens par le traité de Lausanne. La province de Mossoul est revendiquée à la fois par les Turcs, qui l'avaient intégrée aux frontières définies dans le Pacte National (*Misak-i Milli*) de 1919, et par les Anglais qui, convoitant les réserves de pétrole, veulent la rattacher à l'Irak. Après l'échec des discussions bilatérales entamées aux mois de mai – juin 1924, la Grande-Bretagne décide de porter la question devant la SDN, qui met en place une commission d'enquête<sup>5</sup>. La décision, en juillet 1925, d'attribuer Mossoul à l'Irak soulève de fortes protestations de la part des Turcs. Elle est confirmée le 16 décembre, dans une atmosphère de tensions qui font craindre un temps aux Anglais l'éclatement d'un conflit militaire, d'autant qu'Ankara et Moscou ont conclu un traité. Mais les kémalistes ne sont évidemment pas prêts à reprendre les armes. Après la réouverture des négociations entre les deux pays en avril 1926, Ankara se résigne à accepter la décision de la SDN par le traité du 5 juin 1926, qui lui accorde 10% des revenus de l'exploitation du pétrole sur 25 ans<sup>6</sup>.

Le pacte national conclu par les kémalistes avait également inclus le *sancak* d'Alexandrette, dont les Français ont cependant obtenu qu'il soit attribué à la Syrie, sous mandat français. Jusqu'en 1925, le *sancak* dépend de l'État d'Alep. Devenu ensuite indépendant, il est rattaché directement à l'État de Syrie mais conserve son régime administratif particulier.

Dans le domaine économique, les négociateurs turcs avaient pour priorité la reconnaissance par les puissances signataires du Traité de l'abolition des capitulations, ce qui est réglé par l'article 28. Cependant, en échange, ils doivent accepter de laisser tels quels les droits de douane, jusqu'en 1929. Pendant cinq ans, les tarifs à l'importation en Turquie sont donc ceux du tarif spécifique ottoman mis en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1916. Il s'ensuit que, même s'il obtient certaines satisfactions du côté français, le gouvernement turc ne maîtrise pas ses importations et ne peut donc développer une politique douanière conforme aux besoins réels du

<sup>4</sup> Thobie, Jacques, « Une dynamique de transition : les relations économiques franco-turques dans les années 20 », *op. cit.*, p. 111.

<sup>5</sup> Hale, William, *Turkish Foreign Policy, 1774 – 2000*, London, Frank Cass, 2000, p. 58.

<sup>6</sup> Voir Evans, Stephen F., *The Slow Rapprochement. Britain and Turkey in the Age of Kemal Atatürk, 1919 – 1938*, Huntingdon, Eothen Press, 1982.

pays et favorable à son industrialisation. Par ailleurs, il lui faut aussi régler le problème des dettes contractées sous l'Empire ottoman, avec la France en particulier.

Confrontés aux problèmes de Mossoul et du *sancak* d'Alexandrette, les dirigeants kémalistes sont, dans les années 1920 – 1930, extrêmement méfiants vis-à-vis des institutions internationales, en premier lieu la SDN, qui leur apparaît comme étant du côté des puissances française et anglaise<sup>7</sup>. Cette méfiance est partagée par l'URSS, qui est d'ailleurs le premier pays à reconnaître Ankara comme capitale et à y installer l'ensemble de sa représentation diplomatique. Les autres pays, en particulier la France et la Grande-Bretagne, feront longtemps preuve de réticence. En 1925, Ankara et Moscou signent un traité de non-agression et de neutralité et s'engagent à régler les conflits par la voie de la négociation. Ces accords seront réaffirmés et précisés en 1929 et en 1935. Un premier traité de commerce est signé en mars 1927. Dans les années 1930, les kémalistes s'intéresseront au modèle économique soviétique.

La Turquie entretient également des relations étroites avec l'Italie, avec laquelle elle signe un traité de neutralité en 1928. Dans sa volonté d'entretenir des relations pacifiques avec ses voisins enfin, elle réussit à améliorer ses relations avec la Grèce. Les deux pays signent ainsi un traité d'amitié, de neutralité et de médiation en octobre 1930.

Au fur et à mesure que les relations s'améliorent avec les puissances occidentales, la Turquie s'intègre dans l'ordre international. Elle accepte ainsi de participer à la commission préparatoire pour la conférence sur le désarmement en 1928. Plus généralement, elle est présente à ce moment dans un certain nombre commissions réunies par la SDN, où elle entrera finalement en juillet 1932.

### *Les réformes intérieures et l'implication des puissances européennes*

Le régime kémaliste présente d'importantes continuités avec la période jeune-turque : les dirigeants sont presque tous d'anciens membres du Comité union et progrès et certains d'entre eux ont eu de hautes fonctions après 1913<sup>8</sup>. C'est d'ailleurs sur les associations unionistes que Mustafa Kemal s'est appuyé pour organiser le mouvement de résistance contre les alliés et contre le gouvernement d'Istanbul<sup>9</sup>. Les structures de l'armée et de la bureaucratie sont dans l'ensemble restées les mêmes.

Sur le plan idéologique, le mouvement national de 1918 en Anatolie s'est d'abord présenté comme un combat pour l'unité des Ottomans musulmans. À partir de 1922 cependant, le nouvel État porte ses efforts sur la turquification de

<sup>7</sup> Güçlü, Yücel, « Turkey's Entrance into the League of Nations ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 39, N° 1, Janvier 2003, pp. 186 – 206.

<sup>8</sup> Zürcher, Erik Jan, « From Empire to Republic, problems of transition, continuity and change », *op. cit.*

<sup>9</sup> *Ibid.*, *The Unionist Factor*, *op. cit.*

l'Anatolie, où vivent d'importantes communautés non turques, et se lance, avec l'aide des intellectuels, dans l'élaboration d'un nationalisme d'autant plus agressif qu'il est encore à construire.

Marqués par le positivisme, les kémalistes ont pour projet commun, fondateur, de moderniser leur pays pour arriver au même niveau que les pays européens. Pour ce faire, ils introduisent une série de réformes après la fondation de la République turque dont certaines sont la poursuite de mesures prises par les unionistes avant et pendant la Première Guerre mondiale<sup>10</sup>. Cependant, ils se distinguent de leurs prédécesseurs sur de nombreux points, et notamment dans leur conception de l'Islam, qu'ils estiment certes rationnel et compatible avec l'occidentalisation, mais qu'ils ne cherchent pas à intégrer à l'idéologie républicaine. Après l'abolition du califat en 1924, ils fondent un État laïque, auquel ils donnent le contrôle des institutions religieuses. L'enseignement est unifié et les écoles religieuses supprimées. La liste des réformes introduites dans les premières années du régime de Mustafa Kemal est impressionnante : elles touchent à des domaines hautement symboliques, comme l'interdiction du port du fez et du turban en 1925, et modifient en profondeur la vie des citoyens, comme la réforme du code civil, l'introduction du calendrier européen ou celle de l'alphabet latin en 1928. Témoignant d'un ferme désir d'occidentalisation, et imposées par le haut, elles provoquent des résistances violemment réprimées. Mais les observateurs occidentaux dans leur ensemble approuvent chaudement la voie dans laquelle Mustafa Kemal entraîne la Turquie : d'une part, conscientes de servir de modèle, les nations occidentales ne peuvent qu'être flattées. Surtout, la direction choisie par le Gazi correspond bien à l'esprit du temps, qui donne au progrès une valeur absolue.

L'idée maîtresse des kémalistes est que la modernité peut être implantée dans un pays non-européen selon l'application universelle des critères occidentaux de la science et de la technique. Si, mise à part les résistances religieuses, la modernisation est un projet auquel l'élite adhère dans son ensemble, le scientisme ne tarde toutefois pas à montrer ses limites. Comment, en particulier, concilier l'occidentalisation avec la culture turque, que l'on est en train de redécouvrir, de mettre en valeur et d'imposer ? Comment, également, définir cette « occidentalisation » qui semble au premier abord si évidente ?

Le problème n'est pas que théorique. Sur le plan concret, les kémalistes ont besoin de faire appel à l'Europe. Il leur faut en effet faire venir des conseillers et des experts, il leur faut aussi envoyer des jeunes gens se former, sans pour autant répéter les erreurs du passé ottoman. Ces questions ont leur importance dans le cadre des relations entre la Turquie et l'Allemagne, dépendantes du contexte international, mais aussi de la politique intérieure des kémalistes, des choix qu'ils opèrent, voire de leur attirance pour un modèle plutôt qu'un autre.

---

<sup>10</sup> Pour la longue liste des réformes introduites, voir par exemple Dumont, Paul, *Mustafa Kemal, op. cit.*, pp. 155 – 161.



Ce choix, sans doute, obéit à des critères objectifs, parmi lesquels la politique des pays d'où viendront les experts joue un grand rôle, ainsi que le formule l'auteur d'un article sur cette question dans le journal *Vatan* : « Il serait très naïf de notre part de croire que nous serons en état de faire disparaître ou de neutraliser les intérêts naturels et les sentiments patriotiques des experts qui vont venir chez nous. En conséquence, le plus naturel est de préférer les spécialistes dont les intérêts de la patrie ne sont pas en conflit avec la Turquie<sup>11</sup> ».

À ce sujet par ailleurs, le Japon continue à constituer une référence, les kémalistes observant avec admiration la manière dont les Japonais s'approprient le savoir technique et scientifique de l'Europe. Mais choisir de s'adresser à un pays plutôt qu'à un autre relève aussi de critères individuels, de liens tissés avec le pays retenu.

C'est en prenant en compte ces paramètres politiques et culturels que nous essaierons, dans la suite de ce travail, de déterminer dans la mesure du possible dans quels domaines et pour quelles raisons la Turquie kémaliste choisit de s'adresser à l'Allemagne de Weimar.

## 2. *L'Allemagne de Weimar*

### *La situation de l'Allemagne après 1924*

Au moment de la signature du traité d'amitié avec la Turquie, l'Allemagne sort de cinq ans de troubles intérieurs et de tensions avec les Alliés, en particulier avec la France. Comme nous l'avons vu, après l'échec de la résistance passive à l'occupation de la Ruhr, les dirigeants allemands ont accepté le plan Dawes en avril 1924, qui constitue une première étape au règlement du paiement des réparations et qui accorde un prêt au Reich. Un an et demi plus tard, à la mi-octobre 1925, une conférence internationale réunit la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre, la Pologne et la Tchécoslovaquie en Suisse, à Locarno. Le Pacte conclu établit le maintien du statu quo en ce qui concerne les frontières franco-allemande et belgo-allemande, sous la garantie de l'Angleterre et de l'Italie. L'article 2 prévoit que si l'armée allemande réoccupe la zone démilitarisée, les signataires pourront avoir recours aux armes contre elle. Mais surtout, l'évacuation de Cologne et l'entrée de l'Allemagne à la SDN sont évoquées. Locarno symbolise ainsi le retour de l'Allemagne dans le concert des nations ainsi que la croyance en l'avenir de la paix par la sécurité collective. L'entrée dans la SDN en septembre 1926 constitue un pas de plus vers la stabilisation de la situation intérieure et extérieure d'un pays somme toute encore très puissant, qui compte plus de 60 millions d'habitants. Après les années de crise de l'immédiat après-guerre et l'inflation galopante, l'économie allemande finit par se redresser de manière spec-

<sup>11</sup> AA, Militärangelegenheiten, 1922 – 1929, R 78561, 08.07.1924.

taculaire, et bien plus rapidement que l'on ne l'aurait cru en 1923. Toutefois, l'expansion est surtout liée à l'apport de capitaux étrangers, en priorité américains.

Si les années 1924 – 1929 témoignent d'une réelle amélioration de la situation intérieure et extérieure de l'Allemagne, d'importants problèmes subsistent : pour faire accepter le plan Dawes, le ministre des Affaires étrangères Stresemann a dû promettre aux nationalistes que le Reich rejeterait officiellement la question de la reconnaissance de la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre formulée dans le traité de Versailles. Ce faisant, il inaugure ce qui sera sa politique dans les années suivantes : contrebalancer la politique d'entente internationale par un discours nationaliste, sincère ou stratégique, sur le plan intérieur<sup>12</sup>. Par ailleurs, le Pacte de Locarno, sans conteste innovateur, a une nouvelle fois laissé en suspend le problème des frontières orientales de l'Allemagne, qui a certes conclu des conventions d'arbitrage avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, sans toutefois que les frontières soient reconnues par un traité de sécurité multilatéral comme à l'ouest<sup>13</sup>. À ce titre, ces pays se sentent lésés<sup>14</sup>. Enfin, l'évacuation de la Rhénanie, fortement souhaitée par l'ensemble des Allemands, ne sera à l'ordre du jour qu'en 1930, au moment où la crise économique mondiale et la mort de Stresemann mettront fin à la politique d'entente.

Sur le plan de la politique intérieure, la République de Weimar, qui s'est dotée d'une constitution pendant la Conférence de Versailles, ne sera jamais un régime aimé de ses citoyens<sup>15</sup>, et ses dirigeants s'avèreront incapables de gagner la confiance de la population sur le plan économique. Ainsi que le formule justement Peukert, dans les faits « les compromis permettent de s'adapter mais il est difficile de s'identifier à eux<sup>16</sup> ». Par ailleurs, la jeune République souffre d'une instabilité gouvernementale chronique. Dès la fin des années 1920, l'extrême droite devient une force significative<sup>17</sup>.

Dans ce contexte difficile, il faut noter que l'Allemagne exerce une fascination sur les autres pays : un certain nombre d'intellectuels et de reporters s'intéressent à elle, notant qu'elle a beaucoup changé<sup>18</sup>. Berlin, capitale européenne du divertissement et du plaisir, devient aussi le lieu d'une production artistique exceptionnelle. Toutes les grandes villes d'Allemagne ont leurs centres culturels, les universités de Francfort ou de Hambourg, mais aussi de Marburg, Fribourg ou Göt-

<sup>12</sup> Peukert, Detlev J.K., *La république de Weimar*, op. cit., p. 200.

<sup>13</sup> *Ibid.*, pp. 203 – 204.

<sup>14</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe*, op. cit., p. 147.

<sup>15</sup> Voir Peukert, Detlev J. K., *La république de Weimar*, op. cit., p. 49.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>17</sup> Voir entre autres Wahl, Alfred, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Paris, Armand Colin, pp. 60 – 67.

<sup>18</sup> Laqueur, Walter, *Weimar. Une histoire culturelle des années 20*, Paris, Ed. Robert Laffont, 1978 pour la traduction française, p. 40.

tingen accueillent des sociologues, des philosophes, des mathématiciens de renommée mondiale<sup>19</sup>.

Parallèlement se développe une culture de masse, dans la littérature comme au théâtre, et surtout à la radio et au cinéma<sup>20</sup>. L'américanisme, associé à la modernité, fascine et attire une Allemagne devenue depuis 1924 un « partenaire junior » des États-Unis. On se passionne pour les progrès réalisés dans l'aviation et l'automobile, on écoute du jazz. Après les années terribles de la guerre, on veut croire en la rationalité d'un nouveau monde moderne. Mais la modernisation apportée par la société industrielle crée aussi un certain malaise, chez des intellectuels avant-gardistes tels que Bertold Brecht, comme chez des intellectuels bourgeois, ainsi de Thomas Mann. Par ailleurs, la République de Weimar, mal aimée dans l'ensemble, est rapidement détestée d'une grande partie des intellectuels de droite, qui rejettent le matérialisme, le progrès sauvage de la culture capitaliste.

*L'Allemagne et le Proche Orient : Entre promesses économiques et aura politique*

Retrouver une influence en Orient fait partie des buts de la *Wilhelmstrasse*, non seulement pour s'assurer de nouveaux marchés mais aussi pour affirmer la présence de l'Allemagne dans cette région du monde. Évidemment, cela doit se faire sans entrer en conflit avec les autres puissances, en particulier avec la Grande-Bretagne. À ce titre, le Reich, prudent, ne reprend de relations officielles avec la Perse et avec l'Afghanistan qu'en 1922.

Pourtant, dès le printemps 1920, l'émir afghan Amanullah Khan a demandé à l'Allemagne d'envoyer des techniciens allemands, notamment des ingénieurs des mines. Mais la *Wilhelmstrasse* a préféré faire appel à des entreprises privées et à des personnalités connaissant le pays<sup>21</sup>. Après la reprise des relations officielles, l'influence allemande va d'abord croissante, d'autant que la Grande-Bretagne a cessé de se montrer méfiante vis-à-vis des intentions du Reich : en 1925, 70 experts allemands se trouvent en Afghanistan, presque autant que d'experts russes. Un an plus tard, les deux pays signent un traité d'amitié, puis en 1928, Amanullah se rend en Allemagne, où il visite les principaux sites industriels à Hambourg, Dassel, Dresde ou encore Munich. Il s'intéresse particulièrement aux avions fabriqués par l'entreprise Junkers, avec laquelle est signé un traité pour instaurer des lignes aériennes en Afghanistan.

Mais sur place, la situation intérieure est tendue : l'émir rencontre une forte opposition à sa politique de modernisation, qui se transforme en guerre civile à la fin de l'année 1928 et qui entraîne sa démission. À l'été 1929, l'Allemagne ferme

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>20</sup> Peukert, Detlev J. K., *La république de Weimar, op. cit.*, pp. 176 – 177.

<sup>21</sup> Voir Nicosia, Francis R., « 'Drang nach Osten' Continued? Germany and Afghanistan during the Weimarer Republic ». In : *Journal of Contemporary History*, Vol. 32 (2), 1997, pp. 235 – 257.

son ambassade à Kaboul. Si elle reconnaît le nouveau gouvernement en octobre de la même année, elle ne dépêche pourtant un nouvel envoyé qu'en 1931. Un an plus tard, elle est à nouveau sollicitée pour participer à la modernisation du pays, d'autant que les dirigeants afghans sont soucieux de contrebalancer l'influence anglo-russe dans leur pays.

Avec la Perse, les relations reprennent également à partir de 1922. Là aussi, l'Allemagne est sollicitée par Réza Khan, qui mène une politique de modernisation comparable à celle de Mustafa Kemal<sup>22</sup>. En 1930 – 1931, sa part dans le commerce extérieur de la Perse est de 6% et elle exerce une certaine influence en envoyant des experts financiers, des ingénieurs, des techniciens. Comme en Turquie, la société Junkers est chargée à partir de 1927 d'organiser un service de transport aérien. La Perse envoie également des étudiants se former en Allemagne, même si la France en accueille plus. Enfin, l'Allemagne est particulièrement concurrentielle dans le domaine des importations de machines et d'outils.

Dans les faits cependant, les relations commerciales souffriront de la difficulté d'accéder à la Perse à une époque où les Soviétiques contrôlent la voie terrestre tandis que les Britanniques dominent la voie maritime. Par ailleurs, les relations politiques connaîtront de fortes tensions liées à l'activité d'opposants au chah en Allemagne, mais aussi à un scandale financier provoqué par le directeur allemand de la Banque nationale de Perse<sup>23</sup>.

### *La place particulière de la Turquie dans la politique extérieure allemande*

« Denn Einfluss in Angora bedeutet Achtung und Ansehen im gesamten Vorderen Orient<sup>24</sup>. »

« Die Zeitgeschichte ist reich an bedeutenden Männern. Neben Lenin, dem grossen Revolutionär, Mussolini, dem Verwirklicher einer neuen Staatsidee, steht Mustafa Kemal, der Schöpfer der neuen Türkei<sup>25</sup>. »

Les relations du Reich avec l'Iran et l'Afghanistan, si elles présentent des similarités avec celle de la Turquie, n'en ont toutefois jamais eu l'ampleur. L'Allemagne et la Turquie ont pour passé commun l'alliance pendant la Première Guerre mondiale qui, si elle constitue parfois une source de frictions diplomatiques, continue

<sup>22</sup> Atabaki, Touraj ; Zürcher, Erik J., *Men of Order. Authoritarian Modernization under Atatürk and Reza Shah*, London, IB Tauris, 2004.

<sup>23</sup> Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 223.

<sup>24</sup> AA, Botschaft Ankara, Pol. 2a, die deutsch-türkischen Beziehungen, Ankara 441, 1924 – 1939, « Was will Deutschland in der Türkei », rapport non signé, 1930 (« Car avoir de l'influence à Angora signifie acquérir le respect et la reconnaissance de tout le Proche-Orient »).

<sup>25</sup> Mikusch, Dagobert von, *Gasi Mustafa Kemal zwischen Europa und Asien. Eine Lebensgeschichte*, Leipzig, 1929, p. V. (« L'histoire contemporaine est riche de grands hommes. À côté de Lénine, le grand révolutionnaire, et de Mussolini, l'inventeur d'une nouvelle idée de l'État, se trouve Mustafa Kemal, le créateur de la nouvelle Turquie »).

aussi à être évoquée par les hommes d'État, les journalistes et les publicistes allemands comme l'un des fondements essentiels des relations.

Par ailleurs, la stabilité dont fait preuve le régime kémaliste facilite le bon déroulement des relations entre les deux pays. Dans cette perspective, la Turquie, plus que tout autre pays, constitue pour l'Allemagne l'occasion d'affirmer sa présence sur la scène internationale, en misant sur le développement des relations économiques et sur l'exportation de son savoir scientifique et technologique.

En outre, la Turquie n'est pas seulement considérée comme offrant de nouveaux marchés : elle est également perçue comme étant une « tête de pont » vers l'Orient et l'Asie centrale. C'est la thèse que défend notamment le publiciste allemand Karl Klinghardt, qui a servi dans l'armée ottomane pendant la guerre, et qui est l'auteur de plusieurs ouvrages encensant la Turquie kémaliste. Son livre *Angora – Konstantinopel, ringende Gewalten*, paru à Francfort en 1924, lui vaut d'ailleurs les remerciements de Mustafa Kemal, transmis par l'ambassadeur Kemaleddin pacha<sup>26</sup>. Dans ses ouvrages et ses articles, Klinghardt estime que la Turquie va se développer vers l'Asie centrale et souligne à ce titre l'importance pour l'Allemagne de s'assurer une influence qui dépassera dans le temps la seule Turquie.

Au-delà enfin de ces réflexions stratégiques, les transformations qui ont lieu en Turquie forcent l'admiration de l'Allemagne, à un moment où celle-ci, nous l'avons dit, est en proie à de sérieux doutes. À ce sujet, certains observateurs allemands, proches du courant anti-démocratique et anti-libéral de la nouvelle droite, ne louent pas seulement l'occidentalisation entreprise par les kémalistes, comme en France ou ailleurs, mais aussi le régime de Mustafa Kemal, celui d'un homme qui assume le destin de son peuple, dont ils font un modèle d'*Obrigkeit*. Dans cette perspective, la Turquie apparaît à certains auteurs allemands comme un espoir de renouveau, seule capable de résoudre le conflit entre la culture et la civilisation, c'est-à-dire la technique<sup>27</sup>.

### 3. *Les ambiguïtés face à l'alliance*

Après la défaite de l'Empire ottoman, les dirigeants d'Istanbul avaient organisé une série de procès dirigés contre les anciens unionistes, qu'ils accusaient notamment accusés d'avoir entraîné l'Empire dans la guerre alors que celui-ci aurait pu rester neutre. Les kémalistes, pour leur part, s'étaient opposés à cette thèse, qui au-

<sup>26</sup> AA, Akten betreffend politische und kulturelle Propaganda, février 1924 – novembre 1935, R 78578. Sur Klinghardt, voir l'annexe biographique.

<sup>27</sup> Voir par exemple Klinghardt, Karl, *Angora – Konstantinopel, ringende Gewalten*, Francfort, 1924 et Bischoff, Norbert, *Eine Deutung des Neuen Werdens in der Türkei*, Munich, 1935. Pour une analyse des écrits de cette époque, voir Guillemarre, Dorothée, « Les représentations de la Turquie dans la presse allemande et chez les orientalistes allemands de la République de Weimar (1919 – 1933) ». In : *Etudes turques et ottomanes, Documents de travail*, n° 9 – 10, juin 2001.

rait donné raison aux alliés. Lors de l'ouverture de la Grande Assemblée Nationale, le 23 avril 1920, Mustafa Kemal n'avait pas critiqué l'entrée en guerre mais le moment de la prise de décision. Soucieux de préserver les anciens unionistes ou partisans du CUP qui le soutiennent, il avait mis en valeur qu'il n'aurait pas été possible pour l'Empire ottoman de rester neutre, à cause de la menace russe sur les Détroits et sur Istanbul, et parce que l'Empire ne possédait pas les moyens nécessaires pour s'assurer une position neutre en toute sécurité<sup>28</sup>. D'après le journaliste Yunus Nadi, Mustafa Kemal s'était ainsi opposé en 1921 à la publication d'une série d'articles du journaliste Ahmed Rauf bey dans le *Hakimiyet-i Milliye* qualifiant l'entrée de l'Empire dans la guerre de crime<sup>29</sup>.

Après la fondation de la République turque, la question de l'alliance avec l'Allemagne est à nouveau à l'ordre du jour : en mars 1926, Mustafa Kemal fait ainsi paraître ses souvenirs dans le journal *Milliyet*, recueillis par le journaliste Falih Rifki [Atay], dans lesquels il revient sur son opposition à l'entrée en guerre de l'Empire aux côtés des puissances centrales et sur ses critiques répétées à l'encontre des dirigeants unionistes et des officiers allemands<sup>30</sup>. Après avoir connu sa première heure de gloire sur le front des Dardanelles entre avril et août 1915, nommé pacha et général de brigade, il avait alors plusieurs fois marqué publiquement son désaccord avec la politique unioniste et allemande. Envoyé en Palestine pour y diriger une des armées du groupe *Yıldırım*, il était entré en conflit avec Falkenhayn et avait démissionné du commandement qui lui avait été confié<sup>31</sup>. À la mi-décembre 1917, Kemal avait par ailleurs accompagné le prince héritier en Allemagne. Durant cette visite, il avait critiqué les affirmations des généraux de l'armée allemande qui cherchaient à convaincre Vahideddin de la bonne situation des opérations militaires, et avait posé à Ludendorff et à d'autres personnalités des questions mettant indirectement en doute l'optimisme officiel.

Comme l'on peut aisément le comprendre, la publication des souvenirs de Mustafa Kemal gêne les autorités allemandes de Weimar : d'une part, ces souvenirs critiquent clairement la manière dont l'Allemagne a mené la guerre à un moment où celle-ci refuse d'endosser la responsabilité du déclenchement du conflit mondial. D'autre part, ils lui font mauvaise presse alors que l'Allemagne cherche à renforcer sa position en Turquie. Pour autant, Mustafa Kemal est-il anti-allemand, comme le laisse supposer une partie de la presse allemande ? Au fond, la *Wilhelmstrasse* n'est pas si inquiète qu'elle a pu le paraître, comme le note un diplomate en mars 1926 :

<sup>28</sup> Tunaya, Tarık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, vol. 3, *İttihat ve Terakki*, op. cit., p. 635.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 633.

<sup>30</sup> Ces souvenirs ont été présentés et résumés par Jean Deny, « Les souvenirs du Gâzi Moustapha Kemal Pacha ». In : *Revue des études islamiques*, 1927, tome 1, p. 117 et suivantes.

<sup>31</sup> Voir entre autres Jevakhoff, Alexandre, *Kemal Atatürk. Les chemins de l'Occident*, Paris, Talandier, 1989.

« Nous avons l'intention de publier une petite note dans le *Deutsche Allgemeine Zeitung*, car il ne semble pas que Mustafa Kemal ait été intentionnellement inamical. Il veut apparemment montrer à son peuple qu'il est une personnalité hors du commun et que si on l'avait écouté, beaucoup de malheurs auraient pu être évités. Par ailleurs, il veut certainement amadouer Paris dans le contexte des négociations turco-syriennes<sup>32</sup>. »

La motivation de Mustafa Kemal dans la publication de ses souvenirs relève effectivement surtout d'une stratégie intérieure : quelques semaines plus tard, le Gazi, qui veut étouffer une fois pour toute l'opposition, saisit l'occasion de la découverte d'un complot organisé contre lui pour procéder à de véritables purges politiques<sup>33</sup>. Presque tous les anciens unionistes connus ainsi que les premiers membres du Parti républicain du peuple (CHP) sont arrêtés et accusés d'avoir projeté un coup d'État. Lors des premiers procès à Izmir, en juin – juillet 1926, seize personnes sont condamnées à mort, dont Ahmed Şükrü, l'ancien ministre de l'Éducation pendant la guerre<sup>34</sup>. En août, un second procès a lieu à Ankara contre 50 unionistes. Plus encore qu'à Izmir, celui-ci est clairement politique, le procureur ne se donnant même pas la peine d'établir un lien entre les accusés et la conspiration. En fait, l'accusation se concentre sur la politique du Comité union et progrès pendant la Guerre, la tentative des unionistes de remplacer Kemal en 1921 et le congrès qu'ils ont tenu en 1923. Quatre des accusés sont finalement pendus, dont l'ancien ministre Cavid bey, pourtant connu pour s'être opposé fermement à l'alliance avec l'Allemagne.

Au moment où Nadolny apprend que l'alliance de l'Empire ottoman avec l'Allemagne va être évoquée dans les procès, il demande au ministère des Affaires étrangères à Berlin de lui donner des instructions. Schubert lui répond le 25 juillet 1926 :

« S'il est reproché aux unionistes, comme Mustafa Kemal l'a fait concernant l'armée, d'avoir donné trop de marge de manœuvre à l'influence allemande dans les domaines de l'administration et de la politique étrangère, il appartient de souligner que l'unité de toutes les forces militaires et civiles était la condition de réussite du combat vital que nous menions [*um den Existenzkampf zu bestehen*]. Le fait que la Turquie ne pouvait préserver son indépendance nationale qu'en entrant dans la guerre à nos côtés devrait aussi avoir été suffisamment prouvé par les publications des archives russes de ces dernières années. En outre, nous n'avons besoin de craindre aucune publication qui concernerait l'origine de l'alliance ou le travail mené en commun. Dans le détail, nous devons éviter toute prise de position<sup>35</sup>. »

Nadolny, muni de ces instructions venant de Berlin, se rend à Ankara et assiste aux procès. Le 9 août 1926, il note dans un rapport que sa présence a certaine-

<sup>32</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, von März 1926 bis Juni 1928, R 78486, 27.03.1926.

<sup>33</sup> Sur les buts de Kemal ainsi que le lien entre la publication de ses souvenirs et les procès de juin – juillet 1926, voir Zürcher, Erik Jan, *The Unionist Factor*, *op. cit.*, pp. 142 et suivantes.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 154.

<sup>35</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, von März 1926 bis Juni 1928, R 78486.

ment eu une influence sur le fait que la politique pendant la guerre ait été peu évoquée malgré ce qui avait été annoncé au début, et ajoute qu'ayant abordé ce sujet avec le ministre des Affaires étrangères, celui-ci a souligné qu'il s'agissait d'un procès de politique intérieure et non de politique extérieure<sup>36</sup>.

Deux semaines plus tard cependant, l'ambassade télégraphie le discours de l'avocat général, dans lequel celui-ci a déclaré que l'alliance avec l'Allemagne, conclue de manière légère, ainsi que l'influence dominante donnée à la mission militaire étaient incompatibles avec la souveraineté et le bien de l'État. L'avocat a également parlé de coup d'État opéré par l'amiral Souchon, que le gouvernement unioniste a accepté au lieu de placer cet amiral devant les tribunaux militaires. Le gouvernement est accusé d'avoir obéi aux ordres du Kaiser et d'avoir trahi la confiance du peuple<sup>37</sup>.

C'est donc à cette époque qu'est formulée la version kémaliste de la problématique de l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales : les dirigeants unionistes ont agi contre l'intérêt de l'État en concluant de manière irréfléchie un traité d'alliance avec l'Allemagne. Ils ont laissé un amiral allemand, Souchon, décider du sort de l'Empire. Ils ont, enfin, accordé une bien trop grande marge de manœuvre aux officiers allemands présents sur place. En d'autres termes, ils ont vendu l'Empire au Kaiser. Cette version permet de destituer une fois pour toutes les anciens dirigeants, tout en attribuant la responsabilité définitive de la guerre à Souchon, et donc à l'Allemagne. Les anciens unionistes sont ainsi jugés pour avoir trahi l'Empire. Pour autant, Mustafa Kemal refuse toute accusation concernant les massacres perpétrés à l'encontre des Arméniens, qui impliquerait trop de personnalités qui l'entourent.

Dans ce contexte, les différentes publications d'officiers ou d'observateurs allemands sur le déroulement de la guerre posent de nombreux problèmes dans les relations politiques entre les deux pays. En 1924, le projet d'un officier d'origine vénézuélienne au service des puissances centrales, Rafael de Nogales, de publier ses souvenirs en revenant sur les massacres perpétrés contre les Arméniens, inquiète fortement les diplomates de la *Wilhelmstrasse*<sup>38</sup>. Un rapport envoyé par le consul d'Izmir Padel note ainsi : « Comme des personnalités me l'indiquent, le président de la République Mustafa Kemal n'a toujours pas oublié le livre de Liman von Sanders. La publication en Allemagne d'un ouvrage anti-turc ne ferait que renforcer sa méfiance à notre égard<sup>39</sup>. » En fait, les mémoires de Liman von Sanders ne dénoncent pas directement les déportations dont ont été victimes les

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*, Télégramme de Moltke, 24.08.1926.

<sup>38</sup> Malgré de nombreuses protestations de la part de la « section Turquie » du ministère des Affaires étrangères, le livre de Nogales paraîtra à Berlin en 1925 sous le titre : *Vier Jahre unter dem Halbmond. Erinnerungen aus dem Weltkrieg.*

<sup>39</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Januar 1924 bis Februar 1926, R 78485, rapport du 16.02.1924.



Arméniens. Ce que, certainement, Mustafa Kemal n'accepte pas, concerne le récit des différentes batailles, en particulier celle des Dardanelles, dans lesquelles Sanders souligne le rôle déterminant des militaires allemands.

Sur ce point, en 1928 encore, Nadolny envoie un rapport à la *Wilhelmstrasse* concernant la traduction et le commentaire d'un extrait de l'ouvrage de l'amiral Hermann Lorey, intitulé *Der Krieg zur See 1914-1918, der Krieg in den türkischen Gewässern*, par Abidin Daver<sup>40</sup> dans le *Cumhuriyet*. Insistant sur les remarques déplaisantes de l'amiral allemand à propos des Turcs, Abidin Daver revient également sur l'attitude de Souchon, l'accusant d'avoir sans arrêt critiqué la compétence des officiers de marine turcs « pour attirer la Turquie dans la guerre contre sa volonté et au profit de l'Allemagne et pour dominer complètement la marine et la flotte turques ». Nadolny, qui note que cet article peut nuire aux relations turco-allemandes actuelles à un moment où la marine turque cherche à se reconstruire, précise qu'il a eu une entrevue avec Abidin Daver, et que celui-ci « qui n'a sinon, écrit-il, aucun préjugé contre nous », a accepté de revoir la traduction de l'ouvrage en question, d'en supprimer ou d'en adoucir les passages susceptibles de blesser les Turcs et de donner à ses commentaires futurs un ton plus favorable à l'Allemagne<sup>41</sup>.

Face à ces publications « négatives », le projet de traduction des mémoires d'İzzet pacha est bienvenu pour les autorités allemandes, qui acceptent d'en financer la publication, ainsi que le recommande fortement Nadolny :

« Tandis que le premier volume est surtout intéressant à cause de la question de la responsabilité de la guerre, le deuxième volume me semble avoir une signification encore plus importante en ce qu'il y met en valeur les actes allemands en Turquie. Étant donné que la participation de l'armée allemande à la guerre en Turquie a été une nouvelle fois discréditée du côté turc, et que les militaires allemands s'opposent vivement à cela, à cause en particulier de la défense de Gallipoli, une estimation objective venant d'un point de vue aussi important que celui du maréchal turc ne peut qu'être encouragée. Elle aurait sans aucun doute aussi une influence en Turquie. İzzet pacha, à qui nous devons beaucoup du fait de sa prise de position par rapport aux troupes allemandes quand il était grand vizir, a toujours des difficultés financières à la suite de la saisie de son domaine en Grèce. Il ne peut pas financer la parution de ses souvenirs, et plus encore, en attend un petit revenu. Il m'a secrètement demandé si le ministère des Affaires étrangères pouvait financer le volume (...), ce que je recommande chaudement. Je suis d'avis que nous sommes redevables de cette publication aux militaires [allemands ayant servi] en Turquie (...)»<sup>42</sup>.

Ces mémoires, traduites par Karl Klinghardt, paraissent effectivement en 1927, sous le titre *Denkwürdigkeiten des Marschalls İzzet Pascha : ein kritischer Beitrag zur Kriegsschuld*. En 1930, Nadolny se réjouit également de la parution de l'ouvrage de

<sup>40</sup> Abidin Daver est l'un des journalistes kémalistes les plus célèbres, connu surtout pour ses articles sportifs.

<sup>41</sup> AA, Pressewesen (Türkei), Janvier 1926 – 9.03.1936, R 78558, Rapport de Nadolny, 10.08.1928.

<sup>42</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, von März 1926 bis Juni 1928, R 78486, rapport de Nadolny du 21.01.1927.

Dagobert von Mikusch intitulé *Gasi Mustafa Kemal. Zwischen Europa und Asien. Eine Lebensgeschichte*, qui, note t-il, « fait l'objet d'un vif intérêt dans les milieux turcs d'ici », recommandant ainsi « l'envoi de cinq à dix exemplaires pour en faire cadeau aux fonctionnaires et aux députés turcs », et précisant que si l'ouvrage était bientôt traduit, il serait bon d'en envoyer la moitié en français<sup>43</sup>.

Dans les faits, après la phase critique de 1926, la *Waffenbruderschaft* restera un mythe que les discours officiels n'hésiteront pas à rappeler : en octobre 1928 par exemple, le ministre des Affaires étrangères Tevfik Rüştü soulignera auprès d'un représentant de l'ambassadeur allemand la nécessité de renforcer les liens entre les deux pays ce qui, ajoutera t-il, « peut être facilité tant que la génération qui a connu des souvenirs de guerre communs est au pouvoir<sup>44</sup>. »

Cela étant, il apparaît nécessaire de s'interroger sur les rapports de Mustafa Kemal avec l'Allemagne. Celui-ci, comme on le sait, est surtout connaisseur de la culture française<sup>45</sup>. Mais comme les autres officiers de sa génération, il est également admirateur de la force militaire allemande et a lu les ouvrages de science militaire. *La Nation en armes*, de von der Goltz, continue à être une référence majeure pendant la République et est citée dans les manuels d'instruction civique, dont Mustafa Kemal lui-même supervise la rédaction<sup>46</sup>. En 1909, Mustafa Kemal avait cependant fait partie de ceux qui, tout en accordant de l'importance à l'action de von der Goltz, estimait plus nécessaire que l'état-major et les commandants turcs soient capables de montrer comment leur pays devait être défendu<sup>47</sup>. Pendant la guerre, nous l'avons dit, il s'est fortement méfié des intentions allemandes, souffrant que des postes de commandement soient confiés à des officiers allemands. Dans les années 1930, il se méfia de Hitler. Mais on ne sait rien de sa perception de l'Allemagne de Weimar. Pour autant, l'appel à des experts allemands dans des domaines aussi symboliques que l'architecture, ou encore l'envoi d'étudiants en Allemagne – sujets que nous allons aborder dans la suite de ce travail – laissent supposer que le Gazi était fortement intéressé par ce pays.

L'alliance est l'objet après la guerre de fortes critiques de part et d'autres, qui auraient pu mener à un refroidissement dans les relations. Mais elle est aussi appréhendée comme le socle d'un destin commun, sur lequel il est possible de s'appuyer pour justifier les relations.

<sup>43</sup> AA, Staatsoberhäupter und deren Familie, R 78549, Nadolny au ministère des Affaires étrangères, 23.01.1930.

<sup>44</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Juli 1928 – Juni 1933, Bd 4, R 78487.

<sup>45</sup> Voir Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk*, op. cit.

<sup>46</sup> Ünder, Hasan, « 30'ların Ders Kitaplarından ve Kemalizm'in Kaynaklarından Biri. Milleti Müsellaha ve Medeni Bilgiler » [Un manuel des années 30 et une source du kémalisme : la Nation en armes et les Medeni Bilgiler]. In : *Tarih ve Toplum*, vol. 32, n° 192, 1999, pp. 48 – 56.

<sup>47</sup> Mango, Andrew, *Atatürk*, London, John Murray, p. 91.

#### 4. La presse turque sur la position de l'Allemagne en Europe de 1924 à 1929

En mars 1923, le journaliste Falih Rıfki fait paraître dans le *Yeni Mecmua* un article intitulé « l'humour des nations humiliées », dans lequel il déplore le fait que ni la littérature turque, ni les revues humoristiques n'ont su dépeindre l'humiliation que les Turcs ont subie par rapport à la France, l'Angleterre ou la Grèce, alors que l'Allemagne, qui subit celle du traité de Versailles et de l'occupation de la Ruhr, parvient à exprimer ce sentiment à travers des caricatures, comme le montre une reproduction d'une caricature du célèbre journal humoristique *Simplicissimus* sur le traité de Versailles représentant la justice s'effondrant<sup>48</sup>.

Malgré les critiques dont l'Allemagne fait l'objet, la Turquie se perçoit en réalité comme proche de sa position dans l'ordre international de l'après-guerre : comme le reflète la presse, les kémalistes jugent le traité de Versailles injuste, et se montrent extrêmement méfiants vis-à-vis des conférences et des traités internationaux. Avant d'observer de plus près ce que les journaux rapportent à cette époque de l'Allemagne, il faut préciser que la presse, depuis 1925, est soumise à un contrôle étroit<sup>49</sup>. En ce sens, les grands quotidiens, dirigés le plus souvent par des députés, sont du côté du pouvoir. Le *Cumhuriyet*, qui a son édition française *La République*, est dirigé par Yunus Nadi [Abalıoğlu], un ancien unioniste de la génération d'Enver et de Mustafa Kemal qui a rejoint le mouvement de résistance en 1920 et qui est député de Muğla. Ce journal, qui paraît à partir de mai 1924, constitue un reflet fidèle de l'engagement de l'élite turque pour le kémalisme. Les deux autres grands quotidiens de l'époque, le *Hakimiyet-i Milliye*, créé en 1920 sur l'impulsion de Mustafa Kemal, et le *Milliyet*, fondé en 1926 et formant le pendant, pour Istanbul, du *Hakimiyet-i Milliye* d'Ankara, sont dirigés par le député de Siirt Mahmud [Soydan]<sup>50</sup>. En complément, nous avons consulté, selon les références que nous avons trouvées dans les archives ou selon des événements précis, l'*Akşam*, dirigé par Falih Rıfki [Atay] puis par Necmeddin Sadık, l'*İkdam*, dirigé par Ahmed Cevdet et le *Vakit*, publié par Mehmed Asım Us.

<sup>48</sup> *Yeni Mecmua*, 15.03.1923.

<sup>49</sup> Voir Tunçay, Mete, *Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek-Parti Yönetimi'nin Kurulması (1923 - 1931)* [La fondation du parti unique dans la République turque (1923 - 1931)], Ankara, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1981), p. 149 et Deny, Jean, « Après cent ans d'existence : la presse de Turquie en juillet 1925 ». In : *Revue du monde musulman*, 1925, 3<sup>ème</sup> trimestre, volume LXI, pp. 43 et suivantes.

<sup>50</sup> Deny, Jean, « Les souvenirs du Gâzi Moustapha Kemal Pacha », *op. cit.*

*Le traité de Locarno : une ligue contre l'Orient ?*

« On voit que l'Allemagne a fait fausse route en se liant plus qu'il ne fallait à la politique de Locarno<sup>51</sup>. »

La presse kémaliste, dans le conflit franco-allemand, prend dans l'ensemble fait et cause pour l'Allemagne : en août 1925, Nadolny souligne dans un rapport que la presse, à part le *Stamboul* et le *Journal d'Orient*<sup>52</sup>, critique régulièrement l'attitude de la France : l'*Akşam* par exemple, dénonce la peur de la France vis-à-vis de l'Allemagne qui expliquerait sa position intransigeante dans la question du désarmement. Le *Hakimiyet-i Milliye*, pour sa part, estime que les mesures contraignantes que la France a prises depuis la guerre n'ont eu que des effets négatifs<sup>53</sup>. Dans les conversations qu'il a avec le ministre des Affaires étrangères Stresemann ou avec des diplomates, l'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha compare plusieurs fois les relations de la Turquie avec l'Angleterre à celles de l'Allemagne avec la France<sup>54</sup>.

À propos du pacte de Locarno plus précisément, si le rapprochement franco-allemand est salué par quelques journaux<sup>55</sup> et si certains y voient un front contre l'Angleterre, une grande partie de la presse turque accueille la nouvelle de cette conférence internationale et du traité qui s'ensuit de manière sceptique, et même négative. L'ambassadeur Nadolny se voit ainsi obligé de déclarer au journal *Stamboul* que Locarno n'est pas « une ligue contre l'Orient et que c'est une erreur de la considérer comme l'instrument de constitution d'un bloc de l'Occident contre l'Orient, c'est-à-dire d'y attribuer des dessous politiques visant les gouvernements qui n'en font pas partie<sup>56</sup> ». L'idée d'une ligue contre l'Orient est récurrente dans la presse, ainsi que le rapporte Nadolny à son ministère :

« Les nouvelles provenant des capitales européennes à propos des conflits autour de l'entrée de l'Allemagne à la SDN sont transmises et commentées de manière vivace par la presse. Le journal *Hakimiyet-i Milliye* qualifie le 8 mars comme étant 'la pierre de touche de la bonne foi des signataires de Locarno'. Elle part du postulat, évoqué ici depuis des semaines, selon lequel Locarno constituerait une alliance contre l'Est, à laquelle l'Allemagne et la France auraient participé dans l'intention de surmonter les difficultés de la situation économique provoquées par la Guerre mondiale. Mais comme la France essaierait de se rapprocher ces derniers temps de la Russie et qu'aussi les questions orien-

<sup>51</sup> Mahmud [Soydan], « Almanya'da Vaziyet » [La situation en Allemagne]. In : *Milliyet*, 11.08.1927.

<sup>52</sup> Sur ce point, voir Georgeon, François, « Aperçu sur la presse de langue française en Turquie pendant la période kémaliste ». In : *ibid.*, *Des Ottomans aux Turcs*, op. cit., pp. 185 – 197.

<sup>53</sup> AA, Periodische Presseberichte, août 1925 – mars 1927, R 78560, rapport de la semaine du 2 au 9.08.1925.

<sup>54</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Januar 1924 bis Februar 1926, R 78485.

<sup>55</sup> Voir par exemple *Servet-i Fünun*, 22.10.1925.

<sup>56</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Januar 1924 bis Februar 1926, R 78485.

tales, dont le traité turco-syrien, devraient être valables une fois pour toutes, le sens premier de Locarno serait déjà caduc. En ce qui concerne le conflit autour de la question de la participation à la SDN, il s'agirait d'une question qui serait latente depuis des années, et qui devrait être discutée de manière sérieuse ce 8 mars<sup>57</sup>. »

*La question de l'entrée de l'Allemagne dans la SDN : entre méfiance et espoir*

Cet article fait allusion à la crise qui a lieu concernant l'entrée de l'Allemagne dans la SDN en février – mars 1926<sup>58</sup>. L'Allemagne et les puissances signataires du traité de Versailles, en effet, n'arrivent pas à s'entendre sur la question des frontières germano-polonaises. Par ailleurs, une partie des dirigeants allemands s'oppose au traité de Locarno et à l'entrée de l'Allemagne dans la SDN, et réclame une orientation de la politique allemande vers l'est (*Ostorientierung*)<sup>59</sup>. La Pologne, de son côté, essaie dans la mesure du possible de renforcer sa position internationale après l'entente de l'Allemagne avec les puissances occidentales et l'entente de la France avec l'URSS. En ce sens, elle demande un siège permanent à la SDN, ce pour quoi la France accepte de s'engager après l'entrée de l'Allemagne. À ce moment, Stresemann, qui n'est pas mis au courant, parvient le 8 février 1926, malgré l'opposition interne, à ce que la demande de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations soit formulée officiellement. Selon les prévisions, une session extraordinaire devait alors se réunir en mars. Toutefois, la question de l'admission de la Pologne, qui plus est au même moment que l'Allemagne, soulève non seulement l'opposition de cette dernière, mais aussi celles d'autres États membres. La Suède, par exemple, menace d'user de son droit de veto si en mars la SDN décide d'une autre admission que de celle de l'Allemagne. Devant l'ampleur des protestations, la France et l'Angleterre, qui ont voulu faire passer cette question comme un fait accompli, sont obligées de reculer. Sur le plan intérieur, il est impossible pour l'Allemagne d'accepter les projets français, et les acquis de Locarno, qui avaient soigneusement écarté le problème des frontières occidentales de la Pologne, menacent de s'effondrer. L'Allemagne se revoit face à une entente franco-anglaise. Aucun compromis n'ayant pu être trouvé, l'entrée de l'Allemagne dans la SDN est repoussée.

Lors de ces négociations, Yunus Nadi écrit dans *La République* en février 1926 : « Au début, l'Allemagne était exclue, maintenant elle se fait prier. (...) Ce spectacle est de nature à nous donner la conviction que si le peuple allemand finira un jour par entrer à la SDN, il n'y sera pas un instrument entre les mains des Anglais ». Le journaliste, après avoir dénoncé l'impérialisme anglais, ajoute :

<sup>57</sup> AA, Periodische Berichte, août 1925 – mars 1927, R 78560, 28.02. – 06.03.1926.

<sup>58</sup> Voir Krüger, Peter, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985, pp. 311 et suivantes.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 309.

« La question de l'admission de l'Allemagne à la SDN ne regarde que les Allemands. Nous n'avons pas à prendre parti. Ce qui nous intéresse, c'est cette particularité : au temps du traité de Versailles, l'Allemagne était vaincue et humiliée ; aujourd'hui, on la prie de faire partie de la SDN. Le peuple allemand a su donc attendre son heure avec patience et ténacité. C'est là une vertu qui a sa valeur et dont il faut tirer un enseignement<sup>60</sup>. »

Deux semaines après que Mossoul a été attribué à l'Irak, Yunus Nadi ajoute dans un article intitulé « Lorcano et Berlin<sup>61</sup> » :

« Lorsque nous faisons remarquer à l'époque le vrai caractère de Locarno que nous considérons comme une scène préparée par l'Angleterre pour faire front contre les peuples orientaux, toute la presse de l'Occident gardait le silence ou essayait de nous faire croire qu'il s'agissait d'une œuvre humanitaire par excellence. Voici que toute cette presse se met aujourd'hui à hurler de concert comme une bête féroce atteinte au cœur dès que le jeu a raté. Eh bien, si nous avons jamais à choisir entre Locarno et Berlin, nous n'hésiterions pas un seul instant à prendre rang aux côtés de ce dernier. »

Finalement, l'Allemagne entre dans la SDN le 10 septembre 1926. Sans surprise, cet événement est accueilli avec suspicion par beaucoup de journaux turcs, qui estiment que les principes de la Société ne sont pas compatibles avec le traité de Versailles<sup>62</sup>. Mais l'entrée de l'Allemagne dans la SDN est aussi liée à l'espoir que celle-ci puisse jouer un rôle positif pour la Turquie, notamment dans la question de Mossoul. Ainsi, lors des négociations du début de l'année 1926, un journaliste du *Vakit*, dans un article intitulé « L'Allemagne et la question de Mossoul » et repris dans *La République*, écrit :

« L'Allemagne, qui a décidé de faire partie de la SDN, y devra prendre bon gré mal gré position dans le différend turco-anglais, et cette position constituera un fait important dans l'histoire et pour l'honneur de la nation germanique. Au cours de la polémique qui a suivi la décision de la SDN dans la question de Mossoul, la presse allemande a reconnu l'iniquité de la SDN et a violemment critiqué la sentence prononcée en dépit du droit formel et indéniable de la Turquie sur Mossoul. (...) Mais lorsque l'Allemagne entrera à la SDN, pourra-t-elle exprimer aussi ouvertement son opinion ? (...) Actuellement, en dehors de leurs sentiments d'amitié réciproques, il n'existe aucun lien entre la République de Turquie et la République d'Allemagne, qui ne sont plus tenues aux engagements passés des deux empires. Toutefois, la question de Mossoul est une conséquence de la guerre générale, et en prononçant leur décision, les délégués des alliés de l'Angleterre dans la guerre générale ont fait preuve d'une solidité morale à l'égard de leur ancienne coopératrice. Est-ce que la délégation de l'Allemagne, au contraire, apportera son concours à ses ennemis de la guerre générale contre son ancienne alliée la Turquie ? Soutenir le point de vue turc dans la question de Mossoul n'est pas seulement pour l'Allemagne un acte d'équité internationale, c'est en même temps un point d'honneur moral devant lequel elle ne saurait faillir<sup>63</sup>. »

<sup>60</sup> *La République*, 6.02.1926.

<sup>61</sup> *La République*, 17.06.1926.

<sup>62</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, von März 1926 bis Juni 1928, R 78486, 18.09.1926.

<sup>63</sup> *La République*, 5.01.1926.

Si dans les faits l'Allemagne ne pourra ou ne voudra pas s'engager dans cette question, la sympathie de la presse turque à son égard reste entière : comme le met en valeur Ahmed Ağaoğlu dans l'*Hakimiyet-i Milliye*, seules la Russie, l'Allemagne et la Turquie ne font pas partie de « la combinaison actuelle »<sup>64</sup>. Le même journal dénonce également la méfiance exagérée de la France face à tout discours allemand à propos de la question de la culpabilité de la guerre ou de possibilités d'alliance avec la Russie, la Turquie ou d'autres États de l'est<sup>65</sup>.

En Novembre 1926, un journaliste du *Milliyet* écrit à son tour qu'il est totalement incompréhensible que l'Allemagne, en tant que membre de la SDN et ayant un siège permanent, doive continuer à supporter un contrôle militaire. Le traité de Versailles, conclut l'article, n'est plus pris au sérieux, même en France, mais les autorités officielles n'ont pas le courage de le dire ouvertement<sup>66</sup>.

À de nombreuses reprises, la presse prend également fait et cause pour la politique révisionniste de l'Allemagne. La question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne est ainsi considérée par Ahmed Ağaoğlu comme « un processus inéluctable », les deux pays étant unis culturellement<sup>67</sup>.

En août 1928, Mahmud [Soydan] écrit un article dans le *Milliyet* intitulé « la situation en Allemagne »<sup>68</sup>, dans lequel il met en évidence la persistance de la force du *Reich*, malgré les efforts alliés pour supprimer son armée et l'obliger à des paiements surélevés. D'ailleurs, admet-il, les craintes de la France, qui prétend que l'Allemagne cherche par tous les moyens à se réarmer, ne sont pas injustifiées :

« Effectivement, il faut reconnaître que les Allemands, (...) qui sont essentiellement une nation militaire, ne resteront pas tranquilles et résignés. Sans doute ils ne se pressent pas et attendent un moment favorable. Aujourd'hui, ils travaillent en priorité à faire réduire les forces d'occupation. »

Pour les Allemands, met-il en relief, le fait que les Français considèrent le problème de la réduction des forces d'occupation comme dépendant de leurs souhaits, et non pas comme une tâche contractuelle, irrite les Allemands au plus haut point. Cet aspect amène le journaliste à critiquer le pacte de Locarno, qui n'a pas permis de trouver une base d'accord (*bir tatbik zemini*) favorable à la France et à l'Allemagne, en particulier parce que ce n'est pas Briand qui décide de la politique extérieure française, mais Poincaré.

« Dans l'esprit des Allemands, conclut-il, en reconnaissant par le traité de Locarno la frontière prévue dans le Traité de Versailles, ceux-ci ont accepté de faire des sacrifices. En échange, il faudrait leur donner des compensations à l'est, et ne pas empêcher l'an-

<sup>64</sup> Ahmed Ağaoğlu, « Etrafımızda ne oluyor ? » [Que se passe-t-il autour de nous ?]. In : *Hakimiyet-i Milliye*, 29.03.1926.

<sup>65</sup> AA, Periodische Presse, août 1925 – mars 1927, R 78560, 26.09 – 2.10.1926.

<sup>66</sup> *Ibid.*, 22.11. – 28.11.1926.

<sup>67</sup> Ahmed Ağaoğlu, « Anschluss ». In : *Milliyet*, 22.10.1927.

<sup>68</sup> Mahmud (Soydan), « Almanya'da Vaziyet », *op. cit.*

nexion. Les citoyens allemands attendent du Gouvernement, quel qu'il soit, la réalisation de ces buts. »

Dans le même ordre d'idées, le Pacte Briand-Kellogg conclu le 27 août 1928, qui condamne le recours à la guerre, fait l'objet de critiques de la part de Yunus Nadi : revenant sur l'occupation de la Rhénanie et les conditions posées par la France pour l'évacuation de la zone rhénane, il écrit :

« La proposition de Bismarck exigeant des Français une indemnité de guerre de cinq millions de francs n'est vraiment rien comparée à ces conditions que la France veut maintenant imposer à l'Allemagne. Nous ne doutons point que l'opinion publique allemande sera attristée et fortement émue en présence de cette attitude irréductible de la France. (...) Voilà donc un exemple édifiant des scènes qui se passent derrière le pacte Kellog<sup>69</sup>. »

On le voit, les journalistes kéalistes sympathisent vivement avec le sort de l'Allemagne. Les relations de la Turquie avec la France et la Grande-Bretagne étant conflictuelles, la mésentente entre les anciens alliés et l'Allemagne, d'une certaine façon, les rassure : une trop bonne entente pourrait isoler la Turquie sur le plan international, voire la menacer. Par ailleurs, l'identification du destin de l'Allemagne à celui de la Turquie peut favoriser des relations privilégiées. Lors d'une manifestation organisée à Berlin par les résidents turcs à propos de la province de Mossoul, l'ambassadeur turc Kemaleddin pacha déclare par exemple que cette province « appartient aux Turcs de la même manière que la Ruhr appartient aux Allemands<sup>70</sup> ». Dans cette perspective, la tentation de créer un front commun renforcé par l'URSS prend du poids.

### *Les relations entre l'Allemagne et l'URSS*

Quatre jours avant la signature du traité de Locarno, l'Allemagne a signé avec la Russie soviétique un traité de commerce. Le 24 avril 1926, les deux pays renforcent leurs relations par le traité de Berlin, dans lesquelles elles s'engagent à une neutralité limitée, et qui contient une promesse de consultation dans les questions politiques et économiques qui concernent les deux pays<sup>71</sup>.

D'après les rapports de l'ambassadeur allemand, la presse turque accueille avec satisfaction les nouvelles des négociations russo-allemandes et les considère comme le signe du début d'une nouvelle orientation de l'Allemagne. Tandis que le *Yeni Ses* espère que cet accord va contribuer à renforcer la position de l'Union

<sup>69</sup> Yunus Nadi, « Une des scènes qui se passent derrière le Pacte Kellogg ». In : *La République*, 16.09.1928.

<sup>70</sup> AA, Türkische Staatsmänner, 1925 – 1936, R 78552, citation d'un article de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 5.09.1925.

<sup>71</sup> Krüger, Peter, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar, op. cit.*, p. 317.



soviétique et à instaurer un équilibre pour la paix de l'Europe, le *Vakit* considère les soucis du ministre des Affaires étrangères anglais comme « la preuve de la signification fondamentale de l'initiative allemande ». Le *Cumhuriyet*, enfin, estime que l'initiative allemande constitue « la première politique étrangère raisonnable depuis la fin de la Guerre », et salue l'Allemagne comme étant « l'ami de l'ami<sup>72</sup> ».

Dans quelle mesure la Turquie est-elle tentée par une alliance avec l'Union soviétique et l'Allemagne pour faire front à l'Angleterre ? Si ce point doit être approfondi, il est certain que l'idée est partagée, comme le montre un entretien entre l'ambassadeur allemand à Moscou, le Comte Brockdorff-Rantzau, et l'ambassadeur soviétique à Ankara Suritz en avril 1927 : selon Suritz, rapporte Brockdorff-Rantzau, l'Allemagne constitue un facteur important dans la politique turque mais souffre « d'une méfiance renforcée par les éléments antiallemands ». Le gouvernement turc, toujours selon l'ambassadeur soviétique, craint « que l'Allemagne ne soit souvent poussée par l'Angleterre, et que le gouvernement anglais ne cherche à faire des affaires par l'intermédiaire de l'Allemagne, là où lui-même ne souhaiterait pas s'immiscer, sur le plan économique ou politique ». Par ailleurs, il souligne que l'activité économique de l'Allemagne souffrirait « du fait qu'un certain groupe continuerait à affirmer, en se référant au rôle de Talat pacha et d'Enver bey (sic), que l'Allemagne aurait poussé la Turquie dans la guerre mondiale ». À la question de Brockdorff-Rantzau sur la possibilité d'une collaboration entre l'Allemagne et la Russie soviétique en Turquie, Suritz répond positivement, mettant en valeur que « l'Allemagne pourrait ainsi profiter de la très forte influence politique de la Russie soviétique, et celle-ci pourrait de son côté tirer profit de la force économique de l'Allemagne. Nos deux pays, ainsi que la Turquie, pourraient donc tirer avantage d'une telle collaboration ». Brockdorff-Rantzau conclut ainsi son rapport : « Les propos de Suritz m'ont donné l'impression qu'il était sincère et qu'il parlait de la même façon directe et souvent étonnante que les milieux informés ici<sup>73</sup>. »

Cet entretien est intéressant à plus d'un titre : au-delà du calcul politique de l'ambassadeur soviétique qui souligne plutôt les handicaps de l'Allemagne dans sa politique turque que ses avantages – qui comme nous allons le voir ne sont déjà pas insignifiants en ce début de l'année 1927 – la crainte des kémalistes vis-à-vis d'un rapprochement entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne semble plausible, d'autant que les observateurs turcs savent bien que l'Angleterre est plus favorable à l'Allemagne que la France, et que l'Allemagne a besoin d'elle. Comme nous l'avons dit, les kémalistes trouvent leur intérêt dans la mésentente qui règne parmi les puissances européennes. Quant à la collaboration entre Berlin et Moscou en Turquie, Suritz est adroit : les relations économiques entre l'URSS et la Turquie

<sup>72</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, Mars 1926 – Juin 1928, R 78486, 22.04.1926.

<sup>73</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, Mars 1926 – Juin 1928, R 78486, Rapport de Brockdorff-Rantzau, 3.04.1927.

sont en effet peu développées<sup>74</sup>, par contre, il est vrai que l'influence politique des soviétiques reste très forte.

Il est également intéressant de noter qu'à cette époque, les membres de l'ambassade turque à Moscou semblent être proches de l'Allemagne : un rapport de l'ambassade allemande à Moscou du début de l'année 1929 informe la *Wilhelmstrasse* que l'ambassadeur turc, Hüseyin Ragib bey, est « *ausgesprochen deutschfreundlich* », que le deuxième secrétaire, Mustafa Vedid, dont le père a été « de longues années consul général à Berlin » parle l'allemand sans accent car il a mené une grande partie de sa scolarité en Allemagne, et que le troisième secrétaire, Cevad bey, qui a été formé dans le corps des cadets prussiens et qui a été secrétaire de l'ambassade turque à Berlin, est un « ami intime de l'ambassade allemande ». L'ambassadeur allemand de Moscou en conclut que « dans l'ensemble, (...) la composition de l'ambassade turque à Moscou est faite de telle manière qu'elle garantit une relation particulièrement amicale avec l'ambassade allemande<sup>75</sup>. » Il resterait bien sûr à déterminer si ce personnel a été nommé par Ankara dans cette perspective. Toujours est-il que Moscou, à cette date, apparaît comme un lieu privilégié pour traiter des affaires turco-allemandes.

« *L'Allemagne et le monde oriental* »

Le fait que l'Allemagne, tout en étant européenne, n'est pas dans le camp anglais et français, amène parfois les journalistes kémalistes à espérer un renforcement du rôle de l'Allemagne en Orient. C'est le sujet d'un article publié en 1927 dans la revue *Hayat*<sup>76</sup> et intitulé « l'Allemagne et le monde oriental<sup>77</sup> ». L'auteur, Zeki Mesud [Aslan] est pédagogue, et fait partie de la Section de l'enseignement et de l'éducation nationale (*Milli Talim ve Terbiye Dairesi*) créée par la loi sur l'organisation de l'éducation en 1926. Auparavant, il a déjà assumé la fonction d'inspecteur des étudiants en Allemagne<sup>78</sup>. En Turquie, il écrit des articles dans les revues spécialisées de pédagogie (en particulier sur les pédagogues allemands<sup>79</sup>), pour la revue *Hayat*, ainsi que des éditoriaux dans les journaux *Milliyet* et *Hakimiyet-i Milliye*. Il

<sup>74</sup> Entre 1924 et 1929, la part de l'URSS dans les importations turques est de 4%, et de 3 % dans les exportations turques. Voir Tezel, Yahya S., *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tarihi (1923 - 1950)* [Histoire économique de la période républicaine (1923 - 1950)], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2002 (1<sup>ère</sup> éd. 1982), p. 166.

<sup>75</sup> AA, *Türkische Staatsmänner, 1926 - 1936*, R 78552, rapport de l'ambassade allemande à Moscou, 9.02.1929.

<sup>76</sup> *Hayat* [La vie] est une revue fondée en 1926 par le ministère de l'Éducation nationale.

<sup>77</sup> *Hayat*, 2.06.1927 : « *Almanya ve Şark Alemi* ».

<sup>78</sup> Pendant la Guerre, comme nous l'avons mentionné, mais également après, puisque le *Servet-i Fünun* du 21 mai 1925 rapporte qu'il se trouve à Munich à cette date et qu'il tient un discours lors de la refondation du club turc local.

<sup>79</sup> Voir ci-après le chapitre sur l'éducation.

ne nous a pas été possible de déterminer s'il a étudié en Allemagne. Toutefois, sa connaissance de l'Allemagne et du système scolaire allemand nous le laisse penser.

Zeki Mesud traite dans cet article de l'intérêt culturel et politique de l'Allemagne pour l'Orient. Sur le plan culturel, il montre que l'Allemagne n'est pas complètement latine, et que sa civilisation mystique et romantique la pousse à s'intéresser à l'Orient :

« En Allemagne, écrit-il, l'idée selon laquelle la civilisation occidentale, issue de la tradition gréco-latine, ne suffisait pas à l'élaboration d'une civilisation universelle, et qu'il était nécessaire de s'intéresser à la valeur culturelle de la civilisation indo-chinoise, était déjà présente chez certains intellectuels avant la guerre ».

Ainsi, l'Allemagne devait jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident, en civilisant l'Orient, resté dans l'ignorance, et en « satisfaisant le nouveau type d'homme imaginé par les intellectuels allemands », pour lequel « la civilisation occidentale, fondée sur la raison et la logique, ne possédait pas le pouvoir et la profondeur nécessaire ». Après la guerre, poursuit Zeki Mesud, l'Allemagne, une fois vaincue, s'est retrouvée traitée par les vainqueurs « comme une nation mise au ban de l'humanité » et « (...) a commencé à douter de la valeur de la culture occidentale... Elle a attribué toutes les raisons des catastrophes à la culture latine », ajoutant : « Aussi longtemps que la France et ses alliés proclamaient qu'ils avaient vaincu l'Allemagne tant sur le plan matériel que sur le plan spirituel, il était naturel que les Allemands ne pussent pas se tourner vers la civilisation latine et classique qui était celle des ennemis... ». L'auteur de l'article cite alors Ernst Curtius : « La jeune Allemagne regardait vers l'Orient en tournant le dos à l'Occident... Elle se dirigeait vers la Russie, et même plus loin, vers l'Inde et la Chine...<sup>80</sup> ». Dans cet esprit, poursuit Zeki Mesud, l'Allemagne, cherchant les fondements de sa nouvelle culture dans « les traditions germaniques revivifiées d'un nouvel asiatisme », a créé une nouvelle sorte d'école pour enseigner la culture et l'histoire allemande, la *Deutsche Oberschule*<sup>81</sup>. L'auteur cite également Oswald Spengler et le Comte Hermann von Keyserling, deux philosophes qui remettent en cause la civilisation occidentale et qui ont effectivement connu un grand succès dans l'Allemagne des

<sup>80</sup> Ernst Robert Curtius (1866 – 1956) était professeur de littérature romane. Zeki Mesud ne précise pas de quel ouvrage il tire cette citation, qui provient en fait d'un article intitulé « Deutsch-französische Kulturprobleme », paru dans *Der neue Merkur* en 1921. Voir Fischer, Manfred S., « *Europa* » und « *das Nationale* » bei Ernst Robert Curtius : ein Essay, Aix-la-Chapelle, Fischer, 2000, p. 87. Curtius constate certes que l'Allemagne se détourne de la culture occidentale européenne, mais il regrette justement ce fait et s'engage pour une Europe unie, à l'inverse de Spengler par exemple.

<sup>81</sup> En 1925, le ministère prussien de l'Instruction Publique (sous la direction de l'orientaliste Carl-Heinrich Becker) avait effectivement eu pour projet de mettre en place des « *Deutsche Oberschulen* », censées mettre l'accent sur la culture et l'idéalisme allemands, à la différence des « *Gymnasien* » (lycées à enseignement humaniste) et des « *Realgymnasien* » (lycées qui offraient un enseignement des langues étrangères et des sciences).

années 1920<sup>82</sup>. Il évoque aussi l'intérêt prononcé en Allemagne pour le poète indien Tagore<sup>83</sup>, intérêt « que l'on n'observe nulle part ailleurs en Europe ».

Cherchant ensuite à établir un lien avec la politique allemande, l'auteur pose la question de savoir dans quelle mesure le comportement et la position que l'Allemagne endosse par rapport à l'Asie sont « bienveillants » : « Il est ingénu de chercher de la sympathie dans la politique... L'Allemagne veut jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident ». Ses intérêts, précise-t-il, sont nationaux et ne relèvent pas d'idéaux. Les deux premières années pendant lesquelles le traité de Versailles a été imposé avec violence, l'Allemagne a été en conflit avec l'Occident. À ce moment, elle a signé le traité de Rapallo avec la Russie et s'est tournée vers l'Orient. Puis le traité de Locarno lui a ouvert un nouveau champ d'action en Europe et elle s'est jointe au groupe occidental en entrant dans la SDN. Toutefois, note-t-il, cette indemnité spirituelle n'a pas suffi à l'Allemagne. L'Allemagne n'est donc pas, comme les autres pays impérialistes, pour préserver le *statu quo* en Europe et en Asie, au contraire, estime-t-il, elle est pour le changer, et « Locarno n'a pas pu complètement diriger l'Allemagne vers l'Occident ». En ce sens, le traité de Berlin signé avec les Russes « constitue l'un des points d'appui essentiels de la politique allemande ». Dans cette perspective, l'auteur de l'article est d'avis que l'Allemagne va gêner la politique des États qui possèdent des territoires en Asie, comme l'Angleterre, la France et la Hollande et qu'elle soutiendra les pays d'Asie qui veulent se libérer de l'Europe, concluant sur ces mots : « Le 10 février 1926 a été fondée à Berlin une association allemande qui a pour but de combattre la politique d'oppression dans les colonies. On voit que dans le conflit Orient – Occident, l'Allemagne souhaite un développement en faveur de l'Asie ».

Comme nous l'avons précisé plus haut, tout laisse penser que Zeki Mesud a un intérêt particulier pour l'Allemagne, qu'il connaît de près. En cela, il est certainement singulier dans le monde politique et intellectuel turc de l'époque. Mais Zeki Mesud n'est pas seulement un pédagogue qui écrit pour un public spécialisé, il est

<sup>82</sup> Spengler, dans son ouvrage *Le déclin de l'Occident*, montre que les grandes créations de l'esprit s'effacent progressivement au profit des conquêtes scientifiques et techniques, et que l'organisme vivant se sclérose en une organisation universelle abstraite. Le philosophe reprend la distinction entre la « culture », notion vivante et organique et la « civilisation », d'ordre intellectuel et impersonnel, qui aboutit au machinisme et à la mécanisation totale de la vie humaine. Keyserling, quant à lui, expose dans son *Journal de voyage d'un philosophe* sa doctrine de la polarisation, qui fait osciller le « cosmos de l'humain » entre d'une part l'interprétation magique et mystique de la vie par l'homme asiatique et d'autre part la pure « civilisation de l'intelligence » créée par l'homme américain. Seule la sagesse extrême-orientale, estime-t-il, peut promouvoir la renaissance de l'Europe. Keyserling donne en 1927 une conférence à l'Université d'Istanbul, qui est relatée par la presse, et à propos de laquelle l'ambassadeur allemand envoie un rapport dans lequel il note qu'elle a eu un très grand succès et qu'elle a fait l'objet d'articles élogieux dans presque toute la presse (AA, *Periodische Presse*, août 1925 – mars 1927, R 78560, 27.2. – 5.3.1927).

<sup>83</sup> Voir Chartier, Fabien, « Fascinant Tagore et enjeux politiques franco-allemands, Strasbourg / Darmstadt / Santiniketan ». In : Cluet, Marc (dir.), *La fascination de l'Inde en Allemagne 1800 – 1933*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, pp. 315 – 330.

aussi un journaliste, auteur d'un nombre important d'éditoriaux dans les grands journaux, en particulier à la fin de notre période, dans les années 1929 / 1933. À ce titre, ses idées ont peut-être eu une certaine audience. En tous les cas, nous serons appelés à le rencontrer plusieurs fois au cours de ce travail.

Pour le moment, il importe de retenir de ce chapitre que la position politique de l'Allemagne, dans les années 1920, non seulement ne constitue pas une menace pour la Turquie kémaliste, mais encore l'intéresse de près, en ce qu'elle ne fait justement pas partie des puissances impérialistes. Derrière l'indignation des kémalistes face à la politique réservée à l'Allemagne par les autres puissances apparaît le désir que finalement l'Allemagne ne se rapproche pas de l'Angleterre ou de la France. Locarno, sans nul doute, a fait craindre la formation d'un bloc occidental dont la Turquie aurait été exclue.



# Chapitre X

## Les relations économiques de la Turquie avec l'Allemagne

### 1. Le développement des relations jusqu'en 1929

#### *Les orientations économiques du Gouvernement kémaliste dans les années 1920*

« Les victoires militaires vont et viennent, tandis que les victoires qui durent sont les victoires économiques<sup>1</sup>. »

Après avoir combattu pour l'indépendance de la Turquie, les kémalistes doivent s'atteler à l'économie. Cette tâche, ils l'envisagent comme un nouveau combat, frontal. Partant du principe que ce qui fait la force des puissances européennes doit faire aussi celle de la Turquie, l'industrialisation leur apparaît évidente<sup>2</sup>. Parvenir au même niveau que ces dernières est perçue comme la seule solution pour, justement, ne pas dépendre d'elles : comme le met en valeur Ziya Gökalp en 1923 dans son ouvrage intitulé *Les principes du turquisme (Türkçülüğün esasları)*, l'industrialisation représente la condition nécessaire pour « devenir une nation moderne ». En ce sens, suivi sur ce point par les kémalistes, il refuse l'idée de la spécialisation agricole de la Turquie que défend l'opposition libérale<sup>3</sup>.

Dans les faits, la tâche est immense et demande d'énoncer des priorités. À ce titre, les kémalistes décident de privilégier les industries du sucre, du textile et du ciment dans le but de mettre en place une « politique de substitution aux importations<sup>4</sup> ». Pour développer l'offre de crédit à l'industrie, ils créent la Banque d'Affaires (*İş Bankası*) en 1924, une banque privée qui va jouer un rôle actif dans l'exploitation des mines de Zonguldak, la création de l'industrie sucrière et le développement des industries textiles. En 1925, ils promulguent également une loi spéciale accordant des facilités pour la création de sucreries, suivie deux ans plus tard d'une loi pour l'encouragement de l'industrie. Jusque dans la première moitié des années 1930, l'industrialisation est laissée à l'initiative privée. Pour autant, les kémalistes réfléchissent souvent au rôle que l'État pourrait jouer. Dès le Congrès économique d'Izmir en 1923, Mahmud Esad a évoqué la possibilité de l'étatisme. En 1925, au moment de la création de la Banque de l'Industrie et des Mines char-

---

<sup>1</sup> Discours de l'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha prononcé lors de la réunion annuelle de la chambre de commerce turque en Allemagne, publié dans la revue *Almanya'da Türk Ticaret Odası Mecmuası*, Février – mars 1929, N° 2 – 3, 2<sup>ème</sup> année, pp. 9 – 16, ici p. 14.

<sup>2</sup> Voir Georgeon, François, « Le problème de l'industrialisation de la Turquie au lendemain de la guerre d'indépendance (1923 – 1932) », *op. cit.*

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 27.

gée de prendre en charge les entreprises d'État léguées par l'Empire ottoman, certains évoquent la possibilité d'un capitalisme d'État sur les modèles japonais et prussiens, consistant à fonder des entreprises et à les revendre ensuite aux capitalistes locaux<sup>5</sup>. Mais dans les faits, jusqu'en 1929, l'étatisme ne reste encore qu'un projet.

En 1923, Ziya Gökalp, fidèle à ses principes d'économie nationale, a recommandé « l'application d'un système protectionniste ». Sur ce point, le traité de Lausanne, qui oblige les kémalistes à maintenir le tarif de 1916, apparaît comme une forte entrave, du moins le dénoncent-ils comme telle. Car en réalité, il n'est pas sûr que, sans cette clause du traité, ils auraient eu recours à des droits de douane élevés, réclamés certes par les industriels, mais pas par les commerçants, qui jouent à cette époque un rôle primordial dans la politique économique<sup>6</sup>.

En tous les cas, le projet d'industrialisation se heurte à de lourdes difficultés : après les années de guerre, la région égéenne et celle d'Istanbul ont subi des destructions, la main-d'œuvre se trouve réduite et l'échange de populations avec la Grèce a accentué le caractère agricole du pays : 70 à 80% de la population travaille en effet dans l'agriculture<sup>7</sup>. Dans ce secteur aussi, il y a beaucoup à faire : outre le problème des grands propriétaires terriens, qui nécessiterait une réforme agraire, l'agriculture doit être modernisée.

Au regard de ces données, les relations économiques de la Turquie avec les puissances européennes sont logiquement marquées par un fort déséquilibre : pour les pays européens, le commerce avec la Turquie est insignifiant. Au contraire, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie, mais aussi les États-Unis occupent une place primordiale dans les exportations et les importations de la Turquie. Avec la France, les échanges commerciaux sont élevés mais tendent à décroître. Après la guerre d'indépendance, ils ont connu une reprise jusqu'en 1926, mais dès l'année suivante, la Turquie achète moins à la France alors qu'elle importe globalement plus. En ce sens, la Turquie ne s'adresse pas en priorité à la France pour s'industrialiser<sup>8</sup>. En 1929, la France est le quatrième fournisseur de la Turquie, après l'Allemagne, l'Italie, et l'Angleterre, tandis que comme client elle est au troisième rang après l'Italie et l'Allemagne. Les raisons de cet état de fait sont multiples et de nouvelles recherches sur ce point seraient bienvenues. En tous les cas, elles tiennent pour une part à la nature des relations politiques que la France et la

<sup>5</sup> Tezel, Yahya S., *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tarihi*, *op. cit.*, p. 243.

<sup>6</sup> Georgeon, François, « Le problème de l'industrialisation de la Turquie au lendemain de la guerre d'indépendance », *op. cit.*, p. 29, et Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *1929 Dünya Buhurunda Türkiye'nin İktisadi Politikası Arayışları* [La Turquie à la recherche d'une politique économique dans la crise de 1929], Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1977, pp. 67 – 69.

<sup>7</sup> Voir Avarian, Albert, « Atatürk et les paysans à l'aube de l'ère industrielle ». In : Thobie, Jacques ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle*, *op. cit.*, pp. 39 – 46.

<sup>8</sup> Thobie, Jacques, « Une dynamique de transition », *op. cit.*, p. 116.



Turquie kémaliste entretiennent désormais. Tandis que les Français ont du mal à reconnaître la souveraineté des kémalistes<sup>9</sup>, eux-mêmes n'ont pas oublié la position dominante du capitalisme français dans l'Empire ottoman, ni ses conséquences. Les incompréhensions et les méfiances de part et d'autre ont joué un rôle certainement déterminant. Mais il faut dire aussi que la concurrence est forte : l'Italie, jusqu'en 1933, occupe le premier rang dans les exportations et le deuxième rang dans les importations turques. Sur ce point, les anciennes minorités commerçantes de l'Empire qui, après la guerre d'indépendance, s'installent dans des ports italiens comme Trieste, jouent un rôle de premier ordre<sup>10</sup>. Là encore, des recherches plus approfondies resteraient nécessaires.

### *Le développement des relations économiques avec l'Allemagne*

« On est amené à se demander si tous ces faits, parmi tant d'autres, ne sont pas la conséquence d'un accord secret entre l'Allemagne et la Turquie, le Traité d'amitié signé entre elles ne comportant aucune clause économique, et l'Allemagne ne paraissant pas pressée d'autre part de négocier un traité commercial<sup>11</sup>. »

Les Français, depuis la fin de guerre, ont leur attention fixée sur la politique allemande en Orient et ont le sentiment que l'Allemagne et la Turquie entretiennent des relations privilégiées, à tel point qu'ils supposent régulièrement l'activité d'espions ou l'existence de traités secrets. En 1929, alors que les échanges commerciaux entre la France et la Turquie sont en baisse, Margerie, revenant sur les succès allemands en Turquie, fera le parallèle avec l'avant-guerre et qualifiera cette politique de « fructueux particularisme<sup>12</sup> ».

La progression de l'influence économique de l'Allemagne est effectivement notable : en 1924, la part allemande dans le commerce extérieur turc est d'un peu plus de 11%. Cinq ans après, en 1929, elle s'élèvera à 15%, contre 12% pour la France, et l'Allemagne sera devenue le premier fournisseur d'Ankara<sup>13</sup>. Au total, un quart des importations de la Turquie viennent d'Allemagne, et un sixième de ses exportations vont vers l'Allemagne<sup>14</sup>. Par contraste, la proportion de la Turquie dans les importations et les exportations allemandes est très faible, pour ainsi dire insignifiante.

Ces relations économiques s'appuient sur une série de traités conclus dans la deuxième moitié des années 1920 : un an après la reprise des relations officielles,

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 148.

<sup>10</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Gerçekten Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, op. cit., 1982, p. 39.

<sup>11</sup> AMAE, Série E Levant, Volume 248, Jesse-Curely, gérant du Haut Commissariat de la République française en Orient, à Herriot, 25.08.1924

<sup>12</sup> AMEA, Série E Levant, Volume 248, rapport du 23.08.1929.

<sup>13</sup> Voir Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 106.

<sup>14</sup> Koçak, Cemil, *Türk-Alman İlişkileri*, op. cit., p. 94.

les deux pays signent un traité de commerce incluant la clause de la nation favorisée<sup>15</sup>, malgré les réticences initiales des kémalistes<sup>16</sup>. Ce traité est renouvelé en 1927 et 1930. En 1929 sont conclus à Ankara un traité d'arbitrage et de conciliation et un accord consulaire sur le règlement judiciaire des affaires civiles et commerciales. Enfin, une nouvelle convention de commerce est signée en juillet 1930 entre l'Allemagne et la Turquie par laquelle, accompagnée d'un protocole sur les paiements du 10 août 1930, la Turquie accorde des avantages tarifaires à l'Allemagne qu'elle n'a jusqu'alors octroyés qu'à la France. En septembre de la même année aboutissent les négociations en vue d'un traité d'extradition, qui reçoit l'approbation du Conseil des ministres le 17 novembre.

Le développement des relations économiques entre les deux pays s'appuie aussi sur les Turcs résidant à Berlin, qui fondent en 1927 une chambre de commerce et qui publient la même année *Almanya'da Ticaret Odası Mecmuası* [Revue de la chambre de commerce turque en Allemagne], complétée un an plus tard d'une édition en allemand (*Zeitschrift der türkischen Handelskammer für Deutschland*, puis à partir de 1929 *Die Türkische Wirtschaft, Organ der türkischen Handelskammer für Deutschland*).

La présidence de la Chambre turque de Berlin est assumée par Mehmed Mecdet bey, qui est par ailleurs délégué de commerce de la République turque à Berlin. D'après nos recherches, Mehmet Mecdet bey a étudié en Allemagne pendant la guerre et a obtenu son doctorat d'économie à Berlin en 1923/1924 sur le sujet « Les dettes étatiques de la Turquie et l'administration de la Dette Publique ottomane ». Nous ignorons cependant le reste de sa carrière. Ömer Celal [Sarç], dont nous avons commencé à évoquer le parcours, est quant à lui le secrétaire général de la Chambre et le rédacteur en chef de la revue. Un article publié dans le *Servet-i Fînnun* à son propos nous permet d'apprendre qu'il est parti en Allemagne en 1917, où il a d'abord passé son baccalauréat à Potsdam dans un *Real Gymnasium*, pour ensuite entrer à l'Université. L'armistice en Bulgarie l'aurait décidé, selon l'auteur de l'article, à étudier une « chose utile », l'économie. Après quatre semestres, en juillet 1922, il a obtenu son examen avec mention « très bien ». Pour compléter sa formation, il a été stagiaire à la Deutsche Bank de Berlin durant six mois, après lesquels il est retourné à l'université, où il a obtenu son doctorat sous la direction du professeur Werner Sombart<sup>17</sup>. Habib Edib [Törehan] et Mümtaz Fazlı sont également membres de la Chambre de commerce turque<sup>18</sup>.

La Chambre de commerce turque en Allemagne gagne rapidement une certaine importance : le 28 février 1929, la réunion annuelle des membres rassemble près de 150 invités, dont l'ambassadeur turc qui en est membre d'honneur. Cette

<sup>15</sup> La clause de la nation la plus favorisée est une disposition garantissant à des pays tiers des avantages commerciaux égaux à ceux dont bénéficie la nation la plus favorisée.

<sup>16</sup> Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters*, op. cit., p. 171.

<sup>17</sup> *Servet-i Fînnun*, 30.07.1925.

<sup>18</sup> Pour plus de renseignements sur leurs parcours, voir l'annexe biographique.

réunion constitue l'occasion de dresser un bilan de l'activité accomplie depuis la création<sup>19</sup>. Dans une longue allocution, Ömer Celal revient d'abord sur les efforts fournis par les membres de la Chambre pour établir des contacts avec les différentes institutions économiques de Turquie afin de réunir le plus d'informations possible, la difficulté étant que les statistiques du commerce extérieur ou les différents règlements de l'administration des douanes ou du ministère des Finances ne sont pas encore publiés. Finalement, il précise que c'est en établissant un contact étroit avec le ministère de l'Économie qu'un travail en commun a pu se réaliser avec les institutions économiques. En particulier, la Chambre est en relation avec l'Administration des Chemins de fer de l'État, la Direction générale des douanes et la Direction générale des Postes et des Télégraphes, qui informent la Chambre des nouveaux règlements, ainsi qu'avec un grand nombre de chambres de commerce, d'administrations des provinces et de mairies, qui lui envoient les statistiques d'importations et d'exportations. De cette manière, note-t-il, il est possible de transmettre des renseignements précis tant aux entreprises allemandes qu'aux commerçants turcs.

Ömer Celal met également en évidence la nécessité de s'appuyer sur des personnalités allemandes et turques actives dans le domaine des relations économiques entre les deux pays : « Pour cela, nous avons envoyé des circulaires en Turquie et en Allemagne, nous avons écrit des lettres et avons établi des contacts personnels. Aujourd'hui nous avons 79 membres honoraires. » Ainsi, il souligne l'importance d'entretenir des relations étroites avec le plus d'entreprises possible. Mais il se montre confiant, estimant qu'au fur et à mesure du développement économique de la Turquie, les relations avec l'Allemagne vont progresser.

La tâche principale de la Chambre est donc de renseigner ses membres sur la situation économique en Allemagne, sur les marchés allemands et sur les lois et les règlements allemands. Par ailleurs, la Chambre essaie de mettre en contact des entreprises turques avec des entreprises allemandes. Enfin, elle s'efforce de combattre la « propagande faite contre les produits turcs ».

L'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha tient lui aussi un discours dans lequel il souligne l'importance du développement économique de la nouvelle Turquie. Il met en évidence que désormais, ce sont en réalité « les ennemis, et non pas les Allemands, qui sont vaincus », ajoutant : « Par exemple tandis que l'économie française est en crise, l'économie allemande montre un développement brillant ». Si la guerre est bel et bien terminée, estime-t-il, « la guerre économique continue avec violence ». Dans ce combat, note-t-il, « je suis d'avis que nous pourrions profiter dans beaucoup de cas de nos amis allemands. La nation allemande est grande, elle est grande de par sa science, son savoir, son économie. Quant aux Turcs, ils ont une volonté de fer et de grands talents (...) ». Pour autant, il insiste sur le fait que

<sup>19</sup> Ce rapport est publié dans la revue *Almanya'da Türk Ticaret Odası Mecmuası*, Février – mars 1929, N° 2 – 3, 2<sup>ème</sup> année, pp. 9 – 16.

la Turquie doit réussir à exporter plus vers l'Allemagne, et que la Chambre de commerce joue sur ce point un rôle décisif en soutenant les organisations économiques de Turquie dans leur recherche de débouchés extérieurs. En contrepartie, conclut-il, le gouvernement turc doit soutenir matériellement la Chambre.

Durant cette réunion, Emin bey [Sazak], député de Eskişehir et grand propriétaire terrien qui se trouve alors en Allemagne, parle d'une forte activité économique en Turquie, tout en reconnaissant qu'il reste encore beaucoup à réaliser. Après avoir souligné l'amitié inébranlable entre l'Allemagne et la Turquie, issue de « l'amitié d'armes » pendant la guerre, il promet de s'engager, en Turquie, à attirer l'attention des cercles turcs sur la chambre de commerce de Berlin.

L'initiative de ces économistes formés en Allemagne est intéressante à plus d'un titre : d'une part, elle permet de mesurer quel chemin la Turquie doit encore parcourir sur le plan économique pour arriver aux buts que les kémalistes se sont fixés : Ömer Celal a mis en valeur l'absence de statistiques et de données fiables sur le commerce, le manque aussi d'institutions centrales lui permettant de collecter les renseignements nécessaires. Par ailleurs, cette initiative montre à quel point les relations économiques entre les deux pays dépendent de l'action d'individus. L'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha lui-même tient non seulement à souligner les réalisations de la Chambre de commerce, mais aussi la nécessité d'obtenir le soutien de l'État turc. Sur ce point, il resterait à étudier plus précisément les contacts entre cette chambre et le gouvernement turc, ainsi que le développement de la chambre de commerce elle-même.

### *Les premières commandes à l'industrie allemande*

L'Allemagne et la Turquie doivent avant toute chose régler le rachat par cette dernière du chemin de fer anatolien<sup>20</sup>. Par ailleurs, le gouvernement kémaliste a l'intention de développer son réseau ferroviaire ce qui, évidemment, intéresse l'industrie allemande. Sur ce point, Nadolny compte sur la bonne disposition de Behiç [Erkin], duquel il rapporte à la *Wilhelmstrasse* la nomination comme ministre des Travaux publics, parlant « de choix tout à fait heureux » et précisant que Behiç bey et Huguenin entretiennent de bonnes relations. Surtout, poursuit Nadolny, Behiç bey a le projet de nommer Meissner pacha<sup>21</sup> comme directeur d'une section de son ministère. L'ambassadeur ajoute : « On ne sait si cela pourra être possible, car le gouvernement turc ne permet pas volontiers que des étrangers as-

<sup>20</sup> Après des négociations conflictuelles en 1927, les deux parties parviennent à un accord en décembre 1928. Voir Koçak, Cemil, *Türk-Alman İlişkileri*, op. cit., p. 61.

<sup>21</sup> August Meissner a travaillé dès 1885 pour l'Empire ottoman. Après la première guerre mondiale, il est rappelé par le gouvernement turc en 1924 comme conseiller technique des chemins de fer de l'État turc et est responsable de la reconstruction de Haydar-Paşa. Voir l'annexe biographique à la fin de ce travail.

sument des postes de direction. Mais ce serait déjà très positif pour nos intérêts si Meissner était nommé conseiller à la section Construction<sup>22</sup> ».

Sous le ministère de Behiç [Erkin], en juin 1927, l'Allemagne et la Turquie signent le traité Berger, du nom de la firme de construction Julius Berger Tiefbau A.G., qui obtient la concession de la ligne de Kayseri à Ulukışla et celle de Kütaya à Balıkesir. Pour financer l'entreprise, des banques allemandes, sous la direction de la Deutsche Orientbank, forment un consortium et accordent un prêt à la Turquie, le premier que celle-ci a accepté d'une puissance étrangère. Dans ce prêt, une somme est destinée à l'achat de matériel roulant allemand<sup>23</sup>. Dans cette perspective, la visite de Behiç en Europe en septembre 1927 pour visiter les installations ferroviaires et les ateliers de production, n'échappe pas à la *Wilhelmstrasse*, qui note :

« Du côté allemand, nous avons un vif intérêt à ce que le ministre puisse voir le plus possible les installations modèles de l'administration allemande du chemin de fer (...). Si sa visite en Allemagne se déroule bien, on peut en attendre des effets positifs sur la participation de l'Allemagne aux livraisons turques qui promettent d'être importantes en matériel ferroviaire. Comme on le sait, presque toutes les commandes de ce type pour le chemin de fer anatolien et le chemin de fer de Bagdad étaient autrefois pour l'Allemagne. Mais depuis le contrat conclu avec un groupe suédois pour la construction de la ligne Angora – Eregli et Keller – Malatya, le Gouvernement turc a commandé ses livraisons à la firme suédoise ».

Un an plus tard, la démission de Behiç bey est notée avec regret par Nadolny, qui précise que celui-ci était plutôt bien disposé envers l'Allemagne et envers l'entreprise Julius Berger<sup>24</sup>. Mais le rapport ajoute que le nouveau ministre des Travaux Publics, Recep [Peker]<sup>25</sup>, auparavant ministre de la Guerre, « a pris en considération de manière notable les firmes allemandes dans la répartition des contrats pour l'industrie d'armement<sup>26</sup> ». En août 1930, toujours sous le ministère de Recep, l'Allemagne obtiendra un contrat de livraison pour des équipements spéciaux (wagons, rails, etc.) d'une valeur de 45 millions de marks.

En 1925, le gouvernement turc prend par ailleurs contact avec la « Junkers-Luftverkehr A.G. », avec laquelle il conclut un accord prévoyant la construction d'une usine aéronautique à Kayseri. Par cet accord, le gouvernement turc s'engage à acheter à l'Allemagne tout le matériel nécessaire jusqu'à la mise en service de cette usine, dont la construction est confiée à l'entreprise Philipp Holzmann & Co<sup>27</sup>. Malgré les difficultés financières de Junkers, qui font craindre un temps aux autorités allemandes l'abandon du projet, l'usine de Kayseri, la première usine aéronautique de Turquie, ouvre en octobre 1926.

<sup>22</sup> AA, Türkische Staatsmänner, 1926 – 1936, R 78552, rapport de Nadolny, 2.01.1926.

<sup>23</sup> Koçak, Cemil, *Türk – Alman İlişkileri*, op. cit., p. 59.

<sup>24</sup> AA, Türkische Staatsmänner, 1926 – 1936, R 78552, rapport de Nadolny, 24.09.1928.

<sup>25</sup> Sur cette personnalité, voir l'annexe biographique.

<sup>26</sup> AA, Türkische Staatsmänner, 1926 – 1936, R 78552, rapport de Grobba, 27.09.1927.

<sup>27</sup> Voir Koçak, Cemil, *Türk Alman İlişkileri*, op. cit., p. 68.

Par ailleurs, des négociations ont lieu avec Lufthansa et Junkers pour créer une ligne aérienne en Turquie. En fait, la concurrence entre les deux entreprises allemandes empêche la conclusion d'un accord jusqu'en 1930. Évidemment, la question est d'importance et la *Wilhelmstrasse* rêve déjà de lignes aériennes de Bagdad à l'URSS, à l'Inde et à l'Afghanistan. De plus, elle calcule que si l'affaire est conclue, la Turquie passera désormais ses commandes à l'Allemagne dans le domaine de l'aviation civile comme dans celui de l'aviation militaire<sup>28</sup>. Le 9 janvier 1930, le ministère de l'Intérieur turc et Lufthansa concluent finalement un accord qui autorise Lufthansa à ouvrir la ligne Berlin – Istanbul pour le service postal pour une durée de 20 ans.

L'Allemagne est également présente dans le domaine des livraisons d'armes, malgré l'interdiction du traité de Versailles, que les firmes allemandes (Krupp principalement) contournent en ayant recours à des firmes de couverture, suédoises ou hollandaises. Dès 1928 par exemple, deux sous-marins prévus pour la marine de guerre turque sont construits à Rotterdam, entièrement sous la direction de spécialistes allemands. La même année, la firme allemande Gutehoffnungshütte achève la construction d'une fabrique de laminoirs de laiton en Turquie. Un an plus tard, elle est chargée, soutenue par Nadolny, de la construction d'une usine de métal et de cylindres à Kırıkkale, ainsi que de celle d'une usine de fabrication d'accumulateurs pour sous-marins et torpilles à Gölcük (Golfe d'Izmit). Cette prise d'influence dans ce secteur permettra aux firmes allemandes d'obtenir en 1939 la construction du port de guerre de Gölcük.

En octobre 1927, un long rapport de la section Turquie du ministère des Affaires étrangères dresse un bilan du travail allemand en Turquie. Après avoir souligné l'intérêt politique de l'Allemagne « en une Turquie indépendante et qui lui soit politiquement bien disposée » et son intérêt économique « à trouver de nouvelles possibilités pour ses industries », l'auteur du rapport énumère les domaines dans lesquels le gouvernement turc demande la collaboration de l'Allemagne, qui concernent notamment le développement des ports de Mersin et de Samsun, la réorganisation de l'agriculture par l'envoi de spécialistes et d'un conseiller, la participation à la création d'une banque d'État et à la stabilisation de la monnaie turque, ou encore l'encouragement de la science turque par la prise en charge d'étudiants turcs et l'échange de professeurs. Ce rapport montre que les kémalistes avaient un programme établi des domaines dans lesquels ils avaient l'intention de s'adresser aux puissances : comme nous le verrons par la suite, ils solliciteront effectivement l'Allemagne sur la plupart des points énoncés. Ce document est également intéressant car il renseigne sur les points de friction entre les deux États :

« En prenant en compte le fait que nos forces économiques sont encore limitées et le risque qu'une participation politique et économique trop forte en Orient pourrait nous faire courir, écrit l'auteur, nous sommes prêts à continuer notre aide et notre collabora-

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 72 et suivantes.

tion, mais nous devons d'un autre côté exiger des Turcs qu'ils fassent plus de concessions dans certaines questions et qu'ils aplanissent certaines difficultés qui sont apparues depuis la reprise de nos relations il y a 3 ans et demi. Ces difficultés sont les suivantes : limitation insupportable de la liberté de circulation des diplomates, non considération des réclamations allemandes, limitation de circulation pour les Allemands en général (...), difficultés du commerce allemand par des mesures bureaucratiques pointilleuses des autorités douanières. Par ailleurs, deux affaires doivent être réglées depuis longtemps : le rachat du chemin de fer d'Anatolie, et le respect des engagements turcs par rapport à Junkers ».

Comme on le voit, les kémalistes, à cette date, ont des objectifs clairement énoncés. Par ailleurs, ils ont instauré un système de contrôle pointilleux, dans le souci toujours de prévenir les ambitions des puissances européennes, qui irrite les autorités allemandes. Dans cette perspective, malgré une constellation plutôt favorable, des difficultés concrètes existent.

## 2. L'impact de la crise économique en Turquie

« Le système économique individualiste et libéral est mort ; les hommes cherchent un nouvel ordre...<sup>29</sup> ».

La crise économique mondiale, les recherches récentes l'ont montré, se fait ressentir différemment selon les pays et devient générale en 1932 – 1933<sup>30</sup>. En Turquie, la baisse du prix des produits agricoles sur le marché mondial est sensible dès 1927<sup>31</sup>. Néanmoins, l'année 1929 n'est pas mauvaise, la production agricole ayant été bonne<sup>32</sup>. Par ailleurs, le gouvernement peut enfin augmenter les droits de douane, jusque là fixés par le traité de Lausanne, qu'il lie à la nécessité de protéger l'industrie nationale et de contrôler les importations<sup>33</sup>. S'il reste à déterminer plus précisément à partir de quel moment et comment la crise économique mondiale est perçue en Turquie, on sait déjà que dès le mois de mai 1929, un grand nombre d'articles dans les journaux (dans *La République* en particulier) font état, sur un ton particulièrement alarmant, de la perte de valeur de la Livre turque par rapport à la Livre anglaise<sup>34</sup>.

<sup>29</sup> « Fertçi ve liberal iktisat sistemi ölmüştür ; insanlar yeni bir nizam aramaktadır... ». Falih Rifki [Atay], *Moskova – Roma*, Istanbul, 1932, p. 11, cité in : Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Geçerken Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, *op. cit.*

<sup>30</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe*, *op. cit.*, p. 163 et suivantes.

<sup>31</sup> Emrence, Cem, « Turkey in Economic Crisis (1927 – 1930) : A panoramic Perspective ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 39, n° 4, octobre 2003, pp. 67 – 80.

<sup>32</sup> Voir Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *1929 Dünya Buhurunda Türkiye'nin İktisadi Politikası Arayışları*, *op. cit.*

<sup>33</sup> Thobie, Jacques, « une dynamique de transition », *op. cit.*, p. 117.

<sup>34</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *1929 Dünya Buhurunda Türkiye'nin İktisadi Politikası Arayışları*, *op. cit.*, p. 78.

Dès lors, la question des mesures à prendre pour protéger la Turquie de la crise occupe tous les esprits. Pour empêcher la dévalorisation de la monnaie, les dirigeants ont le projet de créer une Banque Centrale (*Merkez Bankası*) et décident de s'adresser au directeur de la *Reichsbank* Hjalmar Schacht<sup>35</sup>. Cet appel du gouvernement turc est fondé : en 1923, Schacht, en peu de temps, a réussi à stabiliser le mark au moment où l'Allemagne était dans une crise financière sans précédent. Par ailleurs, l'aide de cet économiste pourrait permettre de s'assurer un soutien plus grand de l'Allemagne<sup>36</sup>. Mais ce dernier, occupé par les négociations autour du plan Young, décline l'invitation tout en recommandant de s'adresser à l'économiste Karl Müller, qui arrive en Turquie en avril 1929.

Celui-ci, dans le rapport qu'il remet aux autorités kémalistes en janvier 1930, estime que les conditions actuelles ne permettent pas la création d'une banque centrale et propose de réaliser d'abord des économies dans les domaines des finances, de l'administration et des investissements (chemins de fer et défense nationale). Dans la même perspective, Schacht, qui établit également un rapport, met en évidence que la perte de valeur de la monnaie turque ne vient pas du fait qu'il n'y a pas de banque centrale, mais qu'elle est due aux trop hautes dépenses publiques. En ce sens, il propose de mettre en place un plan économique et financier quinquennal. Si ces rapports ne satisfont pas les autorités kémalistes, il semble qu'ils aient toutefois eu une influence sur le gouvernement qui décide, avant de créer une banque centrale en juin 1930, de renforcer la stabilité de la monnaie en fondant un consortium de banques<sup>37</sup>.

Par ailleurs, il s'agit désormais de trouver les moyens de réduire les importations et de développer les exportations. Parmi les mesures prises, une Société nationale d'économie et d'épargne (*Milli İktisat ve Tasarruf Cemiyeti*), dont Vedat Nedim [Tör] est le secrétaire général, est fondée dans le but d'inciter la population à acheter la production locale. Pour remplacer les importations par une production nationale, le ministre de l'Économie Şakir [Kesebir], pour sa part, établit un programme qu'il soumet au premier ministre İnönü en janvier 1930, dans lequel il préconise de s'appuyer sur le secteur privé. Ce programme ne convainc pas, mais certains diagnostics seront repris dans le plan quinquennal adopté en janvier 1934.

Au final, les plans et les propositions des années 1929 – 1930 n'ont pas suffi. Assez rapidement, les kémalistes envisagent donc de se tourner vers l'étatisme, qu'ils adoptent lors du congrès du CHF en 1931<sup>38</sup>. Mais ce premier pas ne résout

<sup>35</sup> Voir sur ce point : Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Para ve Kredi Sisteminin Oluşumunda bir Aşama : Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası* [Une étape dans la formation du système financier et de crédit : la Banque centrale de la République de Turquie], Ankara, Türkiye Cumhuriyet Bankası, 1997 (1<sup>ère</sup> éd. 1981).

<sup>36</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *1929 Dünya Buhurunda Türkiye'nin İktisadi Politikası Arayışları*, *op. cit.*, p. 110.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>38</sup> Voir à ce sujet Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Geçerken Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, *op. cit.*



pas la question fondamentale qui va occuper à partir de ce moment les kémalistes, dirigeants comme intellectuels, et qui concerne le degré d'intervention dont l'État doit disposer.

Au printemps 1932, İsmet İnönü se rend en URSS et en Italie, où il obtient deux prêts. Surtout, il est accompagné à Moscou par une délégation de spécialistes dont fait partie Ahmed Şerif [Önay], nommé entretemps à la Direction générale de l'industrie et du travail, qui visitent un grand nombre d'industries et qui étudient en détail le système de la planification économique soviétique<sup>39</sup>. À la suite de cette visite, une mission d'économistes et d'ingénieurs soviétiques arrive à Ankara.

En juillet 1932, le ministre de l'Économie Mustafa Şeref [Özkan], secondé activement par Ahmed Şerif, fait passer une série de lois allant dans le sens d'une plus grande intervention de l'État. Deux mois plus tard, il doit démissionner après qu'Ahmed Şerif a refusé à la *Türk İş Bankası* de fonder une usine de papier. Il est remplacé par le président de cette banque Celal Bayar, sous le ministère duquel le premier plan quinquennal sera mis en place.

On le voit, le concept d'étatisation n'est pas compris par tous de la même manière. Parmi les intellectuels kémalistes, le débat devient vite polémique, comme le montre l'histoire de la revue *Kadro*, fondée en 1932 par six publicistes et écrivains dont certains, comme Vedat Nedim et Burhan Asaf, se connaissent depuis leurs études à Berlin. Ces intellectuels, qui défendent la possibilité d'une troisième voie entre le socialisme et le libéralisme en s'inspirant, comme nous le verrons plus loin dans ce travail, des économistes allemands de la révolution conservatrice comme Werner Sombart, seront obligés d'arrêter la publication de leur revue en 1934, accusée de propagande communiste.

### 3. Vers une intensification des relations entre les deux pays

« So kann die türkische Wirtschaftskrisis noch von der deutschen Industrie ausgenutzt werden<sup>40</sup>. »

Le 27 mai 1930, les deux pays concluent un nouveau traité de commerce, complété par une convention signée en juillet 1930, par laquelle la Turquie accorde des avantages tarifaires à l'Allemagne qu'elle n'a jusqu'alors octroyés qu'à la France. En septembre de la même année aboutissent les négociations en vue d'un traité d'extradition, qui reçoit l'approbation du Conseil des ministres le 17 novembre<sup>41</sup>.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 138 et suivantes.

<sup>40</sup> Rapport de l'ambassade d'Ankara, 24 octobre 1932, cité in : Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 108 (« Ainsi, l'industrie allemande peut encore profiter de la crise économique turque »).

<sup>41</sup> *Ibid.*, pp. 100-101.

Entre 1929 et 1933, les échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Turquie progressent de manière significative : de 15%, la part de l'Allemagne dans les importations turques passe à un peu plus de 25%. À titre de comparaison, celle de la France passe de 10% à 6,5% et celle de l'Italie de 12,5% à 11,5%. Pour ce qui est des exportations, la part de l'Allemagne augmente sensiblement (de 13% à 19%) tandis que celle de la France baisse quasiment de moitié (12,5 à 6,5%) et que celle de l'Italie connaît également une forte régression (22% à 11,5%)<sup>42</sup>. À partir de 1934, la part de l'Allemagne progresse encore plus fortement<sup>43</sup>. Par contraste, il faut noter une nouvelle fois que la part turque dans les importations et les exportations allemandes reste insignifiante.

Alors que l'Allemagne continue d'importer de Turquie des produits agricoles, comme les raisins secs, les noisettes, les figues, le tabac ou le coton, elle exporte du fer et de l'acier qui constituent 28% de des importations turques en 1929, 53% en 1933 et 61% en 1935. En 1929, la part de l'Allemagne dans les importations turques de machines est de 30%, puis passe à 40% en 1933 pour se stabiliser dans les mois qui suivent autour de 30%. Les locomotives à vapeur et les machines pour le textile représentent la plus grande part des importations de la Turquie<sup>44</sup>. Le reste des importations turques d'Allemagne est composé de produits chimiques et pharmaceutiques, de produits électriques, de verre ou encore de papier<sup>45</sup>.

En 1931, la Turquie décide de soumettre ses importations au système des contingents, et exige que tout contrat qui porte sur des fournitures de l'étranger dépende d'un règlement compensatoire en produits turcs<sup>46</sup>. Cette décision est abordée par les autorités allemandes lors de la visite de Tevfik Rüştü pacha en Allemagne en février 1932, qui craignent qu'elle ne nuise aux échanges commerciaux. Mais assez vite, les Allemands décident de grouper les firmes importatrices par catégorie de produits et de leur accorder un monopole qui leur permettra de négocier avec les Turcs des échanges compensatoires.

Il reste encore difficile de déterminer les raisons pour lesquelles les échanges économiques entre la Turquie et l'Allemagne progressent de manière si rapide entre 1929 et 1933. Pour sûr, l'Allemagne fournit des efforts notables pour s'assurer le marché que la Turquie représente. Elle continue à être présente dans le domaine

<sup>42</sup> Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient, op. cit.*, p. 106.

<sup>43</sup> Nezihi, Hasan, *Die Gestaltung der deutsch-türkischen Handelsbeziehungen seit dem Lausanner-Friedensvertrag (1923) und die Möglichkeiten ihrer rationelleren Gestaltung in der Zukunft*, Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der Wirtschafts- und Sozialwissenschaftlichen Fakultät der Universität Köln, Köln 1937. Hasan Nezihi est né en 1908 à Istanbul. Parti étudier en Allemagne, il obtient son diplôme d'ingénieur en 1932 à Cologne, où il suit également une formation pour devenir professeur en école professionnelle. La thèse qu'il écrit en 1937 est empreinte de remarques antisémites.

<sup>44</sup> Hershlag, Zvi Yehuda, *Turkey. An Economy in Transition*, The Hague, Van Keulen, 1959, p. 134.

<sup>45</sup> Nezihi, Hasan, *Die Gestaltung der deutsch-türkischen Handelsbeziehungen, op. cit.*

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 107.

du chemin de fer, livre les machines et le matériel de construction nécessaire aux sucreries de Eskişehir et de Turhal<sup>47</sup>, équipe aussi la Turquie en machines agricoles, d'autant comme nous allons le voir, qu'elle envoie de plus en plus d'experts agronomes. Par ailleurs, l'Allemagne accepte sans trop de difficultés le système des contingents que la Turquie a mis en place depuis 1931, parvenant même à en profiter. Le premier plan quinquennal, qui donne la priorité à l'industrialisation, contribue également à augmenter fortement les importations turques d'Allemagne en fer et en acier, ainsi qu'en machines pour le textile<sup>48</sup>. Enfin, et sur ce point une analyse comparative s'imposerait, la progression de l'influence allemande est aussi révélatrice de la baisse des échanges avec la France ou la Grande-Bretagne.

Dans cette perspective, les relations s'intensifient encore : l'Allemagne et la Turquie concluent en août 1933 un protocole sur les échanges de marchandises et le trafic des paiements, ainsi qu'un accord de compensation entre la Reichsbank et la Banque centrale turque, complétés par la suite par de nouveaux protocoles. En Allemagne, la politique économique de Schacht, qui instaure un contrôle de l'État sur le commerce extérieur, facilite les relations avec les pays qui, comme la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan, ont mis en place des monopoles étatiques en matière de commerce. Les échanges d'État à État offrent ainsi une garantie aux entrepreneurs<sup>49</sup>. La Turquie se lie donc de plus en plus à l'Allemagne, dont elle dépend dans beaucoup de secteurs. Par ailleurs, Hitler ayant dès 1935 mis fin aux interdictions de livrer des armes stipulées par le traité de Versailles, Krupp retrouve rapidement un marché en Turquie<sup>50</sup>.

Les kémalistes pour leur part engagent un certain nombre d'éminents spécialistes qui ont fui l'Allemagne hitlérienne, comme le conseiller allemand au ministère de l'Économie, Max von der Porten<sup>51</sup>. Pour les scientifiques allemands, pouvoir continuer à exercer leur profession et participer au développement de la Turquie constitue évidemment une occasion qu'ils ne refusent pas. Les kémalistes, de leur côté, peuvent profiter des conseils de ces experts, sans craindre que ceux-ci n'en profitent pour servir les intérêts de leur propre pays. Il serait évidemment intéressant d'essayer de déterminer en quoi les dirigeants turcs ont ou non perçu le danger d'une telle politique, sachant qu'ils essaieront de prendre leurs distances avec le Reich avant la Deuxième Guerre mondiale.

<sup>47</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Geçen Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, op. cit., p. 148.

<sup>48</sup> Nezihi, Hasan, *Die Gestaltung der deutsch-türkischen Handelsbeziehungen*, op. cit.

<sup>49</sup> Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 113.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 123.

<sup>51</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Max von der Porten und die Entstehung der staatlichen Wirtschaftsunternehmen in der Türkei*, Istanbul, Friedrich Ebert Stiftung, 1993. Les auteurs soulignent qu'il reste difficile de déterminer combien d'experts allemands ont alors travaillé au ministère de l'Économie (plus d'une dizaine semble-t-il) et combien de temps ils y sont restés.



# Chapitre XI

## Les relations culturelles : politique d'État et réception de la culture allemande

### 1. *Le développement de la politique culturelle allemande*

« Wir können und müssen dieses durch den türkisch-arabischen Trennungsstrich dem speziell unserem Einfluss offen stehenden Osten zugefallene Land der französisch-romanischen Kultur streitig machen und uns darin auch kulturell unseren Platz erobern<sup>1</sup> ».

Au regard de l'importance politique et du potentiel économique que représente la Turquie, les autorités allemandes comptent sur le développement d'une influence culturelle. Sur ce point, la situation est assez identique à celle d'avant la guerre, et l'influence française sert à nouveau de référence. Il faut dire que les relations culturelles entre la France et la Turquie continuent à occuper une place de choix : la langue française reste largement dominante et la France a pour elle quelques turcologues particulièrement bien formés qui souvent conseillent le Quai d'Orsay<sup>2</sup>. En 1926, les deux pays signent un accord culturel, à la suite duquel des professeurs français sont envoyés dans les facultés de sciences. Surtout, les intellectuels continuent à lire en priorité les ouvrages scientifiques français et la littérature française en général.

La concurrence reste donc rude pour Nadolny qui, comme ses prédécesseurs, croit fortement au principe selon lequel « le commerce suit la langue ». À ce titre, son attention se dirige en priorité vers la presse, l'enseignement de l'allemand et la diffusion de la culture allemande au sein de l'université. À ses yeux, toute manifestation constitue l'occasion d'affirmer la qualité de la culture allemande et il n'hésite pas à désigner la musique elle-même comme « un bon moyen de propagande<sup>3</sup> ».

Pour autant, les autorités allemandes doivent compter avec la méfiance des kémalistes. Par ailleurs, malgré les efforts de Nadolny, les liens culturels, en réalité, se situent à un autre niveau et obéissent à d'autres critères que ceux qu'il est en mesure de prendre en considération.

---

<sup>1</sup> AA, Politische und kulturelle Propaganda, Februar 1924-November 1935, R 78578, Nadolny au ministère des Affaires étrangères, 28.01.1928 (« Nous pouvons et devons concurrencer la culture franco-latine dans ce pays qui, distinct du monde arabe, est exposé à l'influence que nous exerçons à l'est, et donc y conquérir aussi notre place dans le domaine culturel »).

<sup>2</sup> Voir en particulier Bazin, Louis, « Atatürk et la turcologie française ». In : Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis, *La Turquie et la France*, *op. cit.*, pp. 17 – 26.

<sup>3</sup> AA, Politische und kulturelle Propaganda, Februar 1924-November 1935, R 78578, Nadolny au Ministère des Affaires étrangères, 28.01.1928

*La presse*

Le domaine de la presse, comme nous l'avons vu, a joué un rôle important dans la politique culturelle de l'Allemagne avant la guerre. Nadolny, à peine installé à l'ambassade, envisage la création d'un journal allemand, qui, ainsi qu'il l'explique à la *Wilhelmstrasse*, « servirait d'un côté la propagande économique et culturelle, et qui d'un autre côté représenterait une source d'informations pour les Allemands de Constantinople et de toute la Turquie<sup>4</sup> ». Si le ministère des Affaires étrangères donne son plein accord à ce projet, il précise toutefois qu'il ne dispose pas de moyens suffisants pour le financer. Nadolny s'adresse alors aux milieux industriels allemands ayant des intérêts en Turquie en soulignant le fait qu'au-delà de l'utilité d'une telle démarche pour les Allemands de Turquie et le développement de la langue allemande, le journal « servira essentiellement les intérêts économiques en Turquie ». Devant le peu de réaction des milieux visés, l'ambassadeur réadresse une demande à la *Wilhelmstrasse*, qui finalement accepte de financer le salaire du rédacteur en chef et d'assumer une garantie de perte pour deux ans. Nadolny parviendra par la suite à intéresser certains industriels allemands au *Türkische Post*, de façon cependant limitée<sup>5</sup>.

Si les buts de Nadolny et de ses collaborateurs rappellent ceux d'avant-guerre, la situation est cependant fortement différente, notamment parce que les grands industriels ne suivent plus systématiquement les initiatives « culturelles » officielles. L'ambassadeur se trouve alors obligé de faire appel plusieurs fois à son ministère pour remédier au problème financier. Par ailleurs, les objectifs du *Türkische Post*, qui sont, au début du moins, de servir les intérêts économiques de l'Allemagne non seulement en Turquie, mais aussi au-delà<sup>6</sup>, s'avèrent assez vite irréalistes.

Dans l'ensemble, les numéros contiennent, outre des informations économiques ponctuelles, une chronique de faits divers et des informations pratiques, des articles sur les changements en Turquie et sur le comportement des puissances de l'Entente à son égard, qui soulignent chaque fois l'impérialisme de ces dernières et le sort commun de l'Allemagne et de la Turquie<sup>7</sup>. Comme il l'avait annoncé dans son programme, le *Türkische Post* ne s'aventure pas à juger la politique de la Turquie. Il ne fait par exemple presque aucun commentaire sur le procès des Jeunes Turcs de 1926. Par ailleurs, le but annoncé dans le premier numéro, à savoir l'approfondissement des liens avec l'ensemble de la région, sera abandonné très rapidement.

Dans les faits, il apparaît assez rapidement que le *Türkische Post* ne constitue pas une mesure suffisante. En tous les cas, aucun des journaux turcs que nous avons

<sup>4</sup> Cité par Dahlhaus, Friedrich, *Möglichkeiten und Grenzen auswärtiger Kultur- und Pressepolitik*, op. cit., pp. 255-256.

<sup>5</sup> Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters*, op. cit.

<sup>6</sup> *Die Türkische Post, Tageszeitung für den Nahen Osten*, Probenummer 1, 17.05.1926.

<sup>7</sup> Nous avons consulté les années 1926 et 1927 au *Deutsches Archäologisches Institut* d'Istanbul.

consultés ne s'y réfère, à l'inverse de l'*Osmanischer Lloyd* durant la période jeune-turque. Exercer une influence directe sur la presse turque reste donc le moyen le plus sûr pour développer une représentation positive de l'Allemagne, d'autant que les kémalistes suivent en détail les publications allemandes sur la Turquie et n'hésitent pas à protester chaque fois qu'un article négatif est publié. C'est d'ailleurs dans cette perspective que les correspondants permanents des grands journaux allemands à Istanbul décident d'organiser un banquet en mars 1927, auquel ils invitent des journalistes connus – en particulier Mahmud [Soydan] et Yunus Nadi – et des personnalités politiques, comme le préfet de la ville. Le conseiller de l'ambassade Moltke, qui assiste à ce dîner, rapporte ainsi :

« Comme la presse turque reprend souvent des articles hostiles de quelques petits journaux allemands et en font la critique, il était nécessaire de montrer que les grands journaux allemands qui ont ici des représentants permanents sont pro-turcs (...). Le banquet a eu un effet positif en ce que les Turcs ont dû reconnaître que la presse allemande suivait avec grand intérêt les événements en Turquie et qu'aucun pays européen n'entretenait autant de correspondants permanents en Turquie que l'Allemagne<sup>8</sup>. »

L'événement fait l'objet d'un article dans le *Servet-i Fünun*<sup>9</sup>, dans lequel Ahmed İhsan revient d'abord sur la visite par des journalistes allemands du front de Çanakkale en 1917, à l'issue de laquelle Enver avait invité les journalistes à Istanbul à un banquet dont la richesse, précise Ahmed İhsan, au lieu de provoquer l'admiration hôtes allemands, les avait choqués. Cette fois, dix journalistes allemands sont venus, au même hôtel que dix ans auparavant, observer la révolution turque. Durant le banquet, le doyen des journalistes allemands von Mach et celui des journalistes turcs Ahmed İhsan tiennent chacun un discours, relatés par ce dernier. Le premier à parler est von Mach, qui insiste sur l'importance du métier de journaliste, et sur le rôle de la presse, qui est d'être un intermédiaire entre les nations. En ce sens, il présente les journalistes allemands, représentants de la nation allemande, comme étant désireux de travailler au renforcement des liens entre les deux nations. Il rappelle également combien les sentiments de la nation allemande pour la nation turque et pour Mustafa Kemal sont chaleureux, et avec quelle joie les Allemands ont suivi les victoires et les grands succès politiques des kémalistes.

« De la même manière, poursuit-il, nous observons avec un intérêt amical le combat que vous menez contre les éléments qui veulent retarder le développement de la nouvelle Turquie. Comprendre à ce propos les succès et les difficultés, les expliquer à nos lecteurs allemands, faire partager à la presse les soucis des Turcs en apportant des éclairages sur le progrès en Orient... Voilà en quoi consiste notre fonction. »

Le journaliste ajoute toutefois : « Notre devoir est aussi d'apporter des critiques sérieuses et amicales. Nous demandons que l'on ne nous fasse pas de difficultés,

<sup>8</sup> AA, Pressewesen Türkei, 1926 – 1936, R 78558.

<sup>9</sup> *Servet-i Fünun*, 17.03.1927.

mais au contraire des facilités. » Sans s'attarder sur ce point, le journaliste continue son discours en assurant son auditoire du fait que la nation allemande est prête à soutenir les efforts entrepris par les kémalistes, et que tous les partis politiques en Allemagne désirent « la victoire de la jeune Turquie sur les ennemis intérieurs et extérieurs ». Dans cette perspective, conclut-il, « la nation allemande ne permettra pas une initiative dirigée contre la Turquie ».

En réponse à ce discours centré sur les relations entre les deux pays, le discours d'Ahmed İhsan est limité à la Turquie :

« Vous êtes venus ici pour voir de près la libération turque, la grande révolution turque... Voyez, approchez-vous, analysez et vous comprendrez que le grand Gazi, dont vous avez évoqué le nom avec respect auparavant, a sauvé les Turcs de la chute grâce au combat national, tout comme, en tant que guide de la grande révolution, il sauve les Turcs du Moyen Âge et c'est pour cela que, libre de tout sentiment de soumission ou d'intérêt, je dis qu'en quarante ans de journalisme, les deux dernières années, durant lesquelles j'ai vu la confirmation de toutes les nouveautés que j'avais toujours imaginées, ont été les plus heureuses ».

Pour s'assurer une influence sur la presse, la *Wilhelmstrasse*, à cette date, soutient sans doute certains journaux turcs. Nous savons que l'ambassade allemande transmet des articles au *Servet-i Fünun*, en échange certainement d'une aide matérielle. En septembre 1929, un rapport de Berlin note par ailleurs la présence dans la capitale de Yunus Nadi, qualifié de « très pro-allemand », précisant qu'il aurait l'intention lors de son séjour en Allemagne d'obtenir une participation du capital allemand à son édition et qu'il veut également mener des négociations avec le fabricant d'imprimeries de Frankenthal<sup>10</sup>. Ce point mériterait d'être approfondi car il pose la question de l'influence étrangère exercée sur la presse turque, à un moment justement où les kémalistes cherchent pourtant à s'affranchir du poids des « puissances ».

### *Les institutions scolaires et universitaires*

Comme avant la guerre, la prédominance de l'influence culturelle française en Turquie continue de soucier fortement les autorités allemandes. Quelques mois après la reprise des relations officielles avec la Turquie, en novembre 1924, Nadolny rapporte ainsi à son ministère que le professeur de sociologie à la Sorbonne Célestin Bouglé a tenu huit conférences à l'Université d'Istanbul, qui, selon ses termes, constituent « une publicité pour la science française ». Ce professeur, souligne-t-il, a été reçu par Herriot avant de quitter Paris, et a été accueilli par l'ambassadeur français à Istanbul. Selon Nadolny, « de manière tout à fait élégante », Bouglé, se référant à Saint-Simon, Proudhon ou encore Jaurès, a défendu la thèse « selon laquelle la France, dans la lutte intellectuelle qu'elle mène, ne combat pas seulement

<sup>10</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Juli 1928 – Juni 1933, R 78487.



pour elle-même, mais pour toute l'humanité ». L'ambassadeur allemand se montre particulièrement irrité par le fait que le sociologue ait ce faisant « donné l'apparence de louer la science allemande tout en insérant ici et là des attaques déguisées contre elle et contre la mentalité allemande en général ». Nadolny ajoute que lors d'un autre exposé tenu devant l'Union française, il a « essayé de prouver que la France était à l'origine de l'idée de la Société des Nations et que le peuple français était fondamentalement pacifique et anti-impérialiste<sup>11</sup> ». Pour l'ambassadeur allemand, il s'agit donc là d'une « incessante pénétration culturelle » qu'il faut absolument combattre.

À ce titre, il appartient à l'Allemagne de gagner une influence dans le domaine scolaire et universitaire en se concentrant sur le développement de la langue allemande, la formation d'étudiants turcs en Allemagne et l'université. Pour autant, les autorités allemandes savent que le domaine scolaire est un point sensible pour les kémalistes et observent avec attention les tensions entre les gouvernements français et turc à propos des écoles confessionnelles. Reprenant une idée développée dès avant la guerre, Nadolny estime donc que l'apprentissage de la langue allemande ne sera désormais possible que dans les écoles turques, les écoles allemandes n'étant que pour les écoliers de nationalité allemande :

« La politique scolaire turque tend clairement à limiter de plus en plus les écoles étrangères. Je me permets de rappeler le projet de loi qui veut interdire aux Turcs de fréquenter les écoles étrangères jusqu'à la fin de l'âge obligatoire de scolarité. Il s'agira ainsi d'empêcher, avec le temps, la propagande scolaire directe telle que les Français la pratiquent avec leurs 33 écoles à Constantinople. Ce qui veut dire que le développement de la connaissance des différentes langues étrangères dépendra moins dans l'avenir du nombre d'écoles étrangères enseignant dans ces langues que de l'espace que chacune de ces langues pourra conquérir dans le programme d'enseignement des écoles turques. Même si les Français entrent dans cette nouvelle concurrence avec un avantage dû à leur propagande éducative pratiquée depuis deux générations et ainsi à l'habitude que l'on s'est faite de leur langue, on peut cependant dire que les conditions générales actuelles sont plutôt à notre avantage, et cet avantage se laissera d'autant mieux exploiter que nous saurons le reconnaître et miser sur lui<sup>12</sup>. »

Quelques mois plus tard, il précise : « Vu l'état d'esprit nationaliste du Gouvernement turc, il apparaît exclu que des écoles allemandes de propagande puissent comme avant servir à l'enracinement de la langue allemande. Au contraire, les écoles allemandes en Turquie ne seront plus dans l'avenir que mises à la disposition des besoins allemands ». Il propose donc d'engager des enseignants allemands dans les grandes villes de Turquie qui donneraient des cours privés et essaieraient de donner des cours d'allemand dans les écoles turques, ainsi que des cours du soir. Les villes prévues sont Izmir, Samsun, Adana et Ankara<sup>13</sup>. À Istan-

<sup>11</sup> AA, Politische und kulturelle Propaganda, Februar 1924-November 1935, R 78578, Nadolny au ministère des Affaires étrangères, 23.11.1924.

<sup>12</sup> *Ibid.*, 26.02.1925.

<sup>13</sup> *Ibid.*, 23.09.1926.

bul, des cours sont dispensés au Foyer Turc (*Türk Ocağı*), au St. Georg Kolleg, à l'école St. Benoît, et à l'Association des anciens étudiants turcs en Allemagne<sup>14</sup>.

L'université représente également un moyen privilégié de développer une influence culturelle. Pour concurrencer l'influence française, Nadolny met en évidence la nécessité de mettre en place un lectorat. Il souligne que l'ambassade, ainsi que des professeurs allemands, ont réussi à établir des contacts proches avec plusieurs personnalités enseignant à l'université, qu'il ne nomme malheureusement pas. Il propose également d'offrir des ouvrages de médecine à la faculté de médecine et d'envoyer des médecins turcs ou des étudiants à l'Institut de médecine tropicale de Hambourg.

### *La turcologie*

Nadolny suit également de près le développement de la turcologie en Turquie. Sur ce point, il rapporte en septembre 1925 le souhait de Hamdullah Suphi, alors ministre de l'Éducation, de se procurer les ouvrages allemands parus dans ce domaine et précise que ce dernier a en particulier « évoqué un ouvrage sur le Turkestan chinois de von Kock<sup>15</sup> ». Nadolny poursuit : « Le ministre a certes employé le terme 'acheter', mais j'aimerais conseiller que ces livres soient offerts. Comme cette conversation le montre, l'intérêt pour la recherche en turcologie est ici très soutenu, et comme nous pouvons offrir beaucoup dans ce domaine aux Turcs, il faudrait profiter sans délai de l'occasion qui se présente pour mener une collaboration scientifique silencieuse (*eine stille, wissenschaftliche Arbeit herbeiführen*)<sup>16</sup> ».

Mais en réalité, le sujet échappe à l'ambassadeur, qui le connaît mal : les liens qui se créent entre la turcologie allemande et turque sont le fait de rencontres sur lesquelles l'ambassadeur n'a aucun contrôle. L'Autrichien Paul Wittek ainsi que les Allemands Theodor Menzel et Wilhelm Bang-Kaup ont participé au Congrès de Bakou sur la langue turque en février – mars 1926, qui a certainement été l'occasion d'approfondir les relations avec le représentant turc Köprülüzade Mehmed Fuad. Celui-ci estime d'ailleurs dans un article de la revue *Hayat* en 1927 que la turcologie est plus développée en Allemagne qu'ailleurs<sup>17</sup>. Lors de la mort de von Le Coq, Hamdullah Suphi tient un discours aux Foyers turcs saluant les travaux du scientifique, tandis que Köprülüzade et Hamit Zübeyr, qui a suivi les cours de Bang-Kaup en 1924, publie des articles en sa mémoire<sup>18</sup>. D'après les revues que nous avons consultées, il semble que les turcologues turcs et allemands se

<sup>14</sup> *Ibid.*, 28.01.1928.

<sup>15</sup> Il s'agit en fait du spécialiste de l'Asie centrale Albert von Le Coq. Cette erreur montre que Nadolny, en fait, ne maîtrise pas le domaine dans lequel il veut pourtant à tout prix assurer une influence de l'Allemagne.

<sup>16</sup> AA, Türkei, Kunst und Wissenschaft im Allgemeinen, R 78472, 21.09.1925.

<sup>17</sup> « Türkiyat âleminde » [Dans le monde de la turcologie]. In : *Hayat*, 1.12.1927.

<sup>18</sup> *Türk Yurdu*, août 1930, n° 32 – 226.

connaissaient bien. Il est sûr en tout cas qu'ils n'avaient pas besoin de l'intermédiaire de l'ambassade.

Nadolny suit également avec attention le projet de changement d'alphabet pour écrire la langue turque, sérieusement évoqué par les kémalistes à partir de 1926 – 1927<sup>19</sup>, et auquel les puissances européennes donnent un caractère politique. La France en particulier espère que le système français sera choisi, et l'ambassadeur français entreprend même des démarches en ce sens, y voyant une manière de renforcer l'influence culturelle française<sup>20</sup>. En septembre 1926, Nadolny rapporte pour sa part à son ministère que l'adoption d'une transcription facilitant aux Turcs l'apprentissage des langues romanes – en particulier le français – constituerait un désavantage pour l'Allemagne, ajoutant : « J'essaie de peser, dans la mesure où une prise d'influence est vraiment possible, pour la transcription hongroise (...). La transcription allemande ne peut évidemment pas être envisagée sérieusement<sup>21</sup> ».

En fait, les kémalistes poursuivent un autre but : celui de créer un nouvel alphabet qui soit national et donc se distingue des alphabets latins utilisés dans les langues européennes<sup>22</sup>. À ce titre, ils introduisent de nouveaux signes ou reprennent des signes auxquels ils donnent une autre valeur, créant ce qu'ils appellent un « alphabet turc d'origine latine ».

Une fois la nouvelle transcription connue, les Anglais comme les Allemands se montrent soulagés. Ces derniers, d'ailleurs, ne manquent pas de relever que pour les voyelles, la graphie utilisée rappelle celle de l'allemand. Ainsi, Nadolny note dans un long rapport en novembre 1928 :

« Du côté allemand, il me semble que nous pouvons être satisfaits de cette mesure. De par la transcription qu'elle a choisie, la Turquie a sans aucun doute effectué un pas décisif – et, comme les autorités compétentes me l'ont assuré, parfaitement conscient – pour s'éloigner du cercle français et se rapprocher du cercle est-européen influencé en priorité par l'Allemagne. Ce fait est à notre avantage. Il serait peut-être possible d'envisager en outre de rassembler tous les peuples qui écrivent de la même manière que les Allemands (*alle die Völker deutscher Schreibart*) dans un Congrès – qui cependant ne serait pas, autant que possible, sous direction allemande, afin d'éviter toute critique impérialiste – et d'adapter les orthographes de manière à ce que chacun puisse lire de manière relativement correcte la langue de l'autre. En tous les cas, je recommande de veiller à ce que l'introduction du nouvel alphabet en Turquie soit traitée dans la presse allemande. Les journaux français en ont jusqu'ici beaucoup plus parlé que les journaux allemands<sup>23</sup> ».

Tout comme l'ambassadeur français avait naïvement espéré faire adopter le système français, Nadolny veut pour sa part croire que la transcription choisie signi-

<sup>19</sup> Voir Georgeon, François, « Des caractères arabes à l'alphabet latin : un pas vers l'Occident ». In : *ibid* : *Des Ottomans aux Turcs*, *op. cit.*, pp. 199 – 221.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 210.

<sup>21</sup> AA, Einführung des lateinischen Alphabets in der Türkei, R 78624, 19.09.1926.

<sup>22</sup> Georgeon, François, « Des caractères arabes à l'alphabet latin... », *op. cit.*, p. 210.

<sup>23</sup> AA, Einführung des lateinischen Alphabets in der Türkei, R 78624, 5.11.1928.

fie un rapprochement de la Turquie vers les pays de l'est européen. Le congrès qu'il prévoit ne semble en tous cas pas avoir eu lieu. Évidemment, l'ambassadeur n'a aucune forme d'influence sur cet événement, qui répond aux préoccupations nationales des kémalistes. Par contre, comme nous allons le voir ultérieurement, dans la question de la réforme de la langue turque, l'unification de l'Allemagne et le développement de la langue allemande sont régulièrement évoqués par les intellectuels turcs.

### *L'archéologie*

Après la reprise des relations officielles, les archéologues allemands, qui ont leur propre section archéologique à Istanbul, veulent fonder un institut reconnu par les autorités turques. À la fin de l'année 1927, alors que le projet se précise et que l'ambassade allemande l'approuve, les responsables savent qu'ils doivent faire preuve de tact pour convaincre les autorités kémalistes. À ce titre, ils s'efforcent habilement de trouver des alliés. Ils ont certes déjà Halil Edhem, mais celui-ci n'entretient apparemment pas de très bonnes relations avec Ankara. En ce sens, ils comptent aussi sur Köprülüzade Mehmed Fuad, auquel ils attribuent, sur proposition du directeur de la section archéologique à Istanbul Martin Schede, le titre de docteur honoraire de l'Université de Heidelberg. L'ambassade soutient fortement cette initiative, rapportant à Berlin :

« Fuad bey fait partie de ces quelques professeurs d'université turcs qui ont une réputation scientifique. Ses efforts pour travailler avec les milieux scientifiques allemands sont connus. Il est aussi très respecté dans les cercles du pouvoir et dans les milieux universitaires turcs (...). L'octroi d'un grade académique allemand à Fuad bey agirait certainement sur son comportement futur par rapport à la science allemande et contribuerait pour une grande part à ce que la science allemande prenne pied en Turquie et qu'ainsi la jeunesse soit orientée dans le sens allemand pendant ses études<sup>24</sup>. »

En fait, il semble que le caractère politique de cette démarche n'ait pas échappé à certaines personnalités kémalistes, qui font le lien avec le projet allemand de créer un institut archéologique<sup>25</sup>. Apparemment, une polémique sur l'attribution de ce titre a lieu dans le monde universitaire, qui mériterait d'être retracée plus précisément, mais qui semble avoir été à nouveau à l'ordre du jour quelques années plus tard, comme en témoigne la publication en septembre 1931 d'un article de Mustafa Nermi dans *La République* intitulé « La question de la Science ». L'article ne revient malheureusement pas sur les détails de l'affaire, mais sa lecture nous permet au moins de comprendre que l'attribution du titre de docteur est critiquée

<sup>24</sup> AA, Akten betreffend politische und kulturelle Propaganda, Février 1924 – Novembre 1935, R 78578, Moltke au Ministère des Affaires étrangères, 12.05.1927.

<sup>25</sup> AA, Deutsche Botschaft Ankara, Archäologisches Institut 1927 - 1929, N° 743, Martin Schede à l'ambassade allemande, 28.08.1927.

par certaines personnalités, peut-être sur fond de querelle franco-allemande. Mustafa Nermi note ainsi :

« Le titre honoraire que Keuprulu Zaded Mehmed Fouad bey a obtenu de l'Université de Heidelberg constitue un grand honneur pour le pays de Turquie. Il faut bien savoir, en effet, que les universités allemandes n'accordent le grade de doctorat honoraire qu'à des hommes qui possèdent de très vastes connaissances. Tous les professeurs orientalistes des universités du Reich savent très bien que chacune des œuvres littéraires de Mehmed Fouad bey est une thèse de doctorat de la plus haute importance. Ce sont les études originales de Fouad bey qui lui ont valu précisément le titre de docteur honoraire. Les instituts scientifiques du Reich accordent aussi, sans doute, le titre de doctorat à des personnes riches qui se distinguent par leurs libéralités, mais ils sont particulièrement difficiles vis-à-vis des hommes de science proprement dits. Il nous semble que celui de nous qui a obtenu le premier le titre de doctorat honoraire d'une université étrangère, c'est le savant turc Fouad bey...<sup>26</sup> ».

Le fait que Mustafa Nermi termine son article en mettant en évidence, sans opérer de liens très clairs avec le propos de son article, la nécessité pour l'université turque de ne pas se contenter de la seule connaissance du français et de ne pas être « un office de traduction » indique à notre avis que cette polémique a trait, aussi, à un conflit d'influence entre l'Allemagne et la France.

Pour le moment, les autorités allemandes s'appuient aussi sur le directeur des musées au ministère de l'Éducation Mübarek, à propos duquel le *Servet-i Fünun* rapporte le 3 mars 1927 qu'il a été élu membre du conseil de l'Institut archéologique de Berlin et qu'il a « reçu son diplôme de l'ambassade allemande en personne ». Il leur faut, aussi, présenter la recherche allemande en archéologie comme novatrice, désireuse de s'orienter vers l'Anatolie intérieure. À ce sujet, le *Servet-i Fünun* du 4 août 1927 livre la traduction, après une courte introduction, d'un article écrit par l'historien spécialiste de l'Antiquité Eduard Meyer pour le *Deutsche Allgemeine Zeitung* certainement transmis par l'ambassade allemande<sup>27</sup>. L'article en question passe en revue les différentes civilisations qui ont vécu en Anatolie, des Hittites aux Byzantins. Surtout Eduard Meyer met en valeur le fait que les scientifiques étrangers se sont, jusqu'à la guerre, limités aux régions occidentales de l'Anatolie et que très peu d'entre eux se sont aventurés dans l'intérieur des terres. Par ailleurs, regrette l'auteur, la plupart des recherches sont menées avec l'Institut scientifique d'Athènes, « comme si la Turquie était une colonie de la Grèce ». Par rapport à cela, Meyer souligne le fait que les conditions de recherche ont changé sous la nouvelle Turquie : « La nation turque, après un combat violent pour son indépendance intérieure et extérieure, s'est assurée une place solide parmi les nations civilisées ». En outre, ajoute-t-il, la science turque progresse chaque jour, et ce pays mérite beaucoup plus d'attention. En conclusion, il plaide pour une collaboration scientifique

<sup>26</sup> *La République*, 11.09.1931.

<sup>27</sup> « Eski devirlerde Anadolu » [L'Anatolie dans les temps anciens]. In : *Servet-i Fünun*, 4.08.1927.

des chercheurs européens avec les chercheurs turcs. Le *Servet-i Fünun* commente l'article de la manière suivante : « Les scientifiques européens ont l'habitude d'observer les civilisations anciennes avec les yeux de Rome ou de la Grèce (...). Le professeur Meyer donne aux Turcs leur place dans le monde scientifique et invite tous les scientifiques à travailler avec nous. Cela constitue l'un des fruits de notre marche pour la civilisation ».

L'article, sans nul doute, a de quoi intéresser les intellectuels kémalistes qui cherchent à développer les recherches sur l'Anatolie. Mais il semble que certains d'entre eux l'aient accueilli avec suspicion et l'aient mis en parallèle avec l'attribution du grade de docteur à Köprülüzade Mehmed Fuad<sup>28</sup>. Le fait que les Allemands ont besoin d'appuis pour l'institut archéologique qu'ils veulent fonder ne passe décidément pas inaperçu.

Pour autant, les autorités turques ne sont pas opposées à la création d'un institut archéologique. Soucieuses d'en tirer profit, elles posent toutefois comme conditions que la bibliothèque soit à disposition des Turcs, que l'institut mène des recherches dans le domaine de l'histoire turque en association avec des chercheurs turcs, et que deux étudiants en archéologie, choisis par le ministère de l'Éducation turc, soient envoyés chaque année en Allemagne<sup>29</sup>. Dans les négociations avec le gouvernement turc, Köprülüzade semble avoir joué un grand rôle, ainsi que Martin Schede le souligne :

« En tous les cas, nous serons redevables de ce développement sans accroc au soutien de Fuad, d'autant qu'Halil, malgré tout le respect dont il fait l'objet, a de mauvaises relations personnelles avec Ankara, et l'on peut dire que rarement une chose a autant valu la peine que l'attribution du grade de docteur honoraire à Fuad<sup>30</sup>. »

Le 23 décembre 1928, le ministère des Affaires étrangères à Ankara informe l'ambassade d'Allemagne que « le gouvernement de la République turque a accueilli favorablement la proposition du gouvernement du Reich tendant à créer un institut archéologique à Istanbul et [qu'] il se fera un grand plaisir de lui accorder l'hospitalité et les facilités nécessaires pour l'accomplissement de son travail ». Il précise que « l'institut aura principalement à fonctionner en étroite collaboration avec les institutions scientifiques turques et à les associer à ses publications ; il devra être ouvert à toutes les personnes s'intéressant à l'archéologie et il sera permis au public de profiter de la bibliothèque qui y sera installée ».

Il faut noter qu'à peu près au même moment, la France fait également des démarches pour fonder un institut archéologique, et que les négociations sont conflictuelles avec les autorités turques, qui refusent l'extraterritorialité que réclament les Français. Comme l'on s'en doute, l'ambassade allemande suit de près

<sup>28</sup> AA, Archäologisches Institut, Deutsche Botschaft, Ankara 743, lettre de Martin Schede à l'ambassade allemande, 28.08.1927.

<sup>29</sup> Voir Dahlhaus, Friedrich, *Möglichkeiten und Grenzen auswärtiger Kultur- und Pressepolitik*, op. cit., p. 264.

<sup>30</sup> AA, Deutsche Botschaft Ankara, Archäologisches Institut, 1927 – 1929, Ankara 743.

l'initiative française, et informe la *Wilhelmstrasse* du fait que le professeur Albert Gabriel, qui deviendra le premier directeur de cet institut, et Martin Schede entretiennent des relations « excellentes » ce qui, note l'auteur du rapport, « est très important, ne serait-ce que pour éviter que les Turcs ne dressent un institut contre l'autre<sup>31</sup> ». Sur ce point, malgré les conflits politiques qui opposent l'Allemagne et la France en Turquie, le réflexe d'avant-guerre, selon lequel la solidarité entre les « puissances » constitue un principe fondamental, semble encore fonctionner, du moins en façade. Dans les faits, les rapports de Martin Schede à l'ambassade allemande ne se privent pas de critiquer les disfonctionnements français.

En tous les cas, au début de l'année 1929, Nadolny envoie un rapport bien plus optimiste sur la question de l'influence culturelle que cinq ans auparavant : après être revenu sur les manifestations culturelles françaises dont il précise qu'elles sont plutôt bien accueillies, il fait toutefois remarquer que les kémalistes se montrent de plus en plus méfiants à cause des écoles religieuses. Surtout, il note un changement d'orientation dans le domaine de la science, dans lequel, selon lui, les Turcs estiment de plus en plus profitable de s'appuyer sur l'Allemagne et d'envoyer plus d'étudiants se former en Allemagne. Enfin, il souligne la tension politique entre la France et la Turquie, tension qui, observe-t-il, nuit au prestige de la France. Selon Nadolny, la Turquie est en train de se rendre compte qu'en réalité la France est faible, surtout par rapport à l'Angleterre. Par ailleurs, ajoute-t-il, « la politique française, avec ses petites ergoteries et son égoïsme passe à côté de la compréhension nécessaire de la situation ici, et souffre par exemple de la politique assurée de Mussolini ». Il est donc temps, selon lui, « d'exploiter cette baisse du rayonnement français ». Mettant en valeur les efforts développés par l'Italie dans la politique scolaire notamment, il conclut :

« Pour nous, la situation actuelle se présente de telle manière que d'un côté la position culturelle de la France est en train de vaciller et que l'Italie essaie plus que jamais de gagner du terrain, et que de l'autre côté le penchant pour l'Allemagne, et le fait d'être prêt à s'appuyer sur nous culturellement est en train de se confirmer (...) Nos méthodes de propagande sont plus modernes que les méthodes françaises et conviennent bien à la situation d'ici<sup>32</sup>. »

Nadolny, comme nous venons de le voir, est sans conteste un ambassadeur fortement engagé, présent tant sur la scène économique que culturelle. Ses efforts pour développer les relations culturelles sont réels, mais restent évidemment superficiels. À ce titre, même s'il fait tout pour les faciliter, il n'a pas d'emprise réelle sur les décisions des kémalistes dans les nominations d'experts étrangers : l'appel à un pédagogue allemand pour organiser l'enseignement professionnel, l'envoi d'étudiants en Allemagne, la décision de confier la construction de nombreux bâtiments à Ankara à des architectes allemands, ou encore celle de faire venir des experts alle-

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> AA, Türkei, Kunst und Wissenschaft im allgemeinen, R 78472, 26.02.1929.

mands dans le domaine de l'agronomie – qui mènera à la fondation du célèbre *Yüksek Ziraat Enstitüsü* (Haut Institut d'agronomie) – ne sont pas la conséquence de la politique culturelle menée par Nadolny et la *Wilhelmstrasse*. Ces initiatives sont le fait des kémalistes, et répondent à d'autres critères, que nous essaierons de déterminer ultérieurement.

Pour l'heure, il faut noter que pour la première fois, le gouvernement turc, avec les moyens dont il dispose, envisage lui aussi de développer une image positive de la Turquie.

## 2. La propagande kémaliste en faveur de la « nouvelle Turquie »

Au printemps 1926, le journaliste Mahmud [Soydan], alors à Berlin, fait paraître un éditorial dans le *Hakimiyet-i Milliye* intitulé « Contre la Turquie<sup>33</sup> », dans lequel il revient sur la parution d'un article grec dans la presse allemande critiquant violemment la Turquie à propos de la question du patriarcat<sup>34</sup>. Après avoir plusieurs fois insisté sur l'influence de ce genre d'articles sur l'opinion européenne, Mahmud explique qu'il a échangé sur ce point avec plusieurs personnalités allemandes et que celles-ci ont certes déclaré que même ceux qui ne connaissaient pas la Turquie ne croyaient pas ce genre de propos, mais qu'il fallait bien reconnaître que ce genre d'article incitait les entrepreneurs et les hommes d'affaire au doute et à la circonspection. Les pays qui n'ont pas vaincu la Turquie par les armes, commente Mahmud, cherchent à la vaincre par « l'oppression économique » et y travaillent de toutes leurs forces. À ce titre, conclut-il, « Nous devons suivre les événements pas à pas et faire en sorte qu'ils obéissent à la clairvoyance et à l'entendement. (...) Les Français disent que vouloir c'est pouvoir. Mais il faut avant tout savoir vouloir. »

En fait, cet article n'a rien d'original : les journalistes de cette époque sont nombreux à dénoncer la représentation erronée que l'Europe se fait de la Turquie. Suivant avec une attention particulière les publications concernant leur pays, les publicistes et les dirigeants sont d'avis qu'il leur faut lutter contre ce qu'ils désignent être une « propagande ennemie ».

L'une des possibilités de faire connaître la Turquie telle qu'ils se la représentent est de faire paraître des articles dans la presse étrangère. C'est notamment ce que fait Yunus Nadi en publiant un article dans le *Berliner Tagblatt*, paru aussi dans la *République* le 18 octobre 1929, et intitulé « La collaboration de la Turquie avec l'Europe ». La Turquie, y met Yunus Nadi en évidence, constitue « un véritable prolongement de l'Europe vers l'Orient ». À ce titre, il écrit :

<sup>33</sup> Mahmud : « Türkiye Aleyhinde ». In : *Hakimiyet-i Milliye*, 3.05.1926.

<sup>34</sup> En 1924, le patriarcat grec a été expulsé d'Istanbul, ce qui a donné lieu à de forts conflits entre les deux pays.



« La meilleure et la plus juste idée que doit se faire l'Europe de la Turquie nouvelle consiste (...) à constater et à reconnaître que nous avons adopté telle quelle la civilisation européenne et que nous avons décidé de collaborer avec l'Europe matériellement et moralement pour pouvoir atteindre le même niveau de progrès le plus rapidement possible. »

Le journaliste revient sur l'Empire ottoman, qui n'était pas en état, avance-t-il, de « concevoir une collaboration effective et véritable avec l'Europe ». Cependant, il note que les pays européens eux-mêmes, « qui ne visaient que leurs capitulations et leurs intrigues continuelles », n'ont jamais envisagé de collaborer avec l'Empire : « Les capitaux n'arrivaient en Turquie jusqu'à ces derniers temps encore que comme instrument de politique, et la Turquie devenait alors un champ d'intrigue et de compétition pour les grands pays d'Europe ». La Turquie, précise Yunus Nadi, a besoin de l'Europe et des Européens, qui eux-mêmes « doivent réaliser les bénéfices légitimes qui leur reviennent pour leur collaboration avec nous », précisant : « La Turquie accepte ce point et l'applique consciencieusement sans donner sa préférence à aucun pays ». Mais, ajoute-t-il, « si nous considérons la prodigieuse prospérité de l'Allemagne, qui n'est en somme que le fruit de sa science et de sa technique merveilleuses, nous sommes amenés à conclure que nous pourrions profiter encore plus de la culture allemande ». Plaidant pour un développement des relations culturelles et économiques entre les deux pays, il souligne que le Japon lui-même « tient aujourd'hui encore à s'instruire en Allemagne beaucoup plus que dans les autres pays de l'Europe ».

Yunus Nadi a écrit cet article pour un journal allemand et, en connaisseur des usages politiques, ne manque pas de souligner l'intérêt de la Turquie à entretenir des relations privilégiées avec l'Allemagne. Toutefois, derrière les formules d'usage, il est intéressant de remarquer que Yunus Nadi attribue la force de l'Allemagne aux seuls résultats de « sa science et sa technique merveilleuse ». En ce sens, l'Allemagne est une nouvelle fois présentée comme un pays européen sans les caractéristiques latines communes aux autres.

Pour les kéralistes, il est donc fondamental que l'Europe approuve les réformes et loue les transformations entreprises, qu'elle reconnaisse en somme la Turquie comme faisant partie d'elle. Pour ce faire, il leur faut ainsi contrôler l'image que la Turquie doit donner.

Dans cette perspective, l'exposition internationale de la presse à Cologne en 1928 – à l'époque où Konrad Adenauer en est le maire – constitue une occasion que saisissent Yunus Nadi et Habib Edib. Sur cet événement, nous disposons de deux rapports au contenu très semblable trouvés aux Archives de la République à Ankara, qui nous permettent de commencer à reconstituer comment la Turquie a été représentée à cette exposition. D'après ces deux rapports, Yunus Nadi a mis en place une mission pour préparer le projet, dont, à part Habib Edib, les autres membres ne sont malheureusement pas nommés. Yunus Nadi et Habib Edib mettent tous deux en évidence l'importance de l'événement – désigné par la presse se-

lon ce dernier comme étant « une seconde société des nations » – l’effort fourni par la ville de Cologne et, surtout, l’énorme potentiel que cette exposition représente pour faire de la propagande, le but essentiel selon eux de cette manifestation. La Turquie, notent-ils de concert, a besoin de se faire connaître. Habib Edib écrit ainsi :

« Bien que notre pays ne se trouve pas sur un continent lointain, il continue à être vu comme au Moyen Âge, même par les gens de science. Les impressions provenant des Mille et Une Nuits et aussi certaines publications rancunières contribuent malheureusement à faire très peu connaître la véritable Turquie au monde<sup>35</sup>. »

Pour tenter de remédier à cela, Habib Edib rapporte qu’il a suivi attentivement les préparatifs des autres pays, en particulier ceux de la Suède et de la Norvège, et qu’il a décidé de publier une brochure en essayant de présenter la Turquie « d’une manière qui ne soit pas ennuyeuse et que tout le monde puisse comprendre, selon deux parties intitulées aujourd’hui et hier », et en montrant combien « le sultanat et la religion ont constitué un facteur important de la catastrophe d’hier » pour ensuite décrire « la révolution qu’a faite notre grand Gazi et ses résultats ».

Yunus Nadi, pour sa part, précise que « 43 pays du monde civilisé ont loué un emplacement et travaillent autant que possible à faire de la propagande sur eux-mêmes ». Outre la brochure conçue par Habib Edib intitulée « *Die Türkei von gestern und heute* » et éditée en 10 000 exemplaires, dont 500 ont été envoyés à des personnalités allemandes, Yunus Nadi a également commandé des œuvres choisies à Istanbul et des exemplaires de quotidiens et de revues. Le pavillon turc, loué aux mêmes conditions que l’Autriche, c’est-à-dire à moitié prix, a été conçu « à l’orientale » (*şark uslubunca*)<sup>36</sup>.

La représentation que les kémalistes cherchent à cette époque à donner de la Turquie est donc celle d’un pays qui a définitivement tourné le dos au passé, à la religion et au sultanat, qu’ils désignent comme étant responsables de la chute de l’Empire ottoman. Il est intéressant de noter le caractère oriental du pavillon, qui s’inscrit dans le mouvement de renaissance de l’architecture nationale issu des années 1910. Ce mouvement sera remis en cause vers 1927 et complètement supplanté par le modernisme à partir de 1931<sup>37</sup>.

En 1930, une exposition internationale sur l’hygiène et la santé est organisée à Dresde. Là aussi, les kémalistes y voient l’occasion « de mener une large propagande culturelle<sup>38</sup> ». Le *Vakit* publie à ce sujet un article intitulé « La Turquie à

<sup>35</sup> Cumhuriyet Arşivi / Archives de la République, Rapport de Habib Edib au ministère des Affaires étrangères d’Ankara, 4.06.1928.

<sup>36</sup> Cumhuriyet Arşivi / Archives de la République, rapport de Yunus Nadi au Ministère des Affaires étrangères, 15.07.1928.

<sup>37</sup> Voir à ce sujet Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building. Turkish Architectural Culture in the Early Republic*, op. cit. Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre consacré aux experts allemands.

<sup>38</sup> « Dresden hıfızsızsihha sergisinde Türk dairesi » (Le pavillon turc à l’exposition d’hygiène de Dresde). In : *Akşam*, 7.07.1930.

l'exposition de Dresde. Le pavillon turc n'est en rien derrière les pavillons européens<sup>39</sup> », soulignant la fierté que provoque la visite du stand turc, « qui est l'œuvre d'une nouvelle génération ». Mettant en valeur que cette « génération idéaliste » n'a pensé qu'à la « santé » et à la « science », le journaliste regrette qu'il n'ait pas été fait plus de place à l'aspect économique, notant : « Certaines nations n'ont fait que de la publicité pour leurs salles de bain et n'ont montré que leurs lieux de cure. Nous aurions pu aussi faire cela. Nous aurions pu montrer comment nos raisins et nos figues sont préparées de manière 'saine' », ou, ajoute-t-il, exposer « quelques vues de Yalova » et montrer « la qualité de nos eaux de source ». Malgré ces critiques, le journaliste insiste sur le succès de cette exposition et la joie d'y voir le drapeau turc flotter.

Deux ans plus tard, en mars 1932, la Turquie participe également à l'exposition internationale du livre et du graphique de Leipzig. Cette fois, l'organisation est assumée par Vedat Nedim, qui a l'occasion de prononcer un discours lors d'un banquet réunissant les représentants de la presse locale et étrangère, dans lequel il revient sur la différence entre l'ancienne et la nouvelle Turquie, déclarant :

« Tout comme il est impossible de mélanger de l'huile d'olive et de l'eau, il est impossible d'unir l'ancienne Turquie à la nouvelle. L'homme malade est mort. Entre les deux, il y a un fossé. Il y a une chute et une reconstruction (...). D'un pays de sultan et de calife moyenâgeux et asiatique est sorti un État moderne et laïque<sup>40</sup>. »

Soulignant que « la Turquie du Gazi est désormais un élément de culture dans le monde », il évoque également la révolution technique qu'elle entreprend, et son désir de passer d'un pays agricole à un pays industriel. Mettant en évidence que la Turquie a encore des moyens financiers limités, il souligne qu'elle constitue « un marché important pour les pays industriels et en même temps un pays d'investissement prometteur pour le capital étranger », précisant :

« Mais avec une seule condition : vivre et faire vivre... Les expériences que nous avons faites avec les affaires qui assuraient un gain limité à un seul côté nous ont coûté cher. Nous achetons avec plaisir et nous voulons toujours plus acheter. Mais en même temps, nous voulons vendre et toujours plus vendre. Car vous savez que la capacité d'un pays à acheter est proportionnelle à sa capacité de vendre. Ainsi, notre participation à l'exposition de Leipzig est l'exemple le plus vivant de notre volonté de renforcer de cette manière nos liens économiques avec les autres nations ».

L'initiative fait l'objet d'un article élogieux dans le *Hakimiyet-i Milliye* du 20 mars 1932, qui nous permet d'apprendre que Vedat Nedim a également parlé à la radio de Leipzig. Par ailleurs, la *Milli İktisat ve Tasarruf Cemiyeti* a édité sept brochures à distribuer aux visiteurs, dont l'une portant sur l'idée d'une union économique turco-allemande (*bir türk-alman pazar ittihadi*) qui, selon l'auteur de l'article, a rencontré un grand succès dans la presse allemande.

<sup>39</sup> « Dresden sergisinde Türkiye. Türkiye pavyonu hiç bir Avrupa pavyonundan geri değildir ». In : *Vakit*, 27.07.1930.

<sup>40</sup> Discours cité dans *Kadro*, avril 1932.

### 3. *L'intérêt culturel pour l'Allemagne*

Comme nous venons de le voir, les relations politiques et économiques entre l'Allemagne et la Turquie ont rapidement repris et bénéficient d'une conjoncture plutôt favorable. Avec prudence, Nadolny réussit à ce que l'Allemagne soit également présente sur la scène culturelle, comme en témoigne le succès de la création de l'institut archéologique. Cela étant, en quoi la culture allemande intéresse-t-elle les intellectuels turcs eux-mêmes ?

#### *Le nationalisme et la langue allemande*

Avant la Première Guerre mondiale déjà, certains intellectuels turquistes avaient insisté sur l'histoire de l'unification allemande. Dans les années 1920, cet intérêt est approfondi et de longs articles sont consacrés au développement de la langue allemande. Ainsi, dans la revue *Resimli Gazete*, Ahmed Hikmet [Müftüoğlu], après avoir critiqué la qualité des traductions (en fait partielles) du Coran en turc, rappelle le rôle de Luther et de sa traduction de la Bible en allemand :

« Les Évangiles avaient déjà été traduits avant en allemand. Mais ces traductions étaient grossières et insuffisantes. Luther voulait une traduction dont le style soit ouvert, la compréhension facile, l'expression agréable. Ce n'était pas simple. Car l'allemand, au 16<sup>ème</sup> siècle, n'était toujours pas unifié ».

Ajoutant que Luther a recueilli les mots de la rue, il conclut : « Grâce à la traduction des Évangiles, les Allemands n'ont pas seulement découvert leur religion, ils ont aussi appris leur langue (...). Luther a à la fois créé une nouvelle religion, une nouvelle nation et une nouvelle langue (...)»<sup>41</sup>.

En 1926, le même auteur fait également paraître un article dans la revue *Türk Yurdu* intitulé « À propos de notre langue turque<sup>42</sup> », dans lequel il écrit « qu'aujourd'hui, la langue allemande, qui est la langue de la science et de la philosophie, est plus riche que les autres langues européennes. Pourtant, cette langue est restée pauvre jusqu'au 16<sup>ème</sup> siècle ». Il rappelle ainsi que même pour les termes les plus courants, les Allemands utilisaient des mots français, et que Luther, puis Goethe, Schiller, Kant, Schelling et Fichte ont contribué à faire progresser la langue allemande littéraire, philosophique et scientifique. À ce titre, il souligne la nécessité de remplacer les mots étrangers dans la langue turque par des mots turcs, rappelant que « le turc n'est pas une langue pauvre, elle est une langue mal-aimée ».

<sup>41</sup> Ahmed Hikmet (Müftüoğlu), « Kuran-i Kerim Tercümesi Münasebetiyle » [À propos de la traduction du Coran]. In : *Resimli Gazete*, 18.10.1924. Cité in : Kaplan, M. (éd.), *Atatürk Devri Fikir Hayatı II* [La vie intellectuelle à l'époque d'Atatürk], Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1981, pp. 19 – 22.

<sup>42</sup> Ahmet Hikmet (Müftüoğlu), « Türkçemize Dair ». In : *ibid.*, pp. 41-44.

C'est dans la même perspective que Hasan Cemil introduit les écrits de Herder, qui, dans la deuxième moitié du 18<sup>ème</sup> siècle, a mis en valeur le lien entre la langue et la nation<sup>43</sup>. Il présente également les écrits de Fichte dans deux articles publiés dans la revue *Türk Yurdu*<sup>44</sup> et, surtout, les traduit pour la première fois sous le titre *Fichte et les Discours de Fichte* en 1927<sup>45</sup>. Hasan Cemil est un ancien militaire, qui a été envoyé en Allemagne dès 1900 et qui a été attaché militaire de l'ambassade ottomane à Berlin pendant la Première Guerre mondiale<sup>46</sup>. De l'Allemagne, il a ramené un fort intérêt pour sa langue et sa culture. Ses articles sur Fichte sont à notre avis les premiers à citer des extraits des *Discours à la nation allemande*, dont il retient avant tout l'espoir qu'ils sont censés avoir donné à la nation allemande<sup>47</sup>, soulignant particulièrement l'idée de renouveau, de révolution et la nécessité d'une nouvelle éducation qui soit nationale. Même si une étude plus poussée sur ce point reste nécessaire, la lecture de Hasan Cemil des *Discours* nous semble très kémaliste, l'exemple allemand servant à nouveau de justification aux transformations de la nouvelle Turquie.

Une fois la réforme de l'alphabet accomplie, les kémalistes, encouragés par son succès, s'attachent à réformer la langue elle-même, dans l'idée de la « turquifier » pour la rendre nationale<sup>48</sup>. En 1928 paraît dans la revue *Milli Mecmua* un article intitulé « Comment turquifierons-nous notre langue ? »<sup>49</sup>, dans lequel l'auteur souligne la nécessité d'une langue qui soit comprise par le peuple et s'adresse à lui. Ce faisant, il se réfère à l'exemple allemand :

« Goethe, Schiller, Heine, qui comptent parmi les poètes les plus grands du monde aujourd'hui, sont lus et compris par le peuple. Dans leur langue, il n'y a aucun mot que le peuple ne connaît pas. C'est pour cela qu'elle est nationale et belle. Nous voulons aussi des poèmes écrits si ce n'est avec la même profondeur, au moins de la même manière ».

L'auteur regrette ainsi qu'il faille apprendre trois langues « non pas pour comprendre les œuvres anciennes, mais même pour comprendre les œuvres du *Ede-*

<sup>43</sup> Hasan Cemil, « Lisan ve Edebiyat » [Langue et littérature]. In : *Türk Yurdu*, octobre et novembre 1928.

<sup>44</sup> Hasan Cemil, « Fichte'nin Hitabeleri » [Les discours de Fichte]. In : *Türk Yurdu*, juin et juillet 1925. Voir aussi juin 1928 et février 1929.

<sup>45</sup> Hasan Cemil, *Fichte ve Fichte'nin Hitabeleri*, Ankara, Türk Ocakları Matbaası, Türk Ocakları Hars Neşriyatı 8, 1927.

<sup>46</sup> Voir l'annexe biographique à la fin de ce travail.

<sup>47</sup> En réalité, il semble que ces *Discours* ne soient devenus un fondement de la littérature nationale allemande qu'au moment de la commémoration du centenaire de sa naissance, en 1862, sous l'impulsion de Treitschke.

<sup>48</sup> Voir Aytürk, İlker, « Turkish Linguists against the West : The Origins of Linguistic Nationalism in Atatürk's Turkey ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 40, N° 6, Novembre 2004, pp. 1 – 25.

<sup>49</sup> Mahmud Arif, « Dilimizi nasıl türkçeleştireceğiz ? », publié dans Kaplan, M. (éd.), *Atatürk Devri Fikir Hayatı II*, op. cit., pp. 59 – 65.

*biyat-ı Cedide*<sup>50</sup> », alors « qu'il est tout à fait normal de comprendre la langue d'un Allemand qui a été au lycée. Chez nous, quel lycéen peut comprendre sans dictionnaire les œuvres de Fikret, Cenab, Abdülhak ? ». Après avoir souligné la « dette patriotique » que sa génération a par rapport au peuple, il met en évidence la nécessité de publier une grammaire turque et un dictionnaire comprenant les équivalents turcs des mots étrangers, ajoutant :

« À ceux qui sont contre mon idée, je rappellerais l'exemple allemand. La langue allemande s'est remplie à peu près comme la notre de mots étrangers à cause de l'amour de Frédéric le Grand pour la France et de la présence d'écrivains français à la Cour. Et pour eux aussi il était grossier d'employer des mots allemands à la place du français. Mais après l'occupation de Napoléon, l'Allemagne s'est réveillée et a travaillé à s'affranchir de cet esclavage (*bu esaretten kurtulmak*) (...) ».

Ainsi, poursuit-il, « même si aujourd'hui on trouve encore, de manière très rare, quelques mots français dans la langue allemande, il n'existe aucun mot qui n'ait son équivalent allemand. Prenons les Allemands en modèle, suivons cette voie et travaillons-y de toutes nos forces ! (*Almanları kendimize nümune alalım ve o yoldan gidelim ve bütün kuvvetimizle çalışalım !*) », concluant : « Notre sauveur (*müncimiz*), qui a libéré le pays de l'occupation ennemie, a effectué le pas le plus important pour que notre langue aussi soit libérée de l'occupation étrangère et nous a montré comment et selon quels principes nous devons travailler (...) ».

On le voit, les intellectuels nationalistes turcs de cette époque se sentent encore soumis à une influence étrangère, et comparent volontiers la situation de la Turquie avec celle de l'Allemagne conquise par Napoléon.

En mars 1929, la revue *Uyanış* publie un article intitulé « Les principes du nationalisme », à propos de l'ouvrage d'Hamdullah Suphi [Tanniöver]<sup>51</sup>. L'auteur revient d'abord sur le fait que la nation turque, fondue dans « les nobles peuples » ottomans (*osmanlı kavm necipleri içinde*), a été longtemps oubliée, et que seules comptaient les religions musulmane, juive et chrétienne. Cette philosophie religieuse, ajoute-t-il, n'a été remise en cause qu'à partir de Fichte : selon l'auteur en effet, ni la Renaissance, ni la Réforme, ni la « grande Révolution française » n'avaient pu abandonner l'esprit de communauté (*iimmetçilik*) des religions. Mais les *Discours à la nation allemande*, écrit-il, « ont prouvé qu'il existait une nation allemande » et ont fait tombé « le masque de la communauté que la religion avait apporté ». Ainsi, les nations ont compris qu'elles étaient une force sociale unie composée d'êtres humains, et que cette force était à l'origine d'une immense civilisation.

Pour notre sujet, il est particulièrement intéressant de noter que l'auteur compare les *Discours* de Fichte avec le recueil des discours de Hamdullah Suphi, *Dağ*

<sup>50</sup> Ce courant de la « nouvelle littérature » de la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, à l'exemple du symbolisme, prônait l'art pour l'art, et était caractérisé par un style recherché, préférant les mots rares.

<sup>51</sup> Sabih İzzet, « Milliyet Prensipleri ». In : *Uyanış*, 14.03.1929.

*Yolu*<sup>52</sup>. Certes, met en valeur l'auteur, comme en Allemagne avant Fichte, des auteurs avaient auparavant contribué à développer le turquisme, comme Ali Suavi, Şemseddin Sami ou Namık Kemal. Mais pour l'auteur, Hamdullah Suphi est le premier à forger vraiment le concept de nation : « Hamdullah Suphi est un porte-parole à la manière de Fichte (*telkinçi bir [Fichte] dir*). Tandis que Namık Kemal a apporté le concept de patrie, Hamdullah Suphi a fondé le concept de nation ». L'auteur poursuit son article en énonçant les idées majeures de Hamdullah Suphi, en particulier son refus d'une conception de la nationalité qui ferait intervenir les notions de sang ou de race, ainsi que la différence entre un « nationalisme concret » (*ameli milliyetçiliği*) à l'intérieur des frontières turques et un « turquisme théorique » (*nazari türkçülüğü*), culturel. À nouveau, l'exemple allemand est cité : de la même façon que Bismarck a choisi d'unifier son pays autour de la « petite Allemagne » en refusant la vision pangermaniste qui voulait inclure l'Autriche, la Turquie doit se concentrer sur ses frontières.

Dans les faits, dans la mémoire turque, Hamdullah Suphi ne passera pas à la postérité. L'intellectuel était en fait très controversé<sup>53</sup>, et la fermeture des Foyers turcs en 1931, qui ont porté son empreinte, ont mis un terme à son influence. Pour autant, il serait intéressant d'analyser la réception de la publication de ses discours dans d'autres revues.

Au-delà d'un intérêt centré sur la problématique de la Turquie en elle-même, quelques auteurs fondamentaux de la culture allemande et autrichienne sont également introduits : Mustafa Nermi traduit, comme nous l'avons déjà mentionné, des œuvres de Kleist et de Schiller, et Hasan Cemil des œuvres de Dilthey, Nietzsche, Leibniz ou encore de Stefan Zweig.

En 1917, un ouvrage du neurologue Mustafa Hayrullah [Diker] a été publié sur Freud<sup>54</sup>. En 1926, Mustafa Şekib [Tuñç] fait paraître une traduction des *Cinq leçons de psychanalyse*<sup>55</sup> sur laquelle il nous semblerait nécessaire de revenir : d'après nos recherches, Mustafa Şekib, qui a étudié à Genève, a été fortement influencé par Bergson et la psychologie française, qu'il a introduite en Turquie<sup>56</sup>. Sa traduction de Freud semble donc avoir été effectuée à partir du français (*Les Cinq leçons* sont traduites en 1921). À la même époque, les revues *Tedrisat Mecmuası*, *Hayat* ou *Yeni Fikir* font également paraître quelques articles sur le « freudisme ».

<sup>52</sup> Hamdullah Suphi, président du Comité central des Foyers turcs, était connu pour ses talents d'orateur. Voir Georgeon, François, « Les Foyers turcs à l'époque kémaliste (1923 – 1931) ». In : *Des Ottomans aux Turcs, op. cit.*, pp. 67 – 107.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>54</sup> Mustafa Hayrullah [Diker], *Fröyd'ün Psikolocyası Üzerine Tecrübe-i Tetebbüye* [Recherche expérimentale à propos de la psychologie de Freud], Istanbul, Bahriye Matbaası, 1917.

<sup>55</sup> *Fröydizm. Psikoanaliza Dair Beş Ders*, traduit par M. Şekib [Tuñç], Istanbul, Milli Matbaa, 1926.

<sup>56</sup> Sur ce point, voir : Batur, Sertan, *Institutionalisierung der Psychologie an der Universität Istanbul*, mémoire non publié, Université de Vienne, 2002.

Tous ces exemples ne doivent pas induire en erreur : la culture allemande, dans la Turquie des années 1920 et du début des années 1930, n'est connue que d'une petite élite. Nulle comparaison n'est possible, en ce sens, avec l'influence culturelle française, même si celle-ci, comme nous allons le voir, est régulièrement remise en cause.

*Les critiques à l'encontre de l'influence française*

« Si cependant l'influence de la langue et de la culture française est grande, cela tient à la parenté des peuples méditerranéens<sup>57</sup>. »

« Les nations auxquelles nous ressemblons le moins nous les Turcs sont les nations latines. Nous sommes plus nordiques<sup>58</sup>. »

Certains intellectuels kémalistes, à la fin des années 1920, prennent leur distance vis-à-vis des références françaises. Surtout, la position dominante de la langue française commence à être dénoncée.

Ainsi, l'*İkdam* fait paraître en 1929 un article écrit par Yusuf Ziya et intitulé « Le français », dans lequel l'auteur déplore qu'outre « les compatriotes » arméniens, israélites ou grecs, les Turcs « de pur sang » eux-mêmes ne maîtrisent pas la langue turque : « Madame parle le français avec la couturière, le bey en fait autant avec le voisin, mademoiselle n'use pas d'une autre langue avec sa compagne et l'on entend même la servante causer en français avec le chauffeur et la cuisinière faire de même avec le domestique<sup>59</sup>. » Il rapporte également avoir entendu un « célèbre écrivain turc » parler en français avec un « professeur turc lui aussi parce qu'ils ne connaissent pas suffisamment le turc ». À ce titre, il écrit qu'il serait nécessaire d'inciter non pas les « compatriotes » à parler le turc mais bien les Turcs eux-mêmes.

Par ailleurs, des voix commencent à s'élever pour que d'autres langues étrangères soient enseignées. En 1927, Zeki Mesud, alors membre de la Commission de l'enseignement, déclare ainsi à *La République* :

« Nous sommes en train d'élaborer les réformes à introduire dans l'enseignement des langues étrangères dans nos écoles. (...) Nous ne pouvons pas envisager la culture européenne du seul point de vue de la culture latine, ainsi que cela se passait autrefois. Nous devons nous initier aux cultures anglo-saxonne et germanique<sup>60</sup>. »

<sup>57</sup> AA, Deutsche Botschaft Ankara, Pol. 2a, Die deutsch-türkischen Beziehungen, Ankara 441, 1924 – 1939. *Berliner Lokal Anzeiger*, 13.2.1926, « Le lever du soleil sur la Turquie », exposé du Dr. Kühne.

<sup>58</sup> « Biz Türklerin en az benzediğimiz milletler, latin milletleridir. Biz fazla şimaliyız (...) ». Falih Rıfki : « Avrupa'daki Talebemiz » [Nos étudiants en Europe]. In : *Hakimiyet-i Milliye*, 15.10.1932.

<sup>59</sup> Article de Yusuf Ziya paru dans *İkdam* et cité dans *La République*, 16.11.1929.

<sup>60</sup> *Bulletins de la presse turque*, n° 49, 22.12.1926 – 31.01.1927, article du 23.12.1927.



Yunus Nadi, pour sa part, met en évidence le fait qu'en Allemagne, la langue anglaise est très répandue et que les établissements de commerce connaissent parfaitement les langues étrangères<sup>61</sup>. Revenant sur la position dominante du français en Turquie, il ajoute :

« Nous n'allons certes pas pousser les choses jusqu'à méconnaître les profits que nous avons tirés de la civilisation occidentale grâce à la langue française, mais il se trouve que la situation a changé depuis lors du tout au tout. Nous ne voulons point dire que nous ne devrions plus apprendre le français, mais il nous semble qu'il est déjà grand temps de proclamer que l'anglais et l'allemand ont pris le pas sur la langue française et l'emportent de loin sur cette langue (...) ».

Köprülüzade quant à lui estime que le français est nécessaire pour la littérature, tandis que l'anglais s'impose pour le commerce, et l'allemand pour les sciences<sup>62</sup>.

Dans la même perspective, Falih Rifki fait paraître un article intitulé « Nos étudiants en Europe » dans lequel il souligne le fait que jusqu'ici les efforts dépensés par les dirigeants de l'Empire ottoman et de la Turquie républicaine pour former des étudiants en Europe n'ont pas porté leurs fruits, pour trois raisons essentielles : le manque de planification, le manque de discipline et de contrôle, et enfin le fait que les autorités se soient trop concentrées sur la France<sup>63</sup>. L'auteur de l'article développe particulièrement ce dernier point, en mettant en valeur qu'il n'est pas question de nier le fait que le français « est une grande langue » et de minimiser « l'importance de la culture française ». Mais, selon lui, les Français eux-mêmes se plaignent de l'éducation latine.

Dans un article intitulé « La véritable Allemagne<sup>64</sup> », Mustafa Nermi revient sur les raisons de la méconnaissance de la culture allemande en Turquie, liée aux relations tardives développées avec l'Allemagne et à l'absence de propagande culturelle allemande en Orient :

« C'est ce qui fait que, souvent, nous connaissons le nom et les œuvres des plus petits des poètes français, tandis que nous ignorons absolument le nom même des véritables génies allemands. Ces erreurs devraient être redressées. La culture moderne ne veut pas dire seulement la culture française. »

En ce sens, le journaliste souligne par deux fois le fait qu'il est dangereux « d'apprendre à connaître une nation par les livres et les publications d'une autre ». Toutefois, poursuit-il, les moyens étaient trop limités pour connaître la culture allemande. Ainsi, peu de personnes connaissaient la langue allemande. Et, précise-t-il, « il était très dangereux de chercher à se faire une idée sur l'Allemagne par le moyen de livres français, ou par le canal de... l'Agence Havas. Mais que faire, nous étions tombés dans cette erreur ». Ainsi, M. Nermi met en valeur le fait

<sup>61</sup> Yunus Nadi, « Les langues vivantes ». In : *La République*, 18.09.1928.

<sup>62</sup> *Hayat*, 8.03.1928.

<sup>63</sup> Falih Rifki, « Avrupa'daki Talebimiz ». In : *Hakimiyet-i Milliye*, 15.10.1932.

<sup>64</sup> *La République*, 21.07.1930.

que les publications du philosophe Alfred Fouillée, par exemple, décrivent la langue allemande « sous une forme qui fait peur » et que « les œuvres des plus grands savants français, parues lors de la guerre générale, procèdent également du même ordre d'idées ». « Et pourtant, ajoute t-il, la science française doit à n'en pas douter le développement dont elle a profité depuis 50 années à l'influence allemande. Sans doute, cette situation ne constitue nullement une honte pour les Français ». Toutefois, M. Nermi met en valeur que les professeurs français dont il était l'étudiant à Paris en 1910 « parlaient avec une grande déférence de la science allemande et avouaient qu'une foule d'expressions allemandes n'avaient pas d'équivalents en français ». D'ailleurs, note t-il à la fin de son article, « les livres allemands, anglais ou italiens tiennent une grande place dans les bibliothèques des vrais savants français. Pourquoi ne ferions-nous pas la même chose ? Il faut bien dire à la jeunesse turque qu'il y a des mondes intellectuels bien plus grands que celui de la culture française ». Revenant également sur les fausses représentations de l'Allemagne, il écrit : « la plupart des livres français traitant des Allemands les qualifient d'avoir la tête dure, la faculté d'assimilation très pénible, d'être patients comme des animaux, grossiers, et de manquer d'éducation » alors que « les plus grands maîtres de la musique furent des Allemands », et que « les Allemands ont donné aux États-Unis d'Amérique des millions d'intellectuels, de savants, d'artistes et d'hommes d'État ».

Le défaut de l'Orient, selon M. Nermi, a été de ne « chercher son profit que d'un seul côté ». Ainsi, il est important de ne pas « s'attacher que d'un seul côté », mais bien plutôt de « faire comme l'abeille, qui butine sur chaque fleur ».

Lié à une situation politique conflictuelle, mais aussi pour des raisons culturelles, on observe donc chez certains intellectuels kémalistes une mise à distance de la culture latine. Pour ceux-ci, la culture latine représente l'occidentalisation totale et donc la perte de la culture turque. L'Allemagne, pour sa part, se distingue de la France ou de la Grande-Bretagne en ce qu'elle n'exporte pas sa culture, mais son savoir technologique. En ce sens, elle peut représenter un compromis.

#### *La revue Kadro et le courant allemand de la « révolution conservatrice »*

En 1932 paraît une nouvelle revue intitulée *Kadro*, rédigée par six intellectuels kémalistes, parmi lesquels Vedat Nedim (Tör) et Burhan Asaf (Belge), qui, comme l'on s'en souvient, ont tous deux étudié en Allemagne. Font également partie de ce groupe Şevket Süreyya [Aydemir], auteur plus tard de la biographie d'Enver pacha, et İsmail Hüsrev [Tökin], qui ont étudié à Moscou<sup>65</sup>. Tous ou presque ont fait partie du parti communiste turc interdit en 1925. Sept ans plus tard, en 1932,

<sup>65</sup> Voir à ce sujet Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Kadrocuları ve Kadro'yu anlamak*, op. cit., et Türkeş, Mustafa, « Kadro Dergisi » [La revue *Kadro*]. In : *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce*, vol. 2 : *Kemalizm*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2002, pp. 464 – 476.

leur intention est de formuler une idéologie du kémalisme, et c'est à ce titre qu'ils font paraître la revue *Kadro*, jusqu'en 1935. L'audience de la revue est limitée et n'a pas d'impact sur le grand public. Mais dans les sphères du pouvoir, elle est l'objet de débats virulents sur l'étatisme et rencontrera une forte opposition de la part non seulement des libéraux, mais aussi de conservateurs comme Recep [Peker], qui l'accuseront de propagande communiste. Le groupe décidera alors de mettre fin à la parution.

Se référant à la fois à la NEP de Lénine, au modèle de l'économie soviétique planifiée et aux théoriciens de l'économie nationale et du socialisme d'État comme Friedrich List, Adolph Wagner et surtout Werner Sombart, les éditeurs de *Kadro* refusent le libéralisme économique. Tout en se démarquant des idées de Ziya Gökalp et des unionistes<sup>66</sup>, ils défendent la conception selon laquelle la bourgeoisie doit être contrôlée par l'État. À ce titre, ils mettent en avant la nécessité de trouver une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme. Défendant l'étatisme économique, ils ne sont pas contre le secteur privé mais estiment que l'État doit décider où le secteur privé investit. L'opposition que le groupe rencontre bientôt ne se situe en fait pas sur le problème de l'étatisme, sur lequel les kémalistes sont en général d'accord, mais sur le statut qu'il faut lui donner, les opposants à *Kadro* défendant l'idée d'un étatisme provisoire qui doit aider au développement du secteur privé et de la bourgeoisie. Accusé de faire de la propagande communiste, le groupe finit par décider d'arrêter la publication.

Cette revue est le fruit d'une tentative qui touche à la compréhension du kémalisme lui-même. Pour notre sujet, les références nombreuses aux théoriciens de la révolution conservatrice en Allemagne sont évidemment intéressantes : pour la première fois peut-être, sur un sujet qui touche directement à la formulation de l'idéologie de l'État, des intellectuels turcs se réfèrent précisément à des auteurs allemands qu'ils connaissent bien, en particulier Werner Sombart<sup>67</sup>. En Allemagne, cet économiste renommé est proche du courant de la « révolution conservatrice », et fait partie de ces intellectuels qui, isolés ou en groupes, ont en commun, dès la fin de la Grande Guerre, de dénoncer le déclin de la civilisation et d'être antilibéraux et antidémocratiques. Arthur Moeller van den Bruck, Oswald Spengler, Ernst Jünger, Carl Schmitt forment les figures les plus connues de ce mouvement de réaction radicale, qui reste difficile à catégoriser, mais qui, dans son désir d'*Obrigkeit*, est en tout cas préfasciste<sup>68</sup>.

Werner Sombart, pour la revue *Kadro*, a à la fois constitué une référence et une justification : le fait qu'il ait mis en évidence la nécessité pour l'Allemagne d'avoir un dirigeant comme le Gazi, Mussolini ou Lénine, constitue sans aucun doute

<sup>66</sup> Türkeş, Mustafa, « *Kadro Dergisi* », *op. cit.*, p. 469.

<sup>67</sup> Türkeş, Mustafa, *Kadro Hareketi. Uluşcu Sol bir Akım* [Le mouvement Kadro. Un courant nationaliste de gauche], Ankara, İmge Kitabevi, 1999, p. 119.

<sup>68</sup> Dupeux, Louis, *Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919 – 1960*, Paris, PUF, 1989.

une sorte de garantie<sup>69</sup>. L'économiste, dans *Die Zukunft des Kapitalismus*, estime en effet que pour mettre en place le programme économique nécessaire pour sortir de la crise, il faut « une volonté décidée », écrivant :

« Elle peut apparaître en tant que volonté individuelle comme dans le cas de Lénine, de Kemal pacha, de Mussolini, elle peut aussi être collective (...). Mais cette volonté doit être forte, unifiée, énergique et pourtant lucide (...). Qu'à notre pays échoit la grâce d'une telle volonté, c'est notre souhait à tous. Car nous sommes conscients que sans elle nous nous enfonçons dans le chaos<sup>70</sup>. »

En Allemagne, *Die Zukunft des Kapitalismus* a reçu un accueil favorable de la part d'économistes de gauche. L'auteur y propose un programme politique centré sur une économie planifiée et un système autarcique modéré, reposant sur une « union nationale » et la volonté d'un ou de plusieurs.

L'intérêt des intellectuels de *Kadro* pour les théories de Sombart se situent dans la recherche d'une troisième voie : ainsi, Şevket Süreyya note dans un article intitulé « À propos du concept de plan » (*Plan mefhumu hakkında*) : « Ce plan, est-il un concept d'économie nationale, ou bien est-il un concept économique socialiste (c'est-à-dire international) ? À notre avis, l'originalité de la nouvelle thèse de Sombart est de se situer juste au milieu ».

*Kadro*, dans son numéro du mois de juin 1932, fait également paraître une interview de Hans Zehrer. Cet ancien étudiant de Sombart est le directeur du mensuel *Die Tat*, une revue qui connaît un grand succès au début des années 1930<sup>71</sup>. Proche du courant de la révolution conservatrice, elle refuse la société de masse moderne, capitaliste et démocratique, et prône une économie autarcique et planifiée. Hans Zehrer se montre un admirateur convaincu du kéalisme, déclarant à la revue : « Le combat mené par les Turcs contre la domination étrangère constitue (...) la plus importante des révolutions menées après la Guerre », et ajoutant « votre révolution convient plus que l'union soviétique comme modèle pour les mouvements d'indépendance nationaux des autres colonies ou des autres semi colonies<sup>72</sup> ».

<sup>69</sup> Vedat Nedim, « Kadroyu teyit eden bir eser : Die Zukunft des Kapitalismus – Werner Sombart » [Une oeuvre qui renforce *Kadro* : L'avenir du capitalisme – Werner Sombart]. In : *Kadro*, n°5, mai 1932.

<sup>70</sup> Sombart, Werner, *Die Zukunft des Kapitalismus*, cité in : Lenger, Friedrich, *Werner Sombart, 1863 – 1941. Eine Biographie*, Munich, C.H. Beck Verlag, 1994, p. 351. (« Er kann als Einzelwille hervortreten wie im Falle Lenins, Kemal Paschas, Mussolinis, er kann auch kollektivwille sein (...). Aber stark muss dieser Wille sein, einheitlich-zielbewusst, und doch klar-sichtig (...). Dass unserem Vaterlande die Gnade eines solchen Willens beschieden sein möge, ist unser aller Wunsch. Denn wir sind uns bewusst, dass wir ohne ihn in das Chaos versinken »).

<sup>71</sup> Lenger, Friedrich, *Werner Sombart, 1863 – 1941, op. cit.*, p. 353.

<sup>72</sup> Cité in : Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Kadrocuları ve Kadro'yu anlamak, op. cit.*, p. 193.

Il resterait sans aucun doute à approfondir ce chapitre. Pour le moment, il nous importe de retenir que la revue *Kadro* témoigne pour la première fois peut-être d'une influence culturelle allemande qui échappe entièrement aux autorités politiques.

*L'Allemagne comme modèle de réussite scientifique et technologique*

Dans les faits, si l'Allemagne a représenté un modèle pour les kémalistes, c'est peut-être dans le domaine technologique et scientifique. À l'époque qui nous intéresse, en effet, les scientifiques et les techniciens allemands sont à la pointe du progrès. Ce sont eux qui construisent les dirigeables les plus performants, qui deviennent le symbole de la réussite technique de l'Allemagne. En 1924, un nouveau Zeppelin rallie sans escale Friedrichshafen à Lakehurst, près de New York, en un peu plus de 80 heures. Un nouveau modèle, d'une taille supérieure, fait le tour du monde en 1929, et survole le pôle Nord peu de temps après. Dans l'idée de battre les records de vitesse, ils construisent également un paquebot, le *Bremen*, qui gagne le « ruban bleu » lors de son voyage transatlantique inaugural de 1928. La même année, Opel construit la première automobile-fusée. En mars 1929, une station de radio de Berlin diffuse son premier programme de télévision. Ces réussites technologiques ont un effet psychologique énorme sur la population allemande et sur la conscience nationale, en proie à de sérieux doutes depuis le traité de Versailles, qui a en outre interdit à l'Allemagne de se doter d'une industrie aéronautique. Au vu de ces succès, l'Allemagne a bien la preuve qu'elle est encore capable de surpasser le reste du monde<sup>73</sup>.

Le monde, en effet, regarde avec admiration l'avancée technologique de l'Allemagne. Dans notre première partie, nous avons déjà évoqué le mythe du Zeppelin, qui avait fasciné les Ottomans et notamment Ahmed İhsan lors de son voyage en Allemagne. Celui-ci continue, dans les années 1920, à publier régulièrement des articles sur « le plus grand ballon du monde<sup>74</sup> ». Yunus Nadi, à son tour, découvre le Zeppelin lors de son long séjour en Allemagne en 1929, au sujet duquel il publie plusieurs articles dans *La République* du mois d'octobre.

Comme nous l'avons vu précédemment, les Turcs s'adressent à l'Allemagne dans le domaine de l'aviation, en confiant à l'entreprise Junkers la construction de l'usine de Kayseri, et à Lufthansa la mise en place d'une ligne postale entre Berlin et Istanbul. Yunus Nadi n'omet pas non plus de louer les progrès technologiques réalisés par les entreprises allemandes. À propos de Junkers, il écrit ainsi que « chaque victoire obtenue par le professeur dans le domaine scientifique est une gloire pour l'Allemagne et le germanisme », et parle de « révolution » effectuée par les établissements Junkers, qui ont découvert comment remplacer la benzine par

<sup>73</sup> Voir Laqueur, Walter, *Weimar. Une histoire culturelle de l'Allemagne des années 20*, op. cit., p. 37.

<sup>74</sup> Titre d'un article d'Ahmed İhsan paru dans le *Servet-i Fünun* du 11.10.1928.

de l'huile lourde pour les moteurs d'aéroplanes<sup>75</sup>. Sur la compagnie Lufthansa, il écrit quelques mois plus tard :

« La société allemande 'Luft Hansa' vient certainement à la tête des meilleures organisations similaires de l'Europe à l'heure où nous sommes. Elle est même la plus puissante de toutes ces organisations (...). Luft Hansa est une grande société qui assure les transports les plus réguliers et les plus rapides non seulement dans l'intérieur du Reich, mais aussi entre l'Allemagne et tous les autres pays du monde, et qui travaille avec une ardeur constante. »

Saluant les négociations qui se déroulent entre l'entreprise allemande et le gouvernement turc pour mettre en place une ligne régulière Berlin – Istanbul, il mentionne l'autorisation d'un premier essai, dont la durée de vol sera de 9 heures, commentant :

« L'appareil de Luft Hansa partira d'ici nuitamment (à 3h) et prendra terre demain (à midi) à Constantinople, ce qui fait qu'il franchira en moins d'un jour une distance de plus de 2000km. Inutile d'expliquer ici autrement l'importance d'une telle vitesse. C'est là un trajet que les meilleurs express mettraient trois jours à parcourir et qu'une voiture suspendue ou un fiacre ordinaire effectuerait en trente ou quarante jours. »

Yunus Nadi conclut son article en souhaitant que de jeunes gens turcs choisis par le gouvernement viennent se former en Allemagne, ajoutant :

« Le service aérien que 'Luft Hansa' commence à établir nous offre déjà une occasion propice. Les Allemands professent en général de l'estime et de l'amour vis-à-vis des Turcs, et je pourrais dire sans crainte d'erreur que l'initiative présente de 'Luft Hansa' est due pour une large part à ces mêmes sentiments à notre égard<sup>76</sup>. »

Dans le domaine de la science et de l'éducation, l'Allemagne est également fréquemment citée en exemple. Si, comme dans les années précédentes, la plupart des articles rappellent inlassablement le rôle que l'université allemande a joué dans la mise en place du nationalisme<sup>77</sup>, certains journalistes s'intéressent cependant à la situation contemporaine.

En août 1929 paraît ainsi dans *La République* un article sur le statut d'étudiant en Allemagne<sup>78</sup>, qui s'attache à montrer à quel point l'Allemagne a compris l'importance des étudiants :

« Un prestige tout particulier s'attache au mot *Student* en Allemagne. L'idée de l'élite intellectuelle, technique et politique lui est inséparablement unie (...). Il n'est pas difficile de se faire une idée de la portée de ce rôle pour un peuple aussi cultivé et aussi industriel que les Allemands : l'Étudiant est, tour à tour, le savant ou l'ingénieur de demain, qui contribuera au maintien du génie national, qui se mettra à la tête de la puissante in-

<sup>75</sup> Yunus Nadi, « Une révolution dans l'aviation ». In : *La République*, 1.06.1929.

<sup>76</sup> Yunus Nadi, « De Berlin à Constantinople en un jour ! ». In : *La République*, 24.10.1929.

<sup>77</sup> Voir par exemple un article de Yusuf Akçura paru dans la revue *Türk Yurdu* en avril 1925. En avril 1929 encore, Ahmed Refik traduit dans la revue *Hayat* des extraits d'un ouvrage de l'historien et du pédagogue Ernest Lavisse soulignant la fonction nationale des universités allemandes.

<sup>78</sup> « Le rôle et l'importance de l'étudiant en Allemagne ». In : *La République*, 29.08.1929.

dustrie (...). C'est également l'homme d'État de demain : aussi le côté social et politique n'est-il pas négligé (...).

Les Allemands, poursuit le journaliste, ont reconnu les premiers que l'étudiant est exposé à des difficultés financières et c'est dans cette perspective qu'il a à sa disposition des bourses, des logements, une carte d'étudiant lui permettant d'avoir des réductions dans les magasins comme au théâtre. Surtout, il bénéficie de l'assurance-maladie gratuite, la *Krankenkasse*. Par surcroît, les étudiants allemands exercent tous un sport, dans l'idée d'un « tout harmonieux ». Ainsi, conclut le journaliste, « c'est là une admirable preuve de cette vérité que plus on libère les étudiants des conditions dures de la vie, plus on contribue au développement intellectuel et physique d'une nation ».

L'éducation sportive est également un aspect que les kémalistes, qui veulent former une jeunesse saine et dévouée à la nation, n'oublie pas, à un moment justement où le sport, en Allemagne, devient réellement populaire<sup>79</sup>. Selim Sırrı [Tarcan], l'introducteur de l'éducation sportive et de la gymnastique dans l'Empire ottoman et en Turquie, suit avec attention le développement de la gymnastique en Allemagne et y fait même étudier ses filles<sup>80</sup>. En septembre 1928, il écrit pour *La République* un article sur le nu sportif, qu'il qualifie de retour à la nature<sup>81</sup>. En juillet 1930, Abidin Daver visite l'école dans laquelle les filles de Selim Sırrı ont été formées, et publie un article pour *La République* qui précise que l'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha s'est lui-même engagé pour qu'elles puissent y étudier<sup>82</sup>. L'école Anna Hermann, y apprend-on également, forme près d'une centaine de jeunes filles à l'enseignement sportif. Enthousiasmé par cette institution, Abidin Daver rejette les critiques émises par « certains médecins à Stamboul », préférant mettre l'accent sur la nécessité de l'éducation sportive.

#### 4. *Regards turcs sur la situation politique en Allemagne de 1929 à la veille de la prise du pouvoir par Hitler*

Dans les années suivant le début de la crise mondiale, la presse turque, dans l'ensemble, fait paraître des articles plaidant pour une compréhension de la situation de l'Allemagne. L'évacuation de la Rhénanie à l'été 1930 est saluée comme étant une décision juste et qui aurait dû se produire plus tôt<sup>83</sup>. Par ailleurs, les

<sup>79</sup> Laqueur, Walter, *Weimar. Une histoire culturelle des années 1920*, op. cit., pp. 47 – 48 et Richard, Lionel, *La vie quotidienne sous la République de Weimar (1919 – 1933)*, Paris, Hachette Littératures, 1983, p. 230.

<sup>80</sup> Voir l'annexe biographique.

<sup>81</sup> Selim Sırrı bey, « Les impressions de voyage de Selim Sırrı bey ». In : *La République*, 22.09.1928 et 25.09.1928.

<sup>82</sup> Abidin Daver, « Les écoles de culture physique en Allemagne ». In : *La République*, 2.07.1930.

<sup>83</sup> Zeki Mesut, « Ren Havzasının Tahliyesi » [L'évacuation du bassin du Rhin]. In : *Milliyet*, 6.07.1930 et Yunus Nadi, « L'évacuation de la Rhénanie ». In : *La République*, 10.07.1930.

premiers signes de la crise politique du Reich sont attribués par un certain nombre de journalistes à la politique intransigeante des Alliés dans la question des réparations. Pour Mahmud [Soydan], l'Allemagne, en juillet 1930, est en train de se reconstituer mais est divisée en deux courants. Soulignant que le courant pacifiste y est dominant, il note :

« Mais il y a une autre vérité : quelque fort que soit le désir d'union et de paix d'une nation condamnée à verser chaque année 80 millions de livres anglaises, cette nation ne supportera pas longtemps cette douleur et voudra à la première occasion se libérer et se secouer des chaînes de cette condamnation<sup>84</sup>. »

Le résultat des élections législatives qui se déroulent en Allemagne en septembre 1930 à la suite de la dissolution du *Reichstag* par le chancelier Brüning inquiète les observateurs turcs, ainsi que le montrent les articles publiés dans la rubrique « Revue politique » du journal *La République*, écrits par le journaliste Muharrem Feyzi [Togay]. Le 19 septembre, celui-ci note que « l'avènement au pouvoir d'un gouvernement extrémiste n'est pas à souhaiter tant au point de vue de la politique extérieure que de la politique intérieure de l'Allemagne ».

Quelques jours plus tard, le 25 septembre, il estime que les bruits qui courent selon lesquels la révolution est sur le point d'éclater en Allemagne ne sont pas fondés, précisant toutefois que « les fascistes sont plutôt enclins à détruire qu'à réparer. Ils ont pour programme de renverser le régime actuel, de priver les Juifs de leurs droits administratifs, financiers et politiques et de rejeter purement et simplement le Traité de Versailles et la question des réparations », ajoutant que « le passé des dirigeants du parti fasciste n'est pas bien édifiant non plus », et concluant que « la situation est en tous cas trouble et incertaine ».

Mais quatre jours plus tard, le 29 septembre, dans un article intitulé « L'Allemagne nouvelle », le journaliste adopte un ton plus rassurant : « Le fait que le nombre des députés fascistes a décuplé au Reichstag ne signifie point que les chances de voir l'anarchie s'établir en Allemagne ont également augmenté, c'est peut-être tout le contraire... ». Le parti fasciste, continue-t-il, a été choisi par « cinq millions d'électeurs tous jeunes et actifs, qui ont eu à supporter depuis dix ans toutes les conséquences de la guerre terrible qui a dévasté leur pays (...). Si la jeunesse n'avait donné dans le fascisme, elle aurait été entraînée par le communisme. » En ce sens, il précise :

« Cette éventualité n'est heureusement pas à craindre, et on estime que les fascistes disposeront d'une majorité écrasante lors des prochaines élections. On s'attend à voir la jeunesse allemande briser les fers dont l'ont chargée les pays vainqueurs. On croit même que l'Autriche s'unira à l'Allemagne et que les trois millions de hongrois séparés de la mère patrie se tourneront vers l'Allemagne. »

Muharrem Feyzi mentionne sur ce point les prises de position du journaliste anglais Lord Rothermere, qui « est convaincu que l'Allemagne et la Pologne s'en-

<sup>84</sup> Mahmud, « İki Politika » [Deux politiques]. In : *Milliyet*, 27.07.1930.



tendront pour s'opposer à l'envahissement bolchéviste » et qui « a conseillé à l'Angleterre de rendre ses colonies à l'Allemagne et de tendre vers elle une main amie », concluant : « Ce conseil est digne d'être pris en sérieuse considération, étant donné par un germanophobe notoire ». En fait, d'après nos recherches, ce journaliste anglais est plutôt connu pour avoir plaidé pour un rapprochement entre l'Angleterre et l'Allemagne. Quoiqu'il en soit, ces articles montrent bien que les observateurs turcs, à cette date, sont partagés dans leurs jugements : certains estiment que les extrémistes risquent d'affaiblir le Reich, d'autres voient en eux l'expression d'un rejet du système international qu'ils dénoncent eux-mêmes, montrant une certaine compréhension à l'égard de la montée du fascisme, auquel ils attribuent la responsabilité aux alliés, et en particulier à la France.

En juillet 1931, un article, paru dans le *Hakimiyet-i Milliye* et repris dans *La République*<sup>85</sup>, estime que « l'Allemagne peut, sans conteste, servir aujourd'hui de poids à l'Europe dans le domaine de l'économie et de la culture, tout comme l'Italie le fit à l'époque de la renaissance et comme la France au XVIIIe et au XIXe siècles ». L'auteur poursuit en mettant en évidence que l'Allemagne, malgré le fait qu'elle ait perdu la guerre, qu'elle ait été « dépouillée de ses colonies », qu'elle n'ait plus d'armée ni de flotte et qu'elle ait été occupée et « écrasée sous le poids d'une lourde charge de dettes », continue pourtant « à se maintenir ferme comme un roc au sein de l'Europe ». Cette force, poursuit l'auteur, elle la puise « dans sa méthode rationnelle de travail, dans sa puissance créatrice et organisatrice ». Cependant, ajoute-t-il, « il existe aujourd'hui une puissance qui ne peut souffrir de voir une nation vaincue témoigner, malgré tout, d'une telle vitalité ; cette puissance, c'est la France » qui, dénonce-t-il, a asservi le Maroc, l'Algérie et la Tunisie et qui est désormais contre l'Allemagne, à laquelle elle refuse des crédits, ajoutant : « Le but visé est de détruire l'indépendance politique de l'Allemagne et d'en faire un pays soumis à la France ». L'auteur en conclut que même si les autres pays qui ont des intérêts financiers avec l'Allemagne comme les États-Unis, l'Italie ou l'Angleterre ne toléreront pas cette politique française, il faut espérer « que l'exemple de l'Allemagne ouvrira les yeux de nos libéraux qui ne voient aucun danger dans les emprunts et les capitaux étrangers ». Cet article fait certainement référence aux accusations portées contre la France, à tort semble-t-il, de manœuvres bancaires contre la banque autrichienne Kredit-Anstalt, qui s'effondre en mai 1931<sup>86</sup>.

Devant la progression du parti nazi, les observateurs turcs, inquiets, continuent toutefois d'espérer que cette situation ne sera que provisoire : en mars 1932, Zeki Mesud qualifie Hitler « d'aventurier » (*sergüzeşt*) dont tout le monde ignore le programme politique, mais derrière lequel la jeunesse se rassemble, n'ayant pas d'autre perspective. Pour autant, il estime qu'Hitler joue le rôle « d'épouvantail » (*korkuluk*)

<sup>85</sup> « L'intransigeance de la France ». In : *La République*, 28.07.1931.

<sup>86</sup> Voir à ce sujet Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe*, op. cit., p. 171.

et de « bouclier » (*siper*) et que bientôt son propre mouvement le renversera et trouvera « d'autres chemins et d'autres principes menés par d'autres chefs<sup>87</sup> ».

Quelques mois plus tard, après les élections législatives du 6 novembre, le même auteur, mettant en valeur le fait que le parti nazi a perdu des voix, écrit que cette défaite, même si elle est relative, montre que Hitler n'a pas su profiter de son succès, et que les nationalistes sont en train de se rapprocher du chancelier von Papen et de son ministre von Schleicher, concluant : « Les grands chefs sont ceux qui savent qu'on ne leur donnera pas le pouvoir, et qui le prennent<sup>88</sup> ».

Si la plupart des journalistes kémalistes se montrent méfiants par rapport à Hitler, ils ne critiquent pas la politique des régimes présidentiels instaurée par Brüning, von Papen ou von Schleicher, qui leur paraît au contraire justifiée. Tous soulignent le fait que l'Allemagne a besoin d'un chef, comme par exemple Falih Rifki, qui, dans un article de la fin du mois de novembre 1932, estime qu'il manque d'un « grand homme » depuis la mort de Rathenau et de Stresemann<sup>89</sup>. Surtout, il juge que le projet de Hindenburg de modifier le droit de vote est justifié, car, écrit-il, « réduire le droit de vote, supprimer des électeurs ne veut pas dire condamner à l'immobilisme les gens auxquels on a pris le droit de vote ». À une époque où la manière de gouverner de Mustafa Kemal devient clairement autoritaire, et à un moment où Ankara impose toujours plus la turcification de toute l'Anatolie, d'autres vont jusqu'à justifier l'antisémitisme comme étant un combat nécessaire à la nation allemande<sup>90</sup>.

Dans l'ensemble, les observateurs kémalistes veulent croire que l'Allemagne traverse une crise passagère, et prennent position contre les jugements que la France en particulier a envers l'Allemagne. En décembre 1932 encore, un mois avant la nomination de Hitler comme chancelier, un long article paru dans le *Hakimiyet-i Milliye*<sup>91</sup> met en évidence que l'Allemagne traverse un moment d'hésitation, mais qu'elle reste une grande nation :

« Le fait que l'Allemagne n'a aujourd'hui toujours pas pu instaurer de régime stable ne doit-il pas plutôt être attribué à la richesse de ses idées qu'à un trouble de son esprit ? Plus un cerveau est riche, évolué, consolidé, plus il hésite dans ses choix, ses préférences et ses décisions. »

Son propos est de critiquer le regard que les Français portent sur la littérature allemande, dont, selon lui, ils choisissent les exemples les plus faibles en affirmant qu'ils représentent l'Allemagne d'aujourd'hui. Le journaliste revient ainsi sur le

<sup>87</sup> Zeki Mesut, « Hitler hareketinin manası » [La signification du mouvement d'Hitler]. In : *Hakimiyet-i Milliye*, 30.03.1932.

<sup>88</sup> Zeki Mesut, « Hitler'in Yıldızı Sönüyor mu ? » [L'étoile d'Hitler est-elle en train de s'éteindre ?]. In : *Hakimiyet-i Milliye*, 10.11.1932.

<sup>89</sup> Falih Rifki, « Alman Çıkmazı » [L'impasse allemande]. In : *Hakimiyet-i Milliye*, 27.11.1932.

<sup>90</sup> Bozarıslan, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, Editions La Découverte, 2004, pp. 40 – 41.

<sup>91</sup> Reşat N. Nuri, « Almanya'ya Dair » [À propos de l'Allemagne]. In : *Hakimiyet-i Milliye*, 12.12.1932.

roman d'Erich Kästner, *Fabian*, que les Français saluent comme une œuvre majeure de la littérature allemande, au lieu de mentionner Thomas Mann, pourtant plus à même de refléter l'esprit allemand :

« Par exemple, pour quelles raisons ne reconnaît-on pas un écrivain tel que Thomas Mann, qui est l'équilibre même, qui représente la solidité de l'esprit allemand, comme pouvant être le traducteur de l'état d'esprit qui domine dans son pays, tandis que l'on accepte qu'un écrivain de troisième degré qui décrit les bassesses d'un milieu déterminé et limité représente l'esprit allemand ? Parce que, tout simplement, au lieu de chercher la vérité où elle se trouve, nous choisissons la vérité selon nos critères et cherchons des preuves qui la renforcent : ainsi chacun a sa propre vérité. »

Pour mémoire, Erich Kästner, avant de devenir célèbre pour ses livres pour enfants, a écrit des poèmes mis en chanson et des textes parodiques traitant de la vie moderne, de la technique, du petit monde des bureaux, et était très populaire dans les couches moyennes, adoptant une perspective qui correspondait bien à l'atmosphère de crise<sup>92</sup>. Le roman dont il est question dans cet article, *Fabian*, a pour thème l'impasse dans laquelle les intellectuels de gauche allemands se trouvent par rapport à un État qui se soustrait de plus en plus au soutien républicain et démocrate. Il met en scène un antihéros, à l'origine éditeur, qui se trouve la plupart du temps au chômage et peut ainsi à loisir observer les Berlinoises, et qui meurt en tentant de sauver un enfant tombé à l'eau qui parvient à regagner la rive, tandis que lui-même meurt, ne sachant pas nager.

Pour le journaliste, le fait que les Français retiennent le roman *Fabian* comme représentatif de la culture allemande est lié à la représentation qu'ils se font de l'Allemagne :

« *Fabian* n'est pas un livre dont la qualité vous dévoilera l'esprit d'une nation qui a fait naître Kant et Nietzsche. Le fait que les écrivains français, qui suivent avec attention les manifestations de l'esprit allemand, considèrent *Fabian* comme un document important de la jeune Allemagne et l'applaudissent comme une œuvre de valeur tant de ce point de vue que du point de vue littéraire, est représentatif de toutes les pensées troubles du mystère des relations franco-allemandes ».

---

<sup>92</sup> Richard, Lionel, *La vie quotidienne sous la République de Weimar*, p. 217.



## Chapitre XII

# Le rôle imparti à l'Allemagne dans la modernisation de la Turquie kémaliste

« La France, l'Angleterre, l'Allemagne, etc., ce n'est pas cela, mais bien la culture moderne qui a de l'importance pour la nouvelle génération turque<sup>1</sup>. »

Dans les années 1920 et 1930, le gouvernement turc fait appel à des conseillers français, allemands, belges, suisses ou encore américains pour mettre en place des réformes dans des domaines très divers, et parfois ne portant que sur un aspect précis. Il envoie par ailleurs un grand nombre d'étudiants se former en Europe.

Comment, dans les faits, les décisions de faire venir ces conseillers sont-elles prises ? Évidemment, les kémalistes veillent avant tout à ne pas dépendre d'une seule nation. Mais derrière ce souci, selon quels critères décident-ils de faire appel à ces experts ? Y a-t-il, par ailleurs, une logique dans les choix des destinations des étudiants envoyés par l'État ?

À vrai dire, ce sujet reste difficile à traiter. La consultation des archives de la République à Ankara ne nous a pas permis de l'approfondir, les fonds ouverts étant encore limités. Par ailleurs, la presse de l'époque reste discrète sur ce point et parle volontiers « d'experts européens » ou « d'étudiants envoyés en Europe » par le gouvernement, sans préciser de quel pays il s'agit. Pour cette raison, nous ne pourrions qu'émettre des hypothèses. Pour sûr, la décision de faire venir des experts d'un pays plutôt que d'un autre est parfois tout simplement la conséquence d'opportunités. Mais il nous semble également que ces choix sont aussi en partie dus aux liens que les cadres kémalistes ont avec un pays ou aux représentations qu'ils ont de celui-ci.

### *1. La demande d'experts dans le domaine militaire*

Dans le domaine militaire, la Turquie sollicite rapidement le gouvernement allemand pour faire venir des experts. À ce sujet, en 1924, un journaliste du *Vatan* aborde la question des spécialistes étrangers. Après être revenu sur les critiques dont a fait l'objet l'Allemagne après la guerre dans la presse turque, et sur le « manque de courage et de générosité » des Allemands « lors de certains événements tragiques », l'auteur rappelle cependant l'amitié d'armes et la communauté de destin des deux pays et écrit : « Il serait mensonger d'affirmer que nous n'avons rien appris des experts militaires allemands. La mission militaire qui est arrivée après les

---

<sup>1</sup> M. Nermi, « La véritable Allemagne ». In : *La République*, 21.07.1930.

guerres balkaniques nous a rendu des services très précieux, ce qu'aujourd'hui encore nos chefs d'armées reconnaissent ». Après un long développement sur les mauvaises relations entre Allemands et Turcs pendant la guerre, il aborde plus précisément la question des experts étrangers :

« Venons-en maintenant au fait : il serait très naïf de notre part de croire que nous serons capables de neutraliser ou de vaincre les intérêts naturels et les sentiments patriotiques des experts. En conséquence, il est tout à fait naturel que nous préférions les spécialistes dont les intérêts de la patrie ne sont pas en conflit avec la Turquie. »

Et poursuit :

« Il nous faut reconnaître que dans les dernières années de l'histoire, les Allemands nous ont le moins porté préjudice, plus encore, ils n'ont jamais fait couler de sang turc. En outre nous ne voyons aujourd'hui aucun motif pour lequel un conflit pourrait avoir lieu entre nos intérêts et ceux de l'Allemagne. D'un autre côté, nous pouvons supposer que les Allemands ont tiré des leçons de leurs erreurs. La fierté allemande est entamée, mais il n'y a aucun doute sur le fait que l'Allemagne va à nouveau reconquérir la place qui lui revenait dans le domaine du commerce et de la science. Il faut savoir que la science et la création allemandes ne restent en rien derrière ses concurrents. On peut donner en exemple l'art de la fabrication d'avion, qui est même admiré de ses ennemis (...). Malgré les chaînes du traité de Versailles, les militaires allemands travaillent avec un grand sérieux et vont bientôt avoir retrouvé leur niveau antérieur. En un mot : la nouvelle et jeune Turquie n'est pas obligée de répéter les anciennes erreurs ou de se laisser mener par des sentiments issus d'une situation particulière. La Turquie va embaucher dans le cadre de ses nouveaux intérêts les personnes qui lui conviennent le mieux. Il serait souhaitable que les autres ministères prennent exemple sur le ministère de la Défense, qui a envoyé une commission il y a peu de temps sous la direction de Naci pacha en Europe pour étudier sur place la question du choix des spécialistes<sup>2</sup>. »

Dès juillet 1924, le gouvernement turc envoie des étudiants turcs se former en Allemagne dans le génie militaire pour une durée de cinq ans, après lesquels ces futurs ingénieurs doivent s'engager à travailler dans les usines militaires turques pendant au moins huit ans. En parallèle, le ministère turc de la Défense demande l'envoi d'experts, ce qui place le gouvernement allemand dans une situation délicate : le traité de Versailles, nous l'avons dit, interdit explicitement l'achat et la vente d'armes ainsi que l'envoi de missions militaires. Dans ce contexte, la *Wilhelmstrasse* se montre fortement réservée par rapport aux démarches turques, et recommande en février 1925 à Nadolny de « demander tout de suite au gouvernement turc de prendre ses distances par rapport à la nomination d'un instructeur militaire allemand », poursuivant :

« Alors que nous sommes volontiers à sa disposition pour lui fournir des experts dans les domaines de l'administration, de l'agriculture, de la poste etc., nous lui serions reconnaissants de ne pas accentuer nos difficultés actuelles dans la question des décisions militaires du traité de Versailles par la nomination de militaires allemands<sup>3</sup>. »

<sup>2</sup> AA, Militärangelegenheiten, 1922 – 1929, R 78561, article du 7.07.1924.

<sup>3</sup> AA, Militärangelegenheiten, 1922 – 1929, R 78561, Schubert, 5.02.1925.

S'ensuit un conflit entre la *Wilhelmstrasse* et le ministère de la Défense sur la nomination du colonel von Klewitz en 1925 comme « instructeur d'artillerie dans l'armée turque ». Cet événement, en effet, intervient au moment des négociations sur l'accord de Locarno et risque de ne pas rendre les dirigeants du Reich crédibles, notamment vis-à-vis de la France. Ces désaccords, alors que Stresemann est ministre des Affaires étrangères, illustrent les deux tendances contraires de la politique étrangère allemande (*Erfüllungspolitik* ou *Revisionspolitik*). Cependant, Nadolny parvient, par l'intermédiaire de son conseiller Holstein, à trouver un compromis avec l'état-major turc :

« Ces messieurs (Klewitz et deux autres militaires) ne viendraient pas en tant qu'instructeurs militaires mais en tant que civils ; ils ne porteraient aucun grade militaire mais donneraient des cours dans les écoles militaires en tant que professeurs civils. Pour l'état-major turc, il est de la plus haute importance que ces messieurs puissent enseigner, car les règlements de l'artillerie et du Génie seraient exclusivement allemands. Le chef de l'état-major a rapporté que ces messieurs pourraient éventuellement demander la nationalité turque sans pour cela assumer des tâches autres que celles prévues par le traité (...)»<sup>4</sup>.

Au début de l'année 1926, les anciens Alliés protestent cependant contre la nomination d'instructeurs et la présence d'une mission de la marine en Turquie. Nadolny adresse alors une demande officielle au gouvernement turc pour qu'il confirme ou non la présence d'officiers allemands dans l'armée turque et avance l'argument selon lequel il ne peut contrôler tous les anciens militaires qui souhaitent s'engager. Dans ses mémoires, il rapporte :

« Le désarmement de l'Allemagne avait évidemment donné à beaucoup d'officiers l'occasion de se mettre au service d'autres États. Ainsi, des officiers allemands sont aussi allés en Turquie, et alors qu'avant la Guerre, il y avait déjà eu un conflit à cause de la mission militaire dirigée par Liman von Sanders, la Turquie avait maintenant non seulement une mission militaire allemande qui enseignait à l'école militaire à Yıldız, mais aussi une mission de la marine allemande. Évidemment, cela irritait quelque peu les esprits. En effet, le ministère des Affaires étrangères me demanda un rapport à la suite d'une demande de Londres. Je sus que cela ne pouvait venir que de mon collègue britannique et allai lui demander. 'Oui', me dit-il, 'je l'ai évoqué dans un rapport, mais je n'ai pas rédigé de rapport spécial sur ce problème.' 'Et que dois-je répondre, maintenant ?' lui demandai-je, 'je ne m'occupe pas de ces affaires et je ne connais pas ces messieurs, je ne sais absolument pas ce qu'ils font. J'ai ici neuf meurtriers d'Erzberger<sup>5</sup> et toutes sortes de gens qui volent de l'argent à la colonie allemande, tout cela, c'est vous qui l'avez provoqué par le traité de Versailles. Et nous devrions en plus nous occuper de ces gens?' 'Vous savez quoi', me dit-il, 'ne répondez absolument rien, et l'affaire sera réglée'<sup>6</sup>. »

<sup>4</sup> Naumann, Wolf-Orland, *Die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei 1923-1935*, Thèse non publiée, Humboldt-Universität, Berlin, 1993, p. 34.

<sup>5</sup> Erzberger, député du Zentrum, avait été assassiné en août 1920 par les Corps-Francis, des troupes qui étaient en rapport avec la Reichswehr mais que celle-ci ne contrôlait plus.

<sup>6</sup> Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters*, op. cit., p. 184.

Le ministère français des Affaires étrangères décide alors de protester auprès d'Ankara, en faisant valoir que la violation de l'article 279 du traité de Versailles « constitue un acte peu amical envers les gouvernements alliés signataires du traité ». Cependant, il semble que cette affaire n'a pas eu pas les suites escomptées par la France. On sait que l'Angleterre n'est déjà plus disposée à appliquer à la lettre le traité de Versailles, et que l'Allemagne s'appuie souvent sur les Britanniques pour obtenir un fléchissement de la politique française. Un rapport du ministère allemand des Affaires étrangères de la fin de l'année 1928 note ainsi que la France et l'Angleterre ne s'opposent plus à l'envoi d'anciens officiers comme professeurs<sup>7</sup>.

Dans les années 1920 – 1930, outre ces professeurs deux officiers allemands, le général d'infanterie von Mittelberger et le colonel Nicolai, forment l'état-major général turc et son service de renseignements. En mars 1930 enfin, l'ingénieur allemand Spetzler prend la direction de la réorganisation d'une usine d'artillerie (canons), tandis que l'ingénieur Wesermann assume celle des ateliers militaires<sup>8</sup>.

La continuité avec la période antérieure est donc bien perceptible dans ce domaine, dans lequel l'Allemagne, sans aucun doute, occupe un rôle de premier plan. Mais l'État turc s'adresse également à d'autres pays. La France, en tous les cas, envoie aussi des instructeurs. Il resterait à étudier plus en détail quels liens les militaires turcs et allemands ont conservé de la période antérieure, en essayant de suivre le parcours d'officiers qui ont servi durant les deux périodes, même s'il est vrai que la majorité d'entre eux ont pris leur retraite ou ont été écartés.

## 2. *Les administrations*

En décembre 1924, l'ambassadeur allemand envoie un rapport très précis sur les experts étrangers qui se trouvent en Turquie : à côté de la présence de quatre spécialistes allemands dans les Postes et les Télégrammes, des experts de nombreuses nationalités sont embauchés dans les ministères des Finances (un Américain dans le domaine des douanes), de la Justice, de l'Intérieur (trois Autrichiens dans la police, un Anglais dans l'inspection, un Italien dans l'administration des provinces, un Belge dans l'état-civil). Le ministère de l'Agriculture s'adresse en priorité aux Hongrois, qui envoient également 17 ingénieurs dans le Chemin de fer, où travaillent aussi un Russe et sept Allemands. L'État turc, précise le rapport, prévoit également de faire venir des conseillers pour le ministère de la Justice et dans les domaines des industries et des mines<sup>9</sup>. Ce rapport est surtout intéressant en ce qu'il montre la diversité des pays d'origine des experts et des domaines dans lesquels ils sont employés.

---

<sup>7</sup> Naumann, Wolf-Orland, *Die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei 1923-1935*, *op. cit.*, p. 44.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 66 et suivantes.

<sup>9</sup> AA, *Deutsche Fachmänner in der Türkei, 1924 – 1936*, R 78630.



Par contre, il reste très difficile de savoir combien de temps ces spécialistes sont restés, ce qu'ils ont fait exactement et s'ils ont été remplacés : en 1925, il est question à un moment de faire venir un fonctionnaire allemand au ministère de l'Intérieur pour la réorganisation du personnel, mais finalement le gouvernement turc fait savoir qu'il y renonce pour des questions de budget<sup>10</sup>. Par ailleurs, des fonctionnaires sont nommés parfois pour une durée très courte. Dans le domaine de l'agriculture, le gouvernement turc semble s'être adressé, selon ce rapport, à des experts hongrois, comme pendant la Guerre. Mais quatre ans plus tard, les Allemands auront une influence dominante dans ce secteur.

### 3. L'éducation

#### *L'introduction de la pédagogie allemande*

L'une des priorités des kémalistes est de moderniser le système scolaire. Très tôt, le gouvernement envoie des missions en Europe pour étudier les différents systèmes et fait appel à des spécialistes étrangers. Le pédagogue américain John Dewey est invité par le gouvernement turc en 1924. Dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel, les autorités kémalistes s'adressent à Georg Kerschens-teiner qui, ne pouvant venir, recommande Albert Kühne, directeur d'une école professionnelle à Berlin. Celui-ci arrive à Ankara en 1925.

Comme nous l'avons dit, un certain nombre de pédagogues turcs, comme Ali Haydar [Taner], Cevat [Dursunoğlu], Hıfzırahman Raşid [Öymen] ou encore İsmail Hakkı [Tonguç], avaient été formés en Allemagne avant la Guerre. Rentrés en Turquie, ils travaillent au ministère de l'Éducation, traduisent des ouvrages de Kerschens-teiner ou écrivent des articles sur le système éducatif allemand dans les revues spécialisées *Maarif Vekâleti Mecmuası* ou *Muallimler Birliği*.

En 1927, certains d'entre eux accompagnent le ministre de l'Éducation Mustafa Necati dans divers pays d'Europe pour en analyser le système scolaire. Ce dernier, apparemment, se montre le plus impressionné par l'Allemagne<sup>11</sup>. Il a d'ailleurs commencé à suivre les conseils de Kühne en promulguant une loi en mars 1926 pour créer des instituts spécialisés dans la formation d'instituteurs dans les villages<sup>12</sup>. Si cette loi est supprimée en 1932, elle annonce cependant la création des Instituts de villages (*Köy Enstitüleri*) en 1940, à l'origine de laquelle on retrouve les pédagogues formés en Allemagne.

<sup>10</sup> *Ibid.*, ambassade d'Allemagne, rapports des 4.11.1924 et 24.07.1925.

<sup>11</sup> Şarman, Kansu, *Türk Promethe'ler. Cumhuriyet'in Öğrencileri Avrupa'da* [Les Prométhées turcs. Les étudiants de la République en Europe], Istanbul, Türk İş Bankası Kültür Yayınları, 2005, p. 35. Malheureusement, l'auteur ne fournit aucune précision.

<sup>12</sup> Kafadar, Osman : « Cumhuriyet Dönemi Eğitim Tartışmaları » [Les débats sur l'éducation durant la période républicaine]. In : *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, vol. 3 : Modernleşme ve Batıcılık* [La pensée politique dans la Turquie moderne, vol. 3 : Modernisation et Occidentalisation], Istanbul, İletişim Yayınları, 2004, pp. 351 – 402, ici p. 371.

S'il n'est malheureusement pas possible dans le cadre de ce travail de déterminer exactement quelle influence a eu le système scolaire allemand en Turquie, il est intéressant de noter que les spécialistes les plus influents de la période kémaliste ont étudié en Allemagne, et ont gardé des liens privilégiés avec ce pays<sup>13</sup>. Certains s'engageront d'ailleurs personnellement pour faire venir des architectes allemands.

### *L'envoi d'étudiants en Allemagne*

« Chacun de vous que j'envoie est une étincelle. Devenez un volcan et rentrez<sup>14</sup>. »

Dès août 1923, le gouvernement inclut dans son programme l'envoi d'étudiants en Europe. Sur ce point, le Japon continue à être cité comme un modèle. Ainsi, Falih Rıfki, dans un article écrit pour le *Hakimiyet-i Milliye*, souligne que l'envoi d'étudiants à l'étranger, ainsi que l'appel à des experts européens depuis les Tanzimât, n'ont pas apporté de résultats probants par manque de méthode, au contraire des Japonais, qui contrôlent leurs étudiants de manière militaire<sup>15</sup>.

Pourtant, le gouvernement turc s'efforce de garder un contact étroit avec les étudiants, en envoyant notamment des inspecteurs. Pour l'Allemagne, Zeki Mesud est chargé de surveiller les boursiers du ministère de l'Éducation. Ceux envoyés par le Département de la Défense Nationale et la Direction des Fabriques de l'État sont du ressort d'un autre inspecteur<sup>16</sup>.

Pour maintenir le lien avec ces jeunes gens, les clubs turcs jouent également un rôle important : celui de Munich, qui compte pour membres d'honneur l'ambassadeur turc Kemaleddin Sami pacha et le militaire Kress von Kressenstein<sup>17</sup>, s'efforce de faire connaître la Turquie et le « turquisme ». Il possède une bibliothèque d'ouvrages en allemand et en turc, et organise des conférences auxquelles participent des étudiants allemands, afghans, indiens, japonais et hongrois. À Berlin, le club turc abrite en plus la chambre de commerce. En 1930, Abidin Daver, qui se trouve à cette époque dans la capitale allemande, souligne le fait que les Turcs de Berlin ont su profiter du talent d'organisation des Allemands qui, écrit-il, « sont pénétrés de l'idée que l'individu ne peut à lui seul servir à grand chose, tandis qu'une association est bien plus efficace et forte. Chez nous, c'est le contraire : chacun tire de son côté<sup>18</sup> ». À Leipzig, un club a été fondé dès 1922,

<sup>13</sup> Voir Turan, Kemal, *Türk-Alman Eğitim İlişkilerinin Tarihi Gelişimi*, op. cit., p. 129.

<sup>14</sup> « Sizi birer kıvılcım olarak gönderiyorum. Volkan olup dönmelisiniz ». Atatürk aux étudiants envoyés en Europe, cité in : Şarman, Kansu, *Türk Prometbe'ler*, op. cit., p. 38.

<sup>15</sup> Falih Rıfki, « Avrupa Tahsili » [Les études européennes]. In : *Hakimiyet-i Milliye*, 6.02.1926.

<sup>16</sup> AA, *Türkische Schüler auf deutschen Lehranstalten, 1923 – 1928*, R 63068, rapport du 15.10.1924.

<sup>17</sup> *Servet-i Fünun*, 21.05.1925.

<sup>18</sup> Abidin Daver, « Le club turc de Berlin ». In : *La République*, 29.06.1930.

dont les membres s'efforcent de diffuser des informations sur l'Allemagne et sur les possibilités d'études dans ce pays. Ces étudiants, d'après la presse, se réunissent régulièrement chez Halil Muhtar, le fils de Mahmud Muhtar, qui vit à Leipzig<sup>19</sup>.

Comme nous avons commencé à le voir, malgré l'interruption des relations officielles après la guerre, un certain nombre d'étudiants continuent à arriver en Allemagne. En octobre 1921, l'ancien gouverneur général Rahmi bey<sup>20</sup> intervient auprès des autorités allemandes pour faire étudier son fils à Berlin<sup>21</sup>. En 1923, celui du directeur général du chemin de fer anatolien Behiç bey veut s'inscrire dans une université technique (*technische Hochschule*). Les autorités allemandes, qui soulignent que « Behiç bey est un homme très apprécié », font part de l'inscription de son fils à Dresde<sup>22</sup>. À la même époque, elles reçoivent la nouvelle selon laquelle le fils du ministre des Finances, Nabi bey, voudrait aller à l'École de commerce de Berlin (*Handelshochschule*) après avoir appris l'allemand<sup>23</sup>. En 1924, pour citer un autre exemple, Ahmed İhsan qui, nous l'avons dit, entretient des contacts étroits avec certains diplomates allemands, n'hésite pas à intervenir pour l'envoi du fils d'un de ses amis, l'ancien député Müfid bey, qui « veut étudier dans une école technique allemande et si possible travailler dans une usine<sup>24</sup> ». Dans les années qui suivent, d'autres demandes de personnalités connues continuent à arriver jusqu'à la *Wilhelmstrasse*, ainsi par exemple du petit frère de « feu Enver pacha ».

Il reste en fait difficile de savoir combien d'étudiants turcs se trouvent en Allemagne : d'une part, les archives du ministère turc de l'Éducation ont brûlé dans un incendie en 1946. D'autre part, lorsque les journaux de l'époque annoncent l'envoi par le ministère de l'Éducation d'étudiants en Europe, ils ne précisent que très rarement le pays d'Europe. Il faudrait donc dépouiller les archives des universités allemandes, ce qui n'a pas pu être fait pour ce travail.

En 1925, d'après le journal *Büyük Yol*, l'Allemagne accueille 350 étudiants sur 500 se trouvant à l'étranger<sup>25</sup>. Mais nous ignorons si ce journal parle d'étudiants boursiers ou de jeunes gens venus par leurs propres moyens. En 1926, sur une cinquantaine d'étudiants turcs boursiers du ministère de l'Éducation, 25 se trouvent en Allemagne, 14 en France, quatre en Suisse, deux en Suède, trois en Hon-

<sup>19</sup> « Almanya Mektupları. Leipzig üstünde akseden İstiklâl Marşı... Bir avuç türk genci Almanya'nın bu şehrinde türk varlığını temsil ediyor » [Lettres d'Allemagne. L'hymne national qui résonne sur Leipzig... Une poignée de jeunes Turcs représente la Turquie dans cette ville d'Allemagne]. In : *Akşam*, 2.07.1930.

<sup>20</sup> Rahmi (Köken) est Ministre du Commerce et de l'Agriculture en 1927 puis Ministre de l'Économie en 1928 – 1929.

<sup>21</sup> AA, Türkische Schüler auf deutschen Lehranstalten, 1921 – 1923, R 63067, 29.10.1921.

<sup>22</sup> *Ibid.*, 13.04.1923.

<sup>23</sup> *Ibid.*, 17.10.1923.

<sup>24</sup> AA, Türkische Schüler auf deutschen Lehranstalten, 1923 – 1928, R 63068, 23.09.1924.

<sup>25</sup> AA, Periodische Presse, 1924 – 1925, R 78559, Pressebericht von 3.05. bis 9.05.1925.

grie, et un en Autriche<sup>26</sup>. Six ans plus tard, d'après les statistiques du ministère de l'Éducation, 99 étudiants turcs sont en France, et 97 en Allemagne<sup>27</sup>.

Pour l'heure, c'est surtout dans le domaine de l'agriculture que l'Allemagne semble accueillir le plus d'étudiants : dès 1925, le gouvernement turc décide ainsi d'envoyer des écoliers se former dans des fermes allemandes<sup>28</sup>. Sur ce point, les contacts avec le recteur de l'école agronomique de Halkali, Muhlis [Erkmen], qui a étudié en Allemagne pendant la guerre et qui sera nommé ministre de l'Agriculture en 1931, semblent étroits. Par ailleurs, un conseiller allemand du nom de Schmidt est employé par le ministère de l'agriculture à Ankara et s'efforce de renforcer l'influence allemande dans ce domaine<sup>29</sup>. En 1927, le journal *Milliyet* annonce que le directeur du musée de l'agriculture Nihat, ainsi que des professeurs exerçant à Halkali, Izmir, Adana ou Ankara sont envoyés en Allemagne pour se former<sup>30</sup>.

Par ailleurs, un certain nombre d'étudiants sont formés dans les universités techniques allemandes et dans des fabriques allemandes. Les domaines dans lesquels les étudiants turcs obtiennent des diplômes en Allemagne sont ceux de l'agronomie (une dizaine entre 1922 et 1933 et à nouveau une dizaine entre 1934 et 1940) et de l'économie (une dizaine entre 1921 et 1940)<sup>31</sup>.

Durant notre période, l'Allemagne accueille également des étudiants qui deviendront par la suite des scientifiques reconnus, comme le turcologue Ahmed Caferoğlu à partir de 1926<sup>32</sup>, les archéologues Ekrem Akurgal et Sedat Alp à partir de 1932, le mathématicien Cahid Arf ou encore le géologue İhsan Ketin. Il faut également mentionner le poète Sabahaddin Ali, qui reste deux ans à Berlin entre 1928 et 1930 et qui, une fois rentré, est professeur d'allemand puis assistant et traducteur de Carl Ebert au Conservatoire national d'Ankara<sup>33</sup>. Sabahaddin Ali traduit également des œuvres allemandes, de Lessing, Kleist, Heine ou encore de Rilke.

Pour faciliter le développement des liens universitaires avec l'Allemagne, des personnalités fondent en 1926 une association d'anciens étudiants, sur l'initiative du professeur Tefvik Ali bey, directeur de l'école des forêts d'Istanbul. Le siège se trouve à l'association allemande Teutonia. Le président est Vedat Nedim, et le vice-président İhsan Şükrü bey, chef de la section diagnostic de l'asile psychiatri-

<sup>26</sup> *Servet-i Fünun*, 1.07.1926.

<sup>27</sup> Şarman, Kansu, *Türk Promethe'ler*, op. cit., p. 40.

<sup>28</sup> AA, *Türkische Schüler auf deutschen Lehranstalten*, 1923 – 1928, R 63068, 8.12.1925.

<sup>29</sup> *Ibid.*, 29.01.1926.

<sup>30</sup> *Milliyet*, 24.10.1927.

<sup>31</sup> Schwarz, Klaus, *Der Vordere Orient in den Hochschulschriften Deutschlands, Österreichs oder der Schweiz*, op. cit.

<sup>32</sup> AA, *Die Doktorpromotionen auf deutschen Universitäten*, 1912 – 1920, R 64262. Caferoğlu (1894 – 1975) est né en Azerbaïdjan, a fait des études à Kiev, Bakou, Istanbul. Il deviendra un universitaire de premier plan dans le domaine de la linguistique turque. Voir Copeaux, Étienne, « Le mouvement 'prometheen' ». In : *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 16, juillet – décembre 1993.

<sup>33</sup> Embauché par le Ministère de l'Éducation de 1936 à 1947, le metteur en scène Carl Ebert a contribué à fonder le Conservatoire national et l'opéra d'Ankara.

que<sup>34</sup>. Fin 1927, un article du *Milliyet* nous permet d'apprendre que l'économiste Ömer Celal en est également membre<sup>35</sup>. Le but de cette association, nous dit l'article, est de faire en sorte que les étudiants formés en Allemagne mettent de manière plus systématique leur savoir au service de la Turquie. Il resterait cependant à déterminer si cette association a été effective, et combien de temps elle a existé.

On le voit, l'Allemagne accueille un nombre non négligeable d'étudiants turcs dans les années 1920, devenant même la destination privilégiée de ceux qui veulent étudier dans les écoles d'agronomie ou les écoles techniques. À partir du milieu des années 1930, il semble qu'elle deviendra le premier pays européen à accueillir ces étudiants<sup>36</sup>.

#### 4. Le domaine agronome

L'agronomie, nous l'avons dit, est un domaine dans lequel les Allemands prennent une influence décisive à partir de la deuxième moitié des années 1920. Outre la présence d'un conseiller au sein du département de l'Agriculture, le gouvernement envoie en 1927 le directeur Naki ed-Din en Allemagne pour engager des experts<sup>37</sup> et un an plus tard, Oldenburg est nommé conseiller agronome, tandis qu'une dizaine de spécialistes sont engagés. Ils installent rapidement des instituts et des laboratoires et fondent une « *Yüksek Ziraat Okulu* » (une Haute École d'agronomie), qui ouvre provisoirement en 1930, et dans laquelle enseignent quatre professeurs allemands (Eckstein, Kotte, Jessen et Christiansen-Weniger). En 1933, les bâtiments de cette école sont construits et le *Yüksek Ziraat Enstitüleri* (Institut d'agronomie) ouvre le 30 octobre 1933. Cet institut est dirigé par le professeur Falke jusqu'en 1938 et comprend une vingtaine de professeurs allemands. À partir de 1931, les autorités allemandes peuvent de surcroît compter avec Erkmen Muhlis, nommé à la tête du nouveau ministère de l'Agriculture (jusqu'alors rattaché au ministère de l'Économie), qu'elles désignent comme étant « connu pour être partisan d'un travail avec les spécialistes allemands en agriculture<sup>38</sup> ». Celui-ci restera en poste jusqu'en 1942.

<sup>34</sup> AA, Nachrichten über Gelehrte und Wissenschaft in der Türkei, 1924-1926, R 64975, Naldolny à Berlin, 14.04.1926.

<sup>35</sup> « Almanya'da tahsil gören Türk gençleri » (À propos des jeunes Turcs qui étudient en Allemagne). In : *Milliyet*, 31.12.1927.

<sup>36</sup> Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 129.

<sup>37</sup> *La République* et *Milliyet*, 27.12.1927.

<sup>38</sup> AA, Türkische Staatsmänner, 1926 – 1936, R 78552, L'ambassade allemande à Ankara au ministère des Affaires étrangères, 31.12.1931.

## 5. *Le domaine architectural*

« Toute chose dans cette ville exprime la volonté inébranlable de l'homme moderne. Tout appartient ici au Turc. S'étant dépouillée des méthodes orientales pour s'ériger en une métropole puissante, la ville d'Ankara est un grand centre politique<sup>39</sup>. »

Dès 1924, un professeur allemand du nom de Rabe est chargé d'organiser un département des travaux publics à Ankara et de mettre en place un programme de construction de la ville. Il semble cependant que les relations entre cet expert et les autorités turques se passent mal et que celles-ci décident alors de se réserver la direction de l'aménagement de la ville et de ne faire appel qu'à des techniciens étrangers<sup>40</sup>. Pour l'heure en tout cas, Nadolny peut faire part à son gouvernement de l'intention du préfet d'Ankara de commander des machines à des firmes allemandes<sup>41</sup>. Trois ans plus tard, l'ambassadeur allemand rapporte que le maire d'Ankara, Asaf bey, a effectué un voyage en Europe, qu'il s'est montré extrêmement satisfait de son séjour à Berlin, et qu'il a pris contact avec des experts allemands<sup>42</sup>.

En fait, les premiers architectes étrangers qui construisent des bâtiments officiels à Ankara sont autrichiens : Theodor Jost, en 1926 – 1927, construit le ministère de la Santé dans le quartier de Sıhhiye ainsi que l'institut de bactériologie, tandis que Robert Örley établit les plans de plusieurs bâtiments, comme celui du Croissant rouge. Le style qu'ils exportent est celui de l'architecture autrichienne d'avant guerre. Solide, massive, elle n'est pourtant pas, selon les spécialistes, à proprement parler moderne et constitue plutôt l'expression d'un mouvement transitoire<sup>43</sup>. Mais à Ankara elle est déjà, sans nul doute, un reflet de la modernité, à un moment où la politique architecturale connaît un tournant décisif : jusqu'à la fin des années 1920 en effet, l'architecture officielle s'inscrit dans la continuité du « mouvement de renaissance de l'architecture nationale » issu des années 1910, qui consiste essentiellement à combiner des éléments de l'architecture ottomane classique avec les nouvelles techniques de construction<sup>44</sup> et dont la première assemblée nationale d'Ankara, aujourd'hui le musée de la guerre d'indépendance, en constitue un exemple. Comme l'on s'en doute, la référence ottomane devient rapidement contraire à l'occidentalisation à tout prix que poursuivent les kémalistes, qui se tournent vers le modernisme européen par le mouvement *Yeni Mimari* (La nouvelle architecture)<sup>45</sup>. Jusqu'en 1931, les deux mouvements cohabitent en-

<sup>39</sup> Hans Zehrer, cité par Mustafa Nermi, « Ankara – Athènes ». In : *La République*, 6.07.1931.

<sup>40</sup> Nicolai, Bernd, *Moderne und Exil. Deutschsprachige Architekten in der Türkei, 1925 – 1955*, Berlin, Verlag für Bauwesen, 1998, p. 16.

<sup>41</sup> AA, Wochenübersicht, 1924 – 1925, R 78481, 9.11. – 15.11.1924.

<sup>42</sup> AA, Wochenübersicht, 1926 – 1929, R 78483, rapport du 8.05. – 14.05.1927.

<sup>43</sup> Nicolai, Bernd, *Moderne und Exil. Deutschsprachige Architekten in der Türkei, op. cit.*, p. 18.

<sup>44</sup> Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building, op. cit.*, p. 18.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 47.

core. Après cette date, il n'est plus question que de modernisme, l'architecture devenant le reflet le plus efficace de la révolution kémaliste.

Au début de l'année 1927, les autorités turques engagent l'Autrichien Ernst Egli, auxquels ils confient les postes d'architecte en chef du ministère de l'Éducation et de professeur à l'académie des Beaux-Arts d'Istanbul. Cet expert est considéré comme ayant introduit l'architecture moderne en Turquie<sup>46</sup>. Il est à l'origine du conservatoire d'Ankara, de l'Institut de formation pour jeunes filles (*İsmet Paşa Kız Enstitüsü*) en 1930, ou encore du Lycée pour filles (*Kız Lisesi*) la même année, qui fait montre d'une modernité sèche, et qui rappelle en cela le bâtiment de l'IG – Farben de Francfort, l'actuelle université, construit par Hans Poelzig<sup>47</sup>. Professeur à Istanbul, Egli envoie par ailleurs des étudiants se former en Suisse et en Allemagne.

La ville d'Ankara est également profondément marquée par l'empreinte de Clemens Holzmeister, autrichien lui aussi, qui a construit près d'une dizaine de ministères et de bâtiments officiels. Nommé par Recep [Peker] en 1927, il est d'abord chargé de construire le ministère de la Guerre, l'état-major général et une école pour officiers, puis réalise les plans des ministères des Travaux et de l'Économie. Son architecture monumentale, préfasciste en fait, rappelle celle de la fin des années 1930 en Espagne, en France, en Allemagne ou en Union soviétique<sup>48</sup>. Elle est révélatrice du tournant qui s'opère en Turquie au début des années 1930, et qui rompt définitivement avec le mouvement de renaissance nationale, exigeant une rupture radicale avec le passé ottoman et reflétant l'autoritarisme croissant de l'appareil étatique<sup>49</sup>. Cet architecte, particulièrement soutenu par Şükrü Kaya, Falih Rıfki et Atatürk, a également travaillé à partir de 1931 pour le projet du monument *Göven*, terminé en 1936 avec les sculpteurs autrichiens Anton Harnaj et Josef Thorak, et a réalisé le palais d'Atatürk en 1930/31.

Les autorités turques engagent également en 1927 l'architecte allemand Hermann Jansen pour établir le plan d'aménagement d'Ankara. Choisi parmi trois architectes dont un Français, Jansen semble avoir convaincu pour le pragmatisme de son plan, classique et rationnel. En 1936, il réalisera le plan d'aménagement autour d'Ankara. À partir du début des années 1930 cependant, il entrera souvent en conflit avec les autorités turques, notamment avec le maire d'Ankara<sup>50</sup>. Son projet pour le Parc de la Jeunesse (*Gençlik Parkı*) ne sera finalement pas retenu, le ministère des Travaux Publics ayant décidé d'en confier la réalisation à un architecte français en 1936. Au final, Jansen n'aura vraiment construit que les cités de *Bahçelievler*. Son contrat prendra fin en décembre 1938.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>47</sup> Cet architecte sera invité en 1936 par Cevat Dursunoğlu, mais mourra avant de venir.

<sup>48</sup> Nicolai, Bernd, *Moderne und Exil. Deutschsprachige Architekten in der Türkei*, op. cit., p. 43.

<sup>49</sup> Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building*, op. cit.

<sup>50</sup> Nicolai, Bernd, *Moderne und Exil. Deutschsprachige Architekten in der Türkei*, op. cit., p. 69.

On le voit, ce sont surtout des architectes autrichiens qui ont travaillé à Ankara jusqu'au début des années 1930. Mais la plupart des bâtiments qu'ils ont construits ne sont pas typiquement autrichiens et sont plutôt représentatifs d'un mouvement fortement développé aussi en Allemagne, « an austere, heavy, and official-looking modernism<sup>51</sup> ».

En 1934, l'Allemand Martin Elsaesser est engagé pour construire la Banque Sümer, à l'initiative directe, semble-t-il, de la direction de cette banque. Cet architecte a essayé, en vain, de travailler pour Mussolini puis pour le gouvernement nazi, avant d'accepter de venir à Ankara. Parallèlement, à partir de 1933, Ankara accueillera des architectes célèbres persécutés par le régime nazi, comme Martin Wagner ou Bruno Taut.

L'appel à ces experts entraîne chez certains une véritable résistance, qui pousse Yunus Nadi à écrire un article en novembre 1931, dans lequel il revient sur le fait que Jansen est accusé par certains d'être « un vulgaire aventurier » attiré par l'argent. Pour le journaliste, il s'agit d'un manque de respect grave : « Nous manquons totalement de considération envers la science et les spécialistes. C'est, en quelque sorte, une maladie léguée par le passé, une manie contre laquelle nous devons déclarer une lutte acharnée, dans l'intérêt même du pays<sup>52</sup>. » Cela l'amène également à évoquer le cas de Oldenburg :

« Nous nous rappelons aujourd'hui, et avec quels regrets, l'histoire de ce spécialiste qui était, aux dires de certains, aussi ignorant que Jansen : il s'agit de M. Oldenburg (sic), spécialiste engagé par la section agricole du ministère de l'Économie. (...) J'ai vu, de mes propres yeux, des fonctionnaires de l'Agriculture qui ne voulaient reconnaître aucune compétence à M. Oldenburg, et j'ai entendu, de mes oreilles, ces gens-là dire que le professeur était un ignorant ! M. Oldenburg, un homme d'une capacité indéniable, occupant une place prépondérante dans l'organisation agricole allemande, l'une des plus perfectionnées d'Europe, est resté pendant trois ans en Turquie, en vertu d'un contrat passé avec notre gouvernement, sans que nous ayons profité le moins du monde de son savoir ! Et pourquoi ? Tout simplement parce que nos SAVANTS l'avaient jugé ignorant ! ».

Si le domaine de l'agriculture est en réalité l'un de ceux où les spécialistes allemands ont été le plus actifs, il est toutefois intéressant de voir que l'appel à des experts étrangers continue de poser problème. Yunus Nadi attribue ce fait à « cette mentalité de janissaire », poursuivant :

« N'avions-nous pas entendu des gens murmurer et dire : 'Mais qu'est-ce qu'ils savent de plus que nous, ces spécialistes' – lorsqu'il nous a fallu recourir aux allemands pour réorganiser notre armée ? Effectivement, il n'est pas donné à tout le monde de connaître et de savoir apprécier toute la valeur d'un vrai spécialiste. Demandez au Ghazi et à Ismet pacha (sic) tous les services rendus à notre armée par les allemands ; ils sont à même d'en connaître le prix, puisqu'ils sont versés dans la science militaire. Il en est de même pour toutes les sciences. »

<sup>51</sup> Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building*, op. cit., p. 72.

<sup>52</sup> Yunus Nadi : « Respectons la Science ! ». In : *La République*, 7.11.1931.



La colère de Yunus Nadi nous semble résumer assez fidèlement l'un des aspects majeurs des relations de l'Empire ottoman et de la Turquie non seulement avec l'Allemagne, mais aussi avec l'Europe : ambivalents dans leur désir d'occidentalisation, les dirigeants ottomans et turcs ont fait appel au savoir scientifique ou technologique de ces pays, sans toujours en assumer les effets concrets.



## Conclusion

Les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman jusqu'en 1914 se déroulent dans un contexte international de culture de guerre et de domination des puissances européennes sur le monde. La politique du Reich consiste à préserver et à étendre son influence sur l'Empire ottoman tout en composant plus ou moins avec les exigences des règles internationales qu'impose le concert européen de l'époque. En Allemagne comme dans l'Empire, un véritable réseau d'hommes politiques, de militaires, de scientifiques et de publicistes milite activement pour un renforcement de l'engagement allemand dans cette région.

Les unionistes pour leur part admirent autant l'Europe qu'ils l'abhorrent. Dans ce contexte, l'Allemagne est à la fois perçue comme une puissance européenne dont il faut se méfier mais aussi comme un pays qui, par sa position singulière au sein du concert européen, peut également constituer un soutien. Sa force militaire étant son atout majeur, il est logique que dans les faits, ce soit elle qui continue à réformer l'armée ottomane et à former les jeunes officiers. C'est donc bien à Berlin que le jeune Enver est nommé attaché militaire, et que d'autres officiers sont envoyés se former. L'intérêt du Reich pour le maintien de l'Empire, par ailleurs, même s'il se manifeste de manière fort prudente jusqu'à la Première Guerre mondiale, représente un avantage dont les unionistes tentent de tirer profit, parfois avec succès. Certes l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie et la guerre de Tripolitaine viennent troubler les relations et accentuer les rancoeurs. Mais entre temps, alors que les unionistes ont placé pour la première fois des ministres au sein du gouvernement, le Reich accorde un prêt refusé par la France, permettant ainsi aux nouveaux dirigeants de sauver la face. S'il faut se garder d'y voir un tournant décisif, l'événement est toutefois une occasion pour Berlin – la première en fait – d'échanger quelques sympathies avec les unionistes.

L'image de l'Allemagne commence à cette époque à se modifier, et d'importantes personnalités ottomanes vont constater *de visu* qu'elle n'est pas seulement une puissance militaire, mais aussi une puissance industrielle. Sur ce point, les représentations françaises de l'Allemagne jouent également un rôle essentiel. Par ailleurs, quelques intellectuels « turquistes », encore peu nombreux il est vrai, soulignent sa particularité parmi les pays européens, insistant sur le fait qu'une nation peut se constituer différemment du modèle français connu jusqu'alors. Certains d'entre eux rappellent également que l'Allemagne ne colonise pas de musulmans et défendent le projet du chemin de fer de Bagdad. Ces arguments, encore minoritaires, ont cependant plus d'audience au moment des guerres balkaniques. Enfin, la mise en valeur par des publicistes allemands de la prédominance musulmane et turque dans l'Empire rencontre évidemment un écho favorable.

Dès lors, quel bilan peut-on tirer de ces relations à la veille de la Grande Guerre ? Loin d'être la puissance dominante sur le plan économique, l'Allemagne

n'en est pas moins celle qui construit le chemin de fer de Bagdad. Même si la France et la Grande-Bretagne participent à la réforme de la gendarmerie et de la marine, elle reste l'option privilégiée des Ottomans pour réformer l'armée, comme le montre la nouvelle mission arrivée à la fin de l'année 1913, et pour former de jeunes officiers. Cet aspect, nous l'avons vu, favorise la création de liens qui dépassent le cadre exclusivement militaire. La situation politique est plus complexe : la politique allemande vis-à-vis de l'Empire n'est pas linéaire, et reflète les contradictions internes du Reich. La politique ottomane, progressivement dominée par les unionistes, n'est pas moins ambivalente, prise entre la volonté de mener une politique de puissance et la nécessité de faire appel aux puissances pour y parvenir. C'est dans cette problématique que s'inscrivent les relations entre l'Allemagne et l'Empire à la veille de la Guerre.

Au début de l'été 1914, rien encore ne permet d'affirmer que l'Empire ottoman va s'allier avec l'Allemagne. Mais finalement, le traité du 2 août est logique : d'une part, les puissances française et anglaise ont refusé les propositions d'alliance ottomane. D'autre part, la menace que fait peser la Russie sur l'Empire est immense. Que dans ce contexte, l'Allemagne se montre intéressée par une alliance a de quoi, aussi, redonner confiance. Lorsque l'Empire entre finalement en guerre début novembre sur l'impulsion d'Enver, les unionistes sont décidés à prendre des revanches.

Durant les quatre années de guerre, les deux alliés placent d'abord leurs espoirs dans une « guerre sainte », au final mal accueillie et sans grand sens. L'Allemagne, dans son désir à la fois de gêner les puissances de l'Entente et de gagner à sa cause le monde musulman, a tendance à surestimer l'importance de l'alliance, au prix de fermer les yeux sur le génocide arménien. Les hommes de la *Wilhelmstrasse* donnent souvent l'impression d'être débordés, acceptant à de multiples reprises de revenir sur les clauses des accords passés et prenant même le risque de ne pas soutenir leurs militaires en fonction, comme dans le cas de Liman von Sanders. Les unionistes quant à eux, enivrés de grandeur, font tout de suite comprendre qu'ils resteront maîtres en la demeure. Rêvant de gains territoriaux, ils n'hésitent pas à s'opposer au Reich dans le Caucase. Cette histoire, aussi, est le fait d'hommes particulièrement jeunes – Enver, âgé de 34 ans, est secondé par Hans von Seeckt, âgé de 28 ans.

Durant ces années terribles, les deux pays nouent des liens qui joueront un rôle dans leurs relations futures. L'Allemagne, en effet, devient un pays d'accueil pour une élite turque qui veut s'éloigner de la guerre et se former dans les universités. Par ailleurs, par le biais de l'association germano-turque, des enfants et des adolescents sont envoyés en masse en Allemagne. À Istanbul, l'Association turco-allemande, présidée par Enver, réunit les intellectuels turcs les plus connus, comme Hüseyin Cahid ou Ziya Gökalp. Le gouvernement unioniste décide également de faire venir des experts et des professeurs allemands pour réformer l'université. Comme nous l'avons montré, les malentendus sont nombreux, liés tant à la sensi-

bilité nationaliste des Turcs qu'au manque de préparation des Allemands. Mais pour la première fois, l'Allemagne constitue une référence dans d'autres domaines que celui de l'armée.

Après l'interruption des relations officielles, des contacts se maintiennent : l'Allemagne abrite les dirigeants unionistes, qui pensent un temps pouvoir revenir au pouvoir et qui bénéficient du soutien de personnalités allemandes. Enver en particulier retrouve les officiers allemands qui ont servi dans l'Empire. N'ayant pas renoncé à son désir de jouer un rôle au Moyen-Orient, l'Allemagne est également le lieu d'accueil de groupes musulmans qui militent contre l'impérialisme des puissances occidentales. Au milieu de tout cela, de jeunes étudiants turcs, dont certains feront bientôt partie de l'élite kémaliste, y poursuivent leurs études. De part et d'autre, les gouvernements ont intérêt à reprendre des relations : à Ankara, forts de leurs succès militaires et politiques, les kémalistes poussent à la reprise des relations diplomatiques, malgré les frictions liées au problème arménien et au bilan désastreux de l'alliance. En Allemagne, la *Wilhelmstrasse* estime qu'il est temps de reprendre une politique étrangère plus affirmée. Cette époque particulière, sur fond de révolution et de guerre d'indépendance, a aussi son importance pour comprendre la nature des liens entre la Turquie républicaine et l'Allemagne de Weimar.

Ces relations se développent rapidement. Sur le plan politique, les kémalistes, méfiants à l'encontre du nouvel ordre international, dénoncent régulièrement le traité de Versailles et espèrent parfois la formation d'un front commun contre la domination franco-anglaise, auquel s'ajouterait l'URSS. À ce sujet, le traité de Locarno leur fait craindre un moment que Berlin ne se rapproche trop des « puissances occidentales », et qu'eux-mêmes se retrouvent isolés de cette Europe dont ils se méfient autant qu'ils veulent en faire partie. Dans ce contexte, les critiques formulées à propos du procès de Talat alourdissent quelques temps les relations diplomatiques, mais n'ont pas de conséquences sur le long terme. Il en est de même pour l'alliance pendant la Guerre qui, après avoir été à l'ordre du jour lors de la publication des « souvenirs » du Gazi, ne sert bientôt plus qu'à justifier l'amitié germano-turque. À Ankara comme à Istanbul, l'Allemagne a ses partisans : les journalistes et députés Yunus Nadi, Mahmud, Falih Rıfkı ne se lassent pas de répéter que le Reich est victime de la politique des anciens Alliés, tout en continuant de souligner sa supériorité technologique et scientifique. Les dirigeants allemands, pour leur part, accordent une importance particulière à la Turquie, non seulement pour des raisons économiques et stratégiques, mais aussi pour des raisons culturelles, liées à une fascination profonde pour l'Orient et pour le régime kémaliste. Le fait qu'il soit parfois cité en modèle ne manque pas de toucher les hommes politiques turcs, à la recherche d'une légitimité en Europe.

Dans ce contexte, les relations économiques connaissent un développement rapide, qui s'explique autant par l'habileté allemande à s'assurer des marchés que par le déclin de la présence française et anglaise. En 1929, la crise économique mondiale, qui touche sévèrement la Turquie, contribue encore à renforcer les rela-

tions. Par ailleurs, le caractère inoffensif de l'Allemagne sur le plan international, ajouté au fait que celle-ci continue à être au premier plan des innovations scientifiques et technologiques, constituent deux raisons importantes de s'adresser à elle pour moderniser le pays : à ce titre, les kémalistes confient certains secteurs à des experts allemands, comme l'agriculture. Mais, ayant tiré les leçons du passé, ils veillent, de manière assez conséquente, à diversifier leurs interlocuteurs. Sur ce point, comme nous l'avons souligné, une étude comparative s'imposerait.

Au-delà de cet aspect politique et rationnel, les liens culturels noués depuis la Première Guerre mondiale commencent également à porter leurs fruits : les étudiants des écoles techniques et des universités allemandes, rentrés en Turquie pour participer à sa modernisation et parfois placés à des postes de décision, s'adressent le plus souvent au pays qu'ils connaissent le mieux, à ses industries comme à ses experts. Certains introduisent également des idées prises de la culture allemande, qui justifient les orientations fixées. Des intellectuels continuent de mettre en avant la singularité de son histoire comme de sa place en Europe, singularité qui rassure parfois une élite à la recherche d'une synthèse appropriée de l'occidentalisation et de la turcité.

Une alliance des vaincus, donc ? En vérité, les conséquences de tous ces liens doivent être appréciés à leur juste mesure : la République de Weimar attire la sympathie, mais ne constitue pas un modèle pour les kémalistes. Ceux-ci admirent plutôt sa réussite objective, technologique, et apprécient en ce sens de pouvoir bénéficier d'experts allemands ou de former une élite sur place. Du côté allemand, les dirigeants, à l'affût de nouveaux marchés, misent sur la Turquie pour retrouver une influence, sans toutefois prendre le risque d'un heurt avec les autres puissances.

Après la prise du pouvoir par Hitler, les échanges économiques s'intensifient. Dans la logique des relations qu'ils entretiennent avec les autres puissances, les kémalistes continuent de souhaiter une Allemagne forte au cœur de l'Europe, même s'ils observent avec inquiétude la politique agressive du Reich qui, pour sa part, fait tout pour les rassurer<sup>1</sup>. Prudents, ils privilégient la diplomatie et cherchent à diversifier leurs interlocuteurs. En 1939, ils déclarent la neutralité de la Turquie, tout en continuant habilement à négocier avec les deux parties. Si, parmi eux, certains ne désapprouvent pas le nazisme et envisagent une alliance avec l'Allemagne, le gouvernement d'Ankara, dirigé par İsmet İnönü, rompt cependant ses relations diplomatiques avec elle à l'été 1944<sup>2</sup>.

Cette recherche nous a confortée dans la nécessité de prendre en considération à la fois le temps court et le temps long pour saisir les enjeux de ces relations. Elle nous a confrontée avec le devoir de l'historien d'accepter les ambivalences inhé-

<sup>1</sup> Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 163.

<sup>2</sup> Voir en particulier Deringil, Selim, *Turkish foreign policy during the Second World War : an «active» neutrality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989 ; Kreckler, Lothar, *Deutschland und die Türkei im Zweiten Weltkrieg*, Francfort / Main, Klostermann, 1964 ; Önder, Zehra, *Die türkische Aussenpolitik im Zweiten Weltkrieg*, Munich, Oldenburg, 1977.

rentes aux problématiques politiques et socioculturelles de chacun des deux pays. Elle nous a interdit à la fois de nous reposer sur une vision téléologique et de dégager une vision simplificatrice de la problématique des modèles, en nous incitant à souligner constamment les continuités et les ruptures ainsi que les ambiguïtés de part et d'autre. Elle nous amène par ailleurs à ouvrir le sujet sur une perspective plus large, étant donné les relations privilégiées qu'entretiennent l'Allemagne et la Turquie aujourd'hui. À ce sujet, elle incite, du moins nous l'espérons, à poursuivre l'investigation, tant au regard de la continuité de l'élite politique dont une part traverse, en Turquie comme en Allemagne, la Deuxième Guerre mondiale, qu'à celui des représentations qui ont peut-être encore aujourd'hui leur part d'actualité.





## Annexe biographique

Nous avons tenté ici de recomposer le parcours des principales personnalités rencontrées dans ce travail. Les personnalités ottomanes et turques sont classées selon la première lettre de leurs prénoms. Leurs dates de naissance et de mort ne sont pas toujours connues.

### *Hommes d'État ottomans :*

- Ahmed Cemal pacha : voir Cemal pacha.
- Ahmed İzzet pacha (1864 – 1937) : Élève de von der Goltz, Ahmed İzzet a été envoyé en Allemagne à Cassel où il rencontre Liman von Sanders. Chef de l'état-major de 1908 à Février 1911, il est ministre de la Guerre après l'assassinat de Mahmud Şevket pacha, de juin 1913 à janvier 1914. Il est nommé grand vizir d'octobre à novembre 1918. Après la contre-révolution de 1909, İzzet pacha prend position pour faire venir von der Goltz dans le but de réorganiser l'armée. Auteur de *Denkwürdigkeiten des Marschalls İzzet Pacha : ein kritischer Beitrag zur Kriegsschuldfrage*, édité et traduit par Karl Klinghardt, Leipzig 1927.
- Ali Rıza pacha (1860 – 1932) : Formé par von der Goltz, ce militaire reste trois ans en Allemagne, de 1885 à 1888. Ministre de la Guerre en 1908, dans le cabinet de Kâzım Pacha.
- Ahmed Şükrü bey (18 ?? – 1926) : Ministre de l'Éducation de 1914 à décembre 1917, au moment où un conseiller allemand est nommé dans son ministère et où des professeurs allemands travaillent à l'université d'Istanbul. Ahmed Şükrü effectue un voyage en Allemagne aux mois de juin – juillet 1917. Il est condamné à mort lors des procès de 1926.
- Cavid bey (1875 – 1926) : Membre du CUP, plusieurs fois ministre des Finances et des Travaux Publics. S'oppose à l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales. Condamné à mort lors des procès de 1926.
- Cemal pacha (1875 – 1922) : Membre du CUP, Gouverneur militaire d'Istanbul en janvier 1913, ministre des Travaux Publics puis ministre de la Marine en 1914. Envoyé en Syrie pour commander la quatrième armée. Assassiné en 1922 à Tiflis. A écrit ses mémoires, publiées en allemand : Ahmed Djemal pacha : *Erinnerungen eines türkischen Staatesmannes*, Munich, 1922.
- Enver pacha (1881 – 1922) : L'un des jeunes officiers de la révolution de 1908, attaché militaire à Berlin de 1909 à 1911, gouverneur de Bengazi en 1912, l'un des meneurs du coup d'État de 1913, ministre de la Guerre et chef de l'état-major de l'armée turque de 1914 à 1918. Après avoir fui à Berlin, il reprend une activité politique, se rend à Moscou. Il meurt en participant à la révolte des Basmatchi contre les Bolcheviks en 1922.

- Avlonyalı Mehmed Ferid pacha (1851 – 1914) : Grand vizir à la veille de la révolution. Sa démission marque la première concession faite par le Sultan aux Jeunes Turcs. Après la révolution, vali de Aydın. Ministre en 1912, puis sénateur. Fuit en Égypte après le coup d'État de 1913.
- Damad Mehmed Ferid pacha (1853 – 1923) : Mène sa carrière au Ministère des Affaires étrangères. Épouse une sœur d'Abdülhamid et devient ainsi un *damad*. L'un des leaders du mouvement libéral après la révolution. Signataire du Traité de Sèvres.
- Halil [Menteşe] (1874 – 1948) : Président de la chambre des députés au moment de la conclusion de l'alliance avec l'Allemagne, il est nommé ministre des Affaires étrangères puis ministre de la Justice. Il est présenté par les diplomates allemands comme l'un des partisans de l'alliance. Exilé à Malte après la Guerre, il est député à la GANT de 1931 à 1946. A écrit ses mémoires, parues sous le titre *Osmanlı Mebusan Meclisi Reisi Halil Menteşe'nin Anıları*, Istanbul, Hürriyet Vakfı Yayınları, 1986.
- İbrahim Hakkı pacha (1863-1918) : Ministre de l'Intérieur et de l'Éducation en 1908 – 1909, avant d'être nommé ambassadeur à Rome en 1909-1910, puis grand-vizir en 1910-1911. En 1915, il est nommé ambassadeur à Berlin, où il meurt peu avant la fin de la Guerre.
- İsmail Hakkı Babanzade (1876 – 1913) : Professeur et journaliste, né à Bagdad. Étudie au lycée de Galatasaray et à l'École d'administration. Député de Bagdad entre 1908 et 1912 et journaliste politique au *Tanin*. Prend position contre le chemin de fer de Bagdad en décembre 1908 et contre la concession Lynch en décembre 1909. Ministre de l'Éducation sous le grand vizirat de İbrahim Hakkı Pacha (1910 – 1911), Babanzade n'est pas membre du Comité central du CUP mais en est proche. Auteur d'une biographie de Bismarck.
- Kâmil pacha (1832 – 1913) : Grand vizir en 1885, connu pour sa politique anglophile. À nouveau grand vizir en 1908 – 1909, il entre rapidement en conflit avec le CUP.
- Mahmud Muhtar pacha (18 ?? – 1935) : Fils du Gazi Muhtar pacha, formé par von der Goltz, général, commandant du premier corps d'armée, gouverneur général d'Aydın, ministre de la marine en 1910 et 1912. Ambassadeur à Berlin en 1913/1914, il entre en conflit avec Enver.
- Mahmud Şevket pacha (1856 – 1913) : Général ottoman en relations étroites avec von der Goltz, chef de l'armée de Macédoine qu'il fait marcher sur la capitale ottomane en avril 1909, il est ensuite nommé ministre de la Guerre puis grand vizir. Assassiné en 1913.
- Mehmed Cavid : voir Cavid.
- Muslihiddin Adil Taylan : Directeur général de l'école secondaire pendant la Première Guerre mondiale, il effectue deux voyages d'études pendant la Guerre en Allemagne, où il visite de plus de 100 institutions scolaires allemandes. Au-

teur de *Alman Hayat-i İrfan* [La vie de la connaissance allemande], Istanbul, 1917.

- Dr. Nâzım (1870 – 1926) : L'un des membres du CUP les plus influents. Secrétaire général du Comité en 1911, il est nommé ministre en 1918, juste avant la défaite. Il est condamné à mort lors des procès de 1926.
- Necmeddin Molla : Ministre de la Justice sous l'Empire ottoman. Député de Kastamonu sous la République turque. A vécu à Munich pendant la guerre d'indépendance turque. Il est présenté par les sources allemandes comme s'étant souvent engagé pour défendre les intérêts allemands.
- Osman Nizâmi pacha : Général ottoman, en contact avec von der Goltz, nommé ambassadeur à Berlin en novembre 1908, où il reste en fonction jusqu'en 1911.
- (Mehmed) Rifat pacha (1860 – 1925) : Ambassadeur à Londres entre 1905 et 1911, il est nommé ministre des Affaires étrangères sous le cabinet de Hakki pacha, de 1909 à 1911, puis ambassadeur à Berlin entre 1911 et 1913. Il réoccupe cette fonction après le décès de Hakki pacha en 1918 puis passe deux ans à Munich.
- (Mehmed) Said Halim pacha (1863 – 1921) : Unioniste né au Caire, petit-fils du gouverneur d'Égypte Mehmed Ali, secrétaire général du CUP en 1913 puis grand vizir jusqu'en 1917. Assassiné à Rome en 1921.
- Salih pacha : Formé par von der Goltz. Ministre de la Guerre après la contre-révolution de 1909.
- (Mehmed) Talat pacha (1874 – 1921) : Ministre de l'intérieur à plusieurs reprises après la révolution, il est grand vizir en 1917 – 1918. Après la défaite, il vit à Berlin où il tente de reprendre une activité politique. Il est assassiné dans la capitale allemande en 1921.

#### *Hommes d'État kémalistes :*

- Behiç [Erkin] (1875 – 1961). Diplômé de l'École de guerre en 1895, il rejoint le mouvement kémaliste en 1920 et devient Directeur général de la ligne de chemin de fer de Bagdad, député d'Istanbul en 1924, ministre des Travaux Publics en 1926 – 1928. Il est présenté par les sources allemandes comme étant bien disposé à l'encontre de l'Allemagne, où il envoie d'ailleurs étudier son fils. Pendant la seconde Guerre mondiale, il s'engagera activement dans la protection des Juifs turcs.
- Mahmud Celal Bayar (1883 – 1986) : Fondateur de la Banque du travail (*İş Bankası*), ministre de l'Économie de 1932 à 1937, premier ministre de 1937 à 1939. Il est l'un des membres fondateurs du Parti démocratique en 1946 et devient président de la République en 1950.

- İbrahim Refik [Saydam] (1881 – 1942) : Mène des études à l'académie militaire de médecine d'Istanbul puis à l'académie de médecine militaire de Berlin avant la Guerre. Ministre de la Santé de la République turque en 1924, secrétaire général du Parti républicain (CHP), puis premier ministre entre 1939 et 1942.
- Muhlis Erkmén (1891 – 1985) : Mène des études à Istanbul à l'École d'agriculture de Halkalı puis en Allemagne dans une école d'agronomie à Bonn. Par la suite recteur de l'école de Halkalı, sous-secrétaire au Ministère de l'Économie en 1927, député de Bursa et de Kütahya entre 1927 et 1946 et ministre de l'Agriculture entre 1931 et 1942. Il occupe le poste de directeur de la Banque agricole de Turquie (*Ziraat Bankası*) entre 1946 et 1949.
- Mustafa Rahmi [Köken] (1881 – 1952) : Ministre de l'agriculture et du commerce en 1927 – 1928 puis ministre de l'économie en 1928 – 1929.
- Recep [Peker] (1889 – 1950) : Officier de formation, diplômé de l'École de guerre en 1907. Participe à la guerre de Tripoli, aux guerres balkaniques et à la Première Guerre mondiale. Rejoint le mouvement de résistance kémaliste en 1920. Député de Kütahya, ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Travaux Publics entre 1924 et 1930. Élu président du CHP en 1928. Dans les années 1930, il prend parti pour l'étatisme et est influencé par le fascisme italien puis par le national-socialisme. Il est le fondateur de la revue *Ulus* [La nation] et l'auteur des *İnkılâp Prensipleri* [Les principes de la Révolution] en 1935.

*Intellectuels, publicistes et scientifiques ottomans et turcs :*

- Ahmed Ağaoglu (1869-1939) : Journaliste, unioniste. Turc d'Azerbaïdjan, il étudie à Tiflis, Petersburg et Paris, où il fait la connaissance d'Ahmet Rıza et de Dr. Nâzım. Arrive à Istanbul après la révolution, où il fonde avec Yusuf Akçura la revue *Türk Yurdu* en 1911 et *Türk Ocağı* en 1912. Professeur d'histoire de l'Islam et de la culture islamique à l'Université d'Istanbul, il publie sur les courants panislamistes et pantouranistes. Se rend en Allemagne en 1915 et écrit des articles sur ce pays. Fait prisonnier à Malte en 1919, il est sous la période républicaine député de la GANT et journaliste à l'*Hakimiyet-i Milliye*.
- Ahmed Caferoğlu (1889 – 1975) : Docteur en turcologie formé en Allemagne, où il est l'élève des turcologues allemands Bang, Brockelmann et Giese.
- Ahmed Emin [Yalman] (1888 – 1972) : Élève au lycée autrichien d'Istanbul, il étudie également aux États-Unis. Journaliste, assistant de sociologie à l'Université pendant la Guerre. Membre de l'association turco-allemande. Auteur de *Die Türkei* (Gotha, 1918) et de *Turkey in the World War* (New Haven, 1930).
- Ahmed Cevat Emre (1876 – 1961) : L'un des membres les plus connus de l'institut de la langue turque (*Türk Dil Kurumu*). Diplômé de l'École de guerre, il est membre du Comité union et progrès et publie son premier livre en 1910 sur la langue turque. Pendant la Guerre, il est l'assistant du turcologue allemand Friedrich Giese, qui crée et occupe la première chaire de langues ouralo-

altaïques à l'université d'Istanbul. Après l'armistice de Moudros, Emre occupe pendant un temps cette chaire, qui est finalement supprimée par le gouvernement ottoman. Dans les années 1920, il prend parti pour l'introduction de l'alphabet latin et participe à la création de l'Institut de la langue turque, où il travaille notamment à établir un lien entre la langue turque et les langues indo-européennes.

- Ahmed Hikmet [Müftüoğlu] (1870-1927) : Directeur de la section commerce du ministère des Affaires étrangères ottoman. Effectue une mission en Europe en 1910 pour le ministère de l'Agriculture et du Commerce, et membre de la délégation ottomane invitée en Allemagne en 1911. L'un des membres fondateurs de *Türk Yurdu*. Après la Guerre, conseiller au ministère des Affaires étrangères. Auteur de plusieurs articles sur l'université allemande.
- Ahmed İhsan [Tokgöz] (1868-1942) : Éditeur du journal illustré *Servet-i Fünun* (fondé en 1881 et qui paraît jusqu'en 1942, prenant en 1930 le nom d'*Uyanış*) et directeur de la firme typographique du même nom. Professeur de géographie à l'école de Commerce d'Istanbul jusqu'en 1917. Entre 1911 et 1913, il est chef du district de Istanbul-Beyoğlu. Membre de la délégation ottomane invitée en Allemagne en 1911. Vit à Munich quelques années après la Guerre. Son journal touchait certainement des subventions de l'ambassade allemande pendant la période républicaine.
- Ahmed Refik [Altınay] (1881 - 1937) : Écrivain, journaliste, professeur d'Histoire à l'Université d'Istanbul pendant la Guerre. Sous la république turque, il est président de l'institut d'histoire turque (*Türk Tarih Encümeni*) entre 1924 et 1927. Il a traduit plusieurs ouvrages de von der Goltz et est l'auteur d'articles sur l'histoire allemande.
- Ahmed Şerif [Önay] (1892 - 19 ??) : Diplômé de l'École d'Administration, il travaille comme secrétaire au ministère de l'Éducation avant d'être envoyé en Allemagne, à Dresde, où il mène des études pour devenir ingénieur. Après la guerre, il est sollicité par les autorités kémalistes pour établir un plan d'encouragement de la production locale dans l'est de l'Anatolie. Il fait également connaissance de Mustafa Şeref [Özkan], qui se trouve à Berlin et qui, une fois ministre de l'Économie, le nomme en 1931 à la direction générale de l'industrie et du travail (*Sanayi ve Mesai Umum Müdürlüğü*). Ahmed Şerif fait ainsi partie de la délégation qui se rend en URSS en 1932.
- Ali Haydar [Taner] (1883 - 1956) : Étudiant de psychologie et de pédagogie à l'Université de Jena en 1910, inspecteur des étudiants turcs en Allemagne pendant la Guerre et traducteur et secrétaire du conseiller allemand Schmidt au ministère de l'Éducation. Sous-secrétaire du ministère de l'Éducation en 1927.
- Burhan Asaf [Belge] (1889 - 1967) : Formé dans des écoles françaises et au lycée américain d'Istanbul, il part terminer le lycée en Allemagne, où il étudie par la suite dans les écoles techniques de Munich et de Karlsruhe. Devient en 1924 représentant de l'agence d'Anatolie à Bucarest. Écrit pour la revue *Aydın-*

*lık*, puis pour la revue *Kadro*. En 1935, il traduit l'ouvrage de Norbert Bischoff, *Ankara : Eine Deutung des neuen Werdens in der Türkei* sous le titre *Ankara : Türkiye'deki Yeni Oluşun bir İzahı*.

- Celal Nuri [İleri] (1877 – 1939) : Juriste, avocat, puis journaliste (en particulier pour les revues *İctihad*, *Türk Yurdu*, *Hak* et *Tanin*). En 1913, il effectue un voyage qui le mène en Russie, en Finlande, en Suède, en Norvège et en Allemagne et dont il publie le récit en 1915 sous le titre : *Kutub Musababeleri* [Conversations polaires]. Auteur de *İttihad-i İslam ve Almanya* [L'union de l'Islam et l'Allemagne] en 1914. Après la guerre, il est rédacteur en chef du journal *İleri* et député au parlement turc.
- Celal Sahir [Erozan] (1883 – 1935) : Écrivain et journaliste, il écrit pour le *Servet-i Fünun*. Professeur de français et de lettres, proche du Comité union et progrès. Editeur de *Halka Doğru* (1913/1914), directeur administratif de *Türk Bilgi Derneği*, rédacteur en chef de *İktisadiyat Mecmuası* à partir de 1916.
- Cevat Dursunoğlu (1892 – 1970) : Étudiant en sociologie et en pédagogie à Berlin et à Jena. Directeur de l'enseignement secondaire, Inspecteur des étudiants turcs en Allemagne. Attaché culturel à Berlin entre 1933 et 1935. Joue un grand rôle dans la venue des architectes Martin Wagner et Hans Poelzig.
- Ekrem Akurgal (1911 – 2002) : Envoyé étudier l'archéologie en Allemagne en 1932, il y obtient son doctorat en 1940. Professeur d'archéologie classique à Ankara, il est considéré comme le père de l'archéologie en Turquie.
- Falih Rifkî [Atay] (1894 – 1971) : L'un des cadres kémalistes les plus connus. Commence sa carrière de journaliste au *Tanin* en 1913. Secrétaire de Talat pacha. Officier de réserve envoyé sur le front de Syrie et de Palestine dans l'armée de Cemal pacha. Rejoint Ankara après l'armistice. Proche de Mustafa Kemal jusqu'à sa mort. Journaliste au *Hakimiyet-i Milliye*, membre de la commission pour l'introduction de l'alphabet latin en 1928, membre de la *İlim ve Sanat Heyeti* en 1930. A publié entre autres *Moskova – Roma* (Istanbul, 1932).
- Habib Edib [Törehân] (1890 – 1968) : Diplômé de l'École de droit d'Istanbul en 1912, il étudie ensuite trois semestres à Berlin. Rentré en Turquie, il est avocat. Repart en Allemagne en avril 1914 où il exerce diverses fonctions et publie un ouvrage sur la langue turque en 1918. En 1926, il fonde une usine de cigarette « Bosforus – Bosphore » à Berlin, tout en étant correspondant pour le journal *La République*. Rentré en Turquie en 1931, il travaille au ministère de l'Économie puis retourne en Allemagne en 1933, où il travaille dans les importations de textile. Il retourne en Turquie pendant la deuxième guerre mondiale, fonde en 1950 le *Yeni İstanbul Gazetesi* sur le modèle des journaux allemands neutres, mais cette initiative échoue. A publié entre autres : *Türkisch : praktische türkische Sprachlehre*, Weimar, 1916 ; *Türkische Geschichten, Türk Hikâyesi*, Weimar, 1918 ; *Die Türkei*, Berlin, 1919.
- Halid Ziya [Uşaklıgil] (1867 – 1945) : Écrivain, unioniste, secrétaire du Sultan en 1909, membre de la *Türk Derneği*, il effectue des missions en Europe pour le

gouvernement en 1913/14. Pendant la Première Guerre mondiale, il se rend en Allemagne d'où il envoie des lettres pour le *Tanin*.

- Halil Edhem (1861 – 1938) : Frère de Osman Hamdi Bey. Il étudie quatre ans en Allemagne, alors son père y est ambassadeur (de 1876 à 1880). Étudie également à Zurich, Vienne et Bern, où il obtient son doctorat de philosophie. Retourné à Istanbul, il travaille comme traducteur à l'état-major, puis devient professeur. Après avoir été l'assistant de son frère aîné à partir de 1892, il devient directeur du musée d'Istanbul en 1917 et garde cette fonction jusqu'en 1931.
- Halil Fikret [Kanad] (1892 – 1974) : Pédagogue. Études de philosophie en 1910 à Berlin et Leipzig, docteur en philosophie à Leipzig en 1917.
- Çerkes Şeyhizade M. Halil Halid (1868 – 1931) : Diplomate et publiciste formé en Angleterre. Prend position contre l'impérialisme de la Grande-Bretagne et de la France. Vit à Berlin pendant la Guerre.
- Hamdullah Suphi [Tanrıöver] (1885 – 1966) : Professeur de littérature, membre du Foyer turc (*Türk Ocağı*) à partir de 1912 dont il prend la direction un an plus tard. Envoyé par le gouvernement unioniste pendant la guerre pour inspecter les étudiants turcs à Berlin. Après la guerre, il est président du club turc de Berlin. Rentré en Turquie, il occupe le poste de ministre de l'Éducation et de président du Comité central des Foyers turcs entre 1923 et 1931. L'ouvrage *Dağ Yolu* [Le chemin de la montagne] publié en deux volumes en 1928 – 1931 est un recueil des discours qu'il a prononcés pendant la guerre d'indépendance et les premières années de la République.
- Hasan Cemil [Çambel] (1879 – 1967) : Diplômé de l'École de guerre en 1900, il est envoyé comme capitaine d'état-major en Allemagne, où il achève ses études à l'Académie militaire prussienne en 1902. Après avoir été inspecteur des provinces de Roumélie à Salonique, il participe aux guerres balkaniques puis est nommé attaché militaire à l'ambassade ottomane de Berlin en 1913. Retraité de ses fonctions militaires après la Première Guerre mondiale, il traduit les *Discours à la nation allemande* de Fichte en 1925. Élu député de Bolu en 1928, il fait partie des fondateurs de la *Türk Tarih Kurumu*, dont il prend la présidence en 1935. Il est également le traducteur d'œuvres de Goethe, Dilthey, Nietzsche, Leibniz ou encore de Stefan Zweig.
- Hıfzırâhman Raşid [Öymen] (1899 – 1879) : Étudiant en pédagogie en Allemagne, disciple de Kerschensteiner et Paulsen.
- Hüseyin Cahid [Yalçın] (1874-1957) : Député de Constantinople, délégué ottoman à l'Administration de la Dette. En août 1908, il fonde le quotidien *Tanin*, le journal le plus important et le plus édité jusqu'à l'écroulement de l'Empire. Député dans les trois parlements de la période constitutionnelle. Membre de la délégation ottomane invitée en Allemagne en 1911. Il a écrit ses « souvenirs littéraires » et ses « souvenirs politiques » : *Edebiyat Anıları*, Istanbul, Türkiye İş Bankası Yayınları, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1975) ; *Siyasal Anılar*, Istanbul, Türkiye İş Bankası Yayınları, 2000 (1<sup>ère</sup> éd. 1976).

- İsmail Hakkı [Tonguç] (1897 – 1960) : Étudiant en pédagogie en Allemagne entre 1918 et 1922. Il occupe par la suite diverses fonctions au ministère de l'Éducation, notamment celles de directeur du musée de la pédagogie (*Milli Eğitim Bakanlığı Pedagogi Müzesi Müdürlüğü*) et de directeur général de l'enseignement primaire en 1935. Il est à l'origine des Instituts de village (*Köy Enstitüleri*). Il a traduit un ouvrage de Georg Kerschensteiner et a publié un ouvrage intitulé *Almanya Maarifi* [L'Éducation allemande] (Istanbul, Milli Eğitim Bakanlığı Yayını, 1934) avec Reşad Şemseddin.
- İsmail Hüsrev [Tökin] (1902 – 19 ??) : Son père était officier d'artillerie, formé en Allemagne dans le domaine de la fabrication des armes. İsmail Hüsrev étudie au lycée de autrichien d'Istanbul. Après la Guerre, il monte une entreprise d'exportation de produits agricoles vers l'Allemagne, qu'il doit fermer en 1928. Il devient alors secrétaire du ministre des Travaux Publics Behiç bey, puis travaille à la section commerce de l'Administration des chemins de fer de l'État. Il écrit la rubrique économie pour le *Hakimiyet-i Milliye* avec Vedat Nedim Tör, et travaille à partir de 1931 pour la Banque agricole. Il est l'un des six écrivains de la revue *Kadro*.
- Mahmud Sadık (1864-1930) : Après des études d'agronomie en Allemagne, il est fonctionnaire et enseignant, et écrit de très nombreux articles dans *İkdam*, *Tercüman-i Hakikat*, *Servet-i Fünun*, etc.
- Mahmud [Soydan] (188 ? – 1936) : Député de Siirt après la fondation de la République, rédacteur en chef du *Milliyet* et du *Hakimiyet-i Milliye*. Membre de la Fondation économique turque (*Türk Ekonomi Kurumu*) fondée en 1929, et directeur adjoint de la Banque d'Affaire (*Türkiye İş Bankası*). Il est l'auteur de nombreux articles politiques sur l'Allemagne. Il a recueilli les souvenirs de Mustafa Kemal publiés dans le *Milliyet* avec Falih Rıfkı [Atay].
- Mecdet, Mehmed : Diplômé de l'Université de Berlin en 1923/1924 avec un mémoire intitulé « Die Staatsschulden der Türkei und die Verwaltung der Dette Publique ottomane » [Les dettes d'État de la Turquie et l'Administration de la Dette Ottomane], délégué du commerce à Berlin et président de la chambre de commerce turque en Allemagne.
- Mehmed Akif [Ersoy] (1873 – 1936) : L'un des principaux représentant du courant islamiste progressiste. Membre du Comité union et progrès, professeur de littérature à l'Université d'Istanbul après la révolution de 1908. Écrit des articles pour la revue *Strat-i Müstakim / Sebülürreşad* et des poèmes. Participe à la mission envoyée en Allemagne par le CUP en décembre 1914 pour inspecter les camps de prisonniers musulmans et pour faire de la propagande pour l'alliance avec l'Allemagne. Auteur d'un long poème intitulé *Berlin Hatıraları* [Souvenirs de Berlin].
- Mehmed Emin [Yurdakul] (1869 – 1944) : Poète nationaliste. Publie un recueil de ses poèmes en 1918 sous le titre *Turana Doğru* [Vers le Touran]. Pendant la Guerre, il correspond avec l'orientaliste Martin Hartmann.



- Köprülüzade Mehmed Fuad (1890 – 1966) : Écrivain, historien et homme politique. Après la Guerre, il fait paraître la revue *Türkiyat Mecmuası* [Revue du monde turc] et dirige à partir de 1928 l'Institut d'histoire turque (*Türk Tarih Encümeni*). Il est également professeur à Istanbul. En 1928, il est nommé docteur honoraire de l'Université de Heidelberg. Après la Deuxième Guerre mondiale, il s'engage dans la politique, et fonde notamment le Parti démocratique avec Celal Beyar, qu'il quitte cependant quelques années plus tard.
- Mehmed Vehbi [Sarıdal] (1886 – 1969) : Diplômé de l'école de droit en 1908, il suit un cours d'économie politique à l'Université de Berlin pendant la Guerre, et est secrétaire du Club turc de Berlin. Il est l'un des fondateurs du Parti des travailleurs et des paysans de Turquie. Professeur de droit à Beyrouth, Damas et Istanbul puis professeur d'économie politique à l'école supérieure d'Istanbul, il est également directeur général du Commerce au ministère du Commerce à Ankara puis secrétaire général de la Chambre de commerce d'Istanbul.
- Mümtaz Fazlı [Taylan] : Étudie en Allemagne, se trouve à Berlin au début des années 1920 et participe à la création du Parti des travailleurs et des paysans de Turquie. Auteur d'un article sur Marx dans la revue *Kurtuluş*. Après 1923, il est membre de la chambre de commerce turque en Allemagne et directeur de la société « Orak » à Berlin. Devient par la suite un homme d'affaires important en Turquie.
- Mümtaz [Turhan] (1908 – 1969) : Part en 1928 pour des études de psychologie en Allemagne, à Francfort / Main. Travaille sur la « *Gestaltpsychologie* ».
- Mustafa Nermi (1890 – 1971) : Puliciste. Étudie en France et enseigne à Salonique. Publie dans les revues *Vazife*, *Tesvir-i Efkâr*, *Genç Kalemler* ou *Türk Yurdu*. Pendant la Guerre, il se rend en Allemagne, participe à la création du Parti des travailleurs et des paysans de Turquie, puis devient correspondant en Allemagne pour les journaux *Cumhuriyet*, *Vakit*, *Hakimiyet-i Milliye*. Il traduit également des auteurs classiques en turc, notamment Schiller et Kleist.
- Mustafa Suphi (1883 – 1921) : Étudie à Paris entre 1908 et 1910, d'où il est aussi correspondant pour le *Tanin*. Membre du CUP jusqu'en 1912, il rejoint à cette date le parti d'opposition *Milli Meşrutiyet Fırkası* qui sera bientôt interdit. Banni d'Istanbul après l'assassinat de Mahmud Şevket Pacha en 1913, il fuit en 1914 en Russie où il découvre le communisme. Fondateur du parti communiste turc. L'un des premiers à avoir introduit la sociologie. Directeur de la collection « İfham », il écrit la préface de la traduction ottomane de l'ouvrage de Davis Trietsch intitulé *Deutschland und der Islam. Eine weltpolitische Studie* (Berlin, 1911).
- Mustafa Şekib Tunç (1886 – 1958) : Philosophe et psychologue, formé à l'Institut Rousseau de Genève. Traducteur de Bergson et de Freud en turc.
- Mustafa Şeref [Özkan] (1884 – 1938) : Envoyé par le CUP étudier le droit à Paris, il est nommé à la faculté de droit d'Istanbul. En 1915, il est conseiller au ministère du Commerce et de l'Agriculture et en 1917, âgé de 33 ans, il prend la tête de ce ministère. Après la guerre, il se rend quelques temps à Berlin où il

- fait connaissance d'Ahmed Şerif [Önay]. Il est nommé professeur de droit à Ankara en 1926 puis ministre de l'Économie en 1930.
- Nizamettin Ali Sav (Ali Nizami) : Fils de Hüseyin Hüsnü pacha. Étudie l'économie à l'Université d'Heidelberg et de Berlin. Participe à la création du Parti des travailleurs et des paysans de Turquie, et à la revue *Kurtuluş*. Devient par la suite député d'Istanbul.
  - Nurullah Esad [Sümer] (1889 – 1973) : Étudie l'économie et le droit à Berlin et à Francfort pendant la Guerre. Obtient un doctorat d'économie. Membre fondateur du Parti socialiste des paysans et des ouvriers de Turquie (*Türkiye İşçi ve Çiftçi Sosyalist Fırkası*) en septembre 1919. Président du Haut Conseil économique en 1928 puis directeur de la Sümerbank en 1933. Économiste qui défend le corporatisme et qui est partisan du modèle économique nazi pendant la Deuxième Guerre mondiale.
  - Nüzhet Sabit (1883 – 1920) : Pédagogue, au début membre du CUP puis se retire. Entre au parti d'opposition mais en part également. Éditeur du journal *Vazife* à partir de 1911, et fondateur du Comité de Solidarité sociale (*Teavün-ü İctimai Cemiyeti*) en 1911, qui a ses propres publications, et qui fait paraître en 1911 la traduction en ottoman de *En Allemagne. De Hambourg aux marches de la Pologne*, de Jules Huret.
  - Ömer Celal [Sarç] (1901 – 1988) : Après avoir obtenu son doctorat d'économie à Berlin sous la direction du philosophe Werner Sombart en 1925, il est secrétaire de la chambre de commerce turque en Allemagne et rédacteur de la revue qu'elle publie. Il sera par la suite conseiller au ministère de l'Économie, puis professeur d'économie à l'Université d'Istanbul et recteur de cette université.
  - Orhan Sadeddin : Docteur en philosophie formé en Allemagne, écrit pour les revues *Hayat, Felsefe ve İctimaiyat Mecmuası*.
  - Raşid Tahsin [Tuğsavul] (1870-1936) : Études de médecine en Allemagne (diplômé en 1896). Un des fondateurs de la psychiatrie et de la neurologie dans l'Empire ottoman.
  - Reşad Şemseddin [Sırer] (1903 – 1953) : Diplômé de la faculté de lettres d'Istanbul, inspecteur, il part en Allemagne en 1930 pour examiner le système scolaire allemand, devient attaché culturel et inspecteur des étudiants turcs en Allemagne. Après avoir travaillé dans différents ministères pendant la Deuxième Guerre mondiale, il est ministre de l'Éducation nationale de 1946 à 1948, ministre du Travail en 1948 et député de Sivas en 1950 – 1953. Il est l'auteur avec İsmail Hakkı [Tonguç] de *Almanya Maarifi* [L'éducation allemande] (Istanbul, Milli Eğitim Bakanlığı Yayını, 1934).
  - Selim Sırrı [Tarcan] (1874 – 1948) : Introduit le sport et la culture physique dans l'Empire ottoman. Formé en Suède entre 1909 et 1911, il est professeur d'éducation physique et fonde le premier comité olympique national turc. Pendant l'entre deux-guerres, il fait étudier l'éducation sportive à ses filles en Alle-

- magne. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Bugünkü Almanya* [L'Allemagne d'aujourd'hui], édité par le ministère de l'Éducation en 1930.
- Servet (Berkin) : Étudie la philosophie et l'économie à Istanbul, auteur d'articles dans les revues *Meslek* et *Felsefe ve İctimaiyat Mecmuası*. Suit des cours de sociologie en Allemagne et aurait connu Werner Sombart (dates inconnues). L'un des fondateurs de la *Türk Felsefe Cemiyeti* en 1928, nommé professeur de sociologie à l'Université d'Istanbul.
  - Şevket Süreyya [Aydemir] (1897 – 1974) : Écrivain et économiste, il enseigne en Azerbaïdjan et au Daghestan, et est diplômé de l'université de Moscou en sciences sociales et économiques. Rentré en Turquie en 1924, il est accusé de propagande communiste et est condamné à dix ans de prison. Il est relâché au bout de 18 mois et occupe alors diverses fonctions, notamment celle de directeur de l'école de commerce d'Ankara. Il est l'un des six rédacteurs de la revue *Kadro* et l'auteur, entre autres, d'une biographie d'Enver en trois volumes.
  - Tekin Alp (Moïse Cohen) (1883 – 1961) : Publiciste et théoricien turc issu d'une famille juive, il écrit dans les revues *Türk Yurdu*, *İktisadiye-i Mecmuası*. Théoricien du nationalisme turc et de l'économie nationale. Publie entre autres en 1914 un ouvrage intitulé *Türkler bu muharebede ne kazanabilirler ?* [Que peuvent gagner les Turcs dans cette guerre ?], traduit en allemand en 1915 sous le titre *Türkismus und Pantürkismus*. Assistant pendant la Guerre du professeur de philosophie allemand à l'Université d'Istanbul Jacobi, il est notamment l'auteur d'une série d'articles sur le solidarisme en Allemagne dans la revue de sociologie *Yeni Mecmua*.
  - Vedat Nedim [Tör] (1897 – 1985) : Après avoir passé un concours organisé par le ministère du Commerce en 1916, il part étudier à l'École de Commerce de Berlin. Il publie des articles sur l'enseignement allemand dans le journal *Muallim* d'Istanbul en 1918. Au moment du Traité de Sèvres, il fait partie du groupe qui fonde le Parti des paysans et des travailleurs de Turquie et qui publie la revue *Kurtuluş*. Il obtient son doctorat d'économie en 1921 sous la direction de Werner Sombart. Rentré en Turquie, il travaille au sein du Parti socialiste des travailleurs et des paysans de Turquie et écrit pour la revue *Aydınlık*. Après les procès de 1925, il fuit en Autriche, et devient secrétaire général du parti communiste de Turquie. Il retourne ensuite à Ankara, où il est président de la *İktisat ve Tasarruf Cemiyeti* en 1929, et l'un des écrivains du groupe *Kadro* entre 1932 et 1934. Par la suite, il sera notamment conseiller culturel à la Yapı-Kredi Bankası et à la Akbank. Il est l'auteur dans *Kadro* d'articles sur Werner Sombart.
  - Yunus Nadi [Abaloğlu] (1880 – 1945) : Ancien unioniste, journaliste, il est le fondateur du quotidien *Cumhuriyet*, qui a une édition française, *La République*. Pendant la période de Weimar, il écrit de très nombreux articles sur l'Allemagne, où il se rend régulièrement. Son fils aîné, Nadir Nadi Abaloğlu, étudie entre 1930 et 1935 à Vienne, à l'école de journalisme de Berlin et à l'Université de Lausanne.

- Yusuf Akçura (1876 – 1935) : Originaire de Russie, il étudie à l'École des Sciences Politiques de Paris. Il émigre à Istanbul après la révolution de 1908, où il enseigne l'histoire politique turque à l'université. Il fait partie des associations *Türk Derneği*, *Türk Bilgi Derneği*, *Türk Yurdu*, *Türk Ocağı* et édite *Türk Yurdu*. Avant la Guerre, il prend parti pour un renforcement des relations avec l'Allemagne.
- Zeki Mesud (Alsan) (1889 – 1984) : Étudie les sciences politiques à Paris entre 1910 et 1913. Inspecteur des étudiants turcs en Allemagne pendant la Guerre, il est nommé inspecteur général des étudiants turcs en Europe dans les années 1920. Il est l'auteur de nombreux articles sur l'éducation allemande, ainsi que d'éditoriaux politiques dans le *Milliyet*, le *Hakimiyet-i Milliye*, le *Cumhuriyet*. Directeur de l'École d'administration à partir de 1927, député d'Edirne puis professeur de droit.

*Milieux militaires (les militaires qui ont assumé des fonctions étatiques sont classés dans la rubrique Hommes d'État) :*

- Bronsart von Schellendorf, Fritz (1864 – 1950) : Officier allemand membre de la mission militaire von Sanders, sous-chef de l'état-major général, chef de l'état-major de la 3<sup>ème</sup> armée (armée du Caucase) commandée par Enver. Connu pour son antisémitisme et son approbation du génocide arménien.
- Falkenhayn, Erich von (1861 – 1922) : Officier allemand, chef de l'état-major général pendant la guerre, il est envoyé sur le front de Palestine en 1916.
- Goltz, Colmar von der (1843 – 1916) : Officier allemand, instructeur militaire à Istanbul de 1883 à 1895, où il noue des relations avec un certain nombre de personnalités militaires ottomanes (notamment Mahmud Şevket pacha et Pertev pacha). Entre 1909 et 1911, il revient dans l'Empire ottoman en tant que conseiller militaire. Adjudant général du Sultan en 1914, il est nommé commandant en chef de la 1<sup>ère</sup> armée en avril 1915, puis commandant en chef de la 6<sup>ème</sup> armée en Mésopotamie. Il meurt à Bagdad en avril 1916 du typhus. Il est l'auteur de *Der jungen Türkei Niederlage und die Möglichkeit ihrer Wiedererhebung* (Berlin, 1913). Ses mémoires ont également été publiées par Wolfgang Foerster sous le titre: *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz : Denkwürdigkeiten* (Berlin, 1929).
- Humann, Hans (1878 – 1933) : Fils de l'ingénieur allemand Carl Humann, né à Izmir, il est un ami proche d'Enver pacha. Il est attaché militaire à l'ambassade d'Allemagne avant la Guerre, puis attaché naval en 1915.
- Kâzım [Karabekir] (1882 – 1948) : Militaire, membre du CUP, il est chef de l'état-major de von der Goltz pendant la Guerre et combat sur le front irakien. En 1917, il est nommé sur le front de l'est. Au moment de l'armistice, il rejoint le mouvement de résistance. Après la fondation de la République, il fait partie de l'opposition libérale et est accusé puis acquitté lors des procès de 1926. Il ne reviendra à la politique qu'en 1939. Il est l'auteur de souvenirs sur la Première

Guerre mondiale et sur les relations militaires entre l'Allemagne et l'Empire ottoman : *Tarihî Almanlar ve Alman Ordusu* [L'armée allemande et les Allemands dans l'Histoire] (Istanbul, Emre Yayınları, 2001) et *Tarih Boyunca Türk-Alman İlişkileri* [Histoire des relations turco-allemandes] (Istanbul, Emre Yayınları, 2001).

- Kress von Kressenstein (1870 – 1948) : Officier d'artillerie, membre de la mission militaire dirigée par Liman von Sanders en janvier 1914. Pendant la guerre, il est conseiller de Cemal pacha et responsable de l'attaque du canal de Suez en 1915. Resté sur le front de Palestine, il est remplacé par Erich von Falkenhayn après la chute de Jérusalem en 1917. Après la guerre, il reste en contact avec les milieux turcs de Berlin et de Munich.
- Lossow, Otto von (1863 – 1938) : Nommé en janvier 1911 instructeur à l'École militaire, il est commandant d'une division d'infanterie ottomane pendant les guerres balkaniques. Pendant la Première Guerre mondiale, il est attaché militaire à Istanbul de juillet 1915 à avril 1916, puis commandant général. Après la guerre, il participe au putsch d'Hitler à Munich en 1923. Il conseille le publiciste Karl Klinghardt pour la traduction des mémoires d'Ahmed İzzet pacha.
- Moltke, Helmuth Carl Bernhard Graf von (1800 – 1891) : Officier prussien, il est instructeur militaire dans l'Empire ottoman entre 1835 et 1839. Rentré en Prusse, il contribue activement aux victoires contre le Danemark en 1864, l'Autriche en 1866 et la France en 1871. Sur son séjour en Turquie, il a publié ses célèbres *Briefe über Zustände und Begebenheiten in der Türkei aus den Jahren 1835 – 1839*.
- Nicolai, Walther (1873 – 1947) : Directeur du service de l'information de l'état-major allemand avant et pendant la première Guerre mondiale, invité en 1925 par le Gouvernement turc pour l'organisation du service de renseignements extérieurs.
- Papen, Franz von (1879 – 1969) : Militaire, il sert dans l'armée ottomane sur le front de Palestine en 1917 / 1918. Après la guerre, il se consacre à la politique. En 1932, il occupe pendant quelques mois le poste de chancelier et contribue à faire nommer Hitler à ce poste en 1933. Il démissionne finalement en 1934 et est nommé ambassadeur à Ankara en 1939.
- Pertev pacha [Demirhan] (1871 – 1952) : Après être sorti de l'École de guerre en 1892, il est adjudant de von der Goltz, puis part en Allemagne en 1894 pour quatre ans. Envoyé au Japon en 1904. Commandant du 4<sup>ème</sup> corps d'armée durant la Première Guerre mondiale. Auteur d'un ouvrage sur von der Goltz, intitulé *General-Feldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz. Aus meinen persönlichen Erinnerungen*, et publié en 1960 à Göttingen.
- Pomiankowski, Joseph (1866 – 1929) : Attaché militaire autrichien à Istanbul de 1909 à 1918, il est l'auteur de *Der Zusammenbruch des Osmanischen Reiches*, qui apporte de précieux renseignements sur la politique allemande et austro-hongroise vis-à-vis de l'Empire ottoman, ainsi que sur les relations entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

- Sanders, Liman von (1855 – 1929) : Chef de la mission militaire arrivée dans l'Empire ottoman en décembre 1913, son nom est associé à la crise diplomatique qui a lieu après son arrivée entre la Russie et l'Allemagne. Durant la guerre, il est commandant de la 5<sup>ème</sup> armée qui assume la défense des Dardanelles puis il remplace en mars 1918 Erich von Falkenhayn sur le front de Palestine. Il est entré très souvent en conflit avec Enver, tant sur la question de son autorité effective que sur les stratégies militaires. En 1920, il a publié ses mémoires intitulées *Fünf Jahre Türkei* (Berlin) et traduites en français sous le titre *Cinq ans de Turquie* (Paris, 1923).
- Seeckt, Hans von (1886 – 1936) : Chef de l'état-major ottoman pendant la guerre, proche d'Enver. Rentré en Allemagne, il est nommé chef de l'armée de terre en 1920 et reste en contact avec Enver jusqu'à la mort de ce dernier. Entre 1930 et 1932 et en 1934/35, il sera conseillé de Chiang Kai Shek.

*Hommes politiques, industriels, experts allemands :*

- Bülow, Bernhard von (1849 – 1924) : Après une carrière diplomatique, il est nommé secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères en 1897 puis chancelier en 1900. Il démissionne en 1909.
- Helfferich, Karl (1872 – 1924) : Homme politique et économiste. Directeur de la Société du chemin de fer d'Anatolie entre 1906 et 1918, puis membre du comité directeur de la Deutsche Bank. Ministre de l'intérieur et vice-chancelier en 1916. Après la guerre, il est l'un des représentants les plus actifs de la droite radicale opposée à la République de Weimar. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Deutschlands Volkswohlstand 1888 – 1913* [La prospérité nationale allemande], publié en 1915 et traduit en ottoman.
- Kiderlen-Wächter, Alfred von (1852 – 1912) : Après avoir représenté l'ambassadeur Marschall von Bieberstein en 1907 / 1908 à Istanbul, il est nommé à la *Wilhelmstrasse* puis devient ministre des Affaires étrangères de 1910 à 1912.
- Marschall von Bieberstein, Adolf (1842 – 1912) : Après avoir occupé le poste de ministre des Affaires étrangères de 1890 à 1897, il est nommé ambassadeur à Istanbul jusqu'en 1912, où il mène une politique active, proche des conceptions de Guillaume II. Peu de temps avant sa mort, il est nommé ambassadeur à Londres.
- Meissner, August (1862 – 1940) : Ingénieur allemand. Dirige les travaux de construction du chemin de fer du Hedjaz à partir de 1885 ainsi que de sections du chemin de fer de Bagdad. Nommé pacha en 1904, il entre dans la société du chemin de fer d'Anatolie en 1909. Obligé de retourner en Allemagne après l'armistice de 1918, il organise en 1923 – 1924 les travaux publics du Gouvernement albanais puis est appelé par le Gouvernement turc pour être conseiller technique des chemins de fer de l'État turc. Il restera en Turquie jusqu'à sa mort.

- Nadolny, Rudolf (1873 – 1953) : Carrière diplomatique, postes en Perse, en Bosnie et en Albanie avant la guerre. En 1916, il dirige pendant quelques mois la légation de Perse puis travaille au ministère des Affaires étrangères dans la section Orient. Il est nommé ambassadeur en Turquie de 1924 à 1933. Ses mémoires ont été publiées par Wollstein, Günter : *Rudolf Nadolny : Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters des deutschen Reiches* (Köln, Limes Verlag, 1985).
- Rathenau, Walther (1867 – 1922) : Directeur de la Compagnie générale d'électricité (AEG) depuis 1912, Rathenau assume des fonctions politiques après la Guerre en étant ministre de la Reconstruction en 1921 puis ministre des Affaires étrangères en février 1922. Il est assassiné quelques mois plus tard par des extrémistes de droite. Il a publié un certain nombre d'essais économiques et philosophiques. Il est cité par Tekin Alp, qui reprend ses idées dans le domaine de la politique sociale.
- Siemens Georg von (1839 – 1901) : Financier allemand, l'un des fondateurs de la Deutsche Bank en 1870, qu'il dirige par la suite. Il participe activement au financement de Krupp et de l'entreprise du chemin de fer de Bagdad.
- Schacht, Hjalmar (1877 – 1970) : Directeur de la banque nationale allemande entre 1916 et 1923, membre de l'Association germano-turque pendant la Guerre. Nommé *Reichswährungskommissar* en 1923, puis président de la banque d'État, il participe activement au redressement et à la consolidation des finances allemandes. Démissionne en 1929 pour protester contre le plan Young. Sollicité par le gouvernement kémaliste pour créer une banque centrale en Turquie, il refuse mais recommande un autre expert et établit un rapport. Redevient président de la Reichsbank sous Hitler, puis ministre de l'Économie. Prend ses distances avec le régime nazi à partir de 1937.
- Schmidt, Franz : Directeur de l'école allemande de Bucarest avant la Guerre, responsable depuis 1906 de l'administration des écoles allemandes à l'étranger au Ministère des Affaires étrangères, nommé en décembre 1914 conseiller allemand au sein du ministère ottoman de l'éducation, chargé de réorganiser le système scolaire turc selon le modèle allemand.
- Wangenheim, Hans Freiherr von (1859 – 1915) : Ambassadeur à Istanbul de 1912 à 1915.
- Wieting, Julius (1868 – 1922) : Médecin, directeur de la Gülhane Lehrkrankenhaus. Reste 12 ans en Turquie (de 1902 à 1914). Conflit avec Enver Pacha qui voulait que l'hôpital dépende de la section médicale du ministère de la Guerre.

#### *Orientalistes :*

- Becker, Carl-Heinrich (1876 – 1933) : L'un des fondateurs de l'orientalisme moderne en Allemagne. Professeur d'histoire du Proche-Orient, il fonde la revue *Der Islam*. Il est également ministre de l'Éducation de Prusse en 1921 et entre

1925 et 1930. Il est l'auteur de *Die deutsch-türkische Interessengemeinschaft* (Bonn, 1914) et de *Das türkische Bildungsproblem* (Bonn, 1916).

- Hartmann, Martin (1851 –1918) : Orientaliste allemand, professeur d'arabe à l'Institut des langues orientales de Berlin. Participe à la propagande pour la guerre sainte pendant la Première Guerre mondiale et établit des contacts avec divers intellectuels panturquistes. Il est l'auteur, entre autres, de *Unpolitische Briefe aus der Türkei* (Leipzig, 1910).
- Mittwoch, Eugen (1876 – 1942) : Fondateur des études islamiques modernes en Allemagne. Directeur du Bureau d'informations pour l'Orient (*Nachrichtenstelle für den Orient*) créé par Oppenheim pendant la Guerre.
- Le Coq, Albert von (1860 – 1930) : Spécialiste de l'Asie centrale, il organise des expéditions au Turkestan, dont il ramène des statues, des fresques, etc. à Berlin. Cette collection est détruite par un bombardement en 1944.
- Wiegand, Theodor (1864 – 1936) : Professeur allemand, archéologue, sa femme était la fille de Georg Siemens. Succède à Carl Humman en 1896 pour diriger les fouilles de Priène et comme directeur des musées de Berlin à Izmir puis à Istanbul, où il est attaché scientifique de l'ambassade.

#### *Publicistes allemands :*

- Grothe, Hugo : Géographe, milite pour un renforcement de l'influence culturelle allemande au Proche-Orient en créant notamment le *Deutsches Vorderasien Komitee*, qui réunit des publicistes, des industriels et des hommes politiques en 1909. En 1910, il fonde une revue intitulée *Orientalisches Archiv, Zeitschrift für Kunst, Kulturgeschichte und Völkerkunde der Länder des Ostens*. Il est l'auteur en 1914 de *Deutschland, die Türkei und der Islam*, traduit la même année en ottoman sous le titre *Almanlar âtimizi nasıl görüyorlar ?* (Istanbul, Matbaa-i Hayriye ve Sürekası).
- Jäckh, Ernst (1875 – 1959) : Publiciste, rédacteur en chef du journal local *Neckar-Zeitung* jusqu'en 1912, il est surtout connu pour ses publications sur l'Empire ottoman et son engagement pour un renforcement de la politique allemande en Turquie. En 1911, il organise le voyage d'une soixantaine de personnalités ottomanes en Allemagne, puis fonde la *Deutsch-Türkische Vereinigung* en 1914. Il est l'auteur de *Der aufsteigende Halbmond. Beiträge zur türkischen Renaissance* (Berlin, 1911) et de *Die deutsch-türkische Waffenbruderschaft* (Stuttgart, 1915). Après la Guerre, il fonde en 1920 la *Deutsche Hochschule für Politik* à Berlin. Après avoir émigré à Londres en 1933 puis aux États-Unis, il obtient un poste à l'Université de Columbia de New York, où il fonde en 1948 le *Middle East Institute*.
- Klinghardt, Karl : Sert dans l'armée ottomane pendant la guerre comme ingénieur en chef de Cemal pacha en 1915 / 1916. Auteur de plusieurs ouvrages sur la Turquie kémaliste, notamment de *Angora – Konstantinopel, ringende Gewalten*, paru à Francfort en 1924, qui lui vaut les remerciements de Mustafa Kemal. Il



traduit également les mémoires d'Ahmed İzzet pacha parues en 1927 sous le titre : *Denkwürdigkeiten des Marschalls İzzet Pascha : ein kritischer Beitrag zur Kriegsschuld*.

- Lepsius, Johannes (1858 – 1926) : Ce pasteur se consacre au sort des Arméniens de l'Empire ottoman, en fondant plusieurs institutions caritatives, notamment à Urfa. En Allemagne, il s'efforce d'attirer l'attention de l'opinion publique lors des massacres de 1894 – 1896 en publiant un ouvrage intitulé *Armenien und Europa*. Durant la Première Guerre mondiale, il écrit un rapport sur la situation du peuple arménien en Turquie, qu'il envoie aux différentes églises d'Allemagne. En 1919, il publie des documents d'archives relatifs au génocide arménien, sous le titre *Deutschland und Armenien 1914 – 1918 (Sammlung diplomatischer Aktenstücke)*.
- Oppenheim, Freiherr Max von (1860 – 1946) : Attaché au Consulat général du Caire pour le ministère allemand des Affaires étrangères de 1896 à 1910, Max von Oppenheim, dont la famille était d'origine juive, n'a jamais été accepté comme un diplomate à part entière. Outre les services rendus pour la *Wilhelmstrasse*, il effectue également des fouilles archéologiques. Ayant attiré très tôt l'attention des hommes d'État allemands sur l'importance de l'Empire ottoman, il revient au ministère des Affaires étrangères en 1914, où il crée et dirige le Bureau d'informations pour l'Orient (*Nachrichtenstelle für den Orient*). Max von Oppenheim est l'auteur en 1899 de *Vom Mittelmeer zum Persischen Golf durch den Hauran, die syrische Küste und Mesopotamien*, qu'Abdülhamid II se fera traduire.
- Rohrbach, Paul (1869 – 1956) : Ce théologien et publiciste, qui effectue de nombreux voyages en Afrique, au Proche-Orient et en Asie centrale, milite pour une *Weltpolitik* allemande, tout en étant professeur « d'économie coloniale » (*Kolonialwirtschaft*) à l'école de commerce de Berlin à partir de 1908.
- Schrader, Friedrich (1865 – 1922) : Arrivé à Istanbul en 1891, il est professeur à l'école allemande, puis second rédacteur en chef de *l'Osmanischer Lloyd* de 1908 à 1918. Durant toute cette période, il écrit des articles pour des journaux et des revues allemandes sur la politique et sur la littérature ottomane et turque. En 1916, il traduit *Yeni Turan*, une nouvelle écrite en 1912 par Halide Edib, sous le titre : *Das neue Turan. Ein türkisches Frauenschicksal*, ainsi que des romans de Ahmed Hikmet et des nouvelles de Halid Ziya. En 1917/18, il est membre d'une commission chargée à Istanbul de recenser les monuments byzantins et musulmans. Il quitte la Turquie en novembre 1918, rentre au SPD et devient correspondant de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*.



## Sources

### *Sources non imprimées :*

Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (AA), Berlin  
Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), Paris  
Ministère des Affaires étrangères, NS Turquie, Politique étrangère.  
Ministère des Affaires étrangères, PA – 40, Ambassade à Constantinople, 1899 – 1909.  
Direction des Affaires politiques et commerciales ; Série : E Levant 1918-1929 ; sous série Turquie.  
Cumhuriyet Arşivi, Ankara  
Archives militaires de Fribourg-en-Brisgau  
*Nachlass Colmar von der Goltz.*

### *Sources imprimées :*

*Akten zur deutschen auswärtigen Politik, 1918 - 1945, Série A : 1918-1925 ; Série B : 1925-1933*, Göttingen, Vardenhoeck & Ruprecht, 1966.  
Lepsius, Johannes, et al. (Éd.), *Die grosse Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914: Sammlung der diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes*, im Auftrage des Auswärtigen Amtes hg. von Johannes Lepsius et al., Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte, 1922-1927, Vol. 26 – 39.  
Lepsius, Johannes, *Deutschland und Armenier 1914-1918 (Sammlung Diplomatischer Aktenstücke)*, Potsdam, der Tempelverlag, 1919.  
Ministère des Affaires étrangères, Bulletin périodique de la presse turque, Paris, 1924 – 1933.  
Ministère des Affaires étrangères, Commission de Publications des documents diplomatiques français, *Documents diplomatiques français (1871 – 1914)*, série 2 : 1901 – 1911, vol. 1 – 14 ; série 3 : 1911 – 1914, vol. 1 – 11, Paris, 1929 – 1959.

### *Journaux ottomans et turcs :*

*Tanin* [L'écho] (1908 – 1914)  
*Cumhuriyet / La République* (1924 – 1933)  
*Hakimiyet-i Milliye* [La souveraineté nationale] (1924 – 1933)  
*Milliyet* [La nation] (1926 – 1933)  
*Vakit* [Le temps] (1924 – 1933)  
*Akşam* [Le soir] (1924 – 1933)

*Revue ottomanes et turques :**Servet-i Fünun* [Le patrimoine des sciences] (1908 – 1933)*Resimli Kitap* [Le livre illustré] (1908 – 1914)*Sırat-i Müstakim / Şebilürreşad* [Le droit chemin] (1910 – 1912)*İctihad* [Libre examen] (1914)*Türk Yurdu* [La patrie turque] (1911 – 1933)*Yeni Mecmua* [La nouvelle revue] (1917 – 1918)*İktisadiyat Mecmuası* [La revue économique] (1915 – 1918)*Bilgi Dergisi* [La revue de la science] (1913 – 1914)*Hayat* [La vie] (1926 – 1929)*Almanya'da Türk Ticaret Odası Mecmuası* [Revue de la chambre de commerce turque en Allemagne] / *Zeitschrift der türkischen Handelskammer in Deutschland* [1927 – 1929]*Kadro : aylık fikir mecmuası* [Kadro : revue d'idées mensuelle] (1932 – 1935)*Écrits et brochures de publicistes ottomans et turcs, brochures traduites en ottoman :*Cami Baykut, *Osmanlı'nın Atisi. Düşmanları ve Dostları* [Le futur de l'Empire ottoman. Ses ennemis et ses amis], Istanbul, 1331 (1915).Celal Nuri, *İttihad-i İslam ve Almanya* [L'union de l'Islam et l'Allemagne], Istanbul, 1330 (1914).Celal Nuri, *Kütüb Musahabeleri* [Conversations polaires], Istanbul, 1331 (1915).Enver Pascha, *Um Tripolis*, Munich 1918.*Enver Paşa'nın Özel Mektupları* [Les lettres privées d'Enver pacha], éd. Arı İnan, Ankara, İmge Kitabevi, 1997.Halide Edib, *Das neue Turan : ein türkisches Frauenschicksal*, traduit par F. Schrader, Weimar, 1916.Huret, Jules, *Almanların Esbab-i Tefevvuku* [Les raisons de la supériorité des Allemands], Istanbul, 1327 (1911), traduction de : *En Allemagne. Rhin et Westphalie*, Paris, 1907.Huret, Jules, *İçtimai, İktisadi, Siyasi Almanya. Hamburg'tan Polonya'ya*, [La société, l'économie et la politique de l'Allemagne, d'Hambourg à la Pologne], Istanbul, 1327 (1911), traduction de : *En Allemagne. De Hambourg aux marches de la Pologne*, Paris, 1908.Mehmed Celal, *İhtisatım, Meine Reiseindrücke*, Istanbul, 1917.Recai, *Almanya Nasıl Dirildi ?* [Comment l'Allemagne s'est-elle relevée ?], Istanbul, 1329 (1913).Satı bey, Faik Sabri bey, *Büyük Milletler : Japonlar ve Almanlar* [Les grandes nations : les Japonais et les Allemands], Istanbul, 1330 (1914).

Tekinalp, *Türkler bu muharebede ne kazanabilirler ? Büyük Türklük : en meşhur Türkçülerin müttalaatı* [Que peuvent gagner les Turcs dans cette guerre ? Le panturquisme : opinions des panturquistes les plus célèbres], Istanbul, 1330.

Tekinalp, *Türkismus und Pantürkismus*, Weimar 1915.

Trietsch, Davis, *Almanya ve İslam*, Istanbul, 1331 (1915), traduction de: *Deutschland und der Islam. Eine weltpolitische Studie*, Berlin, 1911.

#### Mémoires :

Arslan, Emir Şekip, *İttihatçı Bir Arap Aydınının Anıları* [Les souvenirs d'un intellectuel arabe unioniste], Istanbul, Klasik, 2005.

Cemal Paşa, *Hatıralar* [Souvenirs], Istanbul, Selek Yayınevi, 1959.

Ahmed Djemal Pascha, *Erinnerungen eines türkischen Staatsmannes*, Munich, 1922.

Demirhan, Pertev, *General-Feldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz. Aus meinen persönlichen Erinnerungen*, Göttingen, Göttinger Verlag, 1960.

Ahmed İzzet, *Denkwürdigkeiten des Marschalls İzzet Pacha. Ein kritischer Beitrag zur Kriegsschuldfrage*. Traduit et publié par Karl Klinghardt, Leipzig, 1927.

Kabacalı, Alpay (éd.), *Talât Paşa'nın Anıları* [Les souvenirs de Talat pacha], Istanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Anıları, 2000 (5ème édition).

Karabekir, Kâzım, *Taribte Almanlar ve Alman Ordusu* [L'armée allemande et les Allemands dans l'Histoire], Istanbul, Emre Yayınları, 2001.

Karabekir, Kâzım, *Tarih Boyunca Türk-Alman İlişkileri* [Histoire des relations turco-allemandes], Istanbul, Emre Yayınları, 2001.

Karabekir, Kâzım, *Türkiye'de ve Türk Ordusunda Almanlar* [Les Allemands en Turquie et dans l'armée turque], Istanbul, Emre Yayınları, 2001.

Karabekir, Kâzım, *Birinci Cihan Harbine Nasıl Girdik ?* [Comment sommes-nous entrés dans la Première Guerre mondiale?] Tomes 1 et 2, Istanbul, Emre Yayınları, 1994.

Karabekir, Kâzım, *Birinci Cihan Harbini Nasıl İdare Ettik ?* [Comment avons-nous mené la Première Guerre mondiale ?] Tomes 3 et 4, Istanbul, Emre Yayınları, 1994.

Mahmud Muhtar Paşa, *Maziye bir Nazar* [Un regard sur le passé], Istanbul, 1925.

Sarıgöl, Adem (éd.), *Harbiye Nazırı Sadrazam Mabmut Şevket Paşa'nın Günlüğü* [Le journal du ministre de la Guerre Mahmud Şevket pacha], Istanbul, İQ Kültür-sanat Yayıncılık, 2001.

Said Halim pacha, *L'Empire ottoman et la Guerre mondiale*, Istanbul, İsis, 2000.

Nezihi, Hasan, *Die Gestaltung der deutsch-türkischen Handelsbeziehungen seit dem Lausanner Vertrag (1923) und die Möglichkeiten ihrer rationelleren Gestaltung in der Zukunft*, Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der Wirtschafts- und Sozialwissenschaftlichen Fakultät der Universität Köln, Cologne, 1937.

- Tokgöz, Ahmed İhsan, *Matbuat Hatıralarım* [Mes souvenirs de presse], İstanbul, İletişim Yayınları, 1993.
- Tör, Vedat Nedim, *Yıllar böyle geçti* [Ainsi ont passé les années], İstanbul, Yapı Kredi Yayınları, 1999.
- Uşaklıgil, Halid Ziya, *Saray ve Ötesi. Son Hatıralar* [Le Palais et le reste. Derniers souvenirs], vol. 3, İstanbul, Hilmi Kitabevi, 1941.
- Yalçın, Hüseyin Cahid, *Siyasal Anılar* [Souvenirs politiques], İstanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Anıları, 2000 (2ème édition).
- Yalman, Ahmed Emin, *Die Türkei*, Gotha, 1918.
- Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, New Haven, Yale University Press, 1930.
- Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in my Time*, Norman, University of Oklahoma Press, 1957.

*Revue allemandes :*

- Bund der Asienkämpfer, Mitteilungen und Jahrbücher* (1921 – 1929)
- Der Nabe Osten* (1917 – 1918)
- Die islamische Welt. Illustrierte Monatsschrift für Politik, Wirtschaft und Kultur* (1916 – 1918)
- Die Welt des Islams* (1913 -
- Orientalisches Archiv, Illustrierte Zeitschrift für Kunst, Kulturgeschichte und Völkerkunde der Länder des Ostens* (1910 – 1913)
- Osmanischer Lloyd* (1908 – 1914)
- Türkische Post* (1926 – 1933)

*Ecrits et brochures de publicistes allemands et français :*

- Becker, Carl H., *Das türkische Bildungsproblem*, Bonn, 1916.
- Bischoff, N. von, *Ankara. Eine Deutung des neuen Werdens in der Türkei*, Vienne, Munich, 1935.
- Bischoff, N. von, *La Turquie dans le monde, l'Empire ottoman – la République turque*, trad. française, préfacée par J. Deny, Payot, Paris, 1936.
- Endres, Franz Carl, *Die Ruine des Orients. Türkische Städte*, Munich et Leipzig 1919.
- Foerster, Wolfgang (éd.), *Generalfeldmarschall Colmar Freiherr von der Goltz : Denkwürdigkeiten*, Berlin, 1929.
- Goltz, Freiherr Colmar von, *Der jungen Türkei Niederlage und die Möglichkeit ihrer Wiedererhebung*, Berlin, 1913.
- Goltz, Freiherr Colmar von, « Erinnerungen an Mahmud Schewket Pascha ». In : *Deutsche Rundschau*, vol. CLVII (1913).

- Grothe, Hugo, *Die asiatische Türkei und die deutschen Interessen. Gedanken zur inneren Umgestaltung des osmanischen Reiches und zu den Zielen der deutschen Kulturpolitik*, Halle, 1913.
- Hachtmann, Otto, *Die türkische Literatur des zwangigen Jahrhunderts*, Leipzig, 1916.
- Hachtmann, Otto, « Türkische Übersetzungen aus europäischen Literaturen; ein bibliographischer Versuch ». In : *Die Welt des Islams*, 6, 1918.
- Hartmann, Martin, *Unpolitische Briefe aus der Türkei*, Leipzig 1910.
- Hartmann, Martin, *Dichter der neuen Türkei*, Berlin, 1919.
- Hellferisch, Karl, *Die deutsche Türkenpolitik*, Berlin, 1921.
- Huret, Jules, *En Allemagne. Rhin et Westphalie*, Paris, 1907.
- Huret, Jules, *En Allemagne. De Hambourg aux marches de la Pologne*, Paris, 1908.
- Huret, Jules, *En Allemagne. Berlin*, Paris, 1909.
- Huret, Jules, *En Allemagne. La Bavière et la Saxe*, Paris, 1911.
- Imhoff, Generalmajor z. D., « Mahmud Muhtar Pascha ». In : *Geist des Ostens*, 1<sup>ère</sup> année, n°10, janvier 1914.
- Jäckh, Ernst, *Der aufsteigende Halbmond. Beiträge zur türkischen Renaissance*, Berlin, 1911.
- Jäckh, Ernst, *Die deutsch-türkische Waffenbruderschaft*, Stuttgart, 1915.
- Klinghardt, Karl, *Angora-Konstantinopel, Ringende Gewalten*, Francfort/Main 1924.
- Klinghardt, Karl, *Türkün Jordan, der Türken Heimatland. Eine geographisch-politische Handesschilderung*, Hamburg, 1925.
- Klinghardt, Karl, *10 Jahre unter dem Gazi*, Berlin 1934.
- Mikusch, Dagobert von, *Gazi Mustapha Kemal. Zwischen Europa und Asien. Eine Lebensgeschichte*, Leipzig, 1929 (Éd. française : *Ghazi Moustapha Kemal*, Paris, 1931 ; éd. anglaise, Londres, New York, 1931).
- Moltke, Helmuth von, *Briefe über Zustände und Begebenheiten in der Türkei aus den Jahren 1835 – 1839*, Nördlingen, Greno, 1987.
- Mühlmann, Carl, *Deutschland und die Türkei, 1913 – 1914. Die Berufung der deutschen Militärmission nach der Türkei 1913, das deutsch-türkische Bündnis 1914 und der Eintritt der Türkei in den Weltkrieg*, Berlin, 1929.
- Mühlmann, Carl, *Das deutsch-türkische Waffenbündnis im Weltkriege*, Leipzig, Verlag Koehler und Amelang, 1940.
- Nossig, Alfred, *Die neue Türkei und ihre Führer*, Halle, 1917.
- Papen, Franz von, *Der Wahrheit einer Gasse*, Munich, 1952.
- Pomiankowski, Joseph, *Der Zusammenbruch des Ottomanischen Reiches. Erinnerungen an die Türkei aus der Zeit des Weltkrieges*, Graz , Akademischer Druck- und Verlagsanstalt, 1969 (1<sup>ère</sup> éd. 1928).
- Rühl, Philipp, *Die Türkische Republik in Wirtschaft und Aufbau* (= Schriften des Frankfurter Messeamts, Heft 16), Francfort, 1925.
- Sanders, Liman von, *Fünf Jahre Türkei*, Berlin, 1920.
- Schäfer, Carl Anton, *Deutsch-türkische Freundschaft*, Stuttgart, 1914.

Wollstein, Günter (éd.), *Rudolf Nadolny : Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters des deutschen Reiches*, Cologne, Limes Verlag, 1985.

Ziemke, Kurt, *Die neue Türkei ; politische Entwicklung 1914-1929*, Stuttgart, 1930.

*Autres revues :*

*Revue du monde musulman* (1908 – 1933)



## Bibliographie

- Bayrak, Orhan, *Türkiye’de Gazeteler ve Dergiler Sözlüğü, 1831-1993* [Dictionnaire des journaux et des revues en Turquie], Istanbul, Küll Yayınları, 1994.
- Çankaya, Ali, *Yeni Mülkiye Taribi ve Mülkiyeliler* [Nouvelle histoire de l’administration et des fonctionnaires], Ankara, Mars Matbaası, 1968-1969.
- Gibb, H.A.R. et al. (éds.), *Encyclopedia of Islam*, Version CD-Rom, Leiden, Brill, 2000.
- Gövsä, İ. Alaettin, *Türk Meşburları Ansiklopedisi* [Encyclopédie de personnalités turques], Yedigün Neşriyatı.
- Kabacalı, Alpay, *Başlangıcından Günümüze Türkiye’de Matbaa, Basın ve Yayın* [L’édition, l’imprimerie et la presse en Turquie des débuts jusqu’à nos jours], Istanbul, Literatür Yayınları, 2000.
- Milli Kütüphane (éd.), *Eski Harfli Türkçe Basma Eserler Bibliyografyası (Arap, Ermeni ve Yunan Alfabeleriyle) 1584-1986* [Bibliographie des ouvrages écrits en turc (avec les alphabets arabes, arméniens et grecs)], CD-Rom, Ankara, Nüvis Yayıncılık, 2001.
- Milli Kütüphane (éd.), *Cumhuriyet Dönemi Makaleler Bibliyografyası 1923 – 1999* [Bibliographie des articles parus durant la période républicaine 1923 – 1999], CD-Rom, Ankara, Nüvis Yayıncılık, 2001.
- Schwarz, Klaus, *Der Vordere Orient in den Hochschulschriften Deutschlands, Österreichs oder der Schweiz. Eine Bibliographie von Dissertationen und Habilitationsschriften (1885 – 1978)*, Freiburg / Breigau, Schwarz, 1980.
- Zeki, Mehmet, *Türkiye Teracim-i Abval Ansiklopedisi / Encyclopédie biographique de Turquie*, Istanbul, Ekspress Matbaası, 1929.

### *Histoire de l’Empire ottoman*

- Ahmad, Feroz, *The Young Turks. The Committee of Union and Progress in Turkish Politics (1908 – 1914)*, Oxford, Clarendon Press, 1969
- Ahmad, Feroz, « Vanguard of a Nascent Bourgeoisie : The Social and Economic Policy of the Young Turks 1908 – 1918 ». In : Okyar, O. ; İnalçık, H., *Türkiye’nin Sosyal ve Ekonomik Taribi (1071 – 1920)* [Histoire sociale et économique de la Turquie (1071 – 1920)], Ankara, Meteksan, 1980, pp. 329 – 350
- Aksakal, Mustapha, « Not ‘by those old books of international law, but only by war’ : Ottoman Intellectuals on the Eve of the Great War ». In : *Diplomacy and Statecraft* 15 (3), 2004, pp. 507 – 544.
- Akşeme, Handan Nezir, *The Birth of Modern Turkey. The Ottoman Military and the March to World War I*, London, IB Tauris, 2005.

- Akşın, Sinan, *31 Mart Olayı* [L'événement du 31 mars], Ankara, AÜSBF Yayınları, 1970.
- Akşın, Sinan, *Jön Türkler ve İttihat ve Terakki* [Les Jeunes Turcs et le Comité union et progrès], Istanbul, İmge Kitabevi Yayınları, 2001 (1<sup>ère</sup> éd. 1980).
- Anastasiadou-Dumont, Meropi (dir.), *Médecins et ingénieurs ottomans à l'âge des nationalismes*, Paris, Maisonneuve et Larose, Institut français d'études anatoliennes, 2003.
- Arai, Masami, *Turkish Nationalism in the Young Turk Era*, Leiden, Brill, 1990.
- Aydemir, Şevket Süreyya, *Makedonya'dan Ortaasya'ya Enver Paşa* [Enver pacha, de la Macédoine à l'Asie centrale], Istanbul, Remzi Kitabevi, vol. 1 (5<sup>ème</sup> éd. 1995), II (7<sup>ème</sup> éd. 1999), III (5<sup>ème</sup> éd. 1999).
- Ayas, Nevzad, *Türkiye Cumhuriyeti Milli Eğitim* [L'éducation nationale de la République turque], Ankara, 1948.
- Bayur, Hikmet, *Türk İnkılabı Tarihi* [Histoire de la révolution turque], Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi (huit volumes), 1952 – 1983.
- Berkes, Niyazi, *The Development of Secularism in Turkey*, Montreal, Mc Gill University Press, 1964.
- Bilici, Faruk, « Révolution française, révolution turque et fait religieux ». In : *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, Les Arabes, les Turcs et la Révolution française*, n° 53 – 53, Paris, Edisud, 1989, pp. 173 – 185.
- Clayer, Nathalie ; Popovic, Alexandre ; Zarcone, Thierry (dir.), *La presse turque et la presse de Turquie*, Istanbul, Isis, 1992.
- Davison, Roderic H., « The Armenian Crisis, 1912 – 1914 ». In : *American Historical Review*, 53 (1948), pp. 481 – 505.
- Doğan, Atila, *Osmanlı Aydınları ve Sosyal Darwinizm* [Les intellectuels ottomans et le darwinisme social], Istanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2006.
- Earle, Edward M., *Turkey, the Great Powers and the Bagdad Railway*, New-York, Russel and Russel, 1966 (1<sup>ère</sup> éd. 1923).
- Findley, Carter, *Bureaucratic Reform in the Ottoman Empire, The Sublime Porte 1789-1922*, Princeton, Princeton University Press, 1989.
- Georgeon, François, *Yusuf Akçura. Aux origines du nationalisme turc*, Paris, Éd. A.D.P.F., 1980.
- Georgeon, François, *Des Ottomans aux Turcs. Naissance d'une Nation*, Istanbul, Isis, 1995.
- Georgeon, François, *Abdül-Hamid II, le sultan calife*, Paris, Fayard, 2003.
- Hacısalihoğlu, Mehmet, *Die Jungtürken und die makedonische Frage*, Munich, Oldenburg, 2003.
- Hale, William, *Turkish Foreign Policy, 1774 – 2000*, London, Frank Cass, 2000.
- Hanioglu, M. Şükrü, *Kendi Mektuplarında Enver Paşa* [Enver pacha à travers ses lettres], Istanbul, DER Yayınları, 1989.

- Hanioğlu, M. Şükrü, *The Young Turks in Opposition*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- Hanioğlu, M. Şükrü, *Preparation for a Revolution, The Young Turks, 1902 – 1908*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- Heller, Joseph, *British Policy towards the Ottoman Empire 1908 - 1914*, London, Frank Cass, 1983.
- Herzog, Christoph, *Geschichte und Ideologie : Mehmed Murat und Celal Nuri über die historischen Ursachen des osmanischen Niederganges*, Berlin, Schwarz, 1996.
- İnalçık, Halil ; Quartert, Donald (dir.), *An Economic and Social History of the Ottoman Empire. Vol. II: 1600 – 1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- Jäschke, Gotthard, « Der Turanismus der Jungtürken. Zur osmanischen Aussenpolitik im Weltkriege ». In : *Die Welt des Islams*, 23 (1941), pp. 1 – 54.
- Jäschke, Gotthard, « Mitteilungen : Zum Eintritt der Türkei in den Ersten Weltkrieg ». In : *Die Welt des Islams*, 4 (1955), p. 51.
- Jäschke, Gotthard, « Beiträge zur Geschichte des Kampfes der Türkei um ihre Unabhängigkeit ». In : *Die Welt des Islams*, 5 (1958), pp. 1 – 64.
- Jäschke, Gotthard, « Geschichte der Türkei seit dem Waffenstillstand von Mudros ». In : *Handbuch der Orientalistik*, vol. VI, 3, Leiden – Cologne 1959.
- Jäschke, Gotthard, « Auf dem Wege zur türkischen Republik ». In : *Die Welt des Islams*, 5 (1958), pp. 206 – 218.
- Jäschke, G. et Prisch, E., *Die Türkei seit dem Weltkriege, Geschichtskalender 1918-1928*, Berlin, 1929.
- Jäschke, G. et Prisch, E., *Die Türkei seit dem Weltkriege, Türkischer Geschichtskalender für 1929*, Berlin, 1930.
- Jäschke, G. et Prisch, E., « Geschichtskalender für 1930 ». In : *Die Welt des Islams*, 10 (1930), pp. 137 – 168.
- Kansu, Aykut, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leiden, Brill, 1997.
- Kansu, Aykut, *Politics in Post – Revolutionary Turkey, 1908 – 1913*, Leiden, Brill, 2000.
- Karaömerlioğlu, Asım, « Helphand – Parvus and his Impact on Turkish Intellectual Life ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 40, N° 6, Novembre 2004, pp. 145 – 165.
- Karpat, Kemal (éd.), *Ottoman Past and Today's Turkey*, Leiden, Brill, 2000.
- Kent, Marian, *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, London, George Allen & Unwin, 1980.
- Koloğlu, Orhan, *1918 Aydınlarımızın Bunalım Yılı. Zaferi Nibai'den Tam Teslimyete* [1918, l'année de crise de nos intellectuels. De la victoire finale à la capitulation totale], Istanbul, Boyut Kitapları, 2000.
- Koloğlu, Orhan, « Enver Paşa Efsanesi'nde Alman Katkısı (1908 – 1913) – 1 » [La participation allemande à la légende d'Enver pacha]. In : *Tarih ve Toplum*, 78, 1990, pp. 15 – 22.

- Koloğlu, Orhan, « Enver Paşa Efsanesi'nde Alman Katkısı II. İslâm Dünyasını Alman Kültürü ile Harekete Geçirme ve Dr. Jaechk » [La participation allemande à la légende d'Enver pacha II. Le monde musulman, la culture allemande et Dr. Jäckh]. In : *Tarih ve Toplum*, 79, 1990, pp. 49 – 56.
- Koroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı ve Birinci Dünya Savaşı (1914 – 1918). Propagandadan Milli Kimlik İnşasına* [La littérature turque et la Première Guerre mondiale (1914 – 1918). De la propagande à la construction d'une identité nationale], İstanbul, İletişim Yayınları, 2004.
- Landau, Jacob M., *Tekinalp, Turkish Patriot 1883 – 1961*, Leiden, Nederlands Instituut voor het Nabije Oosten, 1984.
- Landau, Jacob M., *The Politics of Pan – Islam : Ideology and Organization*, Oxford, Clarendon Press, 1990.
- Landau, Jacob M., *Pan – Turkism, From Irredentism to Cooperation*, Bloomington, Indiana University Press, 1995 (1<sup>ère</sup> éd. 1981).
- Mantran, Robert (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989.
- Mardin, Şerif, *Jön Türklerin Siyasi Fikirleri 1895 – 1908* [Les idées politiques des Jeunes Turcs 1895 – 1908], İstanbul, İletişim Yayınları, 1999 (1964).
- Mehmetefendioğlu, Ahmet, « Hüseyin Hilmi Paşa hükümetinin istifası ve Lynch Şirketi [La démission du gouvernement Hüseyin Hilmi pacha et l'entreprise Lynch]. In : *Tarih ve Toplum*, août 1997, n° 164, pp. 13/77 – 19/83.
- Moreau, Odile, *L'Empire ottoman à l'âge des réformes. Les hommes et les idées du « Nouvel ordre » militaire, 1826 – 1914*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2007.
- Pamuk, Şevket, *The Ottoman Empire and European Capitalism, 1820 – 1913. Trade, Investment and Production*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- Quataert, Donald, *Social Desintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire, 1881 – 1908, Reactions to European Economic Penetration*, New York and London, New York University Press, 1983.
- Swanson, Glen Wilfred, *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire : A Study of War and Revolution During the Young Turk Period*, Indiana University, Thèse non publiée, 1970.
- Swanson, Glen Wilfred, « War, Technology and Society in the Ottoman Empire from the Reign of Abdülhamid II to 1913 : Mahmud Şevket and the German Military Mission ». In : Parry, V.J. (dir.), *War, Technology and Society in the Middle East*, London, Oxford University Press, 1975, pp. 367 – 381.
- Swanson, Glen Wilfred, « Enver Pasha : The Formative Years ». In : *Middle Eastern Studies*, octobre 1980, vol. 16, n° 3, pp. 193 – 199.
- Thobie, Jacques, *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman (1895-1914)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1977.
- Thobie, Jacques, « Finance et politique. Le refus en France de l'emprunt ottoman de 1910. » In : *Revue historique*, avril-juin 1968, pp. 327 – 350.

- Toprak, Zafer, *Türkiye'de « Milli İktisat » (1908-1918)* [« L'économie nationale » en Turquie (1908 – 1918)], Ankara, Yurt Yayınları, 1982.
- Toprak, Zafer, *Türkiye'de Ekonomi ve Toplum (1908 – 1950). Milli İktisat – Milli Burjuvazi* [La société et l'économie en Turquie. L'économie nationale – la bourgeoisie nationale], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1995.
- Toprak, Zafer, *Türkiye'de Ekonomi ve Toplum (1908 – 1950). İttihat – Terakki ve Devletçilik* [La société et l'économie en Turquie. Le Comité union et progrès et l'étatisme], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1995.
- Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi. Savaş Ekonomisi ve Türkiye'de Devletçilik* [Le Comité union et progrès et la Guerre mondiale. L'économie de guerre et l'étatisme en Turquie], Istanbul, Homer Kitabevi, 2003.
- Toprak, Zafer, « Türk Bilgi Derneği (1914) ve Bilgi Mecmuası » [La Société savante turque et la Revue de la science]. In : İhsanoğlu, Ekmelddin (dir.) : *Osmanlı İlmi ve Mesleki Cemiyetleri* [Les associations scientifiques et professionnelles ottomanes], Istanbul, Edebiyat Fakültesi Basımevi, 1987, pp. 247 – 254.
- Toprak, Zafer, « II. Meşrutiyet Döneminde Paramiliter Gençlik Örgütleri » [Les organisations de jeunesse paramilitaires durant la deuxième période constitutionnelle]. In : *Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Türkiye Ansiklopedisi* [Encyclopédie turque, des Tanzimat à la République], vol. 2, 1985, pp. 531 – 536.
- Tunaya, Tarık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler* [Les partis politiques en Turquie]. Vol. 1 : *İkinci Meşrutiyet Dönemi, 1908 – 1918* [La deuxième période constitutionnelle, 1908 – 1918], Istanbul, İletişim Yayınları, 1998 (1<sup>ère</sup> éd. 1952) ; Vol. 2 : *Mütareke Dönemi* [La période de l'armistice], Istanbul, İletişim Yayınları, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1952) ; Vol. 3 : *İttihat ve Terakki. Bir Çağın, Bir Kuşağın, Bir Partinin Tarihi* [Le Comité union et progrès. Histoire d'une époque, d'une génération, d'un parti], Istanbul, İletişim Yayınları, 2000 (1<sup>ère</sup> éd. 1952).
- Turfan, Naim Mehmet, *The Rise of the Young Turks : Politics, the Military and Ottoman Collapse*, London / New York, I.B. Tauris, 2000.
- Turfan, Naim Mehmet, « Reporting Him and his Cause Aright. Mahmud Şevket Pacha and the Liman von Sanders Mission ». In : *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, N° 12, juillet-décembre 1991.
- Ünal, Hasan, « Young Turk Assessments of International Politics, 1906-9 ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 32, n° 2, avril 1996.
- Ünat, Faik Reşit, *Türkiye Eğitim Sisteminin Gelişmesine Tarihi bir Bakış* [Regard historique sur le développement du système éducatif turc], Ankara, MEB Yayınları, 1964.
- Ward, Robert E. ; Rustow, Dankwart, A., *Political Modernisation in Japan and Turkey*, Princeton, Princeton University Press 1964.
- Zürcher, Erik J., « The Ides of April. A fundamentalist Uprising in Istanbul in 1909 ? ». In : Dijk, C. van ; Groot, A.H. de (éd.), *State and Islam*, Leyde, Research School CNWS, 1995, pp. 64 – 76.

*Histoire de la Turquie républicaine*

- Akçam, Taner, *From Empire to Republic. Turkish Nationalism & The Armenian Genocide*, London & New York, Zed Books, 2004.
- Atabaki, Touraj ; Zürcher, Erik J., *Men of Order. Authoritarian Modernization under Atatürk and Reza Shah*, London, IB Tauris, 2004.
- Ahmad, Feroz, *The making of modern Turkey*, London / New-York, Routledge, 1993.
- Arif Cemil, *İttihatçı Şeflerin Gurbet Maceraları* [Les aventures des chefs unionistes en exil], Istanbul, Arma Yayınları, 1992.
- Aydın, Ertan, « Peculiarities of Turkish Revolutionary Ideology in the 1930s : The Ülkü Version of Kemalism, 1933 – 1936 ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 40, N° 5, Septembre 2004, pp. 55 – 82.
- Aytürk, İlker, « Turkish Linguists against the West : The Origins of Linguistic Nationalism in Atatürk's Turkey ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 40, N° 6, Novembre 2004, pp. 1 – 25.
- Bacqué-Grammont, Jean-Louis ; Eldem, Edhem, *De la Révolution française à la Turquie d'Atatürk. La modernisation politique et sociale. Les lettres, les sciences et les arts. Actes des Colloques d'Istanbul (10 – 12 mai 1989)*, Istanbul – Paris, Isis, 1990.
- Batu, Hamid ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis, *L'Empire ottoman, la République de Turquie et la France*, Istanbul – Paris, Isis, 1986.
- Barlas, Dilek, « Friends or Foes ? Diplomatic Relations between Italy and Turkey ». In : *International Journal of Middle East Studies*, 36 (2004), pp. 231 – 252.
- Belge, Murat (dir.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce* [La pensée politique dans la Turquie moderne], Volume 2 : *Kemalizm*, dir. Ahmet İnsel, Istanbul, İletişim Yayınları, 2002
- : Volume 3 : *Modernleşme ve Batıcılık* [Modernisation et Occidentalisation], dir. Uygur Kocabaşoğlu, Istanbul, İletişim Yayınları, 2002
- : Volume 4 : *Milliyetçilik* [Nationalisme], dir. Tanil Bora, Istanbul, İletişim Yayınları, 2002.
- Benoist-Mechin, Jacques, *Mustapha Kemal ou la mort d'un empire*, Paris, Albin Michel, 1954.
- Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2004.
- Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building. Turkish Architectural Culture in the Early Republic*, Seattle, University of Washington Press, 2001.
- Copeaux, Étienne, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste*, Paris, CNRS Éditions, 1997.
- Criss, Nur Bilge, *Istanbul under Allied Occupation 1918-1923*, Leiden, Brill, 1999.
- Dawletschin-Linder, Camilla, *Die Türkei und Ägypten in der Weltwirtschaftskrise, 1929-1933*, Stuttgart, Steiner, 1989.
- Deny, Jean ; Marchand, René, *Petit manuel de la Turquie nouvelle*, Paris, J. Hamont, 1934.

- Deny, Jean, « Après cent ans d'existence : la presse de Turquie en juillet 1925 ». In : *Revue du monde musulman*, volume LXI, 1925, pp. 43 – 59.
- Deny, Jean, « Traduction des souvenirs du Ghazi Moustafa Kemal Pacha ». In : *Revue des Études Islamiques*, Tome I, 1927, pp. 119 – 139 et 145 – 222.
- Deringil, Selim, « The Origins of Kemalist Nationalism ». In : *European History Quarterly* 23, n° 2 (1993), pp. 165 – 192.
- Deringil, Selim, *Turkish Foreign Policy during the Second World War : an « Active » Neutrality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk*, Paris, A.D.E.T., 1981.
- Dumont, Paul, « La révolution impossible. Les courants d'opposition en Anatolie. 1920-1921. » In : *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, 19 (1-2), 1978, pp. 143 – 174.
- Dumont, Paul, « Bolchévisme en Orient. Le Parti communiste turc de Mustafa Suphi. 1918-1921. » In : *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, 18 (4), 1977, pp. 377 – 409.
- Dumont, Paul, « L'axe Moscou-Ankara. Les relations turco-soviétiques de 1919 à 1922. » In : *Cahiers du monde russe et soviétique*, 18 (3), 1977, pp. 165 – 193.
- Dumont, Paul, « La fascination du bolchevisme : Enver Pacha et le parti des soviets populaires 1919-1922. » In : *Cahiers du monde russe et soviétique*, 16 (2), 1975, pp. 141 – 166.
- Dumont, Paul, *Mustafa Kemal invente la Turquie contemporaine*, Paris, Éditions Complexe, 1997.
- Emrence, Cem, « Turkey in Economic Crisis (1927 – 1930) : A Panoramic Vision. » In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 39, N° 4, Octobre 2003, pp. 67 – 80.
- Evans, Stephen F., *The Slow Rapprochement. Britain and Turkey in the Age of Kemal Atatürk, 1919 – 1938*, Hull, Eothen Press, 1982.
- Georgeon, François, « Aperçu sur la presse de langue française en Turquie pendant la période kémaliste (1919-1938) ». In : Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk*, Paris, A.D.E.T., 1981, pp. 199-214.
- Georgeon, François, « Le problème de l'industrialisation de la Turquie au lendemain de la guerre d'indépendance (1923 – 1932) ». In : Thobie, Jacques ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle. Facteurs internes et externes. Actes du Colloque d'Istanbul, 2 – 4 décembre 1985*, pp. 25 – 38.
- Georgeon, François ; Gökalp, İskender (éd.), *Kémalisme et monde musulman, Cahiers du GETC*, n° 3, automne 1987.
- Gökay, Bülent, *A Clash of Empires : Turkey between Russian Bolshevism and British Imperialism, 1918-1923*, London / New York, Library of Modern Middle East Studies, 1997.

- Gökay, Bülent, « Turkish Settlement and the Caucasus ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 32, n° 2, avril 1996, pp. 45 – 76.
- Güçlü, Yücel, « Turkey's Entrance into the League of Nations ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 39, n° 1, Janvier 2003, pp. 186 – 206.
- Herschlag, Z. Y., *Turkey. An Economy in Transition*, The Hague, Van Keulen, 1959.
- İrem, Nazim, « Undecurrents of European Modernity and the Foundations of Modern Turkish Conservatism : Bergsonism in Retrospect ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 40, N° 4, Juillet 2004, pp. 79-112.
- Jevakhoff, Alexandre, *Kemal Atatürk, Les chemins de l'Occident*, Paris, Tallandier, 1989.
- Kaplan, M. (éd.), *Atatürk Devri Fikir Hayatı I et II* [La vie intellectuelle sous Atatürk], Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1981.
- Kazancıgil, Ali ; Özbudun, Ergün, *Atatürk fondateur de la Turquie moderne*, Paris, Masson, 1984.
- Kienitz, Friedrich K., *Türkei, Anschluss an die moderne Wirtschaft unter Kemal Atatürk*, Hamburg, Verlag Weltarchiv, 1959.
- Koçak, Cemil, *Türkiye'de Milli Şef Dönemi (1938-1945)* [La période du Chef national en Turquie (1938 – 1945)], Ankara, Yurt Yayınları, 1986.
- Landau, Jacob M. (éd.), *Atatürk and the Modernization of Turkey*, Leiden, Brill, 1984.
- Laut, Jens Peter, *Das Türkische als Ursprache? Sprachwissenschaftliche Theorien in der Zeit des erwachenden türkischen Nationalismus*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2000.
- Le Lannou, Yves, « La fin de l'Empire ottoman vue par la presse française (1918-1923). » In : *Turcica*, IX/2-X, 1978, pp. 176 – 195.
- Lewis, Bernard, *Islam et laïcité, la naissance de la Turquie contemporaine*, Paris, Fayard, 1988.
- Shaw, Standford J.; Shaw, Ezel Kural, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Volume II : *Reform, Revolution and Republic. The Rise of Modern Turkey, 1808-1975*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977.
- Şarman, Kansu, *Türk Promethe'ler. Cumburiyet'in Öğrencileri Avrupa'da* [Les Prométhées turcs. Les étudiants de la République en Europe], Istanbul, Türk İş Bankası Kültür Yayınları, 2005.
- Simsir, Bilâl N., *Dış Basında Atatürk Ve Türk Devrimi* [Atatürk et la révolution turque dans la presse étrangère], vol. 1, 1922-1924, *Bir Laik Cumburiyet doğuyor* [La naissance d'une république laïque], Ankara, Türk Tarih Kurumu, 1981.
- Tamkoç, Metin, *A Bibliography on the Foreign Relations of the Republic of Turkey 1919-1967 and Brief Biographies of Turkish Statesmen*, Ankara, Basnur Matbaası, 1968.
- Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Cumburiyetin Harcı* [Les composants de la République]. Livre 1 : *Köktenci Modernitenin Doğuşu* [La naissance de la modernité radicale], Istanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2003.



- Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Cumhuriyetin Harcı*, Livre 2 : *Köktenci Modernitenin Ekonomik Politikasının Gelişimi* [Le développement d'une politique économique de modernité radicale], Istanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004.
- Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Cumhuriyetin Harcı*, Livre 3 : *Modernitenin Altyapısı Oluşurken* [Les fondements de la modernité], Istanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004.
- Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Bir Cumhuriyetin Öyküsü. Kadrocuları ve Kadro'yu Anlamak* [Une histoire de la République. Comprendre les intellectuels de Kadro et la revue Kadro], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları 134, 2003.
- Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Max von der Porten und die Entstehung der staatlichen Wirtschaftsunternehmen in der Türkei*, Istanbul, Friedrich Ebert Stiftung, 1993.
- Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Gerçekten Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu* [Le développement de l'étatisme en Turquie dans son application], Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi, 1982.
- Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *1929 Dünya Buhranında Türkiye'nin İktisadi Politika Araştırmaları* [Les recherches d'une politique économique en Turquie lors de la crise mondiale de 1929], Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi, 1977.
- Tezel, Yahya S., *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tarihi (1923 – 1950)* [Histoire économique de la période républicaine (1923 – 1950)], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2002 (1<sup>ème</sup> éd. 1982).
- Thobie, Jacques, *Ali et les 40 voleurs : impérialisme et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, Paris, éd. Messidor / Temps actuels, 1985.
- Thobie, Jacques, « De Constantinople à Ankara : d'un Empire piétiné à une République respectée (1920-1929) ». In : *Relations Internationales*, n° 31, 1982, pp. 263-282
- Thobie, Jacques, « Le nouveau cours des relations franco-turques et l'affaire du sandjak d'Alexandrette ». In : *Relations Internationales*, n° 19, 1979, pp. 355 – 374.
- Thobie, Jacques ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis, *L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle. Facteurs internes et externes*. Actes du Colloque d'Istanbul, 2 – 4 décembre 1985.
- Tunçay, Mete, *Türkiye Cumhuriyetinde Tek Parti Yönetiminin Kurulması (1923 – 1931)* [La fondation de la direction du parti unique dans la République turque (1923 – 1931)], Ankara, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1981).
- Tunçay, Mete, *Türkiye'de Sol Akımlar 1908-1925* [Les courants de gauche en Turquie 1908 – 1925], Istanbul, BDS Yayınları, 2000 (1<sup>ère</sup> éd. 1967).
- Yerasimos, Stéphane (dir.), *Istanbul, 1914-1923. Capitale d'un monde illusoire ou l'agonie des vieux empires*, Paris, Éditions Autrement, 1992.
- Zürcher, Erik J., *The Unionist Factor. The Rôle of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement 1905-1926*, Leiden, Brill, 1984.

- Zürcher, Erik J., « Young Turks, Ottomans Muslims and Turkish Nationalists : Identity Politics (1908 – 1938) ». In : Karpat, Kemal, H. (éd.), *Ottoman Past and Today's Turkey*, Leiden, Brill, 2000, pp. 150 – 179.
- Zürcher, Erik J., « From Empire to Republic. Problems of Transition, Continuity and Change ». In : *The Turkology Update Leiden Project (TULP)'s Working Papers Archive*.
- Zürcher, Erik J., « Ottoman Sources of Kemalist Thought ». In : *The Turkology Update Leiden Project (TULP)'s Working Papers Archive*.

*Histoire des relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman  
et entre l'Allemagne et la Turquie*

- Adanır, Fikret, « Wandlungen des deutschen Türkeibildes in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts ». In : *Zeitschrift für Türkeistudien*, n°2, 4, 1991, pp. 195-211.
- Anhegger, Robert, « Almanların Türkiye'ye Göçü » [L'immigration des Allemands en Turquie]. In : *Tarih ve Toplum* 2, 21 (1985), pp. 58-63.
- Albayrak, Mustafa, « Osmanlı-Alman İlişkilerinin Gelişimi ve Bağdat Demiryolunun Yapımı » [Le développement des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne et la construction du chemin de fer de Bagdad]. In : *OTAM (Ankara Üniversitesi Osmanlı Tarihi Araştırma ve Uygulama Merkezi Dergisi)*, n° 6, 1995, pp. 1-38.
- Bihl, Dieter, « Die Beziehungen zwischen Österreich-Ungarn und dem Osmanischen Reich im Ersten Weltkrieg ». In : *IX. Türk Tarih Kongresi*, 21-25 septembre 1981, Vol. 2, Ankara, 1989, pp. 1184 – 1206.
- Böer, Ingeborg ; Haerkötter, Ruth ; Kappert, Petra (dir.), *Türken in Berlin 1871-1945. Eine Metropole in den Erinnerungen osmanischer und türkischer Zeitzeugen*, Berlin, Walter de Gruyter, 2002.
- Bozarslan, Hamit, « Allemagne ou France / Intelligentsia, dualités ottomanes et problèmes des modèles ». In : *Cemoti*, n° 12, 1991, pp. 71 – 98.
- Bozarslan, Hamit, « Modèles français et allemand au miroir ottoman ». In : Schöttler, Peter ; Veit, Patrice ; Werner, Michael (éd.), *Plurales Deutschland, Allemagne Plurielle. Festschrift für Etienne François – Mélanges Etienne François*, Göttingen, Wallstein – Verlag, pp. 58 – 65.
- Bridge, F.R., « The Habsburg Monarchy and the Ottoman Empire 1900-1918 ». In : Kent, Marian, *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, London, George Allen & Unwin, 1980, pp. 31 – 51.
- Carmel, Alex, « The political significance of German Settlement in Palestine 1868-1918 ». In : Wallach, Jehuda L. (éd.), *Germany and the Middle East 1835 – 1939*, Institut für deutsche Geschichte, Tel Aviv, 1975, pp. 45 – 71.
- Corrigan, S.H., « German-Turkish Relations and the Outbreak of the War in 1914 : A Re-assessment ». In : *Past and Present* 36 (1967), pp. 144 – 152.

- Christiansen-Weniger, Friedrich, *Fünfzig Jahre Deutsche Entwicklungshilfe für die türkische Landschaft, ein Rückblick auf ihre Erfolge und ihre Pannen*, Bamberg, 1978.
- Çolak, Mustafa, *Osmanlı – Alman İlişkileri Çerçevesinde Harbiye Nazırı Enver Paşa ve Türkçü Politikaları (1913 – 1918)* [Le ministre de la Guerre Enver pacha et les politiques turquistes dans le contexte des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne (1913 – 1918)], Isparta, Fakülte Kitabevi, 2006.
- Dadrian, Vahakn N., *German Responsibility in the Armenian Genocide. A Review of the Historical Evidence of German Complicity*, Cambridge, Blue Crane Books, 1996.
- Dahlhaus, Friedrich, *Möglichkeiten und Grenzen auswärtiger Kultur- und Pressepolitik, dargestellt am Beispiel der deutsch-türkischen Beziehungen 1914-1928*, Francfort / Main, Peter Lang, 1990.
- Deren, Seçil, « From Pan-Islamism to Turkish Nationalism : Modernisation and German Influence in the late Ottoman Period ». In : Dogo, Marco ; Franzinetti, Guido (éd.), *Disrupting and Reshaping : Early Stages of Nation-Building in the Balkans, Europe and the Balkans International Network*, Ravenna, Longo Editore, 2002, pp. 117 – 139.
- Dinkel, Christoph, « German Officers and the Armenian Genocide ». In : *Armenian Review*, 1991, vol. 44, n°1 (173), pp. 77 – 130.
- Dölen, Emre, « I. Dünya Savaşı Sırasında Darülfünun'da Görevlendirilen Alman Öğretim Elemanları » [Les professeurs allemands à l'Université pendant la Première Guerre mondiale]. In : Mat, Atife (éd.), *Eczacılık Tarihi Araştırmaları* [Recherches sur l'histoire de la pharmacie], VI. Türk Eczacılık Tarihi Toplantısı'nda (Istanbul, 5-7 Haziran 2002) Sunulan Bildiriler, Istanbul, İÜ Eczacılık Fakültesi, 2003.
- Dumont, Paul, « Un économiste social-démocrate au service de la jeune Turquie ». In: *Mémorial Ömer Lütfi Barkan*, Paris, Librairie d'Amérique et d'Orient, Adrien Maisonneuve, 1980, pp. 75-86.
- Ergün, Mustafa, « Die deutsch-türkischen Erziehungsbeziehungen während des Ersten Weltkrieges ». In : *OTAM (Ankara Üniversitesi Osmanlı Tarihi Araştırma ve Uygulama Merkezi Dergisi)*, n° 3, Ankara 1992, pp. 192-208.
- Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik und Propagandatätigkeit im Osmanischen Reich von 1908-1918 unter besonderer Berücksichtigung des « Osmanischen Llyod »*, Stuttgart, Steiner, 1993.
- Flaningam, M.L., « German Eastward Expansion, Fact and Fiction : a Study in German-Ottoman Trade Relations 1890-1914 ». In : *Journal of Central European Affairs* 14 (1955), pp. 319 – 333.
- Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient 1919-1939 : le cas de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan*, Leiden, Sijthoff, 1977.
- Fleury, Antoine, « La pénétration économique de l'Allemagne en Turquie et en Iran après la Première Guerre mondiale : l'impact de l'évolution des structures économiques sur les échanges commerciaux. » In : *Relations Internationales*, Paris-Genève, N°1, mai 1974, pp. 155 – 171.

- Friedman, Isaiah, *Germany, Turkey, Zionism, 1897-1918*, New Brunswick, Transaction Publication, 1998.
- Fuhrmann, Malte, *Der Traum vom deutschen Orient : zwei deutsche Kolonien im osmanischen Reich, 1851 – 1918*, Francfort / Main, Campus – Verlag, 2006.
- Genç, Aytan, *Türkiye’de Geçmişten Günümüze Almanca Öğretimi* [L’enseignement de l’allemand en Turquie d’hier à aujourd’hui], Ankara, seçkin, 2003.
- Gencer, Mustafa, *Modernisierung und kulturelle Interaktion, Deutsch-türkische Beziehungen (1908 – 1918)*, Münster, LIT Verlag, 2002.
- Gross, Hermann, «Die deutsch-türkischen Wirtschaftsbeziehungen». In: Grothusen, Klaus-Detlev (dir.), *Die Türkei in Europa, Beiträge des Südosteuropa-Arbeitskreises der deutschen Forschungsgemeinschaft zum IV. Internationalen Südosteuropa-Kongress der Association internationale d’Etudes du Sud-Est européen, Ankara, 13. – 18-08-1979*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1979, pp. 167 – 191.
- Grothusen, Klaus-Detlev, «Die Türkei in der Zeit Kemal Atatürks (1919/23-1938) und die deutsch-türkischen Beziehungen». In : Deutsche Bibliothek (éd.), *Die deutsch-türkischen Beziehungen von 1924 bis 1938, eine Ausstellung* (veranstaltet vom türkischen Generalkonsulat Frankfurt am Main und der Deutschen Bibliothek) 1987, pp. 9 – 30.
- Hagen, Gottfried, *Die Türkei im Ersten Weltkrieg. Flugblätter und Flugschriften in arabischer, persischer und osmanisch-türkischer Sprache aus einer Sammlung der Universitätsbibliothek Heidelberg eingeleitet, übersetzt und kommentiert*, Francfort / Main, Peter Lang, 1990.
- Haley, Charles D., « The Desperate Ottoman : Enver Paşa and the German Empire – I ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 30, N° 1, Janvier 1994, pp. 1 – 51.
- Haley, Charles D., « The Desperate Ottoman : Enver Pasa and the German Empire : II ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 30, N° 2, avril 1994, pp. 224 – 251.
- Heine, Peter, « Salih ash-Sharif at-Tunisi, a North African Nationalist in Berlin during the First World War ». In : *Revue de l’Occident musulman*, 33, 1982, pp. 89 – 95.
- Hepner, Heidi, « Das « Haus der Freundschaft (Dostluk Jurdu) » ein deutsches Kulturzentrum in Istanbul. » In : *Germano-Turcica. Zur Geschichte des Türkisch-Lernens in den deutschsprachigen Ländern*. Ausstellungskatalog der Universitätsbibliothek Bamberg, Juin 1987, pp. 109 – 112.
- Höpp, Gerhard, « Die Wünsdorfer Moschee : eine Episode islamischen Lebens in Deutschland, 1915 – 1930 ». In : *Die Welt des Islams*, 2, 1996, pp. 204 – 218.
- Hughes, Thomas M., « The German Mission to Afghanistan ». In : Schwanitz, Wolfgang G. (éd.), *Germany and the Middle East 1871 – 1945*, Verwert, Ibero-americanana, 2004, pp. 25 – 65.
- Jaschinski, Klaus ; Waldschmidt, Julius (dir.), *Des Kaisers Reise in den Orient 1898*, Berlin, Trafo Verlag, 2002.

- Kaiser, Hilmar, *Imperialism, Racism, and Development Theories. The Construction of a Dominant Paradigm on Ottoman Armenians*, Ann Arbor, Gomidas Institute, 1997.
- Kaiser, Hilmar, « The Baghdad Railway 1915 – 1916 : A Case Study in German Resistance and Complicity ». In : Hovannisian, Richard (éd.), *Remembrance and Denial : The Case of the Armenian Genocide*, Detroit, Wayne State U.P., 1999, pp. 67 – 112.
- Kampen, Wilhelm van, *Studien zur deutschen Türkeipolitik in der Zeit Wilhelms II.*, Kiel, Universität, Diss., 1968.
- Kaynar, Erdal, *Les rapports entre les Jeunes Turcs et l'Allemagne avant 1908*, mémoire de maîtrise sous la direction de Benjamin Lellouch et François Georgeon, Université de Paris VIII, 2004.
- Kieser, Hans-Lukas, *Der verpasste Friede – Mission, Ethnie und Staat in den Ostprovinzen der Türkei, 1839 – 1938*, Zürich, Chronos, 2000.
- Kieser, Hans-Lukas ; Schaller, Dominik J. (eds.), *Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah. The Armenian genocide and the Shoah*, Zürich, Chronos, 2002.
- Klein, Fritz, « Die Rivalität zwischen Deutschland und Österreich-Ungarn in der Türkei am Vorabend des ersten Weltkrieges ». In : Klein, Fritz (éd.), *Politik im Krieg : 1914 – 1918. Studien zur Politik der deutschen herrschenden Klassen im 1. Weltkrieg*, Berlin, Akademie-Verlag, 1964, pp. 1 – 21.
- Klein, Fritz, « Der Einfluss Deutschlands und Österreich-Ungarns auf das türkische Bildungswesen in den Jahren des ersten Weltkrieges ». In : Plaschka, Richard Georg ; Mack, Karlheinz (éd.), *Wegenetz europäischen Geistes. Wissenschaftszentren und geistige Wechselbeziehungen zwischen Mittel- und Südosteuropa vom Ende des 18. Jahrhunderts bis zum Ersten Weltkrieg*, Munich, Oldenbourg, 1983, pp. 420 – 432.
- Kloosterhuis, Jürgen, « Zum Kennenlernen des Waffenbruders: Institutionen zur Vermittlung türkischer Kultur in Deutschland von 1915-1918 durch Auslandsvereine – ein Schlaglicht auf die Anfänge der deutschen auswärtigen Kulturpolitik ». In : *Germano-Turcica. Zur Geschichte des Türkisch-Lernens in den deutschsprachigen Ländern*. Ausstellungskatalog der Universitätsbibliothek Bamberg, Juin 1987, pp. 101-107.
- Kloosterhuis, Jürgen, «Friedliche Imperialisten». *Deutsche Auslandsvereine und auswärtige Kulturpolitik, 1906 – 1908*, Francfort / Main, Lang, 1994.
- Koçak, Cemil, *Türk-Alman İlişkileri (1923-1939). İki Dünya Savaşı Arasındaki Dönemde Siyasal, Kültürel Askeri ve Ekonomik İlişkiler* [Les relations turco-allemandes (1923 – 1939). Les relations politiques, culturelles, militaires et économiques entre les deux guerres], Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1991.
- Kössler, Armin, *Aktionsfeld Osmanisches Reich. Die Wirtschaftsinteressen des deutschen Kaiserreichs in der Türkei, 1871 – 1908*, New-York, Arno Press, 1981.
- Kornrumpf, Hans-Jürgen, « Der Beginn des türkischen Befreiungskampfes 1919 in der zeitgenössischen deutschen und österreichischen Tagespresse ». In : *IX. Türk Tarih Kongresi*, Ankara, 1989, pp. 1891 – 1899.

- Kreiser, Klaus, « Deutsch-türkische Gesellschaften von Wilhelm II. bis Konrad Adenauer ». In : Prator, Sabine ; Neumann, Christoph K., *Frauen, Bilder und Gelehrte, Arts, Women and Scholars – Studies in Ottoman Society and Culture, Festschrift Hans Georg Majer*, Istanbul, Simurg, 2002, pp. 675 – 681.
- Kreiser, Klaus, *Türkische Studien in Europa*, Istanbul, Isis, 1998.
- Kreiser, Klaus, « Damenbäder und Kanonengiessereien. Zur osmanischen Studienreise nach Deutschland (Juni/Juli 1911) ». In : *Ibid.*, *Türkische Studien in Europa*, Isis, Istanbul 1998, pp. 153 – 175.
- Kreiser, Klaus, « *Servet-i Fünun* und seine Leser im Spiegel der tausendsten Nummer (1910) ». In : Herzog, Christoph (éd.), *Presse und Öffentlichkeit im Nahen Osten*, Heidelberg, Heidelberger Orientverlag, 1995, pp. 93 – 99.
- Kreiser, Klaus, « Deutsche Professoren am Istanbuler Darülfünun 1915-1918 ». In : XXIII. Deutscher Orientalistentag vom 16. Bis 20. September 1985 in Würzburg, *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft* ; Suppl. 7/1989, pp. 211 – 218.
- Kreiser, Klaus (dir.), *Germano-Turcica. Zur Geschichte des Türkisch-Lernens in den deutschsprachigen Ländern*, Bamberg, Universitätsbibliothek, 1987.
- Kreiser, Klaus, « Le rôle de la langue française en Turquie et la politique culturelle allemande au début du 20<sup>ème</sup> siècle ». In : Batu, Hamid ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis, *L'Empire ottoman, la République de Turquie et la France*, Istanbul-Paris, Isis, 1986, pp. 405 – 407.
- Kreiser, Klaus, « Bati'dan Bilgi Transferinde Üç Örnek Bilim Dalı, Üç Yöntem : Zooloji, Kimya, Coğrafya » [Trois modèles, trois méthodologies : la zoologie, la chimie, la géographie dans le transfert scientifique de l'Occident]. In : Eren, Güler (éd.), *Osmanlı*, 8 : *Bilim* [Ottoman, volume 8 : la science], Istanbul, Yeni Türkiye Yayınları, 1999, pp. 631 – 636.
- Marchand, Suzanne L., *Down from Olympus. Archaeology and Philhellenism in Germany, 1750 – 1970*, Princeton, Princeton University Press, 1996.
- Mejcher, Helmut : « Die Bagdadbahn als Instrument deutschen wirtschaftlichen Einflusses im Osmanischen Reich ». In : *Geschichte und Gesellschaft* 4 (1975), pp. 447 – 481.
- Melka, R.L., « Max Freiherr von Oppenheim : 60 years of scholarship and political intrigue in the Middle East ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 9, 1973, pp. 81 – 93.
- Moreau, Odile, « Les ressources scientifiques de l'Occident au service de la modernisation de l'armée ottomane (fin XIXe début XXe S.). In : *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 101 – 102, pp. 51 – 67.
- Moreau, Odile, « Objectifs et stratégies dans l'aide militaire allemande aux Ottomans ». In : *Revue Internationale d'Histoire Militaire*, n° 81, 2001, pp. 260 – 276.
- Naumann, Wolf-Orland, *Die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei 1923-1935*, Berlin, thèse non publiée, Humboldt-Universität, 1993.

- Nicolai, Bernd, *Moderne und Exil. Deutschsprachige Architekten in der Türkei, 1925 – 1955*, Berlin, Verlag für Bauwesen, 1998.
- Oğuz, Burhan, *Yüzyıllar Boyunca Alman Gerçeđi ve Türkler* [La réalité allemande et les Turcs pendant des siècles], Istanbul, Can Matbaa, 1983.
- Ökçün, Gündüz, « Osmanlı Meclis-i Mebusanında Bağdat Demiryolu İmtiyazı Üzerine Yapılan Tartışmalar » [Les discussions au parlement ottoman sur la concession du chemin de fer de Bagdad]. In : *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, XXV, 1970, pp. 15 – 56.
- Önsoy, Rifat, *Osmanlı-Alman Ticari Münasebetleri (1871-1914)* [Les relations commerciales entre l'Empire ottoman et l'Allemagne (1871 – 1914)], Ankara, Hacettepe Üniversitesi, 1979.
- Önsoy, Rifat, *Türkiye'deki Almanya 1914 – 1918. Almanya'nın Türkiye'deki Kültürel Etkinliđi ve Robert Bosch* [L'Allemagne en Turquie 1914 – 1918. L'influence culturelle allemande et Robert Bosch], Ankara, Atlas Yayınları, 2004.
- Ortaylı, İlber, « Les Jeunes Turcs et l'influence allemande. » In : *Varia Turcica*, XIII, Paris 1991, pp. 379 – 384.
- Ortaylı, İlber, *Osmanlı İmparatorluđu'nda Alman Nüfuzu* [L'influence allemande dans l'Empire ottoman], Istanbul, İletişim Yayıncılık, 1998.
- Özyüksel, Murat, *Osmanlı-Alman İlişkilerinin Gelişimi Sürecinde Anadolu ve Bağdat Demiryolları* [Les chemins de fer d'Anatolie et de Bagdad à l'époque du développement des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne], Istanbul, Arba, 1988.
- Özgüldür, Yavuz, « Yüzbaşı Helmuth von Moltke'den Müşir Liman von Sanders'e Osmanlı Ordusunda Alman Askeri Heyetleri » [Les missions militaires allemandes dans l'armée ottomane de Helmuth von Moltke à Liman von Sanders]. In : *Ankara Üniversitesi Osmanlı Tarihi Araştırma ve Uygulama Merkezi Dergisi*, n° 4, 1993, pp. 297 – 308.
- Pohl, Manfred, *Von Stambul nach Bagdad. Die Geschichte einer berühmten Eisenbahn*, München / Zürich, Piper, 1999.
- Pönicke, Herbert, « Heinrich August Meissner-Pacha und der Bau der Hedschas- und Bagdadbahn ». In : *Welt als Geschichte*, 16 (1956), pp. 196 – 210.
- Rathmann, Lothar, *Stossrichtung Nabost 1914 – 1918. Zur Expansionspolitik des deutschen Imperialismus im 1. Weltkrieg*, Berlin, Rütten & Leoning, 1963.
- Rathmann, Lothar, *Berlin – Bagdad. Die imperialistische Nabostpolitik des kaiserlichen Deutschlands*, Berlin, Dietz, 1962.
- Römer, Matthias, *Die deutsche und englische Militärhilfe für das osmanische Reich, 1908 – 1914*, Francfort, Peter Lang, 2007.
- Schäfer-Borrmann, Alexandra, *Vom 'Waffenbruder' zum 'türkisch-deutschen Faktotum': Ekrem Rüştü Akömer (1892-1984), eine bemerkenswerte Randfigur der Geschichte*, Würzburg, Ergon – Verlag, 1998.

- Schaeffgen, Annette, *Schwieriges Erinnern. Zur Rezeption des Genozids an den Armeniern*, Berlin, Metropol, 2006.
- Schlegel, Dietrich, «Die Türkei aus deutscher Sicht. Ihr Bild in der Presse der Weimarer Republik 1924-1933 ». In : *Südosteuropa-Mitteilungen, Vierteljahresschrift der Südosteuropa-Gesellschaft e. V.*, n° 1, 25, Munich, 1986, pp. 20 – 39.
- Schöllgen, Gregor, « ‘Dann müssen wir uns aber Mesopotamian sichern !’ Motive deutscher Türkenpolitik zur Zeit Wilhelms II. in zeitgenössischen Darstellungen ». In: *Saeculum* 32 (1981), pp. 130 – 145.
- Schöllgen, Gregor, « Die deutsch-englische Orientpolitik der Vorkriegsjahre 1908 bis 1914 ». In : *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 30 (1979), pp. 668 – 685. *Imperialismus und Gleichgewicht. Deutschland, England und die orientalische Frage 1871-1914*, München, Oldenbourg, 1992.
- Schulte, Bernd F., *Vor dem Kriegausbruch 1914. Deutschland, die Türkei und der Balkan*, Düsseldorf, Droste, 1980.
- Schwanitz, Wolfgang G. (dir.), *Deutschland und der mittlere Osten*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2004.
- Schwanitz, Wolfgang G., *Germany and the Middle East 1871 – 1945*, Verwert, Iberoamericana, 2004.
- Schwanitz, Wolfgang G., « Djihad ‘Made in Germany’ : Der Streit um den Heiligen Krieg ». In : *Sozial. Geschichte. Zeitschrift für historische Analyse des 20. und 21. Jahrhunderts*, n° 2, 2003, pp. 7 – 34.
- Seidt, Hans-Ulrich, « ‘When Continents Awake, Island Empires Fall !’ Germany and the Destabilization of the East 1919 – 1922 ». In : Schwanitz, Wolfgang G. (éd.), *Germany and the Middle East 1871 – 1945*, Verwert, Iberoamericana, 2004.
- Seidt, Hans-Ulrich, *Berlin, Kabul, Moskau. Oskar Ritter von Nidermayer und Deutschlands Geopolitik*, München, Universitas, 2002.
- Sullivan, Charles, *Stamboulcrossings : German Diplomacy in Turkey 1908-1914*, Nashville, Thèse non publiée, Vanderbilt University, 1977.
- Treue, Wilhelm, « Max Freiherr von Oppenheim – der Archäologe und die Politik ». In : *Historische Zeitschrift*, vol. CCIX, n°1, 1969, pp. 37 – 74..
- Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire 1914-1918*, Princeton, Princeton University Press, 1968.
- Trumpener, Ulrich, « Turkey’s entry into World War I : an assessment of responsibilities ». In : *The Journal of Modern History* (Chicago), XXXIV, 4, décembre 1962, pp. 369 – 380.
- Turan, Kemal, *Türk-Alman Eğitim İlişkilerinin Tarihi Gelişimi* [Le développement des relations pédagogiques turco-allemandes], Istanbul, Ayışığı Kitapları, 2000.
- Ülger, Eris S., *Atatürk und die Türkei in der deutschen Presse*, Hückelhoven, Schulbuchverlag Anadolu, 1992.
- Ünder, Hasan, « 30’ların Ders Kitaplarından ve Kemalizm’in Kaynaklarından Biri : Milleti Müsellaha ve Medeni Belgeler » [Les *Medeni Belgeler* et *La Nation en armes*



- : un livre d'histoire des années 1930 et une source du kémalisme]. In : *Tarih ve Toplum*, n° 192, décembre 1999, pp. 48 – 56.
- Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe. Die preussisch-deutschen Militärmissionen in der Türkei 1835-1919*, Düsseldorf, Droste, 1976.
- Weber, Frank G., *Eagles of the Crescent : Germany, Austria and the Diplomacy of the Turkish Alliance, 1914-1918*, Ithaca, Cornell University Press, 1970.
- Weltmann, Saadia, « Germany, Turkey and the Zionist Movement, 1914 – 1918 ». In : *Review of Politics*, 23 (1961), pp. 246 – 269.
- Widmann, Horst, *Exil und Bildungshilfe. Die deutschsprachige akademische Emigration in die Türkei nach 1933*, Bern, H. Lang, 1973.
- Yasamee, F.A.K., « Colmar Freiherr von der Goltz and the Rebirth of the Ottoman Empire ». In : *Diplomacy & Statecraft*, vol. 9, n° 2, July 1998, pp. 91 – 128.
- Wrigley, W. D., « Germany and the Turco-Italian War, 1911 – 1912 ». In : *International Journal of Middle East Studies* 11 (1980), pp. 313 – 338.
- Zürer, Werner, *Kaukasien 1918 – 1921. Der Kampf der Grossmächte um die Landbrücke zwischen schwarzem und kaspischem Meer*, Düsseldorf, Droste, 1978.

### *Histoire de l'Allemagne*

- Bariéty, Jacques ; Droz, Jacques, *Histoire de l'Allemagne (tome III), République de Weimar et régime hitlérien 1918-1945*, Paris, Hatier, 1973.
- Berstein, Serge ; Milza, Pierre, *L'Allemagne, 1870-1987*, Paris, Masson, 1988.
- Bracher, Karl-Dietrich (éd.), *Die Weimarer Republik, 1918-1933: Politik, Wirtschaft, Gesellschaft*, Düsseldorf, Droste, 1987.
- Carr, E.H., *German-Soviet Relations between The Two World Wars, 1919-1939*, Oxford, Oxford University Press, 1952.
- Carr, E.H., « Radek's Political Salon in Berlin 1919 ». In : *Soviet Studies*, No. 3 (April 1951), pp. 411-429.
- Cluet, Marc (dir.), *La fascination de l'Inde en Allemagne 1800 – 1933*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004.
- Dreyfus, François-Georges, *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*, Paris, PUF, 1991.
- Droz, Jacques, *Les forces politiques dans la République de Weimar de 1919 à 1933*, Paris, PUF, 1967.
- Dupeux, Louis (dir.), *La « révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Éditions Kimé, 1992.
- Dupeux, Louis (dir.), *Histoire culturelle de l'Allemagne 1919-1960*, Paris, PUF, 1989.
- Dupeux, Louis (dir.), « Révolution conservatrice et modernité ». In : *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome XIV, n° 1, janvier-mars 1982, pp. 3 – 34.
- Fischer, Fritz, *Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschlands*, Düsseldorf, Droste, 2000 (1<sup>ère</sup> éd. 1961).

- François, Etienne ; Schulze, Hagen (éd.), *Deutsche Erinnerungsorte. Eine Auswahl*, Munich, Verlag C.H. Beck, 2005.
- Gehrke, Ulrich, *Persien in der deutschen Orientpolitik während des Ersten Weltkrieges*, 2 Vol., Hamburg, Kohlhammer, 1960.
- Hildebrand, Klaus, *Deutsche Aussenpolitik 1871 – 1918*, Munich, Oldenbourg Verlag, 1994.
- Hillgruber, Andreas, *Die gescheiterte Grossmacht. Eine Skizze des Deutschen Reiches 1871-1945*, Düsseldorf, Droste, 1984 (4<sup>ème</sup> éd.).
- Hillgruber, Andreas, « Kontinuität und Diskontinuität in der deutschen Aussenpolitik von Bismarck bis Hitler ». In : Ziebura, Gilbert (éd.), *Grundfragen der deutschen Aussenpolitik seit 1871*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1975, pp. 15 – 47.
- Hillgruber, Andreas, « Zwischen Hegemonie und Weltpolitik : Das Problem der Kontinuität von Bismarck bis Bethmann Hollweg ». In : Stürmer, M. (éd.), *Das kaiserliche Deutschland : Politik und Gesellschaft, 1870-1918*, Düsseldorf, Droste, 1970, pp. 187 – 204.
- Kolb, Eberhardt, *Die Weimarer Republik*, Munich, Oldenbourg, 2002 (1<sup>ère</sup> éd. 1984).
- Kreiner, Josef ; Mathias, Regine (éd.), *Deutschland-Japan in der Zwischenkriegszeit*, Bonn, Bouvier, 1984.
- Krüger, Peter, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985.
- Laqueur, Walter, *Weimar, une histoire culturelle de l'Allemagne des années 20*, Paris, Robert Laffont, 1978.
- Loth, Wilfried, *Das Kaiserreich*, Munich, Deutscher Taschenbuch-Verlag, 1996.
- Mahrad, Ahmad, *Die deutsch-persischen Beziehungen von 1918-1933*, Bern, Lang Verlag, 1974.
- Mommsen, Hans, *Die verspielte Freiheit, 1918 – 1933, Propyläen Geschichte Deutschlands*, Vol. 8, Berlin, Propyläen Verlag, 1989.
- Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerliche Kultur und politische Ordnung. Künstler, Schriftsteller und Intellektuelle in der deutschen Geschichte, 1830 – 1933*, Francfort / Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2000.
- Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben. Deutschland unter Wilhelm II. 1890 bis 1918*, Propyläen Geschichte Deutschlands, Vol. 7/II, Berlin, Propyläen Verlag, 1995.
- Mommsen, Wolfgang J., *Grossmachstellung und Weltpolitik 1870 – 1914. Die Aussenpolitik des deutschen Reiches*, Francfort / Main, Ullstein, 1993.
- Mommsen, Wolfgang J. (éd.), *Der autoritäre Nationalstaat. Verfassung, Gesellschaft und Kultur des deutschen Kaiserreichs*, Francfort / Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1990.

- Nicosia, Francis R., « 'Drang nach Osten' Continued ? Germany and Afghanistan during the Weimarer Republic ». In : *Journal of Contemporary History*, Vol. 32 (2), 1997, pp. 235 – 257.
- Peukert, Detlev J.K., *La république de Weimar, années de crise de la modernité*, Paris, Aubier, 1995.
- Poidevin, Raymond, *L'Allemagne et le monde au 20<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Masson, 1983.
- Richard, Lionel (dir.), *Berlin, 1919 – 1933. Gigantisme, crise sociale et avant-garde : l'incarnation extrême de la modernité*, Paris, Éditions Autrement, 1991.
- Richard, Lionel, *La vie quotidienne sous la République de Weimar (1919 – 1933)*, Paris, Hachette Littératures, 1983
- Rovan, Joseph, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Seuil, 1994.
- Schulze, Hagen, *Weimar : Deutschland 1917 – 1933*, Munich, Bassermann, 1994.
- Vermeil, Edmond, *Doctrinaires de la Révolution allemande, 1918-1938*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1948.
- Wahl, Alfred, *Les forces politiques en Allemagne, 19<sup>ème</sup> – 20<sup>ème</sup> siècle*, Paris, A. Colin, 1999.
- Wallach, Jehuda L. (éd.), *Germany and the Middle East 1835-1939*. International Symposium April 1975, Jahrbuch des Instituts für deutsche Geschichte, Beiheft 1, Tel Aviv, 1975.
- Wehler, Hans-Ulrich, *Das deutsche Kaiserreich 1871-1918*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1988.
- Wehler, Hans-Ulrich, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, Vol. 4 : *Vom Beginn des Ersten Weltkrieges bis zur Gründung der beiden deutschen Staaten 1914 – 1949*, Munich, Beck, 2003.

#### *Ouvrages divers*

- Agulhon, Maurice, *La République, I : 1880 – 1932*, Paris, Hachette, 1990.
- Barthes, Roland, *Mythologies*, Paris, Éditions du Seuil, 1957.
- Becker, Jean-Jacques, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Belin, 2003.
- Digeon, Claude, *La crise allemande de la pensée française, 1870 – 1914*, Paris, PUF, 1960.
- Duroselle, Jean-Baptiste, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, A. Colin, 2001 (12<sup>ème</sup> édition).
- Duroselle, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1993.
- Duroselle, Jean-Baptiste, *Le drame de l'Europe de 1919 à nos jours*, Paris, Imprimerie nationale, 1969.
- Duroselle, Jean-Baptiste, *Tout empire périra. Théorie des relations internationales*, Paris, A. Colin, 1992.
- Espagne, Michel, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999.

- François, Etienne ; Siegrist, Hannes ; Vogel, Jakob (éd.), *Nation und Emotion. Deutschland und Frankreich im Vergleich, 19. und 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1995.
- François, Etienne ; Hooock-Demarle, Marie-Claire ; Meyer-Kalkus, Reinhart ; Werner, Michael (éd.), *Marianne – Germania. Deutsch-französischer Kulturtransfer im europäischen Kontext 1789 – 1914*, 2 vol., Leipzig, Leipziger Univ.-Verl., 1998.
- Frank, Robert, « Penser historiquement les relations internationales ». In : *Annuaire français de relations internationales*, vol. 4, 2003.
- Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941. « Relations internationales contemporaines »*, tome 2, Paris, A. Colin, 1998.
- Hobsbawm, Eric J., *L'âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle*, Paris, Éditions Complexe, 1994.
- Laborie, Pierre, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale 1936 – 1944*, Paris, Editions du Seuil, 2001 (1<sup>ère</sup> éd. 1990).
- Laurens, Henry, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Paris, A. Colin, 2004.
- Laurens, Henry, *Lawrence en Arabie*, Paris, Gallimard, 1992.
- Lenger, Friedrich, *Werner Sombart 1863 – 1941. Eine Biographie*, Munich, C. H. Becker, 1994.
- Lindemann, Thomas, *Les doctrines darwiniennes et la guerre de 1914*, Paris, Economica, 2001.
- Loth, Wilfried ; Osterhammel, Jürgen (éd.), *Internationale Geschichte. Themen – Ergebnisse – Aussichten*, Munich, Oldenbourg, 2000.
- Malraux, André, *Les noyers de l'Altenburg*, Paris, Gallimard, 1948.
- Michalka, Wolfgang (éd.), *Der Erste Weltkrieg. Wirkung, Wahrnehmung, Analyse*, Munich / Zürich, Piper, 1994.
- Milza, Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, A. Colin, 1998.
- Picaudou, Nadine, *La décennie qui ébranla le Moyen-Orient*, Paris, Complexe, 1992.
- Renouvin, Pierre, *Histoire des relations internationales. Les crises du 20<sup>ème</sup> siècle*, tome III, 1871-1945, Paris, Hachette, 1994.
- Renouvin, Pierre ; Duroselle, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, A. Colin, 1991.
- Roussillon, Alain, *Identité et modernité. Les voyageurs égyptiens au Japon*, Paris, Sindbad Actes Sud, 2005.
- Said, Edward W., *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1997.
- Soutou, Georges-Henri ; Steinert, Marlis, « Ordre européen et construction européenne ». In : *Relations Internationales*, n° 90, 1997, pp. 127 – 143.
- Ülken, Hilmi Ziya, *Türkiye'de Çağdaş Düşünce Tarihi* [Histoire de la pensée contemporaine en Turquie], Istanbul, Ülken Yayınları, 1998 (1<sup>ère</sup> éd. 1966).

# Index des noms propres

- Abdülaziz Çavuş : 175, 215  
Abdülhamid II : 1, 3, 6, 7, 15, 16, 26, 38, 39, 48, 49, 56, 57, 60, 63, 89, 332, 347  
Abidin Daver : 251, 305, 316,  
Ahmed Ağaoğlu : 102, 103, 176, 180, 181, 197, 257, 334  
Ahmed Caferoğlu : 318, 334  
Ahmed Cemal pacha : voir Cemal pacha  
Ahmed Cevat Emre : 196, 334-335  
Ahmed Emin [Yalman] : 184, 190, 198, 201, 230, 334  
Ahmed Hikmet [Müftüoğlu] : 34, 80, 81, 175, 177, 294, 335, 347  
Ahmed İhsan [Tokgöz] : 72, 79, 80 – 85, 94, 198, 220, 281, 282, 303, 317, 335  
Ahmed İzzet pacha : 45, 46, 47, 55, 56, 59, 113, 114, 137, 138, 205, 210, 211, 251, 331, 343, 347  
Ahmed Muhtar pacha : 81, 103, 106, 332  
Ahmed Nebil : 94  
Ahmed Refik [Altınay] : 175, 185, 186, 304, 335  
Ahmed Rıza : 17, 33, 36, 49, 56, 73, 334  
Ahmed Şerif [Önay] : 224, 225, 275, 335, 340  
Ahmed Şükrü : 192, 193, 249, 331  
Ahmed Tevfik : 48, 49, 211  
Ali Rıza pacha : 28, 45, 53, 331  
Ali Haydar [Taner] : 86, 191, 197, 201, 315, 335  
Amanullah Khan : 245  
  
Baha Tefik : 94  
Bahaeddin Şakir : 17, 174, 211, 215, 217, 229  
Bang-Kaup, Wilhelm : 284  
Beck, Sebastian : 102, 177  
Becker, Carl-Heinrich : 190, 199, 261, 345  
Behiç [Erkin] : 270, 271, 317, 333, 338  
Bérard, Victor : 35  
Blondel, Georges : 124  
Bonatz, Paul : 198  
Bouglé, Celestin : 282  
Brockdorff-Rantzau, Ulrich von : 259  
Büchner, Ludwig : 94, 184  
Bülöw, Bernhard von : 4, 32, 33, 37, 38, 73, 344  
  
Burhan Asaf [Belge] : 222, 275, 300, 335 – 336  
  
Cambon, Victor : 84, 126  
Cami [Baykut] : 54  
Cavid : 25, 61, 64, 67, 69, 70, 75, 77, 97, 123, 140, 148, 166, 170, 171, 173, 205, 206, 249, 331  
Celal [Bayar] : 275, 333  
Celal Esad [Arseven] : 176, 215, 221  
Celal Nuri [İleri] : 116, 128, 129, 151, 175, 336  
Celal Sahir [Erozan] : 131, 150, 177, 336  
Cemal Azmi : 217, 229  
Cemal pacha : 123, 136, 144, 148, 149, 156, 198, 211, 215, 216, 217, 331, 336, 343, 346  
Cenab Sahabeddin : 175, 194, 198, 212, 296  
Cevat [Dursunoğlu] : 86, 315, 321, 336  
  
Darwin, Charles : 94  
Delbrück, Hans : 3  
Dewey, John : 315  
Dilthey, Wilhelm : 297, 337  
  
Egli, Ernst : 321  
Ekrem Akurgal : 318, 336  
Elsaesser, Martin : 198, 322  
Enver : IX, 14, 28, 30, 36, 46 – 48, 53, 59, 60, 99, 109, 114, 116 – 123, 136, 138, 139, 144 – 149, 151, 153, 155 – 160, 165, 166, 171, 174, 178, 191, 197, 198, 202, 204 – 206, 211, 214 – 216, 253, 259, 281, 300, 317, 325 – 327, 331, 332, 341, 342, 344, 345  
  
Faik Sabri [Duran] : 123 – 124  
Falih Rifkî [Atay] : 248, 253, 273, 298, 299, 308, 316, 321, 327, 336, 338  
Falke, Friedrich : 196, 319  
Falkenhayn, Erich von : 234, 248, 342, 343, 344  
Faysal : 157  
Fichte, Johann Gottlieb : 132, 133, 294, 295, 296, 297, 337  
Fouillée, Albert : 94, 126, 184, 300

- Freud, Sigmund : 297, 339  
 Freytag-Loringhoven, Hugo von : 55
- Giese, Friedrich : 193, 195, 196, 197, 334  
 Gladstone, William : 1  
 Goethe Johann Wolfgang von : 184, 215, 294, 295, 337  
 Goltz, Wilhelm Leopold Colmar von der : 6, 9, 10, 11, 15, 17, 27, 29, 30, 32, 45, 46, 50 – 63, 67, 68, 74, 81, 83, 99, 100, 105, 135, 136, 137, 159, 162, 185, 252, 331, 332, 333, 335, 342, 343  
 Gothe, Hugo : 74, 76, 127, 346
- Habib Edib [Törehan] : 175, 268, 291, 292, 336  
 Habibullah : 155  
 Hachtmann, Otto : 175, 177, 184  
 Haeckel, Ernst : 94  
 Halid Ziya [Usaklıgil] : 113, 175, 177, 181, 182, 183, 190, 194, 195, 198, 201, 219, 336 – 337, 347  
 Halide Edib [Adivar] : 34, 177, 347  
 Halil [Menteşe] : 114, 123, 144, 148, 149, 164, 165, 169, 197, 332  
 Halil Edhem : 286, 288, 337  
 Halil Fikret [Kanad] : 337  
 Halil Halid : 175, 337  
 Halle, Albert : 168  
 Hamdullah Suphi [Tannöver] : 177, 214, 221, 284, 296, 297, 337  
 Hartmann, Martin : 72, 175, 177, 178, 179, 180, 183, 196, 223, 338, 346  
 Hasan Cemil [Çambel] : 295, 297, 337  
 Helfferich, Karl : 173, 344  
 Helphand, Alexander : 116  
 Heine, Heinrich : 295, 318  
 Heinze : 191, 218  
 Hentig, Otto von : 155  
 Herder : 295  
 Hertl, Gustav : 169  
 Herzl, Theodor : 16  
 Hitler : 252, 277, 307, 308, 343, 345  
 Hoff, von : 191  
 Holzmeister, Clemens : 321  
 Huguenin, Eduard : 24, 270  
 Humann, Carl : 14, 15, 342  
 Humann, Hans : 14, 118, 121, 122, 159, 198, 342  
 Huret, Jules : 91, 92, 93, 124, 340
- Hüseyin Cahid [Yalçın] : 23, 37, 38, 62, 63, 77, 78, 80, 81, 89, 98, 135, 177, 197, 198, 201, 326, 337  
 Hüseyin Hilmi pacha : 43, 49, 61, 64
- İbrahim Hakki pacha : 25, 30, 64, 98, 120, 164, 332  
 İbrahim Necmi [Dilmen] : 196  
 İbrahim Refik [Saydam] : 85, 334  
 İsmail Canbulat : 149  
 İsmail Cenani : 198, 199  
 İsmail Hakki Babanzade : 25, 26, 62, 77, 78, 97, 332  
 İsmail Hakki [Tonguç] : 315, 338  
 İsmail Hüsrev [Tökin] : 300, 338  
 İsmet [İnönü] : 233, 235, 236, 275, 322, 328
- Jacoby, Günther : 196  
 Jansen, Hermann : 199, 321, 322  
 Jäckh, Ernst : 74 – 79, 81, 84, 118, 127, 190, 196, 198, 199, 202, 218, 346  
 Jäschke, Gotthard : 175  
 Jost, Theodor : 320  
 Junge, Reinhard : 170, 196
- Kâmil pacha : 23, 29, 30, 33, 35, 36, 39, 41, 42, 43, 47, 88, 98, 106, 109, 332  
 Kampffmeyer, Georg : 196  
 Kant, Immanuel : 184, 294, 309  
 Kautz, Emil : 168, 233  
 Kästner, Erich : 309  
 Kâzım [Karabekir] : 149, 159, 160, 214, 224, 342  
 Kemaleddin bey : 197, 199  
 Kemaleddin Sami : 236, 247, 254, 258, 265, 269, 270, 305, 316  
 Kerschensteiner, Georg : 86, 315, 337, 338  
 Keyserling, Hermann von : 261, 262  
 Kiderlen-Wächter, Alfred von : 26, 27, 28, 30, 38, 79, 101, 344  
 Kleist, Heinrich von : 223, 297, 318, 339  
 Klewitz : 313  
 Klinghardt, Karl : 45, 247, 251, 331, 343, 346  
 Köprülüzade Mehmed Fuad : 177, 178, 284, 286, 288, 299, 339  
 Kress von Kressenstein, Friedrich : 147, 156, 204, 205, 316, 343  
 Kühlmann, Richard von : 159, 166  
 Kühne, Albert : 315

- Lawrence, Eduard Thomas : 157  
 Le Bon, Gustave : 126, 184  
 Lecoq, Albert von : 178, 192  
 Leibniz, Gottfried Wilhelm : 184, 297, 337  
 Lepsius, Johannes : 16, 161, 228, 347  
 Leroy-Beaulieu, Paul : 167  
 Lessing, Gotthold Ephraim : 318  
 List, Friedrich : 4, 51, 167, 184, 185, 301  
 Lossow, Otto von : 165, 198, 202, 204, 343  
 Ludendorff, Erich von : 204, 248  
 Luther : 294
- Mahmud [Soydan] : 253, 257, 281, 290, 306, 338  
 Mahmud Esad : 265  
 Damad Mahmud pacha : 6, 17  
 Mahmud Muhtar pacha : 30, 60, 61, 67, 77, 81, 112, 120, 121, 138, 164, 182, 317, 332  
 Mahmud Şevket pacha : 45, 48 – 57, 59, 61 – 68, 70, 73, 74, 75, 77, 85, 99, 103, 104, 105, 109 – 113, 117, 122, 123, 136, 137, 138, 141, 332, 342  
 Malraux, André : 153, 155  
 Mann, Thomas : 245, 309  
 Marschall von Bieberstein, Adolf : 4, 11, 27, 28, 30, 32, 33, 34, 36, 37, 38, 41, 42, 46, 47, 64, 65, 67, 68, 98, 101, 102, 344  
 Mecdet Mehmed : 268, 338  
 Mehmed Akif [Ersoy] : 174, 180, 212, 338  
 Mehmed Emin [Yurdakul] : 89, 177, 178, 179, 338  
 Mehmed Tahir : 15  
 Mehmed Vehbi [Sarıdal] : 222, 339  
 Meissner, August : 270, 271, 344  
 Meyer, Hugo : 168  
 Midhat Şükrü : 197  
 Mittwoch, Eugen : 177, 346  
 Moise Cohen : voir Tekin Alp  
 Moltke, Helmuth von : 8, 37, 52, 129, 130, 135, 343  
 Muhsin Ertoğrul : 214  
 Muslihiddin Adil [Taylan] : 192, 201, 332 – 333  
 Mussolini : 246, 289, 301, 302, 322  
 Mustafa Hayrullah [Diker] : 297  
 Mustafa Kemal [Atatürk] : 99, 117, 131, 159, 160, 175, 216, 217, 225, 227, 230, 231, 232, 233, 236, 241, 242, 246 – 253, 281, 302, 308, 321, 336, 338, 346  
 Mustafa Necati : 315
- Mustafa Nedim : 73  
 Mustafa Nermi : 179, 184, 223, 286, 287, 297, 299, 300, 311, 320, 339  
 Mustafa Şekib [Tunç] : 297, 339  
 Mustafa Şeref [Özkan] : 225, 275, 335, 339 – 340  
 Müller, Karl : 274  
 Mümtaz Fazlı [Taylan] : 223, 268, 339
- Nadolny, Rudolf : 235, 249, 251, 254, 270, 271, 272, 279, 280, 282, 283, 284, 285, 289, 290, 294, 312, 313, 320, 345  
 Naumann, Friedrich : 3, 199  
 Dr. Nazım : 17, 69, 73, 174, 191, 197, 198, 201, 202, 205, 211, 333  
 Nazım pacha : 104, 105  
 Necmeddin Molla : 215, 333  
 Nehoma, Joseph : 126  
 Nicolai, Walthar : 314, 343  
 Niedermayer, Oskar Ritter von : 155, 216  
 Nietzsche, Friedrich : 94, 125, 184, 297, 309, 337  
 Niyazi : 28, 30, 46, 47  
 Nuri [Conker] : 219, 224, 229, 232  
 Nurullah Esad [Sümer] : 222, 340  
 Nüzhet Sabit : 92, 340
- Oldenburg : 319, 322  
 Oppenheim, Max von : 5, 154, 162, 175, 346, 347  
 Osman Hamdi : 15, 337  
 Osman Nizami : 28, 45, 54, 65, 67, 110, 333  
 Ömer Celal [Sarç] : 223, 268, 269, 270, 319, 340  
 Örley, Robert : 370
- Parvus : 116, 150  
 Pertev [Demirhan] : 45, 52, 53, 54, 56, 57, 59, 68, 99, 137, 342, 343  
 Porten, Max von der : 277
- Radek, Karl : 215  
 Rahmi [Köken] : 219, 317, 334  
 Raşid Öymen [Hıfzırrahman] : 86, 315, 337  
 Raşid Tahsin [Tuğsavul] : 340  
 Rathenau, Walthar : 15, 121, 189, 215, 232, 308, 345  
 Recai : 134  
 Recep pacha : 28, 53  
 Recep [Peker] : 271, 301, 321, 334

- Rıza Nur : 230, 231  
 Rieder, Robert : 13, 86  
 Rohrbach, Paul : 127, 162, 347
- Sabahaddin Ali : 318  
 Sadri Maksudi : 217  
 Saffeti Ziya : 182  
 Said pacha : 23, 98, 103, 112  
 Said Halim pacha : 113, 114, 116, 121, 123,  
 144, 145, 148, 164, 197, 333  
 Salah Cimcoz : 80  
 Salih pacha : 45, 56, 66, 333  
 Salih et-Tunisi : 174, 175, 201  
 Sanders, Liman von : 137, 138, 139, 145, 158,  
 159, 165, 234, 250, 251, 313, 326, 331,  
 342, 343, 344  
 Schacht, Hjalmar : 274, 277, 345  
 Schäfer, Carl Anton : 168, 170  
 Schede, Martin : 286, 288, 289  
 Schiller, Friedrich : 184, 223, 294, 295, 297,  
 339  
 Schmidt, Franz : 112, 191, 192, 193, 197,  
 198, 201, 335, 345  
 Schmoller, Gustav : 167  
 Schrader, Friedrich : 34, 175, 176, 177, 347  
 Sedat Semavi : 176  
 Seeckt, Hans von : 159, 204, 206, 215, 216,  
 326, 344  
 Selim Sırrı [Tarcan] : 305, 340  
 Siemens, Georg von : 3, 6, 12, 14, 224, 345,  
 346  
 Smith, Adam : 167  
 Sombart, Werner : 222, 223, 268, 275, 301,  
 302, 340, 341  
 Souchon, Wilhelm : 146, 147, 148, 250, 251  
 Spengler, Oswald : 261, 262, 301  
 Stinnes, Hugo : 214, 233  
 Süleyman Nazif : 176  
 Süleyman Numan pacha : 81, 198  
 Şekib Arslan : 175  
 Şevket Süreyya [Aydemir] : 117, 120, 123,  
 300, 302, 341
- Talat : 60, 61, 67, 97, 114, 123, 136, 137, 138,  
 144, 148, 149, 158, 166, 182, 197, 198,  
 202, 204, 205, 211, 214, 215, 216, 217,  
 221, 228, 229, 230, 259, 327, 333, 336  
 Taut, Bruno : 198, 322  
 Tehlirian : 228, 231  
 Tekin Alp : 89, 126, 131, 132, 133, 150, 151,  
 152, 167, 170, 177, 186, 187, 188, 189, 195,  
 341, 345  
 Tevfik Rüştü : 252, 276  
 Treitschke, Heinrich von : 3, 125, 185, 186,  
 295  
 Trietsch, Davis : 98, 127, 128, 339
- Vedad bey : 199  
 Vedat Nedim [Tör] : 222, 274, 275, 293, 300,  
 302, 318, 338, 341
- Wagner, Adolf : 167, 301  
 Wagner, Martin : 322, 336  
 Wangenheim, Hans von : 101, 104, 105, 106,  
 109, 110, 111, 112, 113, 120, 121, 136,  
 137, 140, 144, 145, 146, 147, 148, 154,  
 171, 345  
 Wassmuss, Wilhelm : 155  
 Weber, Max : 3  
 Wiegand, Theodor : 346  
 Wieting, Julius : 86, 345  
 Wittek, Paul : 284  
 Wolff-Metternich, Paul : 159, 161, 165, 197
- Yunus Nadi [Abalıoğlu] : 150, 248, 253, 255,  
 256, 258, 281, 282, 290, 291, 292, 299,  
 303, 304, 305, 322, 323, 327, 341  
 Yusuf Akçura : 87 – 90, 95, 101, 115, 127,  
 130, 177, 304, 334, 342
- Zehrer, Hans : 302, 320  
 Zeki Mesud [Aslan] : 201, 260, 261, 262,  
 298, 307, 316, 342  
 Ziya Gökalp : 115, 129, 131, 177, 179, 184,  
 188, 198, 265, 266, 301, 326  
 Zweig, Stefan : 297, 337



# Table des matières

Remerciements.....	VII
Introduction.....	IX
Prologue	
Le poids de l'Allemagne dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque.....	1
1. L'Empire ottoman et l'Allemagne : un rapprochement stratégique.....	1
Le développement des relations dans les années 1880.....	1
Guillaume II et Abdülhamid II : une amitié affichée.....	3
Le chemin de fer de Bagdad.....	6
2. L'influence allemande dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque.....	8
L'influence militaire.....	8
Le développement des relations économiques.....	11
Les débuts d'une influence culturelle.....	12
3. L'opposition jeune-turque et l'Allemagne.....	16
La position de l'Allemagne dans l'Empire ottoman à la veille de la révolution jeune-turque.....	18

## *Première partie : Le rôle de l'Allemagne dans la politique ottomane, de la révolution jeune-turque au coup d'état de 1913*

### Chapitre I

Le nouveau Gouvernement et l'Allemagne au lendemain de la révolution jeune-turque.....	23
1. Une nouvelle orientation ?.....	23
2. Les interprétations allemandes des événements de juillet.....	26
3. La crise d'octobre 1908 et les conséquences sur les relations avec l'Allemagne.....	31
La politique de l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.....	31
Un journal pour se faire entendre : la création de l' <i>Osmanischer Lloyd</i> .....	33
Les réactions ottomanes.....	36
Les conséquences internationales des événements d'octobre 1908.....	40

## Chapitre II

## L'Allemagne comme contrepoids ?

## Le rapprochement entre 1909 et 1911, les ambiguïtés allemandes

et l'isolement de l'Empire.....	45
1. La question de l'influence militaire allemande.....	45
Des généraux ottomans formés « à l'allemande » .....	45
L'insurrection de 1909 et le rôle de Mahmud Şevket pacha.....	48
von der Goltz et la révolution jeune-turque .....	52
La mission du général allemand .....	54
L'Allemagne et la Grande-Bretagne dans les relations entre le CUP et les généraux .....	61
2. L'Allemagne sur le devant de la scène ?.....	64
Des signes de rapprochement .....	64
L'Allemagne au secours de l'Empire ? L'octroi d'un emprunt .....	69
La poursuite du chemin de fer et l'accord de Potsdam .....	71
Le développement d'une politique d'influence culturelle .....	72
Les « impérialistes libéraux » et le nationalisme turc .....	74
Les unionistes et l'Europe vers 1910 .....	77
3. Réflexions ottomanes sur l'Allemagne .....	78
Une première découverte de l'Allemagne : le voyage de 1911 .....	78
La formation d'étudiants ottomans en Allemagne .....	85
La politique musulmane de l'Allemagne vue par un intellectuel turc .....	87
Connaître l'Allemagne : une nécessité ?.....	90

## Chapitre III

## Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne jusqu'en 1913.....

1. La guerre de Tripolitaine.....	97
Le point sur les relations internationales en 1911 et leurs incidences sur la politique ottomane .....	97
L'histoire se répète : l'Allemagne est alliée avec l'Italie.....	98
2. Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne au moment des guerres balkaniques.....	101
L'Empire ottoman devant la situation internationale.....	101
L'opposition libérale et l'Allemagne .....	103
Les guerres balkaniques.....	105

*Deuxième partie : La politique du Comité union et progrès vis-à-vis de l'Allemagne de 1913 à 1918*

Chapitre IV

Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne à la veille de la Guerre ....	109
1. Mahmud Şevket pacha et l'Allemagne .....	109
2. Le tournant des guerres balkaniques .....	113
3. Enver pacha : figure centrale et ambiguïtés du personnage.....	117
Remarques sur la personnalité d'Enver .....	117
Enver pacha et l'Allemagne.....	120
4. L'accroissement de l'intérêt pour l'Allemagne à la veille de la Guerre .....	123
Entre admiration et crainte : la persistance du regard français des Ottomans sur l'Allemagne.....	123
Prendre ses distances avec la France ? .....	126
L'intérêt pour le nationalisme allemand.....	130
5. La poursuite des relations militaires : la mission militaire Liman von Sanders.....	135
6. L'Empire ottoman, l'Europe et l'Allemagne à la veille de la Guerre .....	139

Chapitre V

L'Empire ottoman devant l'Europe en guerre .....	143
1. La recherche d'une alliance.....	144
2. L'alliance de l'Empire ottoman avec les puissances centrales.....	145
Du maintien de la neutralité à l'entrée en guerre de l'Empire ottoman .....	145
La position de la presse et des publicistes .....	148

Chapitre VI

Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale .....	153
1. Le déroulement de l'alliance militaire jusqu'en 1917.....	153
Le « Djihad » et le Touran : les grands rêves turco-allemands .....	153
Les réalités de la guerre .....	156
Les conflits entre les autorités militaires ottomanes et allemandes.....	157
Le drame arménien dans les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne .....	160
2. La marge de négociation des unionistes dans les relations politiques .....	164

3.	Les relations économiques.....	167
	La politique économique du Comité union et progrès pendant la guerre .....	167
	Pour une complémentarité des relations : l'élaboration de projets.....	168
	Les relations pendant la guerre .....	170
4.	L'Allemagne dans les projets de modernisation unionistes .....	174
	La propagande pour l'alliance .....	174
	Les contacts entre orientalistes allemands et intellectuels turquistes.....	177
	L'Allemagne comme idéal ? Quelques récits d'écrivains turcs.....	180
	La référence à l'Allemagne comme justification du nationalisme turc .....	184
	L'appel du gouvernement unioniste à l'Allemagne.....	190
	Le domaine scolaire .....	191
	Le domaine universitaire .....	193
	Entre propagande et collaboration : l'association germano-turque et l'association turco-allemande .....	196
	La participation des unionistes à l'association.....	197
	L'envoi de jeunes gens en Allemagne.....	200
5.	Les derniers moments de l'alliance.....	203
	À la conquête du Caucase .....	203
	La fin de la guerre .....	205

*Troisième partie : Des traités de paix à la reprise des relations officielles (1918 – 1924) :  
le maintien de liens entre l'Allemagne et la Turquie*

## Chapitre VII

	L'interruption officielle des relations .....	209
1.	Le contexte international dans l'immédiat après-guerre.....	209
2.	L'armistice de Moudros et ses conséquences .....	210
	Le choc de la défaite en Turquie.....	211
	Le contrôle allié.....	212
3.	La présence turque en Allemagne .....	214
	Poursuivre la guerre de Berlin ? .....	214
	Les étudiants turcs : Entre rapatriements et nouvelles arrivées .....	218
	Quelques exemples de parcours individuels .....	221

## Chapitre VIII

Le Gouvernement kémaliste et l'Allemagne avant la reprise officielle des relations.....	227
1. Le problème arménien dans les relations entre les deux pays.....	228
2. Vers la reprise des relations .....	231
Les contacts entre la <i>Wilhelmstrasse</i> et les kémalistes.....	231
La conférence de Lausanne et les ouvertures turques.....	232
3. La reprise officielle des relations.....	234

*Quatrième partie : La Turquie kémaliste et l'Allemagne de 1924 à 1933*

## Chapitre IX

Les relations politiques de la Turquie kémaliste avec l'Allemagne jusqu'en 1929 .....	239
1. Les fondements de la République turque .....	239
La politique étrangère .....	239
Les réformes intérieures et l'implication des puissances européennes.....	241
2. L'Allemagne de Weimar .....	243
La situation de l'Allemagne après 1924.....	243
L'Allemagne et le Proche Orient :	
Entre promesses économiques et aura politique .....	245
La place particulière de la Turquie dans la politique extérieure allemande.....	246
3. Les ambiguïtés face à l'alliance .....	247
4. La presse turque sur la position de l'Allemagne en Europe de 1924 à 1929 .....	253
Le traité de Locarno : une ligue contre l'Orient ?.....	254
La question de l'entrée de l'Allemagne dans la SDN : entre méfiance et espoir.....	255
Les relations entre l'Allemagne et l'URSS.....	258
« L'Allemagne et le monde oriental ».....	260

## Chapitre X

Les relations économiques de la Turquie avec l'Allemagne .....	265
1. Le développement des relations jusqu'en 1929 .....	265
Les orientations économiques du Gouvernement kémaliste dans les années 1920.....	265

Le développement des relations économiques avec l'Allemagne.....	267
Les premières commandes à l'industrie allemande.....	270
2. L'impact de la crise économique en Turquie.....	273
3. Vers une intensification des relations entre les deux pays .....	275

## Chapitre XI

### Les relations culturelles : politique d'état et réception

de la culture allemande.....	279
1. Le développement de la politique culturelle allemande.....	279
La presse .....	280
Les institutions scolaires et universitaires.....	282
La turcologie .....	284
L'archéologie.....	286
2. La propagande kémaliste en faveur de la « nouvelle Turquie » .....	290
3. L'intérêt culturel pour l'Allemagne .....	294
Le nationalisme et la langue allemande .....	294
Les critiques à l'encontre de l'influence française.....	298
La revue <i>Kadro</i> et le courant allemand de la « révolution conservatrice ».....	300
L'Allemagne comme modèle de réussite scientifique et technologique .....	303
4. Regards turcs sur la situation politique en Allemagne de 1929 à la veille de la prise du pouvoir par Hitler.....	305

## Chapitre XII

### Le rôle imparti à l'Allemagne dans la modernisation

de la Turquie kémaliste .....	311
1. La demande d'experts dans le domaine militaire.....	311
2. Les administrations .....	314
3. L'éducation .....	315
L'introduction de la pédagogie allemande .....	315
L'envoi d'étudiants en Allemagne .....	316
4. Le domaine agronome .....	319
5. Le domaine architectural .....	320
Conclusion.....	325

Annexe biographique .....	331
Sources .....	349
Bibliographie.....	355
Index des noms propres.....	375
Table des matières .....	379





ORIENT-INSTITUT  
ISTANBUL

---

ISTANBULER TEXTE UND STUDIEN

1. Barbara Kellner-Heinkele, Sigrid Kleinmichel (Hrsg.), *Mir ‘Alīšīr Nawwā’i. Akten des Symposiums aus Anlaß des 560. Geburtstages und des 500. Jahres des Todes von Mir ‘Alīšīr Nawwā’i am 23. April 2001*. Würzburg 2003.
2. Bernard Heyberger, Silvia Naef (Eds.), *La multiplication des images en pays d’Islam. De l’estampe à la télévision (17-21 siècle). Actes du colloque Images : fonctions et langages. L’incursion de l’image moderne dans l’Orient musulman et sa périphérie. Istanbul, Université du Bosphore (Boğaziçi Üniversitesi), 25 – 27 mars 1999*. Würzburg 2003.
3. Maurice Cerasi with the collaboration of Emiliano Bugatti and Sabrina D’Agostiono, *The Istanbul Divanyolu. A Case Study in Ottoman Urbanity and Architecture*. Würzburg 2004.
4. Angelika Neuwirth, Michael Hess, Judith Pfeiffer, Börte Sagaster (Eds.), *Ghazal as World Literature II: From a Literary Genre to a Great Tradition. The Ottoman Gazel in Context*. Würzburg 2006.
5. Alihan Töre Şagunî, Kutlukhan-Edikut Şakirov, Oğuz Doğan (Çevirmenler), Kutlukhan-Edikut Şakirov (Editör), *Türkistan Kaygısı*. Würzburg 2006.
6. Olcay Akyıldız, Halim Kara, Börte Sagaster (Eds.), *Autobiographical Themes in Turkish Literature: Theoretical and Comparative Perspectives*. Würzburg 2007.
7. Filiz Kırıl, Barbara Pusch, Claus Schönig, Arus Yumul (Eds.), *Cultural Changes in the Turkic World*. Würzburg 2007.
8. Ildikó Bellér-Hann (Ed.), *The Past as Resource in the Turkic Speaking World*. Würzburg 2008.
9. Brigitte Heuer, Barbara Kellner-Heinkele, Claus Schönig (Hrsg.), „Die Wunder der Schöpfung“. *Mensch und Natur in der türksprachigen Welt*. Würzburg 2012.
10. Christoph Herzog, Barbara Pusch (Eds.), *Groups, Ideologies and Discourses: Glimpses of the Turkic Speaking World*. Würzburg 2008.
11. D. G. Tor, *Violent Order: Religious Warfare, Chivalry, and the ‘Ayyār Phenomenon in the Medieval Islamic World*. Würzburg 2007.
12. Christopher Kubaseck, Günter Seufert (Hrsg.), *Deutsche Wissenschaftler im türkischen Exil: Die Wissenschaftsmigration in die Türkei 1933-1945*. Würzburg 2008.
13. Barbara Pusch, Tomas Wilkoszewski (Hrsg.), *Facetten internationaler Migration in die Türkei: Gesellschaftliche Rahmenbedingungen und persönliche Lebenswelten*. Würzburg 2008.

14. Kutlukhan-Edikut Şakirov (Ed.), *Türkistan Kaygısı. Faksimile*. In Vorbereitung.
15. Camilla Adang, Sabine Schmidtke, David Sklare (Eds.), *A Common Rationality: Muʿtazilism in Islam and Judaism*. Würzburg 2007.
16. Edward Badeen, *Sunnitische Theologie in osmanischer Zeit*. Würzburg 2008.
17. Claudia Ulbrich, Richard Wittmann (Eds.): *Fashioning the Self in Transcultural Settings: The Uses and Significance of Dress in Self-Narrative*. Würzburg 2015.
18. Christoph Herzog, Malek Sharif (Eds.), *The First Ottoman Experiment in Democracy*. Würzburg 2010.
19. Dorothée Guillemarre-Acet, *Impérialisme et nationalisme. L'Allemagne, l'Empire ottoman et la Turquie (1908–1933)*. Würzburg 2009.
20. Marcel Geser, *Zwischen Missionierung und „Stärkung des Deutschtums“: Der Deutsche Kindergarten in Konstantinopel von seinen Anfängen bis 1918*. Würzburg 2010.
21. Camilla Adang, Sabine Schmidtke (Eds.), *Contacts and Controversies between Muslims, Jews and Christians in the Ottoman Empire and Pre-Modern Iran*. Würzburg 2010.
22. Barbara Pusch, Uğur Tekin (Hrsg.), *Migration und Türkei. Neue Bewegungen am Rande der Europäischen Union*. Würzburg 2011.
23. Tülay Gürler, *Jude sein in der Türkei. Erinnerungen des Ehrenvorsitzenden der Jüdischen Gemeinde der Türkei Bensiyon Pinto*. Herausgegeben von Richard Wittmann. Würzburg 2010.
24. Stefan Leder (Ed.), *Crossroads between Latin Europe and the Near East: Corollaries of the Frankish Presence in the Eastern Mediterranean (12<sup>th</sup> – 14<sup>th</sup> centuries)*. Würzburg 2011.
25. Börte Sagaster, Karin Schweißgut, Barbara Kellner-Heinkele, Claus Schönig (Hrsg.), *Hoşsohbet: Erika Glassen zu Ehren*. Würzburg 2011.
26. Arnd-Michael Nohl, Barbara Pusch (Hrsg.), *Bildung und gesellschaftlicher Wandel in der Türkei. Historische und aktuelle Aspekte*. Würzburg 2011.
27. Malte Fuhrmann, M. Erdem Kabadayı, Jürgen Mittag (Eds.), *Urban Landscapes of Modernity: Istanbul and the Ruhr*. In Vorbereitung.
28. Kyriakos Kalaitzidis, *Post-Byzantine Music Manuscripts as a Source for Oriental Secular Music (15<sup>th</sup> to Early 19<sup>th</sup> Century)*. Würzburg 2012.
29. Hüseyin Ağuıçenođlu, *Zwischen Bindung und Abnabelung. Das „Mutterland“ in der Presse der Dobrudscha und der türkischen Zyprioten in postosmanischer Zeit*. Würzburg 2012.
30. Bekim Agai, Olcay Akyıldız, Caspar Hillebrand (Eds.), *Venturing Beyond Borders – Reflections on Genre, Function and Boundaries in Middle Eastern Travel Writing*. Würzburg 2013.
31. Jens Peter Laut (Hrsg.), *Literatur und Gesellschaft. Kleine Schriften von Erika Glassen zur türkischen Literaturgeschichte und zum Kulturwandel in der modernen Türkei*. Würzburg 2014.

32. Tobias Heinzelmann, *Populäre religiöse Literatur und Buchkultur im Osmanischen Reich. Eine Studie zur Nutzung der Werke der Brüder Yazıcıoğlu*. In Vorbereitung.
33. Martin Greve (Ed.), *Writing the History of "Ottoman Music"*. Würzburg 2015.

